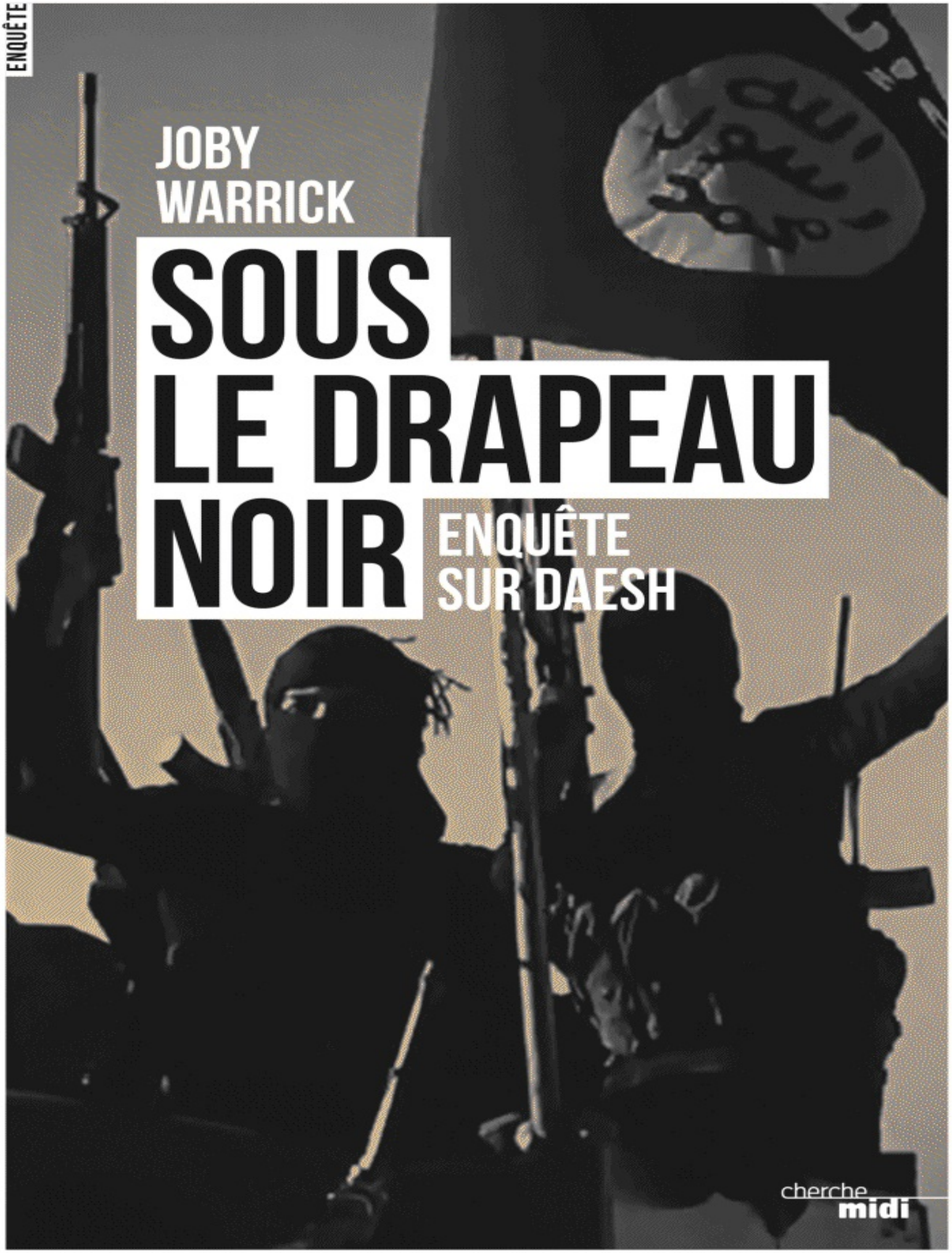
ENQUÊTE



JOBY WARRICK

SOUS LE DRAPEAU NOIR

ENQUÊTE SUR DAESH

cherche midi

Joby Warrick

SOUS LE DRAPEAU NOIR

Enquête sur Daesh

Traduit de l’anglais (États-Unis)
par Tancrède Muiras

COLLECTION DOCUMENTS

cherche midi

Vous aimez les documents ? Inscrivez-vous à notre newsletter
pour suivre en avant-première toutes nos actualités :
www.cherche-midi.com

Ouvrage publié sous la direction d'Arnaud Hofmarcher
avec la collaboration de Marie Misandeau et Pierre Delacolonge

© **Joby Warrick, 2015**
Titre original : BLACK FLAGS: THE RISE OF ISIS
Éditeur original : Doubleday

© **le cherche midi, 2016**, pour la traduction française
23, rue du Cherche-Midi
75006 Paris

Cette édition est publiée en accord avec Doubleday, une marque du groupe Knopf Doubleday, division de Penguin Random House.

ISBN numérique : 9782749152295

Couverture : Mickaël Cunha
Photo : © HO/AFP/AL-Furqan MEDIA

« Cette oeuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette oeuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

À Maryanne,
avec tout mon amour et ma gratitude

« Je t’amène des hommes qui aiment la mort
aussi passionnément que tu aimes la vie. »

Khalid ibn AL-WALID
(guerrier musulman du VII^e siècle,
compagnon de Mahomet)

NOTE DE L’AUTEUR

Les noms de plusieurs agents des services de renseignement jordaniens – encore en service ou retirés – que nous avons interrogés pour cet ouvrage ont été modifiés avec leur accord et pour leur sécurité. Dans les pages qui suivent, ils sont donc désignés par leur *kunya*, leur surnom informel, et non par leur nom de famille officiel.

PRINCIPAUX PROTAGONISTES

La génération Zarqaoui

Abou Mohammed Al-Maqdisi (né Aasim Mohammed Tahir Al-Barqaoui), imam et écrivain jordano-palestinien, ancien camarade de cellule et mentor de Zarqaoui

Abou Moussab Al-Zarqaoui (né Ahmed Fadil Nazzal Al-Khalayla), terroriste jordanien, fondateur d'Al-Qaïda en Irak

Abou Al-Ghadiya, dentiste syrien, principal associé de Zarqaoui, responsable de la logistique

Ayman Al-Zaouahiri, chef de la « maison mère » d'Al-Qaïda, ancien lieutenant d'Oussama Ben Laden

Oussama Ben Laden, fondateur d'Al-Qaïda

L'État islamique d'Irak et ses successeurs

Abou Omar Al-Baghdadi (né Hamid Daoud Mohammed Khalil Al-Zaoui), ex-membre du parti Baas de Saddam Hussein et chef de l'EI de 2006 à 2010

Abou Ayyoub Al-Masri (né Abou Hamza Al-Mouhajer), expert en explosifs égyptien et associé de Zarqaoui, devenu le numéro deux de l'EI en 2006 ; tué lors de frappes aériennes en 2010

Abou Bakr Al-Baghdadi (né Ibrahim Awad Al-Badri), imam et guide spirituel de l'EI dont il a pris la tête en 2010 ; s'est autodésigné « calife » de l'EI en 2014

Abou Wahib (né Shaker Wahib Al-Dulaimi), commandant de l'EI pour la province d'Anbar, violent et obsédé par son image médiatique, a

notoirement assassiné des chauffeurs routiers et d'autres civils chiites

Haji Bakr (né Samir Al-Khlifaoui), lieutenant d'Abou Bakr Al-Baghdadi et chef du conseil militaire de l'EI ; tué en 2014

En Jordanie

Le roi Abdallah II, quatrième souverain du Royaume hachémite de Jordanie

Abou Haytham, haut responsable au sein de la division antiterroriste des services de renseignement jordaniens

Abou Moutaz, officier traitant puis directeur des services de renseignement jordaniens ; expert en « retournement » d'islamistes pour en faire des informateurs

Ali Bourzak, agent des services de renseignement jordaniens, interrogateur légendaire connu sous le nom de « Diable rouge »

Laurence Foley, fonctionnaire à l'ambassade des États-Unis à Amman, en Jordanie

Salem Ben Suweid, disciple de Zarqaoui ; organisateur de l'assassinat de Foley

Azmi Al-Jayousi, Palestino-jordanien formé au camp de Zarqaoui à Herat, en Afghanistan ; a voulu faire exploser une bombe chimique « sale » à Amman

Sajida Al-Richaoui, devait faire partie des kamikazes ayant commis les attentats contre les hôtels d'Amman en 2005

En Irak

Saddam Hussein, président de l'Irak de 1979 à 2003

Charles « Sam » Faddis, agent de la CIA présent en Irak avant l'invasion de 2003 ; a réclamé avec insistance des frappes préventives contre le camp de Zarqaoui

Nada Bakos, agent de la CIA, principale « cibleuse » de Zarqaoui, responsable de la traque de celui-ci

Zaydan Al-Jabiri, chef tribal sunnite, natif de Ramadi, en Irak

General Stanley McChrystal, chef du Joint Special Operations Command qui a mené la traque de Zarqaoui en Irak

Ziad Al-Karbouli, agent des douanes irakien, à la solde d'Al-Qaïda en Irak

Nouri Al-Maliki, Premier ministre d'Irak de 2006 à 2014

En Syrie

Bachar El-Assad, président de la Syrie

Robert S. Ford, ambassadeur des États-Unis en Syrie de 2010 à 2014

Mouaz Moustafa, directeur de la Syrian Emergency Task Force, organisation non gouvernementale qui a été une source d'informations essentielle sur la dégradation de la situation en Syrie

Abou Mohammed Al-Joulani, chef du Jabhat Al-Nosra (le « Front Al-Nosra »)

Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies de 1997 à 2006 ; a tenté de négocier un accord de paix pour la Syrie

À Washington

Dick Cheney, vice-président des États-Unis ; a cherché à ce que la CIA soutienne l'idée de liens entre Al-Qaïda et le pouvoir irakien

Hillary Clinton, secrétaire d'État de 2009 à 2013

Michael V. Hayden, directeur de la NSA et du renseignement national pendant la campagne anti-Zarqaoui ; directeur de la CIA de 2006 à 2009

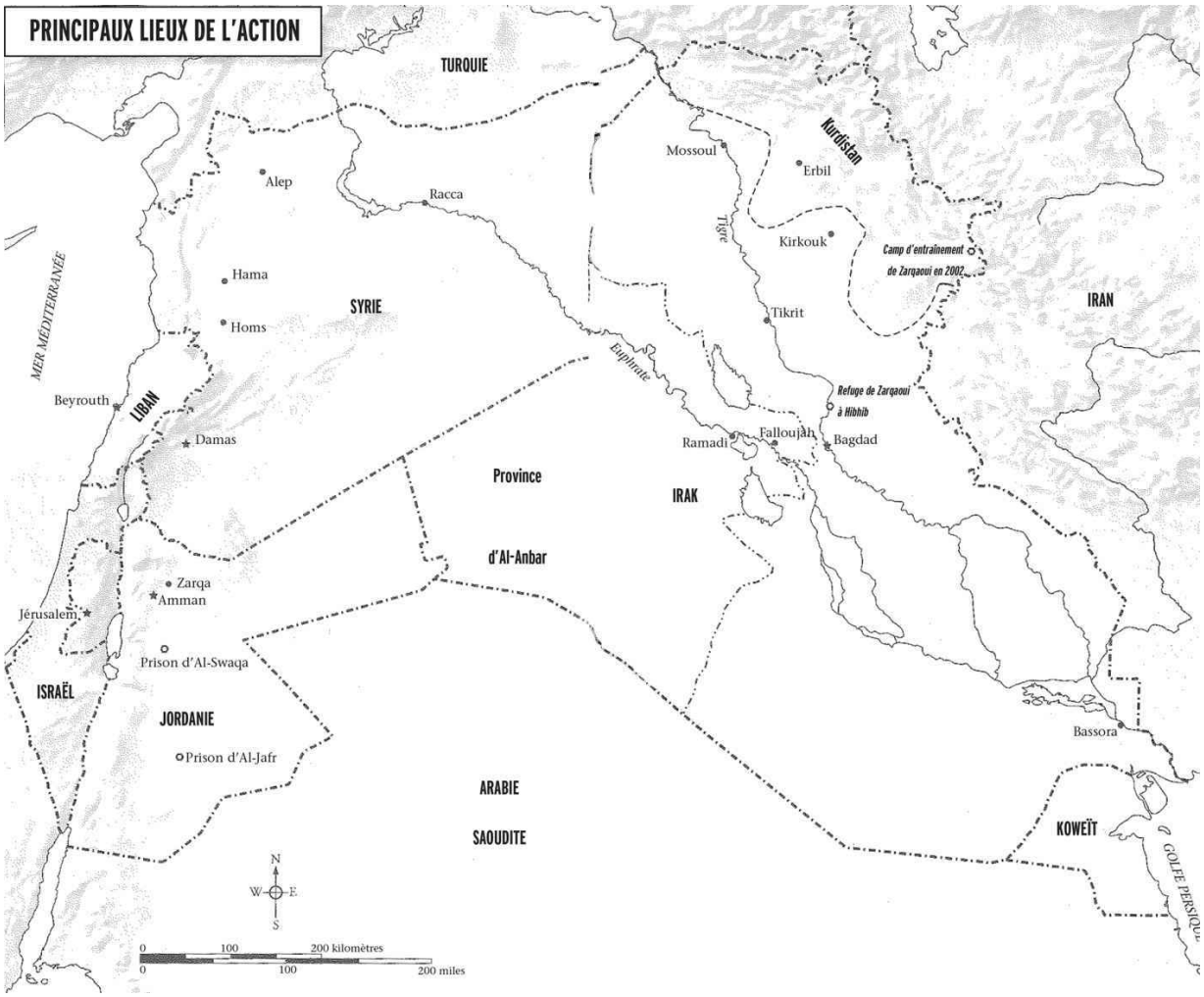
Frederic C. Hof, conseiller spécial du département d'État pour le Moyen-Orient et la Syrie de 2009 à 2012

John McCain, sénateur, président du comité des forces armées du Sénat américain

Leon Panetta, directeur de la CIA de 2009 à 2011, secrétaire à la Défense de 2011 à 2013

Robert Richer, ancien chef de l’antenne de la CIA en Jordanie, devenu ensuite chef de la division du Proche-Orient et directeur adjoint des opérations de l’agence

George Tenet, directeur de la CIA de 1996 à 2004


PRINCIPAUX LIEUX DE L'ACTION
TURQUIE
Alep
Racca
Mossoul
Kurdistan
Erbil
Tigre
Kirkouk
Camp d'entraînement de Zarqaoui en 2002
IRAN
MER MÉDITERRANÉE
Hama
SYRIE
Homs
Tikrit
Euphrate
Refuge de Zarqaoui à Hibhib
Beyrouth
LIBAN
Damas
Ramadi
Fallouja
Bagdad
Province
IRAK
d'Al-Anbar
Zarqa
Amman
Jérusalem
Prison d'Al-Swaqa
ISRAËL
JORDANIE
Prison d'Al-Jafr
Bassora
ARABIE
SAOUDITE
KOWEÏT
GOLFE PERSIQUE
N
W
E
S
0
100
200 kilomètres
0
100
200 miles

PROLOGUE

Amman, Jordanie, 3 février 2015

C'est à la tombée de la nuit que la plus grande prison pour femmes d'Amman reçut l'ordre d'exécution de Sajida Al-Richaoui. Le roi Abdallah II, alors en visite officielle à Washington, avait envoyé personnellement ses instructions à la Cour royale* depuis son avion privé. Le message fut transmis au ministère de l'Intérieur puis au département des prisons, où il provoqua une certaine agitation. Les exécutions officielles sont des affaires complexes où il faut respecter toute une série de procédures, mais le roi avait exprimé on ne peut plus clairement sa volonté : la femme devait être conduite à la potence avant le lever du soleil.

Le directeur se rendit aussitôt dans la cellule où, depuis près de dix ans, Sajida Al-Richaoui vivait dans un isolement qu'elle s'était imposé à elle-même. La prisonnière, âgée maintenant de 45 ans, s'était un peu empâtée ; elle passait l'essentiel de ses journées à regarder la télévision ou à lire une édition de poche du Coran, ne recevant aucune visite et dissimulant ses pensées, quelles qu'elles puissent être, sous le hijab crasseux que lui avait fourni la prison et qu'elle ne quittait jamais. Elle n'était pas stupide, mais semblait totalement déconnectée de ce qui l'entourait. « Quand est-ce que je vais rentrer chez moi ? » demanda-t-elle ainsi à son avocat commis d'office, les rares fois où celui-ci vint la voir durant les mois qui suivirent sa condamnation à mort1. Et puis même ces visites finirent par s'arrêter.

Ce soir-là, quand le directeur s'entretint avec elle pour lui expliquer qu'elle allait mourir au petit matin, Richaoui acquiesça sans prononcer un

mot. Peut-être pleura-t-elle, peut-être pria-t-elle, peut-être jura-t-elle, mais personne dans la prison n'entendit quoi que ce soit[2].

Son exécution prochaine n'était une surprise pour personne. En 2006, un juge avait condamné Richaoui à la pendaison pour sa participation à la pire attaque terroriste qu'ait jamais connue la Jordanie : trois attentats à la bombe simultanés, contre trois hôtels, qui avaient fait 60 victimes dont la plupart étaient les invités d'un mariage. Elle était la kamikaze qui avait survécu, la femme étrange aux sourcils épais que l'on avait fait poser, l'air gauche, devant les caméras de télévision en exhibant la ceinture explosive qui n'avait pas fonctionné. Il fut un temps où, à Amman, tout le monde connaissait son histoire : comment cette Irakienne de 35 ans, célibataire, avait accepté d'épouser un inconnu afin de commettre un attentat-suicide en tant que mari et femme ; comment elle avait paniqué et s'était enfuie ; comment elle avait erré en taxi dans la banlieue nord de la capitale, totalement perdue, demandant son chemin aux passants, ses vêtements et ses chaussures constellés de sang.

Près de dix ans s'étaient écoulés depuis. On avait reconstruit les hôtels, qui avaient changé de nom, et Sajida Al-Richaoui avait comme disparu dans le dédale du système pénal jordanien. À la prison pour femmes de Jouwaida, sa notoriété s'était usée, comme celle d'une pièce de musée que plus personne ne regarde. Parmi les plus anciens employés des services de sécurité, certains la surnommaient la « femme de Zarqaoui », allusion sarcastique au tristement célèbre Abou Moussab Al-Zarqaoui, le terroriste jordanien cerveau du triple attentat. Les plus jeunes se souvenaient à peine d'elle.

Puis, en l'espace d'un mois, tout avait changé. Il s'avéra que les disciples de Zarqaoui n'avaient pas oublié Richaoui. Au fil du temps, les terroristes s'étaient donné un autre nom et on les connaissait désormais en Jordanie sous l'acronyme arabe de Daesh – EI en français[**]. Et, au mois de janvier 2015, l'EI demanda à récupérer Richaoui.

Cette demande de libération survenait au milieu de la pire crise intérieure qu'ait traversée la Jordanie depuis des années. Un jet de l'aviation militaire

jordanienne s'était écrasé en Syrie ; le jeune pilote avait été capturé vivant par les combattants de l'EI. L'organisation avait diffusé des photos où l'on pouvait le voir terrifié, à moitié nu, exhibé par des djihadistes hilares, certains levant les bras pour accueillir ce magnifique présent qu'Allah avait fait tomber du ciel.

Au palais comme dans les agences de sécurité, le roi et ses conseillers se préparaient à recevoir des nouvelles plus terribles encore. Ils craignaient que le pilote ne soit massacré publiquement par l'EI ou que les terroristes ne réclament une rançon d'un montant exorbitant.

Fidèle à son habitude, l'EI annonça sa décision de façon macabre. Moins d'une semaine après le crash, la famille du pilote prisonnier reçut un appel provenant de son propre téléphone3. À l'autre bout du fil, un inconnu qui parlait arabe avec l'accent irakien leur fit part de la demande inattendue du groupe.

« Nous voulons notre sœur Sajida », dit-il.

Le groupe réitéra cette requête, en ajoutant d'autres au gré de négociations où tout changeait sans cesse et qui demeurèrent, pour l'essentiel, unilatérales. Toutes ces exigences étaient transmises au quartier général du Moukhabarat, les services de renseignement jordaniens, et finissaient sur le bureau du très impressionnant général de brigade qui dirigeait la section antiterroriste. Même dans une agence réputée pour sa rudesse, Abou Haytham, 47 ans, était un homme à part ; il avait la carrure imposante de celui qui a appris à se battre dans la rue et la trempe d'une enclume. Cela faisait maintenant plusieurs années qu'il combattait les diverses incarnations de l'EI et il était célèbre pour avoir fait craquer certains de ses dirigeants lors d'interrogatoires. Zarqaoui lui-même s'était retrouvé à plusieurs reprises face à Abou Haytham, tout comme Sajida Al-Richaoui, que l'EI cherchait maintenant à faire libérer.

Pour quiconque n'était pas au fait du contexte jordanien, cette demande ne rimait pas à grand-chose. Richaoui n'avait pas la moindre valeur en tant que combattante ou comme dirigeante, ni même en tant que symbole. Elle n'était connue que pour sa participation à un seul et unique attentat et elle

avait tout raté dans les grandes largeurs. Loin d'être la « femme de Zarqaoui », elle n'avait jamais rencontré l'homme qui avait ordonné les attentats. Si l'EI n'avait pas mentionné son nom, sans doute aurait-elle tranquillement vécu le reste de ses jours en prison, son exécution étant sans cesse reportée tout simplement parce qu'il n'y avait aucune raison particulière d'y procéder.

Mais Abou Haytham avait compris. En invoquant le nom de Richaoui, les terroristes revenaient aux origines du groupe, à l'époque où il n'y avait ni EI ni guerre civile en Syrie ; avant que l'effondrement de l'Irak ne donne naissance à leur mouvement ; avant même que le monde n'entende parler d'un terroriste nommé Zarqaoui. Les hommes du Moukhabarat avaient tout fait pour empêcher ce groupe djihadiste de se développer. Ils avaient échoué – parfois du fait de leurs propres erreurs, mais le plus souvent à cause des erreurs de jugement des autres. Aujourd'hui, le mouvement terroriste de Zarqaoui était devenu un État autoproclamé, revendiquant des territoires sur deux frontières de la Jordanie. Et Sajida Al-Richaoui, la kamikaze ratée, était un des nombreux soldes que l'EI entendait régler.

En convoquant ce fantôme oublié, l'EI ressuscitait une des plus terribles nuits de l'histoire du pays, un souvenir toujours brûlant dans la mémoire des hommes de la génération d'Abou Haytham, les anciens capitaines du renseignement, les anciens enquêteurs et leurs adjoints qui avaient depuis accédé à la tête du Moukhabarat. Zarqaoui avait déjà réussi une fois à frapper la Jordanie en plein cœur ; aujourd'hui, avec le pilote entre ses mains, l'EI s'apprêtait à recommencer.

Cette nuit-là, Abou Haytham y était. Ce massacre pour lequel Sajida Al-Richaoui avait été jugée et condamnée à être pendue, il se le rappelait dans les moindres détails[4]. Il se rappelait l'atmosphère de cette nuit, l'odeur du sang et de la fumée, les gémissements des blessés.

Et surtout, il se rappelait les deux petites filles.

Deux cousines de 9 et 14 ans ; il n'avait pas oublié leurs prénoms : Lina et Riham. Des jeunes filles d'Amman, venues célébrer un mariage. Toutes les

deux habillées de blanc, avec un joli petit visage, pâle et parfaitement serein. « Des anges », avait-il pensé.

Elles portaient encore les robes de fête en dentelle presque identiques que leur avaient achetées leurs parents et aussi d'élégantes petites chaussures pour danser. C'était presque miraculeux, mais ni l'une ni l'autre n'avaient la moindre égratignure au-dessus du cou. Lorsqu'il les avait vues pour la première fois, étendues côte à côte sur une planche alors que le chaos régnait à l'hôpital, il s'était dit qu'elles étaient peut-être en train de dormir. Blessées, peut-être, mais sous sédatif et en train de dormir. « S'il vous plaît, faites qu'elles dorment », avait-il prié.

Puis il avait vu les trous atroces qu'avaient faits les shrapnels.

Au moment de l'explosion, les deux jeunes filles se tenaient debout, comme tout le monde ; elles poussaient des cris de joie et applaudissaient les mariés qui s'apprêtaient à faire leur entrée dans la salle de bal du Radisson Hotel d'Amman, illuminée comme un « carnaval du désert » en cette fraîche soirée de novembre. Les pères des jeunes mariés, tout sourire dans leur smoking de location, avaient pris place sur l'estrade ; le chevrotement des flûtes et les pulsations des tambours de l'orchestre arabe atteignaient un tel niveau de décibels que, dans le hall de l'hôtel, les employés devaient crier pour se faire entendre. La soirée battait son plein, merveilleux mélange de bruit, de sueur et d'exubérance. Personne ne semblait avoir remarqué les deux silhouettes vêtues de manteaux sombres qui, un peu gauches, faisaient du surplace dans l'embrasure de la porte puis se faufilèrent parmi les invités en liesse pour gagner l'autre extrémité de la salle de bal.

Il y eut un éclair aveuglant, puis ce fut comme si tout s'écroulait – le plafond, les murs, le plancher. L'onde de choc fit tomber de leur lit les clients des étages supérieurs, voler en éclats les épaisses baies vitrées du hall. Un coup de tonnerre, puis le silence. Et ensuite, des hurlements.

Seule une des bombes avait explosé, mais il en jaillit comme un essaim de rasoirs volants qui cisaillèrent tout sur leur passage. Les centaines de billes d'acier qu'on avait pris soin de disposer le plus serrées possible autour du

cœur de la bombe déchiquetèrent les décorations du mariage, les plateaux de victuailles, les tentures. Elles pulvérisèrent les tables en bois, fracassèrent les carreaux de marbre. Elles lacérèrent les robes de soirée, les sacs à main fantaisie, les vestes de costume, les chemises impeccablement repassées et les petites robes blanches à froufrous que les jeunes filles portent à l'occasion des grandes fêtes.

Ce mercredi de début novembre 2005, Abou Haytham, qui avait alors le grade de capitaine, achevait la dernière d'une longue série de patrouilles quand, peu avant 21 heures, il reçut le premier appel signalant une sorte d'explosion au Grand Hyatt, à l'autre bout de la ville. On pensa d'abord à une fuite de gaz, mais on annonça ensuite une deuxième explosion au Days Inn Hotel, puis une troisième – apparemment bien pire que les autres – au Radisson. Abou Haytham connaissait parfaitement l'endroit. C'était un des lieux les plus prisés d'Amman, réunissant tous les critères de ce faste à la jordanienne un peu clinquant ; il était perché sur une colline et visible de presque partout dans la ville, y compris de son propre bureau, à environ deux kilomètres de là.

Il se précipita à l'hôtel, s'engouffra à l'intérieur en se frayant un chemin au milieu des secouristes, des survivants en train de hurler et des cadavres que l'on avait ramassés et hissés sur des chariots à bagages pour les déposer dehors, dans l'allée. Dans la salle de bal, à travers un brouillard de fumée, à la lueur de l'éclairage de secours, il vit encore d'autres corps. Certains gisaient là, n'importe comment, comme si un géant les avait lâchés du ciel. D'autres avaient perdu un membre. Sur l'estrade détruite, deux silhouettes en smoking : les pères des deux mariés, qui se trouvaient à proximité du terroriste, étaient morts sur le coup.

Abou Haytham envoya ses équipes sur le site des trois explosions ; ses hommes passèrent la nuit à ramasser tous les débris d'engins explosifs qu'ils purent trouver, ainsi que les lambeaux de chair qui constituaient tout ce qui restait des trois kamikazes. Ce n'est que plus tard, à l'hôpital, alors qu'il se penchait sur des rangées de planches de bois dans une morgue de fortune, que toute l'horreur de cette soirée le submergea : les corps détruits,

tous ces blessés, l'odeur du sang et de la fumée, les deux petites filles, Lina et Riham, toujours allongées dans leurs robes blanches déchiquetées. Abou Haytham était un père aimant, qui avait deux filles du même âge.

« Comment un être humain doté d'un cœur peut-il faire une chose pareille ? » se demanda-t-il à voix haute.

À peine deux jours plus tard, on apprit que l'un des assaillants – une femme – avait survécu et pris la fuite. Le lendemain, Sajida Al-Richaoui était assise en face de lui.

Pour avoir été associée à une opération d'une telle ampleur, aussi bien préparée, elle savait sûrement quelque chose. Où frapperaient-ils la prochaine fois ? Que tramaient-ils, peut-être à l'instant même ?

« Je ne sais pas, je ne sais pas », lâchait de temps à autre la femme, dans un bredouillis quasi inaudible. Elle répétait cette même phrase, tout doucement, comme droguée.

Abou Haytham la supplia. Il la menaça. Il en appela à sa conscience, à sa religion, à Allah. Les heures passaient – des heures dont il craignait qu'elles soient cruciales.

« On t'a vraiment lavé le cerveau ! finit-il par hurler. Pourquoi protèges-tu ceux qui t'ont entraînée là-dedans ? »

La femme ne lâcha jamais la moindre syllabe à exploiter, pas plus à ce moment-là qu'au cours des mois qui suivirent, après avoir été jugée et condamnée à mort. Mais Abou Haytham savait déjà qui était derrière tout cela. Tous les hommes du Moukhabarat le savaient, et ce avant même que le coupable ne s'en vante dans un message audio où il s'exprimait en personne. Tout portait sa griffe : les explosions coordonnées en l'espace de dix minutes ; le déploiement de bombes humaines, avec explosif militaire RDX et suffisamment de débris métalliques pour garantir un carnage maximum. Le plus révélateur était les cibles choisies – des hôtels ordinaires, un soir comme les autres, la classe moyenne d'Amman sur son trente et un, réunie dans une salle de bal louée pour célébrer un mariage ou marquer un événement important. Il était peu probable qu'un agent du renseignement ou un général arpente le hall du Radisson à 21 heures un soir

de semaine. Mais des dizaines de Jordaniens seraient là, s'attachant à maintenir les rituels d'une vie normale dans un pays qui avait une zone de guerre à ses portes.

Cette griffe, comme la voix sur l'enregistrement, étaient indubitablement celles de Zarqaoui, un homme que le Moukhabarat connaissait exceptionnellement bien. Au moment de l'attentat, il se trouvait à la tête d'un réseau terroriste particulièrement féroce nommé Al-Qaïda en Irak. Mais les Jordaniens le connaissaient depuis l'époque où il n'était qu'Ahmed, la petite frappe qui avait laissé tomber l'école et était réputé pour aimer l'alcool et la bagarre. Ils l'avaient vu partir en Afghanistan à la fin des années 1980 pour faire la guerre aux communistes puis en revenir, devenu un religieux fanatique endurci au combat. Après s'être essayé une première fois au terrorisme, il avait disparu dans l'une des plus sinistres prisons de Jordanie. À sa sortie, le religieux fanatique endurci au combat s'était doublé d'un redoutable meneur d'hommes.

Abou Haytham était de ceux qui avaient essayé d'influer sur la trajectoire de Zarqaoui après son séjour en prison. Il avait été le dernier officier du renseignement à le rencontrer ; c'était en 1999, avant que le terroriste ne se voie accorder la permission de quitter définitivement le pays pour repartir en Afghanistan et vers un avenir qui, très certainement – imaginaient les Jordaniens –, n'aurait à lui offrir qu'une existence vaine et une tombe poussiéreuse.

Puis était survenu un événement des plus improbables : l'Amérique s'en était mêlée. Hors des services de renseignement, rares étaient ceux qui avaient entendu parler de Zarqaoui lorsque, en 2003, Washington l'avait transformé en superstar du terrorisme en proclamant au monde entier que ce Jordanien inconnu était le maillon entre la dictature irakienne et ceux qui étaient derrière les attentats du 11 septembre 2001. Proclamation erronée, mais quand, quelques semaines plus tard, les troupes américaines avaient envahi l'Irak, le terroriste nouvellement célèbre et bien financé y avait gagné un champ de bataille, une cause et, très vite, des disciples par milliers. En l'espace de trois années chaotiques, il avait délibérément

entraîné l'Irak au bord d'une guerre de religion en lançant une succession d'attentats sauvages contre les civils chiites, dans leurs mosquées, leurs bazars ou leurs écoles. Il avait plongé des millions de personnes dans la terreur en créant une forme nouvelle de terrorisme sur un mode intime : la décapitation individuelle d'otages, enregistrée sur vidéo et envoyée partout dans le monde, par la grâce d'Internet dont la puissance toute nouvelle permettait une diffusion directe dans les foyers. Ce faisant, il réglait violemment ses comptes avec sa Jordanie natale et contribuait à transformer l'éclatante victoire américaine en Irak en la plus coûteuse campagne militaire des États-Unis depuis le Vietnam.

Mais sa principale réussite ne devait se faire jour que quelques années plus tard. D'aucuns avaient beau qualifier son mouvement d'excroissance d'Al-Qaïda, Zarqaoui n'était le suiveur de personne. Son djihadisme nouvelle formule était aussi brutal qu'unique. Oussama Ben Laden avait pour but de libérer progressivement les pays musulmans de l'influence corruptrice de l'Occident afin qu'ils puissent un jour s'unir en une seule et unique théocratie islamique, un califat. À l'inverse, Zarqaoui était déterminé à créer son califat dès maintenant. Il cherchait à instaurer le royaume de Dieu sur Terre à travers des pratiques d'une sauvagerie inimaginable, estimant, à raison, que des actes d'une extrême violence savamment mis en scène rallieraient à sa cause les terroristes les plus endurcis et terrifieraient tellement les autres qu'ils finiraient par se soumettre. Sa stratégie avait ébranlé l'ensemble de la région ; jamais Al-Qaïda n'y était parvenu à ce point.

Mais les excès de Zarqaoui avaient aussi renforcé la détermination de ses adversaires. Immédiatement après les attentats contre les hôtels d'Amman, Abou Haytham et d'autres officiers du Moukhabarat n'avaient eu qu'un seul et unique objectif : éliminer l'homme qui les avait organisés. Et lorsqu'en 2006 ils y étaient enfin parvenus, en fournissant aux États-Unis les renseignements qui avaient permis de traquer Zarqaoui jusqu'à son refuge, le monde s'était imaginé en avoir terminé avec le terroriste et son organisation. Mais non, ses partisans avaient simplement battu en retraite,

reprenant tranquillement des forces dans les provinces sans loi de Syrie jusqu'à leur retour fracassant sous les projecteurs, en 2013, non plus comme un groupe terroriste, mais comme une armée.

Cette fois-ci, l'Amérique, lasse de la guerre, avait refusé d'apporter son aide, jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Aucune initiative digne de ce nom n'avait été prise pour aider à armer les rebelles modérés qui refusaient à l'EI d'avoir un sanctuaire, aucune frappe aérienne n'avait été ordonnée pour harceler ses dirigeants ou ses lignes de ravitaillement. Pour la deuxième fois en dix ans, une vague djihadiste menaçait d'engloutir la région. Pour la deuxième fois, se disaient les Jordaniens, la réponse des Américains avait consisté à percer un nouveau trou dans le canot de sauvetage.

Les successeurs de Zarqaoui avaient adopté diverses appellations avant de se décider pour l'État islamique d'Irak et du Levant – ou simplement État islamique. Mais ils continuaient à se référer à Zarqaoui comme au « cheikh moudjahid », reconnaissant ainsi sa qualité de fondateur à celui qui avait eu l'audace de croire qu'il pourrait redessiner la carte du Moyen-Orient. Et, comme Zarqaoui, ils pensaient que leurs conquêtes ne s'arrêteraient pas là.

Zarqaoui avait lu l'annonce de son destin dans les passages prophétiques des textes sacrés de l'islam, les hadiths. Lui-même et ses disciples étaient les hommes habillés de noir à propos desquels les anciens érudits avaient écrit : « Les drapeaux noirs arriveront de l'Orient, brandis par des hommes puissants aux longues barbes et aux longs cheveux, tirant leurs surnoms de leur terre natale[5]. » Ces conquérants ne se contenteraient pas de revendiquer les anciennes terres musulmanes. Ils seraient également les instigateurs de l'ultime et cataclysmique combat qui, au nord de la Syrie, s'achèverait par la destruction des puissantes armées de l'Occident.

« L'étincelle a été allumée ici, en Irak, prêchait Zarqaoui, et son feu continuera à grandir jusqu'à ce qu'il ait consumé les armées des croisés à Dabiq[6]. »

Les hommes du Moukhabarat avaient déjà entendu ce genre de propos dans la bouche de Zarqaoui lorsqu'il était leur prisonnier. À présent, ces

déclarations enflammées étaient celles de sa postérité. Ils étaient 30 000, de l'autre côté de la frontière, à réclamer leur sœur Sajida.

Le jeu de dupes autour de l'échange de prisonniers prit brutalement fin le 3 février 2015, le lendemain de l'arrivée du roi de Jordanie à Washington. Pour Abdallah II, c'était le dernier d'une épuisante série de voyages officiels au cours desquels il avait ressassé les mêmes appels à l'aide. Son tout petit pays était accablé par deux fardeaux venus de l'étranger : une marée humaine de réfugiés syriens – 600 000 à l'époque – et une très coûteuse participation à la campagne militaire arabo-occidentale contre l'EI. Sa visite à Washington ne se passait pas bien. Les membres du Congrès lui firent part de toute leur sympathie, mais ce fut à peu près tout ; les responsables de la Maison Blanche se livrèrent aux habituelles promesses de soutien à la défense et à l'économie chancelante de la Jordanie, mais le genre d'aide dont Abdallah avait le plus désespérément besoin ne se profilait en rien.

Cela faisait déjà un certain temps que la déception du roi s'était muée en ressentiment7. Au cours de précédentes visites, le président Obama avait répondu par une fin de non-recevoir lorsqu'il lui avait réclamé des bombes guidées laser et d'autres équipements perfectionnés capables de détruire les camions et les tanks de l'EI. Cette fois-ci, on ne s'était même pas engagé à ménager une rencontre entre les deux chefs d'État.

Abdallah se trouvait au Capitole, en train de présenter son argumentaire au président du Comité des forces armées du Sénat, le républicain John McCain, quand il fut interrompu par un de ses conseillers. Le roi sortit dans le couloir et, sur le petit écran d'un smartphone, il regarda la dernière déclaration que venait de diffuser l'EI concernant l'échange de prisonniers. Sous l'œil des caméras, des djihadistes masqués faisaient entrer le jeune pilote jordanien dans une petite cage en métal préalablement aspergée d'essence. Puis ils y mettaient le feu et filmaient l'homme en train de brûler vif.

Lorsque Abdallah fut de retour à la réunion, les assistants de McCain avaient eux aussi vu la vidéo. Le roi avait beau s'efforcer de garder son sang-froid, McCain constata qu'il était passablement secoué.

« Que peut-on faire de plus pour vous ? » demanda-t-il8.

« Je n'ai pas le moindre soutien de votre part, finit par répondre Abdallah. On ne me fournit encore que des bombes non guidées, et même pas en quantité suffisante. Malgré cela, nous effectuons deux fois plus d'interventions que tous les autres membres de la coalition réunis, à l'exception des États-Unis. »

Le roi maintint toutes les réunions prévues, mais il avait déjà décidé de rentrer chez lui. Il se préparait au départ lorsque la Maison Blanche l'appela pour lui proposer quinze minutes d'entretien avec le président. Abdallah accepta.

Dans le bureau ovale, Obama présenta ses condoléances à l'intention de la famille du pilote et remercia le roi pour la contribution de la Jordanie à la campagne militaire contre l'EI. Le gouvernement américain faisait tout ce qu'il pouvait pour le soutenir, lui assura-t-il.

« Non, ce n'est pas vrai », répondit Abdallah avec fermeté. Il dressa la liste des armes et des équipements dont il avait besoin.

« Je ne dispose de bombes que pour trois jours, expliqua-t-il, selon un officiel qui assistait à la conversation. Quand je serai de retour chez moi, je partirai en guerre, et j'emploierai toutes ces bombes jusqu'à épuisement du stock. »

Il restait une autre affaire à régler avant son retour. De l'aéroport, Abdallah appela ses conseillers à Amman pour qu'ils lancent le processus qui aboutirait à deux exécutions capitales. En Jordanie, il y avait dans le couloir de la mort deux détenus condamnés pour avoir commis des actes meurtriers à l'instigation de Zarqaoui. L'un était un Irakien qui avait travaillé pour l'organisation de Zarqaoui durant l'insurrection***. L'autre était Sajida Al-Richaoui. Tous deux devaient être exécutés sans délai.

Le roi savait que, même si les détenus avaient été jugés et condamnés il y a longtemps dans le cadre d'une procédure juridique parfaitement régulière,

les gouvernements occidentaux allaient dénoncer ces exécutions comme un acte de vengeance. Mais cela ne le dissuaderait en rien. Le rendez-vous avec le bourreau n'avait déjà été que trop repoussé, affirma-t-il à ses conseillers.

« Et je ne veux pas entendre un mot », ajouta-t-il.

Le roi était toujours en vol lorsque, à 2 heures du matin heure d'Amman, les gardiens vinrent chercher Sajida Al-Richaoui dans sa cellule. Elle avait refusé le traditionnel dernier repas ainsi que le bain rituel qui permet aux musulmans dévots de purifier leur enveloppe physique afin de se préparer pour l'au-delà. Elle revêtit l'uniforme rouge que portent les condamnés le jour de leur exécution ainsi que son éternel hijab pour se couvrir la tête et le visage.

Elle fut conduite à l'extérieur de la prison où l'attendaient un fourgon et une escorte militaire pour la transférer à Swaqa, la plus grande prison de Jordanie, qui se dresse au sommet d'une colline désertique à une centaine de kilomètres au sud de la capitale. Le convoi y arriva un peu avant 4 heures du matin tandis qu'au sud-ouest, la pleine lune, visible à travers une légère brume, descendait vers l'horizon.

La dernière vision terrestre qu'elle eut avant qu'on ne lui bande les yeux fut celle d'une petite salle d'exécution aux murs blancs et aux fenêtres minuscules, ainsi que quelques visages fatigués qui levaient les yeux depuis la galerie des témoins située juste au-dessous d'elle. Un imam commença à entonner la prière pendant que l'on préparait un nœud coulant avec un lourd fermoir en métal, puis un juge demanda à Sajida Al-Richaoui si elle souhaitait faire part de ses dernières volontés. Il n'obtint pas de réponse.

Elle n'émit pas non plus le moindre son audible au moment où la trappe du gibet s'ouvrit et la précipita dans les ténèbres. Il était 5 h 05 du matin, quelque quatre-vingt-dix minutes avant le lever du soleil, lorsque le médecin de la prison prit son pouls.

La « femme de Zarqaoui » était morte, son exécution marquant le dénouement du pire acte de terrorisme de l'histoire jordanienne. Mais les enfants de Zarqaoui continuaient à nourrir les ambitions bien plus vastes du

père fondateur : la fin de la Jordanie et de son roi, l'effacement des frontières internationales et la destruction des États modernes du Moyen-Orient. Alors, une fois que les drapeaux noirs seraient hissés au-dessus des capitales musulmanes, du Levant jusqu'au golfe Persique, commencerait l'apocalypse, la grande épreuve de force contre l'Occident.

* La Cour royale hachémite de Jordanie est l'organe chargé de faire le lien entre le roi, les corps législatif, judiciaire, militaire et les services de sécurité. *(N.d.T.)*

** La traduction exacte de Daesh est « État islamique en Irak et au Levant » (EIIL). Nous avons opté ici pour le simple « État islamique », le plus couramment employé. *(N.d.T.)*

*** Il s'agit de Ziad Al-Karbouli, dont il sera longuement question au chapitre 16 de ce livre. *(N.d.T.)*

LIVRE I

L'ASCENSION DE ZARQAOUI

1

« Quel genre d’homme est capable de commander avec son seul regard ? »

La plus célèbre prison de Jordanie est la vieille forteresse d’Al-Jafr, connue depuis des décennies pour être le lieu où les fauteurs de troubles sont voués à l’oubli. Elle se dresse à l’extérieur d’un village de Bédouins du même nom, au bord d’une route marquant la frontière entre les zones habitées et le terrible désert qui constitue l’essentiel du sud du pays. Derrière la prison, le terrain n’est plus qu’une cuvette de vase recuite qui s’étend jusqu’à l’horizon sans une colline, sans un rocher et sans le moindre brin d’herbe. La mer qui se trouvait là jadis s’est évaporée il y a une éternité, laissant un vide pareil à un membre amputé, une sorte de néant qui semble tellement contre-nature qu’il suscite un véritable sentiment de frayeur chez les rares voyageurs qui prennent le temps de le contempler. « Il y a là une terrible solitude », a écrit le cinéaste David Lean, qui en 1962 a tourné certaines scènes de *Lawrence d’Arabie* dans ces vasières asséchées et a dépeint le lieu comme « plus désertique que tous les déserts qu’il ait jamais vus[1] ». Quant à son photographe de plateau, Howard Kent, il a tout simplement dit d’Al-Jafr qu’il s’agissait d’« un préavis de ce qu’est l’enfer[2] ».

C’est là que les responsables de l’armée britannique ont choisi de construire une imposante prison aux murs de pierre calcaire et aux hautes tours de guet, à destination des détenus jugés trop dangereux pour les geôles

ordinaires. Et c’est là que, des années plus tard, les Jordaniens ont commencé à mettre en quarantaine activistes palestiniens et autres extrémistes considérés comme des menaces pour l’État. Ils sont plusieurs centaines, la plupart incarcérés sans jugement en bonne et due forme, à y avoir croupi dans des cellules étouffantes et infestées par la vermine, obligés de supporter des températures extrêmes, une nourriture avariée et tout un catalogue de maltraitances recensées plus tard par les inspecteurs des Nations unies3. La coutume voulait qu’à leur arrivée, les nouveaux prisonniers se fassent passer à tabac jusqu’à perdre conscience. Pour d’autres, c’était la flagellation à coups de câbles électriques, les brûlures de cigarette, ou bien on les suspendait, la tête en bas, une perche sous les genoux, position que les gardiens appelaient jovialement celle du « poulet rôti ». Avec le temps, la monarchie finit par être de plus en plus rebutée par le coût de fonctionnement d’une prison aussi isolée du reste de la population et aussi néfaste à sa réputation. En 1979, les derniers détenus furent transférés ailleurs, et Al-Jafr fut abandonnée aux scorpions et à ses fantômes.

Les années passèrent, puis, revirement soudain, on décida de ressusciter cette prison. Les responsables de la Direction de la sécurité publique* étaient de plus en plus préoccupés par les agissements d’une bande de fanatiques antigouvernementaux détenus dans la prison de Swaqa, la plus grande du pays, et en 1998, ils choisirent d’isoler ce groupe pour prévenir toute contagion. Ils rouvrirent une des ailes poussiéreuses d’Al-Jafr et envoyèrent une armée d’ouvriers balayer les couloirs puis préparer une vaste cellule où l’on pourrait placer tout le monde. On installa 25 lits superposés alignés en rangs serrés et l’on verrouilla l’entrée de la cellule par une porte d’acier grillagée, seule ouverture dans la pièce à l’exception des fentes de ventilation situées à hauteur des genoux. Lorsque tout fut prêt, le ministère nomma un directeur et engagea le contingent habituel de gardiens, de blanchisseurs et de cuisiniers. Le nombre de détenus étant trop bas pour justifier l’embauche d’un responsable de santé spécialement dévolu à la prison, Basel Al-Sabha, fraîchement diplômé de la faculté de

médecine, affecté au village voisin par le ministère de la Santé, fut enrôlé à son corps défendant en qualité de médecin référent de 50 individus parmi les plus dangereux de Jordanie4.

Cette nomination ne fut pas vraiment du goût de Sabha, grand jeune homme de 24 ans au visage gracieux, et il ne manqua pas de s'en plaindre amèrement. Les prisons jordaniennes étaient des endroits abominables et celle-ci surpassait toutes les autres, au moins en réputation. Ses craintes se confirmèrent dès le premier jour de son entrée en fonction, lorsque le directeur, un colonel d'âge mûr prénommé Ibrahim, lui énuméra les différentes procédures de sécurité. Lorsqu'on a affaire à des détenus de ce genre, le mit-il en garde, il est crucial de toujours rester de l'autre côté des barreaux, même pendant les examens médicaux. Il prévint également Sabha qu'il ne devait pas se laisser bercer par l'idée qu'une porte en métal constituait une protection suffisante :

« Ce sont des gens très dangereux. Même s'ils ne sont pas dangereux physiquement, ils savent comment vous atteindre. Même moi, je dois y prendre garde. »

Le directeur lui décrivit ensuite les particularités des nouveaux arrivants, de leurs pratiques vestimentaires – la plupart d'entre eux insistaient pour porter des tuniques afghanes par-dessus leur tenue pénitentiaire, dont ils considéraient que le pantalon très ajusté dévoilait trop de choses – à leur capacité à convertir des criminels endurcis, ou même des employés de la prison. À Swaqa, il y avait eu tellement de gardiens qui s'étaient retrouvés sous leur emprise que les responsables de la prison avaient dû limiter la durée des tours de garde à quatre-vingt-dix minutes dans tous les secteurs où l'on pouvait rencontrer des détenus.

Le tour de la prison terminé, le directeur renouvela sa mise en garde au sujet des prisonniers. Il y avait un détenu – apparemment le chef de la secte – dont le pouvoir de séduction était extraordinaire. C'était celui que l'on appelait Maqdisi, exégète religieux et prêcheur extrêmement talentueux, capable, tel un Raspoutine musulman, de contaminer et d'embobiner les esprits.

« Il est très intelligent, c’est une bibliothèque vivante du savoir islamique. Tu le reconnaîtras au premier regard. Un bel homme, grand et mince, aux cheveux châtains et aux yeux bleus. Ne te laisse pas avoir. »

Quelques instants plus tard, Basel Al-Sabha laissait les miradors et les sentinelles lourdement armées pour pénétrer, sous bonne escorte, à l’intérieur du bâtiment et gagner l’aile où avaient été installés les prisonniers. La nuit était tombée depuis longtemps, et seule une faible lueur filtrait à travers les barreaux de la porte de la cellule lorsque le médecin s’en approcha. En regardant de plus près, il distingua les lits alignés, avant d’avoir un premier aperçu saisissant des prisonniers eux-mêmes.

48 détenus étaient assis sur leur lit ou leur tapis de prière, le dos bien droit, fixant la porte avec une attention intense, tels des conscrits attendant l’inspection. Comme l’avait expliqué le directeur, chacun était vêtu du même étrange uniforme : une large tunique enfilée par-dessus la chemise et le pantalon bleus de la prison. Tous les regards semblaient rivés sur une silhouette qui se tenait tout près de la porte ; Sabha s’approcha doucement pour voir de qui il s’agissait.

À l’entrée de la cellule, il y avait deux hommes. Le premier était grand et élancé ; il portait des lunettes qui lui donnaient un air savant, et une tignasse de cheveux châtains dépassait de son chapeau de prière. Sabha devina que c’était celui que le directeur avait appelé Maqdisi, le charismatique chef de la cellule. Il semblait pourtant que c’était l’autre homme qui captait l’attention des occupants. Il avait le teint plus sombre, il était plus petit mais puissamment bâti, avec un cou épais et des épaules dignes de celles d’un lutteur ou d’un gymnaste. Sabha, qui se trouvait maintenant à moins de deux mètres de lui, aperçut une étrange cicatrice sur son bras droit : une balafre irrégulière qui parcourait un bout de peau taché d’encre, d’une couleur bleu usée. Autour de la plaie, on distinguait sur la chair les étirements et les plis résultant de points de suture improvisés.

L’homme à la cicatrice examina les rangées de lits pendant un long moment, puis tourna la tête et fixa ses yeux sur le visiteur. Il avait un visage quelconque, légèrement grassouillet, avec des lèvres épaisses encadrées

d’une fine barbe. Mais impossible d’oublier son regard. Des yeux profondément enfoncés, presque noirs dans la faible lumière de la prison, alertes et inquisiteurs, où l’on entrevoyait une intelligence froide et pas la moindre trace d’émotion. Ni accueillant ni hostile, c’était le regard d’un serpent en train de scruter la jeune souris dodue qu’on vient de lâcher dans sa cage.

Le directeur prit enfin la parole. Il marmonna quelques mots pour présenter le nouveau médecin et déclara la consultation ouverte. « Tous les prisonniers qui ont des soucis de santé peuvent faire un pas en avant pour se faire examiner », dit-il.

Sabha s’approcha encore un peu plus de la porte, s’attendant à une véritable ruée. Il s’était préparé pour l’occasion et avait apporté quantité de pilules et de pommades pour traiter les éruptions cutanées, les petites blessures, les allergies et les affections gastriques qui sont le lot de ceux qui occupent un espace confiné. À sa grande surprise, personne ne bougea. Les prisonniers restèrent immobiles, attendant le signal de l’homme à la cicatrice, qui finit par tourner son regard vers un détenu assis sur un lit situé près de l’entrée de la cellule. Après qu’il lui eut fait un léger signe de tête, le prisonnier en question se leva et marcha vers la porte, sans un bruit. L’homme à la cicatrice hocha une deuxième fois la tête, puis une troisième fois et, un par un, les prisonniers s’installèrent pour faire la queue devant le docteur.

Cinq détenus, et pas un de plus, furent appelés. L’homme à la cicatrice n’avait toujours pas prononcé un mot. Il porta sur le médecin son regard reptilien, le regard d’un homme qui, même dans la plus dure des prisons jordaniennes, exerçait un contrôle absolu.

Sabha se sentait mal à l’aise, comme en proie à une terreur remontant du plus profond des fondations de la vieille forteresse. « Quel genre d’homme est capable de commander avec son seul regard ? » se demanda-t-il.

Les jours qui suivirent, le médecin étudia avec soin les dossiers des détenus afin de mieux connaître ses nouveaux patients et comprendre

pourquoi les responsables de la prison les craignaient tant. Il apprit que le noyau du groupe était constitué d'une vingtaine d'hommes ayant appartenu à des courants islamiques radicaux apparus en Jordanie au début des années 1990. À l'exception de leur chef, Abou Mohammed Al-Maqdisi – un prêcheur séditieux connu pour ses longues harangues contre les dirigeants arabes –, leurs histoires individuelles se révélaient assez banales. Certains étaient d'anciens voyous qui avaient rencontré la religion, trouvant ensuite une certaine reconnaissance et une raison de vivre chez les fanatiques. D'autres avaient fait partie de l'armée de volontaires arabes qui avait combattu les Soviétiques en Afghanistan pendant les années 1980. De retour dans une Jordanie sûre et stable, ces hommes s'étaient retrouvés comme aspirés au sein d'organisations qui offraient un moyen de ressusciter la gloire de leur campagne afghane par le biais d'une perpétuelle guerre sainte contre les ennemis de l'islam.

Ils n'avaient finalement retiré aucune gloire de leurs tentatives de djihad en Jordanie. Les chefs de la petite bande de Maqdisi avaient été arrêtés avant d'avoir mené à bien leur première opération, censée être un attentat contre un poste-frontière israélien. Les autres cibles du groupe consistaient en symboles plutôt dérisoires d'un Occident corrupteur : magasins de spiritueux, vidéoclubs, cinémas porno… Une de leurs premières tentatives s'était soldée par un échec des plus spectaculaires : un membre du groupe s'était porté volontaire pour placer des explosifs dans un cinéma pour adultes, le Salwa. Au bout de quelques minutes passées dans la salle, l'aspirant guerrier avait fini par être si absorbé par le film qu'il en avait oublié sa bombe. Alors qu'il était assis, les yeux collés à l'écran, l'engin avait explosé sous ses pieds. Aucun spectateur n'avait été blessé, mais le terroriste avait perdu ses deux jambes. Six ans plus tard, le double amputé faisait partie des patients de Sabha à la prison d'Al-Jafr. Le médecin l'avait repéré dès sa première visite, assis droit sur son lit, les jambes de son pantalon cousues au niveau des genoux.

Cela faisait maintenant au moins quatre ans que tous les hommes présents dans la cellule étaient incarcérés. Mais si la prison avait pour but de briser

les djihadistes et d'affaiblir leur cause, l'échec s'avérait total. Les privations et le combat quotidien pour conserver toute la pureté de leur pratique religieuse au milieu des dealers, des voleurs et des assassins n'avaient fait que rapprocher ces hommes, confinés dans les mêmes cellules collectives. Ils partageaient les mêmes principes, ceux d'un courant très rigoriste de l'islam créé par Maqdisi et inculqué durant leurs interminables semaines d'enfermement. Ils faisaient preuve d'une discipline hors du commun. Le groupe se comportait comme une unité militaire, avec une chaîne de commandement solidement établie et une obéissance inconditionnelle à l'égard de celui qui était le lieutenant – sélectionné avec soin – de Maqdisi : l'homme à la cicatrice et au buste trapu qui avait fait si forte impression à Sabha lors de sa première visite à la prison. Maqdisi disait aux hommes ce qu'ils devaient penser, mais son numéro deux contrôlait tout le reste : comment parler, comment s'habiller, quels livres lire, quelles émissions de télévision regarder, s'il fallait accepter ou refuser les diktats de la prison, quand et comment combattre. Il était né Ahmed Fadil Nazzal Al-Khalayla, mais préférait être appelé « Al-Gharib » – « l'étranger » –, un pseudonyme qu'il s'était choisi à l'époque où il combattait en Afghanistan. Certains, toutefois, l'appelaient déjà « celui qui vient de Zarqa », la rude cité industrielle du nord de la Jordanie où il avait grandi. Soit, en arabe, « Al-Zarqaoui ».

Sabha eut l'occasion d'observer de près les deux leaders. Le Maqdisi qu'il voyait était un homme doux et agréable, qui tenait plus de l'aimable professeur que du mystique ensorceleur. À la veille de ses 40 ans, il avait l'air las d'un intellectuel estimant mériter meilleure compagnie que les quelques dizaines d'attardés qui partageaient sa cellule. Il dispensait ouvertement des conseils sur l'islam et à l'occasion, des fatwas – des jugements religieux –, mais il préférait consacrer son temps à des occupations plus solitaires : la rédaction d'essais ou la lecture du Coran. Dans ses écrits, Maqdisi ne reculait devant rien : il avait acquis une certaine célébrité dans le monde musulman pour ses ouvrages incendiaires aux titres tels que *La Démocratie est une religion*, où il dénonçait les régimes arabes

laïques, considérés comme anti-islamiques, et appelait à leur destruction. Son œuvre finit par avoir une telle résonance chez les islamistes qu'en 2006, une étude diligentée par le Pentagone conclurait qu'il était le nouveau penseur majeur du monde intellectuel djihadiste.

Avant lui, les idéologues islamistes avaient eux aussi critiqué les dirigeants du monde arabe, les qualifiant de corrompus et d'infidèles – ce thème était ainsi déjà présent dans les écrits de Sayyid Qutb, un essayiste égyptien très influent dont les œuvres ont inspiré les fondateurs d'Al-Qaïda. Mais du point de vue de Maqdisi, tout musulman avait personnellement l'obligation d'agir dès qu'il se trouvait confronté à des preuves d'hérésie officielle. Pour le fidèle, dénoncer ces dirigeants corrompus ne suffisait pas. Allah leur ordonnait également de les éliminer.

« Sa conclusion, radicale, était que ces dirigeants étaient des infidèles et que les musulmans devaient les tuer », a expliqué Hassan Abou Haniya*, écrivain et intellectuel jordanien proche de Maqdisi à l'époque où celui-ci commençait à former sa pensée. « L'idée de "tuer" a constitué un tournant décisif. C'est un message qui a rencontré un véritable écho chez les musulmans qui estimaient que tous ces régimes étaient lamentables et avaient permis à des étrangers d'occuper des terres arabes. Pour ces gens, non seulement Maqdisi validait leur opinion mais il leur expliquait qu'ils étaient dans l'obligation d'agir5. »

Phénomène assez étrange, l'homme qui appelait si explicitement à affronter les ennemis de l'islam avait tendance à éviter tout conflit. Sabha observa qu'à chaque fois que des interrogateurs ou des agents du renseignement venaient le voir à Al-Jafr, il les accueillait avec courtoisie et leur posait des questions sur leur famille, au grand désarroi des autres détenus, qui avaient tant souffert de la main de ces mêmes hommes. Il expliquait patiemment aux gardiens et aux responsables de la prison pourquoi leur gouvernement et eux-mêmes étaient des hérétiques, étayant ses arguments avec des citations du Coran. Toutefois, lorsqu'on le mettait au défi, il lui arrivait souvent de battre en retraite, convenant que d'autres interprétations des textes pouvaient aussi être valides.

« On peut être un membre du Parlement tout en étant aussi un bon musulman », dit-il un jour à Sabha, concédant une nuance qui paraissait en contradiction avec sa thèse principale sur les vices d'un pouvoir non théocratique. « Se faire élire parce qu'on veut servir le peuple, c'est être un bon musulman. Mais croire en la démocratie – croire en des règles créées par les hommes – c'est être un infidèle. »

Maqdisi avait l'air d'apprécier le jeune médecin qui, même s'il était un laïc, était la seule autre personne à Al-Jafr à avoir un diplôme universitaire. Leur relation prit un tour nouveau le jour où la plus jeune des épouses de Maqdisi tomba malade lors d'une visite dans cette prison perdue en plein désert. Elle souffrait de règles inhabituellement abondantes, et Sabha s'arrangea pour l'examiner dans son cabinet privé, au village. Ce geste aurait pu en offenser plus d'un – beaucoup de musulmans ultraconservateurs refusent que leurs femmes soient auscultées par des médecins hommes – mais Maqdisi lui en parut sincèrement reconnaissant. Et à compter de ce jour, ce furent de grands sourires qui accueillirent les visites du médecin à la cellule.

Cependant, la politesse et l'intelligence sont des instruments bien inoffensifs pour diriger des hommes dans des endroits aussi difficiles qu'Al-Jafr. Maqdisi avait besoin d'un exécutant. Il avait trouvé en Zarqaoui l'auxiliaire parfait : un homme qui avait la particularité d'être à la fois servilement dévoué et totalement impitoyable. « Il est très dur, disait Maqdisi avec admiration à propos de son second, et c'est un Jordanien, un vrai Jordanien – un homme de tribu[6]. »

Leurs personnalités n'auraient pu être plus différentes. Zarqaoui était incapable de se montrer chaleureux ou de faire preuve de nuance. L'homme à la cicatrice ne souriait pas. Il ne répondait jamais aux saluts des employés de la prison et refusait d'échanger des banalités avec eux. Et quand il daignait s'exprimer, c'était dans le langage des rues d'un gamin qui avait laissé tomber l'école pour devenir une petite frappe et faire le voyou dans l'un des quartiers les plus durs de Zarqa. Ses manières brusques et son refus de suivre les règles en faisaient depuis l'enfance un authentique fauteur de

troubles et avaient contribué à nourrir la légende qui commençait déjà à se construire autour d'un Zarqaoui alors âgé de 32 ans.

Là où Maqdisi préférait l'univers éthéré des livres et des idées, Zarqaoui était un être purement physique, au corps musclé et trapu qu'il avait su sculpter en perdant du poids, soulevant des seaux de pierres en guise d'haltères[7]. Les histoires qui se chuchotaient au sujet de son passé criminel – les attaques au couteau et les passages à tabac, le proxénétisme et le trafic de drogue – lui donnaient l'aura d'un homme dangereux et imprévisible, un homme d'action capable de tout.

Il avait combattu en Afghanistan avec bravoure, avec témérité même, et sa réputation d'homme enclin à des accès de violence inattendus l'avait suivi jusqu'en prison. Il avait pris l'habitude de braver toute autorité dès le premier centre de détention où il avait été incarcéré avec ses camarades ; il brutalisait et humiliait les détenus qui ne lui revenaient pas, parfois à coups de poing, parfois avec des armes improvisées et parfois – cela se disait beaucoup – sexuellement. Une fois, dans un accès de rage, il avait attrapé un gardien par le col de son uniforme et l'avait accroché à un portemanteau. Un autre jour, il avait été l'instigateur d'une violente manifestation de détenus armés de gourdins et d'épées de fortune fabriquées à partir de leurs montants de lit. « Nous sommes là pour mourir ! » avaient hurlé les prisonniers, et cela aurait certainement fini comme cela si le directeur n'était intervenu juste à temps et n'avait accédé à bon nombre des demandes des djihadistes[8].

Sous la tutelle de Maqdisi, les agressions de Zarqaoui avaient perduré, mais la violence de son énergie avait tout simplement changé de forme. Zarqaoui s'était mis à apprendre le Coran par cœur, lisant des heures entières ou restant, le regard dans le vide, l'ouvrage ouvert sur ses genoux. Alors, sa rage diffuse se concentra : une haine féroce, résolue, contre ceux qu'il percevait comme des ennemis d'Allah. En haut de la liste, il plaçait le roi de Jordanie, Hussein, qu'il tenait pour le dirigeant illégitime d'un pays artificiel, coupable de l'épouvantable crime d'avoir fait la paix avec Israël. Y figuraient également les serviteurs du régime : les gardiens, les soldats,

les hommes politiques, les bureaucrates et tous ceux, innombrables, qui profitaient du système en place. Il en était de même des détenus de la prison qu'il fustigeait comme étant des *kouffar*, des mécréants. Pour les musulmans, ce mot n'est pas une simple épithète ; dans une fatwa, il signifie que la personne en question ne bénéficie plus de la protection de la loi islamique et qu'on peut le tuer en toute impunité. À l'intérieur de la prison, les gardiens se mirent à désigner Zarqaoui et ses plus proches disciples par le terme *Al-Takfiri* – « les excommunicateurs[9] ».

Dans le même temps, Zarqaoui s'imposait chaque jour un peu plus comme leader et homme d'action au sein des détenus islamistes. De ses hommes, il exigeait une obéissance absolue et les réprimandait lorsqu'ils sautaient les prières ou regardaient un journal télévisé présenté par des femmes non voilées. En dépit de ses manières brutales, il gagnait des admirateurs en raison de ses défis téméraires aux autorités de la prison. Lorsque des visiteurs officiels venaient à Al-Jafr, il était fréquent que Zarqaoui les ignore et refuse de les saluer. Il ordonnait à ses hommes de faire de même.

Un jour, alors que la Jordanie avait accepté d'ouvrir ses prisons à une inspection d'associations de défense des droits de l'homme, un haut responsable du ministère de l'Intérieur arriva à Al-Jafr afin de vérifier les conditions de détention et demander aux prisonniers de ne rien dire de négatif aux étrangers. Les islamistes refusèrent de répondre à ses questions et même de le regarder.

Exaspéré, le responsable commença par admonester les détenus, puis il tenta de les amadouer pour qu'ils coopèrent, en leur laissant entendre que leurs peines pourraient être réduites.

« Si Dieu le veut, le roi Hussein vous graciera ! » dit-il[10].

Soudain, Zarqaoui se leva et pointa son doigt à quelques centimètres du nez du bureaucrate.

« Ce maître n'est pas notre maître, lança-t-il d'une voix rageuse. Le nôtre, c'est Allah tout-puissant. »

La réplique du visiteur fut cinglante. « Je le jure devant Dieu, vous ne partirez jamais d'ici ! hurla-t-il. Vous resterez dans cette prison !

– Par Allah, répondit froidement Zarqaoui, nous sortirons. Par la force, si telle est la volonté de Dieu. »

Il y avait une autre facette au personnage de Zarqaoui. Sabha eut plusieurs occasions de s'en apercevoir lors de ses visites à la prison. Et celle-ci détonnait de façon frappante par rapport au comportement habituel de Zarqaoui, comme s'il souffrait d'un dédoublement de personnalité.

À Al-Jafr, tout le monde savait à quel point Zarqaoui vénérait sa mère, comment il redevenait un petit garçon dès qu'elle venait lui rendre visite. Il s'y préparait plusieurs jours à l'avance, lavant ses habits dans l'évier et rangeant son coin de cellule. Certains détenus savaient qu'il lui écrivait de véritables lettres d'amour, ainsi qu'à ses sœurs. On entendait rarement parler de son épouse, Intisar, ou de leurs deux jeunes enfants. Mais à sa mère et à ses sœurs, il adressait des courriers exubérants, agrémentés de poèmes et de fleurs qu'il dessinait dans la marge.

« Oh, ma sœur, comme tu as pu souffrir à cause de mon emprisonnement au nom de ma religion », écrivit-il à Oum Qadama dans un petit mot calligraphié avec soin où alternaient encre bleue et encre rouge11. Il concluait par un poème :

Je t'ai écrit une lettre, ô ma sœur,
J'en ai fait le désir de mon âme.
La première chose à propos de laquelle j'écris, c'est le feu de mon cœur,
Et la seconde, mon amour et mon attente.

Un autre objet des attentions démesurées de Zarqaoui était le sort de ceux qui, parmi ses hommes, étaient souffrants ou blessés. Lorsqu'un des islamistes tombait malade, il endossait le rôle de l'héroïque infirmier, renonçant à ses propres couvertures et à sa propre pitance pour lui fournir du réconfort. Alors, il ne lâchait pas un instant Sabha ni le deuxième

médecin qui avait rejoint le personnel de la prison, les harcelant dès qu'il avait le sentiment que ses hommes se faisaient flouer.

« Où sont les médicaments que vous avez promis à celui-ci ? » demandait-il, d'après le récit de Sabha. Lorsqu'un détenu quitta quelques jours Al-Jafr pour se faire soigner à l'hôpital, il se fit autant de mauvais sang qu'un parent inquiet, bombardant sans arrêt Sabha de questions pour avoir de ses nouvelles.

Sabha fut particulièrement frappé par la tendresse dont faisait preuve Zarqaoui à l'égard du plus fragile des prisonniers, un double amputé nommé Eid Jahaline, le malheureux terroriste qui avait totalement raté son attentat contre un cinéma porno. Jahaline, qui, en plus de son infirmité, souffrait de problèmes psychologiques, avait toujours dormi avec les autres détenus islamistes malgré son grand handicap. Zarqaoui s'était lui-même désigné comme son valet personnel ; il l'aidait à se laver, s'habiller et se nourrir. Presque tous les jours, il portait le cul-de-jatte dans ses bras pour l'emmener aux toilettes. Sabha supposa que ce rituel quotidien procédait autant de la rectitude qui caractérisait Zarqaoui que d'une sincère compassion envers son camarade. En vertu du très strict code moral islamiste, exposer le corps nu de cet homme aux yeux des autres constituait une humiliation et un péché.

Un soir, alors que Sabha se trouvait en visite à la cellule, Jahaline souffrit d'une de ses attaques périodiques – une crise de hurlements qui se traitait habituellement au moyen d'antipsychotiques. Sabha prit une seringue et s'apprêtait à lui administrer la piqûre lorsque Zarqaoui s'avança pour l'en empêcher. Sans un mot, il prit une couverture sur l'un des lits et en recouvrit le bas du corps de Jahaline. Il maintint la couverture en place d'une main et, de l'autre, il tira la ceinture élastique du pantalon de l'infirme, révélant un étroit croissant de peau. Puis il se tourna vers le médecin.

« Assurez-vous simplement de piquer au bon endroit », ordonna-t-il.

Sabha palpa l'os de la hanche à travers les vêtements de Jahaline puis enfonça l'aiguille dans la chair pâle.

Quand ce fut fait, tandis que Jahaline se reposait, apaisé, Sabha leva les yeux et vit que Zarqaoui l'observait avec un regard empli de satisfaction. Il y avait quelque chose dans ces yeux de reptile, quelque chose qu'il n'avait jamais vu auparavant. Il se dit que c'étaient peut-être les premiers frémissements d'un sourire.

En 1998, l'hiver amena des températures glaciales et plusieurs dizaines de nouveaux détenus ; les responsables de la prison résolurent le problème de surpeuplement en les installant dans d'autres parties de la forteresse. Les islamistes restèrent ensemble, à l'écart, comme toujours, mais des brèches infimes finirent par se faire jour. Certains djihadistes suggéraient ouvertement que Zarqaoui devait devenir leur chef à la place de Maqdisi, dont la posture professorale commençait à les exaspérer.

Zarqaoui ne se positionna en rien contre son mentor, mais l'opinion de nombreux détenus était faite. Les arguments théologiques nuancés de Maqdisi n'avaient plus d'effet sur des jeunes hommes qui n'avaient jamais mis le pied au lycée ni sur les petits délinquants qui composaient l'essentiel du groupe. Ils préféraient un dur à cuire comme Zarqaoui, un bagarreur qui s'exprimait simplement et refusait les compromis. Maqdisi le reconnaissait lui-même : il n'était pas un guerrier. À l'époque où il avait séjourné dans des camps d'entraînement arabes en Afghanistan, il avait d'ailleurs renoncé à apprendre à se servir d'une arme.

« Ce n'était pas un combattant qui avait vécu au milieu des balles, des missiles et des tanks, ne fût-ce qu'une journée ! » devait expliquer plus tard un des vétérans d'Afghanistan12.

Manifestement, Zarqaoui appréciait d'être aux commandes, et il prit un rôle de plus en plus prédominant, avec la bénédiction de son mentor, laissant celui-ci présider aux questions spirituelles. Pour la première fois, des gens importants et extérieurs à la prison commencèrent à entendre parler de lui. Maqdisi avait de nombreux admirateurs dans la diaspora de la mouvance islamiste, de Londres aux villes palestiniennes de Cisjordanie ; certains étaient des hommes fortunés et bénéficiant de réseaux étendus au

Moyen-Orient, mais aussi en Afrique du Nord et en Europe. À travers Maqdisi, ils en vinrent donc à entendre parler de son très impressionnant assistant, un vétéran d'Afghanistan doté d'un courage rare et d'un sens naturel de l'autorité.

Pendant ce temps, Sabha était amené à travailler plus fréquemment avec Zarqaoui, et leurs rapports devenaient de plus en plus cordiaux, à défaut d'être chaleureux.

Un soir, alors que Sabha effectuait sa tournée, Zarqaoui le prit à part pour lui adresser une requête. C'était la première fois qu'il demandait quelque chose qui le concernait personnellement.

« Je crois que je suis en hyperglycémie, commença-t-il. Ma mère est diabétique, c'est peut-être héréditaire. Pourrais-tu vérifier ça ? »

Sabha accepta volontiers tout en lui expliquant que c'était un peu compliqué. On ne pourrait pas faire le test dans la prison – un prélèvement de sang dans les cellules d'Al-Jafr, crasseuses et envahies par les souris, présentait trop de risques d'infection. Il faudrait donc emmener Zarqaoui au cabinet privé du médecin.

Il y avait un autre problème à régler : obtenir l'approbation officielle, indispensable, qui autoriserait un détenu aussi dangereux à quitter Al-Jafr. Comme on pouvait s'y attendre, le directeur protesta vigoureusement. Et si c'était une ruse pour permettre à Zarqaoui de s'évader ? Et si ses complices l'attendaient en embuscade au village ? Ibrahim finit toutefois par accepter et fit préparer l'escorte armée qui conduirait le prisonnier au cabinet puis le ramènerait.

Le jour de l'examen, Sabha décida d'attendre l'arrivée de son patient dans son cabinet. La nuit était tombée depuis un bon moment lorsque arriva un convoi d'une dizaine de véhicules, avec plusieurs dizaines de gardes armés de fusils d'assaut. Sabha n'avait jamais vu une escorte militaire aussi importante et il se demanda si ce n'était pas un membre de la Cour royale qui avait décidé de visiter la ville. Au lieu de cela, il vit un seul et unique prisonnier sortir en trébuchant d'un des fourgons avant d'être à nouveau absorbé à l'intérieur d'un cocon mouvant d'hommes armés.

Zarqaoui fut conduit dans le bureau du docteur, en tenue de prisonnier et les menottes aux poignets.

« Retirez-lui ça, s'il vous plaît, ordonna Sabha en désignant les bracelets de métal.

– Monsieur, cet homme est dangereux, protesta un des hommes de l'escorte.

– Vous avez cinquante soldats qui surveillent ses moindres faits et gestes. J'insiste pour que vous lui retiriez ces menottes. »

Après avoir obtenu qu'on libère les mains de Zarqaoui, Sabha procéda à son examen. Il commença par remonter une manche du prisonnier pour prélever un échantillon de sang, mais il fut une nouvelle fois interrompu, cette fois-ci par Zarqaoui.

« Désolé », s'excusa le prisonnier. Zarqaoui rebaissa sa manche. Puis il la remonta à nouveau, lui-même. Sabha avait trébuché sur un autre des mystérieux codes de Zarqaoui s'agissant du contact avec la chair nue.

Pendant qu'il prélevait le sang, Sabha rassembla tout son courage pour interroger Zarqaoui sur l'origine de la mystérieuse cicatrice qu'il avait au bras.

« C'était un tatouage. Une ancre, répondit-il.

– Qu'est-ce qui s'est passé ? »

Zarqaoui lui raconta comment il s'était fait faire ce tatouage à l'âge de 16 ans, à une époque où, disait-il, « il n'avait pas vraiment la mentalité musulmane ». Une fois qu'il avait rejoint la mouvance djihadiste, ce tatouage était devenu pour lui une véritable honte. Il avait tenté de l'effacer de différentes manières, y compris avec de l'eau de Javel. La peau avait pris une couleur rouge sang, mais le tatouage ne cédait pas.

Il avait fini par se tourner vers un parent de Zarqa, qui était venu le voir en prison muni d'un rasoir qu'il avait dissimulé sous ses vêtements. Pendant que Zarqaoui était assis, son complice avait tailladé deux lignes dans la chair, traçant comme un ovale autour du tatouage. Il avait ensuite tranché la couche supérieure de la peau. Une fois la majeure partie du

tatouage disparue, il avait refermé la blessure par des points de suture assez rudimentaires.

Le visage de Sabha trahit l'horreur que lui inspirait l'histoire, mais Zarqaoui haussa les épaules, comme si le fait d'éplucher un morceau de chair offensant était quelque chose d'aussi naturel que d'écraser un cafard. L'islam – son courant de l'islam à lui – l'exigeait. C'était un fait incontestable. Le reste n'était qu'une question de volonté.

« Les tatouages, expliqua-t-il impassible, sont *haram*. Interdits. »

Sabha termina son examen et Zarqaoui, qui ne manifestait aucun signe de faiblesse, repartit pour la prison, toujours sous escorte. Le médecin s'attarda un moment pour réfléchir dans son petit cabinet sur le bord de la route qui longeait un lac mort, que le vaste désert d'Arabie se déployant au-delà rendait plus rabougri encore.

Soixante-dix ans plus tôt, une armée musulmane avait emprunté cette même route vers le nord, à cheval ou à dos de dromadaire, avec la ferme intention d'anéantir, au nom d'Allah, le pays appelé Jordanie. Ces cavaliers bédouins, qui se désignaient eux-mêmes sous le terme d'Ikhwan – « Frères » – avaient été armés et entraînés par le premier roi d'Arabie saoudite, Ibn Séoud, pour l'aider à vaincre ses rivaux politiques13. Mais les ambitions des Ikhwan allaient au-delà de la péninsule arabique. Ces fanatiques assoiffés de sang, qui considéraient toute invention ou pratique occidentale comme l'œuvre de Satan, pensaient qu'ils avaient été choisis par Dieu afin de purifier la région en massacrant tous ceux qui s'alliaient avec des étrangers ou s'écartaient de leur vision très étroite de l'islam. Venus des rudes terres désertiques de l'intérieur, ils envahirent la Jordanie et l'Irak, deux pays créés au début des années 1920, bien déterminés à renverser leurs gouvernements et à mettre en place une théocratie islamique unifiée, ou califat, qui s'étendrait sur tout le Moyen-Orient. Ils dévastèrent les villes et les villages qui se dressaient sur leur route, tranchant la gorge de tout survivant mâle pour s'assurer que soit effacée la moindre trace de modernité occidentale.

Malgré les vaines tentatives du roi saoudien pour les réfréner, une armée d'Ikhwan d'environ 1 500 hommes s'approcha à une quinzaine de kilomètres d'Amman avant d'être finalement stoppée. Des avions de guerre britanniques repérèrent la colonne en approche et la mitraillèrent, tuant près d'une centaine d'hommes.

Plusieurs petits groupes d'insurgés continuèrent à contrôler quelques zones à l'intérieur de l'Arabie saoudite, au moins jusqu'aux années 1950, menaçant et tuant parfois les étrangers qui s'aventuraient près de leurs villages. Puis les Ikhwan disparurent, mais pas les haines féroces qu'ils avaient allumées. Cette intolérance inflexible, cette forme violente, extrême et impitoyable de l'islam perçu comme un feu purificateur, nombreux finiraient par y adhérer à la fin du XX^{e} siècle et au-delà, des villages perdus au cœur de la péninsule jusqu'aux riches cités pétrolières du golfe Persique, des collines sauvages de l'est de l'Afghanistan aux cellules surpeuplées d'une prison jordanienne tristement célèbre.

À Al-Jafr, la contagion fut contenue entre les murs épais de la prison, du moins pour un temps. En vertu de la sentence transmise par le juge d'Amman, l'incarcération de Zarqaoui était censée durer encore dix ans, jusqu'en 2009 ; le jeune homme robuste et plein de vie aurait alors atteint l'âge mûr. Pourtant, Sabha le savait parfaitement, en Jordanie, les peines de prison effectives sont rarement ce qu'elles sont sur le papier. Une condamnation pouvait être drastiquement écourtée suite à un changement de gouvernement, ou pour s'attirer les bonnes grâces d'un parti religieux ou d'une tribu. Le cas échéant, Zarqaoui – et peut-être son armée de disciples – était susceptible de recouvrer soudainement la liberté.

* Administration dont dépendent la police et les prisons de Jordanie. *(N.d.T.)*

2

« Ça, c’était un véritable chef »

Deux semaines avant sa mort – c’étaient encore des jours calmes ; viendraient bientôt les adieux au chevet de sa dépouille, la foule criant son deuil et les dirigeants du monde entier défilant pour rendre un dernier hommage au plus grand homme d’État de Jordanie, celui dont le règne avait duré le plus longtemps –, le roi Hussein convoqua au palais son fils aîné, Abdallah, pour lui faire part d’une décision qui allait transformer la vie du jeune homme et modifier le destin de son pays.

Le roi rentrait tout juste des États-Unis où il avait été hospitalisé six mois durant pour traiter une forme agressive de lymphome ; mais le cancer avait violemment récidivé et les médecins l’avaient prévenu : il ne lui restait plus beaucoup de temps. Le 22 janvier 1999, il téléphona donc à Abdallah, qui était alors un commandant de 36 ans au faîte de sa carrière militaire, et lui demanda de venir au plus vite.

« Je veux te voir », lui dit-il[1].

Abdallah Ben Hussein prit sa voiture et suivit la route escarpée qui menait au palais, sur les collines d’Al-Hummar d’où l’on bénéficiait d’un extraordinaire panorama sur la capitale. Il rejoignit le roi dans la salle à manger ; celui-ci était d’une maigreur inquiétante. À 63 ans, il n’avait plus que la peau sur les os et le teint cireux. Ses cheveux gris et sa barbe qui, il y a quelques années encore, lui donnaient une vague ressemblance avec Sean Connery, étaient tombés depuis longtemps, conséquence d’une chimiothérapie prolongée.

Le roi renvoya ses conseillers et ferma la porte. Puis il se tourna vers Abdallah et prit ses mains entre ses doigts pâles.

« Je veux te faire prince héritier », lui dit-il.

Ces paroles étaient presque incompréhensibles. Depuis plus de trente ans, ce titre était dévolu au prince Hassan, frère cadet du roi, un homme aussi brillant que rompu aux usages du monde, devenu l'héritier présomptif du trône alors qu'Abdallah n'était encore qu'un bambin. Depuis qu'il avait atteint l'âge adulte, le fils aîné du roi, avec son corps d'athlète et son visage poupin, avait passé sa vie à conduire des tanks, à piloter des hélicoptères ou à sauter en parachute. Il avait manifesté bien peu d'intérêt pour la politique et les intrigues de palais, préférant la simplicité des chaînes de commandement militaire. Et voilà que son père entendait le propulser à une fonction qui, entre mille autres dangers, l'exposait à un conflit quasi inévitable avec certains membres de sa famille qui, depuis des années, attendaient que leur temps soit venu de diriger le pays.

« Et mon oncle ? » finit par demander Abdallah – si l'on en croit ses propres dires à l'évocation du souvenir de cette entrevue.

Mais le choix du roi était fait. Quelques jours plus tard, il annonçait publiquement sa décision sous la forme d'une lettre ouverte à Hassan, dont il officialisait la rétrogradation en faisant vaguement allusion à la déception qu'il avait éprouvée face à certains membres cupides de la famille royale, qui faisaient preuve d'arrivisme, qui s'étaient, prétendait-il, montrés déloyaux et dont il dénonçait l'ingérence. Il expliquait qu'après sa mort, la couronne passerait du père au fils – en l'espèce à un fils qui, parmi tous les frères, neveux et onze enfants du monarque, s'était distingué en ne manifestant pas la moindre ambition d'accéder au trône.

Abdallah était né prince héritier. En vertu de la constitution jordanienne mais aussi de plusieurs siècles de tradition dynastique hachémite, ce titre revenait automatiquement à l'aîné des enfants mâles. Mais pendant les années 1960, particulièrement agitées – la guerre semblant sans cesse se profiler et la monarchie étant sous la menace constante d'un assassinat ou d'une révolution de palais –, Hussein avait fait de son frère l'héritier

présomptif du trône afin que la stabilité soit garantie au cas où il mourrait. Exclu de l'ordre de succession, Abdallah avait passé la majeure partie de sa jeunesse et les premières années de sa vie d'adulte hors de Jordanie. Il avait fréquenté écoles privées et universités américaines ou britanniques ; il avait ainsi bénéficié d'une éducation ouverte sur le monde, mais avait été assez peu initié aux rouages internes de son propre pays.

De retour en Jordanie, il avait embrassé la carrière militaire, qui l'avait immergé dans la culture des classes populaires et moyennes jordaniennes ; il partageait avec les autres sous-officiers les mêmes baraquements misérables et les rations de combat couvertes de poussière. Il était monté jusqu'au grade de major général, tout en conservant la passion de ses jeunes années pour les voitures et les motos. Il savourait tout particulièrement les moments où il dirigeait en personne ses unités de forces spéciales dans des opérations contre des terroristes ou d'autres criminels, comme au cours de l'année précédente, lorsque ses commandos avaient investi un refuge de gangsters, ce qui avait donné lieu à une véritable bataille de rue, filmée en direct par la télévision jordanienne.

Mais aujourd'hui, le jeune commandant était assis dans la salle à manger du palais d'Al-Hummar, submergé par l'émotion. En une seule phrase, son père venait de bouleverser son monde et la vie stable, à défaut d'être privilégiée, qu'il avait bâtie pour lui-même, sa femme et leurs deux enfants.

Le roi venait également d'admettre une réalité qu'il n'avait jamais évoquée à haute voix : l'imminence de sa mort.

« J'ai senti mon estomac se serrer, a raconté Abdallah. Je crois que c'était la première fois de ma vie que je me sentais vraiment seul2. »

Il quitta le palais et rentra chez lui pour retrouver sa femme. Rania était assise par terre, dans leur salon, des photos de famille éparpillées autour d'elle. Les larmes lui vinrent aux yeux quand il lui apprit la nouvelle et qu'elle eut pris conscience de l'ampleur des changements qui les attendaient tous les deux.

« Nous allions être jetés sur le devant de la scène, d'une manière qu'aucun de nous n'aurait pu imaginer, a-t-il écrit plus tard dans ses mémoires. Une

meute de loups nous y attendait, guettant notre premier faux pas3. »

Des soucis plus immédiats ne tardèrent pas à éclipser ces appréhensions. Le roi Hussein avait décidé de tenter un nouveau parcours de soins contre le cancer, ce qui signifiait qu'il devait quitter la Jordanie pour les États-Unis afin de subir une nouvelle greffe de moelle osseuse. En son absence, Abdallah se retrouverait donc régent, un rôle qui allait le forcer, malgré son expérience limitée, à se plonger dans un océan de défis de politique intérieure et étrangère. Il ne le savait pas encore, mais la liste des tâches les plus urgentes allait bientôt inclure les préparatifs de funérailles nationales et son couronnement officiel.

Le 29 janvier, Abdallah conduisit son père à l'aéroport, d'où il devait s'envoler pour la Mayo Clinic, dans le Minnesota. Le roi s'assit sur le siège passager, regardant paisiblement par la fenêtre pendant que la voiture parcourait le prospère quartier ouest d'Amman, avec ses tours d'hôtels et de bureaux, avant d'emprunter l'autoroute menant à l'aéroport. Ils traversèrent quelques banlieues pauvres et plusieurs villages avec leurs marchés à ciel ouvert et leurs petites mosquées éclairées au néon. Puis ils roulèrent à pleine vitesse dans la campagne, ses collines escarpées et ses champs jonchés de pierres où les moutons et les tentes de Bédouins s'efforçaient de trouver leur place au milieu des antennes satellite et des pick-up Toyota. Abdallah posa sa main sur celle de son père et la garda ainsi tandis qu'ils faisaient route en silence.

Les adieux se passaient au mieux jusqu'à ce qu'ils arrivent au pied de l'avion et qu'Abdallah, convaincu que c'était la dernière fois qu'il voyait son père, ne perde brièvement la contenance d'acier qu'il s'était promis de conserver. En retenant ses larmes, il aida son père à monter dans l'avion et resta quelques instants avec lui dans l'allée centrale pour lui dire au revoir. Le roi, devait se souvenir Abdallah, regardait son fils droit dans les yeux, luttant lui aussi manifestement contre ses émotions. Au lieu d'une étreinte ou d'instructions de dernière minute, Hussein lui adressa un simple signe de tête, puis se retourna pour remonter l'allée, seul.

Quelques minutes plus tard, le prince héritier retournait à Amman et aux devoirs qui l'attendaient au palais. Il ne devait plus jamais revoir son père conscient. Lorsque le roi revint dans le pays sur lequel il avait régné pendant près d'un demi-siècle, il n'y eut, cette fois-ci, pas de caméras pour filmer l'homme mourant que l'on descendait sur un brancard avant de l'installer dans l'ambulance qui l'attendait pour l'emmener au centre médical Roi-Hussein d'Amman. Là, plusieurs milliers de Jordaniens veillaient sous une pluie froide, refusant de partir jusqu'au moment où, peu après midi, le 7 février 1999, les chaînes de télévision cessèrent soudainement d'émettre, dans tout le pays.

Abdallah demeura assis au chevet du mourant durant ses dernières heures, ressentant encore plus le poids de la solitude dans l'impossibilité où il était de soulager son père, ou de lui demander ne serait-ce qu'un seul conseil sur la façon de gouverner un pays qui semblait perpétuellement en crise, assailli par des ennemis intérieurs comme extérieurs.

Jamais, depuis la naissance du pays, les Jordaniens n'avaient assisté à des funérailles aussi grandioses que celles du roi Hussein Ben Talal. Jamais la foule n'avait été aussi nombreuse que ce jour où le peuple de Jordanie envahit les rues, se massa aux fenêtres et sur les toits, tout le long de la route qu'emprunta le cercueil recouvert du drapeau national : on l'estima à 800 000 personnes, soit presque le quart de la population du pays.

Les Jordaniens restèrent des heures, emmitouflés pour combattre le froid, afin de rendre hommage à un roi qui, pour la plupart d'entre eux, était le seul qu'ils aient jamais connu[4] : un monarque souriant qui savait faire preuve d'empathie, qui avait dirigé le pays à travers guerres extérieures et conflits internes avant de lui faire emprunter, au cours de ses dernières années, la voie historique de la paix. Hommes et femmes pleuraient sans retenue, certains gémissaient et se giflaient eux-mêmes dans une manifestation de deuil propre à la culture arabe. D'autres couraient à côté du cortège funéraire ou se jetaient sur sa route, dans une frénésie de chagrin.

Presque aussi impressionnante était l'assemblée de dignitaires étrangers présents au palais Raghadan d'Amman. Moins de vingt-quatre heures après la mort du roi, les chefs de gouvernement et autres potentats de 75 pays avaient franchi l'arche de pierre qui marquait l'entrée de l'édifice pour assister à ce que les commentateurs qualifiaient déjà de « funérailles du XX^{e} siècle ». Parmi les visiteurs, on comptait trois anciens occupants de la Maison Blanche et le président américain en fonction, Bill Clinton, qui avait pris le temps, avant d'embarquer à bord d'Air Force One, de saluer la mémoire de Hussein, « un homme merveilleux » qui ne puisait pas sa noblesse « dans son titre, mais dans sa personnalité ». Le prince Charles d'Angleterre et le Premier ministre Tony Blair s'étaient également rendus à Amman pour assister aux funérailles, de même que le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, les chefs d'État japonais, français, allemand et ceux des autres principales puissances européennes. Le président russe Boris Eltsine, pâle et désorienté, arriva avec une escouade de gardes du corps avant de repartir quelques minutes plus tard, expliquant qu'il était souffrant.

Mais c'était principalement sur les invités du Moyen-Orient que se portaient tous les regards. Ce contingent comprenait un visiteur surprise : le président syrien Hafez El-Assad, qui avait été durant des années un des pires ennemis de Hussein, qu'il avait combattu sur leur frontière commune et dont il avait cherché à de nombreuses reprises à ébranler le gouvernement. Ce jour-là, l'autocrate vieillissant se mêlait aux autres émirs et souverains qui, à différentes époques, s'étaient battus contre les Jordaniens, contre les Syriens ou les uns contre les autres. Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou, la traditionnelle kippa sur ses cheveux gris, occupait un coin de la salle de réception à coupole, entouré de généraux, de gardes du corps et d'un rabbin barbu. Le chef de l'OLP, Yasser Arafat, faisant à peine son mètre soixante du fait d'un manteau militaire trop long pour lui, bavardait avec le président égyptien Hosni Moubarak. Mais l'homme le plus inquiet dans cette salle, c'était sans doute Khaled Mechaal, le chef du Hamas palestinien, qui avait été plusieurs fois la cible

de tentatives d'assassinat de la part des Israéliens. Deux ans plus tôt, deux agents du Mossad l'avaient piqué avec une aiguille empoisonnée dans une rue d'Amman, à quelques kilomètres de ce même palais. S'il avait survécu, c'était uniquement parce que le roi Hussein, furieux, avait convaincu les Israéliens de fournir un antidote à ses médecins.

Les accueillant tous, l'air légèrement emprunté dans son costume noir et sous son keffieh à carreaux rouges et blancs, se tenait l'homme auquel les visiteurs s'adressaient maintenant avec le titre de roi Abdallah II. Le nouveau monarque se tenait à côté du cercueil, en tête d'une rangée royale de frères, de sœurs et d'oncles, serrant la main à des présidents et des ministres qui lui étaient pour la plupart inconnus. Il n'était pas encore officiellement roi – la prestation de serment devant le Parlement devait avoir lieu plus tard dans la journée – mais après la mort de Hussein, il s'était exprimé à la télévision jordanienne pour informer la nation du changement à venir. Lorsqu'il était apparu à l'écran, lisant son texte, avec derrière lui un portrait de son père rayonnant, c'était la première fois que la plupart des Jordaniens entendaient sa voix.

« Tels sont le jugement et la volonté de Dieu », avait-il dit5.

Ensuite, escorté de ses oncles et de ses frères, il prit place derrière le cercueil de son père en direction du caveau royal, en tête du cortège funèbre ouvert par le cheval favori du défunt, l'étalon blanc Amr, portant une selle vide. Devant le tombeau, près des stèles des deux premiers rois de Jordanie, le corps de Hussein fut retiré du cercueil et mis en terre, recouvert d'un simple linceul blanc.

Restaient à accomplir les formalités de la cérémonie d'investiture devant les deux chambres réunies en Parlement. Après avoir prononcé le serment constitutionnel, le président du Sénat présenta le nouveau souverain du pays.

« Que Dieu protège Sa Majesté le Roi Abdallah et lui accorde la réussite », dit-il.

C'était officiel, mais pas encore tout à fait réel. Et au moment de quitter la cérémonie, le roi se trouva pris de court lorsqu'un aide de camp s'adressa à

lui : « Par ici, Votre Majesté. »

« Par habitude, j'ai cherché mon père du regard », a-t-il raconté plus tard6.

Mais ce titre était à présent le sien, et le pays aussi. Son économie en bout de course, ses politiciens indisciplinés, ses tensions religieuses, ses conflits régionaux étaient maintenant l'apanage d'Abdallah. Il avait également hérité d'un seul coup de légions d'ennemis. Certains étaient proches de lui et jalousaient sa fonction. D'autres étaient les puissances étrangères qui considéraient une Jordanie indépendante comme un obstacle à leurs desseins pour la région. D'autres encore étaient les extrémistes religieux opposés à l'idée même d'un État laïque et pro-occidental nommé Jordanie. Durant les premiers mois de 1999, pendant que le nouvel héritier du trône hachémite prenait place sur son perchoir de façon quelque peu hésitante, tout le monde l'observait avec attention pour voir s'il allait ou non en tomber.

Être le dirigeant d'un pays du Moyen-Orient implique de renoncer à l'espoir de mourir à un âge avancé. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne la Jordanie, où il semblerait que les formidables risques du métier suscitent un royal appétit pour les passe-temps les plus dangereux.

Au cours de sa vie, Hussein avait survécu à au moins 18 tentatives d'assassinat7. Il n'avait que 15 ans quand, un jour d'été 1951, son grand-père – le premier roi de Jordanie, Abdallah 1er – avait été abattu par un tireur palestinien alors qu'ils visitaient tous les deux la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem. Le jeune prince s'était lancé à la poursuite du tueur, échappant lui-même de justesse à la mort lorsque l'homme s'était retourné et avait tiré une balle qui, si l'on en croit le récit du palais, avait rebondi sur une médaille de son uniforme. Plus tard, ses ennemis avaient tenté les embuscades, les accidents d'avion et même les gouttes nasales empoisonnées – Hussein, renversant par mégarde le flacon, avait vu avec horreur le liquide moussant ronger les garnitures chromées de sa salle de bains. Le roi avait échappé tant de fois à la mort qu'il avait acquis une sorte

d’aura d’invincibilité. Les Jordaniens disaient souvent que Hussein avait la *baraka* – les faveurs d’Allah. Il paraissait improbable que l’un de ses fils ait reçu la même bénédiction.

Hussein refusait que ces attentats l’obligent à renoncer à quoi que ce soit. Bien au contraire, tout cela ne faisait qu’augmenter son appétit pour les distractions risquées : courses de voitures, vols en hélicoptère ou en avion de chasse. Un jour mémorable, afin de distraire Henry Kissinger, il avait emmené l’ancien secrétaire d’État américain et sa femme faire un tour d’hélicoptère propre à vous retourner l’estomac : il survolait à toute vitesse les paysages vallonnés de Jordanie tandis que les patins de l’appareil rasaient la cime des palmiers. Kissinger a raconté plus tard que sa femme avait tenté de demander poliment au roi de monter à une altitude plus sûre :

« J’ignorais que les hélicoptères pouvaient voler si bas8.

– Oh ! Ils peuvent même voler encore plus bas », avait répondu le roi. Il était alors descendu au-dessous de la cime des arbres et avait continué son vol en frôlant le sol. « J’ai vieilli de plusieurs années d’un coup », a raconté Kissinger.

En choisissant Abdallah pour successeur, Hussein avait opté pour un leader qui lui ressemblait, du moins à cet égard. À l’inverse de son oncle, le cérébral et prudent prince Hassan, Abdallah partageait le même comportement libre que son père ainsi que sa passion pour les activités à haute teneur en testostérone. Petit garçon, Abdallah hurlait de joie chaque fois que Hussein l’emmenait sur ses genoux pour un tour de désert dans son roadster qui fonçait sur l’autoroute vide en projetant derrière lui des tourbillons de poussière, tout cela sur la musique du dessin animé *Popeye*. Son addiction à l’adrénaline fut à l’origine d’une passion qui n’a jamais faibli pour les courses de motos ou de voitures, le pilotage d’avion ou la chute libre et le saut en parachute.

Abdallah excellait à la lutte, à la course automobile, mais il avait aussi témoigné d’un certain talent pour les blagues de collégiens dans son école privée américaine. Élève officier à la prestigieuse Sandhurst Academy de Grande-Bretagne, il avait refusé un commandement dans l’infanterie,

préférant la vitesse et la puissance de feu des chars d'assaut. Il aimait surtout conduire le FV-721 Fox, un véhicule de reconnaissance blindé aux allures de tank, particulièrement maniable et équipé d'un canon de 30 millimètres, avec des roues à la place des chenilles. Un jour, il prit la tête d'une colonne de Fox pour une expédition sur l'autoroute M4, à l'ouest de Londres, poussant ces véhicules cubiques au maximum de leurs capacités jusqu'à dépasser allègrement les limites de la circulation ordinaire. Après plusieurs minutes lancé ainsi à plein régime, il monta en haut de sa tourelle et vit un officier de police qui roulait à côté de lui, gyrophares allumés. Le policier demanda à la colonne de s'arrêter puis, en hochant la tête, s'approcha d'Abdallah qui se trouvait dans le véhicule de tête :

« Je me demande bien ce que je vais pouvoir écrire dans mon rapport9. » Les élèves officiers s'en tirèrent en fin de compte avec un simple avertissement.

Cette réputation de casse-cou ne fut pas loin de faire échouer, avant même qu'elle ait commencé, la cour que le prince fit à sa future reine, Rania Al-Yassin. Lorsqu'ils se rencontrèrent à un dîner, l'élégante et belle jeune femme était une employée de 22 ans au service marketing d'Apple. Abdallah en tomba immédiatement amoureux, mais on ne peut pas vraiment dire que Rania répondit à ses avances. Abdallah était alors un commandant de bataillon blindé âgé de 30 ans à la peau éternellement tannée par le soleil et doté d'une réputation de *bad boy* ; comme l'a raconté Abdallah dans ses mémoires, être sa dernière conquête n'intéressait pas vraiment cette fille d'une famille de la petite bourgeoisie palestinienne.

« On m'a dit bien des choses sur vous, lui avait-elle lancé.

– Je ne suis pas un ange, avait reconnu Abdallah. Mais je vous assure qu'au moins la moitié des choses que vous avez entendues ne sont que des ragots10. »

Tous les deux décidèrent finalement de se revoir. Six mois plus tard, ayant rassemblé tout son courage pour lui faire sa demande, il emmena Rania dans l'un des lieux qu'il préférait en Jordanie : le sommet d'une petite montagne où lui et son père s'étaient illustrés lors de courses de côte

automobiles redoutables, à défier la gravité. « J'avais espéré lui faire une demande plus romantique », a-t-il reconnu plus tard. Cependant, cette fois, Rania ne le repoussa pas. Ils se marièrent le 10 juin 1993, dix mois seulement après leur première rencontre.

Mais les semaines qui suivirent le couronnement d'Abdallah II effacèrent toute trace du commandant de bataillon casse-cou et accro à l'adrénaline. L'homme qui avait sauté des centaines de fois en chute libre ne prit plus aucun risque, du moins aucun de ceux qui menaçaient sa vie de monarque. Il entreprit d'améliorer ses relations en piteux état avec certains membres de la famille royale, donnant par exemple le rang de prince héritier à son frère cadet, Hashem, fils de la quatrième et très populaire épouse de son père, née américaine, la reine Noor. Mais il renvoya ou rétrograda les hauts responsables des services de sécurité qu'il soupçonnait d'entretenir des liens trop étroits avec son oncle, sa belle-mère ou d'autres membres de la famille. Il décréta ensuite que sa propre épouse, qui n'était pas de sang royal, deviendrait reine. Après quoi la reine Noor quitta définitivement la Jordanie.

D'autres dangers se profilaient par-delà les frontières et le nouveau roi lança une véritable offensive diplomatique destinée à réduire les plus graves de ces menaces. Il se rendit en Arabie saoudite ainsi que dans d'autres émirats du Golfe pour mettre fin à une discorde vieille de presque dix ans, née de la politique de neutralité jordanienne lors de la première guerre du Golfe. Il invita le notoirement belliciste Premier ministre israélien Netanyahou à déjeuner à Amman afin de faire connaissance. Il tenta même d'améliorer ses relations avec la Syrie, nouant d'abord le contact avec le président Hafez El-Assad puis, après la mort de celui-ci, se liant d'amitié avec son fils, Bachar El-Assad, un autre trentenaire qui avait étudié en Occident et avait été choisi, à la surprise de tous, pour succéder à son père.

Puis arriva le moment de faire la paix avec les islamistes. Du moins avec certains d'entre eux.

Les rois de Jordanie ont longtemps cherché à préserver la stabilité intérieure de leur pays par le biais d'une inconfortable alliance avec ses

fondamentalistes religieux, en leur donnant voix au chapitre au Parlement et en faisant preuve d'une grande prudence dans leurs réformes, afin d'éviter d'offenser ce qui demeurait une société tribale profondément conservatrice. Pendant les années 1960 et 1970, le roi Hussein s'était appuyé sur les imams pour faire refluer la menace que constituaient les marxistes et les nationalistes panarabes. Lorsqu'en 1994 il avait conclu la paix avec Israël, cela avait provoqué la fureur de beaucoup de ces mêmes imams, mais le roi était malgré tout parvenu à maintenir des relations cordiales avec le groupe islamiste le plus important, les Frères musulmans, qu'il louait fréquemment comme étant « l'épine dorsale du pays11 ».

Le nouveau roi allait tenter une approche similaire. Quelques semaines après son entrée en fonction, Abdallah invita les dirigeants des Frères musulmans à une réunion informelle dans sa résidence perchée sur la colline. Les imams arrivèrent au palais, comme un véritable essaim de tuniques et de barbes, munis de toute une liste de récriminations concernant les mauvais traitements dont étaient victimes les principaux activistes musulmans. Ils se plaignirent de la censure dans les médias, de l'absence de transparence dans les lois électorales, dont ils prétendaient qu'elles empêchaient leurs candidats de remporter des sièges au Parlement. Abdallah écouta poliment puis, lorsque l'atmosphère se détendit, il offrit à ses visiteurs un cadeau inattendu : le gouvernement allait aussitôt libérer seize militants des Frères musulmans qui avaient été arrêtés après une manifestation. Les invités semblèrent enchantés, ils racontèrent même ensuite aux journalistes que le nouveau roi était l'ami des islamistes.

« Votre Majesté, nous sommes avec vous, comme une équipe, un corps qui a confiance en vous », déclara le chef des Frères à Abdallah12.

Si seulement c'était aussi simple. En dépit des piques rhétoriques dont ils accablaient la monarchie, les Frères musulmans faisaient bel et bien partie de l'*establishment* jordanien. Mais les autres islamistes n'allaient pas se laisser attendrir par la libération d'une poignée de détenus ou quelques vagues promesses d'élargir les choix électoraux. Les musulmans voulaient

avoir leur mot à dire dans la façon de gouverner le pays, même s'ils étaient divisés quant à la direction qu'ils comptaient lui faire emprunter.

Abdallah était disposé à faire des concessions, jusqu'à un certain point. Le jeune roi avait déjà évoqué, lors d'interviews, son intention de voir la Jordanie devenir une véritable monarchie constitutionnelle, dirigée nominalement par un roi mais gouvernée par un Premier ministre désigné par les représentants du peuple au Parlement. Seulement, les conseillers d'Abdallah insistaient auprès de lui pour que ces réformes se fassent en douceur. Dans un pays à faible tradition démocratique, tenter de changer trop rapidement les choses pourrait avoir un effet contre-productif, affirmaient-ils. Les islamistes avaient un grand nombre de soutiens, et ils étaient organisés, motivés et bien financés. Ils pourraient facilement remporter une élection ; le destin du pays se retrouverait alors entre les mains d'un mouvement dont certains dirigeants avaient pour l'avenir de la Jordanie une vision radicalement différente de celle que professaient les Frères musulmans.

On pouvait raisonner les hommes à turban assis autour de la table d'Abdallah. Mais il y en avait d'autres qui, dans le pays comme dans le reste de la région, n'étaient aucunement raisonnables, au sens occidental du terme. Ceux-là, on ne pouvait que les combattre.

La Jordanie portait encore les cicatrices profondes de ses précédentes batailles contre les extrémistes islamistes, lesquelles remontaient aux premiers jours de la monarchie. Certains considéraient l'existence même de cet État comme une abomination, une tentative des puissances coloniales d'affaiblir et de diviser les musulmans. À leurs yeux, la famille royale jordanienne, les Hachémites – qui avait régné sur la ville sainte de La Mecque pendant neuf cents ans – avait de surcroît contribué à cette trahison.

Il est vrai qu'avant le début du XX^{e} siècle, il n'existe aucune trace d'un pays appelé Jordanie – ni même d'un peuple portant le nom de Jordaniens. Un millénaire durant, les terres arides situées à l'est du Jourdain ont fait

partie de différents empires islamiques ou califats qui, à certaines époques, ont pu s'étendre de l'Afrique du Nord aux Balkans tout en englobant l'ensemble de la péninsule arabique et du Levant. Les premiers califes, tenus pour les successeurs du prophète Mahomet, régnèrent depuis Damas et Bagdad. Ils furent ensuite supplantés par les Turcs ottomans, qui agrandirent l'empire islamique et créèrent un califat dirigé par de puissants sultans installés à Istanbul. Les conquérants turcs accordèrent une autonomie limitée à La Mecque, permettant aux Hachémites de conserver le contrôle des sites de la ville sainte conformément à une tradition qui remontait au Xe siècle. Puis, au début du XXe, vint un Hachémite dont l'ambition et l'audace allaient changer le destin de la famille et redessiner les frontières du Moyen-Orient.

Le chérif Hussein Ben Ali, soixante-dix-huitième émir de La Mecque et arrière-grand-père du roi Hussein, accéda au pouvoir au moment où la puissance ottomane commençait à vaciller. Lorsqu'au début de la Première Guerre mondiale les Turcs rejoignirent le camp de l'Allemagne, le chérif Hussein entama des négociations secrètes avec la Grande-Bretagne afin de fomenter une rébellion qui déboucherait sur l'indépendance des Arabes. En 1916, il accepta de participer à l'offensive des Britanniques et des puissances alliées contre les Turcs en échange de la promesse de la reconnaissance par Londres d'une nouvelle nation arabo-islamique. Quatre des fils du chérif – Ali, Fayçal, Abdallah et Zeid – allaient prendre la tête des armées de la péninsule dans ce qui serait connu sous le nom de Grande Révolte arabe, combattant parfois aux côtés de l'officier de l'armée britannique T. E. Lawrence, immortalisé plus tard par les historiens et cinéastes sous le nom de Lawrence d'Arabie.

Les Arabes sortirent victorieux, mais les promesses de la Grande-Bretagne au chérif Hussein expirèrent avant même la fin du conflit. Par le biais des accords Sykes-Picot, signés dans le plus grand secret en 1916, Londres et Paris divisèrent préventivement les terres prises aux Ottomans en protectorats français et britanniques. La guerre terminée, on redessina les cartes pour créer des États totalement nouveaux, dont les royaumes d'Irak

et de Syrie ou l'étroite bande qui s'étendait entre la Méditerranée et le Jourdain, une terre pour les Juifs qui deviendrait plus tard Israël.

Sur la rive orientale du fleuve, pays de Bédouins et d'immenses déserts, les Britanniques taillèrent une enclave à destination du troisième fils du chérif Hussein, Abdallah 1er. Les Britanniques faisaient certes un petit pas vers le respect des promesses faites au dirigeant de La Mecque, mais leur création – qui portait à l'origine le nom d'émirat de Transjordanie avant de prendre celui de Royaume hachémite de Jordanie – semblait manquer singulièrement de plusieurs des ingrédients qui constituent un véritable pays : aucun précédent historique, rien non plus qui ne ressemblât à une identité nationale chez la poignée de tribus vivant dans la région. Le nouvel État ne disposait ni de grandes ressources conséquentes en pétrole, gaz ou gisements miniers ni d'eau pour son agriculture. Même son émir, Abdallah, avait été importé de l'étranger. À l'époque, nombreux furent les observateurs politiques qui prédirent l'effondrement de la Transjordanie en tant qu'État autonome et son absorption par un de ses plus vastes voisins.

La première menace sérieuse fut le fait des hordes Ikhwan qui envahirent le pays au cours des années 1920 avant d'être finalement dispersées grâce à l'intervention des Saoudiens. Ensuite, à la fin des années 1960, ce fut au tour des guérillas palestiniennes de mettre en péril la souveraineté jordanienne. Un véritable patchwork de mouvements activistes, issus des 400 000 immigrants et réfugiés palestiniens qui s'étaient amassés en Jordanie en trois décennies de guerre, s'attaqua aux troupes jordaniennes et tenta à plusieurs reprises d'assassiner le roi Hussein. Le monarque lança alors une offensive devenue célèbre sous le nom de Septembre noir, tuant des milliers d'activistes palestiniens et en chassant encore davantage vers la Syrie ou le Liban. De violents affrontements eurent lieu dans la ville à majorité palestinienne de Zarqa, où l'homme qui allait bientôt se faire connaître sous le nom d'Abou Moussab Al-Zarqaoui était alors un petit garçon de 4 ans.

Pendant les années 1980, les troubles qui agitaient le Proche-Orient menacèrent de se propager à l'intérieur des frontières relativement

pacifiques de la Jordanie. Des milliers de jeunes Palestiniens affrontèrent les soldats israéliens au cours de la première Intifada, tandis que des centaines de jeunes Jordaniens partaient combattre les Soviétiques en Afghanistan. Certains revinrent dans leur village ou dans leur camp de réfugiés avec une solide formation militaire et de nouvelles idées. Quelques-uns, comme Zarqaoui, créèrent leur propre mouvement et commencèrent à chercher de nouveaux moyens de poursuivre le combat contre ceux qu'ils considéraient comme des ennemis de l'islam.

Les radicaux de cette trempe restaient cependant peu nombreux et se caractérisaient par leur manque d'organisation. À l'image d'autres dirigeants arabes, les monarques de Jordanie cherchèrent à contenir cette menace en développant des réseaux de renseignement aussi puissants qu'impitoyables. Parallèlement, ils récupéraient des islamistes plus ou moins modérés en leur octroyant des privilèges et certaines libertés. Comme son père, Abdallah estimait souhaitable que les Frères musulmans jouent un rôle en tant que force d'opposition modératrice en Jordanie. Et comme ses aïeux, il chercha des moyens de renforcer cette alliance informelle en leur accordant occasionnellement des faveurs et autres concessions, censées bénéficier politiquement aux dirigeants du groupe et assurer leur loyauté à l'égard de la couronne.

C'est ce qui se produisit en mars 1999, au terme du deuil officiel de quarante jours qui suivit la mort du roi Hussein. En vertu d'une tradition qui remonte à la création de la Jordanie, le nouveau souverain est censé proclamer une amnistie générale pour les prisonniers du pays, accordant une grâce royale aux détenus condamnés pour des infractions sans violence ou des délits à caractère politique. C'est une façon d'effacer l'ardoise et de marquer des points auprès d'importantes franges de l'électorat, qui vont des islamistes aux puissantes tribus de Transjordanie. Afin de garantir un retour politique optimal, ce sont les membres du Parlement qui ont pour tâche de sélectionner les prisonniers dignes d'être libérés et de mettre au point les procédures légales de l'amnistie. Cette fois-ci, la liste comprit rapidement

500 noms, puis 1 000 et enfin 2 000. Pourtant, les législateurs en demandaient encore plus.

Un débat sur les noms de cette liste éclata au grand jour. Alors que la nouvelle loi excluait quiconque avait été condamné pour des crimes violents ou pour terrorisme, certains législateurs souhaitaient libérer une dizaine de détenus incarcérés pour insoumission ou conspiration en vue de commettre des attentats contre les Israéliens. D'autres insistaient pour que l'on accorde l'amnistie à ceux que l'on surnommait les Arabes afghans, ces vétérans de la guerre sainte contre les Soviétiques en Afghanistan qui avaient constitué des cellules islamistes une fois rentrés chez eux.

« La Jordanie est au seuil d'une nouvelle phase de son histoire, ce qui signifie que le gouvernement doit tourner la page, surtout en ce qui concerne les prisonniers politiques », déclara Saleh Armouti, président de l'association du barreau jordanien, au *Jordan Times*, alors que les négociations traînaient en longueur13. Mais les dirigeants des services de police y voyaient une future catastrophe.

« La plupart d'entre eux récidiveront et nous reverrons leurs visages encore et encore, se plaignit un responsable de la police au même journal. Ce sont essentiellement des voyous qui, une fois libérés, causeront du tort à la population. »

Au bout du compte, la liste finit par comprendre plus de 2 500 noms ; elle reçut l'appui du Parlement et fut transmise au palais en vue d'une approbation finale. Le roi, qui n'occupait ses nouvelles fonctions que depuis six semaines et essayait toujours de se frayer un chemin au milieu d'un champ de mines à trois dimensions – législative, tribale et royale –, se retrouvait confronté à un choix difficile : ou bien donner son aval à la liste, ou bien la renvoyer, provoquant plusieurs semaines supplémentaires de débats.

Il signa.

Beaucoup de mois passèrent avant qu'Abdallah n'apprenne que figuraient sur cette liste plusieurs Arabes afghans de la prison d'Al-Jafr, dont le zèle à vouloir purifier la foi islamique à la manière des Ikhwan aurait dû

instantanément les disqualifier14. Mais à ce moment-là, l'obscur djihadiste nommé Ahmed Fadil Nazzal Al-Khalayla était déjà devenu le terroriste Abou Moussab Al-Zarqaoui. Et le roi de Jordanie ne put rien faire d'autre que de réprimander ses conseillers dans un accès de colère aussi vaine qu'exaspérée.

« Pourquoi personne n'a vérifié ? » s'étonna-t-il15.

Le 29 mars 1999 au soir, un convoi de véhicules pénitentiaires arrivait à Al-Jafr pour venir chercher les premiers détenus islamistes qui recouvraient leur liberté suite à l'amnistie royale. La loi disposant que l'État a l'obligation de ramener les prisonniers dans la ville où ils ont été arrêtés, Zarqaoui et son mentor, Abou Mohammed Al-Maqdisi, montèrent dans le fourgon qui se rendait à Amman. Ils étaient munis de leurs quelques biens et de leurs documents de levée d'écrou fraîchement tamponnés, qui rétablissaient leurs droits d'hommes libres, autorisés à travailler, à participer à des réunions, à être membres d'associations et à voyager comme n'importe quel autre citoyen jordanien. Le chauffeur attendit que la nuit soit tombée pour franchir la porte principale de la prison, passant devant les gardes et les nids de mitrailleuses, devant les palmiers secs et affaissés qui bordaient le chemin, avant d'arriver sur l'asphalte rugueux de l'autoroute menant à la capitale. Pour la première fois depuis cinq ans, ils étaient des hommes libres.

Pas totalement libres, malgré tout. Les deux hommes avaient des femmes et des enfants qu'ils connaissaient à peine, des familles qui avaient lutté pour survivre pendant leur détention, principalement grâce à l'aide de leurs proches. Ils allaient tous deux être l'objet d'une surveillance continue, voire d'un harcèlement de la part de la police secrète du pays. Et même si c'était à des degrés différents, l'un et l'autre étaient étroitement liés à la confrérie islamiste qu'ils avaient ensemble créée en prison.

Au cours des derniers mois passés à Al-Jafr, Maqdisi s'était de plus en plus éloigné des autres détenus. Le jour de sa libération approchant, il parlait de retourner auprès de sa famille et à l'écriture, mais aussi

d’accroître son audience au sein du monde musulman tout en veillant à ne pas commettre le type de délit qui pourrait le faire de nouveau atterrir en prison.

Zarqaoui, de son côté, était déchiré entre deux familles : celle qui était à Zarqa et celle qu’il s’était formée en prison. Ses frères d’Al-Jafr constituaient une structure d’hommes dévoués à sa personne et prêts à le suivre n’importe où. Avec l’amnistie, la survie de cette seconde famille devenait soudain empreinte d’incertitude.

Sabha, le médecin de la prison, était absent le soir du départ de Zarqaoui et des autres pour Amman. La libération de tant de prisonniers suite à l’amnistie signifiait pour lui une charge de travail moins lourde, et la rumeur parlait d’une prochaine fermeture définitive de la prison, ce qui mettait le personnel en effervescence. Le lendemain de la libération des islamistes, Sabha arriva tôt à son travail et passa par le bureau du directeur pour prendre un café et s’informer des dernières nouvelles. Le colonel Ibrahim l’accueillit avec un étrange regard.

« Notre ami est revenu », lui annonça-t-il16.

Il fit traverser la cour au médecin pour se rendre à la cellule des islamistes, laquelle ne contenait maintenant qu’une poignée de détenus qui avaient commis des crimes violents et n’étaient pas éligibles à la grâce. Comme ils approchaient, Sabha aperçut un homme barbu qui se tenait sur le seuil, parlant avec les prisonniers à travers les barreaux. C’était Zarqaoui.

« Il est là depuis 5 h 30 ce matin », dit le directeur.

Zarqaoui avait fait la route jusqu’à Amman, puis avait conduit toute la nuit la voiture d’un ami pour arriver à Al-Jafr avant le lever du jour. Et maintenant, il était là, de retour à l’intérieur de cette prison honnie, haranguant les autres détenus comme un officier qui remonte le moral de ses troupes.

Sabha resta un moment à regarder tout cela, parfaitement incrédule.

« Ça, a-t-il déclaré plus tard, c’était un véritable chef. J’ai su à cet instant que j’entendrais parler de lui. Cet homme finirait par devenir célèbre, ou par mourir. »

3

« Ce genre de problème vous revient toujours tôt ou tard dans la figure »

Six mois après avoir recouvré sa liberté, Abou Moussab Al-Zarqaoui pénétrait dans la salle d'embarquement de l'aéroport international Reine-Alia d'Amman avec le projet de fuir définitivement la Jordanie. Il était muni d'un tout nouveau passeport jordanien, n° Z393834, porteur d'un visa pakistanais, et pourvu d'une couverture tout à fait valable : Zarqaoui, ancien combattant et ancien détenu, se lançait dans les affaires en tant que négociant international de miel.

Il avait eu la bonne idée de se faire accompagner par sa mère, Dallah Al-Khalayla, âgée de 50 ans, élément fort utile à quelqu'un qui tentait de passer pour un simple businessman en quête de partenaires dans son aventure apicole. On pouvait noter l'absence significative de sa femme et de ses trois enfants. La véritable destination de Zarqaoui n'était pas un endroit pour une famille ; il projetait d'ailleurs de prendre une nouvelle épouse une fois qu'il se serait installé là-bas.

Mais ce qu'il n'avait pas prévu, c'était la réception que lui avait préparée le Moukhabarat.

Comme Zarqaoui s'approchait de la porte d'embarquement, plusieurs hommes imposants vêtus de costumes sombres le saisirent par l'épaule et l'emmenèrent sans ménagement dans une pièce voisine, laissant sa mère, interdite, dans le corridor. Quelques minutes plus tard, il était assis dans le

quartier général de l'agence de renseignement, faisant visiblement bien des efforts pour contenir sa colère.

« Je n'ai rien fait ! protesta-t-il. Pourquoi m'avez-vous arrêté[1] ? »

L'homme qui était assis en face de Zarqaoui avait alors interrogé tant de fois le djihadiste qu'il aurait quasiment pu prononcer ses répliques à sa place. Cela faisait plusieurs semaines qu'Abou Haytham, le capitaine des services de renseignement, membre de la division antiterroriste du Moukhabarat depuis maintenant quinze ans, surveillait les préparatifs du voyage de Zarqaoui ; c'était lui qui avait organisé ce « brin de causette » d'avant départ. Zarqaoui ne l'impressionnait pas plus que ça, il le considérait comme un excité islamiste de plus, parlant plus fort et se montrant plus agressif que les autres, mais dénué des capacités intellectuelles et logistiques qui auraient pu en faire quelqu'un de particulièrement dangereux. Néanmoins, cette fois-ci, Zarqaoui avait manifestement concocté un plan pour quitter la Jordanie. Qu'avait-il donc exactement en tête ?

Zarqaoui avait raison sur un point : il n'avait commis aucune infraction, du moins aucune d'une gravité justifiant cette action spectaculaire sous les yeux de sa mère et de tous les passagers présents à l'aéroport. Mais le Moukhabarat n'était pas disposé à le laisser s'éclipser aussi facilement. Son séjour en prison n'avait fait que cimenter ses idées et développer son réseau de conspirateurs potentiels. Et à présent, il avait un billet d'avion pour Peshawar, au Pakistan, porte d'entrée sur les montagnes de l'Hindou Kouch au-delà desquelles il y avait l'Afghanistan. Oussama Ben Laden était en Afghanistan. En 1998, le terroriste saoudien avait fait sauter deux ambassades américaines sur le continent africain et déclaré la guerre aux États-Unis.

Restait encore au capitaine à deviner les véritables desseins de Zarqaoui ; il avait la conviction qu'ils n'avaient rien à voir avec l'élevage d'abeilles dans les montagnes du nord-ouest du Pakistan. Si Zarqaoui entendait rejoindre des terroristes, voilà qui reviendrait plus tard tourmenter la Jordanie.

« On ne peut pas se contenter de le refiler aux autres, expliquait Abou Haytham à ses collègues. Ce genre de problème vous revient toujours tôt ou tard dans la figure. »

Légalement, Abou Haytham pouvait garder Zarqaoui pendant trois jours, le temps que les agents du Moukhabarat examinent ses affaires et interrogent ses parents et ses associés. En réalité, l'agence d'espionnage pouvait le détenir aussi longtemps qu'elle le souhaitait. Zarqaoui, qui s'efforçait toujours de ravaler sa colère alors qu'il attendait dans la salle d'interrogatoire, le savait aussi bien que n'importe qui. Mais Abou Haytham ne manqua pas de le lui rappeler :

« Nous sommes les services de sécurité, et en tant que tels, il est de notre devoir de savoir ce que tu fais. »

Zarqaoui ne s'était pas toujours montré aussi docile. La première rencontre d'Abou Haytham avec celui qui s'appelait alors Ahmed Fadil Nazzal Al-Khalayla avait été une épreuve de force chargée d'adrénaline et qui s'était presque avérée fatale.

Le 29 mars 1994, Abou Haytham faisait partie de l'équipe de quatorze agents lourdement armés qui avait fait une descente dans un appartement où séjournait Zarqaoui. À cette époque, les services de renseignement avaient dans leur ligne de mire une cellule de vétérans de la guerre d'Afghanistan associée à ce qui semblait être un très sérieux complot terroriste. Les membres de cette cellule – tous liés à l'imam radical Abou Mohammed Al-Maqdisi – s'étaient procuré des mines ainsi que des roquettes antichars et s'apprêtaient à attaquer des soldats israéliens en poste sur la frontière jordanienne. L'un des chefs connus de la cellule était Zarqaoui, un ancien combattant d'Afghanistan âgé de 27 ans qui travaillait alors comme employé dans un vidéoclub et consacrait tout son temps libre à des réunions secrètes avec des petits groupes d'islamistes radicaux. Après que certains membres de la cellule avaient disparu dans les prisons du Moukhabarat, Zarqaoui avait quitté sa maison pour cet appartement, afin de se préparer à fuir la Jordanie. Il était en train de mettre la touche finale à son plan

d’évasion au moment où Abou Haytham et les autres agents se regroupaient dans une allée, derrière le bâtiment, pour préparer leur assaut.

Toute la journée, les hommes du Moukhabarat avaient surveillé l’appartement, guettant le retour de Zarqaoui ; puis ils avaient attendu plusieurs heures après qu’il eut éteint la lumière. À 1 heure du matin, utilisant une clé que leur avait fournie le propriétaire, ils firent discrètement glisser le verrou de l’appartement et commencèrent à monter tout doucement l’escalier. Ils trouvèrent Zarqaoui seul dans une chambre du fond, dormant à poings fermés.

Les hommes avaient atteint le pied du lit quand Zarqaoui se réveilla en sursaut. Il insulta les inconnus qui lui faisaient face et glissa la main sous son oreiller comme pour attraper quelque chose.

« Une arme ! » hurla un des agents[2].

Un mur d’hommes s’abattit aussitôt sur Zarqaoui pour l’immobiliser tandis qu’un autre agent s’emparait de l’arme. C’est alors qu’un des membres de l’équipe remarqua un étrange mouvement derrière une tenture. Il se jeta instinctivement en avant et parvint à plaquer au sol un deuxième homme, un Égyptien, qui n’était heureusement pas armé.

« Nous ignorions que quelqu’un d’autre se trouvait dans cet endroit, avait expliqué ensuite Abou Haytham. Si nous l’avons découvert, c’est uniquement parce que le rideau avait bougé et qu’il n’y avait pas de fenêtre derrière. »

Les agents embarquèrent dans leur voiture le pistolet – un M15 automatique, avec trois chargeurs pleins – et les suspects qui continuaient à les insulter. Zarqaoui – « toujours prêt à tuer », comme l’a plus tard raconté un des hommes du Moukhabarat –, assis sur la banquette arrière, jetait des regards noirs aux agents. Il avait les cheveux emmêlés et la manche de sa chemise de nuit déchirée laissait entrevoir ses tatouages.

« Il était furieux et nous hurlait des insultes : “Vous êtes des *kouffar*. Vous êtes des infidèles” », toujours selon le même officier.

De retour au quartier général du Moukhabarat, une véritable forteresse, on procéda à l’interrogatoire. Parmi ceux qui passèrent voir les suspects

figurait Samih Battikhi, le directeur adjoint de l'agence, homme plein d'expérience à l'épaisse tignasse grise. Il observa ses hommes qui, dans une petite cellule, sous une lumière aveuglante, essayaient chacun à leur tour de faire plier le suspect. Zarqaoui s'en moquait totalement, a-t-il raconté plus tard.

« Il déversait son idéologie, un point c'est tout. Il en avait la tête pleine à craquer3. »

Battikhi, qui allait bientôt prendre la direction des services de renseignement, assistait avec de plus en plus d'inquiétude à ce flot continu de Jordaniens qui rentraient au pays après avoir combattu en Afghanistan sous la bannière islamiste de l'armée des moudjahidin. Au début, a-t-il expliqué, les Jordaniens qui se portaient volontaires pour servir là-bas « étaient les gentils, ceux qui combattaient les communistes », parfaitement en phase avec l'idéologie des plus importants alliés du pays : les Américains, les Britanniques ou les Saoudiens. À présent, c'étaient des vétérans qui rentraient chez eux avec une vision des choses radicalement différente, et même une façon différente de parler ou de s'habiller. Zarqaoui avait la même allure et le même langage que les autres, mais son agressivité rappelait à Battikhi celle d'un animal en cage. Il était de notoriété publique qu'il avait été, plus jeune, un bagarreur brutal et un petit délinquant. Battikhi se demandait maintenant si ses deux personnalités n'avaient pas fusionné : le gangster et le fanatique religieux.

« Il n'avait pas le profil. Ce type était un voyou et un ivrogne. Sa famille s'est inquiétée et a essayé de le diriger vers des groupes religieux pour le ramener dans le droit chemin. Mais on aurait dit que le chemin a été trop droit. Et voici comment on se retrouve maintenant face au pire des deux univers. »

En fait, le Moukhabarat en savait déjà beaucoup sur Zarqaoui, même à cette époque qui précéda son séjour en prison. Entre l'épais dossier le concernant qui était aux mains de la police et les légions d'informateurs

dont disposait l'agence de renseignement, les agents furent rapidement en mesure de remplir les quelques blancs qui restaient.

Son dossier en témoignait, Ahmed Fadil Al-Khalayla avait connu des difficultés dès l'enfance, empruntant le redoutable chemin qui mène du vandalisme à la drogue et à l'alcool, puis à des délits plus graves4. Il était né le 30 octobre 1966, de parents appartenant à la classe ouvrière jordanienne : un père fonctionnaire qui travaillait pour la municipalité de Zarqa et une mère très religieuse qui aima ce jeune garçon bien plus que ses sept sœurs et ses deux frères. La famille vivait dans une modeste maison à un étage, perchée sur une colline qui surplombe un vaste cimetière où les pauvres de Zarqa enterrent leurs morts. Ce cimetière est un chaos absolu : quelques milliers de pierres tombales branlantes sur lesquelles des inscriptions ont été griffonnées à la main, disséminées sur un terrain pentu envahi par les mauvaises herbes et les chats de gouttière ; c'est également le seul endroit qui puisse tenir lieu de jardin public dans tout le quartier. Enfant, celui qui allait devenir Abou Moussab Al-Zarqaoui a passé d'innombrables heures à jouer dans ce cimetière ; plus tard, à l'adolescence, ces tombes furent le décor de ses premières incursions dans la délinquance et le crime.

Les Khalayla étaient issus d'une grande et respectable tribu de Transjordanie, les Bani Hassan, un élément biographique qui était censé procurer certains avantages à un jeune homme cherchant à se faire des relations et à trouver un travail dans une société patriarcale comme celle de la Jordanie. Mais Zarqaoui avait gâché ses chances les unes après les autres. Il avait quitté l'école, malgré des notes au-dessus de la moyenne et des résultats témoignant de réelles aptitudes dans les matières artistiques. Il avait subi sans broncher les deux ans de service militaire obligatoire, mais s'était ensuite fait renvoyer d'un travail que lui avait trouvé son père dans les services municipaux. Sa carrière criminelle avait débuté alors qu'il n'avait que 12 ans – il avait donné un coup de couteau à un garçon du quartier lors d'un combat de rue – pour se poursuivre avec le proxénétisme, le trafic de drogue et les voies de fait. À la fin de l'adolescence, il avait des

tatouages et jouissait d'une réputation de gros buveur, de dur à cuire qui prenait plaisir à brutaliser ses adversaires à coups de poing ou à coups de lame. À en croire les agents des services de sécurité et ceux qui le fréquentaient à l'époque, sa conception d'une relation sexuelle consistait à violer des hommes plus jeunes, afin de les humilier et d'asseoir sa propre domination.

Il avait 21 ans quand il avait épousé sa cousine, Intisar, qui lui avait rapidement donné une fille. Mais le plus grand amour de Zarqaoui restait sa mère5. Dallah Al-Khalayla se faisait du souci pour son plus jeune fils mais elle n'avait jamais cessé de croire qu'au fond de lui, il était fondamentalement bon, pas plus qu'elle n'avait abandonné la certitude qu'il finirait par devenir quelqu'un. Elle avait aussi conscience de ses limites intellectuelles. Des années plus tard, lorsque des journalistes se présentèrent chez elle pour l'interroger à propos des actes que l'on attribuait à Zarqaoui, chef terroriste et fabricant de bombes, elle en parut sincèrement amusée.

« Il n'a jamais été très malin », déclara-t-elle à une journaliste américaine6. Elle reconnaissait que son fils était « dévoué à l'islam », mais expliquait sa décision de rejoindre un mouvement djihadiste comme le seul choix possible pour un jeune homme à qui il était impossible de trouver un travail digne de ce nom chez lui.

« Mon fils est un homme bon, un homme comme les autres, une victime de l'injustice », ajouta-t-elle.

C'est sa mère qui avait poussé Zarqaoui à rejoindre les rangs des islamistes. Elle l'avait inscrit à des cours de religion à la mosquée Al-Hussein Ben Ali de la ville, espérant que les imams et les jeunes gens pleins de piété, avec leurs débats théologiques et leurs collectes de fonds pour les saints guerriers musulmans d'Afghanistan, constitueraient pour lui de meilleurs modèles. À la surprise de tous, Zarqaoui s'était plongé dans l'islam avec la même passion dont il avait fait preuve pour ses activités criminelles. Il renonça à l'alcool, fréquenta assidûment les discussions autour du Coran et les prières du vendredi. Il dévora des vidéos et des cassettes audio de propagande sur les guerres religieuses qui faisaient rage

en Afghanistan, en Bosnie et en Tchétchénie. Et quand le chef de prière de la mosquée demanda qui était volontaire pour faire la guerre aux oppresseurs communistes des musulmans afghans, il leva aussitôt la main.

Il arriva à la frontière pakistano-afghane au cours du printemps 1989, quelques semaines après le retrait des dernières troupes soviétiques, mais juste à temps pour participer à l'assaut des islamistes contre le gouvernement afghan pro-Moscou que les Russes avaient décidé de laisser se débrouiller seul après leur départ. Un des vétérans qui l'accueillit à l'aéroport se souviendrait plus tard de lui comme d'un jeune homme maigre et nerveux qui paraissait enthousiaste mais aussi étrangement complexé. Il ne parlait pas beaucoup, et finit par expliquer qu'il appréhendait de prendre la parole parce qu'il craignait que cela ne révèle les lacunes de son éducation et sa connaissance limitée du Coran. Alors qu'il faisait très chaud, il insistait pour porter des manches longues afin de couvrir ses tatouages.

« On savait tous qui il était, un petit voyou bien connu des quartiers de Zarqa », a raconté Hudhaifa Azzam, un de ses camarades de combat d'Afghanistan, fils du très influent imam palestinien Abdallah Azzam, que beaucoup considèrent comme le père du mouvement djihadiste mondial. « Mais depuis, il avait rencontré la religion, et il n'assumait plus du tout ses tatouages. On le voyait souvent cacher ses mains, rongé par la honte[7]. »

La première tâche que se vit assigner Zarqaoui fut d'écrire des articles pour un magazine djihadiste relatant les exploits des moudjahidin sur le champ de bataille, travail qui se révéla assez difficile pour un jeune homme qui avait arrêté l'école très tôt. Parmi ses meilleurs amis figurait Saleh Al-Hami, un collègue journaliste qui avait perdu une jambe sur une mine. Zarqaoui passa de longues heures auprès de lui durant sa convalescence ; il fut si impressionné par la piété de l'homme qu'il s'arrangea pour le marier à une de ses sœurs en la faisant venir au Pakistan. Ce nouveau beau-frère allait plus tard s'installer en Jordanie pour devenir le très élogieux biographe de Zarqaoui. Al-Hami se souvient du jeune Jordanien comme de quelqu'un d'extrêmement émotif, prompt à pleurer dès qu'il lisait le Coran.

La plupart des combattants arabes essayaient d'éviter ce genre de démonstrations, mais pas Zarqaoui.

« Zarqaoui se mettait à pleurer chaque fois qu'il priait à haute voix, même quand il dirigeait la prière », a écrit Al-Hami8.

Au cours de sa formation, pendant les moments de pause, il arpentait la ville pakistanaise de Peshawar, se rendant parfois à une mosquée locale devenue la préférée des combattants arabes. Des années plus tard, l'imam de la mosquée avait encore un souvenir vivace de ce jeune homme à l'air grave qui semblait si tourmenté par ses anciens péchés. Un jour, alors qu'il avait évoqué son projet de se rendre à La Mecque, la ville la plus sacrée de l'islam, Zarqaoui était ainsi venu lui adresser une requête :

« Si vous partez en pèlerinage, une fois que vous serez là-bas, priez Dieu pour qu'il pardonne à Abou Moussab. »

C'est en 1991 que Zarqaoui goûta pour la première fois aux véritables combats, lorsque des rebelles moudjahidin lancèrent une offensive contre des villes tenues par le gouvernement dans les provinces de Paktiya et de Khost, à l'est de l'Afghanistan. Zarqaoui se battit avec enthousiasme et ne tarda pas à acquérir une réputation de grande bravoure, une bravoure qui confinait à la témérité, se rappellent ses camarades. Un jour, selon Azzam, il repoussa à lui seul une colonne d'au moins dix soldats afghans lors d'un échange de tirs dans la ville orientale de Gardez, permettant ainsi aux autres membres de son unité de s'enfuir.

« Il était si brave qu'il m'arrivait souvent de dire que son cœur était mort », a raconté Azzam. Les exploits de Zarqaoui semblaient dépasser la simple prise de risques. On avait parfois l'impression qu'il essayait de se purifier de quelque chose. « J'étais frappé par la façon dont son passé semblait l'affecter, comme s'il était perpétuellement en lutte avec un sentiment de culpabilité. Je pense que c'est pour ça qu'il était si courageux. Il disait : "À cause de ce que j'ai fait dans le passé, rien ne pourra amener Allah à me pardonner, sauf si je deviens un *shahid*" : un martyr. »

Zarqaoui ne devint jamais un martyr, mais dans les montagnes d'Afghanistan oriental, il gagna ses galons de moudjahid – de guerrier de la

foi. Lorsqu'en 1993 il quitta l'Afghanistan, il était devenu un vétéran avec quelques années d'expérience au combat. Il était imprégné de la doctrine d'un islam militant, avait fait son apprentissage, fasciné, auprès des Afghans les plus radicaux et des imams arabes qui allaient bientôt s'allier avec les talibans ou avec Oussama Ben Laden. Il avait de surcroît reçu une formation militaire officielle dans le camp dirigé par Abdul Rasul Sayyaf, le chef de la rébellion afghane qui fut aussi le mentor de Khalid Cheikh Mohammed, cerveau des attentats du 11 septembre 2001.

Comme les autres combattants afghans, il avait également goûté à l'enivrant cocktail de la camaraderie de guerre et de l'improbable victoire des rebelles. Une armée disparate d'Afghans et de volontaires islamistes avait humilié la superpuissance soviétique. Comment expliquer pareille victoire autrement que par l'intervention divine ?

« C'est Dieu qui a donné aux moudjahidine musulmans d'Afghanistan la victoire contre les infidèles », a ainsi déclaré Saif Al-Adel, un lieutenant de Ben Laden9. C'était une idée très largement répandue parmi les vétérans, et Zarqaoui était fortement convaincu de sa véracité.

En 1993, Abou Moussab Al-Zarqaoui et plusieurs centaines d'autres vétérans jordaniens étaient donc de retour dans un pays qu'ils reconnurent à peine. En séjournant quatre ans en Afghanistan pendant qu'Amman et les autres grandes villes de Jordanie s'étaient développées et modernisées, Zarqaoui et ses camarades avaient comme remonté le temps. Dans pratiquement tous les domaines, le pays contrôlé par les talibans était en retard de plusieurs siècles sur le reste du monde.

Maintenant qu'il était revenu dans sa ville natale, Zarqaoui incarnait parfaitement le surnom qu'il s'était lui-même choisi – « l'Étranger ». Une simple expédition au marché local lui rappelait le fossé qui existait entre une Jordanie modérée, accommodante, et la stricte discipline islamique qu'il avait vue à l'œuvre en Afghanistan. Auprès de ses amis, il se plaignait de la façon impudique dont s'habillaient les femmes jordaniennes et de ce que les couples non mariés fréquentaient ensemble cinémas et cafés. Il

pestait également contre les commerces de spiritueux et les sex-shops, dont il avait lui-même été client quelques années plus tôt. C'était jusqu'à sa propre famille qui le décevait : sa mère et ses sœurs refusaient de porter la burka qu'arboraient la plupart des femmes afghanes, et ses frères laissaient leur famille regarder des films non islamiques ou des comédies à la télévision. Zarqaoui était encore plus irrité par les journaux télévisés qu'il regardait à l'occasion et qui relataient les progrès des négociations visant à un traité de paix entre les Palestiniens, la monarchie jordanienne et Israël. L'idée même d'une paix avec l'État juif était un anathème pour nombre d'islamistes. D'anciens soutiens indéfectibles du roi Hussein ne lui ont jamais pardonné cette initiative.

Zarqaoui entreprit de reprendre une vie normale, passant ses journées à louer des films hollywoodiens et des cassettes de propagande islamiste au vidéoclub. Mais inévitablement, il se retrouvait entraîné vers la seule chose qui lui ait donné un but dans la vie. Il lut des livres sur les premiers héros de l'islam et fut particulièrement fasciné par Nour Ad-Din Zengi, un prince guerrier qui exerça son règne depuis Damas au XII^e^ siècle[10]. Nur Ad-Din était célèbre pour avoir anéanti toute une armée de croisés et pour avoir cherché à unifier une mosaïque de royaumes musulmans sous un seul sultanat s'étendant du sud de la Turquie jusqu'au Nil. Après que ses soldats eurent tué le prince français d'Antioche, Nur Ad-Din avait fait envoyer en cadeau au calife de Bagdad la tête du souverain dans un coffret d'argent.

Des siècles plus tard, Zarqaoui avait fini par se considérer comme une incarnation moderne de Nur Ad-Din et cherchait à imiter sa stratégie guerrière. Mais pour le moment, il était disposé à commencer petit. Il retrouva une ancienne connaissance d'Afghanistan, l'imam et érudit Abou Mohammed Al-Maqdisi, et se présenta chez lui à Amman pour lui expliquer, comme l'a plus tard raconté celui qui devint son mentor, qu'il désirait « travailler pour le bien de la religion en Jordanie ». Les deux hommes entamèrent un partenariat de plusieurs années qui débuta par la mise en place de groupes d'études coraniques à destination des autres

vétérans d'Afghanistan, avant de passer à la création de petites cellules censées se consacrer à des entreprises plus ambitieuses.

« Nous avons imprimé plusieurs de mes livres et les avons diffusés au sein de la population, a raconté Maqdisi. Des jeunes hommes se ralliaient à notre appel et faisaient circuler nos livres ainsi que notre message[11]. »

Des groupes similaires, également dirigés par des ex-moudjahidin mécontents, se constituèrent simultanément dans toute la Jordanie, certains perpétrant même quelques attentats, mineurs, contre des vendeurs d'alcool ou d'autres symboles du vice occidental. Zarqaoui ne tarda pas à insister pour que l'on procède à des actions plus spectaculaires que de photocopier des tracts religieux. Il suggéra différents moyens de perturber les prochaines élections parlementaires jordaniennes. C'est dans un grand état d'excitation qu'il évoquait des cibles potentielles, ce qui finit par rendre nerveux les autres membres du groupe.

« Il voulait que tout aille vite, se souvient Mohammed Abou Al-Mountasir, un islamiste jordanien qui a assisté en 1993 à l'une de ces réunions. Réaliser toutes ses ambitions était pour lui une question de mois, sinon d'heures[12]. » Du fait de cette précipitation, il arriva à Zarqaoui de prendre des décisions « de façon unilatérale au mauvais endroit et au mauvais moment ».

« Le plus tragique, toujours selon Al-Mountasir, était que la majorité des frères étaient d'accord avec lui. »

Début 1994, le groupe prit un nom : Bay'at Al-Imam, littéralement, le Serment d'allégeance au chef de prière. Il disposait par ailleurs d'un stock d'armes provenant d'une source des plus improbables. Maqdisi, qui vivait au Koweït à l'époque de l'invasion de l'armée de Saddam Hussein en 1990, avait fait l'acquisition de quelques mines, grenades et roquettes abandonnées lors de la retraite des Irakiens en 1991, et les avait cachées dans sa maison lorsqu'il était arrivé en Jordanie après la guerre. L'étincelle qui propulsa enfin le groupe dans l'action se produisit le 25 février 1994, lorsqu'un extrémiste juif ouvrit le feu sur des musulmans qui priaient dans un sanctuaire de la ville de Hébron, en Cisjordanie, tuant 29 hommes et

enfants et en blessant plus d'une centaine. Ces meurtres mirent tout le groupe en fureur et ses membres décidèrent, avec le soutien réticent de Maqdisi, de faire usage de ces armes au cours d'une attaque coordonnée contre un poste israélien le long de la frontière. Le plan consistait à s'attaquer au poste de garde par le biais d'une succession d'attentats-suicides et de tirs à l'arme légère.

Les conspirateurs n'avaient pas la moindre chance. Inévitablement, le Moukhabarat, grâce à son vaste réseau d'informateurs, fut informé du projet et se hâta de le tuer dans l'œuf. L'équipe d'Abou Haytham effectua plusieurs descentes, qui s'achevèrent par l'arrestation spectaculaire de Zarqaoui dans son lit le 29 mars. Avec douze autres membres de la cellule, il finit par signer des aveux reconnaissant la possession d'armes illégales et un complot en vue d'un acte terroriste.

Maqdisi tenta de transformer le procès du groupe en une vitrine pour ses opinions radicales, hurlant même au juge militaire : « C'est vous le coupable ! » Au moment où la sentence fut prononcée, les accusés se mirent à crier et à taper sur les barreaux de leur box, tandis que Maqdisi lançait cet avertissement :

« Votre verdict ne fait que renforcer notre foi en notre religion13 ! »

C'était peut-être le cas. Mais avec Maqdisi et Zarqaoui condamnés à quinze ans de prison, le plus probable restait que les hommes et leur mouvement seraient réduits au silence pour de bon. Et au cas où les prisons de Jordanie ne parviendraient pas à les mater, le Moukhabarat avait à sa disposition toute une variété de méthodes alternatives qui pourraient conduire au même résultat, comme Abou Haytham aimait à le rappeler à ses visiteurs occidentaux.

« L'agence n'a rien contre le fait d'exercer des pressions, disait-il, si c'est le seul moyen d'empêcher un malheur d'arriver. »

La vérité était que, lorsque Zarqaoui sortit inopinément de prison au printemps 1999, les dirigeants du Moukhabarat ne surent pas vraiment quoi faire de lui. Et l'agence d'espionnage se posait encore la question six mois

plus tard, le matin où Zarqaoui se présenta à l'aéroport avec sa mère et deux billets en classe économique à destination du Pakistan.

Pendant les trois jours où Zarqaoui mijota dans sa cellule de détention provisoire, les hommes du Moukhabarat effectuèrent un inventaire méticuleux de ses affaires, à la recherche d'indices sur sa destination et la durée prévue de son séjour. Dans un de ses sacs, ils trouvèrent une lettre manuscrite dont ils étudièrent minutieusement chaque ligne en quête d'un éventuel message codé, avant de conclure qu'il s'agissait de vœux parfaitement inoffensifs qu'un ami de Zarqaoui adressait à l'une de leurs connaissances communes au Pakistan.

Abou Haytham tenta d'interroger directement Zarqaoui, lui posant les mêmes questions de différentes façons. Le détenu reconnut volontiers qu'il espérait finir par s'installer définitivement au Pakistan une fois que son commerce de miel marcherait suffisamment bien pour subvenir aux besoins de sa famille :

« Je ne peux plus vivre dans ce pays. Je veux commencer une nouvelle vie. »

Le mal-être de Zarqaoui n'avait rien de surprenant. Pour commencer, la prison lui manquait. Si rude qu'ait été son séjour à Al-Jafr, il avait doté Zarqaoui d'une identité et d'une communauté. La vie à l'extérieur l'avait rendu inquiet et désorienté, expliquait-il à sa famille.

C'était le Moukhabarat qui expliquait principalement l'origine de son stress. Profondément insatisfaite de la libération anticipée des islamistes, la direction de l'antiterrorisme s'était efforcée de maintenir Zarqaoui et ses frères en religion dans un état de perpétuelle inquiétude.

Et c'était un art où Abou Haytham et ses collègues étaient passés maîtres. Entrer dans la tête de fauteurs de troubles et d'individus soupçonnés de terrorisme était une des nombreuses pratiques auxquelles excellaient les services de renseignement jordaniens. L'agence avait toujours été relativement petite et, historiquement, elle dépendait des États-Unis et de ses autres alliés pour ses technologies de surveillance et ses frais de fonctionnement. Mais dans le monde, rares étaient les services de

renseignement qui pouvaient rivaliser avec sa capacité à se constituer une réserve d'informateurs, à mettre en place des opérations d'espionnage et à infiltrer des réseaux hostiles. À une époque plus ancienne, ses méthodes d'interrogatoire comportaient des actes de cruauté physique si extrême que certains Jordaniens appelaient l'imposante prison du Moukhabarat « l'usine à ongles ». Mais dernièrement, les directeurs de l'agence avaient adopté des techniques plus subtiles qui aboutissaient aux mêmes résultats.

Afin de continuer à déstabiliser Zarqaoui, le Moukhabarat avait eu recours à une stratégie de harcèlement consistant en des visites régulières que ses hommes appelaient « tracasseries ». Deux agents débarquaient dans la maison des Khalayla à des heures incongrues, y compris tard la nuit, et demandaient à Zarqaoui de venir faire un tour avec eux. Inéluctablement, ils finissaient au quartier général pour un « brin de causette » qui durait souvent plusieurs heures. L'un des passages essentiels de ce rituel consistait en une lecture de ce que les informateurs de l'agence avaient entendu Zarqaoui dire ou ce qu'ils l'avaient vu faire, simplement pour rappeler à leur hôte à quel point il était surveillé de près.

Ces visites avaient beau irriter profondément Zarqaoui, il n'avait d'autre choix que de s'y soumettre. Au cours d'une de ces « tracasseries » de routine, à la fin de l'été, la vue de la voiture noire de l'agence d'espionnage l'avait plongé dans une rage folle, comme l'a raconté plus tard un des agents.

« Oh, regardez qui voilà encore – c'est le Moukhabarat », avait alors tonné Zarqaoui, sarcastique, d'une voix qu'on entendit dans tout l'immeuble. Sa mère, son visage rond s'empourprant sous son foulard noir, avait reçu les visiteurs sur le seuil avec un chapelet d'épithètes, fustigeant les services de renseignement, le gouvernement et même son fils turbulent. « Maudit soit le jour de sa naissance ! » avait-elle dit.

Au quartier général, les agents questionnèrent Zarqaoui à tour de rôle en alternant les techniques d'interrogatoire. Abou Haytham cédait parfois sa place à son patron, Ali Bourzak, chef de la division antiterroriste, l'un des hommes les plus craints au sein du Moukhabarat. Du fait de ses façons

rudes et de sa frange de cheveux roux, Bourzak était surnommé le Diable rouge par les visiteurs réguliers de l'agence. Zarqaoui le haïssait. Des années plus tard, après avoir définitivement quitté la Jordanie, il envoya à deux reprises des agents à Amman avec pour instruction explicite d'assassiner le Diable rouge. Les deux tentatives échouèrent.

Un troisième officier manifestait un intérêt tout particulier pour cette affaire : un jeune expert du contre-terrorisme qui avait quasiment le même âge que Zarqaoui14. Abou Moutaz appartenait à une nouvelle génération d'agents du Moukhabarat : il avait été à l'université, il avait voyagé et avait bénéficié d'une formation spéciale d'analyste du renseignement dans les services spécialisés d'institutions britanniques et américaines. Mais il était aussi fils d'une tribu du désert de Jordanie et, à ce titre, il avait baigné dans la même culture que nombre de djihadistes et de criminels face auxquels il était amené à travailler. Ses cheveux coupés ras, ses dents pointues et ses vestes de cuir lui donnaient un air de gamin des rues, mais ses yeux marron chaleureux et son rire facile en faisaient quelqu'un d'immédiatement sympathique, même aux yeux des islamistes.

Lorsque Zarqaoui arrivait, Abou Moutaz s'équipait d'un petit cahier, d'un paquet de cigarettes Parliament et gagnait le bureau sommairement meublé où se déroulaient les séances d'interrogatoire informelles. Zarqaoui était assis face à lui, derrière une petite table, ni menotté ni enchaîné, conservant sa posture de froide indifférence. Abou Moutaz trouvait qu'il n'avait pas vraiment fière allure avec ses vêtements afghans trop grands et sa barbe mal entretenue. Ses ongles n'étaient pas taillés et ils étaient sales, ce qui lui donnait la rustique apparence d'un ouvrier agricole.

Abou Moutaz lui proposait une infusion sucrée et des bonbons, qui étaient généralement acceptés de bon cœur, mais ni café ni tabac. Zarqaoui n'aimait pas le café et, pour cet islamiste rigoureux, fumer était un vice occidental. Cela n'empêchait pas Abou Moutaz de s'allumer une cigarette.

« Alors, Ahmed, commençait Abou Moutaz, employant le nom de naissance de Zarqaoui, parle-moi de tes projets. »

La pratique adoptée par Abou Moutaz consistait à jouer sur la corde sensible de Zarqaoui pour l'amener à se confier. Il avait découvert qu'il obtenait souvent une réaction de sa part en abordant le sujet de la religion ou de la famille, tout particulièrement les racines tribales de Zarqaoui. L'identité tribale est une donnée très importante au sein des communautés de Transjordanie, et le lignage Bani Hassan de Zarqaoui le liait à l'une des plus grandes et plus importantes tribus de la région, qui remontait aux temps de Mahomet et au-delà. L'affiliation tribale d'un individu définit sa place au sein de la société, mettant en jeu les notions de patriotisme, de devoir filial et de fierté familiale. Dans la conversation, Abou Moutaz lâchait qu'il avait parlé aux aînés de la tribu de Zarqaoui, et qu'ils s'inquiétaient pour lui. La méfiance s'effaçait du visage de Zarqaoui, mais il ne disait rien.

« Ce que tu étais en train de faire, affirmait Abou Moutaz, est une chose qui pourrait détruire ta tribu. Qui pourrait détruire le pays. »

Lorsqu'on abordait le sujet de la religion, Zarqaoui s'animait. Il semblait avoir plaisir à faire étalage de sa connaissance du Coran et des hadiths, le recueil des citations apocryphes de Mahomet et de ses compagnons, dans lequel les djihadistes puisaient sans relâche pour justifier leurs croyances. Abou Moutaz, qui avait l'habitude de croiser le fer avec les islamistes, l'interrogea sur ce qu'il pensait de la violence. L'islam n'interdit-il pas de supprimer des vies innocentes ?

Les apostats ne sont pas des innocents, répliquait Zarqaoui. « Être apostat n'est tout simplement pas *halal* – permis –, disait-il sans ambages. Nous avons l'ordre de tuer les *kouffar*. »

Puis Zarqaoui finissait par se lasser de cette discussion et se fermait totalement. « Vous ne m'aimiez pas lorsque j'étais un délinquant, marmonna-t-il un jour à Abou Moutaz. Maintenant, je suis un croyant, et vous ne m'aimez toujours pas. »

Si dérangeantes que soient les paroles de Zarqaoui, il ne faisait que débiter la rhétorique djihadiste standard. Les hauts responsables du Moukhabarat considéraient en revanche son associé, Maqdisi, comme un

penseur vraiment dangereux, un as du prosélytisme, et ils allaient trouver de quoi le garder derrière les barreaux une bonne partie des quinze années suivantes. De toute évidence, Zarqaoui ne jouait pas dans la même division que son aîné, mais que représentait-il exactement ? Les experts de l'agence demeuraient perplexes.

Zarqaoui avait beau s'exprimer comme un extrémiste, la surveillance intensive de l'agence montrait que son comportement abondait en contradictions et résonnait encore des échos de son passé préreligieux. Il disparaissait ainsi pendant des heures dans la maison d'une femme de Zarqa qui n'était pas son épouse, après quoi il filait directement à un rassemblement islamiste ou à la mosquée pour les prières du soir. Abou Moutaz avait remarqué que Zarqaoui avait l'habitude de mentir sur des détails insignifiants, et qu'il collait à sa fausse version des faits, même lorsqu'on le confrontait aux preuves du contraire. Son comportement était à ce point déroutant que les responsables du Moukhabarat engagèrent des psychiatres privés pour étudier son dossier et faire une évaluation. Celle-ci, sans conclusion véritable, laissait malgré tout entendre que Zarqaoui pouvait souffrir d'une sorte de trouble de la personnalité multiple, où le profond sentiment d'insécurité du sujet et la culpabilité qui le rongeait étaient en conflit avec un ego surdimensionné et la conviction de sa propre grandeur.

« Il avait le complexe du héros doublé d'un complexe de culpabilité, a expliqué Abou Moutaz. Il voulait être un héros, se voyait comme un héros, même lorsqu'il n'était qu'un voyou. Mais c'est bien à cause de sa culpabilité qu'il s'est radicalisé à ce point. »

Certains de ses amis islamistes avaient eux aussi remarqué qu'il se comportait d'une façon de plus en plus étrange. L'un d'eux rapporta que Zarqaoui restait parfois assis pendant des heures chez son marchand de falafels préféré à Zarqa, vêtu de son costume afghan et sans parler à personne : « Il me donnait l'impression d'être pareil à un soufi, ou un mystique. Il restait assis, comme ça, l'air calme et pieux. Et un peu triste. » À d'autres moments, il semblait au bord de la folie, parlant à tort et à

travers de sa volonté de ressusciter son ancienne cellule islamiste, que ce soit en Jordanie ou ailleurs.

« Il est venu chez moi et m'a demandé d'écrire un nouveau chapitre de notre histoire avec lui, de travailler ensemble, et même d'aller en Afghanistan, se souvient Al-Mountasir, l'islamiste d'Amman qui avait été arrêté et emprisonné avec Zarqaoui en 1994. Je l'ai reçu comme mon invité, mais j'ai refusé de travailler à nouveau avec lui de quelque manière que ce soit, à cause de son narcissisme, sans parler de ses autres traits de caractère. »

Mais ce genre de discours ne constituait aucunement un crime. Abou Moutaz l'admit face à Zarqaoui au cours du dernier de ses trois jours de détention au Moukhabarat, suite à la scène de l'aéroport. Le capitaine était en train d'interroger Zarqaoui pour ce qui devait être la dernière fois, lorsque celui-ci commença à se plaindre amèrement, faisant part de son sentiment d'être ainsi piégé dans les limbes du quartier général de l'agence.

« Conduisez-moi au tribunal si vous avez quelque chose contre moi, implora-t-il.

– Si j'avais quelque chose contre toi, je te conduirais au tribunal ! » reconnut Abou Haytham.

Ce fut un rare moment de franchise mutuelle. Le capitaine expliqua de nouveau à Zarqaoui la nécessité de garder des hommes comme lui sous étroite surveillance : « Ça n'a rien de personnel. Tu dois comprendre comment on te considère. Tu es un extrémiste.

– Vous devez comprendre comment je vous considère, rétorqua Zarqaoui. Vous êtes tous des infidèles. »

Le lendemain, Zarqaoui et sa mère retournèrent à l'aéroport pour prendre un vol à destination du Pakistan. Aucune obstruction cette fois-ci, mais le Moukhabarat allait continuer à le surveiller.

4

« Le temps de l’entraînement est terminé »

Le 30 novembre 1999, une formule inquiétante apparut dans l’une des transcriptions quotidiennes des conversations téléphoniques d’un militant islamiste deux fois condamné, mis sur écoute par les services de sécurité jordaniens. La phrase suspecte avait été prononcée au cours d’un appel provenant d’Afghanistan, et celui qui l’avait proférée avait tout l’air de donner des instructions codées.

« Le temps de l’entraînement est terminé », dit le correspondant afghan, s’exprimant en arabe avec un accent du Proche-Orient[1].

Ces paroles demeuraient vagues, c’en était exaspérant, mais les chefs du Moukhabarat décidèrent d’agir au plus vite pour contrecarrer les plans des islamistes, quels qu’ils soient. Il devint bientôt manifeste qu’ils étaient tombés sur une affaire d’une ampleur considérable. Quelques jours plus tard, les Jordaniens arrêtaient seize individus, dont le destinataire de l’appel, Khadar Abou Hochar, un Palestinien vétéran de la guerre d’Afghanistan lié à différents groupes extrémistes. Ils saisirent plusieurs manuels de fabrication de bombes et quelques centaines de kilos de produits chimiques cachés dans un passage souterrain secret. Ils obtinrent des détails clés par l’un des suspects, notamment la date prévue pour l’attentat – le 31 décembre 1999 – et ce qui était apparemment le slogan de l’opération : « La saison approche ; les cadavres s’entasseront dans des sacs. »

Quelques jours plus tard, le directeur adjoint de l'agence invita à dîner le chef de station de la CIA à Amman, Robert Richer. Sa'ad Kheir paraissait anormalement préoccupé et c'est seulement après avoir bu plusieurs verres qu'il lâcha la nouvelle :

« Rob, il faut que je vous dise quelque chose, mais vous ne pouvez pas en parler à mon chef. Nous venons de pincer des types qui projetaient des attentats majeurs contre plusieurs cibles en Jordanie2. »

Le numéro deux du Moukhabarat raconta comment les Jordaniens avaient découvert ce complot presque par hasard et ce qu'on savait à l'heure actuelle des cibles visées. En haut de la liste figurait le Radisson Hotel, presque une institution à Amman, que l'on était certain de trouver bondé d'Américains et d'Occidentaux mais aussi de Jordaniens par centaines un soir de Saint-Sylvestre. Il expliqua ensuite que les hauts responsables du renseignement étaient convenus de ne pas partager ces informations avec leurs homologues américains avant d'être certains d'avoir arrêté la totalité des conspirateurs.

Richer l'interrompit :

« Sa'ad, je dois utiliser cette information. Il faut que je voie votre patron et que je diffuse tout ça. »

Richer, ancien marine, en était à son deuxième mandat en tant que chef de la CIA en Jordanie, et il était parfaitement au fait des complexités politiques internes du Moukhabarat. Mais cette fois-ci, des vies américaines étaient potentiellement en jeu. Le lendemain, il se rendit dans le bureau de Samih Battikhi, le nouveau directeur du Moukhabarat, pour l'informer que la CIA avait appris de son côté l'existence d'un complot destiné à frapper la Jordanie la veille du nouveau millénaire. Pris de cours, Battikhi n'eut d'autre choix que de lui révéler tout ce qu'il savait.

Au cours des deux semaines qui suivirent, plusieurs équipes des services antiterroristes américains arrivèrent à Amman pour aider les Jordaniens à reconstituer ce que l'histoire allait connaître sous le nom de complot du millénaire, en remontant la piste d'indices éparpillés dans au moins six pays. Chapeautée par un affilié d'Al-Qaïda séjournant dans l'est de

l’Afghanistan, la partie jordanienne du plan prévoyait une vague d’attentats à la bombe et d’attaques à l’arme légère prenant pour cibles non seulement le Radisson, mais aussi un poste-frontière israélien ainsi que deux lieux de culte chrétiens prisés des touristes occidentaux. Un autre complot censé frapper l’aéroport international de Los Angeles échoua lorsque des agents des douanes américaines arrêtèrent le futur terroriste au moment où il tentait de franchir la frontière américano-canadienne dans une voiture remplie d’explosifs.

Les documents saisis et une surveillance renforcée sur Internet permirent d’identifier de nouveaux participants présumés, élevant le nombre des suspects à 28. De tous ceux qui figuraient sur la liste, un nom en particulier causa la surprise : celui d’un Jordanien de Zarqa dont le nom d’origine était indiqué comme étant Ahmed Fadil Al-Khalayla.

Zarqaoui était de retour.

Lorsqu’il avait quitté la Jordanie à peine deux mois plus tôt, Abou Moussab Al-Zarqaoui s’était rendu jusqu’au Pakistan occidental et, une fois arrivé là-bas, il s’était apparemment retrouvé coincé. L’informateur qui avait momentanément suivi sa trace faisait savoir qu’il assistait tous les jours à la prière dans une mosquée arabophone de Peshawar et qu’il se tenait tranquille. Et voilà qu’à peine quelques semaines plus tard, il refaisait surface comme une sorte de consultant dans l’un des plus importants complots terroristes contre la Jordanie depuis des années.

Zarqaoui n’y jouait apparemment qu’un rôle mineur de conseiller, mais les écoutes qui le reliaient au complot suffisaient à l’inculper de nouveaux crimes et à le juger coupable par contumace. Il figurait également dans un rapport qui atterrit sur le bureau de Robert Richer à Amman.

« C’était la première fois que nous entendions parler de Zarqaoui », a raconté celui-ci.

En démantelant ce complot, les Jordaniens avaient sauvé des vies tout en prévenant une catastrophe à la fois économique et politique. Les djihadistes avaient délibérément ciblé des symboles de l’industrie du tourisme jordanien, vitale pour le pays, au moment même où la Jordanie et son jeune

monarque essayaient encore de trouver leurs marques après la mort du roi Hussein. Au bout de neuf mois de règne, Abdallah II se dépensait sans compter pour faire appliquer des réformes économiques et politiques malgré la résistance de la vieille garde jordanienne : les généraux de l'armée, les dirigeants des services de sécurité et les chefs tribaux qui occupaient les positions privilégiées accordées par son père. La réussite de cet attentat aurait pu totalement changer la physionomie de la Jordanie, paralysant son économie et affaiblissant l'emprise du nouveau roi.

Au Moukhabarat, la neutralisation du complot ne provoqua qu'une euphorie limitée. Les islamistes avaient prouvé qu'ils étaient déterminés à s'attaquer à la Jordanie, et ils avaient presque réussi. Certains participants avaient beau se trouver maintenant en prison, les principaux organisateurs étaient en Afghanistan ou au Pakistan, parfaitement libres de renouveler leur tentative.

Parmi eux, il y avait Zarqaoui, dont les intentions étaient désormais très claires. Au mois de septembre, il était assis dans le bureau du capitaine du Moukhabarat, Abou Haytham, implorant qu'on le laisse quitter définitivement la Jordanie pour commencer une nouvelle vie. À peine trois mois plus tard, l'agence d'espionnage regrettait amèrement d'avoir consenti à le laisser filer.

« Malgré ce qui s'était décidé, déplorerait plus tard Abou Haytham, il n'avait pas oublié la Jordanie[3]. »

De fait, la focalisation de Zarqaoui sur son pays ne devait jamais se relâcher, même s'il se concentrait maintenant sur de plus grosses cibles. « La route vers la Palestine passe par Amman », affirmait-il souvent à ses amis.

Le Moukhabarat allait bientôt apprendre l'existence d'autres complots contre la Jordanie. Et le prochain auquel serait associé le nom de Zarqaoui serait organisé et planifié par lui, et lui seul.

Le séjour de Zarqaoui au Pakistan ne s'était pas passé comme prévu.

En septembre, il était arrivé à Peshawar avec l'intention de gagner ensuite le Caucase du Nord, où venait d'éclater une nouvelle guerre opposant séparatistes et islamistes tchétchènes à la Fédération de Russie. S'il parvenait à rejoindre la Brigade internationale islamique de Tchétchénie, Zarqaoui aurait au moins une chance de combattre les Russes, ce qu'il n'avait jamais eu l'occasion de faire lors de la guerre civile afghane. Mais il en fut autrement. Pendant les années 1980, le gouvernement pakistanais avait financé les rebelles afghans ; en 1999, il se montrait nettement moins tolérant à l'égard des djihadistes arabes itinérants, et Zarqaoui eut bien du mal à nouer des contacts et à obtenir des visas. Et pendant qu'il attendait, le gros de l'armée islamiste de Tchétchénie était anéanti par l'aviation russe, qui lâcha quantité de bombes thermobariques sur les cols montagneux marquant la frontière entre la Tchétchénie et le Daguestan.

Puis, six mois après son arrivée, les fonctionnaires pakistanais l'informèrent que son visa était arrivé à expiration et qu'il devait quitter le pays. Zarqaoui se trouva soudain obligé de faire un choix : retourner en Jordanie – avec la quasi-certitude d'être arrêté puis jeté en prison pour son rôle dans le complot du millénaire – ou prendre la direction des montagnes d'Afghanistan, une destination devenue beaucoup moins attrayante que lors de son dernier séjour. Non seulement le pays avait été dévasté par six ans de guerre civile, mais la nouvelle phase du conflit n'avait plus la clarté idéologique qui avait attiré Zarqaoui et des dizaines de milliers d'autres volontaires arabes durant les années 1980 et 1990. Désormais, en lieu et place d'un combat entre islamistes et communistes, le conflit afghan opposait entre elles des coalitions assez confuses de seigneurs de guerre musulmans et de généraux talibans dont les alliances étaient des plus fluctuantes.

Zarqaoui opta malgré tout pour l'Afghanistan. Avec deux compagnons, il se rendit à Kandahar et finit par arriver au quartier général du seul ancien Arabe afghan dont il pouvait espérer un bon accueil : Oussama Ben Laden. Mais au lieu d'être chaleureusement reçu par son vieux camarade moudjahid, Zarqaoui fut grossièrement snobé. Le fondateur d'Al-Qaïda

refusa même de le voir, envoyant à sa place un de ses lieutenants à qui il avait confié la tâche de passer les Jordaniens au crible. La prudence dont faisait preuve Ben Laden à l'égard de n'importe quel visiteur était sans aucun doute parfaitement justifiée : après ses deux attentats meurtriers contre des ambassades américaines en Afrique l'année précédente, il s'était retrouvé sur la liste des personnalités les plus recherchées du FBI. Ben Laden avait surtout une bonne raison de se méfier de nouveaux arrivants liés à Abou Mohammed Al-Maqdisi, l'ancien compagnon de cellule et mentor de Zarqaoui. Maqdisi avait en effet provoqué la colère des dirigeants de l'Arabie saoudite, pays natal de Ben Laden, en écrivant des ouvrages qui appelaient au renversement violent des régimes arabes apostats. Le chef d'Al-Qaïda était lui-même en délicatesse avec le pouvoir saoudien, et se retrouver associé publiquement à Maqdisi ne ferait qu'empirer les choses.

On laissa donc Zarqaoui se morfondre deux semaines durant dans une dépendance avant que Ben Laden ne finisse par lui envoyer un adjoint de choix, un ancien officier de l'armée égyptienne nommé Saif Al-Adel. En écrivant, quelques années plus tard, le récit de ces événements, Al-Adel devait reconnaître que lui aussi se méfiait de Zarqaoui, qui avait la réputation d'être un homme buté et agressif :

« En résumé, lorsqu'il était en désaccord avec ses frères de combat, Abou Moussab adoptait une posture jusqu'au-boutiste. J'avais donc des réserves[4]. »

Après qu'ils eurent échangé salutations et accolades rituelles, Al-Adel prit un petit moment pour jauger le Jordanien. Sa première impression ne fut guère encourageante :

« Abou Moussab était un homme costaud, pas très doué pour les mots. Ses propos n'étaient pas très réfléchis et assez brefs. Et, pour ce qui était de ses croyances, il n'était prêt à aucun compromis. »

La grande idée de Zarqaoui consistait apparemment à « rétablir l'islam au sein de la société », et il avait une opinion très stricte sur ce à quoi devrait ressembler cette société. Seulement, il n'avait aucune stratégie pour

commencer à œuvrer dans ce but, a expliqué plus tard Al-Adel. De plus, en questionnant Zarqaoui sur des événements qui s'étaient produits dans sa région d'origine, le second d'Al-Qaïda découvrit que le Jordanien était étrangement peu au courant.

« Il avait des informations exactes sur la Jordanie, mais en savait très peu au sujet de la Palestine. Nous l'avons écouté, mais étant donné que nous ne voulions pas de lui chez nous, nous n'avons pas cherché à prolonger la discussion. »

Petit à petit, malgré tous les défauts de Zarqaoui, Al-Adel se mit à éprouver une certaine sympathie pour ce dernier. Avec ses façons pataudes et ses difficultés à s'exprimer, il lui faisait un peu penser à lui-même en plus jeune. Quelqu'un avec des idées aussi arrêtées que Zarqaoui ne pourrait jamais faire partie d'Al-Qaïda et jamais Al-Adel ne lui laissa entendre qu'il pourrait rejoindre le groupe. Mais le second de Ben Laden avait son idée sur la manière dont le Jordanien pourrait être utile à l'organisation. Il la soumit à son chef le lendemain matin.

Fin 1999, Al-Qaïda s'était constitué un solide réseau de soutiens en Afghanistan, en Afrique du Nord et dans les pays du golfe Persique. Mais l'organisation ne bénéficiait pas d'une présence comparable dans les pays du Proche-Orient. Alors que l'objectif ultime d'Al-Qaïda était la destruction totale d'Israël, le réseau n'était jamais parvenu à implanter ses cadres en Jordanie ou dans les territoires palestiniens, ne serait-ce que pour préparer le terrain avant de passer à l'attaque. Et le renversement préalable du pouvoir pro-occidental jordanien constituait une étape indispensable. Sans doute Zarqaoui, qui était jordanien et avait noué des liens très étroits avec les islamistes palestiniens durant son séjour en prison, pouvait-il contribuer à combler ce fossé, ce qui était d'une importance vitale.

« Comment aurions-nous pu gâcher l'opportunité d'être présents en Palestine et en Jordanie ? fit remarquer Al-Adel. Pourquoi ne pas profiter de cette occasion de travailler avec Abou Moussab et des hommes tels que lui dans d'autres pays ? »

Comme on continuait à douter de la fiabilité de Zarqaoui, Al-Adel voulut tenter une expérience : on laisserait le Jordanien diriger son propre camp d'entraînement, spécialement destiné aux volontaires islamistes de Jordanie et des autres pays du Proche-Orient mais aussi d'Irak et de Turquie. Al-Qaïda fournirait le capital de départ, puis observerait de loin de quoi était capable Zarqaoui. « De loin » signifiait en l'occurrence une distance d'environ 550 kilomètres. Al-Adel a reconnu être « assez éloigné » du camp pour les combattants du Proche-Orient, puisque celui-ci se trouvait près de la frontière iranienne, à Herat, une ville située à l'autre bout de l'Afghanistan par rapport à la base d'Al-Qaïda. Zarqaoui ne serait pas obligé de prêter allégeance à Ben Laden ni de souscrire à tous les principes idéologiques de son organisation. Mais il y aurait beaucoup d'argent de la part de riches parrains des États du Golfe, et aussi, comme l'a raconté Al-Adel, « une coordination et une coopération pleines et entières pour atteindre leurs objectifs communs ».

Zarqaoui prit deux jours pour réfléchir à cette proposition et décida d'accepter.

Son premier camp d'entraînement n'accueillit au départ qu'une petite poignée d'amis proches venus de Jordanie avec leurs familles. Mais Zarqaoui ne tarda pas à envoyer des invitations à d'anciens compagnons d'armes moudjahidin ou à ceux qui avaient séjourné en prison avec lui, et bientôt, d'autres volontaires se retrouvèrent à effectuer le long périple vers l'Afghanistan occidental. Lorsque, quelques semaines plus tard, Al-Adel vint contrôler les progrès de Zarqaoui, il compta 18 hommes, femmes et enfants. Deux mois plus tard, la population du camp s'élevait à 42 personnes, parmi lesquelles figuraient des Syriens et des Européens. Un de ces Syriens, Abou Al-Ghadiya, dentiste diplômé, était un camarade du Jordanien du temps des moudjahidine ; il savait parler quatre langues, servait d'agent de voyage et de chef de la logistique – comme une répétition pour le rôle qu'il allait endosser quelques années plus tard plus tard en gérant les circuits de ravitaillement du réseau Zarqaoui de la Syrie vers l'Irak. Pour le moment, la route la plus fiable pour les recrues qui voulaient

gagner l'Afghanistan passait par l'Iran. Zarqaoui avait beau ne pas aimer les musulmans chiites et considérer les dirigeants de ce pays comme des hérétiques, il parvint à nouer des contacts avec plusieurs Iraniens qui contrôlaient des planques et faisaient transiter clandestinement hommes et vivres jusqu'à la frontière afghane.

Avec le temps, le chef de camp était devenu un chef militaire enthousiaste. Il avait pris une deuxième femme, Asra, la fille âgée de 13 ans d'un instructeur palestinien du camp, ce qui désarçonna ses sponsors d'Al-Qaïda, lesquels trouvaient inconvenant d'épouser une enfant. Il consacrait son temps libre à la lecture, à l'apprentissage de l'informatique et à polir son style oratoire, troquant l'habituel argot de Zarqa pour l'arabe classique du Coran. Il supervisait la formation de ses recrues, de la pratique des armes à feu à l'apprentissage de l'histoire et de la religion islamiques.

« Ils étaient en train de mettre en place une microsociété islamique », a déclaré fièrement Al-Adel.

Mais cela ne devait pas durer. De retour à Kandahar, Ben Laden avait donné son feu vert pour les attentats du 11 septembre 2001, qui allaient précipiter les États-Unis dans la guerre contre Al-Qaïda et ses hôtes talibans. Selon Al-Adel, Zarqaoui avait été tenu dans l'ignorance des plans d'Al-Qaïda jusqu'à ce que les attaques contre New York et Washington aient eu lieu. Les semaines qui suivirent, sa base de Herat fut la cible de frappes américaines, tout comme celle de Ben Laden.

Les disciples de Zarqaoui et leurs familles finirent par organiser un convoi de plusieurs véhicules et traversèrent l'Afghanistan pour rejoindre Al-Qaïda et participer à la défense de Kandahar. L'Alliance du Nord, soutenue par les États-Unis, était déjà parvenue, grâce à l'aide de commandos américains et de frappes aériennes, à s'emparer de Kaboul, la capitale, et s'apprêtait à marcher sur le dernier bastion du gouvernement taliban. Peu après l'arrivée du groupe de Herat à Kandahar, un bombardier américain frappa une maison où s'étaient réunis de hauts responsables d'Al-Qaïda ; plusieurs furent blessés ; d'autres, dont Zarqaoui, se retrouvèrent même ensevelis sous les décombres. Le Jordanien en fut extrait, gravement blessé, avec

plusieurs côtes cassées. Il était encore en convalescence lorsque Ben Laden abandonna les talibans, s'enfuyant discrètement vers son refuge niché dans les montagnes de l'est du pays, la forteresse connue sous le nom de Tora Bora.

Zarqaoui rassembla ses disciples, plus quelques membres d'Al-Qaïda à la traîne, et partit dans la direction opposée, vers l'Iran, où il trouverait une certaine sécurité dans les villes frontalières que contrôlait autrefois son réseau de recrutement. Arrivés là-bas, comme l'a raconté plus tard Al-Adel, les fuyards serrèrent les rangs pour évaluer les maigres options qui leur restaient. À l'est de l'Afghanistan, la redoute montagneuse de Ben Laden était la cible d'un bombardement intensif des Américains. En Iran, le gouvernement, qui avait initialement autorisé l'entrée des réfugiés d'Al-Qaïda, était revenu sur sa décision et fit arrêter les nouveaux arrivants par dizaines, dont la majeure partie du contingent de Herat. Existait-il donc sur Terre, pour les membres d'Al-Qaïda, un havre qui offrirait la sécurité physique aux survivants du groupe, tout en leur permettant de se rétablir et de se rassembler ?

Oui, un tel endroit existait, dans les montagnes du nord-est de l'Irak. À seulement quelques kilomètres de la frontière iranienne, il y avait une poignée de villages et de villes kurdes qui avaient arraché une autonomie précaire et échappaient à la dictature irakienne. Ces provinces kurdes bénéficiaient de la protection que constituait la zone d'exclusion aérienne mise en place en 1991 par les Américains, à la fin de la première guerre du Golfe, et plusieurs factions politiques extrêmement disparates s'y étaient implantées. Un de ces groupes kurdes était un mouvement semblable à celui des talibans et comptait parmi ses membres plusieurs vétérans de la guerre d'Afghanistan ; il s'était baptisé Ansar Al-Islam, ou les « secoureurs de l'islam ». Ses chefs étaient des extrémistes sunnites qui n'avaient pas tardé à imposer la charia dans les villages qu'ils contrôlaient. Ils interdisaient la musique sous toutes ses formes, forçaient les femmes à se couvrir le visage en public et avaient décrété hors la loi l'enseignement pour les filles. Ils avaient également développé un penchant pour les expériences sur les

substances toxiques et s'étaient construit un laboratoire assez rudimentaire dans lequel ils avaient testé du cyanure ou de la ricine faits maison sur des chiens errants.

Outre ces séductions, le nord de l'Irak offrait d'autres avantages à un Jordanien en cavale. Là-bas, Zarqaoui pourrait plus facilement se fondre dans la population locale qu'en Afghanistan, dont il ne maîtrisait aucun des dialectes. L'extrême isolement de la région lui donnerait de surcroît la possibilité de récupérer sans être dérangé.

Une fois qu'il eut gagné la base d'Ansar Al-Islam, Zarqaoui prit ses quartiers, assez spartiates, dans le tout petit village de Sargat – quelques masures en pierres au bord d'une route sans issue qui monte dans les collines. Avec une poignée de ses disciples de Herat et quelques milliers de dollars, reste de l'argent d'Al-Qaïda, il entreprit de recréer le camp d'entraînement qu'il avait mis en place en Afghanistan. Cette fois, ce serait bien différent ; pour commencer, maintenant que Ben Laden se terrait à plus de 3 000 kilomètres de là, on n'y sentirait plus l'influence d'Al-Qaïda. Il aurait de nouveaux alliés et de nouveaux soutiens, dont des pro-islamistes de Bagdad, qui l'avaient accueilli quand il s'était rendu là-bas secrètement pour y faire soigner ses côtes cassées. Zarqaoui commençait alors à voir plus grand, s'agissant des cibles de son djihad. Jusqu'en 2001, les deux grands objets de sa haine étaient Israël et le gouvernement de son pays, la Jordanie. À présent, la douleur de ses côtes brisées lui rappelait constamment son désir de s'en prendre aux États-Unis. Il l'avait expliqué un jour à Al-Adel, peu de temps avant de rejoindre les forces d'Ansar Al-Islam. C'était la dernière fois que les deux hommes devaient se rencontrer.

« Lorsqu'il est venu me faire ses adieux avant de quitter l'Iran, a raconté Al-Adel, il m'a expliqué combien il était important à ses yeux de se venger des Américains, à cause des crimes qu'ils avaient commis en bombardant l'Afghanistan et auxquels il avait assisté de ses propres yeux. »

Trois événements avaient contribué à remodeler la personnalité relativement brusque de Zarqaoui : la guerre, la prison et le fait de commander son propre camp d'entraînement en Afghanistan. Il se

considérait désormais comme un véritable chef mais aussi comme un homme ayant un destin à accomplir. À présent, selon Al-Adel, son énergie et son raisonnement se trouvaient à nouveau modifiés, fraîchement affûtés par « la haine et l'hostilité contre les Américains ».

En Occident, les journaux commençaient à spéculer sur l'éventualité que les États-Unis de George W. Bush soient en train de se préparer à une deuxième guerre contre l'Irak de Saddam Hussein. Zarqaoui, pour sa part, croyait fortement en cette possibilité. D'après le témoignage du journaliste jordanien Fou'ad Hussein, qui l'avait rencontré en prison et a plus tard écrit une biographie sur la jeunesse du chef terroriste, quand, au cours de ces mornes mois de l'année 2002, Zarqaoui discutait avec des islamistes complètement démoralisés, il leur parlait de l'épopée guerrière qui était à venir et du destin qui l'avait conduit précisément au bon endroit pour défier le grand ennemi d'Allah. À ce moment-là, Ben Laden était en cavale au Pakistan et l'arrière-garde des talibans était traquée par les commandos américains dans les montagnes de l'Afghanistan oriental. La véritable confrontation restait pourtant à venir, prédisait Zarqaoui, et ce serait dans un pays qui n'avait pas connu de militantisme religieux significatif depuis plus d'un siècle.

« L'Irak, dit Zarqaoui à ses amis, sera la prochaine bataille contre les Américains5. »

5

« Je l’ai fait pour Al-Qaïda et pour Zarqaoui »

Laurence Foley n’avait jamais été du genre m’as-tu-vu, mais il y avait bien chez ce natif de Boston certains aspects qui détonnaient, même dans une ville aussi cosmopolite qu’Amman. Il était grand, selon les critères jordaniens, et avait un ventre devenu assez proéminent du fait des nombreux déjeuners et dîners diplomatiques auxquels se devait de participer un fonctionnaire de l’ambassade des États-Unis. Sa couronne de cheveux blancs comme du coton tranchait sur ses taches de rousseur et son teint fleuri d’Irlandais. Il aimait faire de longues promenades en compagnie de son golden retriever, Bogart, dans des quartiers où le spectacle d’un homme sortant un animal, quel qu’il soit, attirait encore les regards. Mais ce qui frappait surtout ses amis, c’était son refus de céder à la tentation de se faire du mauvais sang pour sa sécurité, à l’inverse de tant d’Occidentaux au cours des mois particulièrement tendus qui avaient suivi les attentats du 11 Septembre. « La Jordanie est un endroit sûr », assurait cet homme de 62 ans aux membres de sa famille, inquiets pour lui des menaces qui semblaient de plus en plus viser les Américains.

Au cours des semaines et des mois qui avaient suivi les attentats, comme l’hostilité à l’encontre des Américains avait commencé à grimper en flèche, certaines familles s’étaient retranchées dans des enclaves sécurisées à proximité de l’ambassade ; de nouvelles barrières de sécurité et des

sentinelles lourdement armées s'étaient mises à pousser comme des champignons. Mais Foley, qui avait travaillé dans des endroits bien plus dangereux au cours de trois décennies d'affectations à l'étranger, avait choisi de conserver sa villa à étage de West Amman, qui offrait la promesse d'une vie jordanienne normale, version expatriés, avec ses barreaux de fenêtres en fer forgé et ses buissons de roses. Le soir, avec sa femme Virginia, ils continuaient à promener Bogart le long d'Abdullah Ghosheh Street, saluant leurs voisins d'un signe de la main et leur adressant quelques mots en arabe. Chaque matin, Foley se levait tôt pour se rendre à l'ambassade au volant de sa vieille Mercedes, une 280 bordeaux avec plaque diplomatique, qu'il garait sous un petit auvent pour voiture que délimitait une grille décorative. Il continua à s'en tenir à son emploi du temps – délibérément, comme un défi – même lorsqu'au début de l'automne 2002, on commença à diffuser en toute discrétion des avertissements sur un complot visant à enlever des Américains en Jordanie.

Son travail à l'ambassade – trouver des financements pour des projets d'assainissement de l'eau et pour des partenariats commerciaux avec des entrepreneurs jordaniens – n'avait rien de particulièrement prestigieux, mais il avait son importance, et Foley s'y consacrait avec énergie et passion. Il aimait travailler dans les camps de réfugiés d'Amman et se lancer dans de longues conversations avec ceux qui y habitaient. Comme il posait constamment des questions sur les conditions de vie dans ces camps, certains en étaient venus à le soupçonner de travailler pour la CIA ; la plupart des gens étaient toutefois sous le charme de cet Américain rondelet au sourire désarmant. Ses supérieurs étaient si impressionnés par son travail qu'ils décidèrent de le récompenser et, le 27 octobre 2002, l'ambassade remit à Foley une plaque honorifique lors d'un dîner de gala qui se poursuivit tard dans la nuit. Foley rentra chez lui fatigué mais débordant d'enthousiasme, comme l'a raconté plus tard Virginia.

« Je suis là où je veux être, lui dit-il, à faire ce que je veux faire[1]. »

Le lendemain matin, il se leva à l'heure habituelle, s'habilla et, à 7 h 20, il se dirigea vers sa voiture. Il tendait le bras vers la portière de la Mercedes

lorsqu’une silhouette jaillit de l’autre côté du véhicule. Le visage de l’homme était recouvert d’un keffieh à carreaux noirs et blancs. Sa main droite brandissait un petit pistolet muni d’un silencieux.

Pop. Pop.

Foley vacilla. Le tueur fit un pas en avant et vida tout son chargeur.

Pop. Pop. Pop. Pop. Pop.

Foley s’écroula sur les pavés, touché au visage, au cou, à l’épaule et à la poitrine2. L’homme au keffieh sauta prestement par-dessus un petit muret et courut vers une voiture dont le conducteur l’attendait à une centaine de mètres de là. Tout s’était déroulé en moins d’une minute et dans un tel calme que pas un voisin n’avait entendu les coups de feu ou aperçu le corps qui gisait dans une mare de sang entre la Mercedes et les buissons de roses.

Mais quelqu’un écoutait en revanche, à bien des kilomètres de West Amman, lorsque, une heure plus tard, le tueur appela un contact qui se trouvait au nord de l’Irak.

« Informez le cheikh que tout s’est bien passé », dit-il.

Cette bribe de conversation, interceptée entre le tueur et son contact, faisait partie du butin routinier de la National Security Agency [Agence nationale de sécurité], ou NSA, l’agence d’espionnage qui contrôle le vaste réseau de surveillance des États-Unis. Depuis le 11 Septembre, la NSA passait méthodiquement au crible une prodigieuse quantité de données, se concentrant sur les régions dont on pensait qu’elles pouvaient abriter Oussama Ben Laden ou n’importe quel autre agent d’Al-Qaïda. À l’été et à l’automne 2002, le nord-est de l’Irak faisait partie de ces zones. Et les plus hauts responsables de la Maison Blanche et du Pentagone ne tardèrent pas à fixer toute leur attention sur un petit ensemble de villages de montagne si isolés qu’ils ne figuraient sur aucune carte de la région.

Un diplomate américain avait été assassiné – fait excessivement rare même dans cette partie du monde des plus agitées. Et les premiers soupçons, fondés sur les analyses immédiates de l’appel du tireur, se portèrent sur Al-Qaïda, tout particulièrement sur un homme dont le nom

n’occupait pas encore l’esprit de la plupart des analystes de la division antiterroriste de la CIA.

L’analyste qui connaissait le mieux Abou Moussab Al-Zarqaoui avait quelques raisons de demeurer sceptique. Nada Bakos, 33 ans, agent de fraîche date, qui avait atterri à l’agence de renseignement deux ans plus tôt, était en passe de devenir la spécialiste numéro un du Jordanien. Quelques années plus tard, cette fille d’éleveurs du fin fond du Montana allait contribuer à mener la traque du terroriste, travaillant plusieurs semaines d’affilée dans des bases militaires irakiennes poussiéreuses, à quelques kilomètres de là où était supposée vivre sa proie. Elle allait retracer tous ses déplacements, interroger ses compagnons de combat capturés et même accompagner des soldats américains lors de raids de nuit dans de présumées planques. Elle avait fouillé si profondément dans l’histoire personnelle et les habitudes de Zarqaoui que, pour la taquiner, ses collègues surnommaient celui-ci son « petit copain » jordanien.

Il y avait tout de même dans cette précipitation à accuser Zarqaoui quelque chose qui la mettait mal à l’aise. Elle reconnaissait qu’il était hautement probable que ce soit bien lui qui ait ordonné cet assassinat, mais c’était également très pratique. Les Jordaniens n’avaient qu’une seule envie : prouver que ce crime était une opération délibérée de terroristes internationaux et non un acte de violence gratuit, de ceux qui pourraient nuire à la réputation du pays et à son industrie touristique. En outre, les quelques responsables de la Maison Blanche qui connaissaient le nom de Zarqaoui semblaient comme étrangement fascinés par le Jordanien. À la CIA, la division de Bakos se voyait constamment obligée de répondre aux questions des envoyés de Bush sur les rumeurs de liens existant entre Al-Qaïda et Saddam Hussein, le président irakien que l’administration Bush avait désormais en ligne de mire. Si l’Irak avait joué ne serait-ce qu’un rôle infime dans les attentats du 11 septembre 2001, la question d’une invasion serait vite réglée. Or, la CIA était en mesure de démonter la plupart des rumeurs sur de possibles liens entre l’Irak et le 11 Septembre. Mais le cas Zarqaoui était plus nébuleux. Le Jordanien n’avait-il pas été vu à Bagdad,

recevant des soins dans un des hôpitaux publics de la ville ? N'était-ce pas le même Zarqaoui qui avait reçu d'Al-Qaïda de l'argent et un terrain dans l'ouest de l'Afghanistan afin d'y monter son propre camp d'entraînement ? Après le début de l'offensive américaine, n'avait-il pas fui en Irak au lieu de rejoindre Ben Laden à Tora Bora ? Et question plus troublante encore : le présumé laboratoire à poisons du camp d'Ansar Al-Islam ne laissait-il pas supposer l'existence d'un lien avec Saddam Hussein, dont on savait très bien qu'il s'était intéressé de très près aux armes chimiques pendant les années 1990 ?

Bakos et ses collègues étudiaient scrupuleusement toutes ces questions et tentaient d'y répondre, dans le cadre des informations limitées qu'ils possédaient sur Zarqaoui en cette fin d'année 2002.

À présent, il allait y avoir encore plus de questions. Un diplomate américain avait été assassiné, et la preuve la plus solide dont on disposait jusque-là laissait supposer que cet assassinat avait été ordonné depuis le sol irakien, par un homme qui entretenait manifestement des liens avec Al-Qaïda.

Pour la plupart des Américains, et même pour la plupart des analystes de la CIA, Zarqaoui demeurait une silhouette inconnue dans un cul-de-sac obscur du mouvement djihadiste mondial. Mais dans les hautes sphères de l'administration Bush, il venait tout juste de se retrouver propulsé en tête de liste des terroristes.

Au cours de ses deux premières années à la CIA, Nada Bakos avait parfois eu l'impression que l'histoire fondait sur elle, comme un shrapnel perdu ou une brique traversant un pare-brise. Le matin du 11 septembre 2001 fut un de ces moments, lorsque Bakos et d'autres jeunes analystes se massèrent devant un écran de télévision juste à temps pour voir le deuxième avion de ligne percer la membrane d'aluminium de la deuxième tour du World Trade Center, avant d'exploser en ressortant par sa façade nord. Au milieu des cris et des pleurs, un seul nom – Al-Qaïda – se mit à se propager parmi les agents présents qui regardaient les nuages de

fumée noire s'élever au-dessus de Lower Manhattan. Et tandis que ses collègues commençaient à quitter le bâtiment suite à un ordre d'évacuation, Bakos, qui était à l'époque une analyste débutante, ne pouvait se résoudre à partir.

« Je n'arrêtais pas de me demander : "Que puis-je faire ?" devait-elle raconter plus tard. "J'espère qu'ils vont nous demander de faire quelque chose[3] !" » De fait, quelques minutes plus tard, Cofer Black, chef de l'antiterrorisme à la CIA, rassembla un groupe de 200 agents qui étaient restés là, pour leur donner ce qui allait constituer les premières instructions d'une campagne longue de plusieurs années ayant pour objectif de trouver, vaincre et détruire Oussama Ben Laden. « Désormais, nous sommes en guerre, déclara-t-il, une guerre d'un genre différent de toutes celles que nous avons menées auparavant. »

Un autre de ces moments particulièrement marquants pour Nada Bakos fut ce jour où, un an plus tard, elle se retrouva dans une petite salle de conférences en compagnie du vice-président des États-Unis. Le pays marchait de plus en plus vers la guerre contre l'Irak et Dick Cheney, VRP en chef de la stratégie militaire de l'administration Bush, avait décidé d'effectuer une visite tout à fait inhabituelle au siège de la CIA à Langley, en Virginie, pour interroger en personne les principaux experts en terrorisme de l'agence. Cela faisait des mois que le bureau de Cheney adressait à la CIA des piqûres de rappel sur la possible existence de liens entre les attentats du 11 Septembre et Saddam Hussein. La personnalité de Zarqaoui commençait à en intriguer plus d'un, mais les rapports de la CIA le concernant étaient beaucoup plus circonspects que ceux émanant de l'Office of Special Plans [Bureau des plans spéciaux] du Pentagone, le service de renseignement officieux mis en place par le sous-secrétaire à la Défense, Douglas J. Feith, nommé par Bush et véritable faucon sur la question irakienne. Que savait donc exactement l'agence ?

Le vice-président avait débarqué ce matin-là avec quelques-uns de ses assistants, tous en complet noir et la mine sévère, pour ce qui devait être sa deuxième épreuve de force avec l'agence au sujet du dossier irakien. La

première réunion, présidée par le directeur de la CIA George Tenet, s'était mal passée. Les responsables de l'agence présents n'avaient alors pas eu de réponses toutes prêtes aux questions de Cheney sur les soupçons de contact entre de supposés agents d'Al-Qaïda et Saddam Hussein. En posant ces questions, il avait d'ailleurs laissé sous-entendre qu'il y avait de graves lacunes dans les informations dont disposait l'agence sur le dirigeant irakien et son soutien aux terroristes, parmi lesquels figurait certainement Ben Laden lui-même.

Tenet avait donc organisé une deuxième réunion à laquelle il convoqua des agents plus jeunes, qui connaissaient mieux le dossier. C'est ainsi que Bakos, qui entamait alors sa troisième année en poste à la CIA, fut invitée à prendre part à l'éclairage auquel aspirait le deuxième homme le plus puissant du pays.

La réunion se tint à proximité des bureaux de la direction, dans une pièce du septième étage surplombant les forêts denses qui constituent une zone tampon séparant l'agence des banlieues surpeuplées de Washington. Cheney et ses assistants avaient pris place d'un côté d'une longue table, face à une brochette de fonctionnaires de l'agence armés de dossiers et de notes prises lors d'une séance d'entraînement – un *murder board* – qui avait eu lieu la veille. Bakos, qui faisait partie des plus jeunes agents présents dans la salle, s'installa sur une chaise derrière son patron. Sa tâche consisterait à servir de renfort, en répondant à toute question qui franchirait la ligne de front. Très nerveuse au début, elle finit par se détendre et observa avec une certaine fascination Cheney mener personnellement l'interrogatoire. Il regardait les experts de la CIA d'un air dubitatif, par-dessus ses lunettes ; son ton demeurait poli mais insistant, comme celui d'un procureur expérimenté qui s'emploie à briser un témoin récalcitrant.

Nada Bakos demeura assise en silence sur sa chaise contre le mur à écouter sans être pleinement convaincue. Il y avait mille bonnes raisons de se lancer à la poursuite de l'homme qui avait participé à l'organisation du complot du millénaire en 1999. Mais une cabale réunissant le djihadiste radical et un dirigeant irakien farouchement laïque – un homme qui avait

torturé et assassiné les islamistes de son pays ? Cheney était-il vraiment sérieux ?

Cheney était plus que sérieux. Les semaines suivantes, ses assistants allaient laisser exploser leur colère à la lecture d'un rapport top secret de la CIA, à la rédaction duquel avait participé Bakos, rapport qui ne faisait que démolir toutes les allégations de liens opérationnels entre le gouvernement de Saddam Hussein et Al-Qaïda. Ces histoires, qui circulaient parmi les conseillers de Bush, de contacts secrets entre ces deux ennemis de longue date « semblaient s'appuyer sur des on-dit sans le moindre fait ni la moindre information permettant de les corroborer4 ».

Les réponses que sollicitait Cheney n'existaient pas ; et pourtant, plus la CIA les réfutait, plus l'équipe du vice-président se faisait pressante. Une fois au moins, un collaborateur de Bush téléphona directement à Bakos, à son bureau, pour l'interroger sur une phrase dans l'un de ses rapports. Cet appel constituait une violation de protocoles en vigueur depuis très longtemps et en vertu desquels les conseillers politiques sont censés ne pas contacter directement des analystes, une règle destinée à protéger les employés de la CIA de toute pression politique. Bakos se hâta de raccrocher et alla se plaindre auprès de son patron qui, furieux de cette entorse au règlement, appela la Maison Blanche.

« Ils renversaient la charge de la preuve : c'était à nous de prouver que Zarqaoui ne faisait pas partie d'Al-Qaïda et ne travaillait pas avec Saddam Hussein, a raconté plus tard Nada Bakos. Et même quand nous tentions de le faire, ils nous répondaient : "Et alors ? Tous ces gens veulent la même chose, donc qu'est-ce que ça peut faire ?" »

Nada Bakos était loin d'imaginer qu'elle jouerait un tel rôle lorsqu'elle avait postulé à l'agence de renseignement, deux ans plus tôt. Cette candidature avait été un coup de tête, un pari sans conséquence qu'elle avait fait avec elle-même. Longtemps après son embauche, ses proches croyaient encore qu'elle était une sorte de secrétaire administrative qui répondait au téléphone et ouvrait le courrier. À Denton, Montana, personne n'avait

jamais fait quelque chose d'aussi glamour que de traquer des terroristes pour le compte de la CIA.

Longtemps auparavant, Bakos rêvait d'être vétérinaire, métier qui semblait parfaitement convenir à une jeune femme qui avait grandi au milieu des chevaux et passait de longues journées d'été à vagabonder, seule dans son ranch, sur son étalon préféré. À l'adolescence, son horizon se résumait à son tout petit lycée avec sa promotion de neuf élèves et aux *cop shows* qu'elle adorait regarder à la télévision. Pourtant, elle sentait déjà qu'elle avait d'autres aspirations.

Un accident de voiture durant sa première année à l'université d'État du Montana faillit étouffer ses ambitions dans l'œuf. Mais dès qu'elle retourna en cours, elle consacra toute son énergie à une nouvelle matière – l'économie – ainsi qu'au vague projet de faire carrière dans le domaine des relations internationales. Elle se maria, travailla brièvement pour un fabricant de ciment et une compagnie minière. Puis quelques mois avant son trentième anniversaire, elle mit ses affaires dans son pick-up Ford F-150 et traversa le pays jusqu'à Washington D.C. Elle venait de divorcer, n'avait plus de travail et pas vraiment de perspectives. Son beau-père, un vétéran de la guerre du Vietnam, lui avait vivement conseillé d'essayer les services de renseignement. Il avait vu une annonce dans *The Economist* et s'était dit que Bakos serait autant à la hauteur que n'importe qui.

« Jamais ils ne m'engageront, lui avait-elle répondu. Pourquoi m'engageraient-ils ?

– Essaie, c'est tout », avait-il dit.

Et cette idée ne la lâcha pas. Elle avait déjà envisagé de travailler en tant qu'analyste économique pour une agence gouvernementale, peut-être le département d'État. Mais la CIA semblait être une tout autre aventure.

« Pourquoi pas ? » se dit-elle finalement.

Bakos posa sa candidature, passa un examen et, à sa grande surprise, un agent recruteur de l'agence la rappela pour un entretien. Cinq mois plus tard, elle franchissait la légendaire entrée de l'agence, posant le pied sur le sceau de cinq mètres de large en granit où est incrusté l'emblème de la CIA.

Elle commença par travailler en tant qu'expert technique dans les tréfonds de la bureaucratie, mais gravit rapidement les échelons pour devenir une analyste du renseignement, un travail exigeant qui requérait à la fois des talents de détective et une aptitude à traiter de grandes quantités de données émanant des différents réseaux électroniques et humains de la CIA. Les compétences économiques de Bakos la firent atterrir dans une équipe qui enquêtait sur les délits financiers de Saddam Hussein, entre autres un contournement récurrent de l'embargo commercial des Nations unies. Mais son champ d'investigation ne tarda pas à s'étendre pour inclure d'autres domaines du renseignement concernant l'Irak, comme l'éventuel soutien du dictateur aux réseaux terroristes, ce qui finit par la mener à Zarqaoui.

Cette blonde élancée ne manquait pas d'attirer l'attention sur un lieu de travail où prédominaient les hommes, en particulier aux postes les plus élevés. Mais le plus remarquable chez elle, c'était son extraordinaire maîtrise du sujet. Non seulement elle avait absorbé le moindre petit bout d'information disponible concernant Zarqaoui et ses principaux collaborateurs, mais elle possédait aussi un talent tout particulier pour repérer des schémas qui se répétaient dans des monceaux de données apparemment sans importance. Un de ses supérieurs de l'époque a dit d'elle qu'elle était « tout simplement la meilleure analyste qu'il ait jamais rencontrée[5] ».

« Elle me rappelle ces gens qui comptent les cartes à Las Vegas, a expliqué ce haut responsable de la CIA maintenant à la retraite. Elle saisit toutes les permutations qui naissent de chaque nouvelle donne. C'est quelque chose qui ne s'apprend pas. »

À ses amis, Bakos racontait que ce travail était le premier dont elle avait l'impression qu'il lui convenait vraiment. « On est au cœur de l'action », expliquait-elle. Pourtant, pour la première fois de sa vie, elle se trouvait aussi confrontée à des vérités particulièrement déplaisantes. L'une d'elles, qu'elle vit se vérifier plus d'une fois au cours de sa carrière, était la façon sélective dont les dirigeants politiques avaient l'habitude de faire leur choix dans un menu de documents classifiés, afin de présenter à leurs électeurs

une version faussée et intéressée de la vérité. Tous les présidents s'étaient adonnés à cette pratique, mais certains d'évidence plus que d'autres.

Et cette journée lui en fournit une nouvelle démonstration. À la fin de la réunion avec Cheney, tout le monde se lançait des regards noirs. Le vice-président et son équipe étaient repartis pour Washington sans rien de consistant pour nourrir leur dossier irakien. Certains analystes de la CIA présents dans la pièce trouvèrent que cette visite avait quelque chose de profondément déprimant. La Maison Blanche était manifestement en train de préparer une invasion, et le fait que les informations dont disposait l'agence battent totalement en brèche le dossier de l'administration semblait être tout à fait indifférent à Cheney et son équipe.

« J'estime que nous n'en savions pas assez, a dit Bakos. Mais j'étais particulièrement naïve en ce qui concerne le processus de marche vers la guerre. »

Des années plus tard, Cheney devait affirmer que la démarche consistant à se focaliser sur d'éventuels liens entre l'Irak et le terrorisme était pleinement justifiée. « J'ai posé des questions de façon un peu rude », a-t-il toutefois reconnu dans le récit qu'il a fait de ses visites à la CIA6. En enquêtant sur les possibles menaces qui pesaient sur le pays dans le sillage du 11 Septembre, Cheney avait conclu qu'« il n'y avait pas d'endroit plus susceptible de servir de connexion entre le terrorisme et la mise à disposition d'[armes de destruction massive] que l'Irak de Saddam Hussein. »

« Avec le bénéfice du recul – et même en tenant compte du fait que certains des renseignements que nous avons reçus étaient erronés – cette thèse reste toujours valable. »

Que cela soit justifié ou non, la Maison Blanche n'en avait de toute évidence pas fini avec Zarqaoui. Cet intérêt prononcé pour les possibles liens du Jordanien avec l'Irak allait perdurer jusqu'au début de l'invasion et – au grand désarroi de Nada Bakos – des années après. Le meurtre d'un diplomate américain en Jordanie ne fit qu'accroître la pression.

L’assassinat en plein jour de Laurence Foley dans l’un des quartiers les plus sûrs d’Amman sema un vent de panique au sommet du gouvernement jordanien. Depuis que le pays existait, aucun diplomate américain n’y avait jamais été sérieusement blessé, et encore moins tué. Le roi Abdallah II prit en charge la réaction officielle, rencontrant les représentants de la CIA et du département d’État afin de coordonner les premières phases de l’enquête. Avec son épouse, la reine Rania, il téléphona à la veuve de Foley, lui témoigna toute sa sympathie et proposa son aide pour organiser le rapatriement du corps aux États-Unis. Pendant ce temps, la police et le Moukhabarat arrêtaient plusieurs dizaines d’islamistes radicaux afin de les interroger sur l’assassinat de Foley. Au bout de quarante-huit heures, plus d’une centaine de personnes étaient incarcérées ; pourtant, les responsables du renseignement n’avaient toujours pas le moindre indice sur qui se trouvait derrière cette exécution, ni pourquoi Foley, parmi les milliers d’Américains vivant à Amman, avait été visé. Qui pouvait bien se donner la peine de traquer et d’exécuter un fonctionnaire de second rang dont la principale mission consistait à améliorer le ravitaillement de la Jordanie en eau potable ?

Le 30 octobre, deux escortes de marines américains et de membres de la garde rituelle jordanienne, suivies de Virginia Foley et du fidèle chien Bogart, accompagnaient le cercueil de Foley vers un avion de transport militaire qui allait décoller de l’aéroport d’Amman. Pendant ce temps, à l’autre bout de la ville, au quartier général du Moukhabarat, la routine des interrogatoires se poursuivait. On s’attacha un moment à la piste d’un obscur groupe djihadiste qui avait revendiqué l’assassinat, avant de l’abandonner. Les inspecteurs firent pression, menacèrent et amadouèrent. Les semaines passèrent, et pas une seule piste digne de ce nom ne s’était esquissée, mis à part l’interception d’un appel téléphonique émanant apparemment d’un *burner phone*[*] contenant une carte SIM volée.

Puis, fin novembre, un des informateurs du Moukhabarat surprit quelques conversations chuchotées à propos d’un étrange Libyen qui avait emménagé dans un logement du camp de réfugiés de Marka, à la périphérie d’Amman.

Il était arrivé au mois de septembre, soi-disant pour aider un ami à ouvrir une boutique de vêtements pour femmes spécialisée dans les abayas noires et les voiles que doivent arborer les musulmanes pieuses. Ensemble, ils avaient loué une petite boutique et avaient accroché sur la devanture un panneau : « La Petite Princesse ». Ils avaient aussi loué un petit entrepôt, au grand étonnement de leurs voisins qui se demandaient pourquoi un petit magasin de vêtements avait besoin d'autant d'espace de stockage.

L'associé jordanien était un Palestinien nommé Yasser Ibrahim Freihat, un petit homme d'affaires qui tirait le diable par la queue ; il avait quelques sympathies djihadistes mais on ne lui connaissait aucun lien avec des groupes ou des crimes extrémistes. Le Libyen semblait bien plus intéressant. Après l'avoir suivi pendant plusieurs jours, le Moukhabarat fut certain de son identité réelle : il s'agissait de Salem Ben Suweid, un vétéran de la guerre civile afghane qui avait été arrêté trois ans plus tôt pour avoir pénétré en Jordanie avec un faux passeport. À cette époque, la police le soupçonnait d'avoir des liens avec Al-Qaïda et l'avait expulsé du pays. S'il s'agissait bel et bien de Suweid, cela signifiait qu'il était à nouveau parvenu à s'introduire en Jordanie sans être repéré.

Le 3 décembre à minuit passé, les agents du Moukhabarat firent une descente dans l'entrepôt et à « La Petite Princesse », puis dans les appartements des deux hommes. Ils sortirent de leur lit Suweid et Freihat, en pyjama, et entreprirent de mettre rigoureusement sens dessus dessous leurs affaires, à la recherche de tout ce qui pourrait leur paraître suspect. La maison de Suweid se révéla une véritable mine. Les agents découvrirent des gants, des masques, des gilets pare-balles, des grenades lacrymogènes, ainsi que 10 000 dollars américains. Dans une pièce du fond, ils trouvèrent la cache d'armes de Suweid : cinq kalachnikovs et leurs munitions, un mode d'emploi sur les explosifs et un cahier où figuraient les plans de cibles potentielles. Mais aucune trace d'un silencieux ou d'un revolver 7 millimètres correspondant aux douilles trouvées dans la villa de Foley.

À 4 heures du matin, les deux hommes furent amenés à la division antiterroriste du Moukhabarat et remis entre les mains de son directeur

adjoint, Abou Haytham, et d'Ali Bourzak, son directeur et interrogateur légendaire, surnommé le Diable rouge. À 6 heures, alors que l'aube teintait les nuages d'un gris maussade au-dessus des collines de Judée, Suweid était un homme brisé. Il signa des aveux où il reconnaissait avoir organisé et perpétré l'assassinat du diplomate Laurence Foley. Freihat, son partenaire en affaires, lui avait servi de guetteur et de chauffeur, déclara-t-il.

C'était du travail vite fait bien fait, même selon les critères du Moukhabarat, et Abou Haytham savait que ces aveux allaient éveiller quelques soupçons. Les Jordaniens et même les Occidentaux allaient supposer que l'agence d'espionnage avait fait usage de la torture pour produire un suspect dans une affaire de meurtre qui avait entaché le standing du pays auprès du plus important de ses alliés. L'encre des aveux était à peine sèche que le capitaine eut recours à une tactique dont il usait souvent lorsque la crédibilité d'un suspect était en cause : il organisa une visite guidée de la scène de crime.

Avec un Suweid silencieux et menotté assis sur la banquette arrière, Abou Haytham et son chauffeur prirent la route de West Amman, où se trouvaient la plupart des ambassades et diplomates de la ville.

« Emmenez-moi là-bas », demanda-t-il à Suweid.

Celui-ci guida le chauffeur à travers un dédale de petites rues jusqu'à ce que le véhicule s'arrête devant l'endroit où l'on avait découvert le corps de Foley. La maison était vide ; Virginia Foley avait quitté la Jordanie avec le corps de son mari et ne vivrait plus jamais au Moyen-Orient. Il y avait un bon moment qu'on avait effacé toutes les traces du meurtre.

Le prisonnier était assis sur la banquette, silencieux, la tête inclinée.

« Montre-moi comment ça s'est passé », ordonna Haytham.

Suweid raconta lentement son histoire, comme il l'avait fait lors de ses aveux. Au mois de septembre, il avait franchi clandestinement la frontière syrienne, avec pour instructions de trouver des Américains et des responsables jordaniens à assassiner. Après avoir monté leur fausse société avec Freihat, il avait renvoyé son vieil ami en Syrie pour récupérer des armes qu'il avait cachées, dont les kalachnikovs et un pistolet. Puis, au mois

d’octobre, il avait commencé à écumer le quartier diplomatique d’Amman et d’autres secteurs aisés appréciés des Occidentaux.

Suweid expliqua avoir découvert Foley de manière quasi fortuite. Ouvert et sociable, l’Américain faisait généralement bonne impression lors de ses fréquentes visites aux camps de réfugiés d’Amman, où il avait travaillé avec des Palestiniens sur des projets d’acheminement d’eau potable. Ses questions amicales sur la vie dans les camps avaient, on s’en souvient, amené certains à le soupçonner d’être une sorte d’agent. Tout le monde connaissait la Mercedes rouge identifiable grâce à sa plaque diplomatique, que Foley continuait à utiliser même après que d’autres membres du personnel de l’ambassade eurent prudemment changé pour des plaques jordaniennes ordinaires.

Suweid avait repéré la maison de Foley et l’avait étudiée de près pendant trois jours. Il avait remarqué les cheveux blancs et clairsemés de Foley ainsi que sa bedaine d’homme dans la force de l’âge. Il avait remarqué l’absence de gardes et de caméras de sécurité, et le petit muret qui courait le long de la façade et d’un des côtés de la maison, offrant à la fois un accès facile et nombre d’endroits où se cacher. Il avait pris des notes sur les habitudes matinales de Foley : le réveil tôt le matin, la promenade du chien, le départ au bureau avec une régularité d’horloge, à 7 h 20, seul, au volant de sa Mercedes.

Enfin, le 28 octobre, pendant que les muezzins de la ville lançaient l’appel à la prière de l’aube, le Libyen et son associé étaient montés à bord d’une Hyundai de location et avaient fait route vers la partie ouest d’Amman, le pistolet et le masque dissimulés dans une petite sacoche sur les genoux de Suweid. Foley était-il un espion ? Suweid n’en savait rien. Mais il cherchait à tuer un Américain, et à présent il avait sa chance.

« Je me suis dit que ce serait facile de le tuer, rien qu’avec quelques coups de feu », déclara Suweid à Abou Haytham.

Il montra à l’officier du Moukhabarat l’endroit où il avait fait une brèche dans le mur, et là où il s’était tapi en attendant que Foley sorte de chez lui. Il raconta comment il avait tiré sur le diplomate sans dire un mot, puis fait feu

à nouveau pour s'assurer que les blessures soient fatales. Il désigna l'endroit ou Freihat l'avait attendu dans la Hyundai à l'arrêt, et raconta comment ils s'étaient ensuite hâtés de retourner dans le quartier de Marka, s'arrêtant quelque part pour jeter le pistolet dans les eaux troubles de la rivière Zarqa. Ils étaient rentrés chez eux pour se changer et ouvrir « La Petite Princesse » à 10 heures précises.

Abou Haytham écouta attentivement puis posa, une nouvelle fois, la question qui le déconcertait depuis qu'il avait été informé du meurtre :

« Pourquoi ?

– Je l'ai fait pour Al-Qaïda et Zarqaoui », répondit Suweid.

Zarqaoui était-il réellement impliqué ?

Les responsables jordaniens attendirent presque deux semaines avant d'annoncer ces arrestations et d'associer publiquement Zarqaoui au meurtre, espérant peut-être que la CIA trouverait des preuves supplémentaires étayant l'hypothèse de liens entre le tireur et l'homme qui n'allait pas tarder à devenir le plus célèbre fugitif du pays. En l'état des choses, beaucoup de Jordaniens étaient disposés à croire l'avocat de Suweid lorsqu'il déclara aux journaux d'Amman que l'attribution d'un rôle à Zarqaoui dans cette affaire avait été obtenue sous la torture.

Les enquêteurs allaient riposter en laissant fuiter des détails sur l'appel intercepté entre Suweid et son contact en Irak, un homme qu'ils identifiaient comme Mouammar Yousef Al-Jaghbeer, un disciple connu de Zarqaoui. Jaghbeer fut lui-même arrêté des années plus tard en Irak et les déclarations qu'il fit à ses geôliers américains renforcèrent la thèse selon laquelle Zarqaoui avait personnellement envoyé Suweid en Jordanie avec un budget de 50 000 dollars et l'ordre de trouver et tuer des Américains – n'importe lesquels.

Étrangement, Zarqaoui n'a jamais revendiqué une quelconque responsabilité dans le meurtre de Foley, alors qu'il s'est attribué le mérite de plusieurs centaines d'autres assassinats, dont ceux de nombreux citoyens américains. Les islamistes qui connaissaient Zarqaoui depuis son séjour

dans le nord-est de l’Irak ont affirmé avec insistance qu’il n’était pas impliqué.

Nada Bakos faisait partie des analystes de la CIA qui avaient suivi le renseignement en temps réel. Elle a déclaré qu’elle estimait que l’on n’avait jamais pleinement répondu à certaines questions cruciales :

« La preuve était ambiguë. Selon nos critères d’analyse, nous étions convaincus du rôle de Zarqaoui. Monter un dossier criminel, c’était une autre histoire. »

Le dossier d’analyse fournissait néanmoins une base plus que suffisante pour passer à l’action. Un crime très grave avait été commis contre un employé du gouvernement américain en mission officielle à l’étranger, et il y avait des raisons de croire que Zarqaoui était au moins complice.

Justice devait être rendue, et cela signifiait capturer Zarqaoui en personne. Par chance, durant ces blafardes semaines de l’automne 2002, le gouvernement des États-Unis savait exactement où il se trouvait.

* Téléphone prépayé qui a une durée d’usage limitée pour ne pas se faire repérer. Il sert généralement à des individus s’adonnant à des activités illégales. (*N.d.T.*)

6

« Cette guerre va arriver »

C'est à peine si l'homme appelé à devenir l'espion en chef de la CIA pour le nord de l'Irak avait entendu parler d'un terroriste présumé du nom d'Abou Moussab Al-Zarqaoui lorsqu'il arriva dans le pays en 2002. Mais au bout de quelques semaines, Charles *Sam* Faddis fut capable de situer au mètre carré près l'adresse du Jordanien sur sa grille de ciblage[1].

Jamais les chances d'attraper Zarqaoui ne seraient plus favorables.

Faddis, 1 m 90, fils d'un capitaine de la Navy, né dans les Appalaches, au sud-ouest de la Pennsylvanie, s'était introduit en Irak avec une équipe d'agents de la CIA afin de collecter des renseignements sur des unités militaires irakiennes ainsi que sur Ansar Al-Islam, le groupe d'insurgés plutôt farfelus qui vivaient près de la frontière iranienne et entretenaient des liens plus ou moins distendus avec Al-Qaïda. À 47 ans, cet avocat de formation avait vivement insisté pour obtenir cette affectation. Après les attentats du 11 Septembre, Faddis avait tenu à se jeter dans la bataille, et du fait de son passé au sein de l'antiterrorisme, de son expérience du Moyen-Orient ainsi que de sa maîtrise du turc, il était l'homme idoine pour cette mission. À présent, lui et ses hommes vivaient dans des planques et se consacraient à la surveillance de la base d'Ansar Al-Islam, où se trouvaient Zarqaoui et plusieurs dizaines d'autres réfugiés djihadistes ayant fui l'Afghanistan. Vêtus d'habits kurdes, les agents réussissaient parfois à se faufiler si près de la base qu'ils pouvaient parfaitement voir ceux qui en

gardaient le périmètre, avec leur longue barbe et leur AK-47 en bandoulière.

La cible était isolée à l'extrême. Sargat, le hameau où Zarqaoui avait terminé sa route après avoir quitté l'Afghanistan, était la dernière étape sur une route défoncée qui menait à la frontière entre l'Irak et la République islamique d'Iran. À quelques kilomètres au nord-ouest, il y avait Halabja, une ville à jamais associée à l'une des pires atrocités génocidaires de la fin du XX^{e} siècle. C'est là que, le 16 mars 1988, Saddam Hussein bombarda des villages kurdes avec un gaz neurotoxique mortel, tuant 5 000 hommes, femmes et enfants au cours de la plus importante attaque chimique de l'histoire contre des civils. La région ne s'en est jamais complètement remise ; après la première guerre d'Irak, en 1991, des patrouilles quotidiennes de l'aviation américaine ont maintenu les avions et les tanks de Saddam à distance des territoires kurdes, mais l'absence d'autorité centrale a permis l'émergence de milices locales et de seigneurs de guerre qui ont multiplié les escarmouches, autant contre les forces terrestres irakiennes que les unes contre les autres.

À l'arrivée de Zarqaoui, les partisans d'Ansar Al-Islam s'étaient déjà taillé une petite enclave qui comprenait également la ville de Khourmal ainsi que plusieurs petits villages qu'ils administraient avec un zèle qui n'avait rien à envier à celui des talibans. Officiellement en guerre aussi bien avec le régime irakien qu'avec les mouvements nationalistes kurdes, ils avaient bâti à flanc de colline des ouvrages défensifs qui offraient une vue imprenable sur les cols montagneux et les itinéraires de secours conduisant de l'autre côté de la frontière. Leur base principale de Sargat consistait en sept petits bâtiments sans chauffage ni électricité, à l'exception d'un unique générateur, ceints de murs de terre et de bunkers surmontés de drapeaux noirs. Un autre ensemble de constructions en parpaings servait d'habitations et de terrain d'entraînement pour les hommes de Zarqaoui qui, pour la plupart, évitaient de se mêler à leurs homologues kurdophones. Ils ont laissé aux habitants le souvenir d'un mélange de nationalités arabes partageant la même rigidité concernant la façon de se comporter ou de s'habiller.

Certains villageois ont dénoncé plus tard le caractère inapplicable d'une partie de leurs préceptes dans une communauté où hommes et femmes passaient de longues heures à s'occuper ensemble du bétail et des récoltes.

« Ils obligeaient les femmes à se couvrir et à porter une robe lorsqu'elles allaient travailler aux champs et au potager », se plaignait ainsi un homme lors d'une interview télévisée, quelques mois après le départ des insurgés2.

Mais l'intérêt que portait la CIA à ces islamistes n'avait pas grand-chose à voir avec les règles religieuses. Maintenant qu'Al-Qaïda avait été chassé d'Afghanistan, la base d'Ansar Al-Islam constituait le plus important regroupement connu d'activistes entretenant des liens – si minimes soient-ils – avec le mouvement de Ben Laden. Faddis avait pour ordre d'évaluer la puissance des forces combinées des Arabes et des islamistes locaux qui occupaient l'enclave irakienne. Et, si possible, il devait également découvrir comment – si tel était le cas – les insurgés d'Ansar coordonnaient leurs actions avec les forces gouvernementales irakiennes. Quels qu'aient pu être les liens d'Al-Qaïda avec l'Irak par le passé, ce que redoutait la Maison Blanche, c'était que Saddam Hussein en fasse ses mandataires pour s'en prendre à l'Occident. Des alliés kurdes disaient avoir repéré des armes chimiques dans le camp d'Ansar, ce qui avait renforcé les soupçons de la Maison Blanche d'un Saddam armant les activistes islamistes en prévision d'un attentat terroriste.

Le chef de l'équipe CIA se montrait quant à lui sceptique. Faddis avait passé plusieurs années dans la région, et il savait parfaitement que la quasi-totalité des Kurdes vouait une haine implacable au tyran irakien dont la politique génocidaire avait détruit 2 000 villages du Kurdistan et fait près de 200 000 victimes parmi les leurs pendant les années 1980. Pour les activistes kurdes, l'idée d'une alliance avec Saddam Hussein était absolument inenvisageable.

Faddis invita néanmoins ses hommes à être prêts à toute éventualité.

« Écoutez, si nous réussissons à obtenir des renseignements solides indiquant que Saddam est de mèche avec Al-Qaïda, ce serait fabuleux, se rappelle-t-il avoir dit à ses hommes au cours de l'été 2002. Mais nous ne

dirons rien qui ressemble de près ou de loin à cela tant que nous n'en aurons pas découvert des preuves irréfutables. On ne va pas faire passer des rumeurs et des bobards pour la vérité3. »

Le groupe de Faddis était constitué de huit hommes, tous dotés d'une solide expérience militaire, dont deux membres de l'unité paramilitaire secrète de la CIA, la Special Activities Division [Division des activités spéciales]. Leur base était une petite maison que leur avaient fournie leurs alliés kurdes, à quelques kilomètres du camp d'Ansar. Elle servait de centre d'opérations et d'habitation à ces hommes qui passaient l'essentiel de la journée à surveiller les activistes et à participer aux interrogatoires de ceux qu'avaient capturés les Kurdes. Ils eurent accès à un nombre considérable de prisonniers issus des rangs d'Ansar Al-Islam ou d'Al-Qaïda. Les Américains purent ainsi en interroger plusieurs dizaines, dont ils confrontaient les récits à une base de données en constante expansion, elle-même alimentée par les renseignements collectés au cours des interrogatoires des précédents détenus ou à la suite de leur propre surveillance des camps d'Ansar. Ils transmettaient leurs découvertes au QG de la CIA sous forme de plusieurs centaines de messages électroniques classifiés, envoyés à Langley *via* le téléphone satellite de Faddis.

Ce dernier eut tôt fait de saisir les différences fondamentales qu'il pouvait y avoir entre les exilés d'Afghanistan – la plupart arabophones et pourvus d'un minimum d'éducation et de connaissance du monde – et les simples fermiers ou gardiens de chèvres kurdes qui composaient les rangs d'Ansar Al-Islam. Mais tous partageaient la même idéologie et un intérêt commun pour les techniques du terrorisme. Ils avaient entrepris d'instaurer ensemble, dans les montagnes irakiennes, un Afghanistan miniature, une théocratie islamique dont les codes stricts étaient imposés par le fusil et par l'épée.

Il apprit que les insurgés protégeaient bel et bien un secret mortifère : tout un stock de produits toxiques qu'ils testaient pour en faire éventuellement usage lors d'attentats terroristes à l'étranger. Grâce aux interrogatoires de la CIA et à l'aide d'autres espions bien placés, on finit par avoir une idée très

claire de l’obsession d’Ansar Al-Islam pour les poisons. Le groupe avait réussi à se procurer plusieurs dizaines de litres de produits chimiques mortels, dont du cyanure et une petite quantité de graines de ricin permettant de fabriquer de la ricine hautement létale. On pouvait acheter chacun de ces ingrédients très facilement, en toute légalité – le cyanure de potassium sert au développement des photos – et rien n’indiquait que les hommes d’Ansar Al-Islam possédaient l’équipement ou le savoir-faire nécessaires pour fabriquer de véritables armes chimiques. Mais leurs expérimentations semblaient passablement préoccupantes. Dans leur laboratoire de fortune, les techniciens amateurs mélangeaient du cyanure avec de la crème pour la peau et d’autres produits cosmétiques. Les rumeurs d’expériences sur des chiens sauvages se trouvèrent confirmées par la suite grâce à des bandes vidéo découvertes dans les ruines de leur forteresse.

« Leurs moyens sont rudimentaires, mais leurs ambitions sont colossales, se rappelle avoir pensé Faddis à l’époque. Ils ont soif de sang et ils ne plaisantent pas. »

L’autre question qui taraudait la Maison Blanche – l’armée irakienne aidait-elle les islamistes d’une manière ou d’une autre – se révéla encore plus facile à résoudre. Les hommes de la CIA suivirent à la trace plusieurs individus qu’ils soupçonnaient d’être des agents irakiens infiltrés dans la région du camp d’Ansar Al-Islam et purent confirmer qu’ils appartenaient bien aux si redoutés services de renseignement de Saddam. Seulement, Faddis ne tarda pas à découvrir que les Irakiens faisaient exactement la même chose que lui : tenter de collecter des renseignements sur les insurgés. Ils surveillaient tout cela de loin et essayaient de recruter des informateurs – une offre d’emploi assez risquée, puisque Ansar Al-Islam avait pour habitude d’empoisonner les espions présumés et d’exposer leurs têtes tranchées sur des piquets à l’extérieur de leur forteresse. Loin d’être de connivence avec les islamistes, les Irakiens semblaient plutôt les craindre.

Quoi qu’il en soit, l’administration Bush avait promis de traquer les terroristes alliés d’Al-Qaïda partout où elle en trouverait et, pour Faddis, cette bande répondait parfaitement à la définition.

Les États-Unis bénéficiaient là d'une « occasion en or », écrivit Faddis dans l'un de ses câbles adressé au siège de la CIA. Ansar Al-Islam était une organisation terroriste qui nourrissait un programme ambitieux à l'échelle internationale. Elle comptait des dizaines d'activistes arabes dont les liens avec Al-Qaïda étaient connus. Plus inquiétant, ils étaient en possession de produits toxiques qui pouvaient être utilisés avec des effets terrifiants contre des villes d'Europe ou des États-Unis. Mais, ajoutait-il, cette menace pouvait être intégralement supprimée si l'on frappait là où il fallait.

« Nous savions exactement où dormait chacun de ces terroristes, a expliqué plus tard Faddis, évoquant les rapports détaillés qu'il envoyait à la CIA. Nous savions où se trouvait chaque arme, nous connaissions précisément la position de chaque mitrailleuse et de chaque mortier. »

Et pour couronner le tout : « Aucun d'entre eux ne savait que nous étions là. »

Comme l'espérait Faddis, ses câbles suscitèrent quelques remous à Washington. À Langley, puis au département de la Défense, on organisa toute une série de réunions pour discuter de la marche à suivre. Au Pentagone, on convoqua un brigadier général de 48 ans, Stanley McChrystal – qui n'allait pas tarder à jouer un rôle de premier plan en tant que chef des forces spéciales en Irak – et on lui demanda de trouver différents moyens d'attaquer la base d'Ansar. On envisagea de pilonner les islamistes sous un déluge de missiles, auquel succéderait un assaut héliporté de commandos américains et kurdes, qui devraient collecter toutes les preuves de fabrication d'armes biologiques ou chimiques.

Ce plan semblait parfaitement viable mais, à la Maison Blanche, l'équipe de Bush était profondément divisée quant à la nécessité de lancer cet assaut. Le secrétaire à la Défense était pour, mais d'autres hauts responsables, comme la conseillère à la Sécurité nationale Condoleezza Rice, plaidèrent contre. À l'heure où l'administration américaine était en pleins préparatifs d'une invasion de l'Irak, la moindre frappe sur le sol irakien faisait courir le risque d'une escalade qui pourrait déclencher la guerre de façon prématurée, expliquaient les adversaires de l'opération. D'autres détracteurs

du plan de McChrystal s'inquiétaient de son ampleur. « Ça prend les proportions d'une invasion, se plaignit ainsi l'un des supérieurs du général. Vous, vous avez été dans les opérations spéciales. On ne sait plus faire petit[4] ? »

Bush décida de renoncer momentanément à cette opération.

« On a reçu ça comme un coup de poing dans le ventre, a raconté plus tard Faddis. Tous, nous prenions de gros risques. Quand ils ont mis la mission sur la touche, on a tout de suite compris ce que ça signifiait. Ils ne voulaient pas presser la détente maintenant. Et lorsque le moment viendrait de presser la détente, les cibles les plus importantes seraient parties. »

Faddis tenta à nouveau sa chance, en proposant un plan moins ambitieux où ce seraient les Kurdes locaux qui livreraient l'essentiel des combats. Avec un support aérien léger, quelques mortiers de 150 mm et l'aide logistique de l'équipe de la CIA, les gars du coin pourraient détruire la base tout seuls, avançait-il.

« Pour l'amour de Dieu, donnez-nous juste deux B-52, ou au moins les mortiers, et on fera le boulot, implora-t-il. Donnez-nous tout ça demain, et le boulot sera fait après-demain. Al-Qaïda et Ansar Al-Islam n'ont aucune idée de notre présence. Discrétion absolue. »

Même réponse de Langley.

« Je vous entends, Sam », telle fut la réponse qu'on lui donna à contrecœur, a raconté Faddis. « Tout ce que je peux vous dire, c'est que c'est comme ça. Aux dernières nouvelles, c'est le président qui commande. »

Faddis et ses hommes restèrent dans le nord de l'Irak avec pour instruction de maintenir leur surveillance. Pendant ce temps, Zarqaoui put en toute liberté mettre en place son réseau sans crainte d'un assaut ou d'une quelconque interférence. À ce moment-là, la CIA avait parfaitement compris le danger grandissant que constituait le Jordanien. Comme l'a écrit plus tard dans ses mémoires George Tenet, qui dirigeait alors la CIA, Zarqaoui fut particulièrement actif durant les jours qui précédèrent la guerre, formant ses recrues au camp d'Ansar Al-Islam et envoyant ses

émissaires dans les capitales du Moyen-Orient et d'Europe en quête d'argent, de volontaires et d'alliés : « Il a pu établir des contacts avec des Algériens, des Marocains, des Pakistanais, des Libyens et d'autres extrémistes arabes installés en Europe. Au bout de plusieurs mois à remonter sans relâche le fil de tous ces liens, nous avons identifié des cellules associées à Zarqaoui dans plus de 30 pays[5]. »

Une fois informée de tout cela, l'administration Bush organisa une ultime réunion pour débattre à nouveau d'un éventuel assaut contre Zarqaoui et le camp d'Ansar Al-Islam. Elle se tint au début du mois de janvier 2003, un mois à peine avant le début de la guerre d'Irak et quelques semaines avant que le secrétaire d'État Colin Powell ne prononce son célèbre discours devant le Conseil de sécurité des Nations unies, dans lequel il exposait les grandes lignes de ce qui pouvait justifier l'invasion. Si l'on en croit le récit qui est fait de cette réunion dans *Days of Fire*, l'histoire de la Maison Blanche – tant acclamée – écrite par le journaliste Peter Baker, les responsables de Washington étaient à l'époque assez réticents à l'idée d'enclencher la moindre action susceptible de nuire à la bataille la plus importante, celle de l'opinion publique[6]. Un assaut contre la base des insurgés allait saper un des piliers du futur discours de Powell : l'existence de réseaux terroristes sur le sol irakien.

« Cela anéantirait mon exposé », aurait dit Powell, selon le récit de Baker. Le secrétaire d'État aurait ensuite ajouté : « De toute façon, on finira par l'avoir [Ansar Al-Islam] dans quelques semaines. »

L'administration discutait toujours d'éventuelles frappes contre le camp de Zarqaoui lorsque, le 23 janvier 2003, une délégation de généraux américains arriva à Amman pour une visite inhabituellement secrète. Les journalistes furent ainsi tenus à l'écart lorsque le général Tommy Franks, commandant en chef de l'US Central Command du Pentagone, atterrit à l'aéroport. Quant au palais, il imposa un black-out total sur les détails de ses réunions avec les hauts responsables jordaniens ; on ne sut même pas si le roi Abdallah II y avait participé ou non. Quelque temps plus tard, des

sources militaires anonymes allaient tout de même faire fuiter dans la presse occidentale quelques informations concernant le motif de cette visite, dans des termes choisis avec grand soin : à quelques semaines d'une guerre contre l'Irak, les États-Unis s'apprêtaient à doter la Jordanie de son très perfectionné système de missiles défensifs Patriot, dans l'espoir de s'assurer le soutien du Royaume hachémite lorsque les hostilités commenceraient.

« Nous réfléchissons à cette possibilité », avait déclaré un des Américains à un journaliste jordanien au cours de cette visite7. Et en effet, les batteries de missiles furent expédiées en Jordanie quelques jours plus tard, ainsi que six nouveaux chasseurs-bombardiers F-16, afin de renforcer la défense du pays en prévision de la guerre qui allait faire rage à sa porte.

Mais cette aide américaine avait son prix. Pendant des mois, la Maison Blanche avait fait pression sur la Jordanie pour qu'elle soutienne son projet de renversement du président irakien Saddam Hussein. Cela avait commencé pendant l'été, le 2 août 2002, lorsque le roi avait rencontré Bush et ses principaux conseillers à la Maison Blanche. Le Texan, d'habitude si aimable, s'était montré distant et crispé, comme l'a raconté plus tard le roi Abdallah. Des conseillers avaient prévenu le monarque que le président était très irrité par les déclarations qu'il avait faites à un journal britannique, accusant l'équipe Bush d'être « obsédée par l'Irak » et d'être résolue à amorcer une guerre qui « allait évidemment ouvrir une boîte de Pandore au Moyen-Orient8 ».

Alors que les deux hommes prenaient place dans le bureau ovale, Bush, tout en croquant les glaçons de son Coca-Cola, avait expliqué qu'il n'était pas encore décidé à envahir l'Irak. « Lorsque je le ferai, vous le saurez », dit-il. Il qualifia Saddam Hussein de « voyou » qu'il fallait affronter. « Je ne veux pas que, dans vingt ans, on pense que j'ai eu la trouille de le combattre », ajouta-t-il.

Plus tard dans la journée, Bush aborda une nouvelle fois le sujet de l'Irak, cette fois-ci pour présenter la lutte contre Saddam comme une obligation morale, voire religieuse.

« Vous et moi, nous avons chacun un père formidable, et nous croyons tous les deux en Dieu, expliqua Bush, comme l'a écrit plus tard Abdallah. Nous avons là une occasion de prendre une bonne décision. »

Abdallah était stupéfait. Il n'avait que mépris pour Saddam et savait que la gigantesque armée américaine anéantirait rapidement celle du dictateur irakien. Il avait offert, sans jamais le reconnaître publiquement, son soutien à l'assaut des Américains contre les talibans en Afghanistan, et avait même proposé l'aide de la Jordanie dans la traque d'Oussama Ben Laden. Cependant, il restait convaincu qu'une guerre contre le tyran irakien serait une erreur colossale. Des troupes américaines s'attaquant à un dirigeant arabe – fût-il aussi impopulaire que Saddam –, cela allait embraser toute la région et mettre la Jordanie en danger. Mais Bush avait manifestement déjà pris sa décision. De retour à Amman, le roi Abdallah ordonna à ses conseillers de se tenir prêts : « Cette guerre va arriver », dit-il.

À la fin de l'été et pendant l'automne, les bruits de bottes redoublèrent d'intensité, de même que les sollicitations de la Maison Blanche pour que la Jordanie soutienne ses plans de guerre. Un flot constant de responsables politiques et de généraux américains débarqua à Amman, insistant auprès du roi pour qu'il permette aux forces américaines de prendre position le long de la frontière ou d'effectuer des sorties dans l'espace aérien jordanien. Le vice-président Dick Cheney téléphona personnellement au roi Abdallah, lui demandant la permission d'utiliser son pays comme base arrière pour lancer un assaut contre Bagdad. Le choc de l'assassinat de Foley ne tarda pas à s'estomper face aux tensions grandissantes suscitées par les préparatifs de la guerre.

Abdallah finit par réclamer un compromis. Tout le monde savait que son père, Hussein, s'était opposé à la première guerre du Golfe, position qui avait porté atteinte à ses relations avec Washington et ses principaux alliés arabes. Abdallah, de la même façon, s'opposerait publiquement à un conflit que les Jordaniens rejetaient en bloc, le considérant comme inique, et il refusait la présence d'un nombre important de soldats américains dans son pays. Mais il acceptait de fournir à Washington un soutien en coulisse,

essentiellement pour un volet crucial de cette guerre : les opérations secrètes impliquant des contingents réduits de commandos US.

Accepter le déploiement de batteries de missiles Patriot fut une concession de dernière minute. Officiellement, la monarchie allait déclarer que le système de défense antimissiles était là pour protéger les Jordaniens des SCUD irakiens susceptibles de menacer le territoire national. En réalité, les Américains souhaitaient un dispositif de sécurité supplémentaire dans le cas d'une possible attaque irakienne contre Israël en riposte à la future invasion. C'était un signe supplémentaire que la guerre se préparait.

« Je tentais d'avancer sur une corde raide : m'opposer à la guerre tout en m'en tenant à l'écart, a reconnu plus tard Abdallah. Mais j'étais sûr d'une chose : plus la guerre durerait, plus les conséquences en seraient terribles9. »

7

« Il était maintenant célèbre dans tout le monde arabe »

C'est le 5 février 2003 que le monde fit la connaissance d'Abou Moussab Al-Zarqaoui. Plus exactement à la soixante et unième minute du discours prononcé par Colin Powell devant le Conseil de sécurité des Nations unies pour défendre le principe d'une guerre contre l'Irak. Tout commença par une déclaration qui, comme tant d'autres dans cette allocution de soixante-quinze minutes, était tout à la fois techniquement vraie et en grande partie inexacte.

« L'Irak héberge aujourd'hui un réseau de dangereux terroristes dirigé par Abou Moussab Al-Zarqaoui, associé et collaborateur d'Oussama Ben Laden et de ses lieutenants d'Al-Qaïda », commença Powell juste avant que le visage barbu de Zarqaoui n'apparaisse sur un écran géant, derrière la table ronde du Conseil[1].

Lorsque Nada Bakos, qui regardait ce discours à la télévision dans son bureau, entendit cette phrase, elle fit la grimace. Certes, Zarqaoui vivait dans les montagnes isolées du nord-est de l'Irak – une région dont était absente l'armée irakienne. Mais suggérer que Saddam Hussein lui accordait l'asile était contraire à tout ce que Bakos, spécialiste de Zarqaoui, savait être la vérité. C'était un peu comme déclarer que Grover Cleveland, vingt-deuxième président des États-Unis, avait « hébergé » Geronimo, le célèbre

chef apache de l'Ouest américain qui s'attaquait aux colons et aux tuniques bleues depuis sa base sur la frontière américano-mexicaine.

Elle continua à regarder, sidérée[2].

« Les milieux officiels irakiens nient les accusations de liens avec Al-Qaïda. Ces dénégations ne sont tout simplement pas crédibles, poursuivit Powell. L'année dernière, un membre d'Al-Qaïda s'est vanté que la situation en Irak était, je cite, "favorable" car l'on pouvait rapidement transiter par Bagdad. »

Ce n'était pas faux. Mais si les terroristes avaient accès à la capitale irakienne, était-ce le résultat de la complicité des hauts responsables du pays ou des faiblesses de la surveillance aux frontières, où il était notoire que la corruption le disputait à l'inefficacité ?

Pour ceux qui maîtrisaient le sujet, ce discours fut une performance extraordinaire, une interprétation extrêmement habile d'un éventail de faits sélectionnés avec soin en faveur d'une invasion. Powell devait déclarer plus tard que cette présentation avait été la plus grosse bourde de sa carrière, une faute dont il attribuait la responsabilité au travail bâclé des services de renseignement ainsi qu'aux huiles de l'administration Bush qui avaient tendance à prendre leurs désirs pour des réalités. La vérité est que, dans ce discours, le moindre mot de la partie concernant Zarqaoui avait été rédigé par de hauts responsables de la CIA après des semaines de discussions plus que houleuses avec les représentants de la Maison Blanche sur ce qu'il fallait conserver ou supprimer. Rappelons toutefois ici qu'il est à l'honneur de Powell d'avoir rejeté sur-le-champ une première version du discours écrite par les conseillers de la Maison Blanche. Dans cette version, l'existence de liens avec le terrorisme était affirmée de façon beaucoup plus péremptoire ; elle reposait sur des renseignements obtenus auprès d'informateurs dont il était impossible de contrôler la fiabilité ou sur des rumeurs non confirmées qu'avait recueillies l'Office of Special Plans du Pentagone.

Restaient tout de même dans ce discours plusieurs phrases qui déroutèrent totalement Bakos et ses collègues de la CIA. Powell reconnaissait que

Zarqaoui et ses alliés d'Ansar Al-Islam avaient commencé par opérer dans une région qui échappait au contrôle de Saddam Hussein, mais il affirmait ensuite que « Bagdad disposait d'un agent au sommet de l'organisation extrémiste », suggérant par là que, de fait, c'était l'Irak qui contrôlait le groupe. Il n'y avait absolument rien qui, dans les rapports scrupuleusement vérifiés de la CIA, confirmait l'existence d'une telle connexion.

Powell s'interrompit un instant pour évoquer l'assassinat de Laurence Foley, le diplomate abattu à Amman trois mois auparavant, un « acte méprisable » qu'il attribuait à Zarqaoui. Après ce meurtre, expliqua-t-il, le département d'État avait contacté les services de renseignement irakiens par l'intermédiaire d'un pays tiers – la Jordanie, comme l'ont plus tard confirmé plusieurs hauts responsables – et avait exigé qu'on lui livre le chef terroriste afin de le remettre à la justice.

« Les responsables irakiens prétendent ne pas savoir où se trouvent Zarqaoui ou ses complices, déclara Powell. Encore une fois, ces dénégations ne sont pas plausibles. Nous sommes au courant de certaines activités de Zarqaoui à Bagdad. »

Les allégations se succédaient à un tel rythme que Bakos n'avait pas le temps de toutes les contrer mentalement. Cela devenait douloureux. Ce n'était pas de cette façon qu'était censé fonctionner le travail d'un analyste du renseignement. Lorsque Cheney faisait des déclarations du même ordre dans les *talk-shows* du dimanche soir, Bakos se surprenait souvent à invectiver sa télévision, comme si elle contestait la faute sifflée par un arbitre pendant un match de football. Et là, Powell était, comme Cheney, en train de « présenter publiquement comme un fait établi quelque chose qui était tout à fait contraire à la réalité », a-t-elle expliqué plus tard.

Au bout du compte, ce discours a terni la réputation de Powell et miné encore davantage la crédibilité de l'administration Bush auprès de ses principaux alliés, surtout une fois que les affirmations selon lesquelles l'Irak abritait des armes de destruction massive se sont révélées fausses.

Ce n'est que beaucoup plus tard que l'on a véritablement pris l'ampleur d'un autre de ses douloureux effets secondaires. En un seul et unique

discours, la Maison Blanche avait transformé le djihadiste inconnu qu'était Zarqaoui en une célébrité internationale et en héros de la mouvance islamiste. En découvrant la photo de ce mystérieux Jordanien qui regardait froidement les dirigeants du monde depuis l'écran du Conseil de sécurité, des hordes de journalistes se ruèrent sur leur ordinateur pour savoir de qui il s'agissait. Reporters de la presse écrite et équipes de télévision affluèrent en masse en Jordanie pour rédiger son profil et interviewer les gens qui prétendaient le connaître. Zarqa, la poussiéreuse cité industrielle où avait grandi le terroriste, avait maintenant sa nouvelle star.

C'est avec une certaine amertume qu'en Jordanie, ceux qui avaient pendant si longtemps essayé de contrôler Zarqaoui assistèrent à cette transformation. Lorsqu'il aperçut la photo de Zarqaoui derrière Powell, Samih Battikhi, alors chef du Moukhabarat, laissa éclater sa colère.

« Ce sont des conneries ! » hurla-t-il3.

Abou Moutaz, le jeune agent de l'antiterrorisme qui avait autrefois cherché à influer sur les agissements de Zarqaoui, était quant à lui assis dans le bar d'un hôtel de la mer Morte avec un collègue au moment où Powell apparut à la télévision pour parler de ce dossier qui avait été le sien.

« Ça nous a rendu malade, a-t-il raconté. Je n'arrêtais pas de me demander : "Comment peuvent-ils faire ça ? Comment peuvent-ils penser ça ?" J'ai fini par me dire que c'était de la politique. Rien que de la politique4. »

Même les anciens amis et alliés de Zarqaoui à Amman furent stupéfaits par la tournure que prenaient les événements. Sur les sites web qui promouvaient la cause djihadiste, les islamistes échangeaient anecdotes et ragots sur les exploits de Zarqaoui, et des blogueurs composaient des hymnes à la gloire de son courage et de sa virilité, se souvient Hassan Abou Haniya, l'islamiste d'Amman devenu écrivain, qui avait connu Zarqaoui dans les années 1990.

« Avec ce discours, Powell a fait de lui quelqu'un de populaire et de célèbre, a-t-il expliqué. Avant, personne ne le connaissait, et voilà que le secrétaire d'État du plus puissant gouvernement de la planète proclamait au

monde combien Zarqaoui était important. Il était maintenant célèbre dans tout le monde arabe, en Irak, en Syrie, au Maghreb et dans la péninsule arabique. Des gens rejoignaient Al-Qaïda à cause de lui5. »

Ce fut là une des grandes ironies de l'époque, toujours selon Abou Haniya. En décidant de se servir de l'obscur Zarqaoui comme excuse pour ouvrir un nouveau front dans la guerre contre la terreur, la Maison Blanche avait réussi à lancer la carrière d'un des plus grands terroristes du siècle.

« Et Zarqaoui a répondu, a ajouté Haniya, en faisant de tous leurs avertissements sur le terrorisme une réalité. »

En mars 2003, Sam Faddis se trouvait dans une autre région d'Irak quand, plus d'une semaine après le début de l'invasion américaine, l'administration Bush finit par autoriser une attaque contre le repaire d'Ansar Al-Islam. Plusieurs dizaines de missiles Tomahawk s'abattirent sur le camp de Sargat, écrasant les bâtiments et détruisant les équipements dont les terroristes se servaient pour préparer leurs poisons. Avec l'appui de plusieurs centaines de miliciens kurdes, les commandos américains poursuivirent les islamistes qui restaient jusque dans les collines où certains se hâtèrent de trouver refuge en franchissant la frontière iranienne. Sur les morts et les prisonniers, les soldats récupérèrent des passeports et des cartes d'identité provenant de plus d'une dizaine de pays, de l'Algérie au Yémen. Mais pas le moindre signe de Zarqaoui. D'autres agents de la CIA ont plus tard confirmé que le Jordanien était alors déjà parti pour Bagdad afin d'attendre l'arrivée des troupes américaines.

Parmi les premiers Américains à pénétrer dans le camp dévasté d'Ansar Al-Islam, se trouvait un agent de la CIA qui faisait partie des huit membres de l'équipe de surveillance de Faddis. Il décrivit à celui-ci une base en ruine et ce désagréable sentiment qu'on avait laissé passer une occasion.

« Tous ceux qui comptaient vraiment étaient partis avant notre arrivée, expliqua-t-il à Faddis. Il ne restait que les fantassins. La chair à canon. C'est mieux que rien, mais on a raté notre coup. »

LIVRE II

L’IRAK

8

« Ce n’était plus une victoire »

L’officier irakien s’était remis à pleurer. Assis de l’autre côté de la table, la tête dans ses mains enchaînées, il sanglotait avec un tel abandon qu’on l’entendait même à l’extérieur de la petite caravane qui servait de salle d’interrogatoire. Il pleurait tellement qu’on ne comprenait plus rien à ce qu’il disait, si tant est qu’il essayât de dire quelque chose.

Nada Bakos se tut, laissant à l’homme le temps de se calmer. Il régnait dans la pièce une chaleur suffocante mêlée à une odeur de vêtements sales et de transpiration ; il n’y avait qu’un seul climatiseur pour lutter – vainement – contre les 43 degrés qui pesaient sur l’Irak. Bakos était épuisée, mentalement et physiquement, mais elle savait qu’elle devait contrôler ses propres émotions.

Elle posa à nouveau la question, calmement[1].

« Étiez-vous au courant que Zarqaoui se trouvait dans le pays ? »

Nouvelle crise de larmes. Peu de temps auparavant, Hassan Al-Isbaah était encore un cadre des services de renseignement de Saddam Hussein ; mais aujourd’hui, c’était un homme brisé, et il était difficile de savoir si c’était la peur ou l’humiliation qui le mettait dans cet état. Il ne regardait pas l’interprète irakien qui répétait poliment les questions de Nada Bakos, ni l’agent de la police militaire américaine qui se tenait sur le pas de la porte. Il était incapable de regarder tout ce qui pouvait être à proximité de Bakos, comme si se trouver face à un interrogateur américain de la CIA – une femme, de surcroît – était un sort bien trop humiliant à affronter.

Bakos tenta une approche différente :

« Quel genre de contacts y avait-il entre Zarqaoui et le Moukhabarat* ? »

Silence. Cela ne marchait pas non plus.

Tout ce qui se trouvait dans le champ de vision de Bakos suintait la désolation : les murs ternes de la caravane, le mobilier de récupération, le camouflage vert et marron spécial désert des uniformes des soldats, la barbe de trois jours grisonnante sur le menton tremblant du prisonnier. Plusieurs semaines s'étaient écoulées depuis la chute de Bagdad et moins d'un mois depuis l'arrivée de la jeune analyste en Irak sous occupation américaine. Elle passait à présent ses journées au nord de la capitale, dans une base aérienne criblée de trous d'obus, à alterner charme, ruse et menaces pour recueillir les secrets d'hommes qui, récemment encore, espionnaient pour le compte des services de renseignement irakiens.

Ce travail était source d'une grande frustration, et pas seulement parce qu'il avait quelque chose d'affreusement sinistre ou que Bakos – qui n'avait jamais servi dans l'armée ni dans la police – avait le sentiment d'être sous-qualifiée. Non, ce qui l'exaspérait le plus, c'étaient les questions rédigées par Washington et Langley, qui s'obstinaient à vouloir qu'elle trouve une vérité dont elle-même savait très bien qu'elle n'existait pas.

À Bagdad, l'ambiance était en train de changer. C'est ce que ressentaient Bakos et ses collègues de la CIA lorsqu'ils parcouraient encore librement la ville pour rencontrer leurs contacts ou se rendre chez leur glacier préféré. Cela faisait un moment que les sourires et les timides signes de la main des premières semaines d'occupation avaient fait place à des regards froids et des stores baissés. Les Irakiens en avaient vite eu assez de cette présence étrangère, tandis qu'à Washington, la seule chose qui semblait préoccuper l'administration Bush était de régler ses comptes avec ses adversaires politiques. Ce qui avait tenu lieu de fondement moral à l'entreprise guerrière de la Maison Blanche s'effritait comme une charpente pourrie, et les conseillers du président se démenaient pour tenter de réduire les dégâts. Après plusieurs mois de recherches, on n'avait toujours pas retrouvé les armes de destruction massive qui, dans les discours de Bush, constituaient

une telle menace. On n'avait pas découvert non plus la moindre trace des prétendus liens entre Saddam Hussein et Al-Qaïda ou d'autres groupes terroristes. Le Congrès commençait à exiger des réponses, aussi, dès l'été 2003, la Maison Blanche avait-elle fait monter d'un cran la pression sur les analystes de la CIA pour qu'ils trouvent quelque chose.

Ce qui intéressait particulièrement Washington était ce que l'on pouvait glaner lors de conversations avec d'anciens hauts responsables des organes de sécurité qui auraient été au courant de négociations secrètes entre les services de renseignement irakiens et des étrangers, et que l'on pourrait convaincre de parler en échange d'argent ou de certaines faveurs. « Qu'avez-vous appris au sujet des liens avec les terroristes ? » : c'était tout ce que voulait savoir Langley.

« Ça ne finira donc jamais », se disait Bakos, aussi stupéfaite que perplexe. Et les mêmes questions revinrent jusqu'à la fin de 2003, puis l'année suivante, et encore celle d'après.

Parfois, il y avait comme une avancée : c'était la déclaration d'un détenu, ou un document que l'on avait récupéré et qui semblait présenter des preuves irréfutables. Bakos fut témoin d'un de ces moments, lorsqu'on parvint brièvement à convaincre un responsable irakien qui avait le mal du pays de révéler ce qu'il savait.

Restait à savoir si quelqu'un, à la Maison Blanche, prêtait attention à tout cela.

Même si elle était loin d'être convaincue du bien-fondé de la guerre, Bakos s'était portée volontaire pour partir en Irak.

« On avait lancé l'invasion, et désormais tout le monde devait être sur le pont », a-t-elle expliqué2.

En mai 2003, elle atterrit donc dans un Irak livré à la violence et au chaos, spectacle particulièrement frappant et inquiétant pour un jeune agent du renseignement dont c'était la première mission dans une zone de guerre. Le pays en tant que tel était en meilleur état que ce qu'elle avait imaginé. Après deux guerres et dix années de sanctions économiques, Bagdad était

en majeure partie intacte et avait incontestablement meilleure apparence que les autres capitales du Moyen-Orient qu'elle avait visitées. Pour se rendre à ses rendez-vous, elle empruntait les grandes avenues bordées de palmiers et les autoroutes en parfait état dont les panneaux de signalisation de couleur verte lui rappelaient l'Amérique.

Les premiers mois, sa vie et son travail consistèrent à passer de longues journées dans la caravane à interrogatoires, avec quelques petites pauses pour manger et dormir. L'armée américaine détenait maintenant plusieurs dizaines de généraux et de chefs des services de renseignement de Saddam Hussein ; il y en avait forcément qui savaient où étaient cachées les armes de destruction massive, ou qui étaient au fait d'éventuels complots terroristes fomentés avec le soutien de l'Irak.

À Washington, on espérait pouvoir en convaincre quelques-uns de coopérer en leur offrant ce dont ils avaient besoin, comme des papiers permettant de quitter le pays ou de l'argent. Et sur le papier, nul ne semblait aussi prometteur que l'officier qui était devant elle en train de pleurer. Hassan Al-Isbaah n'était pas seulement un haut responsable du renseignement ; il était aussi le contact officiel de l'Irak auprès des militants palestiniens que l'Occident considérait comme terroristes. Saddam Hussein avait ouvertement soutenu des organisations violentes comme le groupe d'Abou Nidal, essentiellement pour donner des gages de son hostilité à Israël auprès de ses homologues arabes. Un ex-espion au service du président déchu pouvait fournir quelques éclaircissements sur les liens troubles de l'Irak avec le terrorisme, et Isbaah pouvait être cet espion – si Bakos réussissait à le faire parler.

Depuis qu'elle était arrivée dans le pays, Nada Bakos s'était retrouvée face à de nombreux responsables irakiens à cette même table, mais elle n'en avait pas encore rencontré un qui ressemblait de près ou de loin à Isbaah. Il était étonnamment jeune, peut-être moins de 40 ans, et n'avait pas grand-chose en commun avec les brutes qui semblaient constituer le gros des officiers du renseignement de Saddam. Excepté la légère barbe qui lui était poussée depuis qu'il était en détention, son visage était glabre, dépourvu de

la moustache qu'arboraient quasiment tous les fonctionnaires du gouvernement irakien, ce qui lui donnait plutôt l'apparence soignée d'un cadre commercial occidental. Mais toute l'assurance qui pouvait être la sienne avant l'invasion se trouvait maintenant réduite en bouillie, une bouillie de larmes. Pendant ses interrogatoires, quand il ne pleurait pas, il demeurait muet.

Bakos voyait bien qu'elle avait affaire à un homme terrifié et elle comptait sur son interprète pour essayer de savoir pourquoi. L'histoire d'Isbaah était loin d'être simple, mais plus que tout, il avait peur pour sa famille et particulièrement pour son jeune fils. Au cours des dernières décennies, le parti Baas et les services de renseignement de Saddam avaient tué et torturé des Irakiens par milliers. Maintenant que ces forces avaient été renversées, les survivants et leurs proches allaient vouloir se venger. Qu'allait-il arriver à ses enfants, surtout maintenant qu'Isbaah était en prison ?

Bakos réfléchit un instant et décida de faire un geste :

« Aidez-moi, et je vous laisse parler à votre famille. »

Isbaah se calma et réfléchit à la proposition. Puis il acquiesça d'un signe de tête. C'en était fini de l'ancien régime, il n'avait plus rien à perdre, et possiblement beaucoup à gagner s'il parlait. Enfin se profilait une chance de mettre un coup de projecteur sur les plus sombres arcanes des services de sécurité de Saddam, sous l'égide d'un homme qui en connaissait les moindres recoins.

Bakos entraîna Isbaah dans les méandres des connexions irakiennes avec le terrorisme, le laissant décrire en détail les agents palestiniens et iraniens que Saddam avait soutenus au fil des années, avant d'en avoir assez et d'ordonner leur exécution. Mais lorsqu'on aborda le sujet Al-Qaïda, Isbaah se contenta de hausser les épaules. Il n'y avait rien à dire, affirma-t-il. Peut-être y avait-il eu des rencontres d'une importance secondaire quelques années auparavant, quelques rendez-vous destinés à se jauger mutuellement. Mais ça n'avait rien donné. Le régime laïque de Bagdad persécutait et tuait les extrémistes musulmans, et les chefs d'Al-Qaïda

abhorraient le dictateur irakien. La défiance était trop grande pour permettre une coopération, même limitée.

« Et à propos de Zarqaoui ? finit par demander Bakos.

– On en avait entendu parler, répondit Isbaah. Mais nous n'avions aucune relation avec lui. »

Absolument aucune ? Bakos se fit encore plus pressante pour s'assurer qu'Isbaah ne bottait pas en touche.

« Si vous l'aviez rencontré, demanda-t-elle, était-ce le genre de personne que vous auriez tenté de recruter ? »

La réponse fut aussi simple que catégorique : « Non. »

Isbaah avait tenu sa promesse ; ce fut au tour de Bakos de tenir la sienne. On apporta un téléphone, et l'ancien espion eut le droit d'appeler sa femme pour la première fois depuis sa capture, quelques semaines plus tôt. Bakos demeura un instant dans la pièce pour vérifier que la communication fonctionnait. Lorsqu'une voix répondit à l'autre bout du fil, Isbaah fondit une nouvelle fois en larmes.

Laissant l'Irakien aux bons soins de la police militaire américaine, la jeune analyste s'éclipsa.

Pour un jeudi, la file des demandeurs de visa devant l'ambassade de Jordanie était plutôt réduite, en ce début de mois d'août caniculaire où les températures peuvent régulièrement atteindre les 40 degrés avant 10 heures. Ce 7 août 2003 en milieu de matinée, seuls quelques dizaines d'Irakiens faisaient donc la queue à l'ombre du mur de béton qui longeait la façade du bâtiment. De vieilles berlines et des taxis couverts de poussière s'arrêtaient pour déposer leurs passagers sur le trottoir tandis que les gardes irakiens, leur uniforme déjà maculé de sueur, agitaient les bras et aboyaient leurs ordres avec plus d'agitation que d'habitude, preuve de la nervosité qui avait gagné le personnel ces dernières vingt-quatre heures. La veille, quelqu'un avait en effet jeté par-dessus le mur un mot écrit à la main prévenant que le bâtiment serait prochainement la cible d'une attaque.

Les services de sécurité de l'ambassade avaient pris le message au sérieux, mais cette étrange menace avait tout de même quelque chose de déconcertant. Le genre de carnage qui allait bientôt devenir bien trop familier – voitures piégées et kamikazes se faisant exploser devant les mosquées et sur les marchés – était encore inconnu à Bagdad. Et pourquoi choisirait-on l'ambassade comme cible, parmi tant d'autres ? Après tout, la Jordanie était un pays arabe frère qui entretenait des liens historiques et culturels profonds avec son voisin irakien ; quant à l'ambassade elle-même, une charmante villa à étage située dans l'un des quartiers les plus à la mode de Bagdad, sa principale fonction était d'assister les voyageurs irakiens. Amman, si stable, si proche et si abordable, faisait depuis longtemps partie des destinations préférées des familles de la classe moyenne qui voulaient faire du shopping pendant les vacances ou aspiraient simplement à un peu d'évasion. C'était en raison de la forte demande de visas que les Jordaniens avaient érigé ce haut mur devant leur ambassade, non pas pour des raisons de sécurité mais pour canaliser la foule qui se présentait quotidiennement et faisait autant partie du paysage que les palmiers alignés le long d'Arbataash Street.

La soudaine apparition d'une fourgonnette d'un vert miteux devant l'entrée principale de l'ambassade souleva donc un certain trouble, sans toutefois provoquer la panique. Sous le regard des sentinelles, le jeune conducteur se gara à quelques mètres du mur en béton, puis bondit hors du véhicule avant de s'éloigner à toute vitesse de l'ambassade. À peine quelques secondes plus tard, avant que les gardes n'aient pu s'avancer pour examiner la fourgonnette, la bombe qui avait été dissimulée dans l'espace cargo de celle-ci fut déclenchée à distance.

Le souffle fut si puissant qu'il projeta en l'air la partie avant du véhicule ; elle vola en spirale avant d'atterrir sur un toit, deux immeubles plus loin[3]. L'explosion fit une brèche de 10 mètres dans le mur de l'ambassade, tuant les gardes et les demandeurs de visa ; elle déforma le châssis des voitures qui passaient. L'onde de choc ébranla si violemment un hôpital pour enfants du voisinage que certains médecins crurent que c'était l'hôpital lui-même

qui était attaqué, avant que les vagues de blessés ne commencent à affluer dans la salle des urgences. On retrouva 17 corps – tous des Irakiens – dont des familles entières avec enfants qui avaient brûlé dans leur voiture. Des passants découvrirent dans la rue la tête coupée d'une petite fille, ses longs cheveux emmêlés et brûlés ; ils la recouvrirent d'un carton puis, en proie à l'horreur et à la confusion, ils se mirent à creuser avec frénésie dans la boue sèche pour tenter de l'enterrer.

Jamais, depuis le début de l'invasion américaine, personne n'avait attaqué à dessein une cible ouvertement civile comme celle-ci. Dans toute la capitale, des Irakiens en rage s'en prenaient à des suspects imaginaires. Certains accusaient les États-Unis, citant des rumeurs selon lesquelles on avait vu un hélicoptère américain tirer un missile au moment de l'explosion. D'autres prétendaient que les coupables étaient les Jordaniens, affirmant que la monarchie était venue semer le trouble dans leur pays en œuvrant secrètement contre Saddam – à moins que ce ne soit, selon la théorie inverse, en œuvrant secrètement *aux côtés* de Saddam. La foule qui se rassemblait à l'extérieur de l'enceinte ravagée de l'ambassade se montrait de plus en plus agitée ; plusieurs dizaines d'hommes finirent par faire irruption dans le bâtiment et détruisirent les portraits du roi Abdallah II et de son père, le roi Hussein, avant de pourchasser les employés de la mission jusque dans la rue.

Au niveau officiel, les réactions face à cet attentat se révélèrent tout aussi confuses. Selon le ministre jordanien de l'Information, l'attaque était l'œuvre d'un mouvement politique irakien qui avait des griefs contre la monarchie hachémite. Un porte-parole du Pentagone y voyait la main d'Al-Qaïda, tandis que l'expert en sécurité de l'administration Bush excluait que le mouvement terroriste ait pu jouer le moindre rôle dans cette affaire. Celui qui eut la meilleure intuition fut Lewis Paul Bremer III, nommé par Bush à la tête de l'Autorité provisoire de la coalition (APC) : selon lui, les responsables pouvaient être des combattants étrangers liés à Ansar Al-Islam, le mouvement extrémiste qui opérait dans les montagnes isolées du nord-est de l'Irak avant l'invasion. Les agents du renseignement américain

avaient des preuves que plusieurs membres d'Ansar avaient migré vers les villes irakiennes pour se consacrer à la préparation d'attentats comme celui-ci.

« Il est possible que nous assistions encore à ce genre d'attaques, déclara Bremer dans l'une des interviews qu'il accorda cette semaine-là à des journalistes américains. Nous avons été témoins d'une nouvelle technique jamais expérimentée en Irak auparavant4. »

Quels que soient celui ou ceux qui l'avaient fomenté, cet attentat ne fit qu'aggraver le malaise qui commençait à envahir les Irakiens et certains Américains. Pour les GI, les patrouilles de routine dans les quartiers irakiens devenaient de plus en plus dangereuses, avec des embuscades quasi quotidiennes et des tirs de snipers. Quelques heures après l'attentat contre l'ambassade, une bombe enterrée explosa au passage d'un Humvee américain, tuant deux soldats et déclenchant une fusillade qui se poursuivit jusqu'au soir. Un autre soldat fut abattu alors qu'il était en faction.

L'assassinat de tous ces innocents devant l'ambassade renforça le sentiment d'abandon des citoyens irakiens ordinaires, qui estimaient que les occupants américains n'avaient en fin de compte pas grand-chose à faire de l'indépendance irakienne et qu'ils ne voulaient ou ne pouvaient pas leur assurer la sécurité la plus élémentaire. « Quand Saddam était au pouvoir, nous pouvions protéger les ambassades. Maintenant, il n'y a plus de procédures pour le faire », expliquait Gatia Zahra, un jeune lieutenant de police irakien, à des journalistes américains, en regardant les secouristes ramasser des morceaux de corps au milieu des décombres de l'ambassade.

À Washington, les hauts responsables américains promirent d'apporter leur aide à l'enquête tout en faisant clairement savoir que l'attentat était un problème interne qui concernait les autorités irakiennes, et qu'il s'agissait de l'une des nombreuses et inévitables secousses qui parsemaient la route menant à l'établissement d'une démocratie stable. Le président George W. Bush se sentit obligé d'interrompre ses vacances d'été pour rassurer le pays : l'aventure irakienne de son administration était en bonne voie.

« Nous avons accompli de réels progrès, affirma-t-il à l'équipe de journalistes accréditée à la Maison Blanche, dans son ranch de Crawford, au Texas. L'Irak est plus sûr[5]. » Lorsqu'on l'interrogea sur les commentaires d'un responsable du Pentagone qui laissaient supposer que les forces américaines devraient rester en Irak encore deux longues années, Bush refusa de répondre directement. « Quel que soit le temps que cela prendra de gagner la guerre contre la terreur, cette administration s'est engagée à le faire », précisa-t-il.

Condoleezza Rice, la conseillère à la Sécurité nationale de Bush, évoqua elle aussi les attentats ce même soir alors qu'elle s'adressait à un groupe de journalistes afro-américains à Dallas. Elle suggéra que la tourmente irakienne n'était pas sans rappeler les convulsions qui avaient secoué l'Allemagne lorsque celle-ci avait reconstruit sa démocratie après la Seconde Guerre mondiale.

« Les vestiges du régime et d'autres extrémistes s'attaquent au progrès – c'est exactement ce qu'ils ont fait aujourd'hui en bombardant l'ambassade jordanienne, dit-elle. Et les soldats de la coalition continuent d'affronter des dangers mortels. Mais la démocratie n'est pas une chose facile[6]. »

Ce jour fut certainement un des plus durs. Il y avait eu davantage de morts en une seule journée que depuis que s'était terminée la phase des combats, et un terrorisme d'un genre nouveau avait fait son apparition, qui visait des civils en ayant recours à de puissants explosifs dissimulés dans des voitures. Tout cela allait à tel point à l'encontre de l'imagerie mise en avant par la Maison Blanche – celle d'une nation irakienne qui renaissait de ses cendres et avançait à grand pas, pleine d'assurance, vers la stabilité et la démocratie – que Rice s'employa méthodiquement à tempérer les espoirs.

« C'est un dur chemin », dit-elle.

La réalité était que le chemin s'avérait beaucoup plus dur que quiconque n'avait osé l'imaginer à la Maison Blanche. Avant la fin août, Bagdad allait connaître encore deux attentats à la voiture piégée, chacun plus destructeur que le précédent. Lorsqu'au mois de septembre, le président fut de retour à

Washington, la nature du conflit avait radicalement changé, et de manière définitive.

La deuxième explosion prit pour cible celui qui était peut-être le seul étranger que tout le monde appréciait vraiment dans la capitale irakienne. Sergio Vieira de Mello, le fringant Brésilien qui dirigeait la mission des Nations unies en Irak, était le diplomate par excellence, un faiseur de paix avisé et plein d'expérience, capable de se montrer aussi charmant qu'élégant en cinq langues. Officiellement neutre concernant la guerre elle-même, il incarnait l'effort de la communauté internationale pour reconstruire l'Irak après la fin des combats. Infatigable avocat du peuple irakien, il supervisait les distributions de nourriture et de médicaments tout en arbitrant les querelles entre les diverses factions irakiennes, mais aussi entre Irakiens et Américains. À la fin de l'été 2003, alors que les températures et les tensions grimpaient en flèche, l'homme que tous connaissaient sous le nom de Sergio personnifiait un calme plein de dignité, aussi irréprochable que ses fameuses cravates en soie qui semblaient ne jamais se froisser, même les jours d'extrême canicule.

Vieira de Mello se rendait fréquemment dans les bases hautement fortifiées et les palais reconvertis en centres de commandement pour les généraux et les responsables civils qui dirigeaient l'Irak occupé. Un jour, il s'arrêta au centre d'opérations du renseignement où travaillait Nada Bakos et se présenta aux officiers de la CIA, avant de se lancer dans une discussion pointue, au demeurant courtoise, avec les dirigeants de l'agence présents sur place – hors de portée de voix des analystes américains. Le diplomate avait insisté pour que les bureaux des Nations unies soient dépourvus de tous les symboles d'une occupation militaire. Il avait installé son propre poste de commandement au Canal Hotel de Bagdad, un bâtiment plutôt bas et aux fenêtres cintrées qui accueillait les services des Nations unies depuis les années 1990. Après la chute du gouvernement irakien, on avait bâti à la hâte un mur d'enceinte, mais les nombreux visiteurs

continuaient à franchir la porte sans être fouillés ni interrogés par les sentinelles, principalement irakiennes. Les responsables des Nations unies avaient insisté auprès des Américains pour qu'ils retirent un poste d'observation militaire installé sur le toit de l'hôtel, ainsi que le camion de l'armée US qui bloquait l'étroite rue longeant l'arrière de l'enceinte. « La présence des forces de la coalition a un réel effet d'intimidation sur certaines des personnes avec lesquelles nous devons travailler ou discuter », devait expliquer aux journalistes un des principaux dirigeants de la mission7.

Le 19 août 2003, à 16 h 30 – douze jours après l'attentat contre l'ambassade de Jordanie – Vieira de Mello était assis à son bureau, au deuxième étage de l'hôtel, ne prêtant aucune attention au gros camion à plateau qui pénétrait en accélérant dans cette allée étroite encore bloquée peu de temps auparavant. Deux visiteurs étrangers ainsi qu'une poignée d'employés des Nations unies venaient d'arriver dans la suite du diplomate pour une réunion sur la crise des réfugiés irakiens, et l'on achevait tout juste les présentations lorsqu'une explosion détruisit la façade du bâtiment. Le chauffeur du camion venait de déclencher une monstrueuse bombe fabriquée à partir de vieilles munitions d'avion, qui détruisit le véhicule et fendit les trois étages des bureaux des Nations unies comme un couteau dans un gâteau.

« Ça a explosé et nous avons été projetés en l'air, a raconté plus tard un des visiteurs étrangers, Gil Loescher, professeur à l'université Notre-Dame. Le plafond du deuxième étage nous est aussitôt tombé dessus et nous avons été précipités vers le sol, catapultés deux étages plus bas, au rez-de-chaussée8. »

Lorsque Loescher reprit conscience, il était couché la tête en bas, les jambes écrasées sous les débris du plafond. Vieira de Mello gisait parmi les décombres à quelques mètres de lui et était parvenu à attraper son téléphone portable pour appeler à l'aide. Tandis que les secouristes se frayaient un chemin vers lui, le diplomate se vida lentement de son sang, devenant une

des premières des 22 victimes de cet attentat. C'était l'attaque la plus meurtrière jamais lancée contre une installation des Nations unies.

La découverte du cadavre du jeune kamikaze dans les débris effaça tous les doutes que l'on pouvait avoir : l'attentat était bien l'œuvre de terroristes et non, comme avaient commencé par le suggérer certains responsables américains, celle de loyalistes dévoués à l'ancien pouvoir irakien qui cherchaient à régler des comptes. À l'occasion de l'une de ses premières déclarations officielles sur l'attentat, Bush reconnut qu'il semblait bien que des « combattants de type Al-Qaïda » avaient infiltré le pays. « Ils veulent nous combattre là-bas parce qu'ils ne supportent pas l'idée d'une société libre au Moyen-Orient », déclara-t-il aux journalistes lors d'une campagne de collecte de fonds, trois jours après l'attentat9.

Mais de quels combattants s'agissait-il ?

Pendant que les équipes du FBI passaient les décombres au peigne fin en quête de fragments de bombe à analyser, les experts de la NSA et de la CIA commencèrent à explorer le passé en épluchant la vaste collecte d'appels téléphoniques et de SMS interceptés, en quête de tout ce qui pourrait être lié à la préparation de ces attentats, ou de conversations entre agents après les attaques. Nada Bakos, qui était sur la fin de sa première affectation en Irak, eut pour mission de passer au crible les premières conclusions et de préparer des rapports à destination des hauts responsables de la CIA et de la Maison Blanche, une fois qu'elle serait de retour à Washington.

Quelques-uns des appels collectés par les grandes oreilles de la NSA firent immédiatement réagir. Ils étaient brefs, se limitant à quelques paroles dont l'intention était clairement de faire passer un message. On n'y mentionnait aucun nom ni aucun lieu ; on n'y trouvait que de vagues références à un certain événement, accompagnées de ce qui semblait être un message de félicitations.

« Mon frère, disait l'un des correspondants, Allah s'est montré miséricordieux aujourd'hui10. »

À la CIA, les limiers des télécommunications remontèrent la trace des appels aussi loin qu'ils le pouvaient, grâce aux signatures numériques

intégrées aux relevés téléphoniques électroniques. On découvrit que les correspondants avaient utilisé des téléphones portables équipés de cartes SIM prépayées, volées à un vendeur en Suisse. Entre quelles mains elles avaient terminé, comment elles étaient arrivées en Irak, Dieu seul le savait.

Il fallut attendre encore dix jours et un nouvel attentat meurtrier avant que Bakos et les autres analystes ne progressent. L'attaque suivante fut, de très loin, pire que les précédentes. Elle n'eut pas lieu à Bagdad mais à Najaf, capitale d'une province abritant l'un des plus importants sanctuaires du chiisme, le courant religieux majoritaire en Irak.

Le 29 août 2003 était un vendredi, jour saint pour les musulmans, et une foule immense se pressait sous le célèbre dôme doré de la mosquée Imam Ali, afin d'écouter le sermon de l'ayatollah Mohammed Baqir Al-Hakim, un imam chiite très influent revenu d'un exil en Iran quelques semaines après l'invasion américaine. Ce modéré aux allures de grand-père, dont la famille avait été persécutée par Saddam, était considéré par les responsables militaires américains comme un partenaire potentiel, un homme prêchant un message d'unité et de patience, qui semblait disposé à travailler avec le Conseil intérimaire irakien nommé par les États-Unis. Ce jour-là, le robuste imam, portant robe et turban, monta dans le minbar de la mosquée pour se livrer à une critique acerbe des forces d'occupation ; il dénonça leur incapacité à assurer la sécurité dans le pays, en évoquant tout particulièrement les attentats contre l'ambassade jordanienne et le quartier général des Nations unies. Les Irakiens devaient prendre en charge leur propre sécurité avec le soutien de toute la population, déclara-t-il. « Nous devrions unir nos efforts pour rendre sa souveraineté pleine et entière au peuple irakien en constituant un gouvernement irakien11. »

Hakim avait tout juste fini son sermon et se dirigeait vers le cortège d'automobiles qui l'attendait lorsqu'une voiture piégée explosa, puis une deuxième presque aussitôt. L'explosion tua au moins 85 personnes qui s'étaient rassemblées sur la place afin d'apercevoir l'imam, et en blessa plus de 500. Plusieurs milliers de fidèles et de pèlerins pris de panique fuirent la mosquée et se précipitèrent vers la porte, piétinant mourants et

blessés. La seule chose que l'on retrouva permettant d'identifier Hakim, cet homme qui avait incarné les espoirs de tant d'Irakiens mais aussi des Américains, fut la main qui portait son alliance.

L'onde de choc de cet assassinat balaya rapidement tout le pays, provoquant des manifestations dans plusieurs villes et ruinant tous les espoirs d'une possible union des Irakiens derrière un conseil de gouvernance intérimaire. À Bagdad, plusieurs dizaines de milliers de personnes des quartiers pauvres et chiites défilèrent dans les quartiers sunnites en scandant « Mort aux baasistes » et « Non à l'Amérique ! Non à Saddam ! Oui à l'islam ! ». Les chaînes d'information américaines faisaient alterner les images de manifestants enragés avec celles d'une visite assez inopportune du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld en Irak la même semaine. Le responsable en chef du Pentagone répétait son inlassable mantra qui allait devenir célèbre, attribuant cette violence aux « jusqu'au-boutistes » du régime déchu de Saddam Hussein, avec peut-être l'aide des militants libanais du Hezbollah soutenus par l'Iran. Rumsfeld insista sur le fait que, mis à part ces contretemps, les progrès accomplis en Irak étaient « extraordinaires ».

« Bagdad est une ruche qui déborde d'activité », déclara-t-il12.

Pendant ce temps, dans les décombres du sanctuaire détruit, les recherches de fragments de bombes et d'autres indices commençaient à porter leurs fruits. On retrouva, disséminés sur un vaste champ de débris, de vieilles munitions d'avion et des câbles électriques remarquablement semblables à ceux découverts après les attentats contre l'ambassade jordanienne et le quartier général des Nations unies. Toutes ces preuves semblaient de plus en plus converger vers un seul protagoniste : un homme doté de réels talents d'artificier et bien déterminé à semer le chaos.

Les antennes de la NSA redoublèrent d'efforts pour intercepter des signaux, et cette fois-ci, la surveillance américaine obtint des résultats considérables. Une conversation téléphonique contenait un autre message de félicitations : de nouveau, Allah s'était montré « miséricordieux ». Mais cette fois-ci, les numéros de téléphone correspondaient à certains de ceux

qui figuraient dans la base de données de la CIA : le destinataire de l'appel avait également reçu un coup de fil après l'attentat contre l'immeuble des Nations unies. L'agence en savait aussi un peu plus sur le lot de cartes SIM suisses. On avait retrouvé une des puces électroniques sur un Syrien arrêté quelques jours plus tôt. L'homme, qui se définissait lui-même comme un islamiste, avait reconnu s'être rendu en Irak pour faire le djihad. Il déclarait être le disciple d'un Jordanien qui menait la guerre sainte et que les combattants étrangers appelaient Zarqaoui.

De retour à Langley, Nada Bakos, qui se remettait de son premier séjour en Irak, étudia tous les rapports concernant les combattants étrangers qui se rendaient à Bagdad, cherchant à voir si Zarqaoui en faisait partie. À présent, tout était clair : les appels interceptés le reliaient non seulement au carnage de Najaf mais aussi à l'attentat contre les Nations unies, et peut-être aussi à celui contre l'ambassade. D'une manière ou d'une autre, Zarqaoui était donc parvenu, à peine cinq mois après la destruction du camp d'entraînement d'Ansar Al-Islam, à transférer son réseau dans une capitale étrangère et à mettre en place une opération avec tout le travail de renseignement, toute la puissance de feu et tout le soutien logistique nécessaires pour commettre une succession d'attentats terroristes à grande échelle. Zarqaoui ne se contentait pas de participer à l'aggravation de la violence en Irak, il contribuait à son avènement.

Après avoir passé ces informations en revue, Bakos se prépara à écrire le rapport qui ferait partie des documents destinés à informer la Maison Blanche le lendemain. À ce jour, la principale conclusion paraissait des plus solides : c'était Abou Moussab Al-Zarqaoui qui était derrière ces attentats. La défaite de Saddam Hussein avait finalement assuré la montée en puissance du terroriste que l'administration Bush avait cité comme étant l'une des raisons d'attaquer le leader irakien. L'homme qui ne constituait qu'un problème de second ordre à l'époque où il se terrait dans un coin reculé des montagnes du nord de l'Irak, était maintenant lâché au cœur du pays et devenait chaque jour plus menaçant.

Beaucoup plus tard, les responsables du renseignement et les experts en terrorisme qui se penchèrent sur les premières années de la guerre ne purent qu'admirer l'ingéniosité stratégique de Zarqaoui. Était-ce de façon délibérée, était-ce une coïncidence, toujours est-il que par le choix de ses cibles, il contrecarrait les ambitions de l'Amérique concernant l'Irak et lui promettait une occupation longue et douloureuse. La première salve, visant une ambassade arabe, allait de fait décourager les autres pays musulmans de participer à la reconstruction de l'Irak, ce qui aurait pu donner quelque légitimité aux Américains. Cette attaque avait été suivie de deux autres qui, dans leur succession même, étaient le fruit d'une « brillante stratégie[13] », a déclaré Bruce Riedel, éminent analyste de la CIA spécialisé en terrorisme, conseiller de deux présidents américains.

« En attaquant les Nations unies, il a chassé les organisations non gouvernementales et découragé quiconque envisageait d'ouvrir une ambassade, a-t-il expliqué. Puis il a joué sur la ligne de fracture chiites-sunnites en s'attaquant aux mosquées chiites. En un mot, il nous a d'abord isolés en Irak, puis il nous a précipités au milieu d'une guerre civile. »

En août 2003, il était trop tôt pour tirer de telles conclusions. Nada Bakos écrivit donc simplement ce qu'elle savait, en évitant de songer aux remous que son rapport allait certainement provoquer dans les hautes sphères de l'administration Bush.

Les supérieurs de Bakos ne cessèrent de remettre en question chaque détail. Elle a raconté plus tard que personne ne tenait vraiment à annoncer à la Maison Blanche que Zarqaoui était responsable de ces massacres.

« Prenez un jour de plus, la pressa un de ses supérieurs. On ne peut écrire ça que si on en est absolument certains. »

Les révisions et les réécritures se poursuivirent toute la journée et tard dans la nuit. Ce n'est qu'après minuit que le rapport fut terminé, et il était près de 3 heures du matin lorsque Bakos rentra chez elle pour dormir quelques heures.

Elle n'avait fait que rédiger un rapport, mais celui-ci allait à l'encontre du récit officiel que l'administration faisait de la guerre. Certains à la Maison

Blanche le trouveraient dangereux, elle le savait, et ils essaieraient même de l'enterrer. Mais c'était la vérité.

« Voilà pourquoi nous étions si prudents, a expliqué Nada Bakos. Nous savions que nous nous ferions retoquer, parce que ce que nous leur racontions signifiait que ce n'était plus une victoire. C'était un vrai cauchemar. »

* Il s'agit ici du Moukhabarat irakien. *(N.d.T.)*

9

« Alors, les gars, vous pensez que c’est une insurrection ? »

Quelques jours après l’attentat contre le bureau des Nations unies, Robert Richer était dans sa voiture lorsqu’il entendit sonner son téléphone de la CIA. Il revenait du Canada, où il avait enfin pu passer des vacances en famille. À l’autre bout du fil, il y avait l’un des porte-parole de l’agence, chargé des relations avec la Maison Blanche, où l’on était impatient d’en savoir plus au sujet d’un document inquiétant qui venait tout juste d’arriver sur le bureau du président.

« Le président voudrait savoir si l’agence approuve ce rapport – celui qui évoque un début d’insurrection en Irak », expliqua le porte-parole.

Richer était en train de traverser l’Ambassador Bridge qui relie Windsor, dans l’Ontario, à Detroit, et il attendit d’être du côté américain pour se garer. Oui, il était au courant de ce rapport, répondit-il. Il l’avait personnellement approuvé quelques jours auparavant.

« Ce sont les faits, expliqua l’ancien chef de station de la CIA en Jordanie, désormais à la tête de la division Proche-Orient de l’agence. C’est l’opinion du chef de station. Nous soutenons cette analyse[1]. »

À l’autre bout du fil, la tension était palpable, même à 800 kilomètres de distance. La Maison Blanche n’appréciait pas vraiment l’emploi du mot « insurrection » associé à une guerre dont le président George W. Bush avait déclaré qu’elle était, pour l’essentiel, victorieuse. Tous ceux qui

suivaient vaguement l'actualité voyaient très bien que, depuis le début de l'été, les violences en Irak s'étaient aggravées de façon dramatique. Outre toute une série de spectaculaires attentats à la voiture piégée, il mourait plus de 10 soldats américains par semaine, sous les balles de tireurs embusqués ou à cause d'engins explosifs improvisés cachés le long des routes. Mais « insurrection » était un mot dangereux, qui rappelait les images du Vietnam et d'une guérilla sans fin. Lors des réunions du Conseil de sécurité nationale, les responsables civils du Pentagone faisaient des présentations PowerPoint où l'on mettait l'accent sur les provinces irakiennes relativement paisibles. Quant aux attentats qui avaient lieu ailleurs dans le pays, il s'agissait d'actes aussi isolés que dispersés, le fait de quelques jusqu'au-boutistes de l'ancien parti Baas, fidèles à Saddam Hussein, lequel était encore caché et introuvable. « Quelle est leur importance ? » demanda un conseiller au secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld lors d'une de ces réunions à laquelle participait Richer.

Quelle était leur importance ? Richer, qui se rendait fréquemment à la station de la CIA à Bagdad, n'en croyait pas ses oreilles. Une importance considérable, pensa-t-il.

« Il y en a tous les jours », répondit-il à ses collègues.

Que l'Irak abritât des terroristes, personne ne le contestait. Mais jusqu'au 30 août 2003, personne n'avait osé employer le mot « insurrection » pour évoquer le conflit. Ce jour-là, quelques heures à peine après la double explosion qui avait tué cet imam chiite, l'ayatollah Mohammed Baqir Al-Hakim, ainsi que de très nombreux fidèles à la mosquée de Najaf, Gerry Meyer, chef de station de la CIA à Bagdad, avait en toute hâte adressé à la maison mère un câble secret, un « *aardwolf* » (ou « loup fouisseur ») – dans le jargon des espions, ce mot désigne une sorte d'évaluation officielle transmise par une antenne de terrain au quartier général. Meyer, qui avait été témoin des suites de la triade d'attentats à la voiture piégée, prévenait que le conflit était en train d'entrer brutalement dans une phase nouvelle et dangereuse. Des djihadistes étrangers commençaient à affluer en nombre en Irak, attirés par la perspective de combattre les Américains, et se rangeaient

aux côtés de groupes aux contours indistincts mais déterminés à semer le chaos à la seule fin de déstabiliser le pays et discréditer les occupants ainsi que leurs soutiens irakiens. L'émergence de cette armée insurrectionnelle pouvait parfaitement annuler tous les progrès accomplis ces cinq derniers mois, écrivait Meyer. En plus de ces nouveaux arrivants, il y avait déjà dans le pays quantité de futurs kamikazes prêts à commettre des attentats, que Saddam Hussein soit capturé ou non.

Le ton abrupt du rapport avait pris au dépourvu les responsables de la Maison Blanche et suscité la désapprobation bruyante de celui qui était le porte-parole de l'administration à Bagdad, le diplomate Lewis Paul Bremer III. Ce dernier, qui se trouvait à la tête de l'Autorité provisoire de la coalition, s'était plaint de ces conclusions, à ses yeux exagérées et excessivement négatives ; c'est sa réaction qui avait poussé la CIA à contacter Richer pendant ses vacances.

« Ça a déclenché un véritable cataclysme, se souvient Richer, qui a pris sa retraite de l'agence en 2005. La CIA explique qu'une insurrection est en train de s'installer et voilà que la Maison Blanche est furax. » En fait, expliquait-il, deux versions de la réalité irakienne se télescopaient : celle dont étaient témoins les espions de l'agence, et une autre, qui soutenait le message lancé de façon si théâtrale par Bush sur le pont du porte-avions USS *Abraham Lincoln* au mois de mai précédent*.

« Le problème, pour la Maison Blanche, toujours selon Richer, c'était que le président venait tout juste d'atterrir sur un porte-avions pour annoncer que nous avions gagné. »

Pour le moment, le rapport de Meyer allait tout simplement être ignoré. Il faudrait encore dix semaines et plusieurs dizaines de morts supplémentaires pour que les principaux conseillers à la Sécurité nationale du président discutent à nouveau afin de savoir si le mot « insurrection » était approprié ou non pour décrire le conflit irakien. Plusieurs mois passèrent encore avant que la Maison Blanche ne reconnaisse qu'il y avait bel et bien insurrection.

Si Abou Moussab Al-Zarqaoui avait voulu dicter aux Américains une stratégie qui fût adaptée à son projet de constituer un réseau terroriste, il

aurait eu du mal à en trouver une plus efficace que celle mise en place par Washington au printemps et à l'été 2003.

D'innombrables articles et ouvrages ont décrit les faux pas de l'administration Bush, que ce soit son refus de mettre fin au pillage en masse après l'invasion ou le démantèlement total des infrastructures militaires et des services de sécurité irakiens par l'APC de Bremer. Mais aucun citoyen américain ne mesura mieux l'ampleur de toutes ces erreurs que les officiers du renseignement et les diplomates américains basés en Irak, témoins du formidable essor de l'organisation de Zarqaoui.

Des années plus tard, des responsables de la CIA qui avaient participé aux ultimes préparatifs de l'invasion de mars 2003 ont fait part de la stupéfaction qui avait été la leur en constatant que rien n'avait été prévu pour envisager comment serait dirigé le pays après le renversement de Saddam Hussein. Certes, on avait réquisitionné au dernier moment des agents subalternes pour rédiger des rapports sur les risques auxquels pourraient éventuellement être confrontés les soldats américains censés maintenir l'ordre dans l'Irak occupé, mais il était déjà trop tard pour infléchir le cours des événements.

« Juste avant l'invasion, j'ai demandé au Pentagone : "Quelqu'un a-t-il mis au point une politique de protection des forces militaires ?" La réponse a été non, alors j'ai dit que je m'en occuperais », a raconté un ancien analyste de la CIA recruté pour donner un coup de main. « Je me suis retrouvé à faire un travail d'analyste militaire tout simplement parce qu'en interne ils n'avaient personne pour le faire2. »

Des semaines plus tard, alors que Bagdad dérapait dans l'anarchie, une occasion s'ouvrit brièvement, avant de se refermer aussitôt. Un employé du département d'État, qui faisait partie des premiers responsables arrivés dans la capitale irakienne après la prise de la ville, déclarait qu'au début, l'accueil que leur avaient réservé les citoyens irakiens n'était pas si éloigné de la réception triomphale qu'avait anticipée l'administration Bush avant d'entrer en guerre.

« Le fait est que les gens étaient vraiment contents de nous voir », a raconté « Mike », un diplomate à la retraite dont les fonctions de contractuel dans la sécurité nous empêchent de révéler le véritable nom. « On ne peut pas dire qu'on nous ait lancé des fleurs au sens propre, parce que ce n'est pas dans leur culture. Mais tous les soirs, on célébrait notre arrivée par des tirs, et quand je me promenais dans Bagdad, tout le monde était ravi de nous voir. »

Mais l'opinion irakienne s'était durcie au bout de plusieurs semaines d'un pillage effréné et généralisé, qui allait des bureaux du gouvernement à des pièces de musée d'une valeur inestimable en passant par les armatures de bâtiments nouvellement construits. N'étant pas mandatée et ne disposant pas des effectifs de police militaire nécessaires pour rétablir l'ordre, l'armée américaine paraissait impuissante, mais également indifférente à l'injustice et à la souffrance dont étaient victimes les Irakiens. Une partie de plus en plus importante de la population commença à regarder les troupes d'occupation d'un œil où la suspicion le disputait au mépris.

« Nous avions créé un trou noir », toujours selon Mike.

Cette incapacité à instaurer la sécurité après l'invasion était le fruit d'un péché par omission : les responsables américains n'avaient pas anticipé l'effondrement des autorités civiles que provoquerait leur intervention. En outre, la décision de dissoudre l'armée irakienne et d'exclure les membres du parti Baas des postes de responsabilité fut aussi délibérée que mal avisée. Dans l'Irak de Saddam Hussein, quiconque aspirait à un poste de responsabilité – que ce soit proviseur, capitaine de police ou chef des services de renseignement – était obligé de rejoindre le parti Baas. Il en était de même pour ceux qui voulaient entrer à l'université. En une nuit, plusieurs dizaines de milliers de professionnels et de bureaucrates expérimentés s'étaient retrouvés privés de leur emploi, et les responsables américains présents en Irak confrontés à deux problèmes colossaux. Le premier était l'absence totale de ce qui pouvait tenir lieu de forces de sécurité locale convenablement équipées pour assurer l'ordre et éradiquer les réseaux hors-la-loi. Le second était un vaste contingent de

fonctionnaires irakiens aigris et bénéficiant de vastes réseaux, désormais obligés de se débrouiller sans salaire ni pension.

« Nous avons mis ces gens à la rue – des gens qui avaient les outils et savaient comment s'en servir », a raconté Richer, se remémorant son exaspération face à cette politique de débaasification – « priorité n° 1 » de l'APC depuis le 16 mai 2003. « Nous les avons virés sans indemnités. Certains d'entre eux étaient dans l'armée depuis quinze ou vingt ans, et nous ne les avons même pas laissés toucher leur pension. »

C'est dans cet Irak en pleine réorganisation que Zarqaoui allait trouver à la fois une liberté de manœuvre et des alliés puissants, aussi désireux que capables de soutenir sa cause. Des capitaines et des sergents qui avaient autrefois servi Saddam Hussein s'engageaient maintenant dans l'armée du Jordanien, certains accédant à des postes de commandement. D'autres avaient à offrir des planques, des informations, de l'argent ou des armes, entre autres – comme l'établirent plus tard les enquêteurs – les munitions aériennes et les obus d'artillerie qui constituèrent la force explosive des plus graves attentats à la voiture piégée commis par le réseau du Jordanien.

À l'exception de ce qui était mentionné dans les rapports classifiés de la CIA, le rôle de Zarqaoui dans l'insurrection irakienne demeurait encore largement ignoré. Les analystes de l'agence étaient en désaccord sur certains détails essentiels : le terroriste se trouvait-il bien en Irak ou contrôlait-il les événements depuis la Syrie ou une autre ville étrangère ? Cependant, tout au long de l'automne 2003, alors qu'à Washington on était en train de discuter de l'existence ou non d'une insurrection en Irak, les attentats se poursuivirent, plus spectaculaires les uns que les autres.

Le 22 septembre, le quartier général des Nations unies fut frappé une seconde fois, même si bon nombre de ceux qui y travaillaient avaient à ce moment-là quitté le pays. Un agent de sécurité fut tué, et il y eut 19 blessés.

Le 12 octobre, une Toyota Corolla fonça dans les barrières de sécurité et explosa devant le hall du Bagdad Hotel, un luxueux immeuble situé dans le quartier des pharmaciens et des cabinets médicaux. Il y eut 6 morts et plus de 30 blessés, dont 3 soldats américains.

Plus tragique encore, le 27 octobre, les terroristes lancèrent une vague d'attentats-suicides simultanés dans tout Bagdad, frappant le quartier général du Comité international de la Croix-Rouge et quatre postes de police, faisant au moins 36 morts, dont un soldat américain, et 200 blessés.

Le 10 novembre, le chef de station de la CIA à Bagdad s'installait de nouveau à son bureau pour adresser à sa direction un rapport officiel où il signalait l'incapacité des Américains à rétablir la sécurité. Le tableau de la situation que dressait cette fois-ci Gerry Meyer était encore plus terrible. Non seulement l'insurrection qu'il évoquait était une réalité mais elle gagnait du terrain. Grâce à l'aide de leurs alliés baasistes, les terroristes étaient parfaitement équipés et semblaient en mesure de se déplacer librement, sans la moindre crainte des troupes américaines ou des effectifs d'une police locale reconstituée à la hâte mais inefficace. Aux yeux de la population irakienne, ils semblaient très puissants et « en grande partie incontestés », écrivait-il, sapant ainsi ce qui pouvait rester d'espoir en la capacité de l'armée américaine à stabiliser le pays.

« La facilité avec laquelle les insurgés peuvent se déplacer et subsister… ne fait que renforcer leur confiance en eux », écrivait Meyer, si l'on en croit une version de l'« *aardwolf* » obtenue par des journalistes américains peu après sa transmission à Langley3. S'agissant des soutiens des terroristes – sunnites mécontents et anciens officiers des services de sécurité de Saddam Hussein –, le chef de station expliquait qu'on leur avait donné une occasion en or de s'unir. « Ce sentiment constant d'isolement prégnant dans les fiefs sunnites, la dissolution intégrale de l'armée et des autres organes de sécurité, une débaasification inflexible et l'absence de perspectives économiques ou de direction politique ont doté ces éléments du régime de la confiance dont ils avaient besoin pour reconstituer leurs réseaux et se réimplanter », précisait le rapport.

Certains de ses collègues craignirent que la brutale franchise de Meyer ne lui coûte son poste et, comme on pouvait s'y attendre, ce nouveau rapport mit en fureur l'entourage de Bush, toujours prompt à accuser la CIA de

vouloir saper la politique du président, qui plus est en pleine année électorale.

Le 11 novembre – le *Veterans Day*, jour férié pour les fonctionnaires du gouvernement –, la Maison Blanche organisa une deuxième réunion pour discuter du dernier rapport de Meyer et de ses implications. Robert Richer fut convoqué, en personne cette fois-ci, de même que George Tenet, le directeur de la CIA, et son principal adjoint, John McLaughlin, ainsi que le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et d'autres conseillers à la Sécurité nationale. Le président amorça la réunion en posant une question sans détour aux représentants de la CIA.

« Alors, les gars, vous pensez que c'est une insurrection ? » demanda-t-il4.

McLaughlin commença l'exposé qu'il avait préparé et qui s'articulait autour de la question : « Qui est l'ennemi ? » Mais lorsqu'il employa le mot « insurgé », il fut interrompu par un Rumsfeld sceptique :

« Définissez "insurrection". »

McLaughlin et les autres représentants de la CIA se mirent à égrener la liste des éléments d'une insurrection classique selon le manuel du Pentagone. L'Irak, expliquèrent-ils, était confronté à un mouvement de résistance parfaitement organisé qui cherchait à renverser le pouvoir central en ayant recours à la subversion et au conflit armé. Ils décrivirent la collusion qui existait entre opposants de l'intérieur et terroristes étrangers et exposèrent clairement ce qu'on savait de la direction du mouvement, de sa tactique et de son armement. D'après l'un des participants, cela ne fit absolument ni chaud ni froid aux responsables du département de la Défense.

« Ça n'intéressait pas du tout l'armée d'entendre tout ça, a raconté ce responsable quelques années plus tard. Ils espéraient en avoir terminé avec la guerre et n'étaient absolument pas disposés à entendre parler d'insurrection. »

Bush demeura quant à lui calme et pensif. À la fin de la réunion, sa dernière intervention laissa entendre qu'il avait accepté le tour que

prenaient les événements en Irak, même s'il n'était pas encore prêt à l'évoquer publiquement.

« Je ne veux aucun commentaire », dit-il.

Un mois plus tard, la Maison Blanche put profiter d'un bref répit dans cette marée d'événements sinistres lorsqu'on annonça la capture de Saddam Hussein, le 13 décembre 2003, lors d'un raid contre une ferme isolée non loin de Tikrit, sa ville natale. Mais l'arrestation de l'ancien dictateur ne ralentit en rien le rythme des attentats qui visaient quotidiennement les troupes de la coalition et les civils irakiens. Après plusieurs mois passés à se battre dans l'ombre, Zarqaoui gagnait de l'assurance en tant que chef *de facto* d'une insurrection généralisée en Irak. Son mouvement, désormais soutenu par plusieurs milliers d'Irakiens mécontents et de sympathisants islamistes à travers le monde musulman, allait bientôt constituer la principale menace contre les ambitions américaines en Irak.

Gerry Meyer, l'homme qui, dans deux rapports adressés à la CIA, avait tiré le signal d'alarme sur l'ampleur que prenait la rébellion, ne demeura pas assez longtemps à son poste de chef de station à Bagdad pour voir ce soulèvement atteindre sa maturité. Quelques semaines après son rapport du 10 novembre, il fut relevé de ses fonctions et rappelé à Washington.

Des années plus tard, lorsque les responsables de la CIA disséquèrent les erreurs commises au cours des premiers mois de la guerre, certains furent stupéfaits des convergences si improbables qui avaient permis à Zarqaoui d'accomplir tant de choses en si peu de temps. Telle une graine apportée par un vent mauvais, le Jordanien avait atterri au moment idéal sur une parcelle de terre parfaitement préparée pour lui permettre de prendre racine.

« Ce sol fertile, c'était l'Irak post-débaasification, a déclaré Richer. La pluie et le soleil, c'étaient l'inaptitude de l'Autorité provisoire et l'incapacité des États-Unis à comprendre les Irakiens et leur culture. Tout cela a permis à Zarqaoui de germer et de prospérer. »

La partie du sol irakien la plus fertile pour y faire germer une insurrection fut un ensemble de villes et de villages couleur de poussière au nord et à

l’ouest de la capitale. Dans cette région qui allait bientôt devenir célèbre sous le nom de triangle sunnite, l’inquiétude suscitée par l’invasion américaine ne tarda pas à se transformer en ressentiment, puis, pour certains, en franche hostilité.

Zaydan Al-Jabiri, chef tribal et propriétaire d’une grande ferme à moutons près de Ramadi, se souviendrait toujours très précisément du jour où il avait cessé de voir les Américains comme des libérateurs, ou comme une amélioration par rapport à l’État policier de Saddam Hussein. C’était le 28 avril 2003, presque trois semaines après la chute de Bagdad, et trois jours après le discours « mission accomplie » de Bush. Le cheikh de 40 ans était particulièrement préoccupé par la manière dont les troupes d’occupation géreraient les affaires commerciales dans la région – un couvre-feu prolongé et les restrictions de déplacement pouvaient se révéler catastrophiques pour un homme qui vendait de la laine et de la viande de mouton. Comme nombre de membres de sa tribu des Dulaim, il avait pourtant été parfaitement disposé à accorder leur chance aux nouveaux venus. Puis était arrivé l’événement qui avait tout changé.

Jusqu’à ce jour, un lundi, Zaydan n’avait pas eu beaucoup d’occasions de croiser les envahisseurs américains. Lors de la première phase de la campagne, les colonnes de tanks avec leur camouflage spécial désert en « taches de café » avaient délibérément évité de traverser les villes de province ; à présent, ils rebroussaient chemin pour éradiquer toutes les poches de résistance qui restaient et consolider leurs lignes de front. Le 23 avril, des soldats de la 82e division aéroportée et du 3e régiment blindé de cavalerie pénétrèrent dans la cité voisine de Falloujah et établirent leur camp dans plusieurs bâtiments publics et une école. Le soir du 28 avril, une foule d’environ 200 manifestants brava le couvre-feu qui s’appliquait à toute la ville et se rassembla devant l’école en question, entonnant divers slogans et conspuant les parachutistes américains qui se trouvaient à l’intérieur. Les Américains déclarèrent plus tard qu’au milieu de la foule certains avaient brandi des armes et que des coups de feu avaient été tirés. Quoi qu’il en soit, les GI firent feu dans une première salve qui tua

17 manifestants et en blessa 70. Plus tard, les enquêteurs d'Human Rights Watch ne trouvèrent aucune trace d'impact de balles sur l'école où étaient cantonnées les troupes5. Les Irakiens furent scandalisés, mais Zaydan fit partie des responsables tribaux qui appelèrent au calme. « Nous avons tout essayé pour ne pas créer de problèmes avec les Américains », devait-il déclarer quelques années plus tard. Après une réunion informelle destinée à trouver une solution, les chefs des principaux clans de la province centrale d'Anbar désignèrent des émissaires pour rencontrer les chefs militaires américains à Falloujah.

« Nous sommes allés les voir et leur avons dit : "Nous sommes les tribus et nous pouvons vous apporter une solution tribale : vous devez payer la *diyya* – le prix du sang", a raconté plus tard Zaydan. "Ces victimes avaient de la famille, certains des enfants. Donnez à ces familles de l'argent pour assurer leur avenir, et leurs enfants n'entreront pas dans la rébellion6." »

La réponse arriva quelques jours plus tard. Oui, les États-Unis étaient prêts à verser une compensation aux familles des victimes. Le montant fut établi à 3 000 dollars par Irakien mort.

Zaydan était furieux. « 3 000 dollars ? C'est ce que vous coûte de remplacer un de vos chiens policiers ! » fulmina-t-il.

« Après ça, nous avons compris que les Américains n'étaient pas bien intentionnés », a-t-il raconté plus tard.

Ce fut le premier d'une série de rendez-vous manqués pour Zaydan, un homme qui semblait être un allié potentiel pour une armée venue renverser Saddam Hussein. Il avait à peine 30 ans lorsque des membres de sa tribu avaient décidé de soutenir une tentative de coup d'État contre le dictateur, organisée par un général de l'aviation irakienne issu d'un des principaux clans d'Anbar. Lorsque le complot avait été découvert, Saddam avait fait arrêter et exécuter plus de 150 officiers de l'armée et placer en détention plus d'un millier d'Irakiens sunnites, dont Zaydan et l'un de ses frères. Condamné à mort comme les autres, Zaydan s'était vu accorder la clémence à la dernière minute, dans le cadre d'une amnistie générale destinée à

restaurer les relations avec les puissantes tribus sunnites qui aidaient depuis longtemps Saddam à se maintenir au pouvoir.

Pourtant, même après cette condamnation à mort, et malgré sa répulsion pour de nombreux aspects de la politique du dictateur, Zaydan se complut dans une sorte d'étrange ambivalence à l'égard du leader irakien. Il admirait la poigne de Saddam. En privé, il applaudissait le courage avec lequel il bravait l'Occident, ce qui, aux yeux de nombreux sunnites, rappelait un passé glorieux, ce temps où l'Irak faisait partie d'un puissant empire et où Bagdad était un centre mondial de la science et du savoir. Malgré toute leur technologie, les Américains n'étaient que des parvenus arrogants, à peine capables d'apprécier les richesses culturelles d'une terre qui avait engendré l'écriture, les mathématiques, l'astronomie et le droit. L'Irak n'était pas simplement le résultat de quelques lignes tracées sur une carte coloniale, dont la valeur ne tenait qu'au pétrole enfoui sous son sable. C'était un pays de tribus dont la lignée remontait aux fondements mêmes de la civilisation.

« Les Américains et leurs médias nous ont fait croire que l'Irak ne serait pas l'Irak tant que Saddam Hussein serait là, expliquait Zaydan. L'Irak a 7 000 ans. L'Amérique seulement 200 ans. C'est comme comparer une Mercedes à une Hyundai. »

Zaydan ne voyait toutefois pas l'utilité de s'opposer à l'invasion américaine, même après la tuerie de Falloujah, qui avait eu lieu à seulement 60 kilomètres de son exploitation. « Nous ne sommes pas une armée, a-t-il précisé, et nous ne voulions pas avoir l'air de défendre le régime. » Mais alors qu'approchait le premier anniversaire de l'occupation, ses inquiétudes quant aux intentions des Américains ne firent que croître. Dans son esprit, il était évident qu'ils avaient l'intention de rester là indéfiniment. Pire encore, ils avaient dépouillé les tribus sunnites du pouvoir qu'elles exerçaient depuis longtemps pour le remettre aux chiites, et Zaydan considérait les leaders chiites comme « des voleurs et des bandits » dont la véritable allégeance allait à l'Iran. À Bagdad, les sunnites étaient la cible de bandes errantes de miliciens chiites. Les autres membres de sa tribu se mirent à constituer des cellules secrètes, destinées au départ à l'autodéfense mais qui

allaient plus tard s’engager dans des attaques éclair contre les troupes américaines ; Zaydan assistait à cela avec des sentiments mitigés. Des rumeurs commencèrent à circuler à propos d’un mystérieux Jordanien qui payait en espèces sonnantes et trébuchantes tout Irakien qui rejoindrait son mouvement. Jamais Zaydan ne prêta allégeance au djihadiste nommé Zarqaoui. Mais d’autres le firent dans le clan Dulaim.

Le cheikh tenta une nouvelle fois de rencontrer les responsables de l’armée américaine à Falloujah. C’était le 4 juillet, et il se présenta sans s’être annoncé, en compagnie d’autres chefs tribaux, avec un cadeau : des fleurs pour célébrer la fête nationale américaine. Il fut frappé par le comportement nerveux et soupçonneux du marine qui les accueillit, sans doute en partie justifié : quand les chefs irakiens venaient à la base, c’était généralement avec une requête, la plupart du temps pour demander réparation d’un tort ou de dégâts. Des années plus tard, Zaydan ne se souvenait pas du motif de cette rencontre, mais il se rappelait encore la dispute qui s’en était suivie.

Au bout d’un moment, le gradé américain en vint à insulter ses visiteurs en faisant une remarque qui semblait mettre dans le même sac Irakiens et terroristes. Un des cheikhs, en colère, accusa les Américains d’être les dupes d’Ahmed Chalabi, le responsable politique chiite en exil qui avait fourni à l’administration Bush des informations erronées sur les armes de destruction massive.

« Nous savons que Chalabi vous a manipulés pour que vous veniez en Irak ! » déclara-t-il.

Zaydan tenta de calmer la situation, mais la réunion était d’évidence terminée. Il y eut de nouvelles insultes, et l’un des Irakiens tapa violemment du poing sur la table.

Lorsqu’il se leva pour partir, Zaydan était profondément ébranlé : un abîme infranchissable séparait l’homme en tenue de camouflage et les Irakiens dans leur costume tribal. Même lorsqu’ils employaient un vocabulaire commun, les mots, d’une certaine manière, étaient différents.

Alors que les Irakiens quittaient la pièce, Zaydan adressa un dernier mot à l'officier des marines :

« Vous ne parviendrez jamais à rester en Irak. »

Un incendie venait de se déclarer, Zaydan l'avait compris, et il ne ferait rien pour l'éteindre.

« C'est là que la véritable bataille a commencé », a-t-il raconté plus tard.

* Allusion au discours prononcé le 1er mai 2003 par le président Bush à bord de ce porte-avions, où il annonçait la fin des « opérations majeures de combat » devant une immense banderole où il était écrit « mission accomplie ». (*N.d.T.*)

10

« Une bataille abominable, c’est exactement ce que nous voulons »

En janvier 2004, près de dix mois après son arrivée à Bagdad, Abou Moussab Al-Zarqaoui s’installa devant son clavier pour écrire une lettre à Oussama Ben Laden. Deux ans s’étaient écoulés depuis son départ d’Afghanistan et presque quatre depuis que le fondateur d’Al-Qaïda avait refusé de le rencontrer personnellement dans son repaire de Kandahar. Mais aujourd’hui, Zarqaoui était disposé à faire la paix.

Il commença par quelques joliesses pleines de sentiment.

« Même si nos corps sont éloignés, la distance qui sépare nos cœurs est toute petite », écrivit-il au cerveau des attentats du 11 septembre 2001[1].

Il s’était passé beaucoup de choses depuis la dernière fois où ils avaient été en communication, et Zarqaoui se sentit obligé d’expliquer les raisons de son séjour en Irak, comme si, pour quelque raison, Ben Laden n’était pas au courant de l’insurrection en cours. La situation en Irak était différente de tout ce qu’ils avaient pu connaître en Afghanistan, expliqua-t-il, en bien (les Irakiens parlaient arabe) comme en mal (un terrain déplorable, avec peu d’endroits où se cacher). Zarqaoui affirmait que la campagne qu’il avait engagée progressait bien et qu’il espérait que Ben Laden serait disposé à l’aider. Mais en premier lieu, il lui présentait son avis de djihadiste concernant le champ de bataille et esquissait un portrait des principaux combattants, dont sa propre petite armée.

Il commençait par les Américains. Malgré toute leur puissance de feu, écrivait-il, c'étaient « les plus lâches des créatures de Dieu » ; le véritable combat ne les intéressait pas, ils préféraient rester à l'intérieur de leurs bases. Mais ils seraient bientôt partis, prédisait-il, laissant aux autres le pays et la guerre.

À l'égard de la minorité sunnite irakienne – le groupe censé être le plus favorable à sa cause – Zarqaoui faisait preuve du même mépris. Les sunnites n'avaient pas de chef et ils étaient divisés, « encore plus pitoyables que des orphelins à la table de dépravés », disait-il. Même les soldats irakiens qui rejoignaient les djihadistes manquaient d'une réelle expérience des combats et aimaient mieux lancer des grenades ou tirer de temps à autre quelques obus de mortier plutôt que d'affronter directement l'ennemi.

« Nos frères irakiens préfèrent toujours la sécurité ; ils retournent dans les bras de leurs femmes où rien ne leur fait peur. Certains groupes se vantent même parfois de ne compter aucun tué ni aucun prisonnier dans leurs rangs. Au cours des nombreuses réunions que nous avons eues avec eux, nous leur avons bien expliqué que sécurité et victoire sont incompatibles et que l'arbre du triomphe et du pouvoir ne peut pousser haut et fort sans le sang et la bravoure face à la mort. »

Enfin, passant à la majorité chiite du pays, Zarqaoui se lançait dans plusieurs pages d'une harangue pleine de fiel.

« Un obstacle insurmontable, un serpent à l'affût, un scorpion rusé et fourbe, l'ennemi qui nous espionne, un venin mortel », écrivait-il, enchaînant les métaphores. Il rejetait ce courant religieux selon lui pire que le paganisme, « n'ayant rien en commun avec l'islam sinon à la manière dont les juifs ont quelque chose en commun avec les chrétiens sous l'appellation de "gens du Livre" ». Les chiites avaient pour dessein de détruire la foi sunnite et leur malice les avait amenés à s'allier aux occupants américains.

« Leur secte a pratiqué la félonie et la trahison à travers toutes les époques de l'histoire », déclarait Zarqaoui.

Faire de Ben Laden le destinataire d'une pareille diatribe était un choix étrange. Même s'il était lui-même sunnite, le fondateur d'Al-Qaïda voulait être celui qui unifierait tous les musulmans et jamais il n'avait appelé à s'attaquer à des chiites innocents. En réalité, comme le savait déjà très probablement Zarqaoui, il avait même condamné cette pratique. Peut-être le Jordanien pensait-il pouvoir le faire changer d'avis, car il en venait ensuite au cœur même de son message : son projet d'une bataille où les chiites mourraient en encore plus grand nombre. Cette campagne, prétendait-il, permettrait de remplir trois objectifs d'un seul coup : déstabiliser l'Irak, éradiquer une odieuse apostasie et, le plus important, obliger les sunnites à prendre les armes pour livrer une guerre qui aboutirait à leur libération – une guerre qu'il déclencherait lui-même, un « réveil de ceux qui sommeillent et une révolte des endormis ».

> La solution que nous envisageons, et Dieu le Tout-Puissant le sait mieux que quiconque, est d'entraîner les chiites dans la bataille, car c'est le seul moyen de faire durer le combat entre nous et les infidèles… Pour nous, la seule solution consiste à frapper tous les responsables chiites religieux, militaires et autres, coup après coup, jusqu'à ce qu'ils se soumettent aux sunnites. D'aucuns pourraient dire que, dans cette affaire, nous faisons preuve de précipitation et d'imprudence et que nous entraînons la nation [islamique] dans une bataille pour laquelle elle n'est pas prête, une bataille abominable où beaucoup de sang sera versé. C'est exactement ce que nous voulons.

Et là, Zarqaoui avait une requête : son organisation, si réduite fût-elle, était à l'origine de tous les attentats terroristes importants qui avaient eu lieu en Irak, sans compter les villes du Nord – soit 25 attaques en tout, selon ses calculs. Mais il pourrait accomplir bien plus s'il bénéficiait de l'approbation officielle et des ressources mondiales d'Al-Qaïda, affirmait-il. « Notre seul espoir est de devenir le fer de lance, l'avant-garde puissante et le pont qu'empruntera la nation islamique vers la victoire qui lui est promise », écrivait-il. Si Ben Laden était d'accord avec la stratégie de Zarqaoui – « si tu l'adoptes comme programme et feuille de route, et si tu

es convaincu par l'idée de combattre la secte des apostats » – alors le Jordanien était prêt à lui faire allégeance. « Nous serons tes soldats prêts à tout, œuvrant sous ta bannière, obéissant à tes ordres », disait-il.

Si cette alliance ne devait pas se faire, ce serait sans rancune, assurait Zarqaoui à Ben Laden. Mais quoi qu'il en soit, le chef d'Al-Qaïda entendrait parler de lui. Très bientôt, affirmait-il, il sortirait de l'ombre et se présenterait officiellement au reste du monde.

« Nous avons attendu d'avoir suffisamment de poids sur le terrain. » Et à présent, enfin, « le moment décisif approche ».

Par une froide nuit de février, quelques semaines après que Zarqaoui eut écrit sa lettre, le brigadier général Stanley McChrystal se tenait immobile dans l'escalier d'une obscure maison mitoyenne de Falloujah, au cœur même de la violence de l'insurrection irakienne, à écouter ses soldats fouiller une pièce après l'autre à la recherche de combattants et de caches d'armes. À ce moment précis, celui qu'il traquait attendait lui aussi dans l'ombre, s'efforçant d'interpréter tous les bruits qu'il entendait : le léger vrombissement de moteurs diesel tournant au ralenti, le choc du métal contre du bois, les cris en anglais, les aboiements de chiens, le fracas des bottes écrasant le verre.

Par un incroyable hasard, le commandant des forces spéciales américaines en Irak avait envoyé une équipe de commandos dans l'immeuble même où le terroriste le plus dangereux d'Irak était en train de passer la nuit. Les deux hommes se trouvaient à moins de 50 mètres l'un de l'autre, seulement séparés par deux minces cloisons de béton et l'obscurité d'une ville d'où l'électricité avait quasiment disparu depuis l'invasion américaine, près d'un an auparavant.

« Je me trouvais sans doute à moins de 100 mètres d'Abou Moussab Al-Zarqaoui », devait reconnaître plus tard McChrystal2.

Ce n'était qu'un nouveau raid parmi tant d'autres au cours de cet hiver, contre une insurrection que même les plus optimistes à Washington ne pouvaient plus nier. Le Pentagone avait mis en place plusieurs équipes

d’agents des forces spéciales, qui avaient pour tâche d’éradiquer les cellules de combattants locaux et étrangers responsables de la poussée de violence en Irak. L’homme qui était à la tête de cette mission était considéré par tous comme le soldat par excellence, de ceux qui n’hésitent pas à participer à de périlleux raids nocturnes en territoire hostile. Âgé alors de 49 ans, McChrystal était lui-même un ancien soldat d’élite, un membre de l’historique 75e régiment de rangers, célèbre pour sa devise – « plus loin, plus vite, plus fort » – et quantité de faits d’armes allant du débarquement de Normandie à la bataille de Mogadiscio, que racontent le livre et le film *La Chute du Faucon noir*. Coureur de fond réputé pour son autodiscipline légendaire – il courait régulièrement de 10 à 12 kilomètres, ne prenait qu’un seul repas par jour et ne dormait pas plus de quatre heures par nuit –, McChrystal avait décroché à peine quatre mois auparavant le poste de chef du JSOC, le Joint Special Operations Command. Aujourd’hui, il consacrait son énergie hors du commun à rechercher le terroriste qui, chez les sunnites irakiens, était en train d’acquérir la réputation d’adversaire le plus féroce de l’occupation américaine.

Le plan de cette nuit-là consistait à effectuer une fouille périlleuse, maison par maison, dans l’une des zones les plus dangereuses de tout l’Irak. Près d’un mois plus tard, la ville de Falloujah serait à jamais associée à la mort de quatre agents de sécurité américains, membres de sociétés privées qui furent victimes d’une embuscade puis démembrés, traînés dans les rues et brûlés, avant que l’on ne pende leurs corps à un pont au-dessus de l’Euphrate. Mais la destination de la nuit qui nous occupe n’était rien de plus que de nouvelles coordonnées GPS sur la carte d’état-major de McChrystal, un lieu que lui avaient signalé les services de renseignement militaires, à vérifier avant d’être rayé de la liste. Le général avait mis son revolver dans son holster et était monté dans un Humvee avec les autres membres de l’équipe ; il avait l’intention d’être un simple observateur, pas de combattre.

Ce n’était pas censé être un raid furtif. Au lieu de fondre sur la ville en hélicoptère, McChrystal et ses hommes avaient fait le voyage depuis

Bagdad dans un lourd convoi composé de Humvee et de camions blindés qui avaient bruyamment parcouru les rues sans éclairage de la capitale avant de gagner l'autoroute n° 1, celle qui s'en va vers l'ouest, en direction de la Jordanie et de la Syrie. Ils avaient roulé pendant une heure sur une autoroute presque vide, qu'ils avaient quittée à l'endroit où le désert cédait la place aux toits plats et aux palmiers rachitiques de la banlieue de Falloujah. Après avoir trouvé leur première maison cible au milieu des ténèbres, les soldats de la Delta Force avaient lancé des grenades incapacitantes par la porte et fait irruption de pièce en pièce avec une extrême précision, sans dire un mot.

McChrystal franchit le seuil d'une des maisons pendant que ses hommes y cherchaient des armes. La lumière était allumée, et il retira ses lunettes de vision nocturne pour observer ses soldats interroger un groupe d'Irakiens qu'on avait tirés du lit. Dans la pièce voisine se trouvaient les femmes et les enfants, presque tous assis sur des futons et enveloppés de couvertures pour se protéger du froid. Les enfants regardaient cet Américain dégingandé avec une indéniable curiosité. Mais dans les yeux des femmes, McChrystal voyait autre chose – un sentiment d'une telle intensité qu'il devait le hanter pendant des années.

« C'était de la haine à l'état pur », a-t-il raconté plus tard3.

C'était la première fois que McChrystal s'attardait dans une maison occupée pendant qu'y opéraient ses hommes. Il y aurait encore beaucoup de rencontres de ce genre à l'avenir, et elles allaient toutes lui laisser une impression indélébile. Une fois, lors d'un raid à Ramadi, les GI avaient sorti plusieurs hommes de ce que l'on soupçonnait être une planque et les avaient forcés à s'allonger, face contre l'asphalte, les mains derrière la tête. De l'intérieur de la maison, avait émergé un petit garçon d'environ 4 ans. En voyant son père étendu sur le sol, l'enfant s'était avancé au milieu des hommes alignés à plat ventre et, sans un mot, il s'était allongé à côté de son père, plaçant lui aussi ses petites mains derrière la tête.

« Nous nous considérions toujours comme des libérateurs, a raconté plus tard McChrystal. Mais vous avez ces gros types – gigantesques, avec leur

gilet pare-balles – qui, les armes à la main, se mettent à retourner les matelas. On ne cassait pas les meubles. On ne mettait pas tout sens dessus dessous. Mais imaginez quelqu'un qui débarque chez vous, sous les yeux de votre femme et de vos enfants, et qui se met à fouiller dans vos tiroirs. Je me souviens avoir pensé : "Et si c'était ma maison ?" C'est le genre de souvenir qui ne vous quittera jamais. » Les soldats achevèrent leur travail de fouille, puis les bruits et les cris gagnèrent une autre partie de l'immeuble.

Tandis que les commandos se dirigeaient vers l'autre maison, une silhouette trapue vêtue de noir se glissa par une fenêtre ouverte du premier étage et sauta dans l'allée plongée dans l'obscurité. Elle se releva et trouva son chemin jusqu'à une ruelle voisine avant de disparaître, prenant peut-être la direction du nord, vers la voie ferrée, ou attendant le départ des Américains, tapie dans le noir. Ce n'est que plus tard, en découvrant les affaires que l'homme avait dû abandonner, que les Américains comprirent combien ils avaient été proches de capturer Zarqaoui.

Ce fut une occasion manquée, une occasion qui aurait pu renverser le cours de l'histoire. Il faudrait attendre plus d'un an avant que les soldats américains soient à nouveau aussi près de leur cible.

Avoir laissé s'échapper Zarqaoui fut une déception pour le nouveau chef des forces spéciales ; et pourtant, pas plus que les autres généraux américains, il n'imaginait alors le pouvoir de destruction qui serait celui du Jordanien. Dans ses mémoires, McChrystal décrit sa première mission à Falloujah comme une période relativement calme « avant que l'Irak ne devienne un véritable enfer et ne sombre dans la guerre civile[4] ».

« Les conséquences sanglantes de notre échec, écrit-il, ne sont pas apparues immédiatement. Cette nuit-là, Zarqaoui n'était pas encore le fléau de l'Irak. »

Mais McChrystal entrevoyait les contours des batailles à venir. Dans les yeux de cette famille irakienne, il avait eu comme un aperçu de l'émotion brute que Zarqaoui – ou quelqu'un comme lui – pourrait exploiter afin de lever des fonds ou rallier des volontaires. Les raids contre les maisons de

civils étaient certes nécessaires, mais ils ne faisaient qu'augmenter la rage que ressentaient nombre d'Irakiens après plusieurs mois de black-out, d'égouts qui débordaient et d'un manque de travail chronique, tout cela « produisant une immense colère, dirigée – c'était compréhensible – contre nous », ajoute-t-il.

« Avec une barbarie toute calculée, Zarqaoui s'affairait déjà à exploiter nos échecs, nous faisant paraître impuissants, menaçants, ou les deux à la fois. Sa fuite dans les ténèbres cette nuit-là était inquiétante, mais j'étais ravagé par la vision de cette famille irakienne. En la regardant nous regarder, j'ai pris conscience que ce combat allait être long et difficile. »

Mais pour entamer un tel combat, McChrystal devait mettre sur pied une force armée à même d'anéantir un réseau insurrectionnel qui se cachait dans une province aussi étendue que l'État de New York. Jamais, depuis le Vietnam, les militaires américains n'avaient dû faire face à pareil défi, et les unités de l'armée et de marines déployées en Irak début 2004 n'y étaient absolument pas préparées.

McChrystal lui-même était en train d'apprendre sur le tas. Durant son ascension rapide au sein de l'armée, il avait acquis la réputation d'être une sorte d'expert, un penseur innovant particulièrement doué pour repérer les dysfonctionnements d'ordre organisationnel et qui n'hésitait pas à chambouler la routine.

Né dans une famille versée dans la guerre – son père était un major général et ses cinq frères et sœurs servaient dans l'armée ou avaient épousé des militaires –, McChrystal avait d'abord brillé par ses mauvais résultats scolaires, parvenant à être admis à West Point tout en accumulant une centaine de blâmes pour ébriété ou insubordination. Sa décision d'intégrer l'École des forces spéciales avait semblé au mieux une façon détournée de pouvoir prendre du galon en tant qu'officier. Toutefois, il ne manqua pas d'impressionner régulièrement ses supérieurs par son extraordinaire volonté et sa tendance à remettre en question le *statu quo*. Son autodiscipline, ainsi

que le point d'honneur qu'il mettait à exiger beaucoup de ceux qui étaient sous ses ordres, lui valurent un surnom qui allait rester : « le Pape ».

McChrystal avait été promu au grade de brigadier général quelques mois avant le 11 septembre 2001, et il avait brièvement contribué à la direction de la campagne américaine en Afghanistan avant d'être nommé vice-directeur des opérations pour le Comité des chefs d'état-major interarmées. Au début de la guerre d'Irak, c'est lui que l'on avait choisi pour faire, depuis le Pentagone, les briefings télévisés quotidiens destinés aux médias d'informations. C'était donc lui qui, le 14 avril 2003, était monté sur le podium lorsque le département de la Défense avait annoncé officiellement la capitulation du gouvernement irakien. « J'estime que nous en aurons bientôt terminé avec la phase principale des combats », avait-il alors déclaré5.

Mais voilà que, six mois plus tard, il était en Irak, à la tête d'une force hybride de commandos d'élite et d'officiers du renseignement dans le cadre d'une campagne militaire qui ne faisait que commencer. En fait, quand à la fin de l'automne et durant tout l'hiver, McChrystal et son équipe avaient pour la première fois fait le tour des principaux centres de commandement, le pays tout entier semblait sombrer dans le chaos. Même à Mossoul, la grande ville multiethnique du nord, autrefois mise en avant comme un modèle de reconstruction réussie sous l'égide américaine, l'armée avait de plus en plus de difficulté à maintenir la sécurité. La ville avait été prise et occupée par les troupes de la 101e division aéroportée sous le commandement de celui qui était alors le major général David Petraeus, lequel s'était dépêché de rouvrir les administrations gouvernementales et les écoles, de reconstituer les forces de sécurité locales et de réparer les infrastructures. Mais peu après qu'en janvier 2004 Petraeus eut remis la ville à une garnison américaine plus réduite, les insurgés étaient arrivés. Des hommes armés avaient même abattu un des hélicoptères appartenant à l'escorte de McChrystal au cours d'une de ses visites dans la région.

Tant de choses avaient mal tourné, et tellement vite. Et lorsqu'il s'était installé dans son premier quartier général à l'aéroport international de

Bagdad, McChrystal s'était étonné que l'on n'ait pas élaboré la moindre stratégie pour faire face au type de guerre que les Américains s'étaient soudain retrouvés à devoir livrer. Même les unités de forces spéciales mises en place pour combattre la rébellion – plus communément appelées « Task Force 6-26 » avant de se voir assigner d'autres noms au cours de la guerre – ne disposaient pas des moyens les plus élémentaires pour exploiter les renseignements collectés sur le terrain ou auprès d'informateurs.

Certaines erreurs avaient de quoi vous laisser sans voix. Un jour que McChrystal visitait un centre de détention provisoire pour les nouveaux prisonniers, il passa devant un petit bureau où l'on entreposait tout ce que l'on avait pu ramasser au cours des raids. Il y avait dans cette pièce toute une pile de documents, de carnets, d'ordinateurs, de téléphones portables et autre matériel, qui vous montait jusqu'à la taille ; on avait presque tout fourré dans des sacs poubelles ou des sacs de sable vides sans rien examiner.

« C'est quoi, ça ? demanda McChrystal à un aide de camp.

– C'est arrivé avec les détenus, lui répondit-on.

– Eh bien, c'est du renseignement brut, dit le général. Que fait-on avec ça ?

– Quand les interprètes ont du temps libre, on les fait venir ici et ils examinent tout ça[6]. »

McChrystal était furieux. Il s'en souvenait encore longtemps après.

« C'était incroyable. Évidemment, les interprètes n'avaient pas de temps libre. Et ils ne savaient pas ce qu'ils cherchaient. Alors tout restait entassé là, comme des fruits mûrs en train de pourrir. »

En poste depuis quelques mois, McChrystal décida de réunir une nouvelle fois les commandants du JSOC d'Irak et d'Afghanistan pour un séminaire de deux jours destiné à analyser l'insurrection qui se développait dans les deux pays. Il prescrivit la lecture de différents ouvrages – dont *La Guerre moderne* (1961) du colonel Trinquier, classique de la contre-insurrection – et fit projeter *La Bataille d'Alger* de Gillo Pontecorvo (1966), film de fiction mais historiquement exact relatant les sanglantes mesures prises par

l’armée française pour réprimer la révolte du FLN pendant la guerre d’Algérie. À l’issue de la projection, il amorça un débat sur deux thèmes plutôt dérangeants. Le premier était l’usage de la torture, et la façon dont elle avait fini par miner la position de la France du point de vue tactique et moral. Le second était ce que McChrystal décrivait comme la méconnaissance qu’avait l’armée française de la culture algérienne, ce qui expliquait que le message des rebelles ait rencontré un tel écho chez un grand nombre de civils. Les ressemblances avec le conflit actuel sautaient aux yeux, mais McChrystal fit un geste vers le mur pour bien se faire comprendre :

« Nous ne comprenons fondamentalement rien à ce qui se passe hors des zones protégées[7]. »

Tout aussi frappant était aux yeux de McChrystal le fait que Zarqaoui, un étranger, ait réussi à mettre en place un réseau aussi impressionnant alors qu’il était dans le pays depuis moins d’un an. De toute évidence, le Jordanien bénéficiait de l’aide d’Irakiens. Mais il avait également d’indéniables dons d’organisateur et de stratège.

La propre capacité de Zarqaoui à recueillir des renseignements s’avérait aussi remarquablement efficace, à en juger par son aptitude à frapper à de grandes distances de sa base présumée. Son dispositif de sécurité personnelle était d’une sophistication surprenante ; il avait même le chic pour se déplacer juste en lisière des réseaux de surveillance électronique américains. Du point de vue opérationnel, il était audacieux mais prudent, choisissant des cibles relativement faciles et optant pour des bombes puissantes mais rudimentaires. Mais le plus impressionnant, c’était sa capacité à penser de manière stratégique : Zarqaoui ne cherchait pas seulement à propager la guerre. Il changeait à l’envi la nature du champ de bataille, en utilisant le terrorisme comme une force brutale pour se créer ennemis et alliés en fonction de ses objectifs. Et à ce moment-là, ce qui convenait à Zarqaoui était d’alimenter la haine entre les sunnites et les chiites d’Irak.

Ce ressentiment religieux, l'histoire même du pays en était tissée, un passé de massacres et de pogroms remontant à la génération des fondateurs de l'islam. Pourtant, en particulier au cours des dernières décennies du XX^e^ siècle, les Irakiens avaient fini par partager une identité nationale commune ainsi qu'un sens du patriotisme proprement irakien, cimenté par huit ans de guerre contre une théocratie iranienne chiite. Avant le renversement de Saddam Hussein, sunnites et chiites se mélangeaient facilement dans les écoles et les universités, ils vivaient souvent côte à côte dans des quartiers mixtes. Désormais, en grande partie à cause de Zarqaoui, le pays se morcelait en différentes enclaves armées. Les nuits n'avaient pas tardé à appartenir aux gangs chiites et sunnites qui se livraient à des massacres et à des contre-attaques, jetant les corps mutilés de leurs ennemis dans les ruelles et les canaux d'irrigation.

« Le but de Zarqaoui était que les Irakiens se voient comme lui-même les voyait, a écrit McChrystal. Pour lui, ils n'étaient pas des compatriotes, ni des collègues, ni des voisins, ni des beaux-parents, ni des camarades de classe. Ils étaient soit des coreligionnaires, soit des ennemis qu'il fallait craindre et, pour cette raison, anéantir. »

Pendant que Zarqaoui s'employait à mettre en difficulté le commandement intérimaire de l'Irak et les occupants américains, les violences religieuses qu'il avait provoquées suivaient leur propre cours. Les milices d'autodéfense chiites, dont certaines se révélaient aussi féroces que les voyous de Zarqaoui, prirent le contrôle de quartiers entiers ; elles s'attaquaient sans relâche aux troupes américaines ainsi qu'à leurs rivaux sunnites. Certaines, comme la Brigade Badr, se tournèrent vers les services de sécurité iraniens, les Gardiens de la Révolution, pour obtenir des armes, de l'entraînement et de l'argent. C'est ainsi qu'en un rien de temps, Téhéran, voyant là une occasion de nuire aux Américains, ses ennemis acharnés depuis la révolution de 1979 qui avait porté au pouvoir l'ayatollah chiite Rouhollah Mousavi Khomeini – ils avaient même armé Saddam Hussein lors de la guerre Iran-Irak –, se retrouva à la tête d'une armée par procuration sur le territoire irakien. Bientôt, les autoroutes du pays furent

parsemées d'engins explosifs de fabrication iranienne et particulièrement sophistiqués, spécialement conçus pour pénétrer le blindage des Humvee américains.

Sur le fond, Zarqaoui avait créé une guerre à trois, où les forces américaines essuyaient simultanément le feu des deux autres camps. Le recours à cette violence « de révolte » qu'il avait évoquée avec tant de passion dans sa lettre à Ben Laden, avait été distillé dans un livre intitulé *Gestion de la barbarie*. Cet ouvrage, qui avait commencé à circuler sur les sites web djihadistes début 2004, prônait une violence inflexible pour accomplir les objectifs suprêmes des islamistes.

« Si notre djihad n'est pas violent et si la mollesse s'empare de nous, ce sera un facteur majeur dans la perte de notre force », écrit l'auteur du livre, un théoricien d'Al-Qaïda nommé Abou Bakr Naji. « Entraîner les masses dans le conflit implique de s'engager dans plus d'actions qui ébranleront nos opposants et feront entrer le peuple dans la bataille, de gré ou de force.

Nous devons rendre ce combat extrêmement violent, jusqu'à être toujours à un cheveu de la mort. »

Moins de deux semaines après qu'il eut adressé sa lettre à Ben Laden, les artificiers de Zarqaoui s'apprêtaient à frapper un nouveau coup, planifiant un attentat contre des civils chiites, beaucoup plus sanglant que tout ce que l'on avait connu depuis le début de la guerre.

Le 2 mars 2004, des millions de chiites à travers le monde devaient commémorer le martyre d'une des plus grandes figures de leur religion, Hussein ibn Ali, petit-fils du prophète Mahomet, à l'occasion du jour saint de l'Achoura. Pour les chiites irakiens, la date avait une signification toute particulière car c'était la première fois que l'on célébrerait cette fête depuis le renversement de Saddam Hussein, dont le gouvernement exerçait un contrôle très strict sur les pèlerinages religieux.

Au milieu de la matinée, une foule gigantesque – qu'une source non officielle évalua à un million de personnes, dont quelques dizaines de milliers venues d'Iran – envahit les sites religieux de Bagdad et de Karbala,

la cité du centre de l'Irak où l'on dit que Hussein ibn Ali a trouvé la mort. Dans les deux villes, cheminaient tranquillement, au milieu de la multitude des pèlerins, plusieurs jeunes hommes qui portaient de lourdes ceintures dissimulées sous leurs manteaux. À 10 heures, quasi simultanément, plusieurs explosions déchirèrent la foule, projetant des shrapnels et des morceaux de corps humains. Tandis que les pèlerins, pris de panique, commençaient à s'enfuir, des obus de mortier, tirés à quelques centaines de mètres de là, tombèrent dans la cour et tuèrent plusieurs dizaines de personnes. Selon les conclusions de l'enquête, il y eut une dizaine d'explosions et près de 700 victimes, dont 180 morts.

Les responsables américains affirmèrent très vite que le responsable était probablement Zarqaoui. Moins de vingt-quatre heures après, le général John Abizaid, chef de l'armée américaine pour le Moyen-Orient, annonçait à une poignée de membres du Congrès qu'il disposait de « renseignements reliant Zarqaoui » aux attentats de l'Achoura.

« Le niveau d'organisation et la volonté de faire des victimes parmi des fidèles innocents porte clairement la marque du réseau Zarqaoui », témoigna-t-il le 3 mars[8].

Beaucoup d'Irakiens cherchèrent les coupables ailleurs. Le plus éminent représentant du clergé chiite, l'ayatollah Ali Al-Sistani, condamna les occupants américains qui avaient laissé la sécurité partir à vau-l'eau dans un pays qui, malgré tous ses problèmes, avait été jusqu'alors relativement stable. D'autres étaient persuadés que les États-Unis eux-mêmes se trouvaient derrière ces massacres, refusant de croire que des musulmans pussent commettre pareilles atrocités.

Certains encore s'en prirent aux journalistes qui, aux yeux de beaucoup, représentaient le symbole le plus tangible de l'Occident. À Bagdad, près du sanctuaire de l'imam Moussa Al-Kazim détruit par les bombes, une Irakienne dissimulée de la tête aux pieds dans son abaya noire poursuivit ainsi deux reporters américains, en hurlant des insultes : « Pourquoi avez-vous fait ça, vous autres les Américains[9] ? »

À peine une année s’était écoulée depuis que Zarqaoui était arrivé en Irak avec seulement quelques armes, de l’argent et ses ambitions. Ses objectifs déclarés consistaient à isoler et harceler l’occupant américain mais aussi à provoquer un conflit entre les communautés chiite et sunnite irakiennes. Il était parvenu à atteindre les deux et voilà que, de surcroît, les Irakiens tenaient les occupants pour responsables des violences qu’il avait lui-même déclenchées.

Comme il l’avait espéré, l’Irak était en train de sombrer dans le chaos, et Zarqaoui allait bientôt déployer une nouvelle tactique pour aggraver la misère dans le pays et horrifier le monde occidental. Mais il avait d’abord quelques affaires à régler. Il n’avait pas oublié le tout premier objet de sa haine : la Jordanie.

11

« Cela allait surpasser tout ce qu’avait pu accomplir Al-Qaïda »

Le 29 février 2004, Dallah Al-Khalayla, la mère tant vénérée d’Abou Moussab Al-Zarqaoui, décédait après un long combat contre la leucémie. Pendant des semaines, des agents jordaniens avaient surveillé la maison où elle attendait la mort ; ils assistèrent aussi à son enterrement pour voir si le fils si aimant allait se montrer. Ce qu’il ne fit pas.

Zarqaoui était également bien loin lorsque, le 6 avril, un tribunal jordanien le condamna à mort par contumace pour le meurtre du diplomate américain Laurence Foley. Il préféra s’atteler à la préparation d’un cadeau, une sorte de rappel à l’intention des dirigeants de la monarchie hachémite, histoire de leur signifier qu’il ne les avait pas oubliés. Dans son esprit, il devait s’agir d’un exploit d’une ampleur épique, plus important que tout ce qu’il avait accompli jusqu’ici en Irak. Il entendait, en un unique et formidable coup, éviscérer l’*establishment* de la sécurité jordanienne, paralyser la monarchie et éclipser Oussama Ben Laden en devenant le guerrier islamiste le plus audacieux de son temps.

L’homme qu’il choisit pour mener à bien cette mission était un Jordanien d’origine palestinienne nommé Azmi Al-Jayousi[1]. D’apparence robuste, âgé de 35 ans, avec des cheveux clairsemés auburn et un teint clair qui lui donnait presque l’air européen, Jayousi était aux côtés de Zarqaoui depuis son séjour en Afghanistan. C’est là-bas, dans le camp dirigé par le

Jordanien à Herat, qu'il avait appris le maniement des explosifs, apprentissage au cours duquel il avait malencontreusement perdu un doigt. Lorsque Zarqaoui était parti pour les montagnes du nord de l'Irak, Jayousi s'était retrouvé à travailler dans le laboratoire chimique d'Ansar Al-Islam, bricolant des mélanges de toxines simples dont il testait les effets sur des chiens. À présent, il se consacrait avec son maître à la conception d'une bombe qui mobiliserait tous ses talents : une bombe énorme, suffisamment puissante pour faire s'effondrer un immeuble et libérer en même temps un vaste nuage de gaz toxique au cœur de la capitale jordanienne. Pareille à une « bombe sale » radioactive qui propage ses radiations grâce à des explosifs conventionnels, ce serait une véritable arme de terreur, semant la panique à mesure que ses toxines invisibles se répandraient dans l'atmosphère de la ville. Avec des vents favorables, l'« attentat-suicide chimique » de Zarqaoui, tel que le qualifiaient ses disciples, pourrait faire plusieurs milliers de victimes.

Mais l'artificier devrait d'abord trouver un moyen de parvenir à sa cible. Jayousi était, comme Zarqaoui, connu du Moukhabarat jordanien ; il avait été arrêté et incarcéré pendant les années 1990 en raison de ses liens avec les mouvances radicales. Il était tout à fait possible qu'on le reconnaisse à la frontière, même muni d'un faux passeport. Zarqaoui ne voulait pas courir ce risque. Avec l'aide de son chef de la logistique, le dentiste polyglotte Abou Al-Ghadiya, il élabora un plan pour faire franchir la frontière à Jayousi et un complice dans un camion-citerne. Ghadiya fit bricoler le véhicule de manière à ce que les terroristes puissent se cacher dans le réservoir, à l'intérieur d'un compartiment équipé de tubes permettant aux passagers clandestins de respirer au lieu d'être asphyxiés par les vapeurs d'essence durant les deux heures que nécessiterait le passage des douanes et de la frontière syro-jordanienne. Les deux hommes n'emporteraient avec eux que la formule de leurs explosifs ainsi que d'épaisses liasses de dinars jordaniens et d'euros, premier acompte d'un budget qui finirait par s'élever à un quart de million de dollars.

Une fois que Jayousi eut franchi la frontière sans encombre, des amis jordaniens l'emmenèrent sur-le-champ dans une planque où il pourrait se consacrer à ses préparatifs. Il fit l'acquisition d'une vieille Opel, puis fut comme pris d'une véritable fièvre acheteuse. Il chargea ses complices de louer des entrepôts dans trois villes du nord de la Jordanie et acheta quatre véhicules supplémentaires à différents vendeurs. L'un d'eux était une Chevrolet Caprice qui, avec son puissant moteur V8 et son châssis en acier de Détroit, avait suffisamment de muscle pour forcer un barrage de contrôle. Il acheta ensuite trois camions ; deux devaient être transformés en bombes géantes et le troisième était destiné à contenir des cuves de produits chimiques. Pour finir, il répartit ses hommes en plusieurs équipes auxquelles il assigna une dizaine de tâches qui allaient de l'installation de pare-chocs renforcés sur les camions à l'achat et au stockage de produits chimiques – pesticides, cyanure de potassium, peroxyde d'hydrogène, glycérol, acétone – en quantités suffisamment réduites pour ne pas éveiller les soupçons. Ces réserves, 20 tonnes en tout, furent bientôt alignées contre les murs d'un petit entrepôt dans la ville d'Irbid, au nord du pays, à l'intérieur de bonbonnes ou de caisses ornées d'étiquettes de sécurité orange. Parmi ses hommes, douze étaient pressentis pour accomplir la mission elle-même, sans le moindre espoir d'en revenir.

Jayousi supervisait en personne tout le travail, tel un chef d'orchestre maléfique, se rendant d'un entrepôt à l'autre à bord de son Opel, afin de ne pas communiquer par téléphone sur une ligne qui pourrait être sur écoute. Entre deux visites, il écumait Amman pour collecter lui-même des informations sur ses cibles potentielles : le quartier général du Moukhabarat, le complexe de la Cour royale et tous ses palais, l'ambassade des États-Unis ainsi que le nouveau centre commercial Mecca Mall, avec ses cinq étages de boutiques et de restaurants.

Jayousi se rendit compte qu'il pouvait circuler sans le moindre problème en Jordanie ; aussi commença-t-il à se détendre – il lui restait encore quelques semaines avant le jour J, prévu pour la mi-avril. Connu pour apprécier les sucreries, il se rendit dans des pâtisseries pour acheter des

kenafeh, ces pâtisseries à base de fromage blanc sucré et de pistaches enrobées de cheveux d'ange. Mais il se prit à rêver d'une sortie bien plus risquée : se rendre dans son ancien quartier pour voir sa femme. Celle-ci ne se doutait absolument pas que son mari était en Jordanie, et Jayousi avait beau être impatient de la revoir, il était suffisamment malin pour savoir que la moindre tentative d'entrer en contact avec elle serait probablement repérée et signalée au Moukhabarat.

Et pourtant, l'amour finit par l'emporter sur la prudence du solitaire Jayousi. Un jour, début avril, il envoya un de ses hommes surveiller la maison de sa famille. Lorsque le guetteur aperçut la femme de Jayousi qui revenait d'une visite chez ses parents, il s'approcha d'elle en voiture et se présenta. Ils discutèrent un moment ; puis la femme disparut dans sa maison. Lorsqu'elle en ressortit, elle avait ses bagages et ses trois enfants la suivaient.

Le projet de Jayousi prenait forme, et il avait désormais sa femme avec lui pour l'aider à passer le temps avant que tout soit prêt.

Il restait moins de deux semaines avant la date prévue pour l'explosion de la puissante bombe de Zarqaoui.

Les signaux ne tardèrent pas à passer au rouge, d'abord dans les villes de la périphérie et la grande banlieue de la capitale, avant que l'alerte ne se propage à travers les réseaux invisibles qui aboutissaient au centre d'opérations du Moukhabarat : les capteurs de l'agence recueillirent tout d'abord les étranges pièces d'un grand puzzle, entre autres la disparition, un beau jour, de toute la famille d'un associé bien connu de Zarqaoui, le Palestinien nommé Jayousi. Cela faisait plusieurs années que le djihadiste n'avait pas été vu en Jordanie. Avait-il fait passer clandestinement sa famille en Irak pour qu'elle le rejoigne ?

Un indice plus consistant atterrit sur le bureau d'Abou Moutaz, le jeune officier des services antiterroristes qui avait tenté de retourner Zarqaoui après sa sortie de prison, suite à l'amnistie de 1999. Cinq ans plus tard, il

était devenu capitaine ; il avait des subordonnés et ses responsabilités s'étendaient aux bureaux régionaux de tout le pays. À ce moment-là, un de ces bureaux, celui d'Irbid, une ville située près de la frontière syrienne, accumulait les rapports au sujet d'étrangers porteurs de grosses sommes d'argent et d'une liste de courses tout à fait singulière : un petit nombre de voitures usées mais solides, des entrepôts situés loin des habitations et de la circulation piétonne.

Abou Moutaz exigea vite d'avoir plus de détails. Ces mystérieux acheteurs avaient eu un comportement suffisamment étrange pour aiguillonner l'intérêt des autorités locales et depuis les soupçons n'avaient fait que se multiplier. Les enquêtes de routine pour en savoir plus à leur sujet n'aboutirent à rien de probant. On comprit vite que ces acheteurs n'étaient pas les véritables acheteurs.

« Ils se servent d'intermédiaires, conclut Abou Moutaz. On ne sait absolument pas qui est derrière tout ça2. »

Les hommes du Moukhabarat allèrent à la rencontre d'un de ces intermédiaires, un vendeur de voitures d'une quarantaine d'années qui, dans le passé, avait eu quelques ennuis pour avoir trempé dans des affaires plutôt louches. Après ces écarts avec la loi, il était rentré dans le droit chemin ; il était même devenu religieux, sans être fanatique. Face au Moukhabarat, il devint vite excessivement nerveux et s'empressa de raconter tout ce dont il se souvenait concernant les hommes qui l'avaient engagé pour qu'il achète une Chevrolet Caprice.

« Je n'ai même pas touché de commission ! » s'indigna-t-il.

Toutefois, les noms qu'il livra se révélèrent faux, et les numéros de téléphone qu'il avait griffonnés non attribués. Les seules pistes dont disposait maintenant le Moukhabarat étaient des descriptions : des détails concernant les véhicules – dont la Chevrolet et un grand camion jaune de fabrication allemande – ainsi que de vagues témoignages relatifs aux mystérieux individus qui en avaient fait l'acquisition. Tout ce qui concernait les transactions, des documents d'immatriculation aux plaques minéralogiques, avait été volé ou était faux.

Pendant ce temps, des rapports toujours plus troublants continuaient d'atterrir sur le bureau d'Abou Moutaz. Plusieurs quincailleries de la région avaient signalé d'importants achats, en liquide, de produits chimiques surveillés de près par les services de renseignement pour leur usage potentiel dans la fabrication d'explosifs. Alarmé, Abou Moutaz le signala à ses supérieurs. Et bientôt, dans tout le pays, des agents se lancèrent à la recherche, de plus en plus urgente, de la Caprice et du camion jaune.

« Alors que nous rassemblions patiemment des informations, nous avons entendu parler de ces achats de produits chimiques, a-t-il raconté plus tard. Les quantités suggéraient qu'il ne s'agissait plus de rechercher quelques terroristes qui essayaient de fabriquer une bombe. Ça avait tout l'air d'être un projet de bien plus grande ampleur. »

Jusqu'alors, les dirigeants du Moukhabarat n'avaient pas vu de raison de mêler les responsables américains à cette affaire. Aucune cible spécifique n'avait été évoquée et rien ne semblait suggérer l'implication d'Al-Qaïda ou de Zarqaoui dans ce qui était en train de se tramer à Irbid. Du point de vue pratique, la CIA n'avait pas grand-chose à offrir. Les Jordaniens disposaient déjà, et en abondance, des compétences nécessaires pour résoudre ce genre d'affaire. Dans cet art sans concession qu'est la récolte de renseignement humain, ils bénéficiaient de beaucoup plus de connexions que les Américains avec tout leur argent et leur génie technologique. Et à ce jeu-là, Abou Moutaz était largement considéré comme un des meilleurs.

Il était originaire de Talifah, une petite ville de Transjordanie dont la fondation remontait à trois mille ans et où les ancêtres importent plus que l'éducation et la richesse. Il avait su mettre à profit ses bons résultats scolaires et ses liens tribaux, qui lui avaient servi de sésame pour étudier à l'étranger, au Qatar, où il avait appris le journalisme et envisagé une carrière dans la presse ou à la télévision. Au lieu de cela, il s'était vu proposer un poste au Moukhabarat, tout en bas de l'échelle, après avoir obtenu d'excellents résultats à l'examen d'entrée. Du fait de ses talents d'écriture, on l'avait chargé de rédiger à l'intention du directeur de l'agence des rapports sur les affaires d'antiterrorisme. Mais Abou Moutaz s'était

également révélé un agent de renseignement de terrain né, témoignant d'un authentique talent pour recruter des informateurs parmi les djihadistes. Bien que n'étant pas lui-même spécialement religieux, il était d'un abord ouvert et naturel qui faisait que les gens lui accordaient toute leur confiance. « Pour chaque personne, il existe une clé qui vous permettra de pénétrer à l'intérieur – il faut simplement la trouver », disait-il souvent.

Mais faire craquer un islamiste nécessitait presque toujours une deuxième clé : savoir pénétrer une doctrine religieuse conçue pour tenir les non-initiés à l'écart. Abou Moutaz connaissait le Coran aussi bien que n'importe quel djihadiste et il passait parfois plusieurs heures avec un seul détenu, se mesurant à lui, verset contre verset, dans d'interminables débats théologiques. Au cours de ces séances, il lui arrivait fréquemment de s'excuser pour une absence de quelques heures sous prétexte d'assister à la prière à la mosquée locale. En réalité, il faisait un saut à l'autre bout de la ville pour se requinquer en buvant une bière ou deux au bar d'un hôtel.

Ce travail exigeait aussi une patience hors du commun, une qualité dont la nature avait doté Abou Moutaz. Il n'avait pas hésité à consacrer quatre mois à se rallier un unique djihadiste, un jeune extrémiste qui promettait d'être un informateur de grande valeur. Ce dernier se trouvait dans une situation assez ambiguë : il avait suivi tout un entraînement d'activiste en Afghanistan mais demeurait attaché à sa famille et au mode de vie laïque de la Jordanie. Abou Moutaz décida de faire pression sur lui en passant par ses parents ; il plaça donc tout son quartier sous surveillance afin d'apprendre le maximum de choses sur la mère du jeune homme, y compris les magasins qu'elle fréquentait. Il découvrit ainsi quelle était son épicerie préférée et se lia d'amitié avec le propriétaire. Un matin, il débarqua dans la boutique avec un panier de pigeonneaux – considérés comme un véritable délice en Jordanie – et demanda à l'épicier d'être l'hôte d'un déjeuner tout particulier, dont les convives seraient le djihadiste, sa mère et Abou Moutaz lui-même. À la fin du repas, l'agent du Moukhabarat prit la mère à part et lui demanda de l'aider à empêcher son fils, visiblement brillant et talentueux, de terminer sa vie dans les geôles de l'agence d'espionnage. Ils

devinrent amis et le fils, restant loyal, s'avéra être l'un des meilleurs informateurs d'Abou Moutaz.

Pour l'heure, Abou Moutaz faisait feu de tout bois et étudiait de près le moindre ragot de voisinage, à la recherche de quelque chose de concret sur ce qu'il soupçonnait à présent être un complot terroriste de grande ampleur. Le Moukhabarat tout entier, avec son efficacité besogneuse et ses moyens rudimentaires, se consacrait désormais aux recherches. Le bruit se répandit au sein des réseaux tribaux et des conseils de village que les hommes de l'agence étaient désespérément en quête d'informations pour prévenir un possible attentat.

La grande percée fut le fruit du hasard, en la personne d'un homme d'affaires d'Irbid qui se présenta au commissariat de police local avec un possible tuyau. Il avait entendu parler des recherches du Moukhabarat et se demandait si ses nouveaux locataires n'étaient pas liés à cette affaire. Il avait récemment loué un garage et un entrepôt au bord de l'autoroute Irbid-Amman à des inconnus qui avaient payé en liquide et demeuraient étrangement évasifs quant à leurs projets. Aucun client ne passait et les locataires étaient curieusement secrets : ils avaient recouvert les fenêtres qui donnaient sur la route et dressé, à leurs frais, une clôture autour du bâtiment. Un jour, alors qu'il visitait son terrain, l'homme était parvenu à jeter un bref coup d'œil à travers un trou dans les fenêtres obstruées.

« Il y a un gros camion à l'intérieur », raconta-t-il à la police.

Les policiers firent une descente dans l'entrepôt où ils surprirent une petite poignée d'hommes qui se rendirent sans résistance. Dans une remise, alignées comme des pots de peintures, il y avait des barriques de précurseurs chimiques en quantité suffisante, selon les calculs des hommes du Moukhabarat, pour faire exploser une grande partie du centre-ville d'Amman. Des sacs de graines de cumin – un intensificateur d'explosifs – étaient entreposés dans un autre coin de la pièce. Et dans le garage, il y avait effectivement un camion : un MAN jaune de fabrication allemande qui correspondait exactement à la description figurant sur la liste de recherche du Moukhabarat. On venait tout juste de souder à l'avant du

véhicule un pare-chocs en acier renforcé, le même type de briseur de barrières que ceux utilisés par les insurgés irakiens pour diriger leurs camions piégés sur un bâtiment cible avant explosion. Le dispositif porteur de la bombe de Zarqaoui était pleinement opérationnel.

Il s'ensuivit une succession rapide de nouvelles descentes. Dans différents endroits situés à quelques kilomètres de l'entrepôt, les enquêteurs découvrirent d'autres véhicules ainsi que le laboratoire de Jayousi. Ce dernier avait choisi un site en pleine campagne près d'une ferme d'élevage, où probablement aucun voisin ne serait là pour remarquer d'éventuelles odeurs s'échappant du mélange de produits chimiques.

À présent, entre les interrogatoires et les restes de mode d'emploi trouvés dans le laboratoire, Abou Moutaz connaissait avec une quasi-certitude les intentions des conspirateurs. Il s'agissait d'un attentat-suicide sans précédent : une « bombe sale chimique » combinant explosifs conventionnels et produits toxiques, afin de créer un nuage empoisonné qui tuerait à mesure qu'il se déploierait au-dessus de la capitale. L'épicentre était censé être le quartier général du Moukhabarat, la principale explosion devant avoir lieu à la station-service des véhicules de l'agence, pas très loin de l'endroit où travaillait Abou Moutaz.

« Au moment où nous les avons découverts, ils étaient quasiment prêts, a raconté plus tard ce dernier. Ils avaient prévu de commencer par s'attaquer à la porte principale au lance-roquettes et à l'arme légère, pour tuer les gardes. Puis le plus gros des camions – le MAN – détruirait la station-service, suivi par les autres transportant explosifs et produits toxiques en couches superposées. Après l'explosion, l'endroit deviendrait tellement toxique que même les ambulances ne pourraient y pénétrer. Cela allait surpasser tout ce qu'avait accompli Al-Qaïda dans le monde[3]. »

Mais il manquait une pièce du puzzle : on n'avait pas retrouvé l'artificier.

Jayousi s'était montré prudent. Peu nombreux étaient les membres de la cellule d'Irbid à connaître sa véritable identité et personne ne savait où il habitait. Il n'utilisait que des cartes téléphoniques prépayées et changeait de téléphone portable tous les deux ou trois jours afin de déjouer toute

tentative de tracer ses déplacements. Lorsque les descentes commencèrent, il disparut dans une planque à Marka, une enclave palestinienne non loin d'Amman, avec apparemment l'intention d'attendre que le Moukhabarat abandonne ses recherches, avant de s'enfuir ou de faire une nouvelle tentative. Mais à présent, les Jordaniens disposaient d'un nom – un nom familier, qui plus est – ainsi que d'une photographie qu'ils diffusèrent à la télévision d'État. Ils étaient également en possession de ce qui s'avéra être une information cruciale : la femme et les enfants de Jayousi étaient avec lui. On ne sait pas précisément comment le Moukhabarat est parvenu à remonter la trace de la famille jusqu'à la planque de Marka – un appel anonyme, peut-être, ou l'indiscrétion d'un parent ? Toujours est-il que, le 17 avril 2004, à la tombée de la nuit, des commandos prenaient position autour de l'immeuble, convaincus que l'artificier se trouvait à l'intérieur.

Le 18 avril, à 2 h 10 du matin, une dizaine de soldats étaient accroupis toutes armes dehors devant la porte tandis qu'un officier toquait violemment.

« Police ! » cria l'officier en chef.

La réponse fut une explosion, des tirs de mitraillette à travers la porte, qui arrosèrent le hall de balles et d'éclats de bois. Un des soldats s'écroula, blessé à l'épaule. Les autres s'engouffrèrent en tirant dans l'appartement. Ils abattirent un premier assiégé, puis se précipitèrent dans les pièces obscures à la recherche des autres.

Ils trouvèrent Jayousi recroquevillé dans une chambre avec sa femme et ses enfants. L'homme qui était spécialisé dans la conception de bombes capables de tuer un grand nombre d'innocents ne fit pas un geste pour se défendre, préférant se cramponner à sa femme qu'il avait amenée là au péril de sa vie. Même lorsque la police fit son entrée, il insista pour que sa famille reste auprès de lui, faisant allonger ses enfants au milieu de boîtes d'explosifs militaires C-4, de fusibles et de détonateurs destinés à être les ultimes ingrédients de la bombe historique de Zarqaoui.

Plus tard dans la matinée, Abou Haytham, le capitaine des services de renseignement qui avait été le dernier à s'entretenir avec Zarqaoui avant son

départ pour le Pakistan en 1999, jeta un coup d'œil dans la salle d'interrogatoire pour retrouver un autre visage de son passé. Le suspect était sur sa chaise, seul à présent, les cheveux en bataille et les yeux gonflés par le manque de sommeil. Mais c'était bien le même Jayousi, celui qu'il avait connu quelques années auparavant, rasé de près et plus corpulent ; cette fois-ci, il devait répondre d'accusations qui l'assuraient de ne plus jamais vivre une existence d'homme libre aux côtés de son épouse.

Abou Haytham entra dans la cellule avec un petit plateau et s'assit. L'artificier leva brièvement les yeux, mais on ne pouvait lire sur son visage que l'épuisement et la défaite. L'affaire s'annonçait facile.

Le capitaine fit glisser le plateau de l'autre côté de la table, plaçant les pâtisseries au fromage blanc arrosées de miel directement sous le nez de Jayousi :

« Prends un *kenafeh*. »

Deux jours plus tard, Abou Moutaz était assis face à Jayousi lorsque l'artificier raconta à nouveau son histoire, cette fois-ci sous l'œil de caméras installées pour filmer la scène. Dans tout Amman, les Jordaniens se réveillèrent au son des bulletins d'information évoquant l'attentat terroriste raté qui, selon les estimations officielles, aurait pu tuer 80 000 personnes au cœur de la capitale. Pour répondre aux questions d'un officier du Moukhabarat, Jayousi s'exprimait avec le ton plat et monotone d'un mécanicien décrivant une révision de boîte de vitesses. Il raconta le passage clandestin de la frontière, le financement, les faux papiers, le recrutement des soudeurs et la fabrication de boîtes spéciales destinées à contenir des toxines corrosives. Puis il parla de l'attentat lui-même :

> Les hommes de la Caprice auraient été armés de lance-roquettes, et leur tâche consistait à faire sauter les obstacles et tuer les gardes. Puis le gros camion MAN aurait foncé dans le tas. On avait installé dessus un pare-chocs capable d'enfoncer n'importe quelle barrière. Il était même conçu pour traverser un mur et poursuivre son chemin jusqu'à arriver au centre de la Direction générale du renseignement. Je pense que

l’administration du Moukhabarat était la cible centrale. C’est là que devait exploser le camion.

Tout garde qui n’aurait pas été tué dans l’explosion aurait été soit en état de choc soit trop grièvement blessé pour pouvoir riposter. Puis les autres voitures seraient entrées lentement, une par une, et chacune se serait garée où elle voulait. Il n’y aurait eu aucune résistance. En tant que spécialiste des explosifs, j’estimais que cela détruirait la Direction générale du renseignement et tout ce qui se trouvait autour, même les sections les plus éloignées[4].

Ce n’est que lorsqu’on lui demanda les raisons de cet attentat que Jayousi commença à s’animer. Tout avait été fait pour suivre les instructions d’un homme qu’il décrivait comme son commandant et son mentor depuis le jour où il avait débarqué au camp d’entraînement de Herat dans l’ouest de l’Afghanistan.

« J’ai juré loyauté à Abou Moussab Al-Zarqaoui, dit-il alors que la caméra filmait. J’ai accepté de travailler pour lui – sans poser de question. » Mourir au cours d’une telle opération serait un honneur, ajouta-t-il.

« Si je meurs, je deviendrai un martyr, et ceux que je tuerai iront en enfer. »

Nul ne suivit les péripéties de ce complot avec autant d’appréhension que l’homme qui, dans les fantasmes des extrémistes qui l’avaient conçu, aurait dû en être la principale victime. Pour le roi Abdallah II, on avait, avec les événements du mois d’avril 2004, échappé de peu à la catastrophe. En cherchant à faire exploser une bombe toxique au cœur d’Amman, Jayousi avait officiellement importé la guerre d’Irak dans la capitale jordanienne.

Abdallah avait prévenu : on ne parviendrait jamais à contenir totalement la violence qui se déchaînait en Irak. Dès avant l’invasion, il avait fait part de ses très fortes appréhensions à certains hauts responsables américains, y compris au président. Même après la victoire éclair contre l’armée de Saddam Hussein, Abdallah avait prédit à ses amis de la région que la guerre aurait « des effets négatifs imprévus avec lesquels il faudrait compter

pendant des décennies ». Mais il n'avait pas imaginé qu'ils seraient aussi terribles5.

Le monarque s'était également plaint des suites de l'invasion auprès de ces mêmes responsables américains. En juillet 2003, avant que l'Irak ne se retrouve emporté dans la spirale du chaos, Abdallah avait rencontré Lewis Paul Bremer, nommé administrateur provisoire de l'Irak par la Maison Blanche, et l'avait imploré de reconsidérer sa décision de démanteler l'armée irakienne et de mettre sur liste noire les ex-membres du parti Baas. Prenant Bremer à part lors d'une réunion tenue dans le cadre d'un forum économique en Jordanie, le roi l'avait averti que ces décisions « allaient leur exploser au visage », selon son récit de la conversation.

« Je lui ai dit que j'espérais qu'il comprenait que, s'il débaasifiait à tous crins, il devrait affronter une très forte résistance et créerait un vide du pouvoir que quelqu'un devrait bien remplir », a écrit Abdallah dans ses mémoires en 2011. Quant au démantèlement de l'armée, « c'était une folie… la recette même de l'anarchie et du chaos ».

La réponse de Bremer avait été plutôt brutale, se rappelle-t-il.

« Je sais ce que je fais, avait lancé le diplomate américain. On leur proposera des compensations. Je contrôle parfaitement la situation, merci beaucoup. »

Le roi n'était aucunement surpris d'assister au délitement total des services de sécurité. Étant lui-même sunnite, il ne pouvait qu'être en empathie avec la minorité sunnite irakienne qui, après des décennies d'un statut privilégié, se voyait de plus en plus isolée et menacée. Les inquiétudes de certains Irakiens les jetaient dans les bras des islamistes radicaux qui, de leur côté, ouvraient grand leur porte à des djihadistes étrangers. Et bien entendu, Al-Qaïda et ses alliés sauteraient sur l'occasion de pouvoir se constituer une base dans une région stratégique clé du Moyen-Orient.

« Ils pouvaient transférer leur centre d'opérations d'Afghanistan au cœur même du monde arabe », expliquait-il.

Bientôt, un nouveau faux pas des Américains allait puissamment regonfler les extrémistes. Au cours de ce même mois où l'on avait démantelé le complot chimique, les chaînes de télévision américaines diffusèrent des images de GI maltraitant des détenus dans la célèbre prison irakienne d'Abou Ghraib. Les Arabes écumèrent de rage à la vue de prisonniers nus, portant des colliers de chiens et humiliés sexuellement par des femmes soldats. Durant une visite à Washington au cours du printemps, Abdallah insista auprès du président Bush afin qu'il présente ses excuses aux Irakiens pour les traitements dégradants infligés aux prisonniers, ce que Bush fit, le roi de Jordanie à ses côtés.

Mais les autres hauts responsables ne semblaient pas faire grand cas des opinions qui allaient à l'encontre du récit officiel de l'administration, celui d'un Irak où la situation s'améliorait jour après jour. Quelques mois après qu'avait éclaté le scandale d'Abou Ghraib, le roi Abdallah fut interrogé sur les conditions de vie des simples citoyens irakiens au cours d'un dîner privé à New York, auquel assistaient des journalistes de premier plan ainsi que des responsables du gouvernement. L'un des convives suggéra que, même avec la recrudescence des attentats terroristes, la condition féminine s'était incontestablement améliorée depuis la chute du dictateur.

« Elle est dix fois pire, répondit le roi. Lorsqu'il y avait un régime laïque sous Saddam, les hommes et les femmes étaient pratiquement sur un pied d'égalité. »

La franchise d'Abdallah fut loin de convenir à plusieurs représentants de Bush présents dans la pièce. Il raconte dans ses mémoires que Liz Cheney, la fille aînée du vice-président, qui occupait alors un poste élevé à la section des affaires proche-orientales du département d'État, se tourna vers l'un des assistants du roi pour lui donner un conseil qu'on ne lui avait pas demandé : Abdallah devait éviter de faire ce genre de déclaration discordante en public. L'assistant se demanda d'abord si ce commentaire n'était pas une plaisanterie mais, le lendemain, Liz Cheney lui téléphona à nouveau pour renforcer son message. Elle expliqua qu'elle avait discuté de la remarque du roi avec Paul Wolfowitz, le responsable du département de la Défense qui

avait été l'un des architectes de la politique irakienne de Bush, et tous deux étaient tombés d'accord : Abdallah devait garder ses opinions pour lui.

Cela exaspéra le monarque au plus haut point.

« Ce que j'avais dit à ce dîner était vrai, a-t-il écrit plus tard. J'étais choqué d'apprendre que des membres de l'administration et leurs partisans refusaient toute divergence de vue sur l'Irak et qu'aux États-Unis, un pays qui s'enorgueillit de sa propre liberté d'expression, on essayait d'étouffer des informations gênantes. »

La réalité qui se faisait jour douloureusement pour Abdallah était celle d'un Irak englouti dans les flammes et propageant dans toute la région de dangereuses étincelles. Ce tourbillon de feu avait projeté Jayousi et sa bombe chimique en Jordanie, et le Moukhabarat jordanien était parvenu à les stopper juste à temps. Pendant ce temps, l'homme qui dirigeait et finançait le complot était en Irak, libre de tenter à nouveau sa chance.

Le Moukhabarat se préparait à porter un nouveau coup aux sponsors du complot chimique. Afin de discréditer les djihadistes et révéler au grand jour toute la barbarie du crime qu'ils avaient été sur le point de perpétrer, la direction du renseignement diffusa des images de la confession de Jayousi à la télévision d'État. Toute la Jordanie put assister au spectacle du Palestinien décrivant froidement son projet de destruction d'une partie de la capitale. Les chaînes d'information arabes propagèrent sa prestation vers un public encore plus vaste, dans tout le Moyen-Orient, y compris en Irak, où le visage joufflu de Jayousi s'étala sur l'écran de télévision présent dans la planque où se cachait Abou Moussab Al-Zarqaoui.

Ce dernier savait évidemment ce qui était arrivé à Jayousi et à ses autres fantassins. Mais après avoir regardé la vidéo, il décida de répondre publiquement, lui aussi.

« Oui, il y avait un complot destiné à détruire l'immeuble la Direction générale du renseignement jordanien », affirma Zarqaoui dans un enregistrement audio posté sur les sites web islamistes6.

Le terroriste s’efforça de nier les accusations d’armes chimiques, une invention du Moukhabarat selon lui : « Dieu sait que si nous étions en possession [d’une bombe chimique], nous n’hésiterions pas une seule seconde à l’utiliser pour frapper des villes israéliennes comme Eilat ou Tel Aviv. » Il insista sur le fait que ses cibles étaient militaires – le régime apostat et ses forces de sécurité – et que l’arrestation de Jayousi et ses complices n’était qu’un revers momentané.

« La bataille qui fait rage entre nous et le gouvernement jordanien a ses hauts et ses bas », dit-il. Il adressa cet avertissement à la monarchie : « De terribles événements vous attendent. »

En vérité, l’échec de son plan avait grandement abattu Zarqaoui, comme le découvrirent plus tard les responsables du Moukhabarat en rassemblant les différentes pièces d’un récit plus complet du projet d’attentat à partir des déclarations d’informateurs et de djihadistes capturés. Zarqaoui disparut pendant plusieurs jours, refusant d’évoquer avec ses comparses le complot et tout ce qui n’avait pas fonctionné.

« C’était supposé être son “choc et effroi”, l’action qui lui aurait valu une renommée mondiale, a expliqué un responsable du renseignement jordanien qui a contribué au rapport de l’agence. Zarqaoui voulait vraiment que son nom efface celui de Ben Laden. Et plus encore, il voulait vraiment frapper le Moukhabarat. »

Mais l’accablement de Zarqaoui ne dura pas longtemps. Dès les derniers jours d’avril 2004, une occasion inattendue se présenta. Il commença à entrevoir un chemin vers la célébrité djihadiste qui n’exigeait qu’une seule mort, une mort spectaculaire.

12

« Le cheikh des égorgeurs »

Le voyant d'enregistrement de la caméra s'alluma. Abou Moussab Al-Zarqaoui commença à lire le feuillet qu'il tenait à deux mains. Il était entièrement vêtu de noir – son pantalon bouffant, sa tunique, le passe-montagne qui dissimulait son visage. Il dominait la pâle silhouette en combinaison orange assise devant lui, sur une couverture à même le sol. Le prisonnier avait les bras et les jambes attachés et ses mouvements étaient malaisés.

« Nation islamique, j'ai une grande nouvelle ! commença Zarqaoui en arabe et sur un ton emphatique. Voici que l'aurore s'annonce et que souffle le vent de la victoire[1]. »

Zarqaoui était flanqué de quatre de ses hommes, également cagoulés et vêtus de noir. Ils portaient des fusils et des cartouchières ; ils s'agitaient comme des athlètes s'échauffant avant une compétition. La plupart gardaient les yeux fixés sur le prisonnier pendant que Zarqaoui parlait, comme s'il existait un risque que le jeune homme se libère de ses liens et tente de s'enfuir. Dans la pièce, chacun, par son comportement, semblait parfaitement au fait de la présence de la caméra, à l'exception de l'homme en combinaison orange, qui regardait droit devant lui, comme hébété. Quelles qu'aient pu être les pensées de Nicholas Evan Berg à ce moment-là, rien n'indiquait qu'il eût conscience de ce qui était sur le point de lui arriver.

Avant que l'homme encagoulé n'entre dans la pièce, on avait fait asseoir Berg sur une chaise en plastique face à la caméra afin qu'il réponde à des questions le concernant. Il semblait détendu, les mains posées sur les genoux, et il s'exprima aussi calmement que s'il s'était agi d'un entretien pour ouvrir un compte en banque.

« Je m'appelle Nick Berg, avait-il commencé. Mon père s'appelle Michael, ma mère Susan. J'ai un frère et une sœur, David et Sarah. Je vis à West Chester en Pennsylvanie, près de Philadelphie. »

Il n'avait plus ses lunettes et sa barbe non taillée le faisait paraître plus jeune que ses 26 ans. Mais il avait l'air confiant et sympathique – très semblable au Nick Berg qui, deux mois plus tôt, s'était rendu seul en Irak avec le dessein un peu surdimensionné d'y monter une entreprise de réparation des équipements de communication. Zarqaoui l'avait choisi parce qu'il cherchait un Américain typique : un jeune homme débordant d'ambition et de grands projets, qui faisait confiance aux autres et était doté d'une foi inébranlable en sa propre capacité à réussir, grâce à sa simple ténacité et à la puissance rationnelle de ses idées, dans un pays dont il ne connaissait rien, et surtout pas la culture. Qu'un aspirant entrepreneur de la banlieue de Philadelphie en soit arrivé à jouer un des rôles principaux dans la grotesque prestation vidéo de Zarqaoui résultait d'une succession de faits qui, dans cette guerre, n'était pas moins improbable qu'une autre.

Berg s'était rendu en Irak de son propre chef et contre l'avis de presque tout son entourage. Mais là où les autres ne voyaient que du danger, lui voyait dans les ruines de l'Irak une occasion de répondre à deux de ses plus pressants besoins en ce début d'année 2004 : relancer son entreprise en difficulté et participer à quelque chose de noble et d'important, en l'occurrence donner une nouvelle vie à un pays que plusieurs décennies de dictature avaient plongé dans l'obscurantisme. Deux ans plus tôt, Berg s'était déjà lancé dans une aventure du même genre en Afrique ; il était parti au Kenya en quête d'opportunités commerciales et pour aider des organisations humanitaires. Le dernier jour de son périple kenyan, on sait qu'il avait donné le contenu entier de ses valises pour rentrer chez lui avec

les seuls vêtements qu'il portait. À présent, il allait assigner à son énergie et ses ressources une direction nouvelle : celle d'un pays dont il avait soutenu la « libération » de toute son âme, dans l'espoir de contribuer à la création, pour les Irakiens et pour lui-même, d'un monde riche de nouvelles perspectives.

« Je suis assez confiant : il y a matière à travailler, ici », écrivait Berg à ses amis dans un e-mail, en janvier 2004, lors de sa première visite de reconnaissance en Irak. « La situation est malgré tout périlleuse2. »

Les raisons qui avaient conduit Berg à partir pour l'Irak ne manquèrent pas de déconcerter les hauts responsables américains et irakiens – presque tout le monde, à vrai dire, à l'exception de ceux qui le connaissaient personnellement. Se définissant lui-même comme un inventeur et un aventurier, Berg n'avait pas la réputation d'emprunter les sentiers battus. Il avait grandi au milieu des maisons à étage et des centres commerciaux de West Chester où il passait déjà pour légèrement excentrique. C'était le genre d'enfant à élever une colonie de levures pour s'amuser et à toujours avoir sur lui une petite boîte à outils avec une réserve de fil de fer et de ruban adhésif prêts à l'emploi. Pour le plus grand amusement de ses amis, il fabriquait sans cesse de nouveaux gadgets qui allaient du « détecteur de vérité » électrique à un système d'alarme à piles programmé pour hurler : « Barrez-vous ! » dès qu'un intrus pénétrait dans son bungalow en camp de vacances. Ses camarades de lycée se rappelaient parfaitement ce farceur ingénieux aux yeux bleus perçants et à la coiffure originale – des cheveux coupés ras à l'exception d'une touffe de boucles blond foncé qui lui tombaient sur le front. Il jouait du sousaphone dans la fanfare, participait à des concours scientifiques, lisait d'obscurs textes de philosophie et testait ses limites physiques lors de treks en vélocross d'une centaine de kilomètres ou plus. Même chez lui, il dérogeait aux usages : c'était un conservateur religieux doublé d'un capitaliste exubérant et d'un interventionniste impénitent au sein d'une famille de juifs libéraux dont les inclinations politiques progressistes confinaient au pacifisme.

« Il se rendait là où personne n'allait, a dit de lui Peter Lu, un camarade de lycée. S'il y avait un chemin déjà tracé, on pouvait être certain que Berg ne l'emprunterait pas3. »

Berg avait été admis dans une bonne université, Cornell University, qu'il avait quittée sans aller jusqu'au bout du cursus. Il avait vagabondé d'école en école et d'un petit boulot à l'autre sans jamais obtenir de diplôme, mais il avait acquis une expérience dans l'aide humanitaire en Afrique et dans la maintenance des tours radio ; il avait découvert à cette occasion qu'il possédait à la fois le talent et les nerfs d'acier nécessaires pour gagner sa vie en réparant les appareils de transmission, suspendu au sommet d'une flèche de métal de 200 mètres de haut. Petit à petit, il s'était mis à imaginer une entreprise où se combineraient ses centres d'intérêt dans tout leur éclectisme. À 24 ans, il créa, avec l'aide de sa famille, Prometheus Methods Tower Service, dont il se nomma lui-même président. Son *business plan* prévoyait d'aider les pays en voie de développement à construire des tours radio à partir de blocs d'argile semblables à des pièces de Lego qu'il avait lui-même conçus, en utilisant des matériaux locaux bon marché. C'était une idée peu orthodoxe et d'une ambition improbable, qui lui allait comme un gant.

Il lui restait maintenant à trouver un marché ; l'Irak, avec ses infrastructures en lambeaux et les vannes à dollars grandes ouvertes pour les entrepreneurs américains, semblait être l'endroit idéal.

« Il y a tellement de parties impliquées dans cette affaire, tout le monde sous-traite, et aucun de ces sous-traitants n'est aussi qualifié que nous, écrivit-il à sa famille dans un autre e-mail. On n'a jamais vu ici d'entreprise bénéficiant de techniciens vraiment doués – je pense que ça nous donne un avantage, mais il nous faut franchir l'obstacle du "J'ai un ami qui peut". J'espère qu'un bon directeur commercial fera bouger tout ça. »

La première visite de reconnaissance de Berg en Irak se révéla suffisamment encourageante pour que le jeune entrepreneur y retourne en mars 2004 et tente de décrocher ses premiers vrais clients. Travaillant seul, il parcourut le pays en voiture, à la recherche de tours de communication, se

proposant pour inspecter et réparer toutes celles qui étaient endommagées ou cassées. Il escalada des mâts d'acier branlants, dressa des listes de clients potentiels et envoya des e-mails toujours plus enjoués à ses amis restés aux États-Unis. Les choses avançaient lentement mais l'enthousiasme de Berg ne vacilla jamais, jusqu'au jour où la police irakienne de Mossoul remarqua un étranger bizarrement vêtu qui rôdait autour d'une tour radio à l'extérieur de la ville.

Les Irakiens ne surent pas trop quoi faire de ce jeune homme à lunettes avec sa boîte à outils et ses cahiers remplis de schémas d'équipements de communication. Convaincus que Berg était un espion – israélien sans doute, ou peut-être iranien – les agents l'arrêtèrent. Le 24 mars 2004, on le conduisit dans un poste de police de Mossoul où il fut placé en détention, ce qui marqua la fin brutale des aventures irakiennes de ce jeune businessman. À ce qu'il semblait, du moins.

Les déboires d'un civil américain solitaire en délicatesse avec les autorités irakiennes sont normalement du ressort d'un agent consulaire subalterne de l'ambassade américaine de Bagdad. Mais l'étrange cas Nicholas Berg ne tarda pas à attirer l'attention d'échelons plus élevés du département d'État et du Pentagone. En fin de compte, les questionnements que suscitait l'entrepreneur firent leur chemin jusqu'à la division antiterroriste de la CIA à Langley, où Nada Bakos était alors la principale analyste en charge du dossier Zarqaoui.

Des rapports ultérieurs indiquent que la police irakienne a rapidement remis Berg aux forces américaines présentes à Mossoul, lesquelles furent tout aussi décontenancées que les Irakiens par ce jeune homme parfaitement honnête et son histoire de voyage à travers l'Irak en quête d'opportunités commerciales. Par chance, il se trouve que Bakos connaissait un des membres de la police militaire qui étaient présents lorsqu'on amena Berg.

« Que faites-vous là ? » demanda-t-on au jeune Américain, encore et encore.

« Personne ne comprenait vraiment ce qu'il avait en tête, a raconté Bakos. Pourquoi sillonnait-il l'Irak, tout seul, à la recherche de quelque chose à faire ? Personne ne voulait croire qu'il se baladait simplement en quête d'un boulot[4]. »

En outre, lorsqu'on vérifia ses antécédents, on découvrit une autre bizarrerie. Trois ans plus tôt, un individu soupçonné d'être un terroriste d'Al-Qaïda avait utilisé une adresse e-mail et un mot de passe Internet appartenant à Berg. Mais il y avait une explication, si bizarre fût-elle : Berg, qui était toujours enclin à faire confiance aux autres, avait un jour prêté son ordinateur portable à un étranger lors d'un voyage en car et, ce dernier ayant des difficultés à accéder à sa boîte mail, Berg lui avait donné son identifiant personnel afin qu'il puisse se connecter. Il se trouve que l'inconnu n'était autre que Zacarias Moussaoui, surnommé le « vingtième détourneur », qui avait été arrêté alors qu'il suivait une formation de pilote pour pouvoir prendre les commandes d'un des avions du 11 Septembre.

Il y avait tant d'interrogations autour de ce jeune entrepreneur que les militaires de Mossoul eurent quelques réticences à le laisser partir. Finalement, ils n'eurent pas le choix : rongée d'inquiétude, la famille de Berg en Pennsylvanie avait contacté le département d'État pour demander que l'on enquête sur la disparition de leur fils. Lorsque, le 1er avril, un e-mail leur avait appris que Berg était retenu contre sa volonté par les forces américaines, cela les avait rendus furieux. La famille intenta une action en justice où elle accusait l'armée de séquestration ; le lendemain, 6 avril 2004, Berg était libéré.

On lui proposa une place à bord d'un avion militaire pour rentrer aux États-Unis. Il refusa, préférant retourner à Bagdad pour procéder lui-même à ses préparatifs. Le jour de sa libération, il prit une chambre d'hôtel et passa quelques coups de fil. Le 10 avril, il avait totalement disparu.

Une fois encore, la famille exigea des réponses, et une fois encore l'ambassade américaine interrogea les centres de détention et les postes militaires. Mais on n'obtint pas la moindre bribe d'information au sujet de Berg, ni cette semaine, ni la suivante.

Finalement, le 8 mai, une patrouille militaire repéra un objet suspendu à un pont routier. En s'approchant, les hommes découvrirent avec horreur un tronc humain dans un ample vêtement orange, attaché à une corde, les pieds et les mains liés. Au-dessous du corps, sur une couverture ensanglantée, était posée la tête d'un jeune homme blanc arborant une barbe sale d'un blond roux.

On avait retrouvé Nicholas Berg.

Deux jours plus tard, la vidéo qui contenait une des images les plus terriblement emblématiques de la guerre d'Irak commençait à se répandre à toute vitesse sur Internet. Nada Bakos n'avait aucune envie de la voir, mais elle finit par se forcer. Le visionnage eut lieu dans une salle de conférences de la CIA ; deux autres analystes étaient présents.

Sur l'écran, on voyait Berg dans sa combinaison orange, ligoté et assis par terre, le regard vide. Cinq hommes encagoulés et vêtus de noir se tenaient derrière lui contre un mur de couleur claire ; celui qui était au centre lisait un texte. Elle identifia cette voix et ce corps trapu, reconnaissable malgré son masque. C'était Zarqaoui.

Bakos remarqua la combinaison orange, si familière à ceux qui étaient au fait du scandale que continuaient de provoquer les mauvais traitements infligés aux prisonniers irakiens par les soldats américains. Zarqaoui n'avait jamais fait montre de subtilité ni de raffinement lors de ses précédentes déclarations publiques. Était-il en train d'envoyer un message aux musulmans, en les invitant à assister à un acte de vengeance symbolique pour les humiliations subies par les détenus de la plus célèbre prison d'Irak ?

Oui.

« Existe-t-il une excuse pour rester les bras croisés ? déclarait l'homme qui lisait le texte. Comment un musulman libre peut-il dormir en paix alors que l'islam est massacré, que son honneur saigne et qu'il voit des photographies de la honte et le récit des mauvais traitements sataniques

d’hommes et de femmes musulmans dans la prison d’Abou Ghraib ? Où est votre ferveur ? Où est votre colère ? »

Ce laïus continuait pendant plusieurs minutes, avec de nouveaux appels à la fierté musulmane et de nombreuses citations du Coran, dont un salut adressé au prophète Mahomet, « exemple et modèle à suivre », parce qu’il avait ordonné la décapitation de prisonniers après une révolte des marchands juifs dans la ville de Badr. Puis, s’adressant directement au président des États-Unis, il prononça cet avertissement :

> Des jours difficiles t’attendent. Toi et tes soldats allez regretter le jour où vous avez mis le pied en Irak et osé violer [la terre] des musulmans… Nous vous le disons, la dignité des musulmans et des musulmanes de la prison d’Abou Ghraib et d’ailleurs ne sera rachetée que par du sang et des âmes. Vous ne recevrez rien d’autre de nous que cadavre après cadavre, cercueil après cercueil de ceux qui seront mis à mort.

À ces mots, Zarqaoui sortait un long couteau de son fourreau et se jetait sur Berg qui, ligoté, tombait sur le côté. Pendant que les autres hommes maintenaient le prisonnier, Zarqaoui lui attrapait les cheveux d’une main et, de l’autre, commençait à lui trancher la gorge. Il y avait un cri bref, atroce, puis un moment d’agitation frénétique tandis que les autres hommes encagoulés maintenaient les jambes et les épaules de Berg et que Zarqaoui s’efforçait d’achever son épouvantable besogne. S’ensuivaient quelques secondes supplémentaires de coups et de tronçonnage, filmées par une caméra qui tremblait et tressautait.

Bakos sentit la nausée l’envahir.

« Vite, qu’on en finisse », se surprit-elle à penser. Mais ça n’arrêtait pas.

Elle finit par s’excuser et sortit. « Ça ne sert à rien de regarder ça », pensa-t-elle.

Elle ne manqua que les derniers plans, où l’un des compagnons de Zarqaoui, une grande silhouette avec une cagoule blanche, soulevait la tête

maintenant séparée du corps et la brandissait comme un trophée avant de la reposer lentement sur le dos de la victime.

Le message qu'adressait Zarqaoui au reste du monde consistait en cinq minutes et trente-sept secondes d'images granuleuses filmées avec une caméra portable tremblante et montrant un acte d'une cruauté presque inimaginable.

Plusieurs milliers d'ordinateurs téléchargèrent ces images, de l'Amérique du Nord à l'Asie du Sud-Est en passant par le Moyen-Orient. Certains spectateurs hurlèrent leur dégoût. D'autres réagirent par la tristesse, le désespoir ou la rage. Mais ils regardèrent.

Afin que la paternité de l'acte qui y était perpétré revienne à qui de droit, la vidéo avait été aimablement pourvue d'un titre : « Abou Moussab Al-Zarqaoui décapite un Américain ». L'homme qui aspirait depuis longtemps à éclipser Oussama Ben Laden au titre d'homme d'action le plus redoutable du monde islamiste venait tout juste d'y parvenir, du moins provisoirement.

D'autres terroristes avaient décapité leurs victimes. Deux ans plus tôt, le journaliste du *Wall Street Journal* Daniel Pearl avait été assassiné par des agents d'Al-Qaïda dans une mise en scène assez semblable. Mais Pearl était un journaliste expérimenté qui s'était rendu au Pakistan parce qu'il cherchait à écrire un article sur Al-Qaïda. Nick Berg avait été ciblé et tué uniquement parce qu'il était citoyen des États-Unis. Et la vidéo de son exécution sortait au moment précis où des millions d'Américains adoptaient le haut débit et où le soutien à la guerre d'Irak commençait à s'effondrer.

La Maison Blanche, qui au cours du même mois avait fait la promotion des opportunités commerciales en Irak, se trouva contrainte de réagir face à l'acte barbare de Zarqaoui.

« Leur objectif est d'ébranler notre détermination. Leur objectif est de faire vaciller notre confiance », déclara à Washington le président Bush, face à plusieurs journalistes, évoquant l'acte terroriste auquel avaient assisté tant d'Américains dans ses moindres et plus atroces détails[5]. Il défendit les

progrès accomplis en Irak mais refusa de répondre aux questions des journalistes.

D'autres hommes politiques américains, dont certains membres du Parti républicain, celui du président, sentirent que l'opinion publique était en train de changer, avant même que cela ne soit confirmé par les sondages. Pour beaucoup d'Américains, le scandale d'Abou Ghraib avait achevé de mettre en pièces les derniers lambeaux de l'exigence morale qui sous-tendait la guerre en Irak. L'imagerie populaire d'une machine militaire américaine high-tech infligeant « choc et effroi » aux forces irakiennes était elle aussi mise à mal, remplacée lors des journaux télévisés du soir par des images d'attentats aux engins explosifs improvisés et de cercueils recouverts de drapeaux. Les Américains, dans leur salon, se retrouvaient spectateurs d'une sauvagerie d'un genre nouveau.

« Si on avait pris le pouls de l'Amérique, on se serait aperçu que ce pouls s'est mis à battre autrement lorsque les Américains ont entendu parler de la décapitation de Nick Berg », déclara Roy Blunt, le représentant républicain du Missouri, dans une interview au *New York Times*. « Elle a brutalement rappelé à chacun pourquoi nous étions en Irak et à qui nous avions affaire6. »

Mais à qui avaient exactement affaire les Américains ? Pour de nombreux spectateurs, une cagoule noire étant impossible à distinguer d'une autre, les hommes de la vidéo appartenaient à Al-Qaïda. Trois jours après la diffusion, arriva un nouveau message qui semblait avoir été fait pour répondre à cette question.

Le 13 mai 2004, les sites djihadistes postèrent un communiqué annonçant la création d'une nouvelle organisation terroriste nommée « Al-Tawhid wal-Jihad », soit « Unité et djihad ». C'était une sorte de supergroupe islamiste : une fusion de plusieurs petites factions d'insurgés irakiens et de combattants étrangers sous une seule bannière, avec Zarqaoui pour leader. Pour marquer les esprits, la déclaration évoquait « un tournant décisif et historique ».

« Cette fusion est une force pour le peuple d'islam, et un feu ardent pour les ennemis de Dieu, qui y brûleront jusqu'à ce que nous ayons recouvré les droits qui nous ont été volés, et que soit instaurée la religion de Dieu sur la Terre, disait le message. C'est un droit d'entrée, une incitation pour les mouvements et les courants religieux à se hâter d'accomplir ce devoir légitime et de répondre à cette nécessité absolue. Nous faisons le serment à la nation islamique que nous ne la trahirons pas, que nous ne reculerons pas, et nous tiendrons notre promesse jusqu'à ce que nous ayons atteint l'une des deux issues auxquelles nous aspirons : la victoire ou le martyre. »

Le communiqué mentionnait deux codirigeants, Zarqaoui – le « cheikh » – occupant la première position. Cela faisait à peine trois mois que, dans sa lettre à Ben Laden, Zarqaoui avait réclamé un partenariat avec Al-Qaïda et déclaré que, quoi qu'il advienne, le monde entendrait bientôt parler de lui. Ce moment était arrivé. Avec la publication de la vidéo sur Berg et l'annonce d'un groupe pan-insurrectionnel sous ses ordres, Zarqaoui revendiquait une place à l'avant-scène du mouvement djihadiste mondial. Il n'était plus le simple chef d'une faction terroriste particulièrement violente en Irak. Il était désormais un rival de Ben Laden lui-même pour le statut de terroriste que l'Occident redoutait le plus et que les jeunes islamistes désiraient le plus imiter. Certes, Ben Laden avait lui aussi ses vidéos : le Saoudien, avec ses tuniques dorées et sa barbe teinte en noire, était assis derrière son bureau et délivrait des sermons solennels. Mais Zarqaoui donnait à voir un jeune homme plein de vie et charismatique en tenue de ninja, qui tuait un Américain de ses propres mains.

Les analystes de la CIA qui étudièrent la vidéo et le communiqué se demandèrent si le jeune Jordanien ne présumait pas de ses forces. Zarqaoui était un parvenu sans éducation et jamais personne n'avait estimé qu'il possédait la vision et l'intelligence nécessaires pour diriger une organisation d'importance. Il lui manquait aussi le type de soutien institutionnel qui avait fait le succès de Ben Laden, comme l'appui d'exégètes islamiques reconnus dont les fatwas paraient d'une justification spirituelle des actes aussi violents que le meurtre de citoyens désarmés ou le recours aux attentats-

suicides. Zarqaoui n'était pas en quête de ce genre d'approbation, et il s'arrogeait la responsabilité de décider comment mener le djihad contre les forces américaines.

Nada Bakos se demandait si la principale réussite de Zarqaoui n'était pas de s'être ainsi élevé au rang de cible prioritaire, et pas seulement pour les Américains.

« Zarqaoui a dévié du scénario, a-t-elle estimé plus tard. Même Al-Qaïda essayait de respecter certains principes, en s'en remettant à ses théologiens pour interpréter la charia. Zarqaoui, lui, interprète la loi comme il l'entend. Il invente ses propres règles, comme dans une secte, a-t-elle expliqué. Il est en train de devenir une méga-église[7]. »

Il allait y avoir un retour de bâton, c'était évident. Les grands prêtres d'Al-Qaïda et des autres réseaux djihadistes bien établis n'allaient pas voir d'un bon œil un comportement aussi démesurément hétérodoxe, surtout s'il heurtait les sensibilités des Arabes fortunés et pieux qui fournissaient à l'organisation l'essentiel de son argent.

Mais de nombreux musulmans ordinaires étaient sur les rangs pour rejoindre la congrégation en perpétuel essor de Zarqaoui. En Irak et ailleurs, des admirateurs commencèrent à désigner le Jordanien par un nouveau surnom, apparu les jours suivant la première diffusion de la vidéo de Berg.

Ben Laden demeurait la figure de proue que l'on respectait, l'homme qui, des années auparavant, avait combattu les Soviétiques et conçu les attentats contre New York et Washington. Mais Zarqaoui était maintenant salué comme le « cheikh des égorgeurs », le terroriste d'un nouvel âge, brutal, où la diffusion d'actes de boucherie sur Internet tenait lieu de tactique pour gagner le soutien des djihadistes les plus endurcis et semer la peur chez tous les autres.

13

« Là-bas, c’est sans espoir »

Le 23 juin 2004, le diplomate Robert S. Ford jetait ses bagages dans une navette d’aéroport blindée à bord de laquelle il allait effectuer la dernière étape d’un voyage auquel il avait pourtant essayé d’échapper. D’ici vingt-cinq minutes, il serait à nouveau dans la Zone verte, se frayant un chemin à travers son dédale de murs pare-souffle et ses villages de mobile homes, à respirer l’air chaud et moite de la ville avec ses relents de diesel et d’ordures en décomposition. Six mois après avoir juré de ne plus jamais remettre les pieds à Bagdad, il était de retour, au moment précis où le pays basculait à toute vitesse vers la catastrophe.

Des signes de la déliquescence irakienne, il y en avait tout au long de la route de l’aéroport. Les 15 kilomètres de voie rapide étaient désormais ponctués de barrages et de postes de contrôle, vaine tentative pour mettre un terme aux fusillades et aux attentats qui sévissaient quotidiennement aux abords de ce que les soldats américains surnommaient la « route irlandaise » et les Irakiens la « route de la mort ». Un an plus tôt, pour se rendre de l’aéroport au quartier international, il suffisait de prendre un bus. À présent, une expédition en ville nécessitait de réserver un taxi sécurisé pourvu d’une escorte armée et de vitres blindées, ce qui pouvait revenir à 1 000 dollars le voyage. Ou bien, pour un haut responsable du corps diplomatique américain, cela signifiait un siège dans le van blindé de l’ambassade qui parcourait la distance entre le terminal et la Zone verte à une vitesse échevelée.

« Ce n’est pas bon signe », pensa Ford[1].

À tous égards, l’Irak devenait un endroit de plus en plus épouvantable, surtout pour les Américains. À 46 ans, Ford avait beau être un des meilleurs experts du monde arabe au département d’État, ses cheveux grisonnants et ses yeux bleus le désignaient indubitablement comme un Occidental. Lors de sa dernière mission en Irak, il s’était retrouvé pendant deux heures retenu par un groupe de miliciens chiites. Il pressentait que ce nouveau séjour allait être encore plus mouvementé.

Son précédent voyage avait été son idée. Quelques semaines après la chute de Bagdad, le département d’État avait lancé un appel urgent à des volontaires arabophones pour prêter assistance au nouveau gouvernement par intérim sous égide américaine, alors en très grande difficulté. Ford était un vétéran de la diplomatie moyen-orientale, parlant un arabe presque parfait et occupant le confortable poste de numéro deux de l’ambassade américaine à Bahreïn. Comme nombre de ses collègues, il était loin d’avoir foi en l’aventure irakienne lancée par l’administration Bush. Mais il semblait qu’on ait véritablement besoin de lui. Il s’était donc porté volontaire et avait embarqué peu de temps après à bord d’un avion de transport militaire, direction l’Irak. Il était arrivé au mois d’août 2003 dans une capitale encore sous le choc de l’attentat contre le quartier général des Nations unies au cours duquel Sergio Vieira de Mello avait trouvé la mort. Sa première mission l’avait envoyé dans la ville sainte chiite de Najaf où il devait servir d’agent de liaison auprès d’un contingent de marines américains chargés de sécuriser l’agglomération. Mais les militaires qu’il rencontra tenaient surtout à quitter l’Irak aussi vite que possible, et les dirigeants locaux se retrouvaient aux prises avec un conflit opposant des milices chiites rivales que les Américains cherchaient à désarmer.

Moins d’une semaine après son arrivée, Ford avait tenu à rencontrer les miliciens chiites. Il avait pour principe de prendre les problèmes à bras-le-corps et il avait entrepris d’entrer le plus vite possible en contact avec les chefs de la communauté, de nouer avec eux des relations à l’écart de la base des marines. Un samedi après-midi, alors qu’il rencontrait un des plus

importants imams de la ville, un groupe de 25 miliciens fit irruption dans la maison où ils se trouvaient, l'arme au poing, encerclant Ford ainsi que le commandant des marines qui l'accompagnait. Ils s'emparèrent d'un jeune interprète irakien qu'ils traînèrent dehors avant de le battre sauvagement à coups de poing et à coups de pied.

Ford se saisit de la seule arme dont il disposait : le bluff. Il s'approcha à quelques centimètres de celui qui semblait être le chef.

« Je suis Robert Ford et je représente ici la coalition de Bagdad, commença-t-il à expliquer en arabe. Je dois rencontrer le chef de votre milice ce soir, à minuit. Vous lui direz que je serai en retard puisque je suis votre prisonnier. »

Cela marcha. On relâcha les Américains, et les miliciens regagnèrent précipitamment leurs véhicules, non sans avoir libéré l'interprète irakien dont les blessures se révélèrent suffisamment graves pour nécessiter une hospitalisation. Quelques minutes plus tard, Ford demandait instamment à son escorte de marines de se rendre aussitôt chez le chef du groupe de miliciens ; il y avait sans doute moyen de tirer profit de cet épisode pour conclure un accord de désarmement.

Le marine jeta un regard noir à Ford, ce diplomate hyper-énergique qui avait apparemment des pulsions suicidaires.

« Complètement taré », jura-t-il. Les Américains retournèrent à leur base.

Les tentatives de rapprochement de Ford reprirent dès le lendemain, mais déceptions et frustrations eurent tôt fait de s'accumuler. Plusieurs mois plus tard, quand on lui demanda officiellement de retourner une deuxième fois en Irak, ce n'est pas le danger physique qui l'invita à dire non. Pas plus que le climat épouvantable, les conditions de vie spartiates, les douches glacées ou les querelles religieuses et tribales irakiennes, aussi terriblement complexes que fluctuantes. Non, c'était le sentiment de gâchis et d'inutilité qui, pareil à un nuage toxique, planait au-dessus de chaque initiative.

« Non, non, non. J'ai déjà été volontaire une fois pour l'Irak et je ne veux pas y retourner, expliqua Ford au téléphone à son supérieur qui lui

demandait de repartir. Là-bas, c'est sans espoir. Tout ça ne rime à rien. Je ne veux absolument plus m'en mêler. »

Et pourtant, il repartit. Il repartit pour la Zone verte et ses contrastes surréalistes : des palaces avec piscines entourées de palmiers voisinant avec de tristes baraquements et leurs sacs de sable offrant une protection limitée contre les obus de mortier qui tombaient du ciel au hasard, comme des fléchettes qu'aurait lancées un géant. Il repartit, malgré la colère de sa femme et malgré ses propres appréhensions : fallait-il à nouveau gâcher une partie de sa vie – et peut-être plus – pour ce qui était certainement une cause sans espoir ? Il repartit, parce qu'il estimait ne pas avoir le choix.

« On ne peut pas refuser, à moins de démissionner, a-t-il expliqué plus tard. Et nous n'étions pas assez riches pour pouvoir démissionner. »

La réalité était que l'ordre de transfert de Ford émanait du sommet même du département d'État. John Negroponte, tout récemment nommé ambassadeur des États-Unis en Irak, avait demandé au secrétaire d'État Colin Powell d'attribuer au diplomate le poste prestigieux de conseiller politique auprès de la mission américaine. Ford était relativement jeune pour cette fonction, mais la franchise avec laquelle il avait évalué l'impact de la guerre d'Irak sur l'ensemble de la région dans ses notes internes et ses e-mails avait suscité l'admiration de Foggy Bottom*. Ses collègues admiraient également le courage et la détermination dont il avait fait preuve au cours de plusieurs années de service dans certains des coins les plus difficiles du Moyen-Orient. Ce volontaire du Corps de la paix qui maîtrisait cinq langues avait passé l'essentiel de sa vie professionnelle dans des villes de province, de l'arrière-pays marocain jusqu'à la côte turque, travaillant de la même façon qu'un journaliste pour connaître les us et coutumes locaux et se constituer un réseau de contacts. D'après ses amis, rien ne l'impressionnait.

« Il a passé toute sa carrière dans des endroits dangereux, a dit de lui Robert Neumann, ancien ambassadeur des États-Unis en Afghanistan. Il n'est pas du genre à rester dans [l'ambassade], mais plutôt à s'aventurer à l'extérieur pour se constituer un large éventail de contacts. Si l'on a besoin

de se sentir constamment en sécurité, ça ne sert absolument à rien de faire ce genre de boulot2. »

Cette fois-ci, le rôle de Ford serait différent. Sentant qu'elle perdait totalement la main sur son aventure irakienne, l'administration Bush avait décidé d'accélérer la mise en place d'un gouvernement irakien par intérim, lequel était censé devenir au plus vite le principal responsable du maintien de la sécurité et de l'organisation des élections. L'insurrection que Washington avait mis tant de temps à reconnaître était maintenant un fait indiscutable dont les coûts – financiers, politiques et humains – grimpaient en flèche. Comme la prochaine élection présidentielle américaine approchait, « il fallait foncer, en avant toute, pour rendre leur souveraineté aux Irakiens et se tirer de là », a raconté plus tard Ford.

C'est pourquoi l'Autorité provisoire de la coalition allait se retirer des affaires et céder la place à un nouveau gouvernement irakien de transition, dirigé par un nouveau Premier ministre par intérim, Iyad Allaoui. La transition eut officiellement lieu le 28 juin 2004, moins d'une semaine avant l'arrivée de Ford. Les Américains s'engageaient à ne rester que le temps nécessaire à ce que le pays soit assez solide pour se débrouiller seul. Combien de temps cela prendrait-il ? Certainement des mois ; peut-être même un an. Personne ne le savait. Les villes sunnites situées au nord et à l'ouest de Bagdad sombraient à toute vitesse dans l'anarchie, et des quartiers entiers de Falloujah et Ramadi étaient de fait contrôlés par les insurgés, parmi lesquels on comptait des étrangers venus en Irak pour faire le djihad. Les nouveaux dirigeants irakiens et leurs bailleurs de fonds américains avaient désespérément besoin d'alliés chez les sunnites : des personnalités respectées et crédibles qui pourraient aider à pacifier la région et guider les tribus vers une transition démocratique avec ses élections et son gouvernement d'unité nationale où le pouvoir serait équitablement réparti entre sunnites, chiites et Kurdes.

Une des missions de Ford consistait à trouver ce genre de partenaires et à tenter de les rallier à cette cause. Moins d'un mois après son arrivée, il se rendit à Falloujah et rencontra des responsables militaires américains ainsi

que des diplomates arabes pour évaluer l'ampleur de la tâche qui l'attendait. C'était pire que ce qu'il avait imaginé. À Falloujah, capitale de l'insurrection et traditionnellement la ville » la plus rebelle d'Irak, les habitants étaient loin d'être d'humeur à négocier. De temps à autre, les marines liquidaient bien quelques cibles depuis leur base aux abords de la ville, mais un officier expliqua à Ford qu'au cours des semaines qui avaient suivi le meurtre de quatre citoyens américains travaillant pour une société de sécurité privée, Falloujah était resté majoritairement « zone interdite » pour l'armée US.

« Les rebelles et les combattants étrangers opèrent pratiquement sans contraintes dans la ville », expliquait un câble classifié du département d'État où était relaté l'entretien de Ford avec les marines. « Les forces de la coalition cherchent néanmoins toujours à enrayer les progrès des insurgés et des djihadistes étrangers en effectuant des frappes chirurgicales visant des cibles liées à Abou Moussab Al-Zarqaoui qui se trouvent à l'intérieur même de la ville ; cela afin d'empêcher que Falloujah ne devienne un sanctuaire pour les extrémistes3. »

Un diplomate jordanien qui entretenait d'étroits contacts avec certains représentants des tribus sunnites dressait un tableau totalement désespéré de la situation. Les sunnites demeuraient fermement opposés à la présence américaine en Irak et, même si certains ne voyaient pas d'un bon œil l'afflux de rebelles étrangers, d'autres y voyaient un rempart contre les persécutions des milices chiites qui entendaient prendre leur revanche après des décennies de domination sunnite. En désespoir de cause, plusieurs aînés des tribus avaient même envisagé de restaurer la monarchie irakienne renversée par le coup d'État de 1958, racontait-il.

« Les sunnites sont hostiles, divisés, ils n'ont pas de chef et sont incapables d'imaginer une solution politique acceptable pour les autres », avait expliqué ce diplomate à Ford, selon un câble qui, de façon assez troublante, faisait écho à la propre analyse de Zarqaoui concernant la minorité sunnite du pays.

Il y avait un autre obstacle, nettement plus difficile à évaluer à l'aune d'entretiens diplomatiques. Quelque part à l'ouest, dans le désert, Zarqaoui mettait au point son propre projet pour le territoire sunnite irakien. Et alors que ses idées allaient à l'encontre de celles des Américains de tous les points de vue imaginables, il collectait lui aussi des renseignements, recrutait des alliés et jetait les fondations d'un futur gouvernement.

Plusieurs décennies d'expérience dans le monde de la diplomatie avaient appris à Ford que presque tous les conflits peuvent avoir une solution politique. Même les sunnites et les chiites finiraient par se lasser des massacres et des destructions, et ils tâtonneraient pour trouver une solution permettant aux deux camps de coexister pacifiquement en tant qu'Irakiens. Mais le but de Zarqaoui n'était pas l'Irak, et il n'avait aucun avantage à tirer de cette coexistence. Le but de Zarqaoui était de tout raser, de tout détruire, de laisser derrière lui une terre exsangue, bien trop ravagée pour qu'y soit restauré un pays séculaire nommé Irak.

La ville de Ramadi, à une heure de route à l'ouest de Bagdad, n'était pas encore la « capitale de l'État islamique d'Irak », comme la baptiseraient bientôt les disciples de Zarqaoui. Mais au début de l'été 2004, il y avait déjà peu de doute sur ceux qui la contrôlaient.

Ramadi, dont les immeubles bas en béton et les palmiers s'étirent le long de l'Euphrate, avait l'apparence post-apocalyptique d'une ville qui a été zone de feu à volonté entre deux puissantes armées. Des immeubles décapités s'alignaient le long de rues commerçantes désertées et jonchées de débris de béton et d'éclats de verre. Habitants et voitures s'y déplaçaient à toute vitesse, en slalomant, comme s'ils étaient pourchassés par des assaillants invisibles. À l'abri de leurs murs de sacs de sable et de leurs barrages Hesco dressés à la périphérie de la ville, les responsables militaires américains affirmaient que Ramadi était bien sous leur contrôle. En réalité, la juridiction américaine ne s'étendait qu'à leurs bases et avant-postes et à la portée de leurs armes lourdes. Lorsque les marines patrouillaient dans les

quartiers de la ville, les insurgés se mettaient immanquablement à grouiller comme des cafards dans les ruelles.

Zaydan Al-Jabiri les regardait courir et ne disait rien. L'éleveur et chef tribal sunnite qui avait autrefois tenté de servir de médiateur entre Irakiens et Américains avait depuis longtemps abandonné toute velléité de jouer les pacificateurs. Pareille démarche n'était pas seulement frustrante ; elle était aussi dangereuse. Un des plus vieux amis du cheikh, professeur de physique à l'université d'Anbar, avait ainsi pris le risque d'accepter de rencontrer des responsables de l'Autorité provisoire de la coalition venus à Ramadi, afin de discuter des moyens d'enrayer les éruptions de violence qui avaient transformé toute une partie de la ville en un champ de ruines. Le lendemain de cette rencontre, le professeur était arraché de sa voiture pour être emmené à un carrefour où il fut abattu, en pleine rue.

Mais le plus souvent, la mort frappait au hasard ; c'en était terrifiant. Au cours des semaines qui suivirent la mort de 16 marines dans une série d'embuscades aux abords de la ville, les Américains furent d'humeur vengeresse. Tous les jours, des fusillades éclataient dans les quartiers résidentiels ; les balles perdues finissaient dans les chambres où dormaient des familles. Aux postes de contrôle, les sentinelles abattaient par réflexe les automobilistes qui arrivaient trop vite ou ne tenaient pas compte des avertissements qu'on leur hurlait en anglais. Dans le désert qui entourait Ramadi, 45 Irakiens avaient été tués lorsque des avions de guerre américains avaient pilonné un bâtiment dont les responsables de l'armée avaient affirmé qu'il s'agissait d'une planque pour insurgés. Les Irakiens affirmèrent que les avions de chasse avaient par erreur bombardé une cérémonie de mariage. Sur une vidéo amateur, on pouvait voir des cadavres de femmes, d'enfants et de bébés.

Outrés et humiliés, les sunnites de Ramadi avaient dans un premier temps réservé un bon accueil aux résistants, y compris aux islamistes étrangers qui avaient afflué dans la ville en promettant de faire fuir les envahisseurs. Comparés aux rebelles locaux, les islamistes étaient organisés, disciplinés et courageux. Mais on comprit bien vite que leurs plans allaient bien au-delà

de la lutte contre les Américains. Les étrangers se mirent à réquisitionner des logements et à collecter par la force des « taxes » et des marchandises auprès des commerçants. Proclamant qu'ils étaient désormais aux commandes, ils sillonnaient les quartiers résidentiels équipés d'armes lourdes ; ils imposaient un code moral très strict qui interdisait de boire et de fumer, mais aussi l'éducation des femmes, ainsi que la mode et les coiffures occidentales. Un habitant de Ramadi qui, par défi, avait allumé une cigarette sous les yeux d'un de ces islamistes, avait été abattu sur-le-champ.

Les affaires aussi en souffraient, même si les insurgés entreprirent assez sommairement de mettre en place des tribunaux et de maintenir les services les plus élémentaires. Il devint rapidement manifeste que les rebelles n'avaient ni la capacité ni l'envie de diriger quoi que ce soit. Leurs barrages et leurs engins explosifs improvisés faisaient de tout déplacement une activité à haut risque, même quand la cargaison consistait en vaches et en moutons, comme c'était le cas pour Zaydan. En ville, tout ce qui était emblématique d'une vie moderne et civilisée disparaissait petit à petit : le ramassage des ordures, le téléphone, l'électricité. Les commerces qui essayaient de rester ouverts se retrouvaient soumis à des règles arbitraires, parfois jusqu'à l'absurdité. Dans certains quartiers, les épiciers étaient menacés de châtiment s'ils disposaient concombres et tomates sur le même étal. Selon les djihadistes, ces légumes ressemblaient à des parties du corps masculin et féminin : il ne fallait donc pas les mélanger.

Malgré ces contraintes, certains commerçants avaient choisi de soutenir les islamistes, espérant au moins bénéficier de mesures de protection. Zaydan, lui, s'y refusa. Certes, la présence de troupes étrangères dans sa ville l'irritait. Mais il désapprouvait tout autant ce qu'il considérait comme l'impudence dont faisaient preuve les djihadistes en bravant l'autorité traditionnelle des tribus. La tactique adoptée par les islamistes l'atterrait et il méprisait leur comportement de voyous arrogants. Auprès de ses amis, il se plaignait du culte de la personnalité qui semblait se développer autour du

Jordanien nommé Zarqaoui, ce fantôme vêtu de noir dont les exploits étaient déjà devenus légendaires dans certains quartiers de la ville.

« Il s'entoure de la racaille d'Anbar, se lamentait Zaydan. Les gens acceptent cet homme parce que ce sont des moutons sans berger. Mais les hommes qui sont proches de lui sont des voyous, des personnes sans conscience. Et s'ils sont attirés par Zarqaoui, c'est parce qu'il a beaucoup d'argent[4]. »

Zarqaoui lui-même se montrait rarement en ville, mais ses adjoints irakiens acquirent bien vite une réputation de bouchers hauts en couleur. Le plus célèbre était un religieux fanatique nommé Omar l'électricien, un ouvrier qualifié au physique trapu et aux dents ébréchées qui, alors qu'il n'avait qu'une vingtaine d'années, avait tué un officier de police du gouvernement de Saddam Hussein pour venger le meurtre d'un de ses proches. Il avait cherché refuge auprès d'Ansar Al-Islam, le groupe islamiste qui avait abrité Zarqaoui dans les montagnes du nord-est de l'Irak. Lorsque Zarqaoui était arrivé à Bagdad, Omar l'électricien l'accompagnait ; il était monté en grade et était devenu le chef de la brigade de Zarqaoui à Falloujah. Sa bande était à présent une des plus célèbres d'Irak, organisant des attaques éclair contre les patrouilles américaines ou des enlèvements avec demande de rançon pour lever des fonds. Les otages qui n'avaient pas de quoi payer étaient abattus, mais pas par Omar lui-même. Il avait « juré qu'il ne décapiterait jamais personnellement un otage », expliqua un de ses camarades aux journalistes. « Il a dit qu'il choisissait des hommes qui n'ont pas de cœur pour commettre les meurtres à proprement parler[5]. »

Zarqaoui finit par solliciter des serments d'allégeance – des *bay'at* – auprès des chefs tribaux et des anciens d'Anbar. Au cours de l'été 2004, un de ses cousins fit ainsi savoir à Zaydan que Zarqaoui désirait un tel serment de sa part. Cette demande, la première des deux occasions où on lui fit ce genre de requête, fut transmise à Zaydan autour d'un café. « Vas-tu publiquement proclamer ton soutien à Zarqaoui ? » lui demanda son cousin.

Que répondre ? Au fond de lui, Zaydan était furieux. Quelle arrogance chez cet étranger – ce criminel – d'oser se figurer qu'il pourrait asseoir son

autorité sur les traditions tribales dont les lois s'exerçaient depuis des siècles ! Zarqaoui était peut-être même un agent américain, envoyé par Washington pour semer le trouble, afin que les Occidentaux et les Iraniens aient une excuse pour détruire totalement l'Irak et s'en partager les dépouilles.

Mais Zaydan lui-même n'osait pas proférer de telles idées à voix haute. Il choisit de contourner la question, pour le moment.

« Qui est Zarqaoui ? demanda-t-il dans un haussement d'épaules. Je ne l'ai jamais rencontré. »

En juillet 2004, l'administration Bush annonça qu'elle augmentait la récompense pour toute information permettant la capture de Zarqaoui, son montant passant de 10 à 25 millions de dollars. Le même prix que pour la tête de Ben Laden.

Zarqaoui fêta son ascension dans la liste des criminels les plus recherchés par une vidéo qu'il posta sur les sites djihadistes. Il y était présenté sous son nouveau surnom préféré – le « cheikh des égorgeurs » – et sa voix débordait d'assurance. Il y parlait de plusieurs guerriers musulmans célèbres, tel Moussa Ibn Nusayr, héros de la conquête islamique de l'Espagne, évoquant implicitement sa propre place dans l'histoire des grands hommes. Puis, avec passion, il appelait les musulmans d'Irak et du reste du monde à venir le rejoindre :

« Ceci est un appel à l'aide venu des profondeurs, à l'attention des lions de Bagdad et d'Al-Anbar, aux héros de Diyala et Samarra, aux tigres de Mossoul et du Nord : préparez-vous au combat[6]. »

Le public auquel tout cela était destiné savait désormais exactement de quel combat il parlait. Depuis le sauvage assassinat de Berg, les médias islamistes étaient inondés de récits de carnages inspirés par Zarqaoui. Les hommes du Jordanien avaient procédé à plusieurs dizaines d'exécutions, la plupart filmées, comme les décapitations d'un camionneur bulgare, d'un interprète sud-coréen et d'un entrepreneur égyptien. Quantité d'autres victimes devaient suivre, dont des Américains, des Britanniques, des

Japonais, des Autrichiens et des Italiens. Des Libanais victimes d'un enlèvement puis libérés grâce au versement d'une rançon évoquèrent des actes de torture d'une cruauté inimaginable dans des prisons de fortune : de pauvres travailleurs immigrés qui n'avaient pas d'argent pour payer leur rançon tués lentement à la perceuse électrique, d'autres victimes maintenues à terre jusqu'à ce qu'on leur arrache la langue. Les jeunes islamistes nés à l'étranger qui répondaient à l'appel au djihad de Zarqaoui finissaient le plus souvent dans une école pour kamikazes. Certains recevaient l'injonction de sacrifier leur propre vie pour détruire des cibles ; seul bénéfice de leur acte : le meurtre de quelques Irakiens innocents qui se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment.

En recrutant des candidats pour des attentats-suicides, Zarqaoui bravait en toute connaissance de cause une règle coranique qui interdit formellement aux musulmans de s'ôter eux-mêmes la vie. Certains érudits islamiques ont soutenu que les missions-suicides à caractère militaire étaient autorisées dans certaines circonstances extrêmes, et les djihadistes ont débattu des décennies entières pour décider d'où se situait la frontière. Zarqaoui s'était jeté sur une petite faille de la loi islamique et l'avait agrandie dans des proportions absurdes, faisant appel à des imams sélectionnés avec soin pour légitimer le recours à des « opérations martyres » répondant à ses objectifs. La conséquence fut, selon plusieurs chercheurs, un déferlement d'attentats-suicides sans précédent dans l'histoire du mouvement djihadiste.

Zarqaoui l'a écrit lui-même, ces actions constituaient « l'arme mortelle » que les djihadistes avaient « en leur possession » ; « une arme avec laquelle nous pouvons infliger les plus graves blessures à notre ennemi[7] ». Il ajoutait, avec un certain cynisme : « Sans compter le fait que ce type d'opérations exigent peu d'efforts de notre part ; elles ne sont pas très compliquées et sont pour nous les moins coûteuses. »

Dans la vidéo où il faisait appel à de nouvelles recrues, Zarqaoui égrenait les platitudes habituelles sur les récompenses célestes. Plus attrayante, peut-être, était son invitation à rejoindre un mouvement qui transcendait l'histoire elle-même. La libération des terres musulmanes était un objectif

qui valait la peine, mais ce n'était qu'un début. Zarqaoui ne promettait rien de moins qu'un reformatage de l'ordre mondial : « Vous devez vaincre l'Amérique, par Allah. Vous devez vaincre l'Amérique, même si cela peut prendre du temps. Il n'en restera qu'une verrue de honte sur la joue du temps. »

Pour la première fois, Zarqaoui révélait également sa conviction quant à sa propre destinée : celle d'un accoucheur du nouvel âge de l'islam. Il se référait aux passages apocalyptiques des hadiths où l'on décrit le combat de la fin des temps qui entraînera le triomphe ultime de l'islam. Selon les anciennes prophéties, la bataille finale de l'humanité sera livrée dans le nord de la Syrie, près d'un village nommé Dabiq. Cela n'est pas sans rappeler les premiers enseignements du christianisme sur la lutte épique entre les forces du bien et du mal, à Armageddon.

« Le feu [du djihad] brûlera, disait Zarqaoui, jusqu'à ce qu'il ait consumé les armées des croisés à Dabiq. »

C'était une proclamation téméraire. Et dans le monde entier, d'autres chefs islamistes et savants religieux en colère se mirent à argumenter contre le Jordanien.

Parmi ses critiques les plus virulents se trouvait un certain nombre de djihadistes dont quelques-uns connaissaient bien Zarqaoui. L'un des plus cinglants reproches vint de l'ancien codétenu et mentor du chef terroriste en Jordanie, celui qui avait été le premier à reconnaître le leadership de Zarqaoui dans la prison d'Al-Jafr. Abou Mohammed Al-Maqdisi avait de nouveau connu la prison pendant les années où Zarqaoui avait quitté le pays, et les divergences qui avaient surgi entre les deux amis lors de leurs dernières semaines de détention n'avaient fait que s'aggraver avec le temps. Aujourd'hui, Maqdisi voyait avec indignation son ancien protégé tuer des musulmans, hommes, femmes et enfants, ce qui n'avait plus rien à voir avec le renversement d'un dirigeant corrompu.

« J’entends et je suis de près le chaos qui fait actuellement rage en Irak, à travers lequel on cherche à souiller le djihad et son image pleine de noblesse en faisant sauter des voitures, en truffant les routes d’explosifs et en tirant des obus de mortier dans les rues, sur les marchés et les autres lieux fréquentés par les musulmans », écrivit-il dans un message qu’il posta sur son site personnel, supposant – à raison – qu’il serait lu par Zarqaoui. « Les mains des combattants du djihad doivent rester propres, afin de ne pas être tachées du sang de ceux à qui nul tort ne doit être fait, même si ce sont des pécheurs et des révoltés8. »

Maqdisi n’avait pas de scrupules quant à l’usage de la violence, mais il était à cheval sur les règles telles qu’il les entendait. Et certaines nuances échappaient quelque peu à l’élève Zarqaoui.

« Voici un exemple, écrivait-il : celui où le combattant outrepasse les limites de la charia en enlevant ou en tuant un musulman, pour une raison qui n’a rien à voir avec la charia – en affirmant par exemple qu’il travaille pour les infidèles, alors que travailler pour eux ne revient pas à aider les infidèles. »

Et il y avait autre chose : les attentats-suicides. Ils sont prohibés par l’islam, déclarait-il, sauf quand il n’y a pas d’autres moyens de livrer combat. Il ajoutait que les hommes de Zarqaoui avaient aggravé leur péché en se servant de kamikazes pour tuer des innocents. Le fait que les victimes ciblées soient des chiites n’était pas une excuse.

« Même si nos frères sunnites d’Irak ont des raisons légitimes, cela ne justifie pas de faire sauter des mosquées. Répandre le sang des chiites est une erreur que les combattants du djihad feraient mieux de ne pas commettre. »

La réaction négative à l’idéologie de Zarqaoui se propagea également dans l’ensemble de la communauté musulmane. Le rejet le plus significatif émana de son propre pays, et ce à l’instigation de l’homme qui, par son décret d’amnistie, était celui qui avait bien involontairement donné sa chance au terroriste en 1999.

En 2002, les hauts responsables américains avaient vertement reproché au roi Abdallah II d'avoir déclaré qu'envahir l'Irak reviendrait à « ouvrir la boîte de Pandore » tout en précisant qu'il ne tirerait aucun plaisir à voir ses prédictions devenir réalité. Écœuré par les attentats et les décapitations commis au nom d'Allah, le monarque organisa une série de réunions privées avec des experts religieux afin de déterminer comment tracer une frontière entre l'islam – la foi ancienne – et le credo plein de haine des *takfiri* dont se réclamait Zarqaoui pour justifier le meurtre de ceux qu'il considérait comme apostats.

La tâche ne s'annonçait pas facile. À la différence des chiites ou des catholiques, les sunnites ne disposent pas d'une hiérarchie religieuse qui tranche les questions d'ordre théologique. Les muftis, clercs sunnites d'un certain rang, peuvent proclamer des édits religieux, les fatwas, mais il arrive qu'ils aient entre eux de profonds désaccords sur un même sujet : ce qui peut être péché mortel pour l'un peut être considéré comme autorisé, voire obligatoire, pour l'autre. Depuis son arrivée en Irak, Zarqaoui était passé maître dans l'art d'exploiter les contradictions de la doctrine, en s'entourant d'imams qui pensaient comme lui et publiaient des fatwas cautionnant les attentats-suicides et le meurtre de musulmans innocents, autant d'actes susceptibles d'être considérés comme anti-islamiques selon toute lecture raisonnable des textes coraniques.

Pour le roi Abdallah, le meilleur antidote était une dénonciation vigoureuse, riche du poids moral de tous les courants de l'islam partout dans le monde. Il fallait que ce soit une déclaration claire et universelle, acceptable par les sunnites comme par les chiites, du Caire à Kaboul et de Téhéran à Tombouctou. Pour commencer, Abdallah désigna comme responsable des débats un de ses cousins, un érudit musulman qui avait étudié à Cambridge, le prince Ghazi Ben Mohammed. Il réunit ensuite les principaux imams et experts religieux du pays pour mettre au point une déclaration destinée à répondre à trois questions fondamentales :

Qu'est-ce qu'un musulman ? Qui a le pouvoir de prononcer des fatwas ? Et dans quelles circonstances un musulman peut-il en qualifier un autre

d’apostat ?

Le 9 novembre 2004, le roi prit place aux côtés du juge suprême de Jordanie, Izz Al-Din Al-Tamimi, pendant que celui-ci lisait une courte déclaration dont Abdallah espérait qu’elle servirait de modèle au rejet des croyances *takfiri* par les musulmans.

« Nous dénonçons et condamnons aujourd’hui l’extrémisme, le radicalisme et le fanatisme, à l’instar de nos prédécesseurs qui les ont dénoncés et s’y sont opposés tout au long de l’histoire islamique. Du point de vue religieux et moral, nous dénonçons le concept moderne de terrorisme associé à des pratiques injustifiées, sous quelque forme que ce soit. Ce genre d’actes constitue des agressions contre la vie humaine sous une forme tyrannique qui transgresse les commandements divins9. »

Cette déclaration trouva peu d’écho en Occident. À Washington, les médias et le monde politique étaient occupés à disséquer la réélection sur le fil du président George W. Bush contre son rival démocrate John F. Kerry, la semaine précédente. Trente-six heures après la proclamation, le projecteur passa sur la France, où le dirigeant palestinien Yasser Arafat mourait en recevant un traitement contre la grippe, plongeant la majeure partie du monde arabe dans les convulsions du deuil.

Abdallah continua néanmoins à faire pression sur les chefs musulmans pour qu’ils soutiennent sa déclaration. Quelques mois plus tard, plus de 200 savants islamiques – qui représentaient plus de 50 pays, de l’Arabie saoudite à l’Égypte en passant par l’Iran et le Liban – se réunirent dans la capitale jordanienne pour rédiger une déclaration plus complète exprimant le même rejet absolu de toute violence d’inspiration religieuse. Au cours de l’année qui suivit, ce furent au total 500 exégètes et 7 assemblées internationales islamiques qui approuvèrent officiellement ce qui allait porter le nom de « Message d’Amman ».

« Il n’est ni possible ni permis de déclarer apostat un groupe de musulmans – quel qu’il soit – qui croit en Dieu », disait la déclaration.

C’était la première fois que des érudits et des chefs religieux venus de tout le monde islamique se réunissaient pour dénoncer collectivement

l'idéologie des *takfiri*, dans une déclaration qui faisait consensus et dont on considérait qu'elle engageait l'ensemble des musulmans pratiquants. Personne ne s'attendait à un arrêt immédiat du carnage irakien, et les massacres se poursuivirent d'ailleurs comme avant. Rétrospectivement, en repensant à son initiative, Abdallah devait pourtant dire qu'il n'y avait pas d'autre choix que de procéder à cette dénonciation. Même si Zarqaoui s'attaquait aux Américains et aux chiites, ses principales cibles étaient en fin de compte les esprits des jeunes musulmans qu'il espérait gagner à sa cause. Chaque attentat montré aux informations du soir, chaque vidéo grotesque postée sur Internet le rapprochait de son objectif. Et jusqu'à présent, le reste du monde musulman n'avait rien de substantiel à offrir en réponse.

« La capacité de certains extrémistes à influer sur les perceptions en ayant recours à des actes de barbarie impose aux modérés de toutes les religions le devoir de s'exprimer, a écrit le roi. Si la majorité reste silencieuse, ce sont les extrémistes qui domineront le débat10. »

Il y avait quelqu'un d'autre qui cherchait à s'attirer les sympathies des jeunes musulmans – quelqu'un qui commençait à considérer Zarqaoui d'un œil de plus en plus bienveillant. Oussama Ben Laden n'avait jamais caché son aversion personnelle à l'encontre du Jordanien. Mais trois ans après les attentats du 11 septembre 2001, il avait désespérément besoin de quelque chose que Zarqaoui pouvait peut-être lui offrir : une victoire.

Le fondateur d'Al-Qaïda était prisonnier d'un exil qu'il s'était lui-même fabriqué, et il ne pouvait pas faire grand-chose d'autre que de faire connaître ses instructions et ses avis par courrier à des agents qui se trouvaient à des centaines de kilomètres de distance. En cooptant Zarqaoui, Al-Qaïda pourrait partager le mérite de ses succès et tirer une énergie nouvelle de sa soudaine et brûlante célébrité. Avec le temps, l'organisation pourrait aussi contenir certains des pires excès de Zarqaoui.

Ce partenariat fut officiellement confirmé par Ben Laden dans un enregistrement audio diffusé sur les chaînes d'information arabes. Avec sa

sobriété habituelle, il annonçait la naissance d'une nouvelle branche du mouvement Al-Qaïda et une impressionnante promotion pour l'homme qu'il désignait comme le chef de celle-ci.

« Sachez que le frère moudjahid Abou Moussab Al-Zarqaoui est l'émir d'Al-Qaïda pour l'organisation du djihad au pays des deux fleuves, disait Ben Laden. Les frères de l'Organisation sont tenus de l'écouter et de lui obéir, pour [leur] bien11. »

Du côté de Zarqaoui, la réponse – une réponse totalement mise en scène, estimèrent les analystes occidentaux – débordait d'enthousiasme. Elle annonçait une fusion historique, dont les implications concrètes allaient « apporter une grande joie au peuple islamique, surtout à celui qui est au front12. »

« C'est après l'annonce de bonnes nouvelles en ce mois béni que le chef de Tawhid wal-Jihad, Abou Moussab (que Dieu le protège) et ses disciples déclarent leur allégeance au cheikh des moudjahidin de notre temps, Abou Abdallah Oussama Ben Laden, que Dieu le protège. »

Plus qu'un simple partenariat, cette fusion marquait un nouveau départ, la naissance d'un mouvement qui allait purifier les terres d'islam « de tous les infidèles et des immondes apostats » et paver la route pour une restauration du califat.

« C'est indéniablement le signe que la victoire est proche, si Dieu le veut, et cela symbolise un retour à notre passé glorieux, poursuivait Zarqaoui. Nous devrons, avec toute notre colère, insuffler la peur chez les ennemis de l'islam. »

Zarqaoui promettait à Ben Laden qu'il lui obéirait « même s'il lui commandait de plonger dans l'océan ». Mais il ne résistait pas à souligner le fait que c'était Ben Laden qui s'était ravisé et avait accepté son plan pour diriger l'insurrection. « Les plus généreux de nos frères d'Al-Qaïda ont fini par comprendre notre stratégie, écrivait-il, et leurs cœurs ont appris à apprécier ses méthodes et sa grande mission. »

Al-Qaïda disposait donc maintenant officiellement d'une franchise en Irak, et le voyou mal dégrossi de Zarqa avait un nouveau titre : celui d'émir,

le « prince ». L’ordre de mission attribué à la nouvelle franchise d’Al-Qaïda venait d’Oussama Ben Laden en personne : empêcher les élections en Irak.

* Quartier de Washington où sont situés les bureaux du département d’État américain. (*N.d.T.*)

14

« Vous allez l’attraper ? »

Les premières élections de l’histoire irakienne destinées à former une Assemblée nationale étaient fixées au 30 janvier 2005 et, dans la même déclaration audio où il accueillait Zarqaoui en son sein, Ben Laden proclamait que ce scrutin était un péché, « une apostasie contre Allah[1] ». Zarqaoui, quant à lui, était déjà en train d’œuvrer à ce que ce rendez-vous électoral tourne au fiasco. Nul besoin de paralyser l’ensemble du processus ; il n’avait qu’à écarter suffisamment de sunnites des bureaux de vote pour en discréditer les résultats. Sa campagne visant à faire de l’Irak une terre où la démocratie n’était pas la bienvenue semblait avoir été conçue à la seule fin de ruiner les efforts du conseiller politique en chef de l’ambassade américaine, dont l’impossible mission consista cet hiver-là à convaincre les hommes politiques sunnites de se porter candidats.

Robert Ford cherchait tout simplement à obtenir quelque chose qui, dans l’esprit de nombre des Irakiens qu’il sollicita, équivalait à leur arrêt de mort, voire à celui de leur famille. On ne pouvait que les comprendre. Au cours de l’année qui venait de s’écouler, plusieurs responsables gouvernementaux ou candidats sunnites avaient été abattus, poignardés, enlevés, s’ils n’avaient pas été tués dans l’explosion de leur maison ou de leur voiture. Ce qui désolait le plus Ford, c’était la situation dans laquelle se trouvaient certains Irakiens qu’il avait fini par connaître personnellement, comme Abd al-Karim Al-Barjas, le très nerveux gouverneur de la province d’Anbar. La première fois qu’il l’avait rencontré, c’était à Ramadi, lors d’un

de ses premiers voyages hors de la Zone verte, et cet ancien général de l'armée lui avait alors confié qu'il envisageait de démissionner, craignant pour sa sécurité. Cinq jours plus tard, les tueurs de l'organisation de Zarqaoui prenaient sa maison d'assaut et enlevaient ses trois fils, dont le plus jeune n'avait que 15 ans. Barjas avait aussitôt démissionné en échange de leur libération. Le remplaçant qu'on lui avait désigné à la hâte avait dû accepter le double poste de gouverneur et de maire de Ramadi, car personne d'autre n'en voulait dans la ville.

« Le gouvernement local est en état de crise », avait écrit Ford après sa visite à Ramadi, dans un câble confidentiel adressé à Washington2.

Ford poursuivit sa quête. Comme souvent au cours de cette période, il alla voir le seul responsable sunnite irakien dont il pouvait espérer qu'il s'exprime en toute franchise, même si ses paroles étaient parfois dures à entendre. Tareq Al-Hachémi était un ancien colonel de l'armée dont l'excellent anglais et les costumes sur mesure trahissaient les affinités avec l'Occident. Ses longues diatribes contre les ratés de l'occupation américaine provoquaient fréquemment la colère des huiles de l'ambassade, mais il avait un esprit particulièrement affûté et une connaissance approfondie des mouvements politiques sunnites ; en outre, il n'avait pas peur de dire vraiment ce qu'il pensait. Ford l'écoutait respectueusement ; d'ailleurs, les deux hommes étaient devenus amis.

Alors qu'il était âgé d'une trentaine d'années, Hachémi s'était engagé de façon clandestine dans la politique irakienne en rejoignant le parti issu des Frères musulmans, cette organisation religieuse conservatrice qui a des ramifications à travers tout le monde islamique. Tout en obtenant en parallèle un diplôme de troisième cycle en économie, il avait grimpé les échelons de cette formation qui avait pris le nom de Parti islamique irakien (PII), dont il était d'ailleurs le chef depuis 2004. Après le renversement de Saddam Hussein, le parti s'était retrouvé par défaut la faction politique sunnite la plus solide ainsi que la mieux organisée et, lorsque les Américains avaient fixé au mois de janvier l'élection d'une Assemblée constituante, il avait approuvé cette initiative et proposé une liste de

candidats. Mais quelques semaines avant le vote, il avait changé d'avis du tout au tout et s'était retiré du scrutin.

Voilà pourquoi Ford avait quitté la Zone verte pour se rendre à la villa de Hachémi et lui demander de revenir sur sa décision. Le colonel à la retraite, d'une beauté rude avec ses cheveux argentés coupés très courts et sa barbe bien taillée, se montra comme toujours affable, s'adressant au diplomate par son prénom. Puis il invita Ford et ses compatriotes américains à aller voir ailleurs.

« Nous n'allons pas présenter de candidats aux élections, parce que nous ne voulons pas nous faire tuer », expliqua-t-il le plus simplement du monde3.

Hachémi avait une longue liste de récriminations qu'il récitait à tous les Américains prêts à l'écouter. Cela commençait généralement par le grief que partageaient la plupart des sunnites irakiens : depuis la chute de Saddam Hussein, ils se retrouvaient politiquement marginalisés – et pour beaucoup de ceux qui habitaient certains quartiers ethniquement mixtes, brutalisés – par des chiites en quête de revanche après des décennies d'oppression. Des sunnites avaient été chassés des quartiers chiites de Bagdad et de Bassora, d'autres avaient été torturés ou assassinés par des gangs et même par des policiers chiites. Bien sûr, on commettait des meurtres dans les deux camps, mais cela n'empêchait pas que de nombreux sunnites, après avoir bénéficié pendant des dizaines d'années, sous Saddam, d'un statut privilégié, soient outrés de voir que les forces américaines étaient incapables de mettre fin à ces attaques. Au lieu d'assurer la sécurité, les troupes d'occupation faisaient des descentes en pleine nuit chez les sunnites, à la recherche d'armes ou d'insurgés, détruisant leurs biens et violant des tabous culturels arabes tels que l'interdiction aux étrangers de pénétrer dans les pièces où dorment des femmes et des enfants.

« Vous nous arrêtez à tort et à travers, se plaignit Hachémi. Et souvent, vous vous trompez ; alors vous portez tort aux gens comme moi. »

Mais n'y avait-il pas des sunnites qui tiraient sur les soldats américains et faisaient exploser leurs Humvee ? demanda Ford. Et les sunnites qui

accordaient refuge à des terroristes comme Zarqaoui ?

Hachémi, Ford le savait parfaitement, n'approuvait pas non plus les agissements de Zarqaoui et des combattants étrangers qui s'étaient emparés de villages entiers ainsi que de zones urbaines dans l'ouest du pays. Quelques semaines plus tôt, les troupes américaines avaient engagé une violente bataille, immeuble par immeuble, pour les chasser de Falloujah, uniquement pour les voir se réfugier à Ramadi et dans d'autres villes. Zarqaoui avait transformé plusieurs quartiers résidentiels sunnites en véritables zones de guerre, et des Irakiens innocents mouraient dans des attaques à la voiture piégée. Mais Hachémi n'en démordait pas :

« Bien sûr qu'ils vous combattent. Vous faites de leur vie un enfer. »

Ford savait très bien qu'en dépit de ces propos pleins de colère, Hachémi souhaitait que les sunnites aient en tant que tels voix au chapitre dans le futur gouvernement irakien. Mais pour le moment, tant que Zarqaoui diffuserait des messages promettant la mort aux premiers Irakiens qui se porteraient candidats ou feraient la queue devant les bureaux de vote, c'était impossible. Hachémi expliquait qu'en son âme et conscience, il ne pouvait pas demander à ses coreligionnaires de prendre un tel risque.

« Dans des endroits comme Ramadi et Falloujah, ils seront assassinés par des sunnites jusqu'au-boutistes. Et à Mossoul, s'ils ne se font pas assassiner, il y aura de toute façon un boycott ; alors à cause de votre stupide système représentatif à la proportionnelle, ils perdront, au bénéfice des chiites et des Kurdes. »

Les semaines qui suivirent, Ford et ses collègues de l'ambassade envoyèrent plusieurs rapports dans lesquels ils imploraient l'administration Bush de retarder les élections jusqu'à ce que la situation s'améliore et que les sunnites acceptent d'y participer. Les États-Unis ne pouvaient se porter garants d'un scrutin qu'un tiers de la population du pays considérait comme illégitime, prévenaient-ils.

« Voici ce que nous avons dit à Washington : les chiites vont voter, les Kurdes vont voter, mais les sunnites ne voteront pas, a raconté plus tard

Ford. Vous aurez un gouvernement chiite-kurde gravement asymétrique, sans le moindre sunnite. Et cela ne fera qu'aggraver les problèmes. »

C'était un message que peu de ceux qui occupaient les échelons les plus élevés de l'administration Bush étaient prêts à entendre. Certains responsables de cette même administration suggérèrent que l'on mette en place des systèmes alternatifs pour que les sunnites puissent voter depuis chez eux, sans s'exposer à des actes de violence dans les bureaux de vote. Une de ces propositions consistait à permettre aux Irakiens de voter par Internet ou par téléphone portable, mais elle fut rapidement rejetée, car impraticable. Même en supposant que l'on ait pu trouver suffisamment d'ordinateurs, d'importants secteurs de la province d'Anbar ne bénéficiaient que sporadiquement de l'électricité, et parfois pas du tout. Lorsque Ford pointa ces impossibilités, un conseiller de la Maison Blanche lui reprocha vertement de « ne pas se montrer très coopératif ».

Le président Bush insista pour que la date soit quoi qu'il en soit maintenue. Le plan de la Maison Blanche était le suivant : il y aurait des élections pour former une assemblée constituante qui rédigerait une nouvelle constitution, puis un deuxième scrutin pour élire un nouveau parlement et, enfin, un gouvernement irakien légitimement nommé, responsable du destin du pays et chargé d'en régler les multiples problèmes. Retarder les élections, ne serait-ce que d'un seul jour, revenait à retarder le moment où les États-Unis pourraient rendre symboliquement les clés du pays et s'en aller.

« Le président ne voulait pas en entendre parler », a raconté plus tard Ford.

Le 30 janvier 2005, ils furent plusieurs millions à se rendre aux urnes pour la première élection démocratique de l'histoire du pays. Les journaux télévisés montraient des Irakiens souriants brandissant leurs doigts tachés d'encre violette pour signifier qu'ils avaient bien accompli leur devoir électoral. Conformément aux avertissements de Zarqaoui, des insurgés commirent plusieurs attentats, principalement dans les bureaux de vote des régions sunnites. Il y eut au moins 44 morts.

Les hauts responsables américains et irakiens déclarèrent que ces élections étaient un succès. Malgré les actes de violence, la menace de Zarqaoui de « nettoyer les rues dans le sang » n'avait pas porté ses fruits.

Pourtant, sous un autre aspect, un aspect fondamental, le chef d'Al-Qaïda en Irak avait obtenu exactement ce qu'il voulait : dans tout le pays, de la frontière syrienne au golfe Persique, les électeurs sunnites ne s'étaient pas déplacés. Pour la province d'Anbar, le taux de participation chez les sunnites ne fut que de 2 %. Au cours des dix mois qui suivirent, les autres Irakiens allaient approuver le premier jet d'une constitution fixant la façon dont le pouvoir et les revenus pétroliers seraient répartis entre les trois principales factions religieuses du pays et ses 36 millions d'habitants. Mais pendant toutes ces discussions, la voix des sunnites demeura muette, et leur désespérance face à la dégradation de leur statut – une minorité privée de ses droits et persécutée dans un pays qui lui appartenait autrefois – ne ferait que s'accentuer dans les années à venir.

Face à la patiente insistance de Ford, Hachémi finit toutefois par accepter d'entrer dans l'arène politique et devint vice-président d'Irak ainsi que l'un des principaux avocats des intérêts sunnites. Mais à peine une semaine après sa prestation de serment, son frère et sa sœur furent tués lors de deux embuscades distinctes tendues par des nervis du réseau Zarqaoui, en plein dans les rues de Bagdad. Cinq mois plus tard, un autre de ses frères, un important conseiller militaire du gouvernement irakien, était abattu à son domicile.

Deux jours après les funérailles de sa sœur, Hachémi donna une interview à la BBC. L'heure n'était plus aux déclarations tonitruantes habituelles, et sa voix légèrement tremblante trahissait toute l'émotion d'un homme qui venait d'enterrer deux des siens, assassinés dans le but de l'effrayer suffisamment pour le pousser à la démission. Mais il répéta avec insistance qu'il ne partirait pas :

« Nous sommes satisfaits de voir que nous sommes sur la bonne voie. Le sang qui a été versé et les martyrs qui sont tombés sont le prix que nous devons payer[4]. »

Le nombre de morts ne cessait d'augmenter ; celui des ennemis de Zarqaoui aussi. Même dans la province d'Anbar, où tant d'habitants avaient été heureux de voir les combattants étrangers assassiner soldats américains et chiites, il y en avait qui étaient désormais prêts à livrer le terroriste aux occupants s'ils en avaient la possibilité. Presque tous les jours, les postes de police, les soldats en patrouille, les informateurs recevaient de nouveaux tuyaux qui remontaient toute la chaîne du renseignement pour aboutir à Bagdad, au centre d'opérations de la CIA, en constante expansion.

En février 2005, c'est un tuyau de ce genre qui faillit permettre d'attraper Zarqaoui. Tout se déroula sous les yeux de l'agent Nada Bakos alors qu'elle suivait en direct sur un écran – d'abord hypnotisée, puis inquiète et enfin furieuse – les images filmées par un drone de surveillance.

L'information qui était parvenue aux Américains était celle-ci : le 20 février, un des principaux lieutenants de Zarqaoui allait emprunter l'autoroute qui reliait Falloujah à Ramadi pour se rendre à une réunion de la plus haute importance. On avait estimé qu'il était plus que probable que Zarqaoui soit également du voyage, et on avait positionné un drone de surveillance et plusieurs équipes de commandos le long de la route afin de pouvoir tout observer.

Comme on s'y attendait, vers le milieu de l'après-midi, le drone repéra la voiture de l'homme de Zarqaoui et se mit à la tracer alors qu'elle roulait vers l'ouest5. Deux autres véhicules, dont un pick-up, la suivaient discrètement à distance sur cette route plate et déserte, bordée de fermes irriguées et de datteraies.

L'apparition soudaine d'un barrage militaire fit s'arrêter le petit convoi dans un crissement de pneus. Le véhicule de tête se retrouva d'un coup encerclé par plusieurs soldats mais les deux autres quittèrent la route, virèrent brutalement et partirent chacun dans une direction. Là-haut, le drone bloqua sa caméra sur le pick-up tandis que son conducteur, soit par instinct soit alerté par le sifflement aigu de l'appareil, se mit à faire de violents zigzags, sans doute dans le but d'échapper aux missiles qui

auraient pu le viser. Tentant vainement de semer le drone, il enchaîna dérapages et mouvements brusques, évitant de peu la collision avec des voitures abandonnées et des panneaux de signalisation.

Bakos regardait tout cela, pétrifiée. Quel incroyable coup de chance ce serait si la carrière de Zarqaoui s'achevait dans une carcasse de métal tordu sur la route de Ramadi, pensa-t-elle.

« Plante-toi ! hurla-t-elle aux images muettes qui défilaient sur l'écran. Meurs dans cette voiture, maintenant[6] ! »

Mais Zarqaoui ne devait pas mourir, pas ce jour-là. Le pick-up en fuite changea à nouveau brutalement de direction et emprunta un chemin de terre qui menait à une modeste ferme au milieu d'une palmeraie touffue. Une silhouette jaillit hors du camion, mais le véhicule continua à foncer avant de s'arrêter sous une canopée de palmes.

On aurait alors pu attraper Zarqaoui, si un bug technique ne s'était pas produit au pire moment imaginable pour les Américains. La caméra de surveillance du drone choisit en effet de se réinitialiser à l'instant précis où le Jordanien s'échappait au milieu des palmiers. Lorsque les soldats américains arrivèrent, ils durent progresser lentement parmi les arbres, en se déplaçant avec une extrême prudence pour éviter pièges et embuscades. Mais les fugitifs avaient déjà disparu depuis longtemps, abandonnant leur pick-up coincé contre un palmier. En fouillant le véhicule, les soldats firent une découverte extraordinaire. Posés sur la banquette, il y avait un ordinateur portable – celui de Zarqaoui – et, à côté, un sac contenant l'équivalent de plusieurs centaines de milliers de dollars en différentes devises. Les occupants du camion avaient tellement paniqué qu'ils n'avaient même pas pris le temps d'emporter ces trésors avec eux.

Il fallut deux semaines pour briser le cryptage de l'ordinateur et beaucoup plus de temps pour traduire et analyser l'intégralité du disque dur. À ce moment-là, la plupart des éléments à exploiter dans l'immédiat – adresses de planques, plans d'opérations, numéros de téléphones portables – étaient devenus obsolètes. Mais le contenu de l'appareil se révéla tout de même

extrêmement précieux : jamais les analystes américains n'avaient été en mesure de pénétrer aussi profondément dans le cerveau de Zarqaoui.

Il y avait un fichier qui contenait plusieurs dizaines de photographies, dont une série destinée à des passeports où l'on voyait Zarqaoui essayer différents looks et déguisements, qui allaient du businessman rasé de près avec lunettes à monture de métal, au cheikh arabe avec moustache et keffieh à carreaux. Dans un autre, on trouva ses dossiers médicaux, avec encore plus de photos mais aussi des notes sur les soins qu'il avait reçus pour ses différentes blessures de guerre. Il y avait des mémos, des e-mails exposant les modifications apportées à la structure du groupe, au sein duquel Zarqaoui avait créé pour lui-même le rôle de « commandant des opérations » tout en accordant plus de visibilité aux Irakiens devenus les chefs nominaux d'Al-Qaïda en Irak. D'autres dossiers contenaient de longs e-mails envoyés aux chefs d'Al-Qaïda, dont Ben Laden, ainsi que des présentations PowerPoint et plusieurs vidéos d'une valeur inestimable : des réunions du conseil de direction du groupe, où Zarqaoui parlait projets et stratégie. Si certains de ces documents étaient déjà connus des experts de l'antiterrorisme américains, d'autres étaient totalement nouveaux.

« Il y avait une note d'information PowerPoint de la même précision que celles que peuvent nous transmettre nos commandements, a expliqué un analyste militaire qui a étudié de près le contenu des ordinateurs. L'organigramme de l'organisation – tout était là. C'était un véritable *Who's who*[7]. »

On trouva le film d'un conseil de guerre dans son intégralité, un morceau d'intimité pris sur le vif, aussi fascinant que terrifiant. On y voyait des tueurs endurcis assis en cercle sur des couvertures, comme des écoliers, en train d'écouter, totalement absorbés, l'un des leurs chanter et un autre réciter des poèmes. Quand venait le tour de Zarqaoui, il racontait des blagues et des anecdotes. Puis il évoquait son projet pour l'Irak et la région, expliquait comment, sur les décombres et les cendres, les djihadistes jetteraient les fondations de quelque chose de totalement nouveau, et pourtant aussi ancien que l'islam.

Ici, Zarqaoui déviait de l'usuelle rhétorique djihadiste. Il arrivait que d'autres islamistes radicaux fassent allusion à une restauration du califat, celui de l'âge d'or de l'islam, où tous les musulmans vivaient sous une seule autorité religieuse qui effaçait les frontières nationales imposées par l'Occident. Mais Zarqaoui ne parlait pas d'un futur lointain. Il parlait de ce califat au présent, un présent où il était à la tête d'une armée de libération déjà en marche.

« Il était déjà en train de le mettre en place, a expliqué l'analyste militaire qui avait étudié le contenu du portable. Il avait une vision stratégique à très long terme. »

Nada Bakos fut elle aussi fascinée par la prestation de Zarqaoui. De retour au quartier général de la CIA à Langley, elle étudia tout ce qu'on avait découvert sur le portable. Les images ne firent que renforcer sa conviction. Ce qui guidait le Jordanien et ses plus fervents disciples était bien d'ordre pathologique : leur comportement sectaire et leurs considérations messianiques les différenciaient de Ben Laden et des siens. Une analyse officielle des psychologues de la CIA aboutit aux mêmes conclusions : on avait affaire à un pervers narcissique tout ce qu'il y a de plus classique. Zarqaoui semblait vraiment se considérer comme la réincarnation d'un des anciens guerriers islamiques qu'il admirait tant. Sa croyance en sa propre grandeur était à présent en train d'enfler, pareille à une tumeur. Des questions doctrinales réglées depuis longtemps, comme l'interdiction de tuer des innocents, n'avaient à ses yeux plus d'importance, car son opinion prenait le dessus sur des siècles d'enseignement islamique.

« Il y en a qui étudient le Coran et le comprennent », a expliqué plus tard Bakos en évoquant la manière dont on avait fini par saisir le système de pensée du terroriste. « Zarqaoui est capable de réciter quelques passages du Coran – pendant très longtemps, il n'a pas pu le lire parce qu'il était presque illettré – et il va tout simplement l'interpréter comme il l'entend, même s'il lui manque l'éducation et la formation nécessaires. »

Étudier Zarqaoui constituait désormais pour Bakos une activité à plein temps. Juste un an plus tôt, fatiguée qu'on lui demande perpétuellement de

faire la chasse aux liens fantômes entre Saddam Hussein et Al-Qaïda, elle avait envisagé, sous le coup de la colère, de quitter la CIA. Elle l'avait fait savoir à son patron et n'était pas retournée travailler pendant quatre jours, jusqu'à ce qu'un cadre de la direction ne lui téléphone afin de la convaincre de revenir. Pour l'amadouer, on lui avait même proposé un nouveau travail, celui d'analyste en ciblage, où elle se consacrerait uniquement à Zarqaoui. Les « cibleurs », comme on les appelle dans le jargon de la CIA, sont les super-limiers de l'agence, ceux qui rassemblent les preuves permettant de mener à la capture ou à l'élimination d'un terroriste précis, considéré comme une menace pour le pays. Certains, comme Bakos, vivent des vies morcelées, faisant la navette entre la frénésie des bureaux de la section antiterroriste de la CIA et de dangereux avant-postes à l'étranger. Souvent, il leur arrive de travailler sur le même dossier jusqu'à ce que leur gibier soit retiré de la liste de l'agence – généralement parce qu'il est mort. Bakos, toute nouvelle cibleuse, avait désormais la possibilité de s'immerger dans les flots de renseignements provenant des vastes réseaux du gouvernement américain pour dénicher l'indice ou l'erreur d'inattention qui pourrait mettre Zarqaoui définitivement hors jeu.

Entre deux missions en Irak, Bakos retournait à ce qui, pour elle, était une vie normale. Elle avait emménagé à Cleveland Park, un charmant quartier de Washington avec des maisons datant de la fin du XIX^{e} siècle et des cafés plutôt chics, et avait posé ses valises dans un appartement qui était à quelques centaines de mètres du zoo. Le secret absolu qui entourait son métier – sa famille n'avait qu'une très vague idée de la façon dont elle gagnait sa vie – limitait sa vie sociale à ses relations de travail. Elle était loin d'être une manuelle, mais elle rejoignit un club « vin et tricot » réunissant d'autres femmes analystes de la CIA, simplement pour avoir de la compagnie.

« Nous pouvions discuter de façon très libre, et c'était agréable, tout simplement, dit-elle. C'était plus pour le vin que pour le tricot. »

Le lendemain matin, elle se remettait en chasse.

Un jour de juillet, cinq mois après que l'on eut raté de peu le terroriste jordanien dans le désert près de Ramadi, une nouvelle pièce du puzzle fit son apparition dans les câbles qui arrivaient quotidiennement de Bagdad. Un courrier bien singulier avait été pris dans les filets de surveillance : une lettre que le numéro deux d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zaouahiri, adressait à Zarqaoui. Le lieutenant de Ben Laden avait rédigé une sorte de bilan d'évaluation de 6 000 mots dans lequel il exprimait les inquiétudes que suscitait chez eux la nouvelle filiale. Le fait que la CIA soit entrée en possession de cette lettre devait demeurer un secret absolu ; Bakos ne fut donc autorisée à la consulter que dans une pièce sécurisée que les analystes surnomment « le coffre ». En la lisant, sa fascination ne fit que croître à chaque phrase.

Le problème dont Zaouahiri exposait les grandes lignes dans une prose parfaitement contrôlée était on ne peut plus simple : auprès des musulmans, la soif de sang de Zarqaoui commençait à nuire à la marque Al-Qaïda. Il était acceptable de tuer des soldats américains et irakiens, écrivait-il, mais les voitures piégées, les attentats contre les mosquées chiites et les sanglantes vidéos d'exécutions envoyaient un mauvais message. Pour les musulmans ordinaires, les images de cadavres d'enfants chiites et de chauffeurs routiers décapités ne suscitaient pas l'adhésion, mais plutôt la répulsion. « Le mouvement moudjahid doit éviter toute action que les masses ne peuvent comprendre ni approuver », prévenait Zaouahiri :

> Il y a une chose que le peuple musulman qui t'aime et te soutient n'acceptera jamais : ce sont ces scènes de décapitation d'otages. Ne te laisse pas duper par les louanges que peuvent t'adresser quelques jeunes fanatiques qui t'appellent « le cheikh des égorgeurs », etc. Ils n'expriment pas le sentiment général de ceux qui admirent et soutiennent la résistance en Irak, dans son ensemble, et t'admirent toi, en particulier, grâce à la faveur et à la bénédiction de Dieu. Tu répondras peut-être, à juste titre : et pourquoi ne devrions-nous pas semer la terreur dans les cœurs des croisés et de leurs collaborateurs ? La destruction des villages et des villes, qui s'écroulent sur la tête de

> leurs habitants, n'est-elle pas plus cruelle que la décapitation ? Toutes ces questions, et d'autres encore, valent la peine d'être posées, et tu as toute légitimité pour le faire… Mais je te le dis : nous livrons un combat, et la moitié de ce combat se mène sur le champ de bataille médiatique. Ce combat médiatique est une compétition pour gagner le cœur et l'esprit de notre [communauté des musulmans]. Et quelles que soient nos capacités, nous ne pourrons jamais atteindre le millième de celles du royaume de Satan qui nous fait la guerre. Nous pouvons tuer nos prisonniers avec des balles. Cela nous permettra d'atteindre notre but sans pour autant nous exposer à des questions et nous obliger à répondre à ceux qui doutent. Nous n'avons pas besoin de ça[8].

Cet avertissement s'accompagnait d'un éloge du courage et des succès militaires de Zarqaoui, et Zaouahiri concluait sa lettre en demandant de l'argent (« Si tu pouvais nous envoyer un versement d'environ une centaine de mille, nous te serions très reconnaissants »). Mais l'intention sous-jacente ne faisait aucun doute. On avait là la preuve d'un profond désaccord entre la principale branche d'Al-Qaïda et sa franchise irakienne.

Zarqaoui répondit à cette lettre, sans toutefois s'adresser directement à Al-Qaïda. Deux semaines après avoir reçu l'admonestation de Zaouahiri, il écrivit une lettre ouverte pleine de reproches à l'encontre de son ancien mentor et codétenu, Abou Mohammed Al-Maqdisi, et de tous les islamistes qui remettaient ses méthodes en question. Maqdisi était peut-être un savant islamique respecté, mais il ne savait pas tout, déclarait-il.

« Il n'a pas et ne devrait pas avoir le monopole du savoir, et tout ce qu'il dit n'est pas juste, surtout quand il s'agit du djihad et de la situation actuelle[9]. »

Zarqaoui écrivait que tout ce qu'il faisait – de l'assassinat de chiites à l'envoi de kamikazes à la mort – avait été légitimé par des « savants moudjahidin droits et sincères ». Il ne pouvait cependant pas les nommer, car certains étaient en prison et l'on pourrait leur faire du mal.

Une seconde réfutation eut lieu sous la forme d'un message audio posté sur des sites djihadistes en septembre 2005. Deux mois après que le numéro

deux d'Al-Qaïda l'eut mis en garde contre le fait d'assassiner des chiites, Zarqaoui annonçait une nouvelle offensive militaire qui visait spécifiquement les *rafidha*, ou « ceux qui refusent » – un terme péjoratif pour désigner les adeptes du chiisme.

« L'organisation d'Al-Qaïda du pays des deux fleuves déclare une guerre totale aux *rafidha*, où qu'ils se trouvent en Irak », disait le message10. Il prévenait en outre que d'autres catégories d'Irakiens seraient prises pour cible si elles ne dénonçaient pas publiquement le gouvernement de transition qui avait accédé au pouvoir à Bagdad après les élections de janvier 2005.

« Vous devez choisir entre le bon côté et le mauvais côté. Toute tribu… dont on pourra prouver l'allégeance aux croisés et à leurs agents sera, comme les croisés, la cible des moudjahidin. »

Que Zarqaoui défie aussi ouvertement la direction d'Al-Qaïda en déconcerta plus d'un, surtout de la part d'un homme qui s'était donné tant de mal pour recevoir l'approbation de Ben Laden. En décortiquant ces lettres et ces transcriptions à l'intérieur de leur « coffre » sécurisé, Nada Bakos et les autres agents de l'antiterrorisme balançaient entre deux options : soit Zarqaoui était en train d'avancer délibérément ses pions pour décrocher le leadership du mouvement djihadiste mondial, soit il était tout simplement stupide.

« Nous lisions ces lettres encore et encore, totalement éberlués par leur ton, a raconté plus tard Bakos. Aucune marque de respect chez lui. En reprenant ainsi Zaouahiri sur ce qu'il estimait être la bonne stratégie pour mener le djihad en Irak, il se montrait de plus en plus hardi. »

Bakos s'efforçait d'imaginer ce que c'était que d'être à la place de Zarqaoui, à la tête d'une armée de milliers de combattants, tous dévoués à sa personne, et désireux, voire impatients, de sacrifier leur vie. Zarqaoui avait réussi ce à quoi aucune armée de moudjahidin n'était parvenue depuis la guerre d'Afghanistan : humilier une superpuissance mondiale en l'embourbant dans une sanglante guerre de guérilla. Il avait de l'argent, des armes et des volontaires à profusion. À la différence des chefs d'Al-Qaïda,

prisonniers d'un exil auto-imposé, lui combattait quotidiennement les Américains et leurs alliés irakiens. Si l'on mettait cela en perspective avec les sondages qui indiquaient que le soutien de l'opinion américaine à la guerre chutait en flèche, c'était un succès total. Dès lors, pourquoi aurait-il pris en considération les conseils de Zaouahiri ?

La brutalité de sa tactique offensait certains musulmans, c'est vrai, mais nuisait-elle à sa cause ? Bakos n'en était plus très sûre. Les djihadistes les plus fervents – ceux qui étaient prêts à combattre et à mourir sous les ordres du « cheikh des égorgeurs » – affluaient en Irak au rythme de 100 à 150 par mois. Zarqaoui avait mis à profit le pouvoir naissant d'Internet pour se tailler une réputation de guerrier féroce qui tuait sans pitié les ennemis d'Allah. Les images qu'il postait avaient beau être repoussantes pour la plupart des gens, elles en faisaient une icône, un héros aux yeux de milliers de jeunes hommes qui voyaient en lui le vengeur de la nation musulmane, après ce qui était considéré comme plusieurs siècles d'humiliations et de défaites. C'était bien la preuve que Zarqaoui estimait ne plus avoir besoin de l'approbation de Ben Laden. Certains analystes avaient au départ décrit son organisation comme une section locale ou une franchise, mais il était évident que le Jordanien ne le voyait pas de cette manière. Ce n'était pas une ramification d'Al-Qaïda. C'était Al-Qaïda 2.0.

« Les gens pensent qu'il nuit à la marque Al-Qaïda, disait Nada Bakos. En vérité, il sert sa propre marque, parce qu'il est en train de gagner. »

Au cours de ce même été, pendant que Zarqaoui et Al-Qaïda se disputaient pour savoir s'il était ou non permis de décapiter des otages, le président George W. Bush organisa la première réunion de sécurité de la Maison Blanche exclusivement consacrée au terroriste jordanien.

Elle se déroula le matin du 29 juin 2005 dans le secret de la *Situation Room*[11]. Bush, qui entamait alors le septième mois de son second mandat, s'installa dans son fauteuil, à l'une des extrémités du grand bureau de bois ciré, les autres sièges étant occupés par des figures familières : le vice-

président Dick Cheney, la secrétaire d'État Condoleezza Rice, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le conseiller à la Sécurité nationale Steve Hadley. Le responsable de la présentation de la matinée était le directeur adjoint du renseignement national, Michael V. Hayden, général quatre étoiles de l'US Air Force et futur chef de la CIA.

Hayden commença par retracer les grandes lignes de la vie du plus célèbre terroriste d'Irak. Il raconta l'enfance de Zarqaoui dans les rues poussiéreuses de Zarqa, ses jeunes années de délinquant, son aventure afghane, sa conversion à la religion et son séjour en prison. Il raconta le camp de Herat, la fuite dans les montagnes de l'est de l'Irak, l'assassinat du diplomate Laurence Foley et son implication dans les attentats du millénaire. Puis il décrivit les premières actions terroristes de Zarqaoui en Irak et expliqua comment, grâce à un mélange d'ingéniosité et, pour reprendre ses termes, de « chance du débutant », il était parvenu à frapper avec la plus grande précision les dirigeants chiites irakiens et le chef de la mission des Nations unies à Bagdad.

Bush leva les yeux.

« Il a tué Sergio ? » demanda-t-il, évoquant le diplomate Sergio Vieira de Mello, assassiné lors du spectaculaire attentat commandité par Zarqaoui contre l'immeuble des Nations unies, au premier été de la guerre. Bush avait rencontré l'élégant Brésilien et l'avait apprécié. « Je ne savais pas. »

On passa au briefing sur les opérations en cours, et Bush se tourna vers Rumsfeld qui présenta au groupe un nouveau venu. Stanley McChrystal, chef du Joint Special Operations Command et officier responsable de la traque de Zarqaoui, était de passage aux États-Unis et avait été désigné pour informer le président en personne.

« Stan va vous expliquer ce que nous faisons pour capturer Zarqaoui », dit Rumsfeld à Bush.

McChrystal, qui à cette époque avait été nommé major général, raconte cette réunion dans ses mémoires : il procéda à une présentation PowerPoint que Bush interrompit par quelques questions. Une fois l'exposé terminé, Bush regarda un long moment le général.

« Vous allez l’attraper ? » lui demanda-t-il12.

McChrystal fit appel à toute la conviction qu’il pouvait trouver en lui.

« Oui, Monsieur le Président, dit-il. Pour moi, ça ne fait aucun doute. »

Plus tard au cours de la réunion, Bush se tourna à nouveau vers McChrystal : « Vous voulez le tuer ou le capturer ?

– J’aimerais le capturer, Monsieur le Président.

– Pourquoi est-ce qu’on ne se contente pas de le tuer ? demanda Bush, suscitant quelques rires nerveux dans la pièce.

– Eh bien, pour être honnête, Monsieur le Président, je voudrais lui parler. Il sait des choses que nous voulons savoir. »

Bush sembla satisfait. Il sourit.

« Bien vu », dit-il.

Le fait est que, même si aucune preuve tangible n’indiquait qu’il soit près de capturer Zarqaoui, McChrystal était plutôt confiant. Sa Task Force 6-26 avait concentré ses efforts sur plusieurs lieutenants du terroriste ; elle en avait tué certains et en avait interrogé d’autres sur la base aérienne de Balad, son quartier général. À chaque nouvelle capture, le réseau de renseignement des Américains prenait de l’ampleur. Mais ce n’était pas encore suffisant.

Plus les informations s’accumulaient, plus McChrystal prenait la mesure des talents de son adversaire. Zarqaoui avait beau ne pas avoir reçu une éducation digne de ce nom, il avait montré à plusieurs reprises qu’il était un chef militaire particulièrement compétent, capable de transformer une marée de recrues sans la moindre formation en soldats ou en kamikazes disciplinés qui frappaient avec détermination. À partir des interrogatoires des insurgés que l’on avait capturés, on pouvait esquisser le portrait d’un chef doté d’un charisme tranquille et discret mais aussi d’un grand courage personnel. « Ce type est très fort », admit l’un des adjoints de McChrystal lors d’une réunion stratégique.

Comment ne pas être d’accord ? Zarqaoui entretenait une véritable « mystique djihadiste – un puissant mélange de violence et de réel charisme, aromatisé d’un solide travail de propagande », devait plus tard

écrire McChrystal. Et à présent, « ces effluves se diffusaient par-delà les frontières de l'Irak ».

Les enregistrements saisis par les hommes de McChrystal jetaient aussi la lumière sur un système remarquablement sophistiqué de recrutement, de transport, d'entraînement et de déploiement de kamikazes à travers tout le Moyen-Orient et au-delà. Le premier contact se faisait souvent par le biais d'une des vidéos de propagande de Zarqaoui, accessibles à n'importe quel individu équipé d'un ordinateur et d'une connexion internet. Ces vidéos fournissaient de plus – et c'était particulièrement commode – une adresse e-mail permettant d'entrer en communication avec le groupe. Après un premier échange de courriers électroniques, toute une armée d'officiers traitants était là pour guider la potentielle recrue : c'était d'abord des projections de films et de l'endoctrinement, puis on passait d'une planque à l'autre avant d'entamer enfin un dangereux voyage à pied à destination de la frontière syro-irakienne. Une fois arrivé en Irak, le volontaire se voyait délesté de tout l'argent liquide qu'il avait sur lui avant d'être enfermé dans une sorte de cellule de détention provisoire pour encore davantage d'endoctrinement, dans un isolement quasi total.

« À dessein, la première fois qu'un kamikaze voit des Irakiens en chair et en os, c'est juste avant de les tuer », a expliqué McChrystal13.

Il arrivait rarement, pour ainsi dire jamais, que ces recrues rencontrent Zarqaoui, dont la sécurité personnelle ne fit que se renforcer à mesure que les troupes américaines et les agents de la CIA intensifiaient leurs recherches. Comme le découvrirent les hommes de McChrystal lors d'interrogatoires, Zarqaoui cachait sa localisation à tout le monde sauf à quelques-uns de ses principaux lieutenants. Il n'utilisait jamais de téléphone portable et bougeait constamment. Il avait pris une troisième épouse – une Irakienne dont on disait qu'elle avait une quinzaine d'années – et son entourage comprenait maintenant deux enfants de son deuxième mariage. Zarqaoui les dissimulait si bien que jamais les Américains n'en ont trouvé la moindre trace.

Mais les chasseurs progressaient, eux aussi. Au milieu de l'année 2005, l'équipe Zarqaoui de McChrystal s'était étoffée et comptait désormais dans ses rangs certains des meilleurs agents de l'antiterrorisme ainsi que des experts venus de tout l'éventail gouvernemental américain, que ce soit des vétérans des forces spéciales, des analystes de la CIA ou des cracks de l'informatique de la NSA. Pour être certain qu'ils fusionnent en une seule unité, il les réunit tous ensemble, autour de tables en contreplaqué, dans une vaste « *Situation Awareness Room* » [« Salle de connaissance de la situation »] tapissée de toute une batterie d'écrans vidéo qui diffusaient en direct des images provenant de la flotte de drones constamment en orbite dans le ciel.

McChrystal entreprit de neutraliser ce qu'il considérait comme le principal avantage de Zarqaoui : sa capacité à donner le tempo de la bataille. La vivacité de la structure de commandement du Jordanien lui permettait de frapper rapidement et de changer de cap pour s'adapter aux mouvements de son ennemi. S'ils voulaient vaincre Zarqaoui, les Américains devaient se montrer encore plus rapides.

« Si nous pouvions porter de réels coups durs à AQI [Al-Qaïda en Irak] – un réseau qui privilégiait les sursauts de violence suivis de périodes de calme pendant lesquelles il pouvait reconstituer ses ressources –, alors nous pourrions freiner son développement et sa maturation », a-t-il expliqué plus tard, résumant ce qui allait devenir sa stratégie contre le groupe que les Américains désignaient désormais sous son nouveau nom. « Avec suffisamment de pression, les membres d'AQI se consacreraient presque exclusivement à essayer de rester en vie et ne seraient plus en capacité de recruter, de lever des fonds ou de mettre en place une stratégie14. »

Pour frapper fort, les Américains avaient besoin d'opérer « à un rythme qui épuiserait l'ennemi mais qu'eux-mêmes seraient capables de soutenir », disait-il. Pour la Task Force 6-26, cela signifiait suivre l'austère régime de McChrystal : seize heures de travail par jour avec peu de distractions excepté les repas et le fitness. Le général avait l'habitude de travailler la

nuit, prenant quelques heures de sommeil au lever du jour, suivies d'un jogging quotidien dans la base de Balad sous 48 degrés.

Ces horaires d'oiseau de nuit permettaient aux analystes d'être synchrones avec les commandos qui effectuaient des raids nocturnes contre les repaires présumés d'insurgés. Les combattants capturés étaient aussitôt évalués dans un bâtiment dédié aux interrogatoires, à côté du centre d'opérations de McChrystal. D'autres experts se dépêchaient de s'occuper des « *pocket litter* » de la nuit – téléphones portables, notes, cartes – pour grappiller quelques miettes d'informations qui détermineraient le lieu des prochains raids nocturnes. Les experts en surveillance de la NSA, rassemblés autour des mêmes tables en bois que les commandos et les agents de la CIA, pouvaient ajouter de nouveaux éléments à leur base de données à partir des enregistrements vidéo et interceptions téléphoniques du jour. Le nombre de caméras aéroportées était en constante augmentation, à tel point que l'essentiel du pays finit par se retrouver vingt-quatre heures sur vingt-quatre sous la surveillance d'un « œil qui ne cillait jamais », pour reprendre les termes de McChrystal, avec l'avantage supplémentaire d'avoir la possibilité de se repasser la bande pour retracer les mouvements des insurgés qui semaient des engins explosifs improvisés.

À l'automne 2005, l'impact de cette nouvelle stratégie était indéniable. Les équipes de McChrystal étaient tranquillement en train d'éventrer la structure de commandement de Zarqaoui, retirant du jeu quantité d'agents subalternes ayant des responsabilités dans tous les domaines : logistique, communication, recrutement et entraînement. La liste des lieutenants de Zarqaoui tués ou capturés se monta à une centaine de noms, puis à 200. Sur les 21 responsables du mouvement connus, les plus proches de Zarqaoui dans la chaîne de commandement, 20 furent rayés de la liste des terroristes les plus recherchés parce qu'ils avaient été tués ou incarcérés. De Balad et de Bagdad partait un flot constant de câbles militaires confidentiels signalant la neutralisation de complots terroristes ou la saisie puis la destruction de vastes quantités d'armes et d'explosifs. Un rapport transmis au Pentagone à la fin du mois de septembre racontait qu'on avait découvert

une lettre, signée de Zarqaoui en personne, autorisant une attaque contre la tristement célèbre prison d'Abou Ghraib, aux abords de Bagdad, là où étaient enfermés beaucoup d'hommes du Jordanien. L'assaut devait être effectué par des « éléments de l'AMZ » – abréviation militaire pour les forces de Zarqaoui – en octobre ou en novembre, pendant le ramadan, une époque où un acte de martyre est censé entraîner l'obtention de récompenses toutes particulières dans l'au-delà.

Le complot ayant été éventé, le ramadan fut relativement tranquille, en vertu des critères irakiens. Mais cinq jours plus tard, le 9 novembre 2005, des informations urgentes firent leur apparition sur les écrans télé du centre d'opérations de McChrystal. De l'autre côté de la frontière, dans la capitale jordanienne, trois hôtels avaient été attaqués par des kamikazes dans des attentats coordonnés. On déplorait plusieurs dizaines de victimes.

Cette nuit-là, McChrystal travaillait, et il regarda avec son équipe les bulletins d'information où l'on voyait le Radisson Hotel d'Amman, son hall ravagé et les cadavres recouverts alignés dans l'allée. Aucun doute quant à celui qui était derrière ces attentats. Aucun doute non plus, dans l'esprit de McChrystal, quant au fait que Zarqaoui venait là de commettre une grave erreur, une erreur peut-être fatale.

« Ça, dit-il à l'un de ses hommes assis à côté de lui, c'est une connerie15. »

15

« C’est notre 11 Septembre »

Le matin de l’attentat, Sajida Al-Richaoui s’était réveillée à l’aube pour prier, sachant très bien que ce nouveau jour serait pour elle le dernier sur Terre. Pendant plusieurs heures, elle avait tué le temps dans un appartement de location vide, en attendant que son complice revienne muni de l’équipement qui leur permettrait de procéder à leurs ultimes préparatifs. Ali était enfin arrivé et, quelques minutes plus tard, il avait commencé à déballer soigneusement les bombes qui étaient la raison d’être de leur dangereuse traversée du désert irakien à destination d’Amman. Côte à côte, ils avaient enfilé leurs ceintures explosives faites sur mesure et fabriquées de manière à être à la fois suffisamment puissantes et assez fines pour ne pas être repérées sous leurs vêtements.

C’était la première fois que Richaoui voyait les ceintures ; le moment fatidique était presque arrivé. Elle avait pris sa ceinture, s’était étonnée de son poids et en avait palpé les poches remplies de billes d’acier. Elle savait qu’il était important de se familiariser avec les fils et le détonateur, mais aussi de procéder aux ajustements qui permettraient à la ceinture de s’adapter parfaitement à ses épaules et à son ventre. Même une ceinture explosive devait être confortable.

« Il a installé la mienne, puis a enfilé la sienne, raconta cette femme de 35 ans, originaire de Ramadi. Il m’a expliqué comment m’en servir, comment enclencher le mécanisme et la faire fonctionner[1]. »

Le capitaine Abou Haytham, haut responsable de la section antiterroriste du Moukhabarat, l'écoutait en silence, veillant à ne pas se laisser aller à la moindre réaction qui puisse interrompre ce flot de paroles2. C'était le deuxième jour d'interrogatoire et il était soulagé de voir que la femme se mettait enfin à parler. Dans tout Amman, on continuait de rendre hommage aux victimes de la pire attaque terroriste de l'histoire de la Jordanie : trois explosions simultanées dans trois hôtels, qui avaient fait 60 victimes et ébranlé les fondations mêmes du pays. À présent, Abou Haytham était totalement immergé dans le déroulement de l'attentat que reconstituait pour lui la kamikaze qui avait survécu.

L'importance que revêtait la capture de Richaoui dépassait de loin son rôle dans le complot. Le principal auteur des attentats en avait rapidement revendiqué la paternité avant que d'autres preuves ne permettent au Moukhabarat de conclure qu'il s'agissait bien d'Abou Moussab Al-Zarqaoui. La question était maintenant de savoir si cette Irakienne au regard vide et émotionnellement perturbée pouvait les conduire au terroriste lui-même. Il était certes totalement exclu qu'un kamikaze fasse partie du cercle rapproché de Zarqaoui, mais cette femme avait été choisie pour une mission exceptionnellement complexe, impliquant la fabrication de faux documents de voyage et un franchissement de frontière. Quelqu'un avait considéré que Sajida Al-Richaoui était digne de jouer un rôle dans le premier attentat de masse commis hors d'Irak par AQI. Peut-être connaissait-elle le nom de ses recruteurs ou l'identité des hommes qui l'avaient formée, de ceux qui s'étaient procuré les faux papiers ou avaient assemblé les bombes ; peut-être connaissait-elle aussi d'autres agents qui en ce moment même étaient en train de préparer de futurs attentats en Jordanie.

Simultanément, d'autres officiers des services de renseignement s'attelaient à dénouer d'autres écheveaux. Redoublant d'énergie, les équipes de l'agence d'espionnage avaient arrêté et interrogé des Jordaniens et des étrangers suspects d'entretenir des liens avec les terroristes. Des unités d'agents sous couverture tout récemment créées s'étaient rendues dans l'ouest de l'Irak pour glaner quelques informations susceptibles de prévenir

la prochaine attaque de Zarqaoui. Le meilleur espoir de le mettre hors d'état de nuire résidait toutefois dans la possibilité de trouver un *insider*, un informateur qui pourrait guider les Jordaniens à travers les multiples couches du cocon de sécurité qui protégeait le terroriste.

Inéluctablement, l'Irakienne finirait par parler. Avec Richaoui, nul besoin de quelque chose de plus coercitif que la propre voix du capitaine.

Les grandes lignes de la misérable vie de cette femme se dévoilaient petit à petit, entre quelques sanglots silencieux. Richaoui était originaire du cœur des très instables zones tribales sunnites irakiennes ; deux de ses frères avaient rejoint le mouvement insurrectionnel de Zarqaoui dès les premières semaines de l'occupation américaine. L'un d'eux était devenu un des cadres d'AQI avant d'être abattu par les troupes américaines à Falloujah. Les Américains avaient également tué un autre de ses frères, puis son beau-frère. Elle avait été ravagée par ces morts et s'était sentie liée par le devoir : en vertu des coutumes tribales, les sunnites irakiens ont l'obligation de venger le meurtre d'un membre de leur famille. L'automne 2005 avait été marqué par un anniversaire douloureux pour elle – un an s'était écoulé depuis la mort de son premier frère – mais aussi par l'utilisation, pour la première fois, de femmes kamikazes dans la capitale irakienne. Les autorités avaient été prises totalement au dépourvu ; les femmes passaient ordinairement les cordons de sécurité sans problème et leurs amples abayas ajoutées aux tabous irakiens contre la fouille des femmes faisaient qu'il leur était facile de dissimuler des explosifs.

Alors Richaoui s'était portée volontaire.

Elle raconta à Abou Haytham avoir dit au représentant d'Al-Qaïda en Irak, qu'elle avait rencontré grâce à ses frères : « Je veux tuer des Américains. »

Le plan de Zarqaoui consistait à réunir Richaoui la célibataire et Ali, une de ses connaissances de Ramadi, pour en faire des époux kamikazes, un couple de trentenaires qui pourrait, sans attirer l'attention, pénétrer dans n'importe quel lieu public.

Au début du mois de novembre, le couple rencontra deux autres volontaires irakiens et leur contact d'Al-Qaïda en Irak pour parachever les préparatifs. On remit à Richaoui et à son partenaire les faux passeports qui faisaient d'eux un couple marié et, pour la première fois, on leur expliqua qu'ils allaient participer à une mission cruciale, de l'autre côté de la frontière, en Jordanie, une mission qui aurait pour cibles des responsables du renseignement américain et israélien. On leur fournit également une couverture qui semblait plausible : ils se rendaient à Amman afin de suivre un traitement contre l'infertilité. La dernière étape consista à les amener devant un imam stipendié par Zarqaoui pour procéder à une rapide cérémonie de mariage, d'une douteuse légalité. Il n'était pas ici question de l'intérêt du couple – ils ne vivraient sans doute pas assez longtemps pour consommer leur union – mais d'éviter de violer une des strictes règles religieuses que suivait Zarqaoui : chez les islamistes, une femme a l'interdiction de voyager à moins d'être accompagnée de son mari ou d'un autre homme de sa famille.

On attendit la fête d'Aïd Al-Fitr dont le festin traditionnel marque la fin du ramadan et, le lendemain, ils entamèrent un périple d'une journée à travers le désert pour gagner la Jordanie. Leurs documents de voyage passèrent sans encombre les contrôles à la frontière, et c'est épuisés qu'ils arrivèrent à l'appartement qu'on avait loué pour eux dans un des quartiers à prédominance irakienne d'Amman. Il restait encore quatre jours avant l'attentat, prévu pour le 9 novembre, une date que les Jordaniens et les Européens abrègent sous la forme 9/11*.

Le jour venu, Ali déballa donc les ceintures et aida Richaoui à ajuster la sienne. Il lui attacha le ruban de 10 kilos d'explosif RDX et de shrapnels autour de la taille et, pour être sûr que l'ensemble reste bien en place, il entoura le tout de plusieurs couches de ruban adhésif. Ensuite, ils montèrent dans une voiture de location et prirent la direction du Radisson Hotel où ils arrivèrent peu avant 21 heures.

Richaoui raconta à Abou Haytham que le spectacle et les bruits festifs qui les accueillirent dans la grande salle de bal Philadelphia de l'hôtel l'avaient

troublée. Au lieu d'agents du renseignement parlant anglais et vêtus à l'occidentale, elle se trouvait face à quelque chose de beaucoup plus ordinaire et familier.

Un mariage.

Jetant un coup d'œil par la porte de la salle de bal, Richaoui aperçut des familles avec des enfants en bas âge, des jeunes filles et des femmes arborant les tenues traditionnelles d'une cérémonie de fiançailles. Les hommes étaient alignés d'un côté de la salle et les femmes de l'autre, prêts pour la *dabkeh*, une danse traditionnelle des mariages arabes. Elle assistait au spectacle, ne sachant plus vraiment quoi faire.

Un employé de l'hôtel s'approcha du couple. Cherchaient-ils quelqu'un ? Le complice de Richaoui marmonna qu'ils voulaient voir à quoi ressemblait un authentique mariage jordanien. Maintenant, il fallait qu'ils bougent.

À l'intérieur de la salle de bal, les deux Irakiens se séparèrent et avancèrent dans des directions opposées ; Richaoui s'installa près des femmes et des jeunes filles. Elle glissa une main sous son manteau et commença à triturer le détonateur de sa bombe. Pourquoi celle-ci n'explosa-t-elle pas ? On ne l'a jamais bien su. Un souci technique ? Les nerfs qui ont lâché ? Toujours est-il que la femme se mit à faire signe à son complice qu'il y avait un problème. Le regard inquiet, il désigna du doigt la porte de la salle de bal.

Alors qu'elle se dirigeait vers la sortie, elle le vit grimper sur une table. Puis il y eut une terrible explosion.

« Je ne savais pas quoi faire et je ne pouvais pas me débarrasser de la ceinture, raconta-t-elle. Alors je me suis enfuie. »

Richaoui se mit à courir dans le hall, au milieu des invités du mariage qui, pris de panique, piétinaient les blessés et les mourants. Lorsqu'elle s'arrêta enfin pour reprendre son souffle, elle était loin de l'hôtel et portait toujours la ceinture explosive ainsi que son manteau noir, maintenant constellé de sang.

Elle monta dans un taxi, totalement perturbée, perdue, incapable de se rappeler la moindre adresse ou le moindre point de repère. Les

commerçants et les passants ne devaient pas oublier cette étrange femme vêtue de noir, qui sortit de son taxi pour demander son chemin, s'exprimant nerveusement avec un accent irakien, avant de se mettre à marcher d'un pas étrange, légèrement courbée. Une des personnes qui l'a alors croisée se rappelle avoir pensé que cette femme « n'était tout simplement pas normale ». Tout ce dont se souvenait Richaoui, c'était d'avoir retrouvé par hasard la maison de sa belle-sœur et de s'être écroulée sur son lit. C'est là que les hommes du Moukhabarat avaient fini par la retrouver.

À présent, après avoir passé plusieurs jours à faire défiler les événements dans sa tête, sa confusion s'était muée en désespoir. Où étaient les agents du renseignement américain qu'elle était censée tuer ? Tout cela n'était sûrement pas ce qu'avait voulu Zarqaoui.

« Ils m'ont dit que j'allais tuer des Américains, n'arrêtait-elle pas de se plaindre à Abou Haytham. Tout ce que je voulais, c'était venger la mort de mes frères. »

On l'avait trompée et pourtant elle se cramponnait, comme une enfant, à la conviction que quelque chose avait cloché dans la préparation de l'opération. Même si elle n'avait jamais rencontré Zarqaoui, elle ne pouvait accepter l'idée que le chef d'Al-Qaïda en Irak ait véritablement voulu la sacrifier pour tuer des mères et leurs enfants pendant un mariage. C'était probablement de sa faute à elle, avançait-elle, car au fond, elle n'avait jamais été certaine d'être capable d'appuyer sur le détonateur le moment venu, alors que son avenir et celui de tant d'inconnus étaient suspendus à une petite tige de métal.

« Je n'ai pas voulu mourir », dit-elle tout doucement.

L'interrogatoire se poursuivit pendant plusieurs jours, mais les limites de l'utilité de Richaoui étaient déjà évidentes. Elle n'avait jamais rencontré aucun des principaux dirigeants de l'organisation de Zarqaoui. Elle n'était pas une recrue étrangère susceptible de connaître la localisation de certaines planques ou les itinéraires clandestins. Elle n'était pas non plus une *insider* irakienne qui aurait pu avoir connaissance des principes présidant aux déplacements de Zarqaoui. En définitive, elle n'était pas très intelligente.

Cela dit, pour Zarqaoui et ses hommes, Sajida Al-Richaoui était un excellent choix : une femme brisée par le chagrin, que l'on pouvait convaincre de prendre sa revanche contre une cible qui n'existait pas. Mais même cela, elle n'avait pas su le faire.

Abou Haytham ne parvenait pas à éprouver de la pitié pour elle ; les images atroces de la salle de bal du Radisson étaient encore trop présentes dans son esprit. Il laissa Richaoui dans sa cellule et retourna à son bureau pour se consacrer de nouveau à la tâche qui importait dorénavant plus que n'importe quelle autre : retrouver Zarqaoui.

Pour Abou Haytham, cette quête allait devenir une obsession. Au sein du Moukhabarat, l'endurance du sous-directeur de l'antiterrorisme était légendaire ; tout le monde savait qu'il lui arrivait souvent de dormir et de se doucher au bureau afin de pouvoir travailler plus longtemps. Et ces temps-ci, des journées entières allaient s'écouler avant qu'il ne puisse simplement repasser par chez lui. Plusieurs dizaines d'agents appartenant à d'autres divisions le rejoignirent sur cette affaire. On demanda même à des interprètes et à des documentalistes de participer aux recherches.

« Tout le monde a reçu l'appel, a raconté un officier. C'était tout simplement : "Prends ton arme et viens travailler3." »

Zarqaoui avait cherché un moyen de pousser ses cinq millions de compatriotes sunnites à réagir et, de ce point de vue, il avait réussi. Tous les Jordaniens du pays étaient fous furieux et unis – contre lui.

Quelques heures après l'explosion, plusieurs milliers de personnes affluaient dans les rues d'Amman. Une foule gigantesque se rassembla sur une place non loin de la plus vieille mosquée de la capitale. Certains se mirent à scander : « Brûle en enfer, Zarqaoui ! » ; d'autres marchèrent, l'air sombre, derrière une femme en robe de deuil noire qui brandissait un panneau exprimant sa compassion pour les « mariés d'Amman ». Pendant la prière du vendredi, du haut du minbar de toutes les mosquées du pays, les responsables religieux dénoncèrent cet acte et ceux qui l'avaient perpétré. À Zarqa, la ville natale du terroriste, son frère et 56 autres de ses parents firent

paraître dans le journal local un entrefilet où ils déclaraient renoncer publiquement à leurs liens familiaux avec lui.

Depuis l'invasion, largement vilipendée, de l'Irak par les Américains deux ans plus tôt, les Jordaniens s'étaient montrés peu diserts au sujet de la campagne terroriste qui faisait rage chez leurs voisins. Certains d'entre eux, même s'ils étaient ébranlés par les images d'attentats à la voiture piégée et d'exécutions, assistaient avec une réelle satisfaction à l'échec des plans de l'administration Bush pour refaçonner le Moyen-Orient. Dans les quartiers les plus pauvres d'Amman, on avait considéré Zarqaoui comme une sorte de héros du peuple, qui protégeait les frères des tribus d'Irak contre les persécutions des chiites et des Américains.

Mais désormais, et pour les années à venir, les Jordaniens n'allaient témoigner que mépris à l'encontre de Zarqaoui.

« C'est un acte criminel et cruel qui n'a rien à voir avec l'islam », déclara l'un des manifestants d'Amman, un commerçant nommé Jamal Mohammed, au journal anglophone de la ville en agitant un grand drapeau jordanien4.

« Zarqaoui est un fou criminel. Il a perdu l'esprit », cria un autre.

D'autres voix musulmanes reprirent ce refrain, que ce soit sur les forums Internet, dans les éditoriaux de la presse écrite ou sur les campus universitaires. En Irak, Zarqaoui proclamait que ses ennemis étaient les soldats américains, et pourtant il tuait des Irakiens innocents. À présent, il vitupérait contre la monarchie d'Amman et ses serviteurs, mais il avait choisi de massacrer des femmes et des enfants assistant à une cérémonie de mariage traditionnelle sunnite. Même les très conservateurs Frères musulmans dénoncèrent ces attentats comme des « actes terroristes horribles et lâches qu'aucun prétexte ou aucune logique ne pouvaient justifier ».

L'annonce des attentats provoqua le retour précipité du roi Abdallah, qui se trouvait en visite officielle au Kazakhstan. Il voyagea pendant toute la nuit, recevant les dernières nouvelles et les condoléances des autres dirigeants du monde avant d'arriver à Amman à 5 heures du matin.

Plus tard dans la journée, il fit le tour des hôpitaux pour se rendre au chevet des blessés et s'exprima à la télévision pour assurer calmement aux Jordaniens que la monarchie « poursuivrait ces terroristes et ceux qui leur venaient en aide ». Intérieurement, il bouillait, devait-il reconnaître par la suite.

« Nous allons passer à l'offensive, dit-il aux responsables des services de sécurité jordaniens réunis à la hâte. Ce qu'a fait Zarqaoui est hautement condamnable. Cessons de prendre des gants. Je veux que vous le trouviez5. »

Ce que voulait dire Abdallah n'était pas totalement clair, alors ; peut-être pas même pour lui. Ce jour marqua néanmoins l'amorce d'un tournant dans la politique de sécurité jordanienne. Le Moukhabarat s'enorgueillissait de protéger les Jordaniens, et la monarchie était certes considérée comme un partenaire digne de confiance pour partager des informations sur des terroristes présumés avec d'autres pays, dont les États-Unis. Mais dorénavant, la Jordanie allait adopter une attitude beaucoup plus agressive à l'encontre d'Al-Qaïda. Oubliant son ancienne réticence à collaborer directement avec l'armée américaine, la monarchie se mit à déployer des équipes du Moukhabarat spécialement formées pour aider les forces spéciales américaines à éliminer les cellules terroristes en Irak.

Le changement de ton fut évident dès le lendemain des attentats, lors d'une brève conversation qu'eut le roi avec Robert Richer, l'ancien chef de station de la CIA à Amman, qui s'était lié d'amitié avec le monarque au cours de ses deux mandats en Jordanie. Richer, qui était maintenant le numéro deux de la très secrète Direction des opérations de la CIA, appela le roi pour lui présenter ses condoléances et lui demander où en était l'enquête.

« C'est notre 11 Septembre, lui répondit Abdallah. Cela a changé notre manière de voir les choses6. »

Abdallah connaissait personnellement un des blessés et sa visite à l'hôpital l'avait à la fois bouleversé et mis en rage. « Ils ont attaqué des

civils innocents. Ils ont tué le père de la mariée. Ils ont tué le père de son mari. »

Au cours des semaines qui suivirent, les manifestations perdirent en intensité, mais les Jordaniens étaient résolus à montrer qu'ils tenaient bon. Même les islamistes qui avaient commencé par défendre Zarqaoui semblaient maintenant disposés à le voir disparaître, a raconté un agent qui a longtemps travaillé sous couverture.

« Des gens qui n'auraient jamais travaillé avec le Moukhabarat se portaient volontaires, a expliqué ce même agent. Maintenant, tout le monde avait son mot à dire sur lui. Zarqaoui avait franchi la limite[7]. »

Ces attentats avaient suscité un tel tollé que Zarqaoui se sentit obligé de présenter des excuses. Au cours des semaines qui suivirent, il fit de gros efforts pour s'écarter du personnage fanfaron et outrageusement sûr de lui qui était devenu si familier à des millions de personnes autour de la planète.

Piqué au vif par les manifestations qui avaient éclaté dans sa ville natale, Zarqaoui tenta d'abord de crier à la manipulation des médias, comme il l'avait fait lors de l'échec du complot à l'arme chimique. À peine quelques heures après avoir reconnu sa responsabilité dans les attentats, il avait diffusé un deuxième message audio, déclarant que les morts du mariage avaient été les victimes collatérales d'une attaque contre des agents du renseignement étrangers qui se trouvaient dans une autre partie de l'hôtel. Les morts musulmans étaient dus à un « accident involontaire », expliquait-il, résultant probablement de la chute des débris provoquée par le véritable attentat, lequel avait eu lieu ailleurs dans le bâtiment ; peut-être s'agissait-il même d'une autre bombe, posée par les Américains eux-mêmes.

« Nos frères connaissaient très précisément leurs cibles, continuait Zarqaoui. Dieu le sait : nous avons choisi ces hôtels après que plus de deux mois de surveillance rapprochée nous ont prouvé qu'ils servaient de quartier général aux services de renseignement israéliens et américains[8]. »

Mais même Al-Qaïda n'avait pas avalé ça. En juillet, le principal lieutenant d'Oussama Ben Laden avait aimablement réprimandé Zarqaoui

pour son recours à la violence gratuite. Après l'attentat d'Amman, ce fut au tour d'un des plus proches conseillers de Ben Laden de manifester son rejet, et de façon beaucoup plus violente. Le Libyen Atiyah Abd Al-Rahman, un allié du fondateur d'Al-Qaïda depuis vingt ans, ordonna à Zarqaoui de cesser de souiller l'image d'Al-Qaïda auprès des musulmans. Il tançait le Jordanien d'avoir agi sans autorisation au cours de « la récente opération dans les hôtels d'Amman ».

« Ne nous contentons pas d'être des gens qui tuent, massacrent, égorgent, saignent, jurent, insultent et se montrent violents, écrivait-il. Mettons les choses en perspective. Que notre miséricorde l'emporte sur notre colère[9]. »

Vétéran de l'horrible guerre civile algérienne qui avait opposé les islamistes radicaux aux forces de l'État, Atiyah mettait Zarqaoui en garde contre les erreurs commises par d'anciens mouvements djihadistes. Ceux-ci avaient en effet assuré leur propre ruine en s'aliénant les populations locales. « Ils se sont détruits eux-mêmes, de leurs propres mains, parce qu'ils se sont montrés déraisonnables. Ils ont été victimes de leurs fantasmes, de leur ignorance du peuple. La population s'est détachée d'eux parce qu'ils se sont comportés comme des oppresseurs, parce qu'ils ont commis des excès et se sont montrés trop sévères, tout cela se doublant d'un manque de douceur, de compassion et d'amabilité. Ce n'est pas l'ennemi qui a triomphé d'eux, ils se sont vaincus eux-mêmes, se sont consumés et sont tombés. »

Pour une fois, Zarqaoui ne fit rien pour tenter de justifier ses actes. En janvier, deux mois après les attentats d'Amman, il annonça qu'il s'infligeait à lui-même une sorte de rétrogradation. Al-Qaïda en Irak aurait un nouveau commandement, irakien, et les Irakiens y seraient plus largement représentés à travers un nouvel organisme appelé Conseil consultatif (« choura ») des moudjahidin en Irak. Zarqaoui y jouerait un rôle moins important, celui de conseiller stratégique ; c'était un geste destiné à « mettre un terme à tous les différends et tous les désaccords », selon une déclaration publiée par le nouveau groupe en janvier 2006.

Chose rare, Zarqaoui avait l'air de douter de lui-même. Dans une note rédigée après les attentats, il qualifiait ce que traversait alors le groupe de « situation lugubre » et reconnaissait qu'elle risquait d'empirer.

« En Irak, le temps commence à jouer en faveur des troupes américaines et à nuire à la résistance », écrivait-il dans cette note, retrouvée plus tard dans l'un de ses repaires10. Il qualifiait l'armée nationale irakienne en construction d'« énorme bouclier qui protège les troupes américaines » et déplorait les arrestations en masse de ses combattants ainsi que l'interruption des fonds en provenance de l'étranger. Il commença à réfléchir ouvertement à des manières non conventionnelles de faire perdre pied aux Américains et de donner un nouveau souffle à Al-Qaïda en Irak. Et si les États-Unis se retrouvaient d'une manière ou d'une autre entraînés dans une guerre avec l'Iran ? Parfaitement au fait que c'était en fin de compte un fiasco des services de renseignement qui avait été à l'origine de la décision des États-Unis d'envahir l'Irak, Zarqaoui réfléchissait à la possibilité de répandre de fausses preuves susceptibles de provoquer la colère de Washington contre Téhéran. Peut-être pourrait-il lancer une attaque terroriste contre l'Occident et laisser des indices incriminant des agents chiites appuyés par l'Iran. Ou bien pourrait-il semer « des messages et des aveux bidon montrant que l'Iran possédait des armes de destruction massive », écrivait-il.

Zarqaoui avait probablement conscience du caractère hasardeux de ce genre de plan, et aucune preuve n'indique qu'il ait réellement essayé. Il existait des actions plus pratiques à engager pour améliorer ses chances contre les Américains et il en dressait également la liste. L'une d'elles consistait à provoquer davantage de conflits religieux : entre chiites et sunnites, entre chiites et Kurdes, entre chiites et pratiquement tout le monde.

La dernière mesure évoquée dans cette note était une admonestation qui avait tout d'une autocritique :

« Éviter les erreurs qui ternissent l'image de la résistance. »

Puis, tout à coup, il fut de retour sur le devant de la scène.

Après plusieurs semaines d'un calme relatif, Zarqaoui s'attela à la préparation d'un attentat qui allait, au moins provisoirement, faire oublier sa bourde d'Amman. Son plan témoignait d'une ambition, d'une malice stratégique et d'un style théâtral rarement vus dans l'insurrection irakienne, laquelle, d'ordinaire, confinait plutôt à la boucherie. Plus que tout ce qu'avait accompli Zarqaoui jusqu'alors, son action anéantirait les derniers espoirs qu'entretenait l'administration américaine de pouvoir mettre un terme pacifique à cette guerre.

Le 22 février 2006, avant l'aube, cinq hommes armés et vêtus d'uniformes militaires pénétraient dans la cour de la mosquée millénaire d'Al-Askari, un sanctuaire particulièrement vénéré au cœur de la vieille ville irakienne de Samarra. La matinée était relativement fraîche et l'on voyait encore la lune en croissant se refléter, à travers de légers nuages, sur l'emblématique dôme d'or de la mosquée, un des bâtiments les plus sacrés de l'islam chiite. Sans faire de bruit, les hommes maîtrisèrent les gardes de la mosquée et commencèrent à installer des explosifs sous la ligne de toiture.

À 6 h 44, deux énormes explosions réveillèrent la ville en sursaut. Les habitants se précipitèrent dans les rues et découvrirent, là où se dressait auparavant le dôme, un monceau de gravats. Tout un mur extérieur s'était écroulé et le dôme n'était plus qu'un cratère, un moignon de béton et d'armatures tordues et enchevêtrées.

Les bombes n'avaient fait aucun blessé – cette fois-ci, personne ne pourrait accuser Zarqaoui d'avoir assassiné des musulmans innocents. Mais la destruction de la mosquée déclencha plusieurs vagues d'assassinats, puis d'autres assassinats en représailles de ces assassinats. Des bandes rivales chiites et sunnites, l'arme au poing, se mirent à dévaster la ville, balayant parfois des immeubles entiers. Au bout de quelques jours, on comptait plus de 1 300 victimes dans la morgue de la ville, et le pays tout entier semblait vaciller. À l'ambassade des États-Unis, Robert Ford organisa dans l'urgence une série de réunions avec les leaders politiques et religieux irakiens afin

d’appeler au calme. Une note confidentielle envoyée ce soir-là à la Maison Blanche avait cet en-tête particulièrement inquiétant : « Nerfs à vif dans les courants religieux. »

« En public comme en privé, nos contacts évoquent avec une réelle crainte la possibilité d’une guerre civile », disait cette note[11].

L’administration Bush eut tôt fait de conclure que Zarqaoui était le responsable et vit, avec de plus en plus de consternation, le nombre des meurtres religieux s’accroître jusqu’à dépasser tout ce qu’aurait pu obtenir le Jordanien avec de la poudre explosive et des éclats d’obus. À la Maison Blanche, certains finirent même par considérer l’attentat de Samarra comme un tournant de la guerre. Ils imputèrent à Zarqaoui le fait d’avoir « frotté l’allumette » qui avait embrasé les tensions religieuses du pays[12].

Bush accueillit particulièrement mal la nouvelle des massacres de Samarra.

« Je pense que rien ne l’a plus inquiété que les violences religieuses qui ont eu lieu dans le sillage de l’attentat contre la mosquée de Samarra, a rapporté Peter Baker, citant John Negroponte, l’ancien ambassadeur des États-Unis en Irak. Je crois qu’il a eu le sentiment que tout était en train de partir en fumée. Ça le tracassait vraiment beaucoup. »

Negroponte a raconté qu’à partir de ce moment-là, lorsque les conseillers de Bush venaient l’informer de la situation irakienne, « c’était presque comme s’il [les] suppliait de ne plus lui donner de mauvaises nouvelles ».

Zarqaoui, quant à lui, exultait. Après les attentats de Samarra, il fêta son succès en organisant quelque chose qu’il avait scrupuleusement évité jusqu’alors : une séance photo.

Au cours des semaines qui avaient suivi le désastre d’Amman, le Jordanien avait pris de nombreuses résolutions, l’une d’elles étant d’améliorer son image médiatique. Zarqaoui avait été une sorte de pionnier dans son usage de la violence sur Internet comme outil de recrutement, et même s’il avait le visage dissimulé par un masque, il était apparu personnellement dans la vidéo de l’exécution de Nicholas Berg. Il estimait à présent devoir jouer le rôle principal dans le relookage d’AQI. Désormais, il

ne serait plus le « cheikh des égorgeurs » masqué, et ne se ferait plus filmer lisant de longs sermons derrière un bureau à la façon de Ben Laden et de son lieutenant Ayman Al-Zaouahiri. Au lieu de cela, il allait se présenter comme une sorte de Big Jim du djihadisme.

Le tournage de la nouvelle vidéo, quelques semaines après l'attentat de Samarra, prit plusieurs jours ; on procéda ensuite à un travail de montage et de mixage afin de donner au résultat un fini tout professionnel. On n'y verrait que Zarqaoui : Zarqaoui en réunion avec son conseil militaire ; Zarqaoui examinant une carte ; Zarqaoui marchant dans le désert en compagnie d'autres combattants ; Zarqaoui faisant feu à volonté avec une mitrailleuse légère.

Chaque scène véhiculait l'image d'un guerrier hors la loi dans la fleur de l'âge13. Dans les vidéos d'Al-Qaïda, on voyait parfois Ben Laden assis à côté de son arme, ou prenant la pose maladroitement, tirant quelques coups de kalachnikov, sa silhouette maigre enturbannée, avec sa barbe grise, entourée d'hommes bien plus jeunes que lui. Par contraste, Zarqaoui se déplaçait avec toute la résolution et la vigueur d'un homme qui aime se battre. Il était entièrement vêtu de noir, de sa barbe à sa calotte de gangster en passant par ses pantalons de ninja et sa tunique. Les seules couleurs à faire contraste étaient le vert de la cartouchière qui lui barrait la poitrine et le blanc détonnant de ses baskets New Balance made in USA.

Il se livrait aux bonnes vieilles rodomontades zarqaouiennes, mais avec moins de sarcasme et d'insultes, mis à part les habituelles charges rhétoriques contre l'armée « des croisés » et ses alliés. Au lieu de cela, il s'adressait aux Irakiens comme à « sa nation bien-aimée » et adoptait des intonations poétiques14.

« Votre ennemi est à nu, par la volonté d'Allah, affaibli, sans protection et en lambeaux, disait-il. Ne lui donnez pas une chance de reprendre son souffle, continuez à les poignarder les uns après les autres. Que ceux qui portent notre étendard se lèvent. »

Nul besoin de souffler sur les braises ; l'incendie religieux que Zarqaoui avait entrepris d'allumer se propageait de lui-même à toutes les provinces

d’Irak. Quelques jours après les attentats à la bombe contre les hôtels d’Amman, l’armée américaine avait découvert à Bagdad une prison secrète souterraine où les agents de police chiites tabassaient et torturaient systématiquement les détenus sunnites. À l’intérieur de cet abri anti-bombes reconverti, les soldats trouvèrent près de 200 sunnites sous-alimentés, dont beaucoup racontèrent plus tard leur régime quotidien de passages à tabac et de décharges électriques.

Le bunker se situait à moins de 200 mètres de la résidence du ministre de l’Intérieur chiite Falah Al-Naqib, qui allait plus tard reconnaître que « des erreurs avaient été commises15 ». Cette découverte offrait la preuve que les attaques religieuses aléatoires amorcées par Zarqaoui avaient provoqué plusieurs campagnes de représailles, lesquelles bénéficiaient parfois du soutien du gouvernement irakien. Même les djihadistes qui remettaient en question la guerre de Zarqaoui contre les chiites commencèrent à croire que la stratégie du Jordanien était gagnante.

* C’est sous cette même forme que les Anglo-Saxons abrègent la date du 11 septembre, qui évoque bien entendu les attentats de 2001 contre New York et Washington. (*N.d.T.*)

16

« Pour toi, la fin est proche »

Les premiers mois de l'année 2006, les villes situées le long de la frontière occidentale de l'Irak étaient déjà considérées comme le fief de Zarqaoui. Mais en pratique, elles étaient contrôlées par un autre homme : un officier des douanes irakien qui observait d'un œil particulièrement intéressé le flot des marchandises arrivant de Syrie et de Jordanie dans cette portion de désert.

Officiellement, Ziad Al-Karbouli travaillait pour l'État ; en réalité, cela faisait longtemps qu'il était à la solde d'Al-Qaïda en Irak, un client qui offrait un salaire nettement supérieur et bien d'autres avantages. Au bout d'un certain temps, Karbouli avait pris du galon au sein de l'organisation terroriste, récompensé pour avoir régulièrement livré des renseignements très utiles sur les arrivées de nouvelles marchandises à piller. Parfois, il procédait lui-même à des actes d'extorsion.

Il était inévitable que la place de choix qu'occupait Karbouli dans le réseau criminel de Zarqaoui, ajoutée à sa réputation de cupidité, finisse par attirer l'attention des espions jordaniens qui opéraient dans les villes frontalières. Le Moukhabarat, qui se consacrait presque exclusivement à la recherche du terroriste depuis les attentats d'Amman, mit donc au point un piège destiné à capturer l'homme que l'on connaissait dans la région comme le douanier personnel de Zarqaoui.

On était au printemps, cinq mois s'étaient écoulés depuis l'attentat contre le Radisson et, en Jordanie, la crainte d'une nouvelle vague de violence à

l’instigation de Zarqaoui s’était en grande partie dissipée. De nouvelles mesures d’exception avaient été mises en place dans tout le pays : on avait renforcé les contrôles aux frontières et, en une nuit, des barrages de béton avec détecteurs de métaux avaient fait leur apparition devant tous les grands hôtels et les bâtiments gouvernementaux. Le pays continuait toutefois d’être submergé par l’arrivée de réfugiés irakiens, mais aussi de visiteurs qui franchissaient la frontière pour raison médicale ou pour acheter des produits occidentaux difficiles à trouver en Irak. L’un de ces habitués n’était autre que Karbouli, dont on savait qu’il aimait dépenser ses revenus illicites dans les centres commerciaux et les boutiques de Jordanie. Les agents du Moukhabarat attendirent tout simplement qu’il passe la frontière et, le moment venu, ils l’emmenèrent faire un tour. Il se retrouva bientôt dans la célèbre cellule d’interrogatoire de l’agence d’espionnage, sous le regard impatient de deux de ses meilleurs interrogateurs : le capitaine Abou Haytham et son patron, Ali Bourzak, le Diable rouge.

Karbouli parla. Il finit même par accepter que ses aveux soient filmés et reconnut toute une série de crimes, dont le meurtre d’un camionneur jordanien lors d’une tentative d’extorsion ainsi que l’enlèvement de deux Marocains qu’il avait remis aux hommes de Zarqaoui en vue d’une demande de rançon. Mais ce qui intéressait surtout les Jordaniens, c’était ce que Karbouli avait à dire à propos du réseau lui-même et, sur cette matière, il livra plusieurs détails avec une facilité déconcertante. C’était comme s’il attendait depuis toujours l’occasion de se libérer de ce fardeau.

« Il paraissait presque soulagé, a raconté un ancien agent du renseignement qui a suivi l’affaire de près. Il ne s’est pas livré de lui-même, mais une fois que nous l’avons attrapé, il était évident qu’il voulait se sortir de cet univers[1]. »

Assuré qu’il bénéficierait de la protection des Jordaniens, « il se mit simplement à tout balancer ». Les interrogateurs de l’agence se retrouvèrent soudain à remplir des carnets entiers de précieux récits sur la structure de commandement et les tactiques d’Al-Qaïda en Irak. Selon ce même ex-agent du renseignement, une des tâches de Karbouli consistait bel et bien à

guetter de nouvelles marchandises susceptibles d'alimenter les ateliers à bombes de Zarqaoui – un travail grâce auquel il avait maintenant une grande connaissance des cellules terroristes de l'ensemble du pays.

« Il ne fabriquait pas de bombes, mais il savait comment envoyer le matériel aux bons endroits pour que tout soit assemblé. C'était une sorte de chef de projet. »

Abou Haytham avait passé du temps avec plusieurs dizaines d'hommes opérant à la marge du réseau Zarqaoui, et il identifiait parfaitement la catégorie à laquelle appartenait Karbouli. C'était un sunnite, membre de la tribu de la ville frontalière d'Al-Qa'im ; jeune quadragénaire, il était beaucoup plus vieux que l'extrémiste étranger typique qui se rendait en Irak pour accomplir le djihad. Même s'il avait quelques sympathies pour la cause de Zarqaoui et s'opposait résolument à l'occupation américaine, c'était un bureaucrate de carrière qui savait veiller à ses intérêts et s'adapter quand le vent tournait. Il subsistait toutefois une lueur de sens moral sous cette rude carapace. Karbouli avait beau être quelqu'un de fondamentalement corrompu, endurci par la violence qu'il côtoyait quotidiennement, il avait tout de même du mal à accepter les excès de Zarqaoui. Le pire avait été les attentats contre les hôtels, mais il y avait aussi d'autres événements, dont il avait parfois été personnellement témoin.

Cela dérouta quelque peu Abou Haytham. Tuer des innocents était la spécialité de Zarqaoui, rappela-t-il. Comment Karbouli avait-il pu en faire abstraction ? Mais l'homme était catégorique. Massacrer des innocents était mal. C'était un acte anti-islamique.

En continuant à interroger Karbouli, le Moukhabarat finit par en savoir un peu plus sur le chauffeur routier qu'il avait tué. Le camionneur avait été arraisonné à la frontière irakienne avec une remorque remplie de marchandises qui, selon le manifeste de chargement, étaient destinées à une base américaine située bien plus au sud. La plupart du temps, les chauffeurs qui transportaient ce genre de marchandises étaient exécutés, dans le but de décourager les autres. C'étaient les hommes de Zarqaoui qui avaient ordonné de tuer celui-ci.

Karbouli se rappelait son nom – Khalid – et la peur qui emplissait sa voix lorsqu'il s'était retrouvé menotté et les yeux bandés.

« Il a demandé : "Qu'est-ce que vous allez faire ?" ; j'ai répondu : "Je vais te tuer", racontait Karbouli dans ses aveux. Il a commencé à me supplier : "S'il te plaît, ne me tue pas", alors je lui ai dit : "Je dois te tuer"… Il a continué à me supplier, alors j'ai sorti mon pistolet et je lui ai dit : "Fais tes prières." Il les a dites en me suppliant. »

Karbouli avait tiré deux balles dans la tête du chauffeur et laissé le cadavre sur place, au bord de la route, à côté de son passeport et de ses documents de voyage. Après quelques instants de réflexion, il avait pris le téléphone portable de la victime.

Lorsque, peu de temps après, le portable du chauffeur s'était mis à sonner, Karbouli avait décroché, par réflexe. C'était le frère du mort. Le douanier avait inventé une histoire qui ne tenait pas vraiment debout puis raconté que Khalid allait bien, avant de raccrocher.

Quelques instants plus tard, en regardant le téléphone qu'il avait toujours à la main, il s'était mis à parcourir les fichiers personnels dans lesquels le chauffeur conservait ses photos. Il était tombé sur celle de quatre petites filles, très probablement celles de Khalid.

« Ça m'a fait réagir, en quelque sorte », dit-il.

Après cela, chaque mort dont il avait été témoin semblait raviver une blessure intérieure. Lorsque, la deuxième année de l'insurrection, Zarqaoui avait déclaré la guerre aux chiites, Karbouli avait d'abord totalement approuvé cette idée, révolté qu'il était par les récits d'actes de purification ethnique commis dans les quartiers chiites de Bagdad et de Bassora. Mais à présent, c'en était trop. Un jour, il avait assisté à un spectacle atroce : la décapitation d'un prisonnier chiite par une bande de voyous de Zarqaoui, pour le seul motif que l'homme appartenait au courant religieux ennemi.

À mesure que les cadavres s'accumulaient, Karbouli avait commencé à entrevoir qui était vraiment Zarqaoui et ce qu'était en train de devenir l'Irak.

« Pour nous, avant l'arrivée de Zarqaoui, il n'y avait pas de différence entre les sunnites et les chiites. Maintenant, il y a un assassinat par jour. »

D'après ses dires, Karbouli n'avait qu'un rôle mineur au sein du groupe : celui d'un sergent, pas d'un général. Mais pour les Jordaniens, l'arrestation de ce soldat de second rang de Zarqaoui – un bavard, de surcroît – représentait une réelle avancée. Et Karbouli fut bientôt à l'origine de plusieurs volumes de rapports détaillés concernant les agissements de Zarqaoui dans les villes frontières situées sur les itinéraires de ravitaillement du groupe. Il connaissait plusieurs dizaines d'agents comme lui ainsi que le nom de différents chefs occupant des rangs plus importants, dont certains avaient une position si élevée au sein de l'organisation qu'ils recevaient directement leurs instructions du cercle rapproché et particulièrement protégé de Zarqaoui.

Karbouli ne savait pas où se trouvait le repaire du chef terroriste. Mais grâce à lui, les Jordaniens en étaient plus proches qu'ils ne l'avaient jamais été.

Au cours du printemps 2006, les avions de reconnaissance américains commencèrent à surveiller de bien plus près que d'ordinaire un village irakien du nom de Yousoufiyah, constitué de petites maisons de plain-pied bâties le long d'un canal d'irrigation de l'Euphrate, juste au sud de Bagdad. Cela faisait un certain temps que l'on considérait la région comme une base de lancement des attaques terroristes contre la capitale. Et début avril, un informateur avait désigné le village comme un des lieux où se tenaient régulièrement de très importantes réunions d'AQI. Rien de surprenant donc à ce que, le matin du 8 avril, un drone affecté à la Task Force 6-26 du major général Stanley McChrystal repère quelque chose d'inhabituel : un convoi de véhicules qui pénétrait dans le village. Deux heures après, une équipe d'assaut d'agents d'élite des Delta Force se mettait en route.

À 13 h 56, les hélicoptères fondaient sur Yousoufiyah et, quelques minutes plus tard, les commandos forçaient la porte de ce qu'ils pensaient être une planque de terroristes. Un véritable tir de barrage à l'arme légère

jaillit de l’intérieur. L’un des tireurs, qui portait une grosse ceinture explosive, se rua sur les Américains, suivi d’un second, mais tous deux furent abattus avant de se faire sauter. Un troisième aspirant kamikaze déclencha prématurément sa bombe, constellant le mur de morceaux de son propre corps sans toutefois blesser personne. Une fois la fusillade terminée, les soldats découvrirent six cadavres et arrêtèrent cinq survivants, dont un blessé. Ils saisirent également des armes, des munitions et des grenades cachées ainsi que, dans une autre pièce, plusieurs vidéos faites maison.

Le ménage n’était pas encore terminé que les caméras de surveillance repérèrent à nouveau plusieurs véhicules qui convergeaient vers une autre ferme, quelques kilomètres plus loin sur la route. Une nouvelle fois, les rotors de l’hélicoptère se mirent à tourner et, une nouvelle fois, l’équipe Delta se retrouva devant une porte verrouillée, avec ses charges explosives prêtes à fonctionner. Mais cette fois-ci, les occupants se rendirent sans combattre. Douze Irakiens furent menottés et jetés dans les hélicoptères, direction Bagdad.

Dans le centre d’opérations de McChrystal, les prises du jour déroutèrent quelque peu les analystes. Aucun des douze hommes que l’on avait arrêtés dans la ferme ne figurait dans leurs dossiers. Tout laissait pourtant supposer que les participants à la réunion de Yousoufiyah occupaient une position importante au sein de l’organisation. Certains étaient plus âgés, et les autres les traitaient avec déférence. Chose étrange, sur ces douze Irakiens adultes, un seul avait été arrêté en possession d’un téléphone portable, ce qui suggérait que les autres s’étaient montrés suffisamment malins pour se débarrasser du leur dès qu’ils avaient vu approcher les commandos.

Les hommes capturés à Yousoufiyah furent rapidement transférés à la base aérienne de Balad, et McChrystal confia à ses meilleurs interrogateurs et analystes le soin de démonter leurs histoires. Les Américains étaient déjà convaincus que plusieurs de ces prisonniers étaient des officiers de haut rang du réseau Zarqaoui, et ceux-là furent l’objet d’une attention toute particulière. Le plus intéressant de tous était un ancien lutteur, très costaud, d’une trentaine d’années, à qui McChrystal attribua le nom de code de

Moubassir. Il s’exprimait dans un anglais étonnamment bon et semblait prendre grand plaisir à multiplier les sarcasmes et à sermonner les Américains dans leur propre langue. Lors de son premier interrogatoire, il adopta un accent britannique assez snob et feignit l’exaspération d’être ainsi obligé de passer des heures à répondre à des questions.

« Combien de temps pensez-vous que tout cela va encore durer ? Car je dois retourner auprès de ma famille », dit-il, d’après les mémoires de McChrystal. L’homme déclarait être un consultant vidéo, avoir été engagé par les autres prisonniers pour une mission d’une journée et ne rien connaître au terrorisme. Comme pour les autres membres du groupe, il n’y eut rien à tirer de son premier interrogatoire.

Une autre équipe s’attela à disséquer les preuves matérielles recueillies lors du raid de Yousoufiyah. Et elle fit une découverte fort intéressante : sur l’une des vidéos récupérées dans la première maison, les enquêteurs trouvèrent de longues séquences pas encore montées où l’on voyait un homme vêtu d’un costume de ninja noir et de baskets blanches, en train de tirer avec une mitrailleuse qu’il portait à hauteur de taille. L’importance de cette trouvaille sauta aussitôt aux yeux de tous : on ne savait pas encore qui étaient les occupants de la maison de Yousoufiyah, mais on était certain qu’ils étaient suffisamment importants pour être en possession des rushs des films de propagande de Zarqaoui.

Les hommes de McChrystal progressaient, mais ils n’avaient toujours pas la moindre idée de l’endroit où se trouvait la base du Jordanien. Ils passèrent des heures à étudier les vidéos en quête d’indices. Certains passages étaient involontairement comiques, comme celui où l’on voyait Zarqaoui peiner à comprendre comment fonctionnait sa mitraillette. Après avoir vidé son chargeur, il tendait l’arme à l’un de ses hommes qui l’attrapait par le canon pour la jeter aussitôt en hurlant de douleur – apparemment, il n’avait pas anticipé que le métal serait brûlant. Les Américains allaient rendre public ce « bêtisier » afin de saper l’image de guérillero chevronné de Zarqaoui. Humiliation supplémentaire, McChrystal convainquit également les responsables de la Maison Blanche de faire

baisser la récompense pour la capture de Zarqaoui de 25 à 5 millions de dollars. Selon lui, cette rétrogradation symbolique allait faire un tort incommensurable au vertigineux ego du terroriste.

Mais les Américains couraient encore et toujours après des fantômes. Au cours des semaines qui suivirent, ils continuèrent à fouiller les environs de Yousoufiyah et ajoutèrent plusieurs zones du nord et de l'ouest de l'Irak à leur liste des priorités, en s'appuyant sur leur analyse des paysages qui servaient de décor aux vidéos de propagande. Les interrogatoires de Moubassir et des autres détenus de Yousoufiyah traînaient en longueur, jour après jour, sans résultat. Trois ans que les Américains traquaient Zarqaoui, et voilà qu'une fois de plus, ils étaient tombés sur un puits à sec.

Cependant, les enquêteurs bénéficiaient à présent de nouveaux et précieux alliés. Les Jordaniens se révélèrent en effet d'une aide inestimable. Leurs agents, qui travaillaient désormais aux côtés des forces spéciales américaines, étaient passés maîtres dans l'art de repérer des indices échappant aux hommes de Washington, comme de subtiles différences d'accent qui permettaient de distinguer les Irakiens locaux de ceux qui venaient d'une autre ville.

Au même moment, les interrogatoires de Karbouli et des autres agents de Zarqaoui menés par le Moukhabarat permirent d'obtenir des informations déterminantes. Du fait de son métier de douanier, Karbouli connaissait les principales routes ou « itinéraires d'exfiltration » dont se servait son chef pour faire entrer clandestinement du ravitaillement ou des recrues. Près d'Al-Qa'im, il y avait deux artères majeures qui franchissaient la frontière syrienne et menaient aux bastions sunnites du sud de l'Irak, dans la province d'Anbar, et à ceux du nord, dans la région de Mossoul ; une troisième avait pour destination la cité multiethnique de Bakouba, au nord-est de Bagdad. Karbouli en savait aussi suffisamment sur les voyages passés de Zarqaoui pour dresser la liste des villes où il avait probablement séjourné. L'agence d'espionnage jordanienne communiqua aux Américains ses dernières découvertes, mais aussi quantité d'informations qui allaient de

témoignages de personnes croyant avoir vu Zarqaoui à la localisation de dépôts d'armes secrets.

Plutôt impressionné, McChrystal décida de rencontrer personnellement certains membres du Moukhabarat. Les principaux assistants du général chargés des opérations de renseignement rencontrèrent tout d'abord leurs homologues jordaniens, dans leur quartier général d'Amman. Puis ce fut le tour d'un petit contingent d'officiers du Moukhabarat, sous l'égide d'Ali Bourzak, de se rendre, en pleine nuit, au centre de commandement de McChrystal, à Balad. C'était la première fois que des étrangers non britanniques étaient autorisés à pénétrer dans ce lieu extrêmement sensible.

« Nous cherchions à apprendre tout ce que nous pouvions concernant le moindre type qui avait pu rencontrer Zarqaoui », a expliqué un haut responsable américain qui a participé à ces réunions2.

Au bout d'un moment, les Américains déplièrent une carte de l'Irak et demandèrent à Bourzak où il pensait que se cachait Zarqaoui. Le directeur du Moukhabarat réfléchit un instant et se leva de sa chaise.

« Il s'est avancé vers la carte et a pointé son doigt au milieu de la province de Bakouba », se rappelle l'agent.

« Si j'étais Zarqaoui, c'est là que j'irais », déclara Bourzak.

Les Américains furent plutôt décontenancés. L'essentiel des soutiens de Zarqaoui et la plupart des endroits où l'on prétendait l'avoir vu se situaient dans les fiefs sunnites de la province d'Anbar ou bien au nord du pays, entre Mossoul et la frontière syrienne. Bakouba, avec son demi-million d'habitants, était un tumultueux mélange de sunnites, de chiites et de Kurdes, à moins de 100 kilomètres de la frontière iranienne.

Les hommes de McChrystal enregistrèrent l'information, même si certains n'y voyaient qu'une hypothèse au doigt mouillé. Il y avait bien eu des rapports signalant la présence de Zarqaoui près de Bakouba, mais personne ne s'était jamais donné la peine de vérifier.

« Nous n'avons jamais écarté cette possibilité, a raconté le haut responsable américain. Nous l'avons simplement ajoutée à nos calculs. »

Puis, au mois de mai, arriva de Jordanie une autre information qui semblait plus prometteuse à court terme. À Balad, l'interrogatoire de l'Irakien nommé Moubassir n'avançait pas d'un pouce, à la grande frustration des Américains, et le prisonnier était persuadé qu'il allait être libéré sous peu. Mais le Moukhabarat transmit bientôt une note sur ses anciens voyages en Jordanie. Il avait effectué plusieurs trajets suspects au mois de novembre précédent, à l'époque des attentats contre les hôtels d'Amman. On y faisait également allusion à de possibles liens entre Moubassir et la famille de Sajida Al-Richaoui, la kamikaze dont la ceinture n'avait pas explosé.

Rien de tout cela ne reliait directement Moubassir à l'attentat, mais les Américains disposaient soudain d'un nouveau et puissant levier pour faire parler l'Irakien. Deux des interrogateurs les plus habiles de McChrystal se rendirent dans la cellule du prisonnier pour lui présenter ces nouvelles preuves et lui adresser un ultimatum : aide-nous ou nous serons contraints de te remettre à la justice jordanienne.

« Nous essayons de te garder, mais s'ils commencent à se dire que tu es lié à toute cette affaire, ça pourrait être vraiment très mauvais pour toi », lui lança l'un des interrogateurs, selon les notes prises par McChrystal3.

Moubassir protesta : « Je ne peux rien vous donner parce que je n'ai rien du tout. » Mais ensuite, alors que les deux Américains s'apprêtaient à quitter la pièce, il les arrêta :

« J'ai quelque chose à vous dire. »

Les nouveaux aveux de Moubassir allaient remplir huit pages dactylographiées. Le clou de sa confession était, de loin, une révélation des plus remarquables concernant Zarqaoui, un fait qui avait jusque-là totalement échappé aux Américains : le Jordanien avait un conseiller spirituel, un imam irakien nommé le cheikh Abd Al-Rahman, qui vivait avec sa jeune famille à Bagdad. Tous les deux se voyaient régulièrement, chaque semaine ou tous les dix jours.

Pour ceux qui étaient à la recherche de Zarqaoui, c'était l'avancée la plus importante depuis le début d'une traque qui avait démarré près de trois ans auparavant. Si cette information était vraie – et en supposant que l'équipe de McChrystal trouve l'imam en question – on venait tout simplement de leur fournir un plan menant directement à la planque de Zarqaoui. L'histoire était presque trop belle, et certains des officiers de Balad soupçonnèrent l'Irakien de bluffer, voire de leur tendre un piège. Le doute ne fit que s'amplifier après que les Américains eurent repéré l'adresse d'un certain cheikh Abd Al-Rahman à Bagdad et découvert que la maison se situait dans une zone à majorité chiite – certainement le dernier endroit où l'on pouvait espérer trouver un confident de Zarqaoui.

Responsables américains et jordaniens se hâtèrent de collecter tout ce qu'ils pouvaient au sujet du directeur de conscience de Zarqaoui. Des drones survolèrent la luxueuse maison où habitait l'homme connu sous le nom d'Abd Al-Rahman et suivirent à la trace sa berline gris métallisé lorsqu'il se déplaçait en ville avec son chauffeur. Des agents sous couverture, vêtus d'habits traditionnels arabes, se postèrent près de sa mosquée pour prendre secrètement des photos de ce jeune imam aux cheveux courts et à la barbe soigneusement taillée. On soumit ensuite ces clichés à la nouvelle star des informateurs du Moukhabarat, qui identifia l'imam du premier coup d'œil. Presque tous les membres du réseau savaient que Zarqaoui avait un jeune conseiller spirituel, expliqua Karbouli, mais on ne le connaissait que sous un faux nom, un *nom de guerre*[*]. L'imam sur les photos était bien ce conseiller, expliqua l'ancien douanier. Il en était certain.

Puis il fallut attendre. Pendant deux semaines, des caméras aéroportées surveillèrent la maison et suivirent la berline dans ses déplacements les plus quotidiens, au marché, à l'école ou dans d'autres sorties liées à la vie sociale. Tous les matins, le chauffeur attendait devant la maison, et tous les soirs, l'imam et sa famille rentraient chez eux. À Balad, les analystes regardaient leurs écrans vidéo et se demandaient s'il n'y avait pas quelque chose qui clochait. Rahman avait-il été prévenu ? Devaient-ils simplement arrêter l'imam et essayer de le faire parler ?

Et puis, par un mercredi d'une chaleur étouffante – le 7 juin 2006 –, vers midi, les hommes de McChrystal virent sur leurs écrans la berline faire une entorse à son itinéraire habituel. Elle roula à travers les quartiers résidentiels puis tourna pour emprunter la principale autoroute de Bagdad, celle qui allait vers le nord-est. Sur la bretelle d'accès, la voiture s'arrêta brusquement. Rahman sortit du véhicule et parla au téléphone. Quelques minutes plus tard, une camionnette bleue se garait derrière la berline et l'imam y montait. Un changement de voiture classique, du genre de ceux auxquels les espions ont recours depuis des décennies pour semer leurs poursuivants.

La camionnette traversa à toute vitesse la banlieue de Bagdad puis prit la direction du nord avant de s'éloigner de la ville, vers la pleine campagne. McChrystal était dans son bureau privé, situé dans une autre partie du centre d'opérations, lorsqu'un de ses hommes toqua à la porte : Rahman était en mouvement, il était en train de s'éloigner de la capitale. Mais dans quelle direction ? McChrystal aurait parié sur le sud, vers Yousoufiyah. Au lieu de cela, à sa grande surprise, la voiture continua vers le nord sur une cinquantaine de kilomètres, puis tourna vers l'est. La destination de Rahman ne faisait désormais plus de doute : il fonçait droit sur Bakouba, exactement comme l'avait prédit le chef de la section antiterroriste du Moukhabarat.

Les occupants de la camionnette tentèrent une nouvelle fois de se débarrasser d'éventuels suiveurs. Alors qu'ils venaient tout juste d'entrer dans Bakouba, ils se garèrent sur un parking où les attendait une autre voiture – un pick-up blanc avec une bande rouge. Rahman sortit pour adresser quelques mots au conducteur ; puis, pour la deuxième fois en une heure, il changea de véhicule. Et bientôt, le pick-up prit à son tour la direction du nord.

À environ cinq kilomètres de la ville, aux abords d'un petit village nommé Hibhib, le pick-up tourna pour emprunter une piste de terre bordée de palmiers, puis un chemin qui menait à une maison beige, à un étage, avec un auvent pour voiture. L'habitation était totalement dissimulée par

une canopée de palmes et d'arbustes très denses, et protégée par un mur d'enceinte ainsi qu'un portail en fer. Les Américains virent le chauffeur parler à quelqu'un qui se trouvait à l'intérieur de la propriété, lequel ouvrit ensuite le portail pour laisser entrer le pick-up. Rahman bondit du siège passager, puis le conducteur fit une marche arrière sur le chemin de terre avant de repartir.

Il était 16 h 55, heure de Bagdad. Dans le centre d'opérations, tous les regards étaient rivés sur les images granuleuses de la petite maison sous les palmiers. Les analystes de la CIA et les militaires présents dans la pièce attendaient cet instant depuis près de trois ans. Le moment était-il venu ?

McChrystal, concentré, était en train d'observer ces images lorsqu'un de ses hommes repassa celles d'un pick-up blanc empruntant le chemin. « Je ne vous promets pas que ce soit Zarqaoui, prévint-il. Mais celui que nous allons tuer, quel qu'il soit, sera beaucoup plus important que tous ceux que nous avons tués jusqu'à maintenant. »

Alors qu'ils avaient le regard collé à l'écran, une silhouette robuste sortit du bâtiment.

« Nous avons vu un type habillé tout en noir sortir et aller à la rencontre de [Rahman] avant de l'emmener à l'intérieur de la maison, a raconté McChrystal. Puis nous avons vu ce même type tout en noir ressortir. Il a fait un aller-retour sur le chemin qui menait à la route principale4. »

McChrystal avait vu des dizaines d'images de l'homme qu'il traquait depuis 2003. La ressemblance avec la silhouette vêtue de noir était indéniable.

« Eh ! C'est Zarqaoui, dit-il à ses hommes.

– Oui, c'est bien lui, lui répondit-on. C'est ce que nous pensons aussi. »

À plus de 60 kilomètres de là, à Bagdad, une équipe de commandos Delta se tenait fin prête ; ils reçurent l'ordre de monter à bord de leur hélicoptère. À la consternation de tous, l'un des appareils avait un problème de moteur. Plusieurs minutes éprouvantes s'écoulèrent. Et si Zarqaoui s'enfuyait tout à coup dans la palmeraie et leur échappait ? Aurait-on jamais encore une occasion comme celle-ci ?

À ce moment-là, deux avions F-16 américains effectuaient un vol de routine au-dessus du centre de l'Irak ; il avait été décidé que le territoire irakien ferait l'objet d'une couverture aérienne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, au cas où des soldats auraient besoin d'un renfort immédiat. L'un des avions devait se réapprovisionner en carburant et était donc hors service, mais l'autre fut redirigé vers Bakouba. Un contrôleur aérien lui donna une série de coordonnées et l'appareil fit bientôt hurler ses réacteurs en direction du petit village de Hibhib, à moins de cinq minutes de vol.

McChrystal espérait bien que la journée se terminerait par la capture de Zarqaoui. « Je veux vraiment attraper ce type », se rappelle-t-il avoir pensé alors que les minutes s'écoulaient. En vérité, nul ne pouvait prétendre avec certitude que l'homme sur la vidéo était Zarqaoui. McChrystal évaluait les probabilités à 80-90 %.

Un de ses hommes interrompit le cours de ses pensées.

« Je pense qu'il ne faut pas attendre, dit-il. Je vais faire bombarder la maison.

– Très bien », répondit le général.

Il était presque 18 heures lorsque l'ordre résonna dans la radio du F-16 : « Bombardez ! »

Le chasseur fondit sur la maison mais, à la grande surprise de ceux qui, à Balad, regardaient les écrans, le bâtiment n'explosa pas. Le pilote effectua un deuxième passage, lâchant cette fois une GBU-12 Paveway, une bombe guidée de 230 kilos. Au milieu de l'écran vidéo du F-16, apparut un éclair brillant, suivi de trois nuages de fumée et de poussière dont l'un s'éleva dans le ciel, les autres s'enroulant autour des palmiers. Une centaine de secondes plus tard, une deuxième bombe frappa au même endroit.

Lorsque la fumée finit par se dissiper, la maison d'un étage avec son auvent de stationnement avait disparu.

Vingt minutes plus tard, l'équipe Delta arriva en hélicoptère. Les commandos remontèrent le chemin à pied, en courant, juste à temps pour

voir la police irakienne charger une civière dans une ambulance à proximité du tas de gravats qui avait été le refuge de Zarqaoui.

À la vue de ces commandos américains lourdement armés, les Irakiens reculèrent et les soldats purent examiner le visage ensanglanté de l'homme étendu sur la civière. Il portait une petite barbe et des habits noirs pleins de poussière ; un filet de sang s'écoulait d'une profonde entaille à sa joue droite. Si les soldats avaient regardé de plus près, ils auraient pu remarquer une étrange cicatrice sur son bras droit, vestige d'une ancienne opération destinée à effacer un tatouage.

Grièvement blessé mais vivant, Zarqaoui ouvrit les yeux et vit une brochette de visages américains qui l'observaient. Surpris, il marmonna quelque chose d'inintelligible et tenta de faire basculer la civière pour s'enfuir, mais des mains américaines, dont certaines étaient tatouées, l'en empêchèrent.

Quelques années plus tard, certains des soldats présents à Hibhib racontèrent que c'étaient les commandos qui avaient administré le coup de grâce à Zarqaoui, le faisant passer de vie à trépas alors qu'il gisait sur la civière. Rien de tout cela n'est corroboré par l'autopsie, dont la conclusion fut que, de toute façon, Zarqaoui n'avait plus que quelques minutes à vivre, ses poumons et ses autres organes ayant été écrasés par le souffle puissant de l'explosion de la GBU-125. Un officier médecin présent sur place nota que la carotide de Zarqaoui avait déjà cédé à cause de l'hémorragie interne, et que du sang s'échappait de son nez et de ses oreilles au moment où, dans un sifflement, il poussa son dernier soupir.

Ce qui semble irréfutable, c'est que Zarqaoui a été conscient suffisamment longtemps pour regarder les Américains dans les yeux.

L'autre fait certain est qu'il mourut à 19 h 04 heure d'Irak, alors que le soleil couchant déployait de longues ombres sur la palmeraie qui l'avait abrité, lui et son rêve torturé d'un État islamique ressuscité.

La première et unique rencontre du major général Stanley McChrystal avec Zarqaoui eut lieu le soir même, dans une morgue de fortune du centre

d’identification de détenus de Balad. Le corps de Zarqaoui fut allongé sur une table afin que les spécialistes puissent effectuer des tests ADN et confirmer son identité.

Quelques minutes plus tôt, McChrystal avait ordonné une série de raids à travers tout le pays pour parer à d’éventuels attentats commis en représailles par les combattants d’AQI. Il se trouvait toujours dans le centre d’opérations lorsqu’un de ses hommes vint lui dire que le corps de Zarqaoui était arrivé.

Il se rendit au centre de détention et trouva le cadavre allongé sur un poncho. Un des agents de l’équipe Delta, un ranger de l’armée que connaissait très bien McChrystal, montait la garde. Un filet de sang était en train de sécher sous la plaie qu’avait Zarqaoui à la joue gauche. À part cette blessure, le corps ne portait aucun signe de traumatisme majeur. McChrystal prit un moment pour examiner le visage.

« On dirait vraiment Zarqaoui, dit-il, comme sorti d’une affiche. »

Il se tourna vers le ranger.

« Qu’en pensez-vous ?

– C’est lui », répondit le ranger.

La mort de Zarqaoui ne fut officiellement annoncée que le lendemain mais, à Washington, de la Maison Blanche au Pentagone en passant par le siège boisé de la CIA sur les rives du Potomac, on fêtait déjà la nouvelle.

La première réaction de Bush fut d’une grande sobriété. Quelques minutes avant que la nouvelle ne lui parvienne de Bagdad, le président était en réunion à la Maison Blanche avec plusieurs membres du Congrès appartenant aux deux partis. Le représentant républicain de l’Illinois, Ray LaHood, farouche supporter de la guerre en Irak, avait donné son avis sans qu’on lui ait rien demandé : « Il faut vraiment se débarrasser de Zarqaoui. »

Bush avait eu un petit rire silencieux, puis le représentant Steny Hoyer, un démocrate du Maryland, s’était penché vers lui pour se moquer discrètement de LaHood. « Comment n’y avons-nous pas pensé plus tôt ? » chuchota-t-il6.

Le premier rapport évoquant la possible mort de Zarqaoui arriva quelques minutes plus tard, à 15 h 45, heure de Washington, mais il fallut attendre cinq heures pour qu'elle soit confirmée. L'équipe de sécurité nationale de Bush était au bord de l'extase, mais le président esquissa à peine un sourire.

« Je ne sais plus comment accueillir les bonnes nouvelles », expliqua-t-il.

Lorsque la nouvelle fut annoncée, l'agent de la CIA Nada Bakos était en voyage. Quelques mois plus tôt, l'expert numéro un de Zarqaoui à l'agence était retournée pour de bon à Washington, après avoir cherché à obtenir une nouvelle mission qui n'avait rien à voir avec le Jordanien. À maintenant 36 ans, elle était la personne qui avait travaillé le plus longtemps au sein de l'équipe Zarqaoui ; elle ressentait une grande frustration et était plus que disposée au changement. Elle avait rencontré un homme à son goût – quelqu'un de très éloigné du monde du renseignement – et ils venaient de se marier. La cérémonie, très simple, avait eu lieu un soir après le travail ; Bakos, débordée par les exigences quotidiennes de son métier, était d'ailleurs arrivée en retard.

Le 7 juin, elle était en compagnie de ses nouveaux collègues de la CIA lorsqu'un ami de Langley l'appela pour lui annoncer que Zarqaoui était enfin mort. Elle se souvient d'avoir été légèrement hébétée. Comment fallait-il réagir à une telle nouvelle ?

« J'étais heureuse. Mais je crois que j'étais déçue de ne pas me trouver avec des gens qui comprenaient ce que ça signifiait[7]. »

Les célébrations qui eurent lieu dans la capitale jordanienne furent comme contrebalancées par d'inquiétantes scènes de protestation à Zarqa, la ville natale du terroriste où, quelques semaines avant sa mort, plusieurs habitants avaient commencé à réaffirmer leur soutien au plus célèbre enfant de la ville. Près de la maison de sa famille, des parents et des islamistes locaux dressèrent une tente, annoncèrent une célébration du « martyr » et chantèrent les louanges de Zarqaoui lors d'interviews télévisées avant que la police n'arrive pour les faire taire.

Abou Haytham, le directeur adjoint de la section antiterroriste du Moukhabarat, qui allait bientôt prendre la tête du département, fit part de sa

contrariété face à ces démonstrations, mais refusa de les laisser ternir sa bonne humeur.

« J'avais depuis longtemps en tête l'image de Zarqaoui en train de faire le fier, a-t-il raconté, se rappelant ses premières rencontres avec le terroriste. Il disait toujours qu'un jour il trouverait un moyen de nous faire du mal, de faire quelque chose qui nous briserait le cœur. Pour moi, cela avait été l'attentat contre l'hôtel – l'image de ces deux petites filles. Maintenant, justice avait été rendue8. »

Mais il n'y avait pas de justice en Irak, pas encore. Et c'est avec la plus parfaite indifférence que Zaydan Al-Jabiri, l'éleveur et cheikh tribal de Ramadi, apprit la mort de Zarqaoui. Le Jordanien était peut-être mort, mais le germe infect qu'il avait contribué à fortifier était plus virulent que jamais, expliqua-t-il à ses amis. Ce réseau terroriste dirigé par un étranger avait muté en quelque chose de plus insidieux et d'enraciné dans le pays. Plusieurs dizaines de djihadistes irakiens étaient désormais prêts à endosser le costume du Jordanien.

Dans certains coins de la province d'Anbar, les tribus commencèrent à revendiquer la place qui était la leur, repoussant les djihadistes par la menace et parfois par les armes. Zaydan allait se joindre à eux et contribuer à la création d'un mouvement que les Américains appelèrent « le Réveil d'Anbar ». Il s'agissait d'une armée exclusivement sunnite qui parvint à chasser des rues les zarqaouistes et à les repousser dans leurs cellules clandestines, au moins pour un temps.

Mais pour l'instant, maintenant que Zarqaoui était mort, il restait des comptes à régler avec les voisins et les parents qui avaient choisi le mauvais chemin. L'un d'eux était le propre cousin de Zaydan, l'homme qui, un an plus tôt, lui avait demandé de prêter allégeance au criminel jordanien qui aspirait à devenir le maître de l'Irak.

« Lors de notre dernière rencontre, je lui ai dit : "Pour toi, la fin est proche", a raconté Zaydan. Nous ne voulons pas perdre de membres de notre tribu, mais les crimes qu'ont commis ces gens sont trop graves pour être pardonnés9. »

Quelques jours plus tard, son cousin était retrouvé mort, tué par balle.

« Nous l'avons tué. Ma tribu l'a tué, dit-il. Il avait trahi, et il a été tué, de la façon dont nous tuons. »

* En français dans le texte. (*N.d.T.*)

LIVRE III

L’EI

17

« Le peuple veut renverser le régime ! »

Les ennuis arrivèrent par le car. Les fonctionnaires de l'ambassade en repérèrent au moins quatre, longs comme ceux des tour-operators et affrétés par Dieu sait qui, remplis d'hommes en sueur particulièrement excités, armés de barres et de bâtons. Le petit convoi s'engouffra, vers le milieu de la matinée, dans Al-Afif, le quartier chic de Damas, avant de se garer à une centaine de mètres de la mission diplomatique américaine pour déverser ses occupants hostiles : une petite foule de Syriens prête à l'emploi.

Par la fenêtre de la chancellerie, Robert S. Ford, qui était à présent ambassadeur des États-Unis en Syrie, regardait cette masse converger vers les portes du bâtiment. Au début de la matinée – le 11 juillet 2011, quatre mois après le début du « Printemps arabe » syrien –, on avait déjà signalé un rassemblement du même genre devant la Mission française, quelques immeubles plus loin. À présent, ils étaient là, une petite armée d'hommes en civil, rejoints par d'autres qui arrivaient en voiture ou à pied[1]. Il y avait des jeunes arborant une coupe militaire, d'autres avaient l'embonpoint qui vient avec l'âge et une barbe mal taillée ; ils brandissaient des portraits du président autocrate de Syrie, Bachar El-Assad, visiblement imprimés par des professionnels. Un des meneurs, sa carte d'identité accrochée au bout d'un cordon, aboyait des ordres tandis qu'une poignée

d’officiers de police répartis en plusieurs petits groupes se tenait à l’écart, sans faire le moindre geste. Depuis le dernier étage où il se trouvait, Ford vit la rue devenir noire de monde, comme un ciel d’été où s’amoncellent des nuages orageux. Pas de doute, c’étaient bien les hommes de main du régime, et leur présence ici était tout sauf spontanée. Ford ordonna à son personnel de rester à l’abri des murs épais de l’ambassade et attendit de voir jusqu’où irait Assad.

Pendant un moment, il n’y eut que les slogans habituels et quelques melons pourris jetés par-dessus le portail. Puis vint l’assaut, qui se déroula à une vitesse inouïe. Ce furent d’abord, bien plus fort que les cris, le bruit sourd et le fracas de pierres heurtant les murs et rebondissant sur le verre blindé. Puis une dizaine d’hommes se hissèrent par-dessus le mur d’acier et de ciment – celui dont l’entrepreneur avait garanti qu’il était impossible à escalader. Quelques secondes plus tard, les envahisseurs couraient à l’intérieur même de l’enceinte de l’ambassade, se hurlant entre eux des mots d’ordre, tambourinant aux portes et aux fenêtres, à la recherche d’un passage. Certains commencèrent à escalader une façade en briques pour gagner le toit, où se dressaient les antennes satellites et radio. Arrivés là-haut, ils se mirent à asséner des coups violents sur la porte de fer du toit en terrasse, seul rempart qui subsistait entre les manifestants et les employés terrifiés à l’intérieur de l’ambassade.

Ford se tenait derrière cette porte avec les deux marines d’une vingtaine d’années chargés de la sécurité de la mission. Ils avaient leur fusil à la main tandis que Ford se préparait mentalement à ce qui pourrait arriver si la porte s’ouvrait d’un coup. Mais que faisait la police syrienne ?

Le terrible martèlement se poursuivit de plus belle. Ford pouvait à présent voir les pieds des intrus à travers une fente du chambranle.

« S’ils franchissent cette porte, nous tirons », dit l’un des marines.

Ford réfléchit à toute vitesse. Le but d’Assad devait être de leur faire peur, pas de leur faire du mal. Mais pourquoi laissait-il ses sbires aller aussi loin ?

« Non. Vous ne tirez pas, répondit-il, catégorique. S’ils franchissent cette porte, vous leur dites de s’arrêter. Si, après avoir vu vos armes, ils chargent

quand même, là, vous pourrez tirer2. »

Toujours les coups contre la porte. L'attente se prolongea, ce qui laissa à Ford tout le temps pour tenter d'anticiper les choses. Face à des gardes armés de fusils, les manifestants allaient certainement reculer, non ?

Ford connaissait sans doute mieux que n'importe quel autre Américain la personnalité de l'autocrate, qui avait forcément donné son accord à toute décision de lancer la foule contre deux ambassades occidentales. Assad se montrait généralement assez malin pour éviter toute provocation inutile, mais il était également connu pour être colérique et rancunier. Ford avait été personnellement témoin d'une de ses sautes d'humeur et cette expérience l'avait marqué. Un Assad en colère pouvait se révéler imprévisible et, à ce moment précis, Assad était véritablement furieux – contre lui. L'assaut pouvait être annulé à tout moment, ou bien la porte pouvait brusquement s'ouvrir, laissant le passage au magma d'agressivité et de zèle aveugle qui se trouvait derrière. C'était un été d'une chaleur torride, la Syrie était en plein soulèvement, on pouvait s'attendre à tout.

On tambourinait de plus en plus fort. Les marines attendaient, leurs armes pointées vers la porte.

Pendant quelque temps, on avait pu avoir l'impression que le Printemps arabe allait totalement contourner la Syrie. À la mi-mars 2011, les tyrans et les services de sécurité d'Égypte et de Tunisie avaient été chassés du pouvoir ; d'autres étaient en train de tomber, en Libye et au Yémen. Mais en Syrie, la situation était différente. L'élite économique et politique faisait bloc derrière la famille Assad, et le régime officiellement laïque avait à son service une police secrète particulièrement brutale pour étouffer les tensions ethniques et religieuses. Pendant que des manifestations éclataient dans les capitales d'Afrique du Nord et du golfe Persique, les seules turbulences dont on pouvait être témoin à travers les rues de Damas se limitaient aux klaxons des taxis et aux cris des vendeurs dans les souks du centre-ville.

Le président lui-même n'était pas vraiment du genre à susciter des manifestations. De caractère affable, autant que pouvait l'être un autocrate

du Moyen-Orient – y compris son père, auquel il avait succédé, l'impitoyable Hafez El-Assad –, le président syrien, alors âgé de 45 ans, avait autrefois nourri l'ambition de devenir médecin. Il avait étudié à Londres et choisi l'ophtalmologie pour spécialité, car il supportait mal la vue du sang3. Ses projets de carrière médicale avaient tourné court lorsque son frère aîné, Bassel, était mort dans un accident de voiture, catapultant le grand et calme Bachar sur les marches du pouvoir. En 2000, la mort de Hafez avait fait naître l'espoir de possibles réformes politiques en Syrie, et au début, le nouveau président avait semblé prêt à relever le défi. Au cours de ses premiers mois au pouvoir, Bachar El-Assad libéralisa l'économie et allégea les restrictions qui pesaient sur Internet. Mesure encore plus spectaculaire, il fit fermer le tristement célèbre pénitencier de Mezzeh et proclama une amnistie qui entraîna la libération de plusieurs centaines de prisonniers politiques, parmi lesquels des membres des Frères musulmans, organisation interdite dans le pays.

Les responsables américains suivirent cette évolution de près, décelant un réel potentiel chez ce jeune dirigeant élevé à l'occidentale. Et si l'on parvenait à convaincre la Syrie – si accoutumée à jouer les agitatrices et les renégates – d'endosser un rôle plus constructif dans la région ? C'était, au mieux, un espoir lointain. La Syrie de Bachar El-Assad demeurait l'un des principaux fournisseurs en armes et en devises du Hezbollah libanais ainsi qu'une zone de passage pour les djihadistes qui se rendaient en Irak. Damas possédait également un des plus importants stocks d'armes chimiques interdites du monde, dont du gaz sarin mortel. Et pourtant, il y avait bien quelques signes qui permettaient d'espérer. Parfois, les forces de sécurité d'Assad coopéraient avec les États-Unis dans certaines affaires d'antiterrorisme, et ses services de renseignement procédaient de temps en temps à de spectaculaires arrestations d'aspirants terroristes dans les aéroports ou aux frontières. En outre, la famille régnante de Syrie cultivait une image publique qui laissait supposer une réelle volonté de renforcer ses liens avec l'Occident. À la différence de son père qui, lorsqu'il recevait des Occidentaux, privilégiait les sermons et les insultes, le jeune Assad pouvait

soutenir des arguments nuancés sur la politique régionale, cela dans un anglais impeccable. Son épouse, la belle et élégante Asma, était une économiste qui avait grandi en Grande-Bretagne ; elle portait des chaussures Louboutin, faisait la promotion des droits des femmes et soutenait la mise en place de réformes dans l'éducation. Le sénateur du Massachusetts John Kerry, futur secrétaire d'État des États-Unis, fit partie de tous ces officiels américains qui firent le voyage vers Damas et déclarèrent qu'Assad était quelqu'un avec qui le gouvernement américain pourrait travailler.

« Mon avis est que la Syrie va bouger ; la Syrie va changer en entamant une relation constructive avec les États-Unis et l'Occident, avec les opportunités économiques qui en découlent », déclara Kerry, alors président du Comité des Affaires étrangères du Sénat, après une visite à Damas en 20094.

Fin 2010, l'administration Obama était prête à franchir un cap audacieux : elle allait nommer un ambassadeur en Syrie pour la première fois depuis 2005, année où les relations entre les deux pays s'étaient à nouveau détériorées, le pouvoir syrien étant accusé de soutenir le terrorisme. Pour ce poste d'une importance capitale, la Maison Blanche arrêta son choix sur un candidat au pedigree impressionnant en matière de gestion de crises au Moyen-Orient : Robert Ford.

Cette nomination fit bien des sceptiques. Il y avait tellement de sénateurs opposés à toute amélioration des relations diplomatiques avec la Syrie que l'administration ne se risqua pas à soumettre son candidat à l'habituelle audience de confirmation. Le président Obama attendit habilement la pause de Noël du Congrès pour nommer Ford quatorzième ambassadeur des États-Unis en Syrie, le 29 décembre 2010.

L'homme qu'avait choisi le président nourrissait lui-même quelques appréhensions. En 2006, Ford avait obtenu sa première ambassade, à Alger, après ses services rendus en Irak ; quatre années s'étaient écoulées depuis, et il était éligible à une nouvelle affectation. Il pensait à la Tunisie et à Bahreïn, deux postes considérés comme intéressants mais relativement

tranquilles. *A contrario*, la Syrie était connue pour être un État policier brutal qui soutenait ouvertement les activistes anti-israéliens. Le poste consisterait à administrer régulièrement quelques réprimandes au régime parce qu'il soutenait le terrorisme.

« Je ne veux pas aller en Syrie, avait expliqué Ford à son supérieur. Je passerais mon temps à affronter le président Assad. »

Mais il y était allé. À peine trois semaines après sa nomination, Ford était en route pour Damas. Une semaine plus tard, il présentait ses lettres de créance à Assad dans le palais présidentiel.

Lors de cette rencontre officielle dans un salon de réception de la résidence d'Assad, qui surplombe la capitale, Ford put observer attentivement le dirigeant syrien, à l'affût d'indices sur la personnalité qui se dissimulait sous ce costume gris anthracite. Assis dans un fauteuil bleu pastel, Assad se montra courtois et charmant, sans la moindre trace de la condescendance que l'on retrouve si communément chez les autocrates qui ont grandi dans les palais de la région. Il était grand, pas très large d'épaules, avec des yeux bleu clair et une fine moustache qui faisait oublier un menton fuyant ; il s'exprimait avec l'assurance tranquille d'un homme qui avait atteint l'âge adulte sans jamais avoir eu à élever la voix. La rencontre suivit un cours plutôt agréable jusqu'à ce que Ford évoque, tout en douceur, le dernier rapport du département d'État sur les droits de l'homme et son long catalogue des violences qui avaient cours en Syrie, que ce soient la répression officielle, la torture ou les assassinats. À peine avait-il prononcé ces mots que l'attitude de son hôte changea du tout au tout. Assad ne haussa absolument pas la voix, mais il était furieux.

« Le dernier pays au monde dont j'accepterai les conseils est bien les États-Unis, répondit-il d'une voix aussi douce que rageuse. Surtout sur les droits de l'homme. Surtout après ce que vous avez fait à Guantanamo, Abou Ghraib et en Afghanistan5. »

Ford écouta poliment, faisant appel à toute sa retenue de diplomate.

« Monsieur le Président, les questions que vous venez de soulever sont parfaitement légitimes, répondit-il. Nous devrons nous expliquer là-dessus.

Mais nous allons aussi évoquer les questions qui nous préoccupent vous concernant. Et si nous voulons que nos relations bilatérales progressent, il va falloir que nous ayons une discussion franche à ce sujet. »

Le cours de l'histoire allait s'assurer que ces discussions n'aient jamais lieu. Deux semaines après cette rencontre, le président égyptien Hosni Moubarak était chassé du pouvoir. Quatre jours plus tard, les forces de sécurité libyennes tiraient sur la foule à Benghazi, déclenchant une guerre civile qui allait aboutir au renversement du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. Début mars, des manifestants affrontaient la police dans les capitales du Yémen et de Bahreïn. Puis ce fut au tour de la Syrie, jusqu'alors épargnée par l'incendie des révolutions qui faisait rage au sud de ses frontières, de s'embraser en l'espace d'une semaine pleine de turbulences. Le 18 mars, de violentes manifestations éclatèrent dans la ville de Deraa, au sud du pays, après que la police eut arrêté et torturé une poignée d'adolescents qui avaient tracé des graffitis antigouvernementaux. Le 20 mars, toujours à Deraa, des manifestants mettaient le feu aux bâtiments du parti Baas et la police ripostait en tirant à balles réelles, faisant quinze morts. Le 25 mars, une immense foule envahissait de nouveau les rues de la ville, mais aussi celles de Hama, de Homs, à l'ouest du pays, et d'Alep, la plus grande ville de Syrie, au nord. La maison Assad, d'ordinaire si brutalement efficace pour maintenir la paix chez elle, faisait face à la pire crise intérieure de son histoire depuis trois décennies, et la porte qui s'était entrouverte sur la possibilité d'un dialogue diplomatique fructueux avec cet adversaire de longue date qu'étaient les États-Unis, venait de se refermer en claquant.

À Washington, les responsables du département d'État, qui faisaient tout leur possible pour ne pas perdre la main sur la demi-douzaine de soulèvements qui avaient éclaté simultanément dans la région la plus agitée du monde, attendaient de voir le chemin qu'allait emprunter la Syrie. Assad allait-il mettre en œuvre des réformes politiques pour essayer de garder une longueur d'avance sur les manifestants, comme l'avaient fait les dirigeants jordanien et marocain ? Allait-il partager le destin de Moubarak, jeté par-

dessus bord par ses propres généraux dans une tentative de préserver la paix, mais aussi leur propre peau ?

Le président fit très vite un choix extrêmement clair. Dès le début, Assad montra qu'il était déterminé à ne pas faire les concessions qui, dans l'esprit de la majeure partie de l'élite syrienne, avaient directement entraîné la chute de Moubarak. Aucune initiative sérieuse ne serait prise pour répondre aux demandes des manifestants en matière de réformes politiques et économiques. Au lieu de cela, Assad entreprit de sortir de cette crise en employant la matraque, le gaz et les fusils. La seule première semaine, au moins 70 manifestants furent tués, et plusieurs centaines d'autres jetés dans des cellules improvisées. Human Rights Watch a plus tard confirmé les rapports évoquant la mise en place par les services de renseignement syriens de 27 centres d'interrogatoire, où les détenus étaient battus à coups de bâton, de fouet, de câble ou de décharges électriques6. Les manifestations continuèrent malgré tout à prendre de l'ampleur.

Aux yeux de nombreux responsables américains, les souffrances du peuple syrien étaient tout aussi tragiques qu'évitables. Les principaux problèmes auxquels était confrontée la Syrie semblaient essentiellement d'ordre économique : un chômage élevé, aggravé par une sécheresse qui avait provoqué un afflux massif des populations rurales dans les villes, en quête d'un travail. Plusieurs décennies de pouvoir baasiste laïque avaient empêché les conflits ethniques et religieux de se développer. Parmi les premiers manifestants d'Alep et de Hama, nombreux étaient ceux dont la colère n'était pas dirigée contre Assad lui-même mais contre la corruption qui régnait dans son cercle rapproché. Au début du soulèvement, Frederic C. Hof, ancien conseiller du Pentagone pour le Moyen-Orient, qui avait été nommé envoyé spécial dans la région en 2009, se demanda d'ailleurs si Assad n'allait pas tenter de s'attirer la sympathie en serrant la bride à ses proches les plus ostensiblement excessifs et en se montrant indulgent avec ceux qui dénonçaient les violences policières.

« Les problèmes du pays ont été exacerbés par l'impression générale que les membres de l'élite de Damas se comportaient comme des bandits, a

raconté Hof. Le président avait parlé de réformes et ainsi de suite, alors les gens s'étaient mis à penser : *inch Allah*, il va peut-être faire quelque chose… S'il avait fait ces réformes et géré les manifestations intelligemment, il aurait pu se faire couronner empereur de Syrie7. »

Au lieu de cela, le dirigeant syrien réussit à fédérer la quasi-totalité du pays contre lui par ses brutales démonstrations de force – presque toutes ont été filmées sur téléphone portable. Toutefois, il disposait encore d'atouts considérables. Parmi les 21 millions de Syriens, Assad pouvait s'appuyer sur les membres de son propre courant religieux, minoritaire, les alaouites, qui contrôlaient les divisions d'élite de l'armée et les services de sécurité. Les 87 % restants de la population devaient être achetés ou réduits au silence. Mais combien de temps cela allait-il durer ?

Pas longtemps. Cela faisait consensus parmi les responsables de la Maison Blanche qui suivirent l'implosion de la Syrie durant le printemps et l'été 2011. En avril, Assad lança ses troupes contre des civils non armés. En mai, les tanks barrèrent l'accès aux principales places de Hama ; les snipers se mirent à abattre les manifestants isolés depuis les toits. Les manifestations publiques se calmèrent un moment, puis reprirent de plus belle au début de l'été ; rien ne semblait alors pouvoir les arrêter.

« Notre première conclusion avait été que le "printemps" syrien ne déboucherait probablement sur rien – il allait être tué dans l'œuf et d'une manière atroce, a expliqué un haut responsable qui consultait tous les câbles arrivant quotidiennement de Damas. Puis l'opinion générale a commencé à évoluer. On est passé de "On ne peut pas se débarrasser d'Assad" à "Il n'y a aucun moyen d'arrêter ces gens". »

Robert Ford ne savait pas rester inactif. En vingt ans d'affectations au Moyen-Orient, il avait toujours trouvé le moyen de se frayer un chemin jusqu'au cœur même des turbulences quand une crise éclatait dans le pays qui l'accueillait. Il n'allait pas déroger à la règle lors de son séjour en Syrie, mais cette fois-ci, son initiative allait avoir plusieurs millions de spectateurs

et ranger clairement les États-Unis dans le camp des manifestants – c'est du moins ainsi que les Syriens perçurent les choses.

Ford ne reconnaîtra jamais qu'il avait choisi son camp, mais en réalité, il avait une dette à l'égard du peuple syrien, une dette pour plusieurs élans de bienveillance qui datait de près de trente ans. En 1983, Robert Stephen Ford, 25 ans, tignasse de cheveux bruns frisés, étudiait l'arabe à l'université américaine du Caire. Il profita des vacances pour partir découvrir la Syrie avec un camarade de cours. Ils gagnèrent Damas en bus depuis Amman et arrivèrent si tard dans la capitale syrienne que la plupart des commerces étaient fermés. La ville était pleine à craquer de touristes iraniens et tous les hôtels auxquels se présentèrent les deux Américains étaient complets. Au moment où ils s'étaient résignés à devoir passer la nuit dans les rues de cette ville étrangère, ils furent hélés très cordialement par le réceptionniste d'un des hôtels.

« Vous ne trouverez jamais un hôtel à cette heure de la nuit, dit-il à ces deux étrangers, plutôt sales et épuisés par leur journée de voyage. Dormez chez moi ce soir et je vous ramènerai ici demain matin. »

Quelques minutes plus tard, les deux étudiants se retrouvaient dans le modeste appartement où l'homme vivait avec sa famille. Il avait beau être minuit passé, le Syrien leur prépara un petit dîner, et tous les trois discutèrent des heures durant. Lorsque vint l'heure de se coucher, leur hôte s'excusa de ne pas pouvoir proposer aux Américains de séjourner plus longtemps : « Si vous restez ici plus d'une nuit, la police secrète viendra dès demain frapper à ma porte. »

Les autres Syriens que rencontra Ford se révélèrent tout aussi chaleureux. Quelques jours auparavant, un navire de guerre américain avait bombardé des positions militaires syriennes dans les collines surplombant Beyrouth. Pourtant, lorsque Ford se retrouva dans un bus rempli de soldats syriens, il fut traité avec une gentillesse qui l'émouvait encore plusieurs dizaines d'années plus tard. « Bienvenue ! » s'exclamèrent les soldats après avoir remarqué la présence des deux Américains dans le bus bondé. Certains leur cédèrent leur siège ; d'autres les bombardèrent de questions sur les rituels

de leurs rendez-vous galants et voulaient savoir si toutes les Américaines étaient comme celles que l'on voyait dans les feuilletons télé. Le ton se fit plus grave lorsqu'un des officiers prit Ford à part pour lui adresser une requête : « Quand vous serez de retour aux États-Unis, lui dit-il, expliquez aux autres que nous ne sommes pas des "barbares". »

Quelque vingt-huit ans plus tard, les « barbares » du gouvernement avaient été lâchés dans les villes du pays, tuant de simples citoyens. Dans chaque quartier, les Syriens des classes populaires qui avaient fait l'admiration de Ford lorsqu'il était jeune homme étaient en train de s'organiser en comités de défense, préfigurant ce qui allait devenir les milices rebelles. À ce moment-là, presque tous les assassinats étaient encore l'apanage d'un seul camp, et il était difficile de garder son calme face à un tel spectacle, même pour un diplomate dont la mission était d'appeler en toute neutralité les deux parties à la retenue. Quels que fussent ses sentiments personnels, Ford ne pouvait pas s'écarter du scénario validé par Washington où, d'ailleurs, au milieu de l'été 2011, on était encore profondément divisé sur ce qu'il fallait dire. Le président Obama n'avait pas encore appelé Assad à démissionner – comme il l'avait fait, avec bien plus d'empressement, pour Moubarak et Kadhafi. Certains de ses conseillers craignaient à présent que le régime syrien n'implose brutalement avant même que l'administration américaine ait pu prendre position. Le timing était d'une importance cruciale : pendant le soulèvement égyptien, les dirigeants arabes avaient fustigé Obama pour avoir symboliquement abandonné Moubarak, un allié de longue date des États-Unis, alors qu'il demeurait le chef d'État légitime du pays. Dans le camp d'en face, les manifestants égyptiens avaient accusé la Maison Blanche d'avoir lâchement attendu que Moubarak soit totalement fini avant de rompre publiquement avec lui.

Il existait néanmoins des moyens de témoigner son soutien à des manifestations pacifiques sans prononcer un mot. Dès les premières semaines du soulèvement, l'équipe de Ford avait rencontré en toute discrétion les chefs de l'opposition et posté de prudents encouragements sur

la page Facebook de l’ambassade. Mais le geste décisif de Ford – celui qui allait provoquer la fureur du régime d’Assad et faire symboliquement des Américains les alliés des manifestants – fut dicté par la tentative d’empêcher un massacre à Hama, au nord-ouest de la Syrie, où les rassemblements anti-Assad réunissaient régulièrement une foule considérable. Le 3 juillet 2011, après plusieurs semaines d’affrontements et des morts par dizaines, Assad démit le gouverneur de la province de ses fonctions, puis déploya ses tanks et ses soldats tout autour de la ville. Pendant trois jours, il régna sur Hama un calme précaire. Un grand nombre de manifestants occupait le centre de la ville tandis que les forces de sécurité lourdement armées d’Assad attendaient à la périphérie.

Ford observa cette confrontation à distance avant de passer à l’action. Il envoya à Hama l’une de ses assistantes, une jeune femme de 26 ans qui effectua facilement le voyage depuis la capitale pour sonder personnellement les manifestants et connaître leurs intentions. Elle revint avec des photos et un récit qui firent une certaine impression : plusieurs dizaines de milliers de personnes se réunissaient chaque jour sur la place principale de la ville et – contrairement aux récits des médias syriens qui parlaient de pillage, de vandalisme et d’enlèvements – la foule se comportait aussi bien qu’on pouvait l’espérer. Ford relaya ces rapports à Washington.

« Ils lâchent des colombes dans le ciel et vendent des fleurs, écrivit-il. Ils sont totalement pacifiques. »

Mais aux alentours, on pouvait déceler d’inquiétants signes de préparation à la bataille. Plusieurs rapports des services de renseignement suggéraient qu’Assad avait décidé d’envoyer les tanks en ville avec la ferme intention d’écraser tout mouvement d’opposition et de faire de Hama un exemple pour le reste du pays. Jusqu’à présent, le président avait tout bonnement ignoré les adjurations des Américains et des Européens l’appelant à la retenue. Assistant à ces préparatifs, Ford s’interrogeait : Assad se risquerait-il à lancer l’assaut s’il savait qu’un ambassadeur des États-Unis en exercice se trouvait en ville pour observer comment tout cela allait se terminer ? Se

rendre dans l'épicentre du soulèvement sans y avoir été invité serait considéré comme une provocation ; Ford décida donc que sa visite serait aussi sobre que possible. Pas de grandes démonstrations ni de discours, rien d'autre qu'un diplomate américain, témoin silencieux, dont l'unique présence attirerait l'attention bien au-delà des limites de la ville.

« J'étais simplement là pour regarder, a expliqué Ford plus tard. Il fallait que je sois présent en personne, sinon tout cela n'aurait pas eu la moindre crédibilité. »

Le matin du 7 juillet, sans avoir prévenu les autorités syriennes ni ses propres supérieurs, Ford grimpa dans un SUV en compagnie de trois membres de son équipe et prit la direction du nord. L'ambassadeur de France, Éric Chevallier, ami de Ford, était également du voyage. Ils franchirent la crête des collines brunes et désolées qui surplombent la capitale et poursuivirent leur route à travers les riches terres et les villes antiques du nord-ouest du pays, en direction de Hama et de ce qui allait très certainement être une épreuve de force, même si personne ne savait quand ni comment elle se déroulerait. Il n'était même pas certain qu'ils arrivent à destination. Tout au long des 200 kilomètres d'autoroute – et tout particulièrement à l'approche de Hama – il y avait des postes de contrôle. À chacun d'entre eux, la police voudrait savoir pourquoi deux diplomates étrangers traversaient ainsi le territoire syrien sans avoir préalablement obtenu l'autorisation de Damas. Et même au cas où les hommes d'Assad les laisseraient poursuivre leur chemin, il n'y avait aucune garantie que les manifestants de Hama réservent un bon accueil à deux émissaires – non invités – de gouvernements occidentaux que de nombreux Syriens considéraient avec suspicion, quand ce n'était pas avec hostilité.

Mais les gardes, étonnés, se contentèrent de faire signe aux voyageurs de passer. Quelques heures après avoir pris la route, le SUV marron de Ford parvenait sans encombre au cœur de Hama et passait devant l'immense foule regroupée autour de la place Al-Assi. Tout le centre-ville débordait de joie, comme si la libération avait déjà eu lieu. Quelqu'un avait accroché une grande bannière rouge à l'horloge de la ville, avec ces mots : « Vive la

Syrie libre – À bas Bachar El-Assad ! » Les soldats, les tanks et même la police restaient derrière leur périmètre, aux limites de la ville ; à l'intérieur de Hama, pas une matraque ni un uniforme en vue.

Comme prévu, les deux ambassadeurs se présentèrent à l'hôtel qui leur servirait de base durant leur séjour. Puis, ils visitèrent un hôpital pour rencontrer ceux qui s'occupaient des manifestants blessés lors des précédents affrontements avec la police. Ils organisèrent toute une série de réunions confidentielles avec les chefs de l'opposition, loin du regard indiscret des caméras de télévision. Ford devait raconter plus tard qu'il avait alors eu un mal fou à ne pas faire trop de promesses. Il insistait surtout sur le fait qu'il fallait éviter la violence.

« Si vous devenez violents, nous ne vous soutiendrons pas », expliqua-t-il. Les Occidentaux avaient beau être intervenus en Libye, si l'opposition syrienne déclenchait elle-même la guerre, aucun soldat américain ne viendrait à son secours, ajouta-t-il. « Après la guerre d'Irak, la dernière chose que nous ferons sera d'envoyer l'armée en Syrie. Ça n'arrivera jamais. »

Le lendemain, vendredi, eurent lieu les plus grandes manifestations qu'on ait connues jusqu'alors. En sortant de leur SUV, Ford et Chevallier découvrirent une place centrale noire de monde – 100 000 personnes ou plus, selon l'ambassadeur français. La foule débordait toujours d'enthousiasme, mais demeurait parfaitement calme, jusqu'à ce que quelqu'un remarque la plaque d'immatriculation diplomatique sur le véhicule marron qui se frayait un chemin aux franges du rassemblement. La nuit précédente, la télévision syrienne avait diffusé un reportage qui était tout sauf bienveillant sur l'arrivée d'une délégation américaine dans la quatrième plus grande ville du pays.

« L'ambassadeur d'Amérique est à Hama ! » hurla l'un des manifestants.

En l'espace de quelques secondes, la voiture fut prise d'assaut par des Syriens qui l'acclamaient. Ils s'amassèrent autour du véhicule, l'empêchant presque d'avancer. Les manifestants se mirent à lancer des pétales de roses et des guirlandes, et le chauffeur dut s'arrêter pour nettoyer le pare-brise

afin de pouvoir continuer à rouler. Un slogan s'éleva, quelque part dans la foule, et se changea vite en un véritable rugissement.

« Le peuple veut renverser le régime ! »

Dans l'assistance, quelqu'un immortalisa l'instant sur son téléphone portable. Certains sautaient de joie comme des enfants, d'autres agitaient des rameaux ou essayaient de toucher la voiture. Ford, qui avait mis ses lunettes de soleil, était assis derrière le conducteur et regardait droit devant lui. Son intention initiale était d'être un simple témoin, mais voilà que sa visite elle-même était en train de créer l'événement. Il demanda à son chauffeur de quitter la ville le plus vite possible mais, au bout de quelques heures, la vidéo prise sur le téléphone portable circulait dans le monde entier – y compris dans la capitale syrienne où un Assad furieux se déchaîna contre l'ingérence de Ford dans une affaire interne.

« La présence de l'ambassadeur américain à Hama sans autorisation préalable est une preuve claire de l'implication des États-Unis dans les événements en cours et de leur tentative d'augmenter les tensions », fit savoir le régime par le biais d'une déclaration du ministère de l'Intérieur8.

La fureur de Damas n'était pas loin d'être éclipsée par la liesse de Hama, une ville qui fut, au moins un bref instant, la première et seule province libre de Syrie. Une commission de coordination locale désigna deux gardes civils à moto pour servir d'escorte officielle, chargée d'écarter la foule et permettre au SUV de Ford de regagner en toute sécurité l'autoroute menant à Damas. Mais dans le centre-ville, la fête se poursuivit tard le soir, sans interruption, et les tanks présents dans les banlieues restèrent en position. Ce jour-là, au moins, Assad se retint de faire ouvrir le feu.

Trois jours plus tard, Ford et ses marines étaient postés au dernier étage de l'ambassade, attendant de voir si la porte du toit qui commençait à se soulever allait ou non tenir le coup. Le retour de bâton tant redouté était là, et il était évident que l'une des cibles n'était autre que Ford lui-même.

Les gros bras alaouites – de ceux qui partaient en bus passer à tabac les manifestants dans les différentes villes du pays – continuaient à casser tout

ce qu’ils pouvaient. Ils arrachèrent le drapeau américain dressé sur le toit, y mirent le feu et le remplacèrent par un drapeau syrien. Des nouvelles inquiétantes arrivaient de l’ambassade de France : on parlait de coups de feu. Les assaillants s’étaient servis d’un bélier pour s’introduire dans un garage, puis avaient entrepris de détruire la voiture de l’ambassadeur. Trois employés de la mission avaient été blessés lors d’accrochages avant que les gardes français ne dispersent la foule en procédant à des tirs de sommation.

À Washington, la division Proche-Orient du département d’État faisait chauffer les lignes téléphoniques, à la recherche de n’importe quel membre du gouvernement syrien susceptible d’appuyer sur le bouton stop. Furieuse, la secrétaire d’État, Hillary Rodham Clinton, organisa une conférence de presse pour dénoncer l’assaut contre l’ambassade et fustiger le président syrien, soupçonné d’être à l’origine de celui-ci. Cette fois, c’est Clinton qui s’écarta du scénario choisi par la Maison Blanche, en des termes particulièrement véhéments où elle se retint juste à temps de réclamer clairement le départ d’Assad.

« Le président Assad n’est pas indispensable et nous n’avons strictement aucun intérêt dans son maintien au pouvoir, déclara-t-elle, faisant résonner chaque syllabe avec une détermination glaciale. De notre point de vue, il a perdu toute légitimité[9]. » C’était la première fois qu’un responsable américain remettait officiellement en cause le droit du dirigeant syrien à gouverner.

Pour une raison inconnue, les attaques du quartier diplomatique de Damas se calmèrent d’un coup. Les policiers qui avaient regardé sans intervenir les émeutiers escalader les murs de l’ambassade américaine s’activaient à présent à faire leur travail : ils chassaient les assaillants du périmètre sans toutefois procéder à la moindre arrestation. Du poste de défense improvisé derrière la porte du toit, on entendit les bruits de l’émeute s’évanouir petit à petit, jusqu’à ce que la tranquillité règne à nouveau dans l’enceinte de la chancellerie.

Tout danger ayant disparu, le personnel de l’ambassade s’aventura à l’extérieur pour évaluer les dégâts. Partout, les vestiges des désordres de la

matinée jonchaient le sol : verre brisé, graffitis, cailloux et fruits pourris. Les assaillants avaient pratiquement détruit l'entrée principale et avaient même réussi à arracher les lettres métalliques du panneau *U.S. Embassy* fixé sur la porte. Mais la cicatrice la plus profonde était moins visible. Le gouvernement syrien avait permis à la foule d'assiéger la mission diplomatique américaine. Puis, par inaction ou à dessein, il avait laissé les intrus saccager l'enceinte de l'ambassade – ce qui était, en substance, une violation de la souveraineté territoriale américaine.

Mais quelle réaction adopter ? Après avoir exprimé les protestations d'usage, la Maison Blanche avait encore une carte maîtresse à jouer. Obama n'avait toujours pas prononcé ce que son équipe appelait les mots « magiques » : « Assad doit partir ». De nouveau, le débat s'enflammait : les États-Unis devaient-ils proclamer à la face du monde qu'Assad avait « fait son temps », et si oui, quand ? Partout, on sollicitait avec insistance une réponse musclée des Américains : au Congrès, chez les exilés syriens, chez les éditorialistes, chez de fervents alliés comme la France. Presque tout le monde tenait le gouvernement d'Assad pour un régime affaibli – beaucoup plus faible que celui de Moubarak, qui avait été délogé du pouvoir en à peine un mois. Chaque jour apportait son lot de mauvaises nouvelles pour Assad : défection de hauts responsables de son armée, diminution rapide des réserves en devises étrangères du pays. À la Maison Blanche, comme l'a raconté plus tard le conseiller sur la Syrie Frederic Hof, on croyait fermement que « les jours d'Assad étaient comptés, et qu'il n'y aurait pas à compter longtemps ».

Mais si Assad refusait de partir ? Quelles étaient les intentions des États-Unis, dans ce cas ? Hof faisait partie d'une minorité d'éminents conseillers qui craignaient que, contrairement aux idées reçues, le départ d'Assad ne soit pas aussi proche que le croyaient la plupart des gens.

« Le président n'est pas un "donneur d'opinion" ; s'il dit qu'Assad doit se retirer, c'est notre boulot de faire en sorte que le type se retire », devait-il expliquer plus tard.

Obama appela à la démission d'Assad peu de temps après, le 18 août 2011 – cinq semaines après l'assaut contre l'ambassade, et cinq mois après qu'Assad s'était pour la première fois attaqué à des civils – dans une déclaration coordonnée avec les chefs d'État français, allemand et britannique.

« Nous avons à maintes reprises expliqué que le président Assad devait mener une transition démocratique ou démissionner, déclara-t-il. Il n'a pas mené [cette transition]. Dans l'intérêt du peuple syrien, le temps est venu pour le président Assad de se retirer10. »

Les responsables de l'administration ont reconnu plus tard que cette déclaration du président avait pu susciter l'espoir que les États-Unis passeraient à l'action, alors même qu'aucune promesse n'y était explicitement formulée. À mesure que les gouvernements du Moyen-Orient vacillaient, au début de l'année 2011, la Maison Blanche s'était retrouvée à plusieurs reprises contrainte d'endosser le rôle d'« arbitre en légitimité de différents dirigeants », a estimé Benjamin Rhodes, ancienne plume de la Maison Blanche, devenu le conseiller national adjoint à la Sécurité d'Obama. S'agissant de la Syrie, Obama était personnellement horrifié qu'Assad se serve de snipers et de tanks pour tuer des manifestants. Rhodes a décrit le président comme « profondément écœuré par le fait que le régime syrien ait adopté un tel comportement pendant si longtemps11 ». Selon lui, Obama s'était senti obligé de déclarer officiellement que les États-Unis désapprouvaient l'attitude d'Assad, alors même que la Maison Blanche savait pertinemment qu'« en toute honnêteté, elle n'avait aucune solution en main, à l'exception d'une intervention de très grande ampleur qui écarterait Assad du pouvoir par la force ».

À l'époque, il semblait qu'on n'aurait pas besoin de tout cela. « Tout le monde pensait que la nature y pourvoirait, a raconté un haut responsable de l'administration qui a participé au débat. Assad allait partir, et très bientôt. »

Mais le président syrien n'avait aucune intention de s'en aller et il lui restait, à lui aussi, des cartes à jouer. Assad était peut-être incapable de

mettre fin au soulèvement mais, au cours de l'été 2011, il avait déjà élaboré un plan visant à changer radicalement les tenants et aboutissants du conflit.

Alors qu'à Hama la tension était à son comble, Assad introduisit un nouveau thème dans ses discours et ses déclarations publiques pour dénoncer le soulèvement. Les manifestants n'étaient plus des « vandales » ou des « criminels ». Le dirigeant syrien parlait désormais d'un combat contre les « *takfiri* » – les islamistes radicaux.

« Cette idéologie est tapie dans l'ombre pour se révéler au grand jour dès que l'occasion se présente, déclara-t-il dans un discours télévisé adressé à la nation. Elle tue au nom de la religion, détruit au nom de la réforme et sème le chaos au nom de la liberté12. »

Assimiler les manifestants de Hama et Deraa à des extrémistes religieux était totalement absurde. Les premières manifestations avaient été de remarquables démonstrations d'unité, agrégeant sunnites, chiites, chrétiens, Kurdes et même certains représentants du courant alaouite, celui d'Assad. Mais ce dernier allait continuer à affirmer avec insistance que la Syrie était prise au piège d'une lutte à mort contre des djihadistes qui voulaient déclencher une guerre religieuse et ramener le pays au Moyen Âge.

L'absence de toute revendication islamiste visible au sein du soulèvement sembla, dans un premier temps, battre en brèche les déclarations du président. Mais au cours des mois qui suivirent, deux groupes distincts – l'un au cœur du régime, l'autre basé à l'étranger – allaient faire en sorte d'introduire de vrais *takfiri* dans le conflit, transformant la crise intérieure syrienne en une catastrophe internationale.

18

« Où est cet État islamique d'Irak dont tu me parles ? »

À l'automne 2011, le roi de Jordanie Abdallah II téléphona à son voisin syrien Bachar El-Assad en vue de lui adresser un avertissement parfaitement amical. Bien que formulé avec toutes les subtilités de la diplomatie, c'était un message où l'urgence le disputait à l'inquiétude, un signal d'alarme lancé à un vieil ami dont la maison en flammes se trouvait être mitoyenne de la sienne.

Ce message, le monarque avait tenté de le transmettre par des moyens plus subtils encore, en dépêchant ses envoyés personnels à Damas afin de rencontrer le président et ses ministres. Aujourd'hui, il s'adressait directement à Assad. Abdallah était à peu près le seul dirigeant de la région à se rendre compte que la Syrie était en train de s'enfoncer dans une guerre civile qui promettait de durer plusieurs années, de déchirer le pays et de mettre en péril l'ensemble du Moyen-Orient[1]. Une réaction bien pensée pouvait encore empêcher cette catastrophe. Rien n'indiquait qu'à Damas on fût disposé à ce genre de réaction, mais Abdallah considérait qu'il était de son devoir de prodiguer au mieux ses conseils.

Les deux hommes n'étaient pas particulièrement proches, mais entretenaient de bonnes relations et avaient beaucoup en commun. Ils étaient tous les deux fils d'un dirigeant puissant et emblématique qui avait surpris le monde entier en les choisissant pour successeurs. Ils avaient tous

les deux étudié en Grande-Bretagne et épousé une femme séduisante, résolument moderne, éduquée à l'occidentale et menant sa propre carrière. Leurs enfants aussi s'entendaient bien ; se livrer à des compétitions de Super Mario Bros lors des visites familiales, cela crée des liens. Les réactions des deux dirigeants face aux troubles du Printemps arabe allaient pourtant être diamétralement opposées.

En Jordanie, comme dans la plupart des pays de la région, les révolutions tunisienne et égyptienne avaient précipité dans les rues de la capitale une foule de manifestants qui réclamaient des changements. Abdallah s'y était préparé. Il renvoya le Premier ministre en place pour le remplacer par un ancien général, une personnalité populaire et d'esprit réformateur, Marouf Bakhit, qu'il chargea de mettre fin à la corruption et de faire en sorte que le gouvernement soit davantage responsable devant le peuple. Le roi entreprit ensuite une série de réformes politiques visant à accélérer les élections locales comme nationales et à donner plus de pouvoir au Premier ministre et à son cabinet. Face à un monarque qui semblait aussi désireux que les manifestants de changer le système, le mouvement de contestation ne tarda pas à s'essouffler. Abdallah devait expliquer plus tard qu'il avait d'ailleurs accueilli favorablement le Printemps arabe, lequel lui avait fourni un prétexte pour secouer un système politique prisonnier des traditions et soucieux de protéger l'élite du pays, ces opulents oligarques et membres de la famille royale qui n'avaient aucunement l'intention de renoncer à leurs privilèges.

Les responsables jordaniens qui étaient présents lorsque Abdallah tendit cette main diplomatique à son voisin, ont raconté que le roi espérait alors pouvoir persuader Assad d'entreprendre des réformes similaires, pour son propre bien comme pour celui de la région. Leur échange téléphonique débuta par les propos d'usage sur la famille. Puis Abdallah posa à son interlocuteur quelques questions sur le soulèvement en cours et énuméra les mesures qu'il avait lui-même prises et ce qu'il suggérait de faire pour la suite.

Assad l'interrompit :

« Tu devrais te préoccuper de la Jordanie et de toi-même. » La conversation prit fin peu de temps après.

Cinglante fin de non-recevoir. Abdallah avait cru pouvoir espérer davantage de la part de Bachar El-Assad. Le père de ce dernier avait été un homme aussi impitoyable que tenace, né dans une famille pauvre et qui avait su s'élever jusqu'au pouvoir en combinant ruse et brutalité. Mais Bachar n'était pas son père. Lors de son accession à la présidence, il avait favorablement impressionné l'entourage d'Abdallah en nommant plusieurs jeunes conseillers, intelligents et expérimentés, dont certains avaient réussi dans le monde de la finance ou des multinationales. Les Américains n'avaient ainsi pas été les seuls à croire qu'une fois qu'il aurait assis son pouvoir assez solidement pour résister à l'opposition des généraux et des maîtres-espions qui avaient la mainmise sur les infrastructures de la sécurité du pays, le président syrien pourrait se révéler un authentique réformateur.

« Le roi a tendu la main à Bachar, pensant qu'il pourrait lui faire entendre raison, a raconté l'un des principaux conseillers d'Abdallah. Nous pensions : "Voilà un type qui pourrait vraiment transformer la Syrie et lui faire emprunter une voie nouvelle." Lorsque la répression a commencé – avant de devenir de plus en plus violente –, ça a vraiment été un choc pour nous. »

L'implosion d'un pays voisin était quelque chose d'éminemment préoccupant. La Jordanie partage 375 kilomètres de frontière avec la Syrie, et il existait plusieurs dizaines de points de passage officieux qu'empruntaient les tribus pour se rendre d'un pays à l'autre. Inévitablement, un conflit prolongé finirait par affecter la Jordanie, les conseillers d'Abdallah le savaient très bien. On devrait sans doute faire face à un afflux de réfugiés, ainsi qu'à l'implantation d'un tas d'organisations criminelles dans les villes frontalières, qui feraient passer des armes et des produits de contrebande. Les entreprises jordaniennes pourraient ne plus avoir accès à la principale route de transport qui les reliait aux marchés du sud de la Turquie et, au-delà, aux villes européennes. En cas d'une déstabilisation encore plus grave, l'essentiel du système d'armement syrien

pourrait échapper à tout contrôle, que ce soient les missiles sol-air capables d'abattre des avions de ligne ou les stocks d'armes chimiques d'Assad. Si des obus de VX ou de sarin étaient volés, même en petite quantité, et utilisés pour des attentats terroristes, les victimes pourraient se compter par centaines, voire par milliers.

À l'automne 2011, une issue aussi extrême paraissait encore improbable à la plupart des analystes. L'antienne répétée à l'envi par les responsables du renseignement, de Washington à Jérusalem, était que « les jours [d'Assad] étaient comptés ». Des bataillons entiers de l'armée faisaient défection au régime, et les réserves en dollars du pays – indispensables pour acheter quoi que ce soit : les munitions, les pièces d'aviation et même la loyauté des milices pro-régime – continuaient de fondre à vue d'œil ; elles étaient même pratiquement à sec. Les dirigeants de l'armée avaient commencé à consigner plusieurs brigades sunnites dans leurs baraquements, car ils doutaient de leur loyauté et craignaient qu'elles ne soient pas réellement prêtes à se battre pour leur président.

Mais Assad était-il vraiment fini ? Abdallah n'en était pas si sûr.

Lors d'interminables réunions stratégiques, il décortiquait avec ses experts en sécurité les rapports qu'envoyaient quotidiennement les services de renseignement. Ces réunions se déroulaient souvent tard le soir dans le palais royal, perché sur la colline ; le monarque, en jean ou en jogging, étudiait attentivement les comptes rendus et interrogeait ses conseillers en sirotant de petits verres de café ou de thé. Tous les signaux semblaient indiquer un retournement de la situation en faveur de l'opposition, pourtant, lorsque Abdallah analysait la fureur avec laquelle manœuvrait cet autre dirigeant arabe dont le centre d'opérations, perché lui aussi sur une colline, se trouvait à moins de 200 kilomètres du sien, il entrevoyait les prémices d'un plan en préparation.

« Cela va prendre beaucoup plus de temps que ce que tout le monde croit », annonça-t-il à ses conseillers.

Les Jordaniens estimaient que le régime et l'opposition pouvaient chacun compter sur le soutien d'un tiers de la population syrienne. Entre les deux

restait un troisième groupe, mélange de populations inquiètes : minorités ethniques et religieuses, commerçants et représentants de diverses professions qui attendaient de voir quel camp allait l'emporter. Si Assad parvenait à jouer sur leurs peurs – en dépeignant les rebelles comme des terroristes et des fanatiques religieux résolus à se livrer au nettoyage ethnique et confessionnel –, il pourrait faire de ces attentistes des alliés passifs. Plus de la moitié de la Syrie soutiendrait alors le régime et Assad serait probablement assuré de garder la mainmise sur les territoires vitaux du pays : ses deux plus grandes villes et places commerciales, Damas et Alep, et les ports maritimes, le long de la côte, d'une importance cruciale. Dans ces conditions, il pourrait se permettre de céder provisoirement aux rebelles quelques villes secondaires en plein milieu du désert.

Les comptes en banque d'Assad étaient presque vides, certes, mais encore une fois, sa situation n'était pas aussi désespérée qu'elle le semblait – et elle ne le serait pas aussi longtemps qu'il pourrait compter sur de puissants alliés à l'étranger. L'Iran voulait à tout prix conserver sa voie d'approvisionnement pour les milices du Hezbollah qu'il soutenait le long de la frontière libano-israélienne ; on pouvait donc lui faire confiance pour renflouer à l'infini son allié syrien. Quant à la Russie de Vladimir Poutine, elle serait enchantée de vendre des armes et autres équipements à ce partenaire commercial de longue date qu'était la Syrie, laquelle abritait la seule base navale dont disposait Moscou au Moyen-Orient.

En étudiant, au cours de cet automne, la crise dans son ensemble, Abdallah conclut que tout laissait croire qu'Assad avait l'intention de se cramponner au pouvoir. Et malgré tous ceux qui prédisaient le contraire, il avait sans doute assez de puissance de feu, d'argent et de troupes pour soutenir le combat pendant très longtemps. De nombreuses propositions avaient été lancées pour régler le conflit : par exemple, offrir à Assad et sa famille la possibilité d'un confortable exil à l'étranger, ce qui garantirait la survie du président et des siens et épargnerait au pays une guerre civile destructrice. Mais Bachar ne s'était pas montré intéressé.

« Tout ça va être particulièrement sanglant », affirma le roi à ses conseillers.

Ce même automne, il se produisit autre chose de passablement inquiétant, un léger changement du côté des rebelles, qui passa presque inaperçu hormis auprès des analystes du renseignement qui suivaient la révolte syrienne. On savait que, dès les premiers mois du soulèvement, Assad avait proclamé une amnistie générale, qui avait entraîné la libération de détenus incarcérés dans les prisons ordinaires, mais pas celle des manifestants enfermés dans les centres de détention spéciaux de la police secrète. Les Syriens saisissaient à présent tout ce que le geste de bonne volonté de leur président avait pu avoir de cynique. Parmi les prisonniers libérés au printemps et à l'été figuraient un certain nombre de radicaux islamistes qui appartenaient à des organisations terroristes bien connues. Les uns étaient des djihadistes qui s'étaient fait arrêter alors qu'ils tentaient de pénétrer en Irak pour rejoindre l'insurrection. D'autres étaient des membres présumés d'Al-Qaïda qui avaient été capturés par la CIA et secrètement livrés à la Syrie dans le cadre du programme « reddition extraordinaire » mis en place par l'agence. Les islamistes récemment libérés étaient trop peu nombreux pour menacer sérieusement le régime, mais leur présence dans le pays contribuerait à donner un vernis de vérité aux propos d'Assad quand il dénonçait les extrémistes : il y avait maintenant, de fait, une poignée d'authentiques djihadistes parmi les opposants. Le leader libyen Mouammar Kadhafi avait usé de la même tactique ; il n'avait échappé à personne qu'il avait vidé ses prisons pour tenter de semer la discorde chez les adversaires de son régime.

Les responsables du renseignement jordanien et américain étudièrent ces faits avec autant d'incrédulité que d'inquiétude. Parmi les prisonniers, on découvrit plusieurs noms familiers. Certains avaient fait partie de réseaux soutenant le terroriste Abou Moussab Al-Zarqaoui, en faisant passer la frontière à des armes et des recrues. Ils étaient à présent libres de retrouver leurs anciens lieux de prédilection et peut-être leurs vieilles habitudes.

Toutefois, à l'échelle des autres crises qui ébranlaient la région, cela ne semblait pas grand-chose.

« Il n'y a qu'une poignée de véritables terroristes du type Al-Qaïda, déclara un responsable du renseignement du Moyen-Orient à propos des djihadistes dont on observait l'implantation dans le pays à la fin 2011. Nous savons exactement où ils se trouvent. Et quand tout ça sera terminé, nous savons comment les attraper2. »

Pendant tout ce temps, d'autres étrangers observaient la situation dans laquelle se trouvait la Syrie avec un mélange d'espoir et de méfiance, comme des coyotes affamés épieraient un bison. Autrefois, ces hommes se présentaient comme Al-Qaïda en Irak et disciples de Zarqaoui. Désormais, ils passaient leurs journées terrés dans les banlieues miteuses de Mossoul ou de quelques autres villes, ne communiquant que rarement les uns avec les autres par crainte d'être repérés. Ils avaient adopté un nouveau nom – État islamique d'Irak – et entretenaient le simulacre que leur organisation était un véritable pays, avec son gouvernement, ses ministères, et même son drapeau. Que cet État fût une fiction était une évidence, même pour les membres de leur famille. « Où est cet État islamique d'Irak dont tu me parles ? Nous vivons au milieu du désert ! » s'était ainsi plainte la femme d'un de ses dirigeants, si l'on en croit un témoignage recueilli par la police irakienne3. Reste qu'aux yeux de l'homme qui était à la tête de cette organisation, l'État islamique était une réalité, et, avec l'aide de Dieu, il allait s'accroître.

Ce chef venait tout juste d'accéder à son poste, brutalement promu de sa position de numéro trois après que ses précédents dirigeants eurent été tués au cours d'un raid des troupes américaines et irakiennes. À la différence de ses prédécesseurs, ce n'était pas un guerrier mais un intellectuel, un professeur de droit islamique titulaire d'un doctorat. À tout juste 32 ans, c'était un homme au tempérament sombre pour son âge, qui attachait une grande valeur à la correction et se montrait extrêmement respectueux des moindres règles régissant la façon de s'habiller ou de s'exprimer. Il était né

Ibrahim Awad Al-Badri et était le fils d'un prêcheur musulman très conservateur de la ville irakienne de Samarra. Il s'était choisi pour nom de djihadiste Abou Bakr Al-Baghdadi.

Il avait un physique ordinaire : taille moyenne, cheveux clairsemés et une barbe naturellement épaisse qui, au fil de l'âge adulte, s'était transformée en un buisson touffu. Baghdadi avait cependant la conviction implacable du prophète qui croit au destin – en l'occurrence celui du monde et le sien propre. Derrière les soulèvements du Printemps arabe qui commencèrent à se propager début 2011, il voyait à l'œuvre une main divine qui façonnait les événements, secouant les rameaux de l'histoire jusqu'à ce que les fruits en tombent à ses pieds. Cela finirait par arriver, il en était certain. Mais pour donner un petit coup de pouce au destin, Baghdadi décida dès le mois de février d'adresser quelques utiles suggestions à ceux qui manifestaient au Caire, par le biais du bras médiatique de l'État islamique. Il disait en substance qu'une fois que le peuple d'Égypte en aurait terminé avec son président apostat, il se rendrait très certainement compte qu'il était de son devoir de répandre sa révolution par-delà le Sinaï et au-delà encore.

« Le marché du djihad s'ouvre à vous, et vous pouvez facilement y prendre part ! proclamait un de ces messages postés sur les sites web islamistes. Aucun être mature et valide n'a la moindre excuse pour rester en retrait avec ceux qui rechignent à faire le djihad4. »

Dans ce message figurait également un appel spécifique à vider les prisons égyptiennes où étaient enfermés nombre d'islamistes parmi les plus engagés et les plus expérimentés du pays. Presque tous les dirigeants du mouvement irakien, Baghdadi inclus, avaient d'ailleurs séjourné dans les sinistres centres de détention du Moyen-Orient. « Délivrer ces prisonniers est une de vos principales obligations. Ne laissez pas les choses se régler avant de les avoir libérés jusqu'au dernier. »

Ces demandes furent totalement ignorées. À la consternation des islamistes du monde entier, la foule qui assiégeait les ministères au Caire ou à Benghazi manifestait peu d'appétit pour remplacer un tyran laïque par un tyran religieux. Place Tahrir, dans la capitale égyptienne, les slogans rimés

que scandaient les manifestants allaient de la réclamation de meilleures conditions de vie – « Pain, liberté, égalité sociale » – à des expressions de fierté nationale – « Tête haute, tu es un Égyptien ! ». Même après l'élimination d'Oussama Ben Laden le 11 mai 2011, il n'y eut aucun appel au djihad et personne ne brandit la bannière d'Al-Qaïda ou un portrait du chef terroriste que l'on venait d'abattre. D'ailleurs, les sondages indiquaient que, dans l'ensemble du monde musulman, le soutien au mouvement terroriste connaissait un effritement régulier depuis 2004, soit précisément le moment où Zarqaoui avait commencé à monopoliser l'attention internationale avec ses vidéos de décapitation et ses attentats-suicides. Le soutien aux attaques contre des civils musulmans – carte de visite de l'État islamique – s'était même effondré encore davantage.

Ce qui restait des disciples de Zarqaoui envoyait de temps à autre un kamikaze dans la capitale irakienne, histoire de tuer et de mutiler. Au cours des mois qui suivirent l'accession de Baghdadi à la tête de l'organisation, celle-ci revendiqua ainsi plusieurs attentats : contre les clients d'une banque, contre des paroissiens assistant à la messe ou de jeunes hommes faisant la queue devant un bureau de recrutement militaire. Mais à présent que les troupes américaines avaient quitté le pays et que les Irakiens s'intéressaient surtout au spectacle du duel partisan qui faisait rage au Parlement, ces attentats semblaient inutiles à tout le monde sauf aux terroristes eux-mêmes.

Les lieutenants de Baghdadi étaient toujours capables de fabriquer des voitures piégées meurtrières et arrivaient encore à disposer d'une réserve constante de malheureux adolescents prêts à conduire un véhicule-suicide vers sa cible. Mais la vieille organisation de Zarqaoui était aussi creuse que les discours de ses chefs à propos d'un État islamique panarabe. Le groupe était au bord de la ruine. Il avait perdu son sanctuaire et sa liberté de mouvement, si essentielle pour communiquer, s'entraîner et s'approvisionner. Il cherchait en outre à vendre une idéologie dont le monde musulman semblait se moquer totalement. Cinq ans après la mort de

Zarqaoui, l'État islamique d'Irak était devenu ce que les organisations terroristes redoutent encore plus que leur propre annihilation.

Il était devenu hors de propos.

Même si le nombre de victimes ne l'avait en rien laissé deviner, ce déclin s'était amorcé peu après la mort de Zarqaoui.

Privé brutalement de son leader charismatique et stratège en chef, Al-Qaïda en Irak était, dans un premier temps, parvenu à maintenir et même à surpasser le niveau de boucherie atteint sous l'égide du Jordanien. Les douze mois qui avaient suivi l'élimination de Zarqaoui avaient été les plus meurtriers de toute la guerre pour les GI, qui comptèrent 904 morts dans leurs rangs. Au cours du mois de juillet 2006, après la destruction du repaire de Bakoura sous les bombes américaines, on atteint le chiffre record de 3 266 victimes irakiennes civiles.

Mais le champ de bataille était en train de changer de physionomie. Les tribus sunnites, lassées de la violence, avaient constitué des milices unies sous le nom de « Fils d'Irak » et elles s'étaient mises à chasser les djihadistes de leurs villages, les tuant parfois. En 2007, le *military surge* du président George W. Bush avait fait déferler sur le pays plusieurs milliers de nouveaux soldats prêts au combat. Plus important, grâce aux nombreux succès des « cellules de fusion » – les équipes antiterroristes américaines réunissant agents du renseignement et membres des forces spéciales – la chasse aux activistes avait atteint un niveau supérieur, un niveau qui leur fut fatal. Les villes du triangle sunnite qui avaient servi de sanctuaire et de base d'opérations à Zarqaoui étaient rapidement devenues des endroits hostiles et même dangereux pour ses disciples, de jour comme de nuit.

À la base des forces spéciales de Balad, on obtenait tous les jours, et souvent plusieurs fois par jour, de nouveaux succès, en appliquant la formule mise au point par McChrystal pour traquer et tuer Zarqaoui. Cette campagne se poursuivit à un rythme qui s'accéléra régulièrement durant toute l'année 2008, avant que le général n'obtienne sa quatrième étoile et soit promu au rang de chef d'état-major. Son successeur, le vice-amiral

William McRaven, maintint la même politique jusqu'à ce que les opérations militaires en Irak prennent officiellement fin en 2010.

Les recherches quotidiennes commençaient par un déploiement inouï d'outils d'investigation électroniques, capables de passer au crible tous les appels émis sur téléphone portable, tous les e-mails et tous les SMS envoyés par n'importe qui, n'importe où en Irak5. Lorsque quelqu'un composait un numéro de téléphone figurant dans la base de données des terroristes de Balad en constant développement, les équipes techniques se mettaient au travail, traçant le lieu et les mouvements de l'appelant. Drones et avions américains servaient d'antennes relais mobiles et pouvaient enregistrer directement les appels émanant des téléphones suspects. Les caméras de surveillance aéroportées accroissaient la capacité des espions américains à suivre des voitures et des camions suspects.

Tout aussi impressionnantes étaient les équipes SEAL (Sea, Air, Land) et Delta qui partaient la nuit forcer les portes des terroristes dont on avait découvert les planques lors des opérations de surveillance de la veille. En cette quatrième année de guerre, la tactique des commandos était désormais affûtée comme une lame, au point que de petites unités d'une demi-douzaine d'hommes pouvaient effectuer plusieurs raids en une seule nuit. « Joseph », un agent à la retraite qui a participé à plusieurs dizaines de missions de ce genre, a raconté combien les combats ont changé d'intensité au cours des mois qui ont suivi la mort de Zarqaoui, une fois que le Pentagone avait donné son approbation à une campagne sans restriction pour détruire ce qui restait du réseau terroriste du Jordanien.

« En 2007, nous nous sommes retroussé les manches, a raconté Joseph, qui a accepté de parler à condition que son véritable nom ne soit pas révélé. Nous partions en mission et ciblions Al-Qaïda au maximum de nos capacités. Des missions *"kill-capture"*, pas *"capture-kill"* : tuer plutôt que capturer, et non capturer plutôt que tuer. On leur bottait le cul, on tuait du Al-Qaïda toutes les nuits. »

La journée de travail débutait au crépuscule, alors que les équipes de surveillance venaient de finir leur quart. « Notre petit déjeuner, c'était le

dîner, a raconté Joseph. Puis, on se faisait briefer et on partait en mission. Nous frappions notre cible, en entrant avec [des silencieux] et des lunettes de vision nocturne ; il y avait des échanges de tirs presque toutes les nuits. On procédait à nos propres interrogatoires et on développait nos propres chaînes de renseignement. Puis, à partir de ce que nous avions découvert, nous passions aussitôt au coup d'après. Et nous faisions ça tous les jours. »

Cette tactique opérait à de multiples niveaux. L'accélération du rythme des opérations nocturnes faisait perdre pied aux terroristes, incapables de coordonner ou de préparer des attaques sophistiquées. Les raids permettaient également de collecter de nouveaux renseignements, comme des informations sur le recrutement et l'entraînement des kamikazes. Parmi ceux que Joseph interrogea figuraient des adolescents qui avaient été soumis au très strict endoctrinement des imams, et d'autres qui semblaient juste mentalement instables, lents d'esprit ou naïfs – « bêtes comme leurs pieds », a-t-il raconté.

Plus important, les commandos avaient trouvé un moyen de mettre les terroristes sur les dents. Les insurgés ne constituaient plus la force la plus meurtrière et la plus imprévisible en Irak. C'était maintenant à leur tour d'avoir peur et de se trouver exposés. En réalité, comme le découvrirent Joseph et ses camarades, les combattants de l'État islamique étaient de talentueux bouchers mais de piètres soldats.

« Ils ne sont bons qu'à terroriser les gens qui ne sont pas armés. Ils se croient forts, mais quand nous les réveillions au milieu de la nuit, ils faisaient dans leur froc. »

Les interventions à l'intérieur de ces maisons obscures étaient silencieuses et brèves, rarement plus de trois minutes. Ceux qui avaient la sagesse de se rendre se retrouvaient cernés par des Occidentaux barbus et musclés, portant des vêtements sombres, équipés d'armes à l'aspect futuriste et accompagnés de féroces chiens d'attaque. Dans les villages irakiens commencèrent à se propager des histoires sur « des ninjas avec des lions » qui faisaient irruption dans les villes avant de disparaître. Au cours des interrogatoires, Joseph cherchait parfois à perpétuer cette légende.

« As-tu déjà eu affaire à des Américains ? demandait-il.

– Oui, répondait généralement le prisonnier menotté.

– Ils nous ressemblaient ?

– Non.

– Il y a une raison à ça. Je suis venu pour toi. Je suis le diable. »

Les résultats se firent très vite sentir, et pas seulement par le nombre d'insurgés tués ou capturés. En une seule année, de 2007 à 2008, le nombre de morts chez les GI chuta de 904 à 314, puis diminua encore de moitié l'année suivante. Les victimes irakiennes d'attentats-suicides passèrent d'environ 3 900 en 2007 à moins de 1 700 en 2008, début d'un déclin marqué qui allait se poursuivre jusqu'à la fin de la décennie.

Toutes ces initiatives combinées – la surveillance, le *surge*, la révolte des sunnites et surtout les raids – affaiblirent à tel point l'organisation de Zarqaoui que Michael V. Hayden, le directeur de la CIA, déclara en 2008 que l'organisation était « au bord de la défaite stratégique[6] ». Les djihadistes qui avaient exercé leur emprise sur l'Irak pendant près de quatre ans n'étaient pas complètement éliminés, mais les Américains avaient enfin découvert la formule pour les refouler.

« Nous ne sommes pas devenus comme eux, a raconté un officier qui a supervisé la fusion des cellules au moment de la mise en route du programme. Nous sommes devenus ce dont ils avaient le plus peur : des ombres dans la nuit[7]. »

Tout le monde savait qu'on ne pourrait pas maintenir la pression indéfiniment. Les coûts directs de l'invasion, de l'occupation, de la reconstruction et de la stabilisation de l'Irak avaient grevé le Trésor américain de plus de 1 000 milliards de dollars, sans compter les coûts indirects qui ajoutèrent 1 000 milliards supplémentaires sur la feuille d'impôt du contribuable. Le retrait des troupes américaines débuta fin 2007, et le dernier convoi militaire à quitter le pays franchit la frontière irako-koweïtienne le 18 décembre 2011, mettant fin à un déploiement qui avait coûté presque 4 500 vies américaines et fait plus de 32 000 blessés. Selon

les estimations les plus prudentes, le total des pertes civiles irakiennes était vingt fois plus élevé.

En s'en allant, les Américains laissaient aux Irakiens la tâche de s'occuper de leur propre sécurité. Cela aurait constitué un véritable défi même pour une nation qui n'avait pas connu les tensions explosives ou les divisions religieuses et ethniques qui régnaient dans le pays. D'ailleurs, dans à peu près tous les domaines, les premières initiatives destinées à créer une société irakienne stable tournèrent court. En 2007, la défiance des sunnites à l'encontre du Premier ministre Nouri Al-Maliki explosa en une révolte ouverte, après l'arrestation d'hommes politiques sunnites de premier plan et le limogeage de hauts responsables sunnites de l'armée et des agences de sécurité. L'année suivante, le gouvernement à majorité chiite prit plusieurs mesures pour démanteler les milices des Fils de l'Irak qui avaient contribué à chasser les islamistes étrangers, déclarant qu'il ne tolérerait pas l'existence de milices privées dans le pays. Pendant ce temps, les milices chiites étaient tolérées et même – c'est du moins ce que pensaient nombre de sunnites – officiellement encouragées.

À leur départ, les forces américaines fournirent au gouvernement irakien une aide significative. En 2008 et en 2010, les Américains portèrent deux coups considérables à l'État islamique d'Irak, visant directement la direction reconstituée du groupe. Le premier, en octobre 2008, fut une attaque de commandos contre une base terroriste située en territoire syrien, à quelques kilomètres de la frontière irakienne. Dans le cadre d'une opération secrète approuvée par George W. Bush, des équipes des forces spéciales héliportées détruisirent la base et tuèrent un homme que les responsables américains identifièrent comme Abou Al-Ghadiya, le dentiste syrien et ancien disciple de Zarqaoui qui s'occupait de la chaîne logistique pour l'argent et les recrues. Puis, dix-huit mois plus tard, les forces américaines et irakiennes attaquèrent conjointement une planque dans le désert près de la ville irakienne de Tikrit, au moment précis où avait lieu une réunion du haut commandement du mouvement terroriste. Le gouvernement irakien publia en jubilant les photos de deux cadavres

extraits des décombres du bâtiment, confirmant la mort d'Abou Omar Al-Baghdadi et d'Abou Ayyoub Al-Masri, les deux principaux dirigeants de l'État islamique depuis la mort de Zarqaoui.

Les insurgés reconnurent plus tard la mort de « deux chevaliers [qui] avaient mis pied à terre pour rejoindre le groupe des martyrs ». Le message promettait également une revanche inéluctable : « une longue et morne nuit et des jours sombres de douleur et de sang8 ». Il y avait pourtant de quoi douter franchement de la capacité de l'État islamique à infliger de sérieux dommages au gouvernement irakien – fût-il divisé et affaibli.

Le nouveau chef des djihadistes, Abou Bakr Al-Baghdadi, était un homme débordant d'ambition, mais fin 2011, alors que sa deuxième année à la tête de l'organisation était déjà bien entamée, ses rodomontades étaient aussi vides que les caisses de son mouvement. L'État islamique d'Irak manquait de ressources, de combattants et d'un sanctuaire. Et peut-être même – le plus grave – manquait-il d'une cause, d'une grande idée autour de laquelle rassembler ses effectifs en baisse et convertir de nouveaux musulmans.

Le chaos de l'insurrection syrienne n'allait pas tarder à lui fournir tout cela.

19

« C’est l’État auquel Zarqaoui a ouvert la voie »

Cinq mois après les débuts du soulèvement syrien, Abou Bakr Al-Baghdadi était prêt à passer à l’action. Il demanda à l’un de ses plus proches lieutenants, un Syrien, vétéran des années Zarqaoui, de partir en expédition au cœur de la Syrie. Hors de la capitale et d’autres bastions du régime, les services de sécurité gouvernementaux ne maintenaient plus l’ordre nulle part. Pour les disciples de Zarqaoui, c’était le moment ou jamais de foncer s’installer chez un nouvel hôte, à présent sévèrement affaibli.

Les éclaireurs étaient en nombre réduit. « Nous n’étions pas plus de sept ou huit », a raconté plus tard le chef du groupe1. Les hommes franchirent clandestinement la frontière irako-syrienne et empruntèrent deux autoroutes du désert parallèles au Tigre et à l’Euphrate ; ils traversèrent plusieurs petites villes qui avaient longtemps servi de relais d’étape aux combattants qui faisaient alors le voyage en sens inverse. Loin des autres villes où l’on était en train de livrer bataille, ils y rencontraient leurs contacts locaux, parmi lesquels figuraient d’anciens membres du réseau Zarqaoui en Syrie, mais aussi, comme l’ont confirmé des participants à ces réunions, d’autres djihadistes qui venaient d’être libérés des prisons de Bachar El-Assad. Ils découvraient un pays qui ressemblait beaucoup à ce qu’était l’Irak neuf ans plus tôt : un territoire violent, sans foi ni loi, où des hommes armés se

déplaçaient en toute liberté. Sauf qu'ici, à la différence de l'Irak, les Américains ne risquaient pas de vous tomber dessus à tout moment.

« La Syrie n'aurait pas été suffisamment mûre pour nous s'il n'y avait pas eu la révolution syrienne, a reconnu bien plus tard Abou Mohammed Al-Joulani, le chef de la mission. La révolution a balayé nombre d'obstacles et nous a ouvert le chemin de cette terre bénie. »

Le plan concocté par les chefs irakiens de l'État islamique visait à mettre en place une milice islamiste sous commandement syrien qui se joindrait aux forces rebelles combattant le gouvernement de Bachar El-Assad. Cette milice fut baptisée Jabhat Al-Nosra, ou plus précisément Front de soutien au peuple de Syrie. L'appellation sous-entendait qu'il s'agissait d'une sorte de groupe auxiliaire censé prêter main-forte à une opposition syrienne débordée par l'ennemi. En vérité, les projets que nourrissait Baghdadi concernant cette organisation n'avaient rien à voir avec une quelconque volonté d'aider les Syriens. Le Front Al-Nosra allait tracer son propre sillon, de façon indépendante et en rupture totale – du point de vue de l'idéologie, de la stratégie et du style – avec ses cousins résistants. Les services de renseignement occidentaux le comprendraient plus tard : il s'agissait de créer en Syrie un incubateur pour le califat que Baghdadi allait un jour diriger.

« Ce devait être le visage de l'organisation en Syrie, chargé de jeter les fondations pour le développement du groupe », a raconté un responsable américain qui a suivi la montée en puissance de l'organisation. « Il n'a jamais été question que ce soit un mouvement distinct2. »

Les communications, durant les mois qui suivirent, entre la colonie syrienne et son fragile commandement irakien donnent un aperçu de la personnalité et des ambitions grandissantes de Baghdadi. Comme pour son prédécesseur spirituel Abou Moussab Al-Zarqaoui, le souci principal de Baghdadi n'était pas d'instaurer un gouvernement islamiste dans les capitales syrienne ou irakienne. Non, son but était d'imposer le règne sans frontières de la loi islamique, et le moyen d'y parvenir était de faire preuve de hardiesse et de s'en remettre à Allah pour qu'il infléchisse l'histoire à

son profit. Les penseurs d'Al-Qaïda, plus pragmatiques, parlaient du califat comme d'un but lointain, qui avait pour préalable le renversement des régimes laïques du Moyen-Orient. Mais Baghdadi pensait l'inverse : si l'on brandissait l'ancien drapeau du califat, alors les bons musulmans suivraient.

« Jamais personne n'avait parlé comme lui de restaurer concrètement le califat islamique. Il allait mettre en place une version radicale de l'islam et purifier le pays des apostats. Il préparerait le chemin à un ultime affrontement entre les musulmans et les mécréants », a raconté ce même responsable américain.

En adoptant le projet de Zarqaoui, Baghdadi en adopta aussi, et avec enthousiasme, les plus terribles excès. Au cours des premières années qui avaient suivi la mort du Jordanien, ses successeurs immédiats avaient semblé prendre au sérieux les mises en garde d'Al-Qaïda contre le recours aux pratiques choquantes, susceptibles d'offenser les musulmans ordinaires. Il y avait eu moins de vidéos de décapitation et moins d'attentats gratuits contre les femmes et les enfants chiites – ceux-là mêmes qui étaient devenus la signature d'Al-Qaïda en Irak. Baghdadi allait leur donner une seconde vie, à une échelle rappelant la sauvagerie des hordes Ikhwan qui avaient déferlé sur la péninsule arabique un siècle auparavant. Et, comme Zarqaoui, il allait trouver un moyen d'obliger le monde entier à y assister.

Si les États-Unis n'avaient pas envahi l'Irak, le boucher en chef de l'État islamique aurait probablement mené une simple vie de professeur d'université. Jusqu'en 2003, le cours de son existence semblait en effet le destiner à une carrière tranquille consacrée à enseigner la jurisprudence islamique à des étudiants de 20 ans, et non à leur scotcher des bombes sur le ventre.

Les biographes islamistes de Baghdadi lui ont prêté de grandes facultés intellectuelles et une vocation innée pour le djihad, mais ce n'est pas du tout ce qui ressort des profils extrêmement fouillés qu'ont rédigés les services de renseignement occidentaux. Rien de ce qu'on sait des années de formation du dénommé Ibrahim Awad Al-Badri ne laisse supposer qu'il possédât des

dispositions ou talents supérieurs à la moyenne, mis à part une fascination pour le *fiqh*, l'interprétation juridique des milliers de citations et d'édits que l'on trouve dans les textes sacrés de l'islam. Ce n'était pas un agitateur violent comme Zarqaoui, ni un aventurier comme Oussama Ben Laden qui, après l'université, était parti au Pakistan pour épouser la cause des moudjahidin afghans. Pas le moindre éclair de charisme ou de cruauté dans sa jeunesse. Ses anciennes fréquentations se souvenaient plutôt d'un jeune homme myope et timide, qui aimait le football et la solitude. Il semble bien que jusqu'à ses 32 ans, Baghdadi ait très peu attiré l'attention, y compris dans son propre quartier. Un ami de la famille se rappelle un jeune homme « tellement discret que l'on entendait à peine le son de sa voix ».

« Il avait toujours des ouvrages, religieux ou autres, fixés à l'arrière de son vélo », a raconté ce voisin, Tariq Hameed, dans une interview à *Newsweek*, où il évoquait l'adolescent studieux qui vivait près de chez lui dans un des quartiers de prédilection de la classe moyenne inférieure de Samarra3. Fils d'un imam de la ville, Baghdadi portait le chapeau de prière et la *dishdasha* blanche qu'arborent, selon la tradition, les religieux dévots, et, toujours selon Hameed, il préférait passer son temps libre à la mosquée plutôt qu'en compagnie des jeunes de son âge : « Je ne l'ai jamais vu porter un pantalon ou une chemise, comme le faisaient la plupart des autres gars à Samarra. Il avait une petite barbe et ne traînait jamais dans les cafés. »

Un élément de son histoire familiale allait se révéler crucial pour la suite des événements : en tant que membre de la tribu irakienne Al-Bou Badri, il pouvait revendiquer son appartenance à la lignée même de Mahomet – certains experts islamiques considèrent que c'est là un prérequis pour quiconque chercherait à devenir calife, ou chef de la nation musulmane. Cette prérogative n'avait toutefois rien d'exceptionnel dans la poussiéreuse Samarra, où l'on trouve des Al-Badri par centaines, mais aussi des dizaines d'autres tribus qui peuvent légitimement revendiquer leur appartenance à la lignée du prophète. Reste que la famille élargie de Baghdadi brûlait d'une véritable ferveur religieuse, ce qui pourrait en partie expliquer sa dévotion précoce et sa dérive vers le fanatisme. Le grand-père de Baghdadi portait le

titre de « *hadji* », parce qu'il avait fait le pèlerinage au sanctuaire de la Kaaba à La Mecque, et l'on comptait de nombreux imams ou professeurs de religion parmi ses oncles et ses dix frères et sœurs. Selon un des biographes djihadistes de Baghdadi, les sermons de son père étaient connus pour insister sur « la promotion de la vertu et la prévention du vice[4] ».

C'est durant les années les plus troublées de l'histoire de l'Irak moderne que Baghdadi parvint à l'âge adulte. Il était né en 1971, et la fin de son adolescence coïncida avec celle de la guerre Iran-Irak, qui s'acheva sur un cruel match nul après huit ans de combats et près d'un demi-million de morts. Il avait presque 20 ans quand l'armée irakienne subit une humiliante défaite lors de la première guerre du Golfe. Entre-temps, il avait probablement fait son service militaire, même si l'on ne dispose d'aucune preuve indiquant qu'il ait combattu. Ce que l'on sait en revanche, c'est qu'il partit s'installer à Bagdad et qu'en 1999 il obtint une licence en droit islamique et en théologie. Il semble que son immersion dans le très ésotérique univers des codes religieux du VII^{e} siècle ait renforcé son côté puritain ; ses relations d'alors se souviennent que l'étudiant Baghdadi était profondément agacé que les hommes et les femmes soient autorisés à danser dans la même pièce pendant les mariages. « C'est irréligieux ! » se plaignait-il. Quoi qu'il en soit, la théologie lui plut suffisamment pour qu'il poursuive ses études jusqu'à 30 ans passés. Il en avait 32, il était sur le point d'obtenir son doctorat et une chaire de professeur lorsque, le 20 mars 2003, les troupes américaines commencèrent à envahir l'Irak.

Les premières explosions de la campagne de bombardement américaine « choc et effroi » furent une révélation pour l'étudiant en droit islamique qui comprenait mieux que quiconque les injonctions du Coran à défendre les terres musulmanes contre leurs envahisseurs. Il s'engagea donc dans l'un des nombreux petits mouvements de résistance qui menaient des attaques éclair contre les troupes américaines ; il semble toutefois que sa réelle contribution au combat n'ait pas vraiment marqué l'histoire.

Il fut fait prisonnier quelques mois plus tard, dans des circonstances qui demeurent assez floues, mais les archives américaines confirment qu'un

Ibrahim Al-Badri a bien été capturé par les GI au cours d'un raid contre une maison de Falloujah à la fin du mois de janvier 2004. Il fut alors emmené vers une des destinations les plus redoutées d'Irak : le centre de détention américain connu sous le nom de Camp Bucca.

Il arriva là-bas le 4 février. Un photographe militaire a capté l'expression étonnée de ce visage rond, au seuil de l'âge mûr, arborant des lunettes à montures d'acier et une barbe démesurée. Ce portrait demeure un des seuls parmi les très rares photos de lui dont on connaît l'existence, car Baghdadi s'est toujours montré extrêmement soucieux de sa sécurité. Plus de dix ans plus tard, quand il posa pour un nouveau portrait, c'était à tous égards un autre homme. Mais pour l'heure, il venait tout juste d'emprunter le chemin qui, d'un jeune homme dévot, allait faire de lui un extrémiste assoiffé de sang.

La prison où atterrit Baghdadi était une ville de tentes et de barbelés qui se déployait sur 500 hectares de plaine brûlée par le soleil à quelques kilomètres de la frontière irako-koweïtienne. Pour ceux qui y arrivaient de nuit, en hélicoptère, comme la plupart des marins américains chargés de sa surveillance, Camp Bucca rappelait un peu Las Vegas : une immense agglomération lumineuse au milieu d'un désert vide. Mais à l'intérieur des barbelés, c'était plutôt le Far West.

Bâti à l'origine par les Britanniques pour y enfermer les prisonniers de guerre, le camp, passé ensuite sous contrôle américain, s'était rapidement développé pour accueillir les milliers d'Irakiens capturés après le début de l'insurrection. Alors qu'il était prévu pour accueillir 20 000 hommes, il finit par abriter 26 000 détenus, occupant des tentes collectives dans une région où la température atteint régulièrement 60 °C. Cette chaleur, amplifiée par la moiteur épaisse du golfe Persique, pesait autant sur les gardiens que sur les détenus. « On a vraiment l'impression d'être dans un micro-ondes », avait déclaré un maître d'équipage posté sur son mirador à un journaliste de la marine[5].

Avec le temps, les dirigeants du camp procédèrent à quelques améliorations significatives, en remplaçant les tentes par des abris en parpaings climatisés et en installant des salles de classe pour alphabétiser les détenus ou les former à la menuiserie et à la maçonnerie. Mais début 2004, c'étaient bien les islamistes qui contrôlaient la vie à l'intérieur du village de tentes. Les détenus étaient répartis selon leur foi, et dans leur secteur, les sunnites vivaient sous le strict régime d'une charia auto-imposée, qu'ils appliquaient avec brutalité. Le premier qui désobéissait – ou trahissait les autres en se montrant trop aimable avec les Américains – subissait un châtiment qui allait d'une volée de coups à l'énucléation. Au Compound 30, où l'on gardait les islamistes les plus violents, les prisonniers déchargeaient leur hostilité en jetant sur les sentinelles en faction leurs excréments ou des *chai rocks* [rochers au thé] – des boulettes faites de restes de thé sucré mélangés à du sable et séchées au soleil.

Un des responsables du camp a reconnu qu'à l'époque où Baghdadi y a séjourné, Camp Bucca était à la fois dysfonctionnel et, du point de vue des militaires chargés de réprimer la rébellion sunnite, contre-productif. En rassemblant ainsi islamistes radicaux et Irakiens ordinaires dans ce pénitencier sans foi ni loi au cœur du désert, les Américains avaient involontairement créé une « université djihadiste » qui allait contribuer à inculquer les préceptes islamistes à toute une nouvelle génération de combattants.

« Dans tout le camp, les extrémistes étaient mélangés aux modérés », a écrit en 2009 dans un article de la *Military Review* le capitaine de corvette Vasilios Tasikas, qui était à la tête de l'administration juridique de la prison. « Les forces américaines ont malheureusement fait le choix d'un modèle de détention qui partait du principe que les détenus étaient "tous des méchants" qu'il fallait "entreposer" pour une durée indéterminée puis relâcher au hasard, par groupes constitués de façon arbitraire. Cette approche n'était pas seulement naïve et à courte vue, elle était également dangereuse ; il était facile de prévoir qu'elle ne ferait que nourrir l'insurrection à l'intérieur même des barbelés[6]. »

Si Bucca était effectivement une université du djihadisme, Baghdadi allait finir par en devenir le plus célèbre des lauréats. Il était loin d'être un dur à cuire, mais il sut trouver le moyen de survivre et même de prospérer en prison. Il noua quantité d'alliances et d'amitiés précieuses, en particulier avec un disciple de Zarqaoui nommé Abou Mohammed Al-Adnani, qui allait devenir quelques années plus tard son principal lieutenant et son porte-parole[7]. Le jeune érudit découvrit en outre que son savoir universitaire lui donnait un certain statut. La microsociété islamique du camp avait besoin de quelqu'un capable d'interpréter la charia et, de ce point de vue, Baghdadi était exceptionnellement qualifié. Il pouvait diriger les prières quotidiennes, au cours desquelles on voyait des milliers de détenus en uniforme jaune s'aligner sur leur tapis de prière pour jurer fidélité à Allah. Ses connaissances lui permettaient aussi de parler et d'enseigner l'arabe classique, celui du Coran, des discours et des cérémonies officielles. Baghdadi, qui avait passé toute sa vie au milieu des imams, était même capable d'imiter la façon de psalmodier des clercs les plus savants des grandes mosquées de Bagdad et de Mossoul. Sa voix était à la fois agréable et autoritaire, et les hommes aimaient l'écouter.

Ils n'eurent pas l'occasion d'en profiter bien longtemps. Les qualités de savant qui avaient permis à Baghdadi d'acquérir le respect de ses codétenus lui permirent également de bénéficier d'une libération anticipée. Afin de résoudre les graves problèmes de surpopulation, constante source de tensions et parfois d'émeutes, Camp Bucca se délestait régulièrement de ses prisonniers les moins dangereux. Fin 2004, le conseil de la prison étudia le dossier d'Ibrahim Awad Al-Badri et conclut que l'universitaire à lunettes ne constituait pas vraiment une menace. Il fut libéré le 6 décembre 2004, non sans qu'une équipe médicale lui eût prélevé un peu de salive pour conserver un échantillon de son ADN. Si l'homme devait réapparaître où que ce soit, mort ou vif, en lien avec un acte terroriste, les responsables américains sauraient avec certitude à qui ils avaient affaire.

Baghdadi sortit de ses dix mois à avoir côtoyé les forces américains encore plus déterminé à les combattre. Quelques années plus tard, sa quête

de victoire contre les Américains devint un refrain aux allures de prière. « Occupe-toi de l'Amérique et de ses alliés, ô Allah, disait-il dans ses prières publiques. Resserre sur eux ton emprise… Inflige-leur la pire des défaites qu'ils auront jamais à subir. Disperse leurs rassemblements, dépèce leurs corps, démembre-les complètement, fais en sorte que nous les assaillions sans qu'eux ne nous assaillent[8]. »

Pendant quelque temps, Baghdadi s'efforça d'éviter toute escarmouche avec les Américains. Il était à présent marié, à la première de ses trois épouses, et père d'au moins un enfant, un fils de 4 ans. Après son séjour en prison, il reprit ses études et, en 2007, obtint son doctorat en droit islamique. Mais avant même de recevoir son diplôme, il se retrouva à nouveau plongé au cœur de l'insurrection. Son ancienne organisation avait fusionné avec plusieurs autres au sein du conseil consultatif, ou *choura*, créé par Zarqaoui en 2006, et on lui demanda d'en devenir l'un des conseillers pour les affaires relatives à la charia.

Un profil élaboré par les services de renseignement occidentaux indique qu'il est probable que Zarqaoui, grand amateur de théologie et de discussions avec les érudits religieux, ait connu l'homme qui allait finir par le remplacer. Mais à l'époque, Baghdadi était encore un quasi-inconnu, même parmi les djihadistes. « Zarqaoui était pour moi plus qu'un frère, mais je ne connaissais pas Baghdadi. Il était insignifiant », a déclaré en 2014 au *Telegraph* de Londres Ahmed Al-Dabash, membre d'une autre organisation militante, l'Armée islamique d'Irak[9]. « C'est lui qui dirigeait la prière dans une mosquée près de chez moi. Personne ne l'avait vraiment remarqué. »

Tout changea en juin 2006 avec la mort de Zarqaoui. Les héritiers du mouvement Al-Qaïda en Irak n'étaient pas tous d'accord sur la façon de mener leur insurrection et ils se réorganisèrent rapidement sous un nouveau nom : l'État islamique d'Irak. Parmi les principaux chefs du mouvement figuraient désormais un certain nombre d'anciens officiers de l'armée vaincue de Saddam Hussein – des colonels et des commandants sunnites

qui avaient fait alliance avec Zarqaoui, lequel ne leur avait toutefois jamais fait totalement confiance. Maintenant que le Jordanien n'était plus, les ex-baasistes cherchèrent à asseoir la domination des Irakiens sur le groupe, du commandement central jusqu'aux villes de province qui étaient, dans les faits, sous le contrôle des islamistes à défaut de l'être officiellement. Une fois encore, les références de Baghdadi en faisaient quelqu'un de précieux : c'était un authentique spécialiste de la charia doté d'un solide pedigree sunnito-irakien, et qui veillerait à ce que les cellules dispersées du groupe rentrent dans le rang idéologique. Il fut rapidement désigné chef de la charia pour la petite ville agricole d'Al-Karma, non loin de Falloujah. Peu après, il était nommé administrateur des affaires religieuses pour l'ensemble de la province d'Anbar. Début 2010, il devint le principal responsable de la charia pour l'ensemble de l'organisation.

Avec cette promotion, Baghdadi accédait au troisième rang dans la hiérarchie de l'État islamique, n'étant subordonné qu'au chef principal du mouvement et au ministre de la Guerre. Telle était sa situation lorsque, le 18 avril 2010, des missiles américains et des roquettes irakiennes détruisirent une planque aux environs de Tikrit, éliminant simultanément le numéro un et le numéro deux du groupe. Baghdadi, l'universitaire studieux que ses pairs considéraient comme « insignifiant », se retrouva donc seul à la tête de l'État islamique d'Irak.

Un mois s'écoula avant l'officialisation de son émirat. En dépit du rang élevé qui était le sien, sa désignation à la tête de l'organisation n'était en rien garantie. Nombreux étaient les responsables du renseignement occidental et moyen-oriental qui pensaient que le poste irait à une personnalité plus expérimentée dans le commandement et la direction des opérations. Mais l'*outsider* Baghdadi reçut le soutien du conseil de l'alliance de baasistes et de zarqaouistes qui constituait la direction du mouvement.

Parmi ceux qui approuvèrent cette promotion figurait le chef du conseil militaire du groupe, un homme impitoyable, ex-colonel de l'armée, nommé Samir Al-Khlifaoui. Plus tard, lorsque celui-ci trouva la mort sur le champ

de bataille syrien, on découvrit des documents attestant que cet ancien baasiste, qui avait rejoint la rébellion après l'invasion américaine, avait insisté auprès de Baghdadi pour qu'il accepte la responsabilité suprême et lui avait promis d'être son principal adjoint et son mentor10. Ce Khlifaoui à la barbe blanche, plus connu sous son nom de djihadiste Haji Bakr, était considéré par les analystes du renseignement comme un stratège particulièrement rusé et le principal responsable des premiers succès militaires de l'État islamique.

Malgré son absence d'expérience militaire, Baghdadi présentait nombre d'avantages pour le groupe. Premièrement, ce spécialiste de la charia entendait doter d'une justification religieuse les actes de brutalité que les imams du monde entier condamnaient comme non islamiques. Tout ce qui faisait que le groupe était honni – les décapitations, les attentats-suicides, les enlèvements, les actes d'extorsion, la guerre contre les chiites, le sang versé de tant de musulmans innocents – non seulement Baghdadi le revendiquait, mais le déclarait légitime du point de vue de la loi islamique.

Son autre atout majeur était qu'il avait le profil parfait pour endosser le rôle de calife – argument d'une haute valeur symbolique pour une organisation qui voulait que soient prises au sérieux ses revendications d'un État islamique. Avec ses références généalogiques et universitaires, Baghdadi pouvait tout à fait prétendre aux plus hautes positions qui soient, ce qui n'avait pas du tout été le cas de Zarqaoui.

Baghdadi consacra les années qui suivirent à se préparer au rôle mythique pour lequel il avait été divinement désigné, d'après un responsable américain qui connaît bien son histoire. « Il s'est paré de toutes les références religieuses nécessaires et faisait très attention à son image, à ses vêtements, à la façon dont il bougeait et parlait. Il s'est donné beaucoup de mal pour prouver qu'il avait toute légitimité à occuper la position qui était la sienne11. »

C'est donc pour répondre à cet objectif qu'en août 2011, Baghdadi avait envoyé ses émissaires par-delà la frontière, à la recherche d'une rampe de lancement pour un califat qui continuait à se faire attendre dans son pays

natal. À ses yeux, le succès de cette entreprise garantirait la survie de son organisation pour les années à venir. Plus important encore, l'État islamique ferait un premier pas vers l'effacement des frontières artificielles imposées par les puissances coloniales en vue de diviser les musulmans.

« Nous avons franchi les frontières que des mains méprisables ont tracées entre les États islamiques pour étouffer notre mouvement, allait plus tard expliquer Baghdadi. Voici l'État auquel le cheikh Abou Moussab Al-Zarqaoui a ouvert la voie. Jamais il ne se retirera sous aucune forme ni en aucune manière du territoire jusqu'auquel il s'est déployé12. »

Plusieurs semaines s'étaient écoulées depuis que Barack Obama et les dirigeants européens avaient réclamé le départ d'Assad, et ce dernier n'en avait absolument pas tenu compte. La réponse du président syrien consista à adresser quelques piques aux « colonialistes » et à redoubler de violence contre les manifestants et les brigades de volontaires qui s'étaient constituées pour les défendre.

À la Maison Blanche, l'éclatement de la Syrie était un objet d'inquiétude mais pas encore d'alarme. Assad allait partir, cela faisait consensus chez les conseillers à la Sécurité nationale de la présidence – on pensait que ce serait pour l'automne, si l'on en croit deux responsables qui ont assisté aux principales réunions consacrées au problème syrien. Tout concourait à prouver que le régime était dans une situation particulièrement délicate : il perdait des territoires, des soldats, et même des généraux au profit d'une nouvelle force rebelle appelée l'Armée syrienne libre. L'histoire elle-même semblait jouer contre Assad, et les États-Unis ne pouvaient – pas plus qu'ils ne devaient – faire grand-chose pour accélérer l'inévitable.

« Le sentiment était que les choses allaient suivre leur cours, et que nous allions faire tout ce que nous pouvions pour les garder sous contrôle, a expliqué un haut responsable qui a assisté à ces discussions. Nous ne pensions vraiment pas que ça allait traîner en longueur. »

Mais les choses traînèrent en longueur. Alors que le conflit se rapprochait de plus en plus d'une guerre civile à grande échelle, l'administration

Obama chercha un moyen de pression qui permettrait d'amener les parties à la négociation. Elle n'en trouva aucun. Lorsque les manifestations avaient éclaté en Égypte et au Yémen, les États-Unis avaient pu produire d'anciennes notes, de vieilles reconnaissances de dette qui s'accumulaient depuis des décennies, prouvant qu'ils avaient soutenu économiquement et militairement les gouvernements et les services de sécurité des pays en question. En Libye, l'administration Obama avait fourni un soutien légal et moral décisif en votant la résolution des Nations unies qui autorisait une action militaire collective destinée à protéger les civils et appuyer les rebelles. Mais dans le cas de la Syrie, il n'y avait rien de tel : pas de collaboration en matière militaire, pas d'assistance économique, pas même un partenariat commercial significatif. Et aux Nations unies, la Russie, alliée de longue date de la Syrie, bloquait toutes les résolutions, même celles les plus dépourvues d'effet, qui se contentaient de critiquer un Assad massacrant son propre peuple. Lorsque les pays européens votèrent en faveur d'un boycott sur les maigres importations de pétrole syriennes, l'autre grand allié d'Assad – l'Iran – fit plus que compenser les pertes en allouant à la Syrie des milliards de dollars en prêts bancaires ou en liquide.

Et donc, Assad resta, érigeant mois après mois des bastions de défense aux allures de forteresse autour de sa capitale, tout en cherchant à user les rebelles, détruisant des quartiers entiers avec ses tanks ou sous le feu de son artillerie. On dénombrait déjà plus de 4 000 morts, dont quelque 300 enfants. Des milliers de Syriens fuyaient leur foyer, et ceux qui y demeuraient vivaient dans des quartiers en ruine et sans électricité, où il ne leur restait plus rien que la rage et la peur.

Publiquement, les Américains faisaient pression auprès des Nations unies et de la Ligue arabe en faveur d'une action concertée contre Assad. En coulisse, la Maison Blanche essayait de trouver avec ses alliés l'arrangement qui pourrait convaincre Assad de consentir à un exil volontaire. Il existait néanmoins un aspect des choses dont on ne disait mot, sauf dans les salles de réunion sécurisées ; on reconnaissait en effet que le conflit avait au moins un effet salutaire : tant qu'il durerait, le soulèvement

serait un gouffre financier et moral pour le gouvernement iranien, le plus important allié d'Assad.

Une chose semblait certaine : même les plus bellicistes des conseillers du président américain n'avaient aucune appétence pour une nouvelle intervention militaire au Moyen-Orient. Le moindre engagement, ne serait-ce qu'un soutien aérien ou la fourniture d'armes aux rebelles, restait un problème tant que la Russie bloquait l'indispensable résolution de l'ONU qui en assurerait la légalité. Quant aux obstacles d'ordre pratique, ils étaient tout simplement gigantesques. À la différence des rebelles libyens, l'opposition syrienne ne disposait pas d'un sanctuaire lui permettant de s'organiser et de se réapprovisionner en toute sécurité. De plus, elle ne possédait que des armes modestes ; pour faire pencher la balance en sa faveur, elle avait besoin d'armes lourdes dont le régime d'Assad avait le monopole. L'administration Obama pouvait proposer une aide humanitaire, des équipements médicaux et du matériel non létal comme des ordinateurs ou des téléphones portables. Mais pour ce qui était des fusils, du blindage et des munitions, ceux qui tentaient de se défendre contre les forces d'Assad devaient tout simplement s'adresser à quelqu'un d'autre. Et parmi les responsables américains, certains n'étaient pas seulement réticents à l'idée de se lancer dans une nouvelle guerre au Moyen-Orient, ils considéraient que cela ne servirait à rien d'armer les rebelles.

« En vérité, l'opposition n'était pas de taille à accomplir cette tâche », a expliqué le haut responsable en sécurité qui a participé aux discussions concernant une éventuelle action contre Assad. « En 2011, vous auriez vraiment eu du mal à trouver quelqu'un qui pensait que les modérés pourraient l'emporter, même avec suffisamment d'armes. En fait, ils avaient déjà des armes. Et pour la plupart d'entre nous, il était évident que nous devions faire pression en faveur d'une désescalade, et non aggraver les choses. »

Un après-midi de juin 2011, au moment où Robert Ford réfléchissait à ce que pourrait faire l'ambassade américaine face à la flambée de violence à

Hama, un petit groupe composé de membres du Congrès et d'envoyés de la Maison Blanche se retrouvait dans une salle au sous-sol du Capitole à l'occasion d'une réunion confidentielle consacrée à la situation syrienne. Cette réunion était menée par trois citoyens américains qui se sentaient particulièrement concernés par la lutte pour le futur de la Syrie. Le plus jeune, un immigrant syrien de 27 ans, travaillait depuis longtemps au Capitole et était déjà connu de beaucoup de ceux qui se trouvaient dans la pièce. C'était la première occasion pour Mouaz Moustafa de s'atteler à une tâche nouvelle qui allait se révéler tout à la fois exaltante et désespérante, souvent dans la même journée : gagner le soutien des Américains à une opposition syrienne en grande difficulté.

Pendant plus d'une heure, Moustafa et ses collègues répondirent aux questions des législateurs qui paraissaient sincèrement concernés et désireux d'apporter leur aide. Moustafa, à qui son expérience des salles d'audition avait appris à deviner quand un élu était véritablement intéressé ou non, se sentit encouragé.

« On n'en était qu'au commencement et, au Congrès, les gens voulaient vraiment savoir ce qu'il se passait, a-t-il raconté à propos de cette réunion. Ils posaient de bonnes questions. Nous espérions vraiment qu'ils seraient indignés. »

Il y aurait encore de nombreuses réunions de ce genre pour Moustafa, qui semblait être fait pour tenir ce rôle. Né en Syrie, puis ayant grandi à Hot Springs, dans l'Arkansas, il avait, pour la communication en anglais et en arabe, un talent qui avait impressionné ses supérieurs au Capitole ainsi que plusieurs personnalités influentes de la petite communauté des réfugiés politiques du Moyen-Orient à Washington. En 2011, il fit une apparition inattendue sous les projecteurs en s'adressant directement à un gouvernement américain que de nombreux Syriens considéraient comme leur dernier recours. Travaillant comme lobbyiste pour les opposants à Assad dans une Syrie qu'il connaissait à peine, Moustafa faisait partie de ces quelques personnes de Washington qui allaient être témoins, dans les deux pays, de la catastrophe en cours.

« C’était comme un accident de voiture très lent où l’on essaye de hurler quelque chose à la personne qui est au volant, expliquait Moustafa. On veut simplement lui dire : “Redresse le cap – juste un peu, à peine. On n’est pas obligés de tous mourir13.” »

Moustafa était un fervent adepte de la démocratie à l’américaine, même s’il était arrivé à la politique de manière indirecte. Ce fils d’un mécanicien dans l’aéronautique avait émigré aux États-Unis à l’âge de 11 ans, son seul contact avec la langue anglaise ayant été jusqu’alors la série *Power Rangers*. À cause de son teint mat d’étranger, il avait été, à l’école, l’objet de moqueries cruelles, dans un Arkansas majoritairement blanc, jusqu’à ce qu’une poussée de croissance fasse de lui un adolescent athlétique et élancé, exceptionnellement doué pour le football. Il était devenu la vedette de son équipe, à l’école puis à l’université. Ensuite, après avoir obtenu son diplôme, il s’était contre toute attente retrouvé à Washington, à travailler en tant que stagiaire pour le représentant démocrate de l’Arkansas Vic Snyder, également membre du Comité des forces armées de la Chambre. Il avait fait une telle impression à son patron que son job d’été était devenu un véritable poste, d’abord au sein de l’équipe de Snyder, puis dans celle de la sénatrice démocrate de l’Arkansas, Blanche Lincoln, durant son second mandat. En 2010, après la défaite de Lincoln, il avait brièvement travaillé comme journaliste à la télévision avant d’être découvert par un groupe de responsables de l’opposition libyenne en quête d’un lobbyiste maîtrisant parfaitement l’arabe et la langue officielle de Washington. Telle était son activité en avril 2011, lorsque les exilés syriens le convainquirent de travailler plutôt pour eux.

Moustafa devint bientôt le directeur de la Syrian Emergency Task Force, une organisation à but non lucratif dont le dessein était de fournir des informations en temps réel sur la situation en Syrie ainsi que sur les opinions et les projets de l’opposition anti-Assad. C’est à ce titre qu’il renseignait régulièrement le Congrès et la Maison Blanche pour déterminer le type d’assistance qui pourrait servir au mieux les objectifs des rebelles syriens.

À moins qu’ils décident de ne pas leur venir en aide.

« Le tout était de convaincre des gens de quelque chose qui semblait déjà logique », a expliqué Moustafa. Les Américains éprouvent naturellement de la sympathie envers ceux qui cherchent à libérer leur pays de la dictature. De plus, aux yeux de Moustafa, l’aide que les Américains étaient susceptibles d’apporter à la Syrie incarnait autant leurs principes démocratiques qu’elle servait leurs intérêts nationaux. « Et nous pensions que la politique [de l’administration] allait prendre cette direction », a-t-il ajouté.

Moustafa se rendait régulièrement à la Maison Blanche pour rencontrer les principaux membres de l’équipe en charge de la question syrienne, que ce soit de son propre chef ou à leur invitation. Il eut de longs entretiens dans l’aile Ouest avec Samantha Power, la conseillère d’Obama pour les droits de l’homme et future ambassadrice des États-Unis aux Nations unies, ainsi qu’avec Denis McDonough, le conseiller adjoint à la Sécurité nationale, connu pour ne pas mâcher ses mots, et encore d’autres hauts responsables du bureau syrien du département d’État. Tous exprimaient leur compassion pour le calvaire que subissait l’opposition syrienne assiégée. Mais dès que l’on parlait de possibles remèdes, arrivait une interminable liste de mises en garde, de restrictions d’ordre légal et de conditions sine qua non.

De retour à son bureau, Moustafa passait de longues heures à discuter sur Skype avec les leaders des manifestations syriennes ; il avait rencontré en personne plusieurs d’entre eux lorsqu’il avait commencé à faire la navette entre Washington et la région. Certains refusaient de céder au découragement, pensant qu’inéluctablement les Américains finiraient par leur venir en aide. Après tout, Obama avait déclaré qu’Assad devait s’en aller. « La rhétorique de l’administration et du reste de la communauté internationale était qu’Assad était fini – qu’il ne pouvait que se retirer. Leur raisonnement était donc : “Sortons en masse”, expliquait-il. Et ils sont sortis. Je me suis dit : “Maintenant qu’ils se font tirer dessus, ils vont arrêter.” Mais ils sont revenus la semaine suivante, puis celle d’après. Et ils continuaient à sortir. »

D’autres se montraient plus méfiants. C’était le cas de Noura Al-Ameer, une jeune sunnite de la ville de Homs dont Moustafa avait fait la connaissance en ligne et avec laquelle il avait fini par se lier d’amitié. Lorsque avaient éclaté les premières manifestations, Al-Ameer était une étudiante de 23 ans, une petite brune qui aimait discuter politique et porter des voiles aux couleurs chatoyantes. Elle commença par s’extasier face à l’extraordinaire unité dont elle était témoin dans les rues de Hama : des Syriens de toutes les ethnies et de toutes les classes sociales participaient ensemble aux manifestations. Il y eut un temps où on trouvait dans chaque rassemblement deux manifestants côte à côte, l’un arborant une croix chrétienne et l’autre un coran, afin de symboliser l’harmonie entre les religions.

« Il y avait des commerçants et des ouvriers, des médecins et des ingénieurs, des étudiants et des journalistes. Tous les courants religieux étaient présents, toutes les classes de la société14. »

Elle racontait que, grâce à ce sentiment d’unité, c’était comme si les gens avaient moins peur. Les commerçants sunnites et les étudiants en droit alaouites se tenaient par le bras, même lorsque la police anti-émeutes commença à foncer dans la foule à coups de matraque et de gaz lacrymogène. La première fois, Al-Ameer crut qu’elle allait mourir. Mais cela n’avait presque plus d’importance.

« Même si le régime nous avait tués, nous serions morts dans la joie. Après la répression que nous avions subie durant toute notre vie, c’était un sentiment merveilleux. Et pour nous, c’était nouveau. C’était presque un rêve de penser que nous allions mourir pour une cause à laquelle nous croyions tous. »

Al-Ameer ne mourut pas ; ce fut quelque chose d’autre qui mourut. Lentement, les symboles d’unité commencèrent à disparaître à mesure que se mettaient à circuler des rumeurs de meurtres et de viols à caractère religieux. Dans son quartier essentiellement sunnite, des tracts apparurent sur les portes, mettant en garde contre de futures attaques d’escadrons de la mort alaouites. De leur côté, les amis alaouites d’Al-Ameer recevaient les

mêmes avertissements à propos des sunnites. Et pendant ce temps, les célèbres hommes de main du régime – des gangs stipendiés nommés les *chabiha*, ou les « fantômes » – enlevaient les femmes et les enfants dans la rue pour les rendre parfois morts, d'autres fois battus et torturés, en racontant qu'ils avaient été brutalisés par des voyous alaouites. Fin 2011, on ajouta un nouveau slogan au répertoire des manifestations quotidiennes : « Les chrétiens à Beyrouth, les alaouites dans leurs cercueils ».

Puis ce fut au tour d'Al-Ameer de se faire enlever. Elle allait rendre visite à sa mère lorsque des agents de police la firent sortir de son bus et l'emmenèrent dans un des centres d'interrogatoire spéciaux des services de renseignement, à Damas. Une nouvelle fois, elle crut que son heure était venue. Au lieu de cela, ses geôliers l'enfermèrent dans une cellule et la forcèrent à les entendre battre et torturer un de ses amis. Comme Al-Ameer refusait toujours de parler, les agents l'attachèrent à une chaise et lui collèrent des électrodes aux tempes et à la poitrine. La douleur déferla à l'intérieur de son corps comme du métal en fusion tandis que ses geôliers attendaient en riant de voir si elle allait se mettre à pleurer.

« On va tous vous exterminer, vous les sunnites ! » dit l'un des agents, employant des épithètes que, des années plus tard, Al-Ameer ne peut se résoudre à répéter.

Après qu'elle eut passé quatre-vingt-cinq jours en prison, sa famille obtint sa libération en achetant l'un de ses geôliers. Elle passa clandestinement en Turquie où elle rejoignit l'opposition en exil, mais en Syrie, l'ambiance n'était plus la même. Les marches de l'unité, où jeunes et vieux avançaient bras dessus bras dessous en portant des fleurs et des rameaux d'olivier, avaient disparu, remplacées par un atroce sectarisme religieux qu'elle reconnaissait à peine.

« Quand je manifestais, j'étais entourée de ces hommes et de ces femmes qui étaient comme moi, rêvant le rêve syrien, a-t-elle raconté. Si je vais là-bas aujourd'hui, je ne les retrouverai pas. Le régime nous les a volés. »

20

« La musique d’ambiance a commencé à changer »

Le 24 janvier 2012, un groupe rebelle syrien jusqu’alors inconnu postait une courte vidéo confirmant ce que soupçonnaient déjà les agences de renseignement occidentales : la première succursale syrienne du réseau Al-Qaïda était officiellement ouverte.

Cette annonce solennelle eut droit à un lancement médiatique digne d’un nouveau modèle de voiture ou du dernier gadget de chez Apple. Pendant deux jours, défilèrent sur les sites web islamistes des bandeaux publicitaires annonçant la diffusion prochaine d’un « message spécial », avec en arrière-plan une horloge qui faisait le décompte des heures. Le moment venu, on eut droit à une vidéo de présentation de soixante minutes du Front Al-Nosra, inventoriant les capacités et les caractéristiques du groupe. Le vendeur en chef s’exprimait avec enthousiasme, tout en veillant à tenir son visage à distance de la caméra.

« Par la présente, nous apportons à la nation islamique l’heureuse nouvelle d’un événement depuis longtemps attendu », déclarait Abou Mohammed Al-Joulani, l’homme que la maison mère de l’État islamique, en Irak, avait envoyé en Syrie cinq mois plus tôt[1]. Il expliquait que son mouvement avait entendu un appel à l’aide, et ajoutait : « Que pouvions-nous faire d’autre que de répondre à cet appel ? »

Au moment où cette vidéo fut diffusée, cela faisait au moins trois mois que le groupe de Joulani offrait ses services si particuliers. Quelques semaines plus tôt, deux voitures piégées avaient explosé de façon parfaitement synchronisée devant un bâtiment des services de sécurité du régime d'Assad, tuant 44 personnes : un nouveau type de combattants venait d'entrer dans la bataille. Avant même que le Front Al-Nosra ne revendique l'attentat, les experts en terrorisme avaient déjà conclu que le coupable était probablement Al-Qaïda ou quelqu'un de formé aux méthodes du groupe.

Les belligérants originels du conflit dénoncèrent l'introduction de kamikazes dans les combats. « Nous l'avons dit dès le début, c'est du terrorisme », déclara un porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, Fayçal Mekdad2. La principale force d'opposition rebelle désavoua l'emploi d'armes qui tuaient à l'aveugle. Son porte-parole, Ammar Al-Wawi, expliqua que l'Armée syrienne libre « n'avait pas recours aux voitures piégées, [qu']elle ne l'avait jamais fait auparavant et ne le ferait jamais ». Mais à compter de ce jour, les voitures piégées s'ajoutèrent bel et bien au catalogue des horreurs syriennes, de même que les camions piégés, les ceintures explosives et les engins explosifs improvisés.

Dans les vidéos qu'il postait de temps à autre, Joulani affirmait que le Front Al-Nosra ciblait uniquement les forces du régime et non les civils, même ceux qui appartenaient au courant alaouite d'Assad. Il répétait avec insistance que ses méthodes finiraient par payer, tandis que toutes celles que l'on avait essayées jusqu'à présent – de la résistance non violente aux attaques éclair façon guérilla en passant par le vain espoir d'une aide de l'Occident ou d'un accord de paix conclu sous l'égide de celui-ci – n'avaient abouti à rien.

« Le Front Al-Nosra a décidé de devenir le bras armé de la nation islamique sur ce territoire », disait-il. Ce serait une campagne rude mais sacrée, exigeant de tous les Syriens qu'« ils se rassemblent sous la bannière "Il n'y a de Dieu qu'Allah" », le drapeau noir de l'ancienne armée du

prophète Mahomet que s'étaient réapproprié les djihadistes des temps modernes.

Loin de la Syrie, d'autres spectateurs musulmans – ceux auxquels étaient très certainement destinées les vidéos de Joulani – se montrèrent tout à fait réceptifs. Au début de l'année 2012, plusieurs milliers de musulmans religieux commencèrent à se mobiliser dans les pays arabes sunnites du golfe Persique et d'Afrique du Nord pour soutenir les djihadistes qui portaient enfin de véritables coups au tyran syrien. De jeunes Saoudiens, Libyens et Tunisiens qui voyaient tous les soirs des images des massacres commis par Assad contre leurs frères musulmans sur les chaînes d'information arabophones gagnèrent le sud de la Turquie pour rejoindre Al-Nosra et les autres milices islamistes qui contrôlaient les réseaux de recrutement dans les villes frontalières. En encore plus grand nombre, des sympathisants arabes se mirent à donner de l'argent, des bijoux en or et des provisions à la cause islamiste syrienne. Des gouvernements arabes, eux aussi, envoyèrent secrètement de l'aide – une aide de type létal, la plupart du temps.

Au Koweït, un des plus importants pourvoyeurs de fonds privés du mouvement, un prêcheur nommé Hajjaj Al-Ajmi, lança sur Twitter une campagne destinée à convaincre ses 250 000 followers de déposer de l'argent sur des comptes en banque spécialement ouverts pour aider les rebelles. « Donnez votre argent, et non de l'assistance, à ceux qui vont le dépenser pour le djihad », exhortait-il ses futurs donateurs dans une vidéo postée sur YouTube en 20123. D'autres supporters organisèrent, toujours sur Twitter, plusieurs « ventes aux enchères » de voitures, de bateaux, de résidences secondaires – tout ce que l'on pouvait échanger contre du liquide pour aider les insurgés syriens. Quelques donateurs fortunés – surnommés « *business angels* » par leurs bénéficiaires – organisèrent des déplacements sur le terrain des combats pour remettre en mains propres des valises pleines de billets ; en récompense, on donnait parfois leur nom à une brigade rebelle.

« Les jeux sont totalement ouverts », a reconnu un diplomate du Moyen-Orient, après avoir concédé que ses propres compatriotes faisaient partie des bienfaiteurs des extrémistes. « On voit différents protagonistes créer leur propre milice. C'est parfaitement incontrôlable[4]. »

Il y eut bien de la part de certains pays quelques tentatives sincères, quoique tardives, d'enrayer le flot de soutiens privés à destination des mouvements djihadistes. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis multiplièrent les restrictions et resserrèrent la surveillance des transferts bancaires pour mettre un terme aux dons illicites. Mais d'autres se montrèrent moins enclins à fermer le robinet. Au Qatar et au Koweït – deux riches royaumes du Golfe alliés des États-Unis –, même certains ministres soutenaient les djihadistes, estimant qu'ils constituaient la meilleure chance d'anéantir le régime d'Assad. Officiellement, ces deux gouvernements dénonçaient l'extrémisme, mais en privé, plusieurs de leurs membres défendaient à titre individuel les mouvements rebelles auxquels les Occidentaux accolaient le label de terroristes – y compris le Front Al-Nosra, si l'on en croit des responsables américains et du Moyen-Orient qui ont participé à ce genre de discussions.

« Pour eux, le problème, c'est Assad, et les groupes comme Al-Nosra sont la réponse », a expliqué un haut responsable des services de renseignement du Moyen-Orient qui a étroitement collaboré avec ces deux pays afin de coordonner leur politique syrienne. « C'est pour ça qu'ils approuvent le fait que cet argent et ces armes aillent à Al-Nosra. Ce sont les meilleurs combattants et ils sont sunnites ; donc, s'ils l'emportent, le nouveau gouvernement sera plus proche de ce qu'ils sont[5]. »

Le Qatar, qui observait le conflit à 1 800 kilomètres de distance, pouvait se permettre de jouer avec le feu. Pour le roi Abdallah II de Jordanie, tous ces hommes avec leurs drapeaux noirs, leurs armes et leurs explosifs payés par les pays du Golfe étaient déjà dangereusement proches, à tel point qu'il

arrivait parfois à ses garde-frontières d'être témoins des combats depuis leur mirador.

Au cours de l'été 2012, les islamistes se rapprochèrent encore un peu plus. Les services de renseignement jordaniens commencèrent à accumuler les rapports indiquant que des combattants armés s'introduisaient dans le pays avec, semblait-il, l'intention de propager la révolution dans le Royaume hachémite. Pendant plusieurs semaines, les agents du Moukhabarat observèrent ces infiltrés aménager des planques et stocker des réserves pour ce qui avait bien l'air d'être un plan d'envergure visant à frapper des cibles dans tout Amman.

Lorsque les conspirateurs furent quasiment prêts, le Moukhabarat passa à l'attaque. On rafla onze suspects lors d'une série de raids au cours desquels l'on saisit des mitrailleuses, des mortiers, des voitures piégées et des explosifs passés clandestinement en Jordanie. À partir de ses informations et de plusieurs interrogatoires, l'agence put reconstituer les grandes lignes d'un projet de plusieurs attentats simultanés contre des cibles civiles et gouvernementales, comme l'ambassade des États-Unis ou un centre commercial de luxe en plein centre-ville. Si le plan avait abouti, il aurait fait plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de victimes.

Les hommes du Moukhabarat en avaient à peine terminé lorsque des troubles éclatèrent du côté de la frontière. Une patrouille jordanienne avait surpris une nouvelle bande d'islamistes qui tentait de pénétrer en Syrie. Il s'en était suivi un échange de tirs nourri au cours duquel quatre insurgés avaient été tués. Un soldat avait également trouvé la mort, devenant la première victime jordanienne d'une guerre civile syrienne qui durait depuis maintenant un an.

Le roi était furieux. Pendant des mois, il avait prévenu tout le monde – les Américains, les Européens, ses alliés arabes et même Assad – des possibles conséquences d'une guerre civile en Syrie. Immanquablement, le brasier d'un conflit religieux ou ethnique finirait par déborder les frontières syriennes. C'est ce qui s'était passé en Irak, et maintenant cela arrivait de nouveau.

« Ce n’est pas une abstraction ; c’est la réalité. C’est juste à côté, affirma-t-il à ses principaux conseillers. Et si ça continue, cela viendra frapper à nos portes6. »

Fin 2011 et durant toute l’année 2012, Abdallah se démena pour mettre en place des pare-feux et empêcher le conflit de se propager. Déjà, plusieurs milliers de réfugiés syriens franchissaient la frontière – un seul camp, celui de Zaatari, abritait 30 000 personnes à la mi-2012, chiffre qui allait s’élever à 156 000 un an plus tard, ce qui en fit la quatrième plus grande métropole de Jordanie. Abdallah augmenta les effectifs des forces de sécurité et fit construire des centres d’admission pour organiser et contrôler le flot de réfugiés qui envahissait les nouvelles villes de tentes dressées le long de la frontière. Il organisa des réunions avec les hauts responsables des armées américaine, britannique et arabes afin d’élaborer des plans de réserve destinés à faire face à plusieurs crises potentielles, allant d’une attaque chimique en territoire syrien à des incursions de l’aviation d’Assad dans l’espace aérien de ses voisins. En collaboration avec des généraux américains et britanniques, il mit au point des équipes de forces spéciales capables de sécuriser au plus vite les réserves de gaz toxique d’Assad en cas d’effondrement brutal du pouvoir central.

Les gouvernements occidentaux étaient tout à fait disposés à organiser ce genre d’exercices, mais se montraient beaucoup plus frileux à y engager leurs propres ressources. L’aide humanitaire arrivait au compte-gouttes, ce qui obligea Abdallah à se démener pour trouver de quoi nourrir et habiller les foules de réfugiés installés sur ses frontières. Des négociations difficiles s’engagèrent afin de mettre en place en Jordanie un camp d’entraînement clandestin pour les rebelles laïques. Il s’agissait de constituer ce qui serait le cœur d’un futur « front du Sud » qui pourrait marcher sur Damas pendant que l’armée d’Assad s’enlisait dans les combats au nord et à l’est du pays. Malgré sa crainte de se retrouver pris entre deux feux, au milieu des deux armées syriennes rivales, Abdallah accepta. L’entraînement débuta en 2013, parallèlement à un programme similaire, soutenu par la CIA, dans le sud de la Turquie. Seulement, après avoir donné son aval, la Maison Blanche

imposa des limites particulièrement strictes concernant l'ampleur des manœuvres d'entraînement et le type d'armes et de munitions que recevraient les combattants. Ceux qui étaient soutenus par la CIA percevaient 100 à 150 dollars par mois, moitié moins que ce qu'offraient les islamistes. Les rations de munitions étaient tellement maigres qu'un commandant se plaignit que ses soldats n'obtenaient en moyenne que seize balles par mois. Beaucoup de ces nouveaux soldats partirent rejoindre d'autres unités, emportant leurs armes avec eux. « On pensait qu'être avec les Américains, c'était être avec les gros fusils, expliqua un commandant approvisionné par la CIA. C'était un mauvais pari[7]. »

Mais les échanges les plus difficiles eurent lieu avec les autres dirigeants arabes. Durant les périodes de crise économique, il arrivait fréquemment que la Jordanie, totalement dépourvue des réserves en pétrole et en gaz qui gonflaient les caisses de ses voisins, se tourne vers les riches États du Golfe pour leur demander de l'aide. Maintenant, cette aide allait avoir un prix : certains cheikhs du Golfe comptaient sur la Jordanie pour servir de zone de transit à l'argent et aux armes destinés aux milices islamiques qu'ils soutenaient en Syrie.

Abdallah avait du mal à le croire. Pourquoi donc fournir des armes à des djihadistes dont le principal objectif était de recréer une théocratie du VII^e^ siècle au cœur du Moyen-Orient ?

« Où ces révolutions vont-elles s'arrêter ? s'interrogea-t-il un jour, lors d'une conversation privée avec un de ses homologues du Golfe.

– J'espère que ces révolutions vont se poursuivre au Moyen-Orient, répondit l'autre souverain, un homme qui avait reconnu publiquement partager nombre des conceptions religieuses des islamistes. J'ai payé pour soutenir ces groupes, et ils me doivent allégeance.

– Cela ne marche pas comme ça, répondit sèchement Abdallah. Vous avez opté pour le plus bas de gamme, ils vont finir par s'en prendre à vous[8]. »

Le flux d'argent et d'armes à destination de la Syrie continua de plus belle. Lors de conversations privées avec ses conseillers, Abdallah envisageait les différents cours que pourrait emprunter l'histoire. Une des

possibilités était qu'Assad, appuyé par l'Iran et la Russie, s'en sorte victorieux par la force ; elle semblait désormais relativement improbable. Une autre possibilité était que les « dingues » – les islamistes radicaux – prennent le pouvoir à Damas ; elle paraissait tout aussi incertaine. Une troisième, si on avait réellement beaucoup de chance, était une solution négociée au sortir de laquelle Assad serait contraint de céder le pouvoir à un gouvernement d'unité nationale syrien, qui superviserait des élections tout en veillant au fonctionnement des institutions essentielles pour assurer l'ordre et la sécurité des citoyens du pays.

Il y avait, toutefois, une quatrième éventualité : les violences perdureraient sans qu'on ne trouve de solution. En vertu de ce scénario, le pays connu sous le nom de Syrie se désintégrerait en un maelström qui finirait par consumer les autres pays dans son sillage, déstabilisant la région pour des décennies. Lors de ses discussions avec ses conseillers, Abdallah imaginait une Syrie totalement éclatée, divisée en zones contrôlées par les sunnites, les alaouites et les Kurdes, chacune soutenue et approvisionnée par des partisans étrangers. Les contours d'une future Syrie ainsi balkanisée devenaient d'ailleurs de plus en plus clairs, alors que le régime se cramponnait à ses positions défensives autour de la capitale et des villes côtières, laissant aux islamistes l'arrière-pays, aride et privé de débouché sur la mer. « Nous voyions l'impasse se profiler », a raconté l'un des conseillers du roi.

La réalité était que les extrémistes gagnaient en force, et leurs alliés faisaient de plus en plus pression sur la Jordanie pour qu'elle les soutienne – de façon passive, à défaut de le faire activement. Mais Abdallah refusait. Seul dans son bureau, il cliquait sur le catalogue des atrocités vidéo du jour : des soldats capturés exécutés à bout portant, des prêtres et des imams égorgés comme des moutons, de jeunes corps livides retirés des décombres d'immeubles bombardés. Il envoyait parfois les liens à ses principaux conseillers. On ne laissera jamais de telles choses arriver en Jordanie, leur disait-il.

« J’ai ma ligne rouge, expliquait-il, d’après les souvenirs de l’un de ses conseillers. Je n’autoriserai pas que l’on soutienne les extrémistes parce que cela se retournera contre nous. Cela se retournera contre nos compatriotes9. »

Au mois de mai 2012, Robert Ford était convoqué au septième étage de l’immeuble du département d’État pour une entrevue exceptionnelle avec celle qui était depuis trois ans sa supérieure de référence. Il avait déjà rencontré Hillary Clinton à plusieurs reprises, mais il était plutôt inhabituel qu’un diplomate de son rang emprunte seul l’ascenseur menant à l’élégante suite « Mahogany Row » qui sert de bureau au secrétaire d’État des États-Unis.

Ford était à présent un ambassadeur sans ambassade. Officiellement, il était toujours le chef de la diplomatie américaine en Syrie, mais il avait été rappelé à Washington au mois d’octobre précédent, par souci pour sa sécurité. Le coup de frayeur du mois de juillet sur le toit de la chancellerie avait déjà été suffisamment inquiétant mais, les semaines suivantes, plusieurs incidents étaient survenus qui avaient montré on ne peut plus clairement que la protection qu’était censé garantir le gouvernement syrien aux diplomates étrangers ne le concernait désormais plus.

La plus effrayante de ses mésaventures avait eu lieu un jour où Ford était allé voir le leader d’un des rares partis d’opposition reconnus par le pouvoir de Damas. Lorsqu’il était arrivé au bureau du dirigeant politique en question, un rassemblement composé d’environ 75 sympathisants d’Assad l’attendait devant la porte. Ford et ses assistants s’étaient frayé un chemin sous une pluie d’œufs et de tomates et étaient parvenus à se glisser à l’intérieur quelques secondes avant la foule. Les Américains avaient installé une table pour bloquer la porte, puis Ford s’était tourné vers ses hôtes, un sourire ironique aux lèvres : « Nous sommes de l’ambassade américaine. » Une fois la rencontre terminée, il y avait eu une seconde cavalcade en direction des voitures de l’ambassade, lesquelles avaient été tellement saccagées qu’on ne put jamais les réparer. Au moment où il fonçait vers sa

voiture, Ford était convaincu qu'il ne terminerait pas la journée avec toutes ses dents. « Je ne me suis pas dit qu'ils allaient me tuer, a-t-il raconté plus tard, j'étais en revanche certain qu'ils allaient me passer à tabac10. » Toujours est-il qu'il s'en était tiré indemne, mais la seule sortie officielle qu'il effectua par la suite fut pour se rendre à l'aéroport et prendre l'avion qui le ramènerait aux États-Unis. Il ne devait jamais revenir ; l'ambassade ferma trois mois plus tard.

Clinton était au courant de tout ce qu'avait enduré Ford ; tous deux préférèrent donc évoquer les luttes de pouvoir qui, à plus grande échelle, se jouaient en Syrie : les Iraniens qui soutenaient de plus en plus étroitement Assad, les dernières tendances que prenaient les combats, les multiples factions rebelles et leurs différentes allégeances. Ford passait tout cela en revue lorsque Clinton l'interrompit.

« Vous savez vers quoi on se dirige ? Vers ce qui pourrait être une catastrophe à l'échelle régionale », affirma-t-elle. Elle en énuméra les possibles conséquences : une violence débordante qui contaminerait le Liban, la Jordanie et l'Irak ; un afflux de réfugiés en nombre phénoménal ; un conflit religieux qui « s'étendrait du Liban jusqu'à l'Irak ».

Ford ne pouvait qu'être d'accord ; il tenta néanmoins de faire preuve d'optimisme. Peut-être pourrait-on échapper à cette crise si la nouvelle initiative en faveur de la paix de Kofi Annan, l'envoyé spécial des Nations unies en Syrie, obtenait quelques résultats.

« Si, grâce à ces négociations, nous réussissons à mettre en place un gouvernement de transition – à condition de suffisamment renforcer l'opposition pour qu'elle soit en mesure de négocier –, nous pourrons peut-être éviter tout cela », estima-t-il.

La secrétaire d'État demeura silencieuse, pensive. De tous les scénarios possibles pour la Syrie, ils le savaient tous les deux, le moins probable était celui d'un Assad disposé à négocier la fin de sa présidence.

« Elle pensait tout simplement que cela ne marcherait jamais avec Assad », a raconté plus tard Ford.

Ce dernier allait jouer un rôle essentiel à la fois dans la tenue des négociations qui se déroulèrent sous l'égide des Nations unies cet été-là, puis pendant près de deux ans encore. Parmi la multitude d'obstacles à toute solution, l'un demeura constant : le refus obstiné de la Syrie d'envisager la moindre issue impliquant le départ d'Assad.

Mais un nouveau problème commençait à éclipser tous ceux auxquels était confrontée l'équipe Syrie de la Maison Blanche. Les bandes de djihadistes déjà repérées par les agences de renseignement avaient prospéré et constituaient maintenant une véritable petite armée. Lors des réunions du Conseil de sécurité nationale, on pouvait voir sur les différentes cartes indiquant l'évolution des lignes de front que des poches entières du territoire syrien étaient désormais sous le contrôle des djihadistes, parmi lesquels figurait le Front Al-Nosra, dont la parenté avec Al-Qaïda était connue de tous.

Les rapports du renseignement s'étoffèrent bientôt pour inclure des mises à jour sur les succès de ces groupes islamistes, désormais partie intégrante d'une rébellion dont les contours changeaient sans cesse. Certains étaient vraiment syriens et travaillaient en coopération avec le commandement laïque de l'Armée syrienne libre. D'autres, comme le Front Al-Nosra, ne l'étaient pas. Plus inquiétant, un flot de jeunes musulmans venus du monde entier commençait à franchir la frontière turco-syrienne pour rejoindre le terrain des combats, rappelant la grande migration des combattants volontaires en Afghanistan et en Irak des décennies précédentes. Pour stimuler leur détermination, les dirigeants d'Al-Nosra avaient créé des comptes Twitter et Facebook où l'on trouvait tout ce qu'il fallait, des discours théologiques incitatifs jusqu'aux conseils pratiques : quels vêtements porter, quelles affaires emporter avec soi.

Plusieurs de ces nouveaux arrivants étaient déjà bien connus des services de renseignement, parce qu'ils venaient directement d'autres champs de bataille ou qu'ils avaient un passé chargé en matière de séjours dans les centres de détention américains.

« Lors de certaines réunions, a raconté notre éminent conseiller à la Sécurité nationale, on nous disait : “Attendez de voir qui vient de se pointer [en Syrie].” Puis, la fois d’après, c’était : “Alors… et vous pensiez que le *dernier* groupe était vraiment méchant… ?” »

Mais d’autres arrivants suscitaient l’inquiétude précisément parce qu’ils n’avaient aucun passé en matière d’engagement ou de criminalité. D’Europe de l’Ouest affluèrent des centaines puis des milliers de jeunes hommes, la plupart musulmans, tous munis de passeports qui leur permettaient de circuler librement à travers l’Union européenne et en Amérique du Nord. Et soudain, à la Maison Blanche, on ne parla plus du simple risque d’une guerre civile susceptible de déstabiliser le Moyen-Orient. Il était désormais question d’une guerre civile susceptible de disséminer, comme autant de braises portées par le vent, plusieurs milliers de jeunes radicalisés à travers tous les continents. Cela suffisait à empêcher de dormir même les plus aguerris des fonctionnaires de la sécurité nationale, a raconté ce conseiller.

« Nous ne craignions pas qu’Al-Nosra vienne s’en prendre à nous la semaine suivante, mais nous nous inquiétions de voir tous ces djihadistes munis d’un passeport revenir en Europe une fois entraînés, a-t-il ajouté. C’est là que la musique d’ambiance de la *Situation Room* a commencé à changer. »

Ces inquiétudes furent évoquées dans des rapports officiels de la CIA et du Pentagone. L’équipe Syrie du département d’État, dont faisaient partie Ford et d’autres réfugiés de l’ambassade des États-Unis à Damas, rédigèrent à l’intention du sous-secrétaire d’État William J. Burns un compte rendu qui cherchait à replacer les derniers événements et les dernières tendances dans leur contexte. Ce document classifié n’a jamais été rendu public, mais Ford a expliqué que la conclusion en était que la Syrie s’enfonçait dans un chaos dont entendaient profiter des groupes particulièrement dangereux.

« Le régime était en train de perdre le contrôle de l’est de la Syrie – sa partie frontalière – ainsi que de certains points de passage le long de la frontière turque, a raconté plus tard Ford, résumant ce rapport. Ce sont de

vastes zones que les extrémistes ambitionnent de contrôler, tout comme ils l'ont fait en Afghanistan et en Somalie. Et il est très important de mettre en place une opposition syrienne modérée capable de combattre à la fois ces gens et Assad11. »

Selon l'analyse du département d'État, les « extrémistes » étaient principalement le Front Al-Nosra, qui semblait de plus en plus dangereux à mesure qu'approchait la fin de l'année 2012. Non seulement ce groupe était incontestablement lié aux terroristes d'Al-Qaïda, mais en plus d'être l'une des organisations armées rebelles les plus efficaces, il était devenu la destination favorite des nombreux combattants étrangers qui arrivaient en Syrie. Même la modération – modération version Al-Qaïda – dont faisait preuve Al-Nosra suscitait l'inquiétude. Ses dirigeants s'évertuaient certes à vouloir imposer la charia dans les villages qu'ils « libéraient », mais ils évitaient au maximum les actes de violence contre les civils musulmans. Certaines unités d'Al-Nosra s'occupaient même, et avec ostentation, du ramassage des ordures, ou fournissaient à manger et à boire dans les quartiers les plus éprouvés, ce qui suscitait le respect, voire l'admiration.

Que se passerait-il, se demandaient les analystes, si cette nouvelle variété de « djihadisme light » parvenait à s'enraciner pour de bon ? Que se passerait-il si la Syrie – pays voisin d'Israël et pilier du Moyen-Orient – devenait, dans la chute de dominos du Printemps arabe, le premier pays à tomber aux mains d'un gouvernement ayant tout d'Al-Qaïda sauf le nom ?

Depuis le début du soulèvement, l'équipe de sécurité nationale de la Maison Blanche s'était unanimement opposée à toute intervention directe des États-Unis dans le conflit intérieur syrien. À la fin de l'été 2012, elle avait majoritairement changé d'avis sur un point crucial : plusieurs membres du cercle rapproché d'Obama considéraient à présent l'idée d'armer les rebelles modérés comme peu souhaitable mais nécessaire – et comme la moins mauvaise de toute une liste de très mauvaises solutions.

Parmi les membres du cabinet qui insistaient pour répondre de manière plus agressive, figurait le très apprécié et respecté secrétaire à la Défense

d’Obama. Leon E. Panetta, ancien directeur de la CIA, enrichissait les débats de sa précieuse expérience : il avait contribué à la lutte contre les prédécesseurs de l’EI en Irak ainsi qu’à la coordination de l’aide à l’insurrection libyenne. À 74 ans, Panetta, fils d’immigrants italiens et ancien chef de cabinet sous le mandat de Clinton, très sociable, n’était pas ce que l’on pourrait appeler un faucon. Mais, à Langley comme au Pentagone, il avait fréquemment approuvé le recours à des tactiques létales – que ce soit les drones de la CIA, les frappes de missiles ou les raids de commandos – pour éliminer des terroristes présumés dans leurs repaires à l’étranger. Un an plus tôt, il avait été l’un des responsables de la mission qui avait permis de tuer le terroriste le plus célèbre du monde, Oussama Ben Laden.

Aujourd’hui, il voyait avec une inquiétude grandissante ces terroristes s’installer dans de nouveaux sanctuaires nés du chaos qui avait succédé aux soulèvements du Printemps arabe. S’agissant de la Syrie, sa première préoccupation avait été la stabilité de la région : les affrontements religieux pouvaient dépasser les frontières du pays jusqu’en Turquie, au Liban et au-delà. À présent, il estimait que l’arrivée de tous ces djihadistes chevronnés rendait le conflit infiniment plus dangereux.

« Nous recevions des informations franchement très inquiétantes, devait-il raconter plus tard. Nous voyions arriver quantité d’éléments extrémistes qui s’organisaient et devenaient particulièrement efficaces. La dernière chose que nous voulions, c’était les voir s’enraciner et se servir de la Syrie comme base d’opérations12. »

À ce moment-là, la Maison Blanche s’en tenait à sa politique de soutien non létal à l’opposition, tout en faisant jouer ses leviers diplomatiques pour tenter d’obtenir la démission d’Assad et la mise en place d’un nouveau gouvernement par intérim. Mais les résultats avaient été, au mieux, frustrants. Au cours de l’été, Kofi Annan, l’ancien secrétaire général des Nations unies responsable des pourparlers de paix, avait jeté l’éponge, écœuré par toute une succession de revers, dont l’obstination de la Russie à vouloir bloquer, à l’ONU, la moindre mesure susceptible de pousser Assad

à se retirer. Sur le terrain, les combats s'intensifiaient sans qu'aucun camp n'obtienne un avantage décisif. Le président syrien réalimentait ses troupes, épuisées, avec des combattants du Hezbollah venus du Liban, et son aviation bombardait et mitraillait les positions rebelles. La Turquie et les pays du golfe Persique continuaient à envoyer de l'argent et des armes en quantité pour soutenir une rébellion de plus en plus dominée par les islamistes. Hillary Clinton allait reconnaître par la suite qu'aux yeux des Américains, « les solutions étaient toutes pires les unes que les autres[13] ».

En privé, la secrétaire d'État commença à plaider fortement en faveur de la mise en place de ce qu'elle appelait « une armée entraînée de rebelles syriens modérés, triés sur le volet, en qui on pourrait avoir suffisamment confiance », équipée d'armes américaines. Comme elle l'a raconté plus tard dans son livre *Hard choice* (*Le Temps des décisions*), en juillet 2012, elle invita à déjeuner à son domicile privé celui qui était alors le directeur de la CIA, David Petraeus, pour réfléchir à tous les moyens possibles de recruter et mettre en place une telle armée. Si l'Amérique « acceptait enfin d'entrer dans le jeu, elle se montrerait beaucoup plus efficace pour isoler les extrémistes et renforcer les modérés sur le territoire syrien », a-t-elle écrit.

À la fin de l'été, après de longues réunions avec ses homologues de l'OTAN et plusieurs chefs rebelles, Clinton était « plutôt confiante » quant à la possibilité de mettre en place une stratégie efficace. La CIA de Petraeus élabora un plan destiné à entraîner et équiper une armée rebelle modérée qui finirait par renverser le régime et asseoir son autorité dans les provinces alors sous le contrôle des islamistes. On présenta ce plan à Obama lors d'une réunion à la Maison Blanche, fin août ; Panetta faisait partie d'un groupe restreint de plusieurs hauts conseillers censés intercéder en faveur de son adoption.

« Nous sommes hors jeu, avança-t-il. Nous n'avons aucune crédibilité auprès des [Syriens modérés]. Nous leur fournissons une aide non létale et ils sont en train de mourir[14]. »

Panetta n'était pas naïf quant aux risques encourus. Même le groupe rebelle sélectionné avec la plus grande vigilance pouvait décider de changer

de camp, ou commettre un massacre avec des armes fournies par les Américains. Toute arme remise à des combattants alliés pouvait facilement finir entre de mauvaises mains.

« Il y a toujours un risque », admit-il. Mais, faisant écho aux paroles de Clinton et Petraeus, il expliqua aussi qu'il estimait qu'on « pouvait le faire ». L'autre possibilité – laisser le conflit suivre son cours – comportait également des risques, celui d'ouvrir la porte à encore plus de chaos et de créer un vivier d'extrémistes.

Certains responsables présents à la réunion ont raconté qu'Obama écouta tout cela pensif, avant de passer en revue les diverses failles du plan de la CIA. L'histoire abonde d'exemples où une décision bien intentionnée des États-Unis d'armer une guérilla s'est retournée contre le pays au prix de terribles conséquences, fit-il remarquer, se référant au récit de Clinton. Pourquoi serait-ce différent cette fois-ci ?

Benjamin Rhodes a attribué la réticence du président à se lancer dans une intervention militaire à la crainte d'embourber le pays dans une autre guerre au Moyen-Orient.

« Il était parfaitement disposé à réfléchir aux différentes options possibles, mais la question était toujours : "Et que se passera-t-il après ? Que se passera-t-il le lendemain du jour où vous aurez détruit plusieurs pistes d'atterrissage en Syrie ?", se souvient Rhodes. Il ne voyait pas où nous menait une action militaire plus interventionniste, sinon à nous enfoncer toujours un peu plus dans un conflit extraordinairement complexe où l'on ne voyait pas le moindre signe d'une possible solution militaire15. »

Rhodes a également laissé entendre que le désaccord entre le président et ses conseillers au sujet de la Syrie était moins virulent que ce que racontaient les médias à l'époque :

« Franchement, je pense que beaucoup de personnes se sont servies de ce débat pour se positionner aux yeux de la postérité comme ayant fait quelque chose pour la Syrie, alors qu'en réalité, cela n'aurait pas fait beaucoup de différence16. » Le plan présenté à Obama cet automne « ne semblait pas totalement au point », a ajouté Rhodes, et le président n'était pas vraiment

convaincu que le fait d'armer les milices rebelles – en supposant que l'on puisse trouver des alliés dignes de confiance – ferait pencher la balance. « C'est un problème très difficile, qui a ses racines dans une décennie de guerre en Irak et des décennies de tensions religieuses dans cette partie du monde, a expliqué Rhodes. Parfois, nous aimerions croire que nous avons plus d'influence que nous n'en avons réellement. »

En fin de compte, Obama, qui avait été élu en promettant de mettre fin à l'implication de l'Amérique dans les guerres au Moyen-Orient, rejeta le plan de la CIA. Mais il reconnut que la situation pourrait changer à l'avenir, surtout si Assad franchissait la « ligne rouge » fixée par l'administration, à savoir l'utilisation ou le transfert de ses réserves d'armes chimiques. Mais pour le moment, on n'enverrait pas de matériel militaire à la rébellion syrienne.

Le débat allait revenir sur la table, mais on avait manqué une occasion. Clinton, déçue, se replongea dans la recherche de l'impossible accord diplomatique qui mettrait fin au conflit. Elle obtint par ailleurs l'agrément pour augmenter l'aide humanitaire – plus de couvertures, de nourriture, d'ordinateurs, de téléphones – à l'intention de l'opposition syrienne.

« Mais toutes ces avancées n'étaient que des pansements, a-t-elle écrit. Le conflit continuait à faire rage[17]. »

Cinq mois après la réunion du mois d'août, Panetta démissionna du secrétariat à la Défense. En regardant en arrière, plus de deux ans après, il considérait la décision de l'administration comme un coûteux échec.

« Nos opérations au Pakistan et en Afghanistan nous ont permis d'en savoir beaucoup sur la façon d'affronter Al-Qaïda et ses affiliés, déclara-t-il. Nous savons comment nous y prendre. Encore faut-il que nous le voulions[18]. »

21

« Après ça, tout espoir avait disparu »

Comme l'avaient prédit les hadiths dans leurs prophéties, les drapeaux noirs arrivèrent de l'est, brandis par des hommes aux cheveux longs, arborant une barbe touffue et tirant leur surnom de leur terre natale. Ils n'arrivèrent pas à cheval, mais par dizaines dans de petits pick-up à bord desquels ils traversaient le désert irakien en direction de l'ouest, soulevant des nuages de poussière. Un an après le début des aventures de l'État islamique en Syrie, Abou Bakr Al-Baghdadi s'apprêtait à prendre enfin les commandes d'une entreprise qu'il estimait en proie à une dérive irrémédiable. Le temps était venu pour lui de montrer à ses imprévisibles apôtres syriens et au reste du monde comment on dirigeait un califat.

Pour assurer à son organisation un accès totalement libre à la frontière syrienne et aux territoires qui se trouvaient au-delà, Baghdadi chargea un de ses lieutenants les plus hauts en couleur de sécuriser la plus grande autoroute irakienne, celle qui reliait la province occidentale d'Anbar à la Syrie. Shaker Wahib Al-Dulaimi était le chef de l'État islamique à Anbar ; ce personnage extravagant bénéficiait déjà d'une certaine notoriété à l'échelle locale sous le nom d'Abou Wahib. Il était l'une des étoiles montantes du groupe terroriste. Programmateur informatique de 27 ans, obsédé par son image, il avait délibérément copié le style de son héros, Abou Moussab Al-Zarqaoui, sous les ordres duquel il avait brièvement servi avant d'être capturé et envoyé dans la prison de Camp Bucca en 2006. Il cherchait à reproduire le look de son mentor : ses cheveux noirs

ébouriffés, sa calotte, sa barbe et sa propension à poser sans masque pour les caméras en adoptant l'apparence d'un super-héros du djihad. Certaines chutes de ses vidéos sont, bien malgré lui, hilarantes : on y voit Abou Wahib tenter des prises de karaté ou essayer de sauter en l'air tout en tirant avec son arme. Sur d'autres, il est tout simplement glaçant.

Au printemps 2013, les hommes d'Abou Wahib avaient pris leur caméra pour filmer leur chef au milieu d'une autoroute en plein désert, fusil à la main, faisant signe de s'arrêter à un convoi de semi-remorques qui se rendait de Syrie en Irak. Une fois que les camions se furent garés, Abou Wahib rassembla les trois chauffeurs et leur demanda leurs cartes d'identité pour voir s'ils étaient chiites. La caméra a enregistré l'intégralité de leur échange.

De toute évidence, les trois hommes, des Syriens âgés de 30 à 40 ans, savent très bien quelles seraient les conséquences d'une mauvaise réponse, car tous démentent catégoriquement avoir quoi que ce soit à voir avec la religion chiite ou le régime syrien.

« Vous êtes chiites, hein ? demande Abou Wahib.

– Nous sommes sunnites, de Homs, répond le plus jeune, un grand jeune homme, assez beau, qui porte un jean blanc et une chemise à manches courtes.

– Vous êtes sûrs ?

– Nous voulons vivre, c'est tout, dit le plus vieux. Nous sommes là pour gagner notre vie[1]. »

Abou Wahib continue son vilain jeu : « Qu'est-ce qui me prouve que vous êtes sunnites ? Combien de fois vous agenouillez-vous pour la prière de l'aube ? »

Les hommes sont nerveux. « Quatre », répond l'un. « Trois », dit un autre. « Cinq », tente le troisième.

Abou Wahib pouffe. « D'après ce que tu me dis, tu es un polythéiste » – c'est-à-dire un chiite. Il fait s'agenouiller les hommes sur le terre-plein qui sépare les deux voies. Puis, tenant son arme à hauteur de la hanche, il abat

les trois hommes de quelques brèves rafales dans le dos. Lorsque ceux-ci tentent de s'enfuir en rampant, il leur tire dans la tête, à bout portant.

« Voici donc l'autoroute internationale aux mains de l'État islamique ! » hurle un des complices masqués d'Abou Wahib. Les combattants mettent le feu aux camions, laissant les corps des conducteurs face contre terre tandis que des filets de sang ruissellent dans la poussière orange. La vidéo s'achève par un enregistrement de la voix de Zarqaoui :

« L'étincelle a été allumée ici, en Irak, et son feu continuera à grandir jusqu'à ce qu'il ait consumé les armées des croisés à Dabiq. »

Tels étaient les hommes avec lesquels Baghdadi comptait à présent bâtir son califat islamique. La première fournée qu'il avait envoyée en Syrie l'avait déçu. Ils étaient certainement trop tendres, en comparaison de leurs homologues irakiens. Ils étaient également trop focalisés sur la Syrie et il était tout à fait possible qu'ils soient enfin trop populaires au goût de Baghdadi. Pour lui, le moment était venu d'un nouveau départ, dont des hommes comme Abou Wahib constitueraient l'avant-garde et auquel il donnerait lui-même le ton.

Le 9 avril 2013, Baghdadi posta sur les sites islamistes un message audio de vingt et une minutes dans lequel il annonçait une restructuration majeure de son organisation. Il déclarait qu'on en avait officiellement terminé avec le groupe connu sous le nom de Front Al-Nosra. À sa place, il y avait maintenant une nouvelle organisation, que Baghdadi nommait l'État islamique d'Irak et d'Al-Sham – ce dernier mot, plus ou moins synonyme de « Levant », fait référence aux terres situées à l'est de la Méditerranée, du sud de la Turquie jusqu'à Israël en passant par la Syrie, le Liban et la Jordanie actuels. En français, cette nouvelle organisation serait désignée sous l'acronyme EIIL ou EI.

Pour expliquer ce changement, Baghdadi retraça l'histoire des précédentes incarnations du groupe, en commençant par ses origines sous l'égide de son fondateur Zarqaoui, le tant révéré « cheik moudjhahid[2] ». Il raconta que celui-ci, après qu'il eut dans un premier temps fait allégeance à

Ben Laden, avait expliqué à ses disciples qu'il l'avait fait pour des raisons stratégiques et non par dévotion naïve ou par besoin :

« Je jure par Allah que je n'avais pas besoin qu'il me donne de l'argent, des armes ou des hommes, mais que je voyais en lui un symbole », avait dit Zarqaoui. À présent, d'une façon analogue, il était important d'un point de vue stratégique que la ramification syrienne de son organisation fusionne symboliquement avec sa souche, expliquait Baghdadi.

« Le Front Al-Nosra n'était en réalité qu'une branche et une partie de l'État islamique d'Irak, annonçait-il. Nous déclarons donc, en gardant notre confiance en Allah, l'abolition du nom État islamique d'Irak et l'abolition du nom Front Al-Nosra, pour les rassembler sous un seul nom – l'État islamique d'Irak et d'Al-Sham – et les réunir sous un seul drapeau, le drapeau de l'État islamique. »

Ce message creusa un abîme de désespoir dans les capitales occidentales. Cela faisait un moment que les analystes supposaient que le Front Al-Nosra était un rejeton de l'État islamique, qui avait décidé au moins provisoirement de polir son image. Et voilà qu'aujourd'hui Baghdadi affirmait publiquement que les deux organisations ne faisaient qu'une. En outre, c'était sa branche irakienne, la plus redoutable, qui était en train de prendre les commandes.

Mais la réponse la plus véhémente émana de quelqu'un que l'on n'attendait pas : l'homme censé être l'associé de Baghdadi dans cette fusion. Personne n'avait daigné s'assurer du consentement du Front Al-Nosra qui, comme on le vit par la suite, n'avait aucunement l'intention de disparaître. Le chef d'Al-Nosra, Abou Mohammed Al-Joulani, répondit donc deux jours plus tard dans un message enregistré où il réfutait tout ce qu'avait dit Baghdadi. « Le drapeau du Front Al-Nosra demeurera ; rien ne changera », déclara l'ancien compagnon d'armes et ami de Baghdadi3.

Joulani faisait ensuite appel au plus éminent djihadiste du monde, Ayman Al-Zaouahiri, le chef d'Al-Qaïda, pour arbitrer le conflit. Il était de notoriété publique que celui qui avait longtemps été le lieutenant d'Oussama Ben Laden avait eu des désaccords avec Zarqaoui au sujet des

décapitations et autres pratiques grand-guignolesques, mais aussi qu'il avait été pareillement insatisfait des successeurs de Zarqaoui. Le 9 juin 2013, le vieil Égyptien publia une lettre ouverte ordonnant la fin de la fusion et réprimandant Baghdadi d'avoir pris une telle initiative sans l'avoir consulté au préalable. Dans une stupéfiante admonestation, il décrétait que Baghdadi serait à l'essai pendant un an en tant que chef de l'État islamique d'Irak. Au bout de douze mois, disait la lettre, Zaouahiri l'autoriserait à conserver son poste ou bien « désignerait un nouvel émir ».

En conclusion, Zaouahiri expliquait que, pour s'assurer qu'il n'y aurait pas de conflit entre les différents groupes, il enverrait un émissaire en Syrie en la personne d'Abou Khalid Al-Souri, un vétéran d'Al-Qaïda qui ferait office de médiateur pour toute future dispute. « Il est interdit aux musulmans de verser le sang d'autres musulmans, ajoutait-il. J'appelle tous mes frères musulmans et tous les moudjahidine à en finir avec cette querelle, à mettre fin à la sédition chez les moudjahidin et à rechercher l'harmonie et l'unité, tout en gagnant les cœurs et en resserrant les rangs des musulmans4. »

Cette brouille entre les différentes branches du réseau Al-Qaïda avait de quoi étonner, et qu'elle soit ainsi rendue publique était tout bonnement stupéfiant. On n'y retrouvait pas seulement les traces du différend entre Zarqaoui et Ben Laden, elle rappelait aussi le fossé plus ancien qui s'était creusé entre le Jordanien et son mentor d'autrefois, Abou Mohammed Al-Maqdisi. La querelle se poursuivit pendant plusieurs mois. Les savants et experts islamistes du monde entier prirent parti sur les forums Internet et les *chat rooms,* présentant leurs arguments pour désigner le chef qui selon eux assurerait le mieux l'avenir du mouvement.

Baghdadi traita l'avis d'Al-Qaïda exactement comme l'avait fait Zarqaoui : il l'ignora. Il publia une nouvelle déclaration, expliquant tout simplement qu'il suivait les ordres d'une autorité supérieure : « Je préfère le commandement d'Allah au commandement qui enfreint ce commandement5. » Puis il procéda au lancement de son État islamique d'Irak et du Levant unifié comme si le Front Al-Nosra n'existait pas.

Durant toute l'année 2013, des bandes de combattants de l'EI allaient essaimer sur la moindre portion du territoire syrien, du désert sans foi ni loi de l'est aux populeux corridors situés le long des frontières turque et jordanienne, en passant par la banlieue de Damas. Mais avant que l'assaut ne commence pour de bon, Baghdadi avait encore quelques affaires à régler en Irak.

Il commença par restructurer toute son organisation, nommant des gouverneurs régionaux, des conseillers à la charia et des chefs militaires chargés de superviser à l'échelle locale les opérations en Irak et en Syrie. L'État islamique fonctionnerait comme un véritable gouvernement, avec des organigrammes gérant les processus de décision et des ministères spécifiques : réseaux sociaux, logistique, finances, formation, recrutement et même gestion des candidats aux attentats-suicides, lesquels étaient tenus à l'écart des combattants réguliers en vue d'être soumis à un endoctrinement particulier.

Puis Baghdadi provoqua une recrudescence de violences en Irak, lançant une vague d'attentats qui marquait un retour aux massacres arbitraires de citoyens innocents. L'EI envoya des kamikazes dans les stades pendant des matchs de football, dans les mosquées, dans les cafés, sur les marchés ; bientôt, le nombre de cadavres dans les morgues irakiennes atteignit un niveau inédit depuis l'ère Zarqaoui. Même les Irakiens les plus endurcis face aux effusions de sang exprimèrent leur indignation lorsqu'en octobre 2013, une recrue de l'EI précipita son camion chargé d'explosifs dans la cour d'une école élémentaire de la province de Ninive, tuant treize enfants qui étaient en récréation.

L'ultime étape consista en une opération que Baghdadi appela « Détruire les Portes ». Il y avait déjà eu une sorte de galop d'essai lorsque, en 2012, ses guerriers avaient investi une petite prison près de la ville irakienne de Tikrit et avaient libéré une centaine de détenus, dont la plupart étaient des terroristes condamnés à mort. Dans la nuit du 21 juillet 2013, l'EI effectua deux raids simultanés contre deux des plus grandes prisons du pays, avec attentats-suicides et tirs de mortier. Le plus important de ces raids, celui qui

visait la célèbre prison d'Abou Ghraib, entraîna la libération de plus de 500 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient nombre de vétérans du réseau Zarqaoui6.

Baghdadi avait à présent en main les éléments essentiels pour redynamiser l'armée de son État islamique. Quelques-uns de ses combattants s'apprêtaient déjà à prendre le contrôle de villages et de petites villes au nord et à l'est de la Syrie ; très vite allaient se joindre à eux des hommes aguerris, sortis tout droit des pires geôles irakiennes et dotés d'une solide discipline idéologique. Plusieurs des villes où ils pénétraient étaient déjà sous le joug d'autres milices rebelles, comme le Front Al-Nosra. À ces groupes armés, l'EI laissait le choix : la fusion, la fuite ou l'affrontement. Si les locaux résistaient, les Irakiens n'hésitaient pas à les tuer.

Le fossé avec le Front Al-Nosra devint peu à peu un abîme. Abou Khalid Al-Souri, le médiateur personnel de Zaouahiri, demeura quelque temps en Syrie, espérant encore trouver un moyen de mettre un terme à cette querelle. Début 2014, il était en train de dormir dans le quartier général d'une milice islamiste, à Alep, au nord du pays, lorsque cinq hommes armés firent irruption dans le bâtiment en tirant sur tout ce qui bougeait. L'un des assaillants pressa la détente de sa ceinture explosive, tuant Al-Souri et six autres personnes.

Personne ne revendiqua cette attaque mais, de ce jour, Al-Qaïda refusa d'avoir quoi que ce soit à voir avec l'EI. Et pour la première fois, l'organisation intima à ses disciples non seulement de prendre leurs distances avec l'État islamique, mais aussi de s'opposer activement à tous ses agissements. De toute façon, cela n'avait plus d'importance. Baghdadi avait à présent sous son commandement les combattants les mieux armés et les plus expérimentés de l'opposition syrienne. Et ils étaient sur le point de devenir encore plus forts.

Racca, capitale de province située à l'est de la Syrie, est une cité fluviale assez laide dont l'histoire est riche d'invasions étrangères. Il y eut d'abord les Grecs ; ensuite ce furent, entre autres, les Romains, les Perses, les

Mongols et les Ottomans. Puis vint le tour des djihadistes. Du milieu du printemps au début de l'été 2013, un flot incessant de bandes de l'EI débarquèrent en ville à bord de leurs pick-up blancs, chassant progressivement les derniers défenseurs de l'Armée syrienne libre et installant le quartier général officiel du groupe terroriste en Syrie. Les 220 000 citoyens de Racca allaient être la première population urbaine à faire l'expérience d'une vie entièrement sous contrôle de l'État islamique.

Une fois la ville sécurisée, les arrivants ne tardèrent pas à instaurer leur ordre nouveau. Un grand drapeau de l'EI recouvrit la tour horloge de la place Al-Jalaa – rebaptisée place de la Liberté – et les nouveaux maîtres de la ville promulguèrent la liste de tous les comportements qui désormais ne seraient plus tolérés.

Un jeune homme courageux, nommé Abou Ibrahim, parvint à prendre secrètement des photos des édits de l'EI. Avec l'aide de deux complices, il allait, pendant dix-huit mois, rendre fidèlement compte de la transformation de Racca, grâce à des photos et des enregistrements vidéo clandestins qu'il postait ensuite sur le web afin que le monde entier puisse voir ce qu'il se passait.

Abou Ibrahim se souviendra toujours de l'entrée triomphale de l'EI dans sa ville, au bout d'une semaine de combats de rue acharnés qui avaient laissé des dizaines de cadavres gisant sur les trottoirs et forcé la plupart des civils à se terrer chez eux, par crainte d'être abattus par un tireur embusqué s'ils se risquaient à sortir. « Avoir du pain, c'était comme avoir un million de dollars, a-t-il raconté. Ce sont les jours les plus difficiles que nous ayons vécus7. » Les combats finirent par baisser d'intensité à mesure que les miliciens qui affrontaient l'EI prenaient la fuite ou changeaient de camp. Puis, soudain, plusieurs colonnes de combattants étrangers – Abou Ibrahim apprit plus tard que la plupart étaient irakiens – firent leur apparition dans les rues. Les hommes de l'EI hissèrent leurs drapeaux noirs au sommet des principaux bâtiments publics et proclamèrent Racca nouvelle capitale de l'État islamique.

« Ils se promenaient avec leur arme, expliquant qu'à présent tout allait bien se passer. Ils se sont même mis à ramasser les corps qui gisaient partout dans les rues », a raconté Abou Ibrahim.

D'après son récit, au début, beaucoup d'habitants de Racca ne surent pas vraiment comment réagir face à ces nouveaux venus. Certains étaient soulagés que les combats soient terminés. Les magasins rouvrirent et on commença à se sentir à nouveau en sécurité dans la ville.

Mais bientôt, les exécutions commencèrent.

La première à laquelle assista Abou Ibrahim fut celle d'un jeune homme dont les dirigeants de l'EI prétendaient qu'il était un criminel, même si on ne sut jamais la nature exacte de son crime. Le condamné fut obligé de se tenir debout au milieu de la place principale de Racca pendant que l'on procédait à une lecture publique de sa sentence. Puis on lui tira une balle dans la tête, sous le regard de quelques spectateurs. Les soldats de l'EI attachèrent ensuite ses bras à une planche, comme pour une crucifixion, et le laissèrent pourrir sur la place trois jours durant.

Une deuxième crucifixion suivit, quelques jours plus tard. Puis ce fut une exécution collective, au cours de laquelle les soldats de l'EI tuèrent sept hommes et adolescents, toujours sur cette même place. Certains étaient apparemment des membres des milices rivales qui ne s'étaient pas enfuis assez vite ; plusieurs étaient pourtant de jeunes garçons au visage encore glabre. Cette fois-ci, les soldats tranchèrent les têtes des cadavres et les exposèrent sur des piquets dans un parc de la ville.

« Les gens avaient peur et c'était exactement ce qu'ils voulaient, a raconté Abou Ibrahim. Ce qu'ils veulent, c'est terrifier tout le monde. »

S'étant présentés à la ville de cette façon, les nouveaux responsables de Racca entreprirent d'éliminer ce qui défiait le plus ostensiblement leur autorité. Les trois églises de la ville furent cadenassées, les croix et autres symboles chrétiens taillés en pièces ou recouverts. On rasa une mosquée chiite surmontée d'un superbe dôme bleu turquoise. On entassa paquets de cigarettes et bouteilles d'alcool – symboles de la corruption occidentale – avant d'y mettre le feu. Puis l'État islamique implanta ses propres

symboles, à commencer par la transformation d'un poste de police, repeint en noir de haut en bas et reconverti en bâtiment administratif et tribunal de la charia, chargé des affaires de crimes et de châtiments. Les citoyens de Racca se retrouvèrent soumis à toute une série de nouvelles règles, mises en application par la Hisbah, la police religieuse nommée par l'EI, qui était libre d'interpréter les lois à sa convenance.

On commença par instaurer l'obligation d'observer certains codes religieux – par exemple, tous les commerçants devaient fermer au moment des prières quotidiennes – avant de régir la façon de s'habiller et de se comporter. L'EI interdit non seulement de fumer et de boire, mais proscrivit aussi la musique occidentale et l'exposition de vêtements occidentaux dans les vitrines. Les femmes ne pouvaient quitter leur maison que si elles étaient voilées de la tête aux pieds et, même ainsi, toute sortie exposait au risque d'une inspection humiliante par la police, histoire de s'assurer que l'abaya de la femme était suffisamment large et opaque pour ne révéler en aucun endroit le contour de sa silhouette.

Les châtiments pour violation des codes de l'EI pouvaient aller d'une réprimande publique ou d'une amende à la flagellation, voire pire. Un couple non marié fut battu pour s'être assis sur le même banc dans un parc. Un homme fut fouetté en place publique parce qu'il avait épousé une femme divorcée avant la fin de la période d'attente requise de trois mois. La moindre infraction signifiait la menace implicite d'une exécution sommaire, qui semblait souvent être le fruit d'une simple lubie, raconte Abou Ibrahim :

« Parfois, il se passe une semaine ou deux sans exécutions, puis il y en a soudain cinq d'un coup. Pour les citoyens ordinaires, il y a des amendes et des taxes pour tout : diriger une entreprise, garer sa voiture, ramasser ses ordures. Ils prennent votre argent et s'en servent pour payer le salaire des combattants étrangers. Et les gens ont peur de faire quoi que ce soit parce qu'ils risquent de se faire exécuter. »

Mais ce qui troubla le plus Abou Ibrahim, ce fut le traitement que les nouveaux occupants de Racca réservèrent aux enfants de la ville. Après que l'EI eut pris le pouvoir, les écoles restèrent fermées durant plusieurs mois,

et lorsqu'elles finirent par rouvrir, tout avait changé. Les anciens manuels et les anciens programmes – l'EI les appelait les « livres des infidèles » – avaient été jetés à la poubelle pour être remplacés par de l'éducation religieuse. Pendant ce temps, les centaines d'enfants et adolescents devenus orphelins furent transportés dans des camps militaires pour apprendre à manier un fusil et conduire des camions piégés. Abou Ibrahim voyait parfois, dans des convois militaires, ces jeunes recrues de l'EI portant des armes et revêtues d'uniformes trop grands pour eux.

« Certains de ces garçons avaient moins de 16 ans. Lorsque les écoles ont fermé, ils n'avaient plus rien à faire. Ils voyaient tous ces gros durs avec leurs kalachnikovs et ça leur faisait quelque chose. Ils voulaient devenir comme eux[8]. »

L'EI allait souvent dire combien il était fier de ses camps pour la jeunesse, proposant sur les réseaux sociaux des visites de certaines installations qui portaient des noms tels que « camp Al-Zarqaoui ». Des photos et des vidéos postées sur Twitter montraient des garçons prépubères en uniforme militaire, maniant les armes et s'entraînant à des manœuvres. Sur d'autres images, on voyait de jeunes recrues à qui l'on ordonnait d'exécuter des prisonniers d'une balle dans la tête.

Pour Abou Ibrahim, ces camps témoignaient de la volonté de l'EI d'assurer la survie du mouvement et de se prémunir contre la possibilité de futurs revers militaires. L'organisation investissait dans la création de ses structures d'action : de jeunes adeptes fanatiques prêts à tuer les autres ou à sacrifier sur ordre leur propre vie. « On leur lave le cerveau, a expliqué Abou Ibrahim, en vue de mettre sur pied une future armée de disciples particulièrement loyaux. »

Par ailleurs, l'EI s'en tirait plutôt bien avec l'armée dont il disposait déjà. Quelques mois après l'annonce de son entrée en Syrie, les rangs de l'État islamique avaient gonflé pour atteindre près de 10 000 combattants, la plupart étant des étrangers qui déferlaient sur la Syrie depuis une cinquantaine de pays du monde entier. Les groupes rebelles rivaux, que ce soit le Front Al-Nosra ou l'Armée syrienne libre, se désespéraient de voir

l'État islamique gagner la compétition pour les recrues – pas seulement parce qu'il pouvait verser les plus gros salaires, mais aussi parce qu'il déclarait combattre pour quelque chose de plus grand que la Syrie.

Sur les pages Twitter et Facebook du groupe, on pouvait lire quotidiennement les témoignages de volontaires venus d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient qui faisaient l'article des nombreuses récompenses, célestes comme temporelles, que promettait le djihad. Dans un post sur Twitter datant d'août 2013, un djihadiste syrien du nom de Nasroudin Al-Shami déclarait qu'il avait rejoint un « rassemblement mondial » en s'engageant dans les rangs de l'État islamique : « J'ai choisi d'être soldat sous cette bannière, parce que j'ai découvert qu'elle était à la fois arabe et non arabe. J'ai rencontré des gens originaires de la péninsule, du Maghreb islamique, des Égyptiens et des Irakiens. J'ai rencontré des gens du Levant et de Turquie. J'ai rencontré des Français, des Britanniques et des Pakistanais. La liste est longue. Tous étaient des frères bien-aimés dont le souci était de soutenir la religion. »

Une recrue britannique de l'EI déclara à un journaliste de la télévision de son pays : « En fait, c'est vraiment fun. Comment s'appelle ce jeu vidéo déjà – *Call of Duty* ? C'est comme ça. Mais en vrai, en 3D. Vous voyez tout arriver devant vous. C'est du réel. Vous voyez ce que je veux dire[9] ? »

Dans les marchés du centre-ville de Racca, ces étrangers barbus qui se promenaient en trimballant leur arme semblaient être parfois plus nombreux que les locaux, et l'occupation de l'EI avait tout l'air d'être destinée à devenir permanente. Entre les amendes, les taxes levées auprès des entreprises et la vente quotidienne de plus de 40 000 barils de pétrole brut provenant des puits dont s'était emparé l'EI au cours de sa progression dans le désert syrien, les caisses du groupe s'emplissaient à toute vitesse. Abou Ibrahim remarqua que les djihadistes qui, quelques mois plus tôt, paraissaient si désireux de prendre Racca, ne semblaient plus aussi pressés de se lancer dans d'autres conquêtes. Les hommes de l'État islamique retrouvaient leur agressivité dès qu'il y avait des châtiments à administrer mais, entre les exécutions et les flagellations, Abou Ibrahim pouvait les voir

se prélasser dans les restaurants, regarder bouche bée les sites web occidentaux dans les cybercafés, ou acheter du Viagra de contrefaçon dans les pharmacies.

Pour les occupants, l'avènement de l'État islamique était enfin arrivé, du moins à petite échelle. Ces hommes avec leurs armes semblaient se satisfaire de l'état des choses, parce qu'ils étaient aux commandes. Pour tous les autres habitants de Racca, écrivait Abou Ibrahim, « une fois éteinte la lumière de l'esprit », il ne restait que « la culture du sous-développement et de la terreur ».

En avril 2013, au moment où Baghdadi s'apprêtait à annoncer sa restructuration, Mouaz Moustafa s'introduisit une nouvelle fois clandestinement dans le pays. Il passa tout simplement par un trou de la clôture grillagée qui marquait la frontière de la province de Hatay, au sud de la Turquie. Il était assez facile de se déplacer dans cette partie nord de la Syrie qui s'était libérée du joug d'Assad depuis près d'un an. Il se rendit à pied à Khirbet Al-Joz, un bourg agricole qui était devenu une sorte de base permanente pour sa Syrian Emergency Task Force. L'ancien assistant parlementaire et son équipe avaient pour projet de restaurer les services de base dans cet endroit qui portait encore les stigmates de plusieurs mois de combats et de pillages. Après avoir aidé au rétablissement du commissariat, il était retourné là-bas afin de rencontrer les habitants intéressés par la création d'un bureau de justice pour régler les conflits mineurs. À cette réunion fit son apparition quelqu'un dont il n'aurait jamais imaginé la présence.

Se trouvait là, en effet, un avocat bien habillé qui déclara s'appeler Mohammed. Il expliqua qu'il représentait un client qui s'intéressait à la façon dont serait rendue la justice dans la Syrie post-Assad. Comme les autres insistaient, il nomma le groupe qui l'avait engagé :

« Je suis ici pour représenter l'État islamique10. »

Dans la pièce, tout le monde demeura interdit, que ce soit les visiteurs américains ou les clercs chrétiens et musulmans qui présidaient de fait à la

destinée de la ville depuis que les forces gouvernementales en avaient été chassées.

« Ce fut un choc, a raconté Moustafa. Il était rasé de près, devait avoir une cinquantaine d'années et portait un costume. On s'est arrêtés net, parce qu'on ne savait même pas comment continuer. »

L'homme de l'EI n'avait pas grand-chose d'autre à dire et semblait surtout être là pour écouter et prendre des notes. Au bout d'un moment, il annonça que son client était enclin à préférer la charia à la justice laïque.

« Nous ne nous sommes pas lancés dans une discussion, a raconté Moustafa, car nous ne voulions pas de lui. »

L'homme finit par s'en aller, mais sa présence avait jeté un froid. Elle prouvait que l'EI était bel et bien présent en Syrie, mais aussi qu'il avait l'intention de noyauter les organes de gouvernance, et ce même à l'échelle la plus microscopique.

Pour Moustafa, qui se consacrait à sa tâche depuis maintenant deux ans et se trouvait bien plus impliqué dans le combat syrien qu'il ne l'aurait jamais imaginé, ce tournant avait quelque chose d'inquiétant. Début 2013, il avait déjà pratiquement perdu tout espoir d'une intervention américaine d'ampleur. Il consacrait désormais le plus clair de son temps à chercher des moyens d'améliorer concrètement la vie des Syriens dans les zones du pays échappant au contrôle d'Assad. Mais chaque avancée avait son revers : des luttes intestines au sein des groupes rebelles ; une corruption endémique, parfois alimentée par des valises de billets en provenance des gouvernements arabes ; des divisions religieuses de plus en plus profondes qui freinaient toute coopération et pouvaient engendrer des représailles meurtrières. Reste que le problème que posait l'État islamique – la présence d'hommes lourdement armés en guerre avec tous les camps et qui remplaçaient les tribunaux et les commissariats par leur propre système judiciaire – allait bientôt éclipser tous les autres, ne faisant que compliquer les initiatives des rebelles modérés pour obtenir que l'Occident soutienne l'opposition.

Moustafa assistait à présent de très près au délitement de la Syrie. Il se rendait très souvent là-bas, s'aventurant parfois à quelques kilomètres des lignes de front qui évoluaient sans arrêt. Il rencontrait régulièrement les chefs rebelles qui constituaient son réseau personnel, de plus en plus fourni, lequel comprenait également des journalistes, des membres d'organisations humanitaires, des diplomates étrangers et de riches donateurs. À présent que l'ambassade des États-Unis à Damas était fermée, les rapports de Moustafa sur la Syrie permettaient aux Américains d'avoir des informations bienvenues sur certaines parties du pays qu'ils n'étaient plus en mesure d'observer directement. Ainsi, lorsqu'au printemps, le bruit circula que le régime d'Assad avait recours, à petite échelle, à des armes chimiques, on demanda à Moustafa si les membres de son réseau pouvaient se procurer des échantillons de sang et de tissus afin de procéder à des tests. Ce qui fut fait.

En mai 2013, Moustafa était aux côtés de John McCain lorsque le sénateur républicain de l'Arizona effectua une visite surprise en Syrie pour y rencontrer les commandants rebelles. McCain franchit, sous bonne escorte, un poste-frontière contrôlé par les insurgés, avant d'être emmené dans un petit bâtiment qui servait de centre de commandement à l'Armée syrienne libre. Là, il écouta avec gravité les récriminations d'une dizaine de chefs rebelles qui se plaignirent chacun à leur tour de ce que Washington refusait de leur envoyer des armes, et tout spécialement les missiles antiaériens indispensables pour empêcher Assad de bombarder les enclaves civiles. En lieu et place des armes et des bombes dont elles avaient besoin, les milices recevaient le surplus des rations de l'armée – les éternels MRE [*Meals ready to eat*] dans leur triste emballage plastique.

« Je suis censé lancer des pizzas sur ces avions ? », demanda l'un des officiers11. McCain apprit plus tard que deux des douze officiers qu'il avait rencontrés ce jour-là étaient morts au combat.

« Nous devons faire quelque chose qui change la donne, expliqua McCain à un journaliste de télévision une fois rentré aux États-Unis. Il n'est pas question que des bottes américaines foulent le terrain, mais il faut mettre en

place une zone sécurisée, garantir sa protection et fournir des armes aux bonnes personnes, celles qui, en Syrie, combattent clairement pour ce en quoi nous croyons12. »

Mais à la Maison Blanche, le président demeurait ferme, affirmant qu'envoyer davantage d'armes en Syrie ne ferait qu'empirer les choses. « Je ne pense pas que qui que ce soit dans la région… estime qu'une intervention unilatérale des États-Unis en tant que telle améliorerait la situation », déclara Obama lors d'une conférence de presse. Il ajouta que le seul élément susceptible de déclencher une réplique militaire des États-Unis serait l'utilisation par Assad d'armes chimiques, « une chose dont le monde civilisé a reconnu qu'elle ne pouvait être tolérée13 ».

Il n'y aurait pas d'aide de Washington, expliquait Moustafa à ses amis de plus en plus exaspérés. Le conflit, qui entrait maintenant dans sa deuxième année, allait continuer comme avant, avec ses armées en pleine impasse et les souffrances des civils qui ne cessaient d'empirer. Le plus gros changement, c'était que, dorénavant, le risque de mort violente provenait de plusieurs côtés à la fois. Deux Syriens travaillant pour une organisation humanitaire furent capturés par les forces d'Assad avant d'être tués. Puis ce fut le tour de deux autres employés, deux jeunes hommes que Moustafa connaissait bien, qui disparurent après avoir été arrêtés à un barrage de l'EI. Les membres de la Task Force apprirent plus tard que les militants islamistes avaient trouvé les ordinateurs portables des deux employés, lesquels confirmaient qu'ils travaillaient pour une organisation occidentale. Ils avaient tous deux été exécutés et leurs corps jetés au fond d'un puits.

À la fin de l'été, l'attaque à l'arme chimique du régime Assad contre la Ghouta, banlieue de Damas, fit brièvement naître l'attente d'une possible réponse militaire occidentale. Après que les agences de renseignement américaines eurent diffusé des preuves montrant que, le 21 août, l'armée gouvernementale avait bel et bien lancé des bombes de gaz sarin sur des quartiers résidentiels, Obama fit part de son intention de punir Assad pour avoir clairement franchi une des « lignes rouges » de l'Amérique. Pourtant, malgré le scandale généralisé que provoquèrent ces morts, la Maison

Blanche fut incapable de rassembler le soutien politique nécessaire à une intervention militaire. Le Congrès bloqua le vote d'une résolution autorisant des frappes aériennes contre Assad, et le Parlement de Grande-Bretagne – un pays que l'on pensait être un allié indéfectible dans toute campagne militaire – rejeta une proposition similaire du gouvernement conservateur de David Cameron. Grâce à l'aide de la Russie, Obama parvint à conclure un accord entraînant le retrait de toutes les armes chimiques du territoire syrien ; la perspective d'une intervention militaire fut à nouveau écartée.

Cet abandon, chez les Occidentaux, de toute résolution à réagir face au drame de la Ghouta fut pour les chefs de l'opposition syrienne un coup psychologique encore plus rude que l'attaque chimique elle-même, a raconté Moustafa. Certains groupes rebelles qui se battaient à l'origine aux côtés de l'Armée syrienne libre, partirent tout simplement rejoindre les islamistes qui, au moins, offraient un meilleur salaire.

« Lorsqu'on s'est convaincus que les États-Unis allaient enfin passer à l'action, ça a été l'euphorie générale, a expliqué Moustafa. C'est le genre de moment où l'on se souvient d'où on se trouvait quand il est arrivé. Le régime avait très peur. On entendait parler de gens qui fuyaient Damas. On ne craignait même plus les bombardements. C'était comme si tout le monde se disait : "Dieu merci. Même si nous mourons sous les bombes, au moins les choses vont changer."

Et puis, lorsque rien ne s'est passé, ça a vraiment été la fin. Après ça, tout espoir avait disparu. »

La confusion affichée par Washington face aux attaques chimiques se révéla bien pire encore en coulisse. Le « problème inextricable » – pour reprendre la fameuse expression de la secrétaire d'État Hillary Clinton – que constituait la Syrie avait divisé le Conseil de sécurité nationale et fit quelques victimes parmi les principaux conseillers du président.

Frederic C. Hof, l'éminent diplomate qui avait contribué à coordonner la réponse de l'administration face à la crise syrienne, avait démissionné fin

2012, tant la frustration était grande. À présent, c'était Robert S. Ford, l'ambassadeur en exil, qui envisageait de partir.

Ford avait livré au cœur même de l'administration un combat qui s'était révélé totalement vain. Il n'avait cessé de réclamer l'adoption de mesures concrètes pour renforcer l'opposition modérée, afin que celle-ci puisse contrebalancer le pouvoir des islamistes qui contrôlaient à présent un quart du territoire syrien, y compris les points de passage avec l'Irak et la Turquie. Après l'attaque chimique d'Assad contre la Ghouta en août 2013, il s'était déclaré en faveur de frappes aériennes et, celles-ci ne s'étant pas concrétisées, il avait insisté pour que l'on soutienne directement certaines milices modérées bien identifiées et sélectionnées avec soin.

« Augmentez l'aide. Faites en plus », pressait-il14. La Maison Blanche avait beau avoir promis, après les attaques au gaz, d'accélérer la formation prodiguée par la CIA aux rebelles en Jordanie et au sud de la Turquie, tout restait trop lent et à échelle trop réduite pour faire la différence. « Nous ne faisions vraiment pas grand-chose », a-t-il expliqué.

Comme si cela ne suffisait pas, Ford se voyait en outre régulièrement convoqué au Capitole en vue de défendre la politique de l'administration lors d'auditions face au Congrès. Pendant ces auditions, les républicains, saisissant une opportunité politique, accablaient Ford, devant les caméras, cherchant à faire du diplomate un symbole de l'incapacité de la Maison Blanche à gérer la crise. Au cours d'une de ces séances, McCain alla jusqu'à remettre en question la façon dont Ford appréhendait le problème syrien et laissa entendre que le diplomate était prêt à accepter qu'Assad continue à massacrer son peuple15.

« On dirait que cette situation vous convient », lança McCain.

Ford garda son calme, mais en lui-même, il bouillait de colère.

« Ai-je vraiment besoin de ça ? » pensa-t-il.

Ford avait compris qu'en réalité le Congrès était tout aussi divisé que l'administration quant à la façon d'agir. Les faucons comme McCain voulaient armer les rebelles, mais d'autres républicains étaient en faveur d'un soutien militaire aux seuls groupes qui combattaient l'État islamique.

D’autres législateurs – républicains comme démocrates – se méfiaient d’une implication des États-Unis, quelle qu’elle soit, reflétant en cela l’opinion d’une grande majorité de l’électorat américain.

À l’automne 2013, Ford était donc prêt à démissionner, mais ses collègues du département d’État le convainquirent de rester encore six mois. Lorsqu’il finit par rédiger sa lettre de démission, début 2014, personne ne tenta de le retenir. À l’époque, ses efforts au sein de l’administration semblaient de plus en plus vains, et les attaques, partisanes et personnelles, dont il était la cible de la part du Congrès avaient épuisé sa détermination.

« Cela ne me dérange pas de me battre, mais lorsque mon intégrité est remise en cause par des gens qui ne savent même pas de quoi il retourne, cela devient ridicule », a-t-il expliqué.

La démission de Ford fut officiellement annoncée le 28 février 2014. Quelques jours plus tard, McCain demanda à l’ambassadeur de venir le voir à son bureau, souhaitant le remercier personnellement pour le travail accompli.

Ford réfléchit quelques instants, puis fit poliment part de sa réponse : « Non. »

22

« C’est une révolution tribale »

Au cours des dix années qui avaient suivi la création de son groupe, les disciples djihadistes d’Abou Moussab Al-Zarqaoui avaient été qualifiés de terroristes, d’insurgés puis de militants islamistes. Ils constituaient à présent une armée à part entière. À la fin du printemps 2014, les troupes de l’État islamique faisaient irruption dans la partie occidentale de l’Irak mais aussi dans la conscience de plusieurs millions de personnes à travers le monde. Progressant à une vitesse inouïe, l’EI écrasa quatre divisions de l’armée irakienne, s’empara d’une demi-douzaine d’installations militaires, dont la plus grande de l’ouest de l’Irak, et prit le contrôle d’environ un tiers du pays.

Aux yeux des différents analystes et experts, cette campagne choc de l’EI fut aussi soudaine que surprenante, une brutale tempête du désert qui semblait sortir de nulle part. Mais c’était loin d’être le cas. Cette grande invasion du mois de juin 2014, l’État islamique l’avait préparée avec soin et en gérant à la perfection sa propre communication ; elle avait en outre bénéficié de l’aide substantielle d’Irakiens qui n’avaient rien à voir avec l’EI ni aucun avantage à vivre sous le régime de la charia. En fin de compte, les plus importantes victoires militaires de l’État islamique furent moins une démonstration de ses talents que le reflet des sempiternelles divisions qui ébranlaient l’Irak depuis l’invasion américaine de 2003.

À la source des événements spectaculaires de ce printemps, il y avait un conflit entre le gouvernement chiite irakien et une tribu sunnite, les Dulaim.

Celle-ci n'était autre que le clan de Zaydan Al-Jabiri, le cheikh et éleveur de Ramadi qui s'était retrouvé entraîné dans le combat contre Zarqaoui près de dix ans plus tôt. En 2004, l'explosion de colère qu'avait suscitée l'occupation américaine avait poussé les membres de sa tribu à prendre les armes contre les envahisseurs. Il avait ensuite lui-même joué un rôle clé dans la fameuse riposte anti-Zarqaoui connue sous le nom de « Réveil d'Anbar », lors de laquelle les milices tribales avaient grandement contribué à chasser les insurgés de leurs villages. À présent, le vent avait de nouveau tourné et Zaydan observait d'un œil plutôt favorable sa tribu se dresser tout entière contre un gouvernement irakien que nombre de Dulaim considéraient comme une menace plus grave que ne l'avait jamais été Zarqaoui.

Le cheikh avait maintenant 50 ans, il avait pris de l'embonpoint mais avait toujours ses cheveux noirs ; c'était un commerçant qui avait réussi dans les affaires, aussi à l'aise dans un costume à l'occidentale que vêtu de la *dishdasha* et coiffé du keffieh qu'il arborait dans un cadre traditionnel. Il avait trois épouses et habitait une maison en briques qui n'aurait pas dépareillé dans une élégante banlieue de San Diego. À partir d'environ 2010, Zaydan en était venu à considérer que le gouvernement irakien était en guerre avec les sunnites comme lui. Jusqu'au moment de l'invasion américaine, la minorité sunnite avait régné sur le pays, après quoi le pouvoir était passé aux mains des chiites. À présent que les troupes de l'oncle Sam étaient parties, les règlements de comptes allaient reprendre de plus belle, c'est du moins ce que pensaient les Dulaim. Objectivement, les sunnites avaient perdu leur position de force au sein du gouvernement et de l'armée, et il y avait de nombreux cas avérés de conscrits chiites ayant brutalisé des sunnites chez eux sous prétexte de combattre le terrorisme. Dans l'esprit de Zaydan, tout cela faisait partie d'un plan fomenté par les Iraniens et destiné à faire en sorte que l'Irak ne menace plus jamais les intérêts de Téhéran dans la région.

« Ceux qui sont maintenant aux manettes sont d'anciens voleurs, d'anciens bandits ou appartiennent à des mouvements religieux sectaires »,

a déclaré Zaydan, évoquant la clique qui exerçait le pouvoir depuis l'élection particulièrement serrée du Premier ministre Nouri Al-Maliki en 2010. « Les Américains ont commis beaucoup de mauvaises actions dans la province d'Anbar, mais ils n'ont jamais tué de gens à l'intérieur des mosquées et ils ont respecté notre religion. Ça n'est pas le cas de ceux qui sont avec les Iraniens. Ils veulent se débarrasser de tout ce qui porte le nom de "sunnite". Je ne dis pas que les Américains étaient parfaits, mais ils valaient mieux que ces gens-là[1]. »

Puis, à partir de la fin 2012, les relations des sunnites avec le gouvernement commencèrent à se détériorer encore davantage. Le 21 décembre, les forces de sécurité du pouvoir central firent irruption dans la maison de Rafi Al-Issaoui, un homme politique sunnite très populaire, ex-ministre des Finances, qui avait critiqué avec véhémence le cabinet Maliki. Plusieurs milliers de Dulaim envahirent alors les rues de Falloujah, certains arborant des bannières où l'on pouvait lire : « La résistance coule encore dans nos veines. » Ce rassemblement devint progressivement une manifestation hebdomadaire pansunnite qui se propagea dans plusieurs villes et se poursuivit mois après mois.

Au bout de plus d'un an de ce genre de manifestations, Maliki finit par en avoir assez. Le 30 décembre 2013, il envoya à Ramadi les forces de sécurité pour y mettre fin et démanteler un village de tentes qui avait poussé sur une des places de la ville. Des affrontements éclatèrent et, le jour de l'An 2014, les manifestants mirent le feu à quatre postes de police. Le 2 janvier, les émeutes gagnèrent Falloujah, située à 70 kilomètres de là. Le 3 janvier, un convoi de militants armés de l'EI arriva dans la ville. Les djihadistes épaulèrent les milices tribales dans leurs combats de rue contre une police et une armée complètement dépassées, qui comptèrent plus d'une centaine de victimes dans leurs rangs. Le 4 janvier, ce qui restait du gouvernement de Falloujah finit par évacuer la ville, et les combattants de l'EI hissèrent leur drapeau noir sur la mairie.

L'alliance Dulaim-EI ne tarda pas à recevoir le soutien d'autres tribus sunnites ainsi que d'une obscure organisation d'anciens baasistes nommée

Ordre de la Naqshbandiyya. Pendant plusieurs semaines, la coalition sunnite affronta, avec des succès divers, les troupes de l'armée pour prendre le contrôle de Ramadi et d'autres villes avant qu'une fragile trêve ne soit conclue à Falloujah, où l'EI contrôlait désormais le centre-ville d'une main de fer. C'était la première fois que le mouvement terroriste pouvait officiellement revendiquer la possession d'une ville irakienne.

L'EI saisit l'occasion pour se livrer à un véritable tir de barrage d'images de propagande sur Twitter, où l'on voyait ses troupes victorieuses en train de parader dans le centre de cette ville d'où, presque dix ans plus tôt, les marines américains avaient chassé les hommes de Zarqaoui. Parmi les combattants qui posaient pour les photographes figurait le pittoresque Abou Wahib Al-Dulaimi, le responsable de la province d'Anbar pour l'EI si obsédé par son image, qui avait abattu trois chauffeurs routiers syriens sur un terre-plein d'autoroute au printemps précédent. Sur une photo, on le voit faire la grimace, le fusil à la main, à côté d'un véhicule de police incendié, vêtu, tel un bandit de western, d'un pardessus et de bottes noirs. Sur une autre, il est dans un des postes de police dont s'est emparé l'EI, occupé à transporter une pile de dossiers, comme un employé de bureau du Jugement dernier. Son surnom possédait quelque chose de familier pour les Irakiens qui voyaient ces images : le patronyme d'Abou Wahib l'identifiait comme un membre de la tribu Dulaim, ce qui en faisait un parent des hommes qui avaient organisé les manifestations de Falloujah. Autrefois ennemis, ils appartenaient désormais officiellement au même camp.

À la Maison Blanche, les conseillers en sécurité du président Obama regardèrent ces images avec consternation. Les responsables de l'administration ne tardèrent pas à annoncer qu'on allait accélérer l'assistance militaire à destination du gouvernement Maliki, y compris par l'envoi des nouveaux missiles Hellfire. La sécurité des Irakiens était désormais le problème de leur Premier ministre – il avait insisté sur ce point –, mais on ne pouvait tolérer que les terroristes s'emparent d'une ville irakienne.

Pour Zaydan, cependant, comme pour de nombreux autres sunnites, cette révolte était une affaire purement interne, à laquelle les Américains et le gouvernement de Bagdad n'avaient, une nouvelle fois, rien compris.

« C'est une révolution tribale », expliqua Ali Hatem Al-Souleiman, le chef de la tribu des Dulaim, au journal londonien arabophone *Asharq Al-Awsat*[2].

« C'est le printemps irakien », déclara de son côté Tareq Al-Hachémi, l'homme politique sunnite et ami de l'ambassadeur américain Robert Ford, exilé en Turquie depuis que Maliki avait tenté de le faire arrêter.

Les sunnites reconnaissaient volontiers que les tribus avaient remis les clés de la province d'Anbar à l'EI, mais la mesure était censée être provisoire. Ils affirmaient que l'EI leur fournissait simplement la puissance de feu supplémentaire dont ils avaient besoin pour affirmer une indépendance à laquelle ils aspiraient depuis longtemps et se libérer des abus du gouvernement central irakien. Par ailleurs, ces djihadistes étaient des patriotes sunnites et non plus les criminels assoiffés de sang qui dirigeaient l'organisation du temps de Zarqaoui.

Zaydan disait d'eux : « Ils ont changé. Leurs commandants sont maintenant des Irakiens, et leur programme est totalement différent. Le gouvernement proclame que Baghdadi est un terroriste, mais ce n'est pas un terroriste. C'est le défenseur de 15 millions de sunnites. Il mène le combat contre les Perses. »

Il est vrai que Zarqaoui, lui aussi, avait eu droit à son ticket de bienvenue lorsqu'il avait fondu sur la province d'Anbar avec sa petite bande de militants sunnites après l'invasion américaine. Il appartenait lui aussi à une tribu, mais c'était une autre tribu. Baghdadi était, lui, un véritable Irakien, qui avait grandi à Samarra, précisait Zaydan. On pouvait le contrôler : « Il n'osera pas parler de charia ici, parce qu'il sait que les tribus ne l'accepteront pas. Ces gens ont appris leur leçon. Ils n'essaieront pas de refaire ce qu'ils ont fait la dernière fois. »

En fait, malgré le bon accueil qu'on venait de lui réserver, l'EI était déjà en train de régler ses comptes dans la région. Un cheikh de tribu sunnite,

Abdalrazzaq Al-Souleiman, l'un des voisins de Zaydan à Ramadi, s'était absenté pour des raisons professionnelles lorsqu'un camion rempli de combattants vêtus de noir déboula dans sa ferme. Les djihadistes abattirent plusieurs de ses gardes du corps, détruisirent ses voitures et rasèrent sa maison à coups d'explosifs. Le crime de Souleiman : huit ans plus tôt, il avait été le chef du Réveil d'Anbar, et avait donc coopéré avec les troupes américaines pour chasser les disciples de Zarqaoui de la province.

« Ils ont volé tout ce qu'il y avait dans ma maison avant de la faire sauter », a raconté Souleiman, qui s'est depuis réfugié en Jordanie, par crainte pour sa sécurité. « Il était de mon devoir et de mon honneur de chef de tribu de travailler avec les Américains pour combattre le terrorisme. Mais maintenant, c'est comme si on nous avait abandonnés. On nous a laissés au milieu de la route[3]. »

Le 11 février 2014, deux des plus éminents représentants du renseignement américain entraient dans une salle d'audience du Sénat pour se livrer à ce qui est habituellement l'une des plus sinistres présentations de l'année parlementaire : le passage en revue de l'ensemble des malheurs du monde, dit « Évaluation annuelle des menaces mondiales ». Celle de cette année promettait d'être exceptionnellement lugubre. Le directeur du renseignement national, James Clapper, et le chef de la DIA (Defense Intelligence Agency) [Agence du renseignement de la défense]), le général Michael Flynn, mirent l'accent sur l'émergence de nouveaux périls aux multiples origines : cyberterrorisme, regain d'agressivité de la Russie, ambitions nucléaires de la Corée du Nord, pandémies mondiales, ainsi qu'un effritement de l'autorité des gouvernements, aux conséquences potentiellement catastrophiques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Lorsque fut abordé le sujet de la Syrie et de l'EI, Flynn fit une inquiétante prédiction :

« En 2014, l'EI tentera probablement de s'emparer de plusieurs territoires en Irak et en Syrie pour faire une démonstration de force[4]. » Il expliqua ensuite que des drapeaux noirs flottaient déjà au-dessus de Falloujah et que

la prise de la ville en annonçait d'autres, ce qui prouvait la force grandissante des islamistes et leur « capacité à conserver simultanément plusieurs sanctuaires ».

Flynn employait un langage prudent, approprié au public du Congrès, mais le constat qu'il faisait en privé de la situation était bien plus désespéré. Il avait déjà affronté cette organisation terroriste une décennie plus tôt, et il était, bien plus que la plupart des gens, conscient des capacités de l'EI.

Ancien responsable du renseignement pour le général Stanley McChrystal, Flynn avait contribué à mener la traque de Zarqaoui en Irak. Il reconnaissait dans l'EI une idéologie et des tactiques qui lui étaient familières. Il connaissait aussi le nom de nombreux détenus qui avaient été libérés lorsque des prisons avaient été prises d'assaut l'année précédente.

« Ce sont les enfants de Zarqaoui, disait-il. Au cours des dix-huit mois qui ont suivi sa mort, nous sommes arrivés à capturer beaucoup de chefs, de rang moyen ou supérieur. Ils étaient en majorité irakiens, et il y avait parmi eux pas mal d'anciens militaires qui avaient fait de la prison. Aujourd'hui, ils sont tous dehors5. »

Mais, selon Flynn, l'EI était manifestement aussi en train d'apprendre et de s'adapter, en acquérant de nouvelles compétences sous l'égide de Baghdadi. Celui-ci se révélait un planificateur bien plus minutieux que ses prédécesseurs, et il était déterminé à se montrer à la fois plus patient et plus stratégique, en nouant certaines alliances pour s'assurer des réseaux de soutien. En résumé, les récentes victoires de l'EI en Irak n'étaient en rien accidentelles.

« Ils se débrouillent mieux parce qu'ils ont compris comment nous les avons vaincus, expliqua Flynn. Zarqaoui tentait de fomenter une guerre civile immédiate en Irak pour tourner la situation à son avantage. Mais il a commis une grosse erreur en ne cherchant pas suffisamment à s'attirer les grâces des tribus de la province d'Anbar. Il leur a volé leur autorité et en a abusé, car ce type était une brute. Cette nouvelle bande a compris tout ça et opère différemment. »

Baghdadi avait patiemment retissé des liens avec les tribus sunnites, ajouta Flynn, faisant écho aux propos de Zaydan et d'autres responsables de tribus. Le chef de l'EI exploitait le soulèvement syrien pour se remettre à flot financièrement, tout en attirant des recrues et en renouvelant les objectifs du groupe. Il avait également bâti une structure organisationnelle constituée d'experts spécialisés dans des domaines aussi divers que le logement, les transports et les stratégies de communication.

« Cette nouvelle équipe pense à long terme, expliqua Flynn. Pour eux, il s'agit d'une grande aventure générationnelle. »

En outre, ils étaient dans l'action. Les agences de renseignement avaient repéré d'indéniables signes indiquant que l'EI se mobilisait pour passer à l'offensive. Mais dans quelle direction ? Bagdad ou Damas ?

Les services de renseignement américains, qui observaient les préparatifs en cours grâce à leurs satellites et d'autres systèmes de surveillance à distance, étaient de plus en plus convaincus que l'EI prévoyait d'effectuer une percée au cœur même du pays irakien, et avait bien l'intention de finir par attaquer Bagdad. Les analystes de la CIA rédigeaient consciencieusement leurs rapports, qui finissaient sur le bureau de leur directeur puis à la Maison Blanche. On pouvait y lire qu'une fois que les forces de l'EI auraient franchi la frontière, elles feraient face à une armée irakienne affaiblie qui ne s'était que médiocrement battue contre les insurgés de Falloujah et d'ailleurs. Affaiblie jusqu'à quel point ? Difficile de le savoir car, après le départ des dernières troupes américaines, le gouvernement Maliki avait abruptement coupé court à toute coopération avec les agences de renseignement américaines.

Personne n'avait toutefois prévu l'effondrement de l'Irak qui se produisit les semaines suivantes, devait reconnaître un haut responsable du renseignement : « Même si les analystes américains ont multiplié les avertissements quant aux difficultés des FSI [Forces de sécurité irakiennes], il était quasi impossible pour qui que ce soit de prévoir qu'elles s'écrouleraient aussi rapidement. »

La grande offensive de l'EI débuta par une attaque contre la ville natale de son chef, le berceau de son clan, les Al-Badri. Le 5 juin 2014, juste après minuit, plusieurs combattants firent irruption dans Samarra et firent sauter un poste de police au sud de la ville. Quelques heures plus tard, ce furent près de 150 hommes armés qui firent une entrée tonitruante à bord de pick-up équipés de canons antiaériens. Les djihadistes s'emparèrent du plus important bâtiment municipal de Samarra ainsi que de l'université. Ensuite, ils engagèrent le combat contre la police, qui se retrancha dans quelques bastions défensifs du côté de la mosquée Al-Askari, celle dont, huit ans plus tôt, Zarqaoui avait fait sauter l'emblématique dôme en or. L'armée irakienne envoya des renforts de Bagdad, et les envahisseurs ne tardèrent pas à battre en retraite ; mais le conflit s'était déjà propagé à une demi-douzaine d'autres villes le long de l'autoroute qui allait de Falloujah à la frontière syrienne.

Pendant ce temps, la principale colonne de l'EI, composée d'environ 1 500 hommes, prenait position aux abords de Mossoul. Pour protéger la vieille cité et ses quelque 2 millions d'habitants, on disposait d'une force armée qui comptait sur le papier 25 000 soldats. En réalité, ses effectifs véritables se montaient à 10 000 hommes, comme devait le reconnaître plus tard le commandant opérationnel de la province de Ninive, à laquelle appartenait Mossoul. Les autres avaient déserté ou ne figuraient tout simplement pas sur les registres d'enrôlement, expliqua, après la bataille, le lieutenant général Mahdi Al-Gharaoui à l'agence Reuters. Ce qui restait de soldats pour défendre la ville était en outre très pauvrement équipé, depuis qu'ordre avait été donné de transférer l'essentiel des blindés et des armes lourdes vers la province d'Anbar afin d'aider à reprendre Ramadi et les autres villes lors des affrontements du mois de janvier.

« Il n'y avait qu'une seule mitrailleuse pour tout mon bataillon », expliqua le colonel Dhiyab Ahmed Al-Assi Al-Obeidi, commandant d'un bataillon à Mossoul, également à Reuters. *A contrario*, lorsque l'État islamique commença à envahir son district dès avant l'aube du 7 juin, « il en avait une dans chacun de ses pick-up[6] ».

Une première colonne d’envahisseurs fit irruption dans le quartier de Tammoz, celui qui est le plus au nord de la ville, à bord de Humvee et de pick-up, tirant un feu nourri de mitrailleuse contre la ligne de défense de l’armée irakienne. Sur signal, les cellules de l’EI constituées à l’intérieur de la ville passèrent à l’action, à coups de grenades et de tirs de snipers. Ceux qui défendaient la ville ne tardèrent pas à succomber : en l’espace de quelques heures, plusieurs colonnes de pick-up de l’EI s’étaient avancées jusqu’à quelques centaines de mètres du Mosul Hotel où Gharaoui avait installé son centre de commandement.

C’est à 16 h 30 qu’eut lieu le coup de grâce. Un gros camion-citerne piégé fonça sur l’hôtel, explosant en une gerbe de flammes. Plusieurs hauts gradés de l’armée irakienne furent tués ou blessés.

« Le bruit de l’explosion a ébranlé tout Mossoul », a raconté Obeidi, qui a perdu sa jambe lors de l’attaque.

Le reste de l’armée s’effondra peu de temps après. Le soir, soldats et policiers se débarrassèrent de leurs uniformes et fuirent le champ de bataille, vêtus d’habits civils. Ceux que l’on rattrapa furent alignés contre un mur et exécutés collectivement.

Le 10 juin, à midi, dix jours après le début de l’offensive, les djihadistes contrôlaient l’aéroport de Mossoul et l’essentiel des quartiers centraux. Ils vidèrent les réserves en liquide des banques du centre-ville et dépouillèrent une base militaire irakienne de plusieurs millions de dollars d’armes et d’équipements de fabrication américaine. Ils investirent ensuite la principale prison de Mossoul, libérant les détenus sunnites et exécutant sommairement les autres – soit environ 670 chiites, Kurdes et chrétiens. À la fin de la journée, Mossoul, la deuxième plus grande ville d’Irak, était intégralement passée sous le joug de l’EI.

L’armée irakienne finit par se rassembler et lança une contre-offensive qui empêcha l’EI de marcher sur Bagdad ; l’organisation continua toutefois à gagner du terrain dans d’autres parties du pays. Fin juin, la superficie totale des territoires dont s’était emparé le mouvement terroriste, de l’ouest de la Syrie au centre de l’Irak, était supérieure à celles d’Israël et du Liban

réunies. L'homme qui avait présidé à cette expansion contrôlait désormais bien plus que de l'immobilier. Il possédait aussi des puits de pétrole, des raffineries, des hôpitaux, des universités, des bases militaires, des usines et des banques. Les avoirs de Baghdadi en liquide et instruments financiers approchaient à eux seuls le demi-milliard de dollars, allaient plus tard confirmer les analystes.

Il n'y avait pas encore de véritable gouvernement en place. Mais les islamistes avaient maintenant leur propre État, au sens réel du terme.

Le 4 juillet 2014 – un vendredi, jour de prière des musulmans – Baghdadi faisait son entrée, entouré de ses gardes du corps, dans la salle de prière de la grande mosquée Al-Nouri de Mossoul, célèbre pour son minaret « bossu », qui penche légèrement en avant. La légende veut que ce soit le prophète Mahomet lui-même qui ait provoqué cette courbure en passant au-dessus de la tour lors de son ascension vers le ciel.

Ceux qui assistèrent au prêche ce matin-là auraient pu déceler une déformation comparable de l'ordre temporel lorsque le commandant en chef de l'État islamique prit place devant la mosquée pour proclamer la restauration du califat. L'EI avait fait une déclaration similaire quelques jours auparavant, mais aujourd'hui, Baghdadi allait officialiser tout cela du haut du minbar de l'un des monuments les plus sacrés de Mossoul.

L'ancien disciple de Zarqaoui avait manifestement beaucoup réfléchi à sa première apparition publique, car il insuffla à chaque instant de celle-ci des gestes symboliques reconnaissables à coup sûr par ses spectateurs les plus pieux. Baghdadi portait une tunique et un turban noirs, qui rappelaient le costume qu'arborait le dernier prophète d'Allah le jour de son ultime sermon. Il gravit lentement les marches du minbar en s'arrêtant à chacune d'elles, adoptant là encore une habitude de Mahomet. Avant de commencer son prêche, il sortit de sa poche un *siwak*, une tige de bois recourbée qui sert à l'hygiène buccale, et se mit à se brosser les dents. Il s'agissait à nouveau d'un acte qui invitait à la comparaison avec Mahomet, lequel,

selon un ancien hadith, conseillait l'objet à ses disciples, car « l'usage régulier du *siwak* purifie la bouche et satisfait le Seigneur ».

Enfin, il regarda son public pour proclamer officiellement sa victoire. Le califat que cherchaient à instaurer les dirigeants du mouvement depuis l'époque de Zarqaoui était enfin une réalité.

« À vos frères les moudjahidin, Allah a accordé la grâce de la victoire et des conquêtes, il les a rendus plus forts après de longues années de djihad, de persévérance et de lutte contre les ennemis d'Allah. Il leur a accordé la réussite et la puissance pour atteindre leur objectif, déclara-t-il. Ils se sont donc empressés de proclamer le califat et de nommer un imam, et c'est un devoir pour les musulmans, un devoir négligé pendant plusieurs siècles et qui a disparu de la réalité du monde. »

Au cours de ce sermon, comme dans d'autres discours audiodiffusés, Baghdadi déclara qu'il n'avait jamais particulièrement tenu à endosser « cette charge si lourde » :

« Me voilà nommé votre tuteur alors même que je ne suis pas meilleur que vous. »

Il décréta pourtant que tous les fervents musulmans du monde devaient lui obéir en tout, puisqu'il était le chef de l'État islamique et le garant d'un ordre nouveau qui deviendrait bientôt une réalité. Et les non-musulmans devraient l'accepter, qu'ils le veuillent ou non.

« Sachez qu'aujourd'hui, vous êtes les défenseurs de la religion et les gardiens de la terre d'islam, dit-il. Vous subirez des épreuves et livrerez des batailles épiques. La vérité est que le meilleur endroit où répandre votre sang, c'est sur le chemin qui libérera les musulmans emprisonnés derrière les murs des idoles.

Alors, préparez vos armes, et munissez-vous de piété. Astreignez-vous à réciter le Coran en en comprenant la signification et mettez ses enseignements en pratique. Tel est le conseil que je vous adresse. Si vous le respectez, vous conquerrez Rome et le monde sera à vous. »

Son sermon terminé, Baghdadi, calife autoproclamé, descendit les marches du minbar et sortit de la mosquée avec ses gardes du corps, prêt à

combattre, puis, avec l'aide d'Allah, à régner.

Le jour de juin qui vit la chute de Mossoul, Abou Haytham était dans son bureau d'Amman, en train de répondre aux appels de plusieurs de ses adjoints particulièrement inquiets qui voulaient à tout prix être tenus au courant des événements. Dans un coin de la pièce, un petit poste de télévision diffusait en boucle, son coupé, les images des combattants victorieux de l'EI. Certains agitaient les bras et souriaient à l'arrière de leur pick-up ; d'autres paradaient dans les principales artères de Mossoul, devant des boutiques aux rideaux baissés et des véhicules de police incendiés. Des drapeaux noirs étaient accrochés aux antennes des voitures et à des mâts de fortune.

Personne n'avait prévu un effondrement aussi soudain de l'armée irakienne, même ici, au sein d'une agence d'espionnage qui s'enorgueillissait de n'être jamais prise au dépourvu. Abou Haytham jetait des regards à l'écran silencieux, les yeux injectés de sang, ses grosses mains s'agitant nerveusement sur un chapelet. C'était un retournement de situation incroyablement rapide, mais dont la trajectoire était repérable depuis un certain temps.

« Malheureusement, tout était potentiellement là depuis le début », affirma-t-il d'un ton las[7].

Il était maintenant, en tant que brigadier, un officier supérieur du département antiterroriste où il avait servi pratiquement trente ans. Toujours aussi sérieux, Abou Haytham était devenu plus sombre avec l'âge, à mesure que s'alourdissait le fardeau qui pesait sur ses épaules. Dans son minuscule bureau, pas la moindre décoration, excepté un exemplaire enluminé du Coran et une photo de lui, plus jeune, arborant un de ses rares sourires alors qu'il serrait la main du roi. Et aussi un costume de rechange suspendu derrière la porte, pour les jours où sa charge de travail l'empêchait de rentrer chez lui.

Il y avait beaucoup de journées de ce genre, à présent. Le Moukhabarat était en état d'alerte maximum depuis le début du soulèvement syrien, mais

aussi depuis que les services de sécurité jouaient au chat et à la souris avec les trafiquants d'armes et les aspirants djihadistes qui essayaient de s'introduire clandestinement dans le pays. De l'autre côté, c'étaient désormais les djihadistes eux-mêmes qui contrôlaient les postes-frontières. Pour le moment, la Jordanie demeurait plutôt calme, mais certains signes suscitaient l'inquiétude. Dans la ville de Ma'an, au sud du pays, véritable pépinière d'islamistes située non loin de la prison abandonnée d'Al-Jafr, des vandales bombaient des slogans pro-EI sur les immeubles ou plantaient des drapeaux noirs sur la place principale. Rien de tel à Amman, où l'on assistait malgré tout avec de plus en plus d'inquiétude à l'effondrement des États voisins.

Certains Irakiens, et tout particulièrement les descendants des tribus de Transjordanie comme Zaydan Al-Jabiri, avaient voulu passer un accord avec l'EI afin de se libérer de l'oppression chiite. Mais les islamistes qui exerçaient le contrôle de Falloujah et de Mossoul se révélaient en tout point aussi brutaux que leurs homologues de Racca. On exhibait les soldats irakiens capturés devant les caméras avant de les abattre dans des puits à ciel ouvert. Les suspects d'apostasie étaient assassinés en pleine rue, et des pièces de musée de l'ère babylonienne, d'une valeur inestimable – source de fierté culturelle pour des générations d'Irakiens – étaient réduites en poussière. De tels actes étaient favorablement reçus par un petit nombre de religieux conservateurs qui partageaient les idées des islamistes. Mais parmi les Irakiens qui avaient réservé un bon accueil aux fusils djihadistes, peu nombreux étaient ceux qui aspiraient réellement à vivre selon les règles des islamistes. Seulement, il était désormais trop tard pour retirer l'invitation.

Abou Haytham, lui-même fils d'une tribu, comprenait parfaitement le ressentiment des sunnites irakiens. Et il était frappé de voir avec quelle efficacité l'EI savait l'exploiter.

« C'est un effet boule de neige qui est à l'œuvre ici, expliqua-t-il. Il a ses origines dans toutes ces personnes insatisfaites de ne pas être représentées au sein de leur propre gouvernement[8]. »

Daesh, ou l'EI, « a su exactement comment utiliser ces sentiments à son bénéfice, a-t-il précisé. Ça fait maintenant douze ans que ça dure, depuis le tout début du conflit irakien, en 2003 ».

Et cela ne concernait pas seulement l'Irak. On annonçait déjà la création de « *wilayat* », ou provinces autoproclamées de l'EI, dans des pays autres que le berceau originel du groupe. Il avait de nouvelles sections en Arabie saoudite, en Libye, en Algérie, au Nigéria, au Yémen, en Afghanistan et au Pakistan. Chaque fois, les islamistes promettaient de libérer la population de régimes tyranniques et d'instaurer une société juste, organisée selon des principes divins. Mais en réalité, ils n'avaient à offrir qu'une dictature armée qui n'était que corruption, cruauté et mort.

Le Moukhabarat ne pouvait rien faire pour changer le cours de l'histoire ou revenir sur les nombreuses erreurs qui avaient abouti à ce jour. Les Jordaniens n'avaient plus qu'à renforcer leurs propres défenses contre un virus particulièrement résistant qui s'était échappé de leur pays, plusieurs années auparavant.

« Regardez comme ils ont été productifs, dit Abou Haytham en montrant les images sur l'écran. Nous avons fait tant d'efforts pour les arrêter. Parfois, ils tombent malades, mais ils ne meurent jamais. »

ÉPILOGUE

L'étincelle qui a embrasé les passions arabes n'a pas été allumée en Irak, comme l'avait imaginé Abou Moussab Al-Zarqaoui, mais sur un terrain vague jonché de débris, quelque part dans l'est de la Syrie. Ce fut par une froide et brumeuse matinée, le 3 janvier 2015, derrière un immeuble bombardé de Racca où l'unité média de l'État islamique avait installé des caméras vidéo et une petite cage en métal.

Une vingtaine de figurants qui arboraient tous le même uniforme et le même masque noirs prirent place là où on leur avait dit, certains adoptant une posture de défi, d'autres jouant les sentinelles. Puis on fit entrer l'acteur principal de la vidéo. Mouath Al-Kassaesbah, 26 ans, pilote de chasse de l'armée jordanienne, avait les mains libres et était vêtu d'une ample tunique et d'un large pantalon orange ; il fit quelques pas sur le plateau envahi de brume, comme s'il déambulait au milieu de ses propres rêves.

Cette première image que l'on avait d'Al-Kassaesbah depuis son crash, le 24 décembre, montrait un jeune homme au visage tuméfié et couvert de bleus, traces du passage à tabac qu'il avait subi peu après sa capture. Avant de l'amener sur son plateau de tournage, on l'avait installé face à une caméra pour qu'il raconte son histoire, du moins la version que souhaitait l'EI.

« Je suis le premier lieutenant Mouath Safi Youssef Al-Kassaesbah, je suis Jordanien, de Karak, commença-t-il, et officier de l'aviation jordanienne[1]. »

Le récit que fit Al-Kassaesbah de son vol du 24 décembre était pour l'essentiel conforme à la réalité. Pilote de F-16 depuis trois ans, le Jordanien avait eu pour mission de bombarder des cibles appartenant à l'EI situées à l'intérieur d'une grille de coordonnées où figurait la ville de Racca. Son appareil faisait partie d'une flotte d'avions arabes et occidentaux qui attaquaient l'EI depuis le mois de septembre 2014, lorsque Barack Obama avait lancé une campagne aérienne d'envergure pour tenter de déloger le mouvement terroriste de ses sanctuaires irakiens et syriens. Quelques semaines plus tôt, le président américain avait envoyé plusieurs drones et avions de guerre en Irak pour enrayer l'avancée de l'EI qui menaçait le barrage de Mossoul et la capitale kurde d'Erbil. Il avait ensuite annoncé la mise en place d'une coalition élargie comprenant désormais des avions jordaniens ainsi que ceux de cinq autres États arabes dont l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar. « Cette campagne contre le terrorisme sera menée au prix d'un effort implacable pour éliminer l'EIIL où qu'il se trouve », avait-il déclaré lors d'une allocution télévisée2.

Le 24 décembre, le vol d'Al-Kassaesbah n'avait été qu'un raid aérien de plus dans le cadre de cette coalition. Le pilote était en approche de sa cible et venait tout juste de descendre en piqué lorsque son ailier avait repéré des flammes à l'arrière de l'appareil. Pratiquement au même instant, les voyants de son cockpit avaient signalé une panne de moteur et l'avion de chasse avait commencé à faire des embardées. D'un coup sec, le pilote avait tiré sur son levier d'éjection et avait été précipité hors de l'habitacle tandis que le F-16 s'abîmait dans l'Euphrate.

« J'ai sauté en parachute puis je suis tombé dans le fleuve », racontait-il dans son témoignage vidéo.

Ses camarades soldats n'avaient pas eu le temps de venir à son secours. Al-Kassaesbah était encore en train de lutter pour se libérer de son siège éjectable lorsqu'un homme à la forte carrure arborant une barbe noire et coiffé d'un bonnet de laine s'était emparé de lui. « Je suis maintenant prisonnier des moudjahidin », ajoutait-il.

L’EI ne perdit pas de temps pour exploiter son coup de chance. Neuf jours après le crash – à peu près au moment où l’on avait commencé à discuter d’un possible échange de prisonniers –, l’unité média du groupe s’était déjà attelée aux préparatifs de la vidéo de son exécution. Elle avait choisi le décor, aux abords de Racca, à une centaine de mètres du fleuve, et fait dresser une cage, un cube de minces barreaux de métal, à fond ouvert, de la surface d’une grande couverture. L’équipe installa plusieurs caméras sur pieds et gara une pelleteuse avec un chargement de sable et de rochers à proximité. Le matin du 3 janvier, tout était prêt.

La vidéo devait être un travail de professionnel, d’une qualité de très loin supérieure aux images saccadées et faites maison que proposait Zarqaoui quelques années auparavant. La version finale débute ainsi par un long préambule particulièrement soigné, avec des animations numériques et une série de clips montrant le roi de Jordanie Abdallah II en plein discours, puis serrant la main à Obama. L’une des animations représente un F-16 volant en éclats, lesquels se rassemblent ensuite comme par magie pour former le mot arabe qui donne son titre à la vidéo, aimablement traduit dans un anglais assez maladroit : *Healing the Believer’s Chests* [Soigner les poitrines des croyants].

Le cœur de ce film de propagande est constitué d’un montage d’images du pilote capturé juxtaposées à celles de cadavres d’enfants et d’autres victimes supposées de bombardements. La caméra suit Al-Kassaesbah qui passe devant tout un rang de combattants de l’EI masqués, la vapeur de son souffle visible dans l’air froid de janvier. Puis, tout à coup, il est à l’intérieur de la cage, la tête inclinée comme s’il priait. Sa tunique orange, qui était sèche dans les précédents plans, est maintenant trempée d’essence.

Un soldat masqué – un sous-titre le présente comme le chef d’une unité de l’EI bombardée lors d’un des raids aériens de la coalition – allume une longue torche, puis la met en contact avec une traînée de poudre qui gagne les barreaux de métal. En l’espace de quelques secondes, Al-Kassaesbah est comme englouti dans les flammes. Il saute, se débat, mais il n’a aucun moyen de s’enfuir. Il finit par se prendre la tête dans les mains et tombe à

genoux, presque totalement dissimulé par le feu. Quelques instants plus tard, sa silhouette noircie s'effondre, juste avant que la pelleteuse n'écrase la cage et le pilote en déversant dessus des débris de béton et du sable.

La touche finale est un zoom de la caméra sur une main noircie au milieu des décombres. Puis, au moment où devrait se dérouler le générique de fin, les derniers plans sont une succession de photos d'autres pilotes jordaniens. Des pièces d'or sont promises en récompense à quiconque trouvera et tuera l'un d'entre eux.

« Alors, dit la voix off, voilà une bonne nouvelle pour tous ceux qui soutiennent cette religion et accompliront un meurtre qui les préservera des flammes de l'enfer. »

Cette œuvre atroce fut terminée au milieu de la matinée, si l'on omet les quelques semaines nécessaires au montage en studio avant de rendre la vidéo publique. Plus tard dans la journée, et pratiquement tous les jours qui suivirent, l'EI continua toutefois à faire miroiter une possible libération d'Al-Kassaesbah au cas où les Jordaniens seraient disposés à passer un accord.

Ce n'était pas la première fois que l'EI entreprenait de choquer le reste du monde par sa sauvagerie. Quatre mois avant la capture d'Al-Kassaesbah, la vidéo de la décapitation du journaliste James Foley avait indigné les gouvernements occidentaux et fait pencher les Américains en faveur d'une riposte aérienne contre le groupe. Le meurtre de Foley avait été rapidement suivi par les assassinats de Steven Sotloff, un journaliste du *Time*, de Peter Kassig, un ancien ranger de l'armée américaine, et des humanitaires britanniques David Haines et Alan Henning. Ils furent plusieurs dizaines encore à connaître le même sort : des soldats syriens et libanais, des femmes kurdes, des vidéastes irakiens et des citoyens japonais. Un groupe de djihadistes libyens qui avait prêté allégeance à l'EI se filma en train d'exécuter des chrétiens par groupes de vingt ou davantage.

C’est pourtant bien la mort du jeune pilote qui marqua un tournant dans l’esprit des citoyens arabes ordinaires. De la très cosmopolite capitale jordanienne aux très conservateurs villages wahhabites d’Arabie saoudite, on condamna, on hurla sa rage et son indignation. La décapitation de prisonniers avait beau être un acte d’une grande brutalité, elle était spécifiquement acceptée par le Coran, et le gouvernement saoudien la pratiquait régulièrement comme moyen d’exécution officiel. Mais en brûlant un être humain – en l’occurrence, un musulman pratiquant – l’État islamique venait de briser un très ancien tabou.

« Seul Dieu punit par le feu », déclara Salman Al-Oudah, le très respecté exégète saoudien, directeur éditorial du populaire site web Islam Today, dans un post sur Twitter. « Brûler quelqu’un est un crime abominable rejeté par la loi islamique quelles qu’en soient les causes3. »

Quant au grand mufti d’Arabie saoudite Abdel Aziz Al-Cheikh, le plus important imam du pays, qui à ce titre était également un juriste apte à régler des litiges relatifs à la loi en prononçant des fatwas, il déclara tout simplement que l’EI n’avait rien de musulman : « Ce sont des ennemis de l’islam. »

Mais une condamnation de l’EI marqua plus que toute autre les esprits parce qu’elle émanait d’un homme qui appartenait à la frange la plus radicale de l’islam.

Abou Mohammed Al-Maqdisi, l’érudit du djihad qui avait été le mentor personnel de Zarqaoui lors de leur séjour en prison, s’était montré de plus en plus critique à l’encontre des héritiers de son disciple, qui mettaient à sac la Syrie et l’ouest de l’Irak. Celui que les islamistes considéraient encore comme un des fondateurs du mouvement et un théoricien novateur, avait rompu avec Zarqaoui lorsque celui-ci avait commencé à tuer des chiites innocents. Il accablait à présent Abou Bakr Al-Baghdadi des mêmes reproches, parce qu’il avait massacré des travailleurs humanitaires comme le Britannique Alan Henning, assassiné alors qu’il était venu en Syrie avec le projet de soulager les souffrances de la population.

« Henning travaillait avec une organisation caritative dirigée par des musulmans, précisait Maqdisi dans une lettre ouverte postée sur son site web. Est-il juste qu'il soit récompensé en étant enlevé puis massacré[4] ? »

Depuis que son chemin s'était séparé de celui de Zarqaoui après l'amnistie de 1999, Maqdisi n'avait jamais quitté la Jordanie. Bien qu'il eût passé l'essentiel des années suivantes dans le centre de détention du Moukhabarat, il avait continué à faire part de ses opinions sur les questions du jour par le biais de lettres ouvertes et de messages postés sur le web. Certains islamistes en étaient d'ailleurs venus à se demander si les avis de Maqdisi étaient vraiment les siens ou s'ils ne faisaient pas partie d'un script imposé par le Moukhabarat. Reste que Maqdisi était, tant dans ses écrits que lors de ses conversations privées avec des journalistes ou avec ses amis, parfaitement cohérent sur au moins un point : tuer de simples musulmans, qu'ils soient des pèlerins ou des pilotes sunnites capturés au combat, était contraire à l'islam.

Après la capture d'Al-Kassaesbah, Maqdisi avait d'ailleurs offert ses services, en tant qu'intermédiaire, pour faciliter l'échange du pilote contre Sajida Al-Richaoui, la kamikaze qui avait raté sa mission et qui attendait dans le couloir de la mort. Début 2015, il avait même échangé plusieurs messages avec un homme que l'on pensait être Abou Mohammed Al-Adnani, le porte-parole personnel de Baghdadi.

« Je m'attelle actuellement à essayer de trouver un accord qui pourrait légitimement vous intéresser », avait dit Maqdisi à Adnani au cours d'un de leurs échanges qui circula plus tard sur les réseaux sociaux[5]. Maqdisi expliquait à Adnani que, s'ils libéraient le pilote, cela sauverait la vie d'une « sœur djihadiste » et empêcherait que la réputation du groupe ne soit encore plus entachée auprès des populations arabes. Pour toute réponse, l'EI publia la vidéo de l'exécution du pilote, filmée un mois plus tôt. Maqdisi était furieux.

« Ils m'ont menti et m'ont fait des serments solennels, déclara-t-il à la chaîne jordanienne Roya TV. Puis j'ai compris qu'ils avaient alors déjà tué le pilote[6]. »

La rupture était désormais totalement consommée. Au cours de l'interview, Maqdisi se livra à une condamnation globale du mouvement qu'il avait contribué à créer. Évoquant son ancien élève, Zarqaoui, il dénonça l'être dévoyé qui « avait inauguré cette tradition de massacres ».

« Pour eux, la conquête et la victoire ne passent que par les massacres et le meurtre. Ils exterminent une grande partie de leurs opposants, diffusent tout cela sur les écrans de télévision, jusqu'à ce que les gens soient choqués et disent : "C'est ça, l'islam." Alors, nous sommes obligés de défendre l'islam et d'expliquer clairement que tout cela n'a rien à voir avec l'islam. »

Lorsqu'il prononça ces paroles, Maqdisi était rentré chez lui ; le gouvernement jordanien l'avait libéré quelques mois plus tôt dans le cadre d'une trêve officieuse entre la monarchie et cet imam qui s'était jadis fait l'avocat du renversement du régime. Le 4 février 2015, le jour même de l'exécution de Richaoui dans la prison de Swaqa, le procureur d'État de Jordanie abandonnait officiellement toutes les accusations en cours contre Maqdisi. Pour la première fois depuis qu'il avait été arrêté avec Zarqaoui, plus de vingt ans auparavant, la monarchie effaçait l'ardoise de l'idéologue.

De très importants imams et savants musulmans avaient condamné de précédents actes de terrorisme, comme ceux du 11 septembre 2001. Mais cette fois-ci, au sommet des institutions politiques et religieuses du monde arabe, on reconnaissait que ce genre de déclarations ne suffisait plus.

Le 1er janvier 2015, une semaine après la capture du pilote jordanien, le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi se tenait devant une assemblée réunissant les principales autorités religieuses de l'islam sunnite pour appeler à une réforme de l'islam – une « révolution » destinée à se réapproprier l'ancienne religion, passée aux mains des fondamentalistes et des radicaux qui en avaient perverti le message essentiel. Il déclara que les actes de violence commis par des groupes tels que l'EI et Al-Qaïda étaient les symptômes d'une crise plus vaste, que les musulmans devaient résoudre eux-mêmes.

« Nous devons considérer longuement et sérieusement la situation dans laquelle nous nous trouvons », dit-il à ceux qui étaient réunis dans

l’université Al-Azhar du Caire, le centre intellectuel de l’islam sunnite depuis plus de mille ans. Pour la plupart des musulmans ordinaires, ce lieu est l’institution qui tranche les questions d’ordre théologique ou relatives à la pratique religieuse. « Il est inconcevable que la pensée que nous tenons pour la plus sacrée fasse de notre nation tout entière une source d’inquiétude, de danger, de tueries et de destruction à travers le monde. »

Le problème, expliqua Al-Sissi, n’était pas les croyances fondamentales de l’islam mais le « corpus des idées et des textes que nous avons sacralisés au cours des siècles, à tel point que les contester est devenu très difficile ».

Le président fut applaudi par la salle lorsqu’il se tourna pour s’adresser directement au chef spirituel de l’université – le grand imam d’Al-Azhar, Ahmed Al-Tayeb – l’appelant à « révolutionner leur religion ».

« Vous en portez la responsabilité devant Allah. Le monde entier attend votre parole. Parce que la nation islamique est déchirée, détruite et court à sa perte. C’est nous-mêmes qui la menons à sa perte. »

Quelques semaines plus tard, après que l’EI eut publié la vidéo de l’exécution du pilote, le grand imam prononça l’une des condamnations les plus sévères qu’ait jamais formulée un clerc de cette importance. L’EI n’est pas seulement non islamique, déclara-t-il ; il est « satanique ». Al-Azhar allait plus tard adopter ses propres mesures de répression en renvoyant les imams qui cautionnaient la violence.

Il était cependant évident que ce n’était pas le bannissement de quelques imams qui allait freiner les ardeurs de l’État islamique. Parmi les milliers de volontaires qui ont rejoint l’EI, on trouve de jeunes hommes dont la principale motivation est moins la théologie que le désir de combattre des régimes arabes autoritaires comme celui d’Al-Sissi. Rami Khouri, un journaliste et chercheur libanais qui a raconté en détail l’ascension et la chute des mouvements islamiques lors de ces quarante dernières années, a fait remarquer que ce qui a façonné les haines passionnées de Zarqaoui a davantage été son séjour en prison que n’importe quel sermon ou traité religieux.

« La radicalisation de nombre de ceux qui ont créé Al-Qaïda puis l'EI s'est opérée dans les prisons arabes, a expliqué Khouri. L'œuvre combinée des avions de chasse américains et des prisons arabes a constitué le pivot fondamental autour duquel ont pu éclore Al-Qaïda et l'EI7. »

Le roi Abdallah avait quitté Washington en prenant l'engagement de « partir en guerre », et c'est exactement ce qu'il fit. Avant même que l'avion royal n'atterrisse à Amman, plusieurs vagues d'avions de chasse de la coalition pénétrèrent en Syrie pour effectuer ce que l'on allait officiellement qualifier d'assaut le plus important jamais effectué contre les positions de l'EI depuis le début de la campagne. Un rapport d'activité indique que les avions ont alors bombardé des camps d'entraînement, des baraquements et des dépôts d'armes, éliminant plus d'une cinquantaine de militants.

Après avoir atterri en Jordanie, le roi Abdallah réunit immédiatement son équipe de sécurité nationale pour préparer la prochaine étape. Les caméras de télévision furent à cette occasion autorisées à filmer le monarque qui, en plus de son costume sur mesure, arborait le traditionnel keffieh à carreaux, et jura de venger la mort du pilote.

« Nous livrons cette guerre pour protéger notre foi, nos valeurs et nos principes humanistes », déclara-t-il. Au sujet des terroristes de l'EI – qu'il qualifia de « criminels » –, il ajouta : « Nous les frapperons très dur au cœur même de leurs bastions8. »

Dehors, il fut accueilli par un spectacle extraordinaire : plusieurs milliers de Jordaniens alignés dans les rues pour saluer le convoi royal. C'était une foule où se trouvaient beaucoup de jeunes, une foule très différente des rassemblements d'hommes d'âge mûr qui composaient habituellement les manifestations progouvernementales ; ils furent nombreux à rester dans les rues jusqu'à tard le soir, allumant des bougies et brandissant des pancartes écrites à la main. Les mosquées et les églises d'Amman organisèrent des prières à la mémoire du pilote.

Il y eut ce jour-là encore plus d'avions qui décollèrent de leur base, salués par la population jordanienne. Parce qu'elle était un pays désormais confronté à une armée terroriste sur deux de ses frontières, la Jordanie avait souvent cherché à réduire son rôle au sein de la coalition anti-EI, espérant ainsi de pas trop inciter l'organisation à attaquer le royaume. À présent, ses bases militaires dont l'accès était auparavant très restreint étaient ouvertes aux photographes, qui purent filmer les pilotes en train de peindre des messages sur les munitions qu'ils s'apprêtaient à utiliser. « L'islam n'a rien à voir avec l'EI », disait l'un d'eux, griffonné sur une des bombes que l'aviation allait larguer au cours de l'attaque[9]. Le ministère de la Défense lui-même, d'ordinaire toujours silencieux en ce qui concernait les raids militaires, annonça publiquement une nouvelle campagne de bombardements, dans une déclaration pleine de défi. Avec seulement quelques avions, et alors qu'il dépendait en grande partie des puissances étrangères dans tous les domaines, de l'équipement au carburant, le pays entier était uni, « prêt à tout sacrifier pour défendre les véritables valeurs de l'islam », déclarèrent les forces armées jordaniennes.

« Ce n'est que le début. Vous allez voir qui sont les Jordaniens[10] ! »

La seconde vague de bombardements était en cours lorsque Abdallah quitta Amman pour la ville de Karak, au sud du pays, berceau du clan Al-Kassaesbah depuis des générations. Une immense foule s'était rassemblée pour acclamer le convoi motorisé tandis qu'il grimpait la route à pic menant au village d'Ay, où le roi allait prendre part, avec les membres de la famille, au deuil du pilote.

Devant la maison familiale, Abdallah étreignit le vieux père du pilote, puis tous deux commencèrent à marcher côte à côte. Ils se tenaient par la main, à la tête d'un long cortège, et étaient tous deux coiffés du keffieh rouge et blanc qui, pour les Jordaniens, symbolise à la fois la monarchie âgée de 93 ans et les traditions tribales, beaucoup plus anciennes que le pays appelé Jordanie, beaucoup plus anciennes que l'islam même.

Alors qu'ils marchaient côte à côte, quatre chasseurs de l'armée jordanienne apparurent à l'horizon, rentrant d'une mission de

bombardement au nord de la frontière. Ils passèrent en trombe au-dessus de la maison du pilote, puis effectuèrent un large virage vers l'ouest, survolant la ville de Karak, avec son château de croisés en ruine, et l'ancienne autoroute jadis utilisée par les cavaliers Ikhwan venus de l'est pour tuer et piller. Les avions longèrent Zarqa, la ville industrielle où un jeune homme turbulent nommé Ahmed était devenu un dangereux extrémiste nommé Zarqaoui. Puis ils atterrirent sur la nouvelle base aérienne de Muwaffaq qui débordait à présent d'activité et où les avions d'une demi-douzaine de pays, musulmans pour la plupart, étaient armés et ravitaillés en vue de frappes contre l'État islamique.

Le lendemain matin, d'autres bombes arrimées sous leurs ailes, ils prendraient la direction du nord pour une nouvelle attaque.

REMERCIEMENTS

L'idée de ce livre sur les origines de l'État islamique a commencé à prendre forme avant même l'existence d'une organisation terroriste portant ce nom. Elle est en partie née d'un intérêt de longue date à l'égard d'Abou Moussab Al-Zarqaoui, dont l'histoire personnelle m'avait considérablement intrigué à l'époque où je rassemblais des informations pour mon précédent livre, *The Triple Agent*. Plus tard, alors que je couvrais en 2011 les soulèvements du Printemps arabe pour le *Washington Post*, j'ai assisté avec de plus en plus d'intérêt à l'implantation du mouvement terroriste de Zarqaoui en Syrie – mouvement que beaucoup d'experts supposaient moribond. Personne n'avait prévu que les vestiges du vieux réseau Al-Qaïda en Irak deviendraient une puissante armée dont les revendications territoriales s'étendraient à plusieurs centaines de kilomètres carrés. Cependant, dès 2012, une poignée de hauts responsables américains et du Moyen-Orient ont perçu les signes d'une menace terroriste mondiale en train de se développer ; plusieurs d'entre eux le disaient même franchement lors de conversations privées. C'est à ces personnes – parmi lesquelles figurent certaines que je ne peux pas citer nommément en tant que sources – que j'adresse mes premiers remerciements. Je n'aurais pas pu écrire cet ouvrage sans l'aide de ce petit groupe d'amis issus du monde du renseignement, du gouvernement et de la diplomatie qui, pendant deux ans d'enquête, ont généreusement et patiemment partagé avec moi leur savoir, leurs idées, leurs suggestions et leur expertise.

Je suis également particulièrement redevable à l’ancienne représentante Jane Harman ainsi qu’au Woodrow Wilson International Center for Scholars qui m’ont fourni un soutien crucial dans ce projet. La bourse que m’a accordée le Wilson Center m’a donné la liberté d’enquêter et d’écrire sans être distrait, en compagnie d’auteurs talentueux et de penseurs du monde entier qui ont su m’inspirer. En plus de la représentante Harman, je suis particulièrement reconnaissant à l’égard de Haleh Esfandiari, Robert Litwak, Aaron David Miller, David et Marina Ottaway, mon ancienne camarade Robin Wright, Andrew Selee, Arlyn Charles et une équipe de recherche qui s’est montrée extraordinairement pleine de ressources. Je remercie également, pour son aide précieuse, le stagiaire Craig Browne, un très talentueux et énergique étudiant spécialiste du Moyen-Orient dont les connaissances, le travail acharné et le don pour les langues se sont avérés immensément précieux.

Parmi les plus de 200 sources que j’ai interviewées pour cet ouvrage, plusieurs se sont montrées extraordinairement généreuses de leur temps et de leur savoir. Ma gratitude va tout particulièrement à Nada Bakos, qui a pris du temps sur la rédaction de ses propres mémoires pour partager ses souvenirs, de même que Robert Richer, Michael Hayden, Robert S. Ford, Mouaz Moustafa, le général Stanley McChrystal, le lieutenant général Michael T. Flynn, Leon E. Panetta, Jeremy Bash, Michael Morell, Lawrence Wilkerson, Bruce Riedel, William McCants, Juan Zarate, Bruce Hoffman, Hassan Abou Haniya, Joas Wagemaker, Marwan Muasher, Kael Weston, James McLaughlin, Sam Faddis, Frederic C. Hof, Zaydan Al-Jabiri, Hudhaifa Azzam, James Jeffrey, Abdalrazzaq Al-Souleiman, Jonathan Greenhill, Samih Battikhi, Andrew Tabler, Jeffrey White, Abou Moutaz et Abdoullah Abou Roman. Parmi ceux, et ils sont nombreux, que je ne peux identifier par leur nom, comptent beaucoup d’actuels et anciens officiers du gouvernement et des services de renseignement jordaniens, ainsi que d’actuels et anciens hauts responsables américains qui m’ont offert leur aide en ayant l’assurance que leur nom et l’agence à laquelle ils étaient affiliés ne seraient pas révélés. Steven Stalinsky, du Middle East

Media Research Institute, et Rita Katz, cofondatrice du SITE Intelligence Group, m'ont fourni une assistance cruciale en me procurant des vidéos et des enregistrements audio djihadistes ainsi que leur traduction en anglais. Je suis aussi reconnaissant à Jean-Charles Brisard d'avoir partagé les archives de son excellent ouvrage *Zarkaoui : le nouveau visage d'Al-Qaïda* (2005).

Je n'aurais pas pu me lancer dans ce livre sans le soutien généreux de mon employeur, *The Washington Post*, ni celui de tant de collègues et amis du *Post*. Merci tout particulièrement à Marty Baron, Cameron Barr, Kevin Merida et Peter Finn pour la gentillesse dont ils ont fait preuve en me permettant de mener à bien ce projet. Ma reconnaissance va aussi à Jason Ukman, Julie Tate, Souad Mekhennet, Taylor Luck, David Hoffman, Mary Beth Sheridan, William Booth, Doug Frantz, David Ignatius, Kathryn Weymouth, Donald Graham, Greg Miller, Ellen Nakashima, Adam Goldman, Anne Gearan, Karen DeYoung, Craig Whitlock, Greg Jaffe, Liz Sly, Doug Jehl, Karin Brulliard, Jeff Leen, Scott Wilson, Carol Morello, Anne Kornblut, Walter Pincus, Rajiv Chandrasekaran, Laurie McGinley, Kathryn Tolbert, Juliet Eilperin, Chris Mooney, Darryl Fears et Steven Mufson.

Un merci tout particulier à Ranya Kadri, un des trésors du journalisme jordanien et une collègue incroyablement pleine de ressources, traductrice, *fixer* mais aussi cuisinière et hôtelière à l'occasion de mes voyages au Moyen-Orient.

Je serai éternellement reconnaissant à mon agent littéraire, Gail Ross, pour ses suggestions, sa confiance et ses conseils avisés, ainsi qu'à toute l'équipe de la Ross-Yoon Literary Agency pour leur soutien logistique. Mes remerciements vont également au Knopf Doubleday Publishing Group, en particulier à Daniel Meyer, Nora Reichard, Michael Goldsmith, Bill Thomas et Amelia Zalcman. Et je suis profondément reconnaissant à mon éditrice, Kris Puopolo, une femme de grand talent qui a su déceler le potentiel qu'il y avait dans mon idée encore vague d'écrire un ouvrage sur l'éveil d'un mouvement terroriste dont, début 2013, la plupart des Américains avaient à peine entendu parler. Tout ce qu'il peut y avoir de

réussi dans ces pages est un hommage à la force de ses idées, à ses incomparables talents éditoriaux et à sa patience apparemment infinie.

J’ai reçu immensément d’aide au cours de toute cette aventure grâce au soutien et aux encouragements de nombre d’amis et de membres de ma famille, et tout particulièrement Paul Scicchitano, James Rosen, Connie Kondravy, Shyam Madiraju, Gene et Denise Jordan, Will Jordan, Ed et Gena Fisher, B. H. Warrick, ainsi que mes parents, le révérend Eugene et Barbara Warrick. Enfin, le plus important, j’aimerais exprimer tout mon amour et toute ma gratitude à mes enfants, Victoria et Andrew, pour avoir toléré mes nombreuses absences, des vacances reportées, et le fait que j’ai toujours la tête ailleurs, ainsi qu’à ma femme, Maryanne, une associée à plein temps dans cette aventure, qui, gracieusement et avec entrain, m’a servi de chercheuse, d’éditrice, d’oreille attentive, et qui s’est montrée une indispensable source de force et de constance au cours de deux années passablement éprouvantes.

Il est bon d’être de retour chez soi.

NOTES

Prologue

1.Entretien de l’auteur avec Hussein Al-Masri, avocat commis d’office de Sajida Al-Richaoui.

2. Entretien de l’auteur avec un haut responsable jordanien, particulièrement au fait du séjour de Richaoui en prison et des jours qui ont précédé son exécution.

3. Entretien de l’auteur avec un haut responsable jordanien ayant une connaissance directe des négociations en vue de l’échange des prisonniers.

4. Entretien de l’auteur avec un capitaine des services de renseignement ayant participé à l’enquête. Un autre responsable jordanien a confirmé les principaux détails de son récit.

5. Cette prophétie provient du recueil de textes anciens connus sous le nom de hadiths, et tout particulièrement de « Kitab Al-Fitan », ou « Livre des tribulations », attribué à Nu’aym ibn Hammad, qui appartenait à la deuxième génération de l’islam.

6. « Al-Zarqawi’s Message to the Fighters of Jihad in Iraq on September 11, 2004 » (« Message d’Al-Zarqaoui du 11 septembre 2004 aux combattants du djihad en Irak »), Middle East Media Research Institute, 15 septembre 2004, http://www.memri.org/report/en/print1219.htm.

7. Entretiens de l’auteur avec deux hauts responsables du Moyen-Orient connaissant les positions du roi.

8. Entretiens de l’auteur avec le sénateur John McCain et un haut responsable du Moyen-Orient au fait de cette conversation.

1.
« Quel genre d’homme est capable de commander avec son seul regard ? »

1. Cité dans Steven Caton, *Lawrence of Arabia : A Film’s Anthropology* (Berkeley, University of California Press, 1999).

2. Cole Coonce, *Infinity over Zero: Meditations on Maximum Velocity* (Famoso, Californie, KeroseneBomb Publishing, 2002).

3. Voir Manfred Nowak, « Report of the Special Rapporteur on Torture » (« Rapport du rapporteur spécial sur la torture »), Conseil des droits de l’homme de l’Assemblée générale des Nations unies, 2007.

4. Entretien de l’auteur avec le médecin Sabha, qui lui a raconté sa rencontre avec Zarqaoui et les autres détenus d’Al-Jafr.

5. Entretien de l’auteur avec Hassan Abou Haniya.

6. Entretien de l’auteur avec le journaliste Abdallah Abou Roman qui a séjourné en prison avec les deux hommes.

7. Jean-Charles Brisard, *Zarkaoui : Le nouveau visage d’Al-Qaïda* (Paris, Fayard, 2005).

8. Joas Wagemakers, « A Terrorist Organization That Never Was : The Jordanian “Bay’at al-Imam” Group » (« Une organisation terroriste qui n’a jamais existé : le groupe jordanien “Bay’at Al-Imam” »), *Middle East Journal*, Janvier 2014.

9. Pour plus d’informations au sujet de l’idéologie des *takfiri*, voir : https://www.ctc.usma.edu/v2/wp-content/uploads/2010/06/Vol1Iss7-Art61.pdf.

10. Abou Qadama Salih Al-Hami, « Knights of the Unfulfilled Duty : Zarqawi and the Afghan Jihad » (« Les chevaliers du devoir non accompli : Zarqaoui et le djihad afghan »), (non publié, 2007).

11. Will McCants, « Letter from Balqa Jail » (« Lettre de la prison de Balka »), *Jihadica : Documenting the Global Jihad*, 22 juin 2008 : http://www.jihadica.com/letter-from-balqa-jail.

12. Wagemakers, « A Terrorist Organization That Never Was ».

13. Pour un récit détaillé sur le mouvement Ikhwan et ses liens avec la maison des Séoud, voir Robert Lacey, *The Kingdom : Arabia and the House of Sa'ud* (New York, Avon, 1983).

2.
« Ça, c'était un véritable chef »

1. Abdallah, roi de Jordanie, *La Dernière Chance : La Recherche de la paix à l'heure des périls* (Paris, Odile Jacob, 2011). Traduction de BFK.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Ahmed Khatib, « Jordanians Line Amman's Streets to Bid Farewell » (« Les Jordaniens envahissent les rues d'Amman pour faire leurs adieux »), *Jordan Times*, 9 février 1999.

5. Francesca Ciriaci, « Abdullah Proclaimed King » (« Abdallah proclamé roi »), *Jordan Times*, 8 février 1999.

6. Abdallah, roi de Jordanie, *La Dernière Chance*.

7. Avi Shlaim, *Lion of Jordan: The Life of King Hussein in War and Peace* (New York, Alfred A. Knopf, 2008).

8. « King Hussein of Jordan » (« Le roi Hussein de Jordanie »), *ABC News Nightline*, première diffusion le 7 février 1999.

9. Abdallah, roi de Jordanie, *La Dernière Chance*.

10. *Ibid.*

11. « Muslim Brotherhood Meets King » (« Les Frères musulmans rencontrent le roi »), *Jordan Times*, 19 mars 1999.

12. *Ibid.*

13. Tareq Ayyoub, « The Amnesty Law : Complicated and Incomplete » (« La loi d'amnistie : complexe et incomplète »), *Jordan Times*, 29 mars 1999.

14. Abdallah, roi de Jordanie, *La Dernière Chance*.

15. Entretien de l'auteur avec un responsable présent au moment des faits.

16. Entretien de l'auteur avec le Dr. Sabha.

3.
« Ce genre de problème vous revient toujours tôt ou tard dans la figure »

1. Entretien de l'auteur avec deux hauts responsables présents lors de ces événements.

2. *Ibid*.

3. Entretien de l'auteur avec Samih Battikhi.

4. Pour plus de détails sur la famille et l'enfance de Zarqaoui, voir Jean-Charles Brisard, *Zarkaoui : Le nouveau visage d'Al-Qaïda*.

5. *Ibid*.

6. Betsy Pisik, « Mother Denies Suspect Is a Terrorist » (« Sa mère nie que le suspect soit un terroriste »), *Washington Times*, 24 février 2003.

7. Entretien de l'auteur avec Hudhaifa Azzam.

8. Abou Qadama Salih Al-Hami, « Knights of the Unfulfilled Duty : Zarqawi and the Afghan Jihad ».

9. Cité dans Fu'ad Hussein, *Al-Zarqawi : The Second Generation of al-Qaeda* (non publié, 2006).

10. *Ibid.*

11. *Ibid.*

12. *Ibid.*

13. Jean-Charles Brisard, *Zarkaoui : Le nouveau visage d'Al-Qaïda*.

14. Entretien de l'auteur avec Abou Moutaz.

4.
« Le temps de l’entraînement est terminé »

1. Ali H. Soufan, *The Black Banners : The Inside Story of 9/11 and the War Against Al-Qaeda* (New York, W. W. Norton, 2011).

2. Entretien de l’auteur avec Robert Richer.

3. Entretien de l’auteur avec un responsable jordanien.

4. Cité dans Fu’ad Hussein, *Al-Zarqawi : The Second Generation of al-Qaeda* (non publié, 2006).

5. *Ibid.*

5.
« Je l’ai fait pour Al-Qaïda et pour Zarqaoui »

1. Marcella Bombardieri and Jana Benscoter, « Slain Envoy Had Boston Ties on Aid Mission; Foley Was “Doing What I Want to Do” » (« Le fonctionnaire d’ambassade assassiné alors qu’il était en mission humanitaire avait des liens avec Boston ; Foley “faisait ce qu’il voulait faire” »), *Boston Globe*, 29 octobre 2002.

2. Entretien de l’auteur avec deux hauts responsables jordaniens directement informés des événements.

3. Entretien de l’auteur avec Nada Bakos.

4. CIA, « CTC Iraqi Support for Terrorism », rapport non publié de la CIA, CTC 2003-1000/HS, 29 janvier 2003.

5. Entretien de l’auteur avec un ancien haut responsable du renseignement américain.

6. Richard B. Cheney, *In My Time : A Personal and Political Memoir* (New York, Threshold Editions, 2011).

6.
« Cette guerre va arriver »

1. Entretien de l’auteur avec Charles Sam Faddis.

2. « Under the Microscope » (« Sous le microscope »), Al-Jazeera TV, Doha, 1er juillet 2004.

3. Entretien de l’auteur avec Charles Sam Faddis ; les descriptions sont extraites de son livre : Mike Tucker and Charles Sam Faddis, *Operation Hotel California: The Clandestine War Inside Iraq* (Guilford, Connecticut, Lyons Press, 2009).

4. Stanley A. McChrystal, *My Share of the Task : A Memoir* (New York, Portfolio/Penguin, 2013).

5. George Tenet, *At the Center of the Storm : My Years at the CIA* (New York, HarperCollins Publishers, 2007).

6. Peter Baker, *Days of Fire: Bush and Cheney in the White House* (New York, Doubleday, 2013).

7. Riad Kahwaji, « Jordan and U.S. Discuss Possible Patriot Deployments » (« La Jordanie et les États-Unis discutent de la possibilité d’un déploiement de Patriot »), *Marine Corps Times*, 10 février 2003.

8. Abdallah, roi de Jordanie, *La Dernière Chance*.

9. *Ibid*.

7.
« Il était maintenant célèbre dans tout le monde arabe »

1. Pour le discours de Colin Powell face au Conseil de sécurité des Nations unies du 5 février 2003, voir la version originale à : http://www.washingtonpost.com/wp-srv/nation/transcripts/powelltext_020503.html.

2. Entretien de l’auteur avec Nada Bakos.

3. Entretien de l’auteur avec Samih Battikhi.

4. Entretien de l’auteur avec Abou Moutaz.

5. Entretien de l’auteur avec Hassan Abou Haniya.

8.
« Ce n’était plus une victoire »

1. Entretien de l’auteur avec Nada Bakos ; un autre responsable américain au fait de ces événements a confirmé son récit.

2. Entretien de l’auteur avec Nada Bakos.

3. Rajiv Chandrasekaran, « Car Bomb Kills 11 in Baghdad » (« Une voiture piégée fait 11 morts à Bagdad »), *Washington Post Foreign Service*, 8 août 2003.

4. Michael R. Gordon, « Terror Group Seen As Back Inside Iraq » (« Un groupe terroriste considéré de retour en Irak »), *New York Times*, 10 août 2003.

5. E. A. Torriero, « Embassy Attack May Have Tie to Al Qaeda » (« L’attentat contre l’ambassade pourrait être lié à Al-Qaïda »), *Chicago Tribune*, 9 août 2003.

6. Jim Henderson, « Democracy Is Not Easy, Condoleezza Rice Tells Journalists in Dallas » (« La démocratie n’est pas chose facile, explique Condoleezza Rice à des journalistes à Dallas »), *Houston Chronicle*, 8 août 2003.

7. D’Arcy Doran, « UN Employees’ Fears Grew As Security Deteriorated in Baghdad » (« Les employés de l’ONU de plus en plus inquiets face à la détérioration des conditions de sécurité à Bagdad »), Associated Press, 28 août 2003.

8. Interview de Gil Loescher par Jeremy Paxman, diffusé sur BBC News le 18 décembre 2003. On peut trouver l’intégralité de cet entretien à : http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/newsnight/3330885.stm.

9. Conférence de presse de George W. Bush, à Crawford, Texas, 23 août 2003. Extraits sur http://www.usembassy-israel.org.il/publish/press/2003/august/082304.html.

10. Entretien de l’auteur avec un haut responsable américain qui a suivi l’enquête de près.

11. « Ayatollah Hakim's Last Sermon » (« Le dernier sermon de l'ayatollah Hakim »), *BBC News online*, 30 août 2003 : http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/3193341.stm.

12. Tom Infield, « U.S. General : Hezbollah Linked to Iraq Bombings » (« D'après un général américain, le Hezbollah est lié aux attentats en Irak »), *Philadelphia Inquirer,* 6 septembre 2003.

13. Entretien de l'auteur avec Bruce Riedel.

9.
« Alors, les gars, vous pensez que c'est une insurrection ? »

1. Entretien de l'auteur avec Robert Richer.

2. Entretien de l'auteur avec un ancien haut responsable américain qui a assisté aux événements.

3. Cité dans James Risen, *État de guerre : Histoire secrète de la CIA et de l'administration Bush* (Paris, Albin Michel, 2006). Traduction de Josiane Deschamps.

4. Entretien de l'auteur avec deux responsables présents à la réunion.

5. « Violent Response : The U.S. Army in Al-Falluja », Human Rights Watch, 2003 : http://www.hrw.org/reports/2003/iraqfalluja.

6. Entretien de l'auteur avec Zaydan Al-Jabiri.

10.
« Une bataille abominable, c'est exactement ce que nous voulons »

1. « Zarqawi Letter » (« Lettre de Zarqaoui ») à Oussama Ben Laden, Département d'État des États-Unis, février 2004 : http://2001-2009.state.gov/p/nea/rls/31694.htm.

2. Stanley A. McChrystal, *My Share of the Task.*

3. Entretien de l’auteur avec Stanley A. McChrystal.

4. Stanley A. McChrystal, *My Share of the Task*.

5. « Major Combat Operations Over in Iraq » (« Fin des opérations majeures de combat en Irak »), *PBS NewsHour*, 14 avril 2003 : http://www.pbs.org/newshour/updates/military-jan-june03-battles_04-14.

6. Entretien de l’auteur avec McChrystal.

7. Stanley A. McChrystal, *My Share of the Task*.

8. Cité dans Brian Knowlton : « U.S. Blames Iraq Attacks on Jordanian-Born Sunni Militant » (« Les États-Unis accusent un militant jordanien d’être responsable des attentats en Irak »), *New York Times*, 3 mars 2004.

9. Vivienne Walt, « Over 150 Killed in Iraq Blasts » (« Les attentats font plus de 150 victimes en Irak »), *Boston Globe*, 3 mars 2004.

11.
« Cela allait surpasser tout ce qu’avait pu accomplir Al-Qaïda »

1. Entretien de l’auteur avec deux hauts responsables jordaniens qui ont suivi les événements de près.

2. Entretien de l’auteur avec Abou Moutaz.

3. *Ibid*.

4. « Al Qaeda Plans Terrorist Attack in Chemical Weapons Against Jordan » (« Al-Qaïda préparait un attentat à l’arme chimique contre la Jordanie »), *Petra News Agency*, 27 avril 2004. (Texte intégral des aveux, non signé.)

5. Abdallah, roi de Jordanie, *La Dernière Chance*.

6. Jamie Holguinap, « Terrorist : Wish We Had That Bomb » (« Les terroristes : “Nous aimerions avoir cette bombe” »), Associated Press, 16 avril 2004.

12.
« Le cheikh des égorgeurs »

1. Transcription en langue anglaise de la vidéo de la décapitation de Nicholas Berg archivée par le département des Études islamiques de l'université de Géorgie : http://islam.uga.edu/zarqawi.html.

2. Lettre de Nicholas Berg, « *Tom's Photography* », 4 janvier 2004 : http://www.nickberg.org/berg/Email_from_Berg/Entries/2004/1/4_Bergs_Email_from_Iraq.html.

3. Michael Powell and Michelle Garcia, « In a Pennsylvania Town, Friends Recall the Pranks and the Promise » (« Dans une ville de Pennsylvanie, ses amis se souviennent de ses blagues et de ses espoirs »), *Washington Post*, 14 mai 2004.

4. Entretien de l'auteur avec Nada Bakos.

5. « President Bush Condemns Brutal Execution of Nicholas Berg » (« Le président Bush condamne l'exécution brutale de Nicholas Berg »), 12 mai 2004 : https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2004/05/20040512-12.html.

6. David E. Sanger et Richard W. Stevenson, « Bush Supporters Are Split on How to Pursue Iraq Plan » (« Les soutiens de Bush sont divisés quant à la façon de poursuivre la guerre d'Irak »), *New York Times*, 13 mai 2004.

7. Entretien de l'auteur avec Nada Bakos.

13.
« Là-bas, c'est sans espoir »

1. Entretien de l'auteur avec Robert S. Ford.

2. Entretien de l'auteur avec Ronald Neumann.

3. « USEB 154: 1st Marine Expeditionary Force Discusses Situation in Al Anbar Province » (« USEB 154 : le 1er corps expéditionnaire des marines évoque la situation dans la province d'Al-Anbar »), Bibliothèque publique

de la diplomatie américaine, 23 juillet 2004 : https://www.wikileaks.org/plusd/cables/04BAGHDAD235_a.html.

4. Entretien de l'auteur avec Zaydan Al-Jabiri.

5. Hannah Allum, « Fallujah's Real Boss : Omar the Electrician » (« Le vrai maître de Falloujah : Omar l'électricien »), Knight Ridder Newspapers, 25 juin 2004.

6. « Al-Zarqawi's Message to the Fighters of Jihad in Iraq on September 11, 2004 » (« Message d'Al-Zarqaoui du 11 septembre 2004 aux combattants du djihad en Irak »), Middle East Media Research Institute, 15 septembre 2004 : http://www.memri.org/report/en/print1219.htm.

7. Mohammed Abou Rumman & Hassan Abou Haniya, *The « Islamic Solution » in Jordan : Islamists, the State, and the Ventures of Democracy and Security* (Amman, Jordanie, Friedrich-Ebert-Stiftung Jordan & Iraq, 2013).

8. Abou Mohammed Al-Maqdisi, « Soutien et conseils, espoirs et peines », lettre ouverte, juillet 2004 : www.memri.org/report/en/print1473.htm.

9. Voir l'intégralité de la traduction anglaise du « Message d'Amman », sur « The Official Website of the Amman Message » : www.ammanmessage.com.

10. Abdallah, roi de Jordanie, *La Dernière Chance*.

11. Déclaration de Ben Laden du 15 décembre 2004, cité dans « Bin Laden's Tape: Key Excerpts » (« Message de Ben Laden : les principaux extraits »), BBC News, 27 décembre 2004.

12. Jeffrey Pool, « Zarqawi's Pledge of Allegiance to Al-Qaeda : From Mu'Asker Al-Battar, Issue 21 » (« Le serment d'allégeance de Zarqaoui à Al-Qaïda : de Mu'Asker Al-Battar, n° 21 »), *Terrorism Monitor,* vol. 2, n° 24 (15 décembre 2004) : http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews[tt_news]=27305#.VUdYf5N0v64.

14.
« Vous allez l’attraper ? »

1. Jeffrey Pool, « Zarqawi’s Pledge of Allegiance to Al-Qaeda : From Mu’Asker Al-Battar, Issue 21 » (« Le serment d’allégeance de Zarqaoui à Al-Qaïda : de Mu’Asker Al-Battarn, n° 21 »), *Terrorism Monitor,* vol. 2, n° 24 (15 décembre 2004) : http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews[tt_news]=27305#.VUdYf5N0v64.

2. Département d’État des États-Unis, « Governor in Trouble-Ridden Anbar Province Held Hostage » (« Le gouverneur de la province agitée d’Anbar pris en otage »), câble du 3 août 2004, récupéré dans : https://wikileaks.org/plusd/cables/04BAGHDAD356_a.html.

3. Entretien de l’auteur avec Robert S. Ford.

4. « Iraqi Vice-President on Tackling “Security Chaos” Coalition Pullout, Government » (« Le vice-président irakien s’en prend au “chaos sécuritaire”, au retrait de la coalition et au gouvernement »), Al-Jazeera TV, 29 avril 2006.

5. Entretien de l’auteur avec un ancien haut responsable américain au fait des évènements.

6. Entretien de l’auteur avec Nada Bakos.

7. Entretien de l’auteur avec un ancien haut responsable américain au fait des événements.

8. Lettre d’Ayman Al-Zaouahiri à Abou Moussab Al-Zarqaoui, dont on trouve la traduction anglaise sur le site du Combating Terrorism Center de West Point : https://www.ctc.usma.edu/v2/wp-content/uploads/2013/10/Zawahiris-Letter-to-Zarqawi-Translation.pdf.

9. Zarqaoui, « Zarqawi Clarifies Issues Raised by Sheikh Maqdisi » (« Zarqaoui fait le point sur les questions soulevées par le cheikh Maqdisi »), lettre ouverte du 21 juillet 2005, traduction anglaise de la version intégrale sur :

http://thesis.haverford.edu/dspace/bitstream/handle/10066/4760/ZAR20050712.pdf?sequence=3.

10. « Al-Zarqawi Declares War on Iraqi Shia » (« Al-Zarqaoui déclare la guerre aux chiites d'Irak »), *Al-Jazeera*, 14 septembre 2005 : http://www.aljazeera.com/archive/2005/09/200849143727698709.html.

11. Entretien de l'auteur avec deux hauts responsables américains présents à cette réunion.

12. Stanley A. McChrystal, *My Share of the Task*.

13. Entretien de l'auteur avec Stanley A. McChrystal.

14. McChrystal, *My Share of the Task*.

15. Entretien de l'auteur avec un haut responsable américain présent à ce moment-là.

15.
« C'est notre 11 Septembre »

1. « Full Text of Iraqi Woman's Confession » (« Texte intégral des aveux de l'Irakienne »), Associated Press, 13 novembre 2005 : http://www.nbcnews.com/id/10027725/ns/world_news-terrorism/t/full-text-iraqi-womans-confession/#.VzdJLdeE4TE.

2. Entretien de l'auteur avec un haut responsable jordanien.

3. Entretien de l'auteur avec un officier du renseignement jordanien.

4. Malmoud Al-Abed & Mohammed Ghazal, « Thousands Rally in Unity Against Terror » (« Plusieurs milliers de personnes se rassemblent, unies contre le terrorisme »), *Jordan Times*, 12 novembre 2005.

5. Abdallah, roi de Jordanie, *La Dernière Chance*.

6. Entretien de l'auteur avec Robert Richer.

7. Entretien de l'auteur avec un haut responsable jordanien au fait de l'enquête.

8. « Al-Zarqawi Purportedly Says Wedding Wasn't Targeted » (« Al-Zarqaoui aurait déclaré que ce n'était pas le mariage qui était visé »), Associated Press, 18 novembre 2005.

9. Lettre d'Atiyah Abd Al-Rahman à Abou Moussab Al-Zarqaoui, fin 2005, intégralité de la traduction anglaise présentée sur le site du Combating Terrorism Center de West Point : https://www.ctc.usma.edu/posts/atiyahs-letter-to-zarqawi-english-translation-2.

10. « Text of a Document Found in Zarqawi's Safe House » (« Texte d'un document trouvé dans la planque de Zarqaoui »), Associated Press, 6 juin 2006.

11. Département d'État des États-Unis, « Sectarian Nerves on Edge After Samarra Shrine Explosion » (« Nerfs à vif dans les courants religieux après l'explosion de la mosquée de Samarra »), câble du 23 février 2006, extrait de : https://www.wikileaks.org/plusd/cables/06STATE29555_a.html.

12. Peter Baker, *Days of Fire.*

13. On peut voir des extraits de ces vidéos à la page suivante : https://www.youtube.com/watch?v=uB0apnoVf8Y.

14. Rusty Shackleford, Ph.D., « Zarqawi Video (with Subtitles) [Updated: Transcripts] » (« Vidéo de Zarqaoui (avec sous-titres) [transcription mise à jour]) »), *e Jawa Report*, 26 avril 2006, http://mypetjawa.mu.nu/archives/173861.php.

15. Edward Wong & John F. Burns, « Iraqi Rift Grows After Discovery of Prison » (« Le fossé irakien s'accroît après la découverte d'une prison »), *New York Times*, 17 novembre 2005.

16.
« Pour toi, la fin est proche »

1. Entretien de l'auteur avec un haut responsable jordanien au fait de ces événements.

2. Entretien de l’auteur avec un haut responsable américain présent à cette réunion.

3. Stanley A. McChrystal, *My Share of the Task*.

4. Entretien de l’auteur avec Stanley A. McChrystal.

5. Rapport final de l’autopsie d’Abou Moussab Al-Zarqaoui, Armed Forces Institute of Pathology, 8 juin 2006.

6. Entretien de l’auteur avec le représentant Steny Hoyer ; voir aussi Peter Baker, *Days of Fire*.

7. Entretien de l’auteur avec Nada Bakos.

8. Entretien de l’auteur avec Abou Haytham.

9. Entretien de l’auteur avec Zaydan Al-Jabiri.

17.
« Le peuple veut renverser le régime ! »

1. Entretien de l’auteur avec des responsables américains au fait de ces événements.

2. *Ibid*.

3. Joan Juliet Buck, « Asma al-Assad : A Rose in the Desert » (« Asma al-Assad : une rose dans le désert »), *Vogue*, 25 février 2011.

4. « John Kerry Praises Syria in 2011 Speech » (« John Kerry fait l’éloge de la Syrie dans un discours de 2011 »), discours à la Fondation Carnegie pour la paix internationale, mars 2011. Voir l’intégralité du discours en anglais à : https://www.youtube.com/watch?v=GHMiLIZ_iwQ.

5. Entretien de l’auteur avec Robert Ford.

6. « Torture Archipelago: Arbitrary Arrests, Torture, and Enforced Disappearances in Syria’s Underground Prisons Since March 2011 » (« L’archipel de la torture : arrestations arbitraires, torture et disparitions forcées dans les prisons syriennes clandestines depuis mai 2011 »), Human

Rights Watch, 3 juillet 2012, intégralité du rapport consultable à : http://www.hrw.org/reports/2012/07/03/torture-archipelago-0.

7. Entretien de l'auteur avec Frederic C. Hof.

8. « Syria Says US "Interfering" As Ambassador Visits Hama » (« La Syrie déclare que les États-Unis "font de l'ingérence" avec la visite de leur ambassadeur à Hama »), BBC News, 8 juillet 2011.

9. « Clinton Says Syria's Assad "Not Indispensable" » (« Clinton déclare qu'Assad n'est "pas indispensable" à la Syrie »), Voice of America, 10 juillet 2011 : http://www.voanews.com/content/clinton-says-syrias-assad-not-indispensable—125382213/142106.html.

10. Macon Philips, « President Obama : "The Future of Syria Must Be Determined by Its People, but President Bashar al-Assad Is Standing in Their Way" » (« Le président Obama : "Le futur de la Syrie doit être déterminé par son propre peuple, mais le président Bachar El-Assad se dresse sur son chemin" », *White House Blog*, 18 août 2011 : https://www.whitehouse.gov/blog/2011/08/18/president-obama-future-syria-must-be-determined-its-people-president-bashar-al-assad.

11. Entretien de l'auteur avec Benjamin Rhodes.

12. « Syria Speech by Bashar al-Assad » (« Discours de Bachar El-Assad sur la Syrie »), 20 juin 2011 : al-bab.com/albab-orig/albab/arab/docs/syria/bashar-assad-speech-110620.htm.

18.
« Où est cet État islamique d'Irak dont tu me parles ? »

1. Entretien de l'auteur avec deux hauts responsables au fait de ces événements.

2. Entretien de l'auteur avec un haut responsable au fait de ces événements.

3. Cole Bunzel, « From Paper State to Caliphate : The Ideology of the Islamic State » ("De l'État de papier au califat : l'idéologie de l'État

islamique”), Brookings Institute, *Brookings Project on U.S. Relations with the Islamic World*, mars 2015.

4. Wikimedia Foundation, Foreign Affairs Committee, *The ISIS Threat : The Rise of the Islamic State and Their Dangerous Potential* (Google eBook, 25 septembre 2014).

5. Entretien de l’auteur avec trois responsables américains qui ont pris part aux événements.

6. Joby Warrick, « U.S. Cites Big Gains Against Al-Qaeda » (« Les États-Unis évoquent d’importantes victoires contre Al-Qaïda »), *Washington Post*, 30 mai 2008.

7. Entretien de l’auteur avec un haut responsable américain qui a contribué à superviser ces opérations.

8. Steven Lee Myers, « New Qaeda “War Minister” Warns of “Days Colored in Blood” » (« Le nouveau “ministre de la guerre” d’Al-Qaïda annonce des “jours teintés de sang” »), *New York Times*, 14 mai 2010.

19.
« Voici l’État auquel Zarqaoui a ouvert la voie »

1. « Al-Jazeera Interview with Abu Mohamed Golani, the Head of al-Nusra in Syria » (« Interview d’Abou Mohammed Al-Joulani, chef d’Al-Nosra en Syrie, par la chaîne Al-Jazeera »), 18 décembre 2013, extrait de : https://www.youtube.com/watch?v=X8uTGdun5Fg.

2. Entretien de l’auteur avec un haut responsable américain au fait des profils de Baghdadi élaborés par les services de renseignement.

3. Janine di Giovanni, « Who Is ISIS Leader Abu Bakr al-Baghdadi ? » (« Qui est Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l’EI ? »), *Newsweek*, 8 décembre 2014.

4. Pieter van Nostaeyen, « The Biography of Sheikh Abu Bakr Al-Baghdadi, Amir of the Islamic State in Iraq and Al-Sham » (« Biographie du cheikh Abou Bakr Al-Baghdadi, émir de l’État islamique d’Irak et d’Al-

Sham »), *World Press*, juillet 2013 : https://pietervanostaeyen.wordpress.com/2013/07/15/abu-bakr-al-baghdadi-a-short-biography-of-the-isis-sheikh.

5. Lt. Commander Vasilios Tasikas, « The Battlefield Inside the Wire » (« Le champ de bataille à l'intérieur des barbelés »), *Military Review*, septembre-octobre 2009.

6. *Ibid.*

7. Al-Adnani aurait été le commanditaire des attentats de novembre à Paris.

8. Paul Vale, « Islamic State's Al-Baghdadi Says Group Will Fight to "Last Soldier" » (« Al-Baghdadi, membre de l'État islamique, dit que le groupe se battra jusqu'à son "dernier soldat" »), Associated Press, 13 novembre 2014.

9. Ruth Sherlock, « How a Talented Footballer Became World's Most Wanted Man » (« Comment un joueur de football de talent est devenu l'homme le plus recherché du monde »), *Telegraph* [Londres], 11 novembre 2014.

10. Matthew Barber, « New ISIS Leaks Reveal Particulars of al-Qaeda Strategy » (« De nouvelles fuites de l'État islamique révèlent les détails de la stratégie d'Al-Qaïda »), extrait du blog *Syria Comment* du Centre des études moyen-orientales de l'université d'Oklahoma, 12 janvier 2014.

11. Entretien de l'auteur avec un haut responsable américain.

12. « The Islamic State in Iraq and Syria Shall Remain » (« L'État islamique d'Irak et de Syrie est là pour rester »), message audio posté le 6 juin 2013 ; traduction anglaise fournie par le Middle East Media Research Institute.

13. Entretien de l'auteur avec Mouaz Moustafa.

14. Entretien de l'auteur avec Noura Al-Ameer.

20.
« La musique d’ambiance a commencé à changer »

1. « New Jihad Group in Syria Announces Its Establishment » (« Un nouveau mouvement djihadiste en Syrie annonce sa propre création »), message vidéo, Middle East Media Research Institute, 24 janvier 2012.

2. Cité dans Alexandra Zavis and Katie Paul, « Syria Capital Hit by Massive Bombings » (« La capitale syrienne frappée par des bombardements massifs »), *Los Angeles Times*, 24 décembre 2011.

3. David D. Kirkpatrick, « Qatar’s Support of Islamists Alienates Allies Near and Far » (« Le Qatar soutient les islamistes et s’aliène ses alliés proches et lointains »), *New York Times*, 7 septembre 2014.

4. Entretien de l’auteur avec un important diplomate du Moyen-Orient.

5. Entretien de l’auteur avec un haut responsable d’un service de renseignement du Moyen-Orient.

6. Entretien confidentiel de l’auteur avec un haut conseiller du roi Abdallah II.

7. Adam Entous, « Covert CIA Mission to Arm Syrian Rebels Goes Awry » (« La mission secrète de la CIA pour armer les rebelles syriens tourne court »), *Wall Street Journal*, 26 janvier 2015.

8. Entretien de l’auteur avec un haut responsable au fait de cette conversation.

9. *Ibid.*

10. Entretien de l’auteur avec Robert S. Ford.

11. *Ibid.*

12. Entretien de l’auteur avec Leon E. Panetta. Voir aussi Leon E. Panetta, *Worthy Fights: A Memoir of Leadership in War and Peace* (New York, Penguin Press, 2014).

13. Hillary Clinton, *Le Temps des décisions – 2008-2013* (Paris, Fayard, 2014). Traduction de Perrine Chambon, Lise Chemla, Paul Chemla & Odile

Demange.

14. Entretien de l’auteur avec Leon E. Panetta.

15. Entretien de l’auteur avec Benjamin Rhodes.

16. *Ibid.*

17. Clinton, *Le Temps des décisions*.

18. Entretien de l’auteur avec Leon E. Panetta.

21.
« Après ça, tout espoir avait disparu »

1. « Who Is the ISIL Iraqi Terrorist Who Executed the Three Syrian Truckers in Syrian–Iraqi border in 2013 ? » (« Qui est le terroriste irakien de l’EI qui a exécuté les trois chauffeurs routiers syriens à la frontière syro-irakienne en 2013 ? »), *Liveleak.com*, mars 2015. Plus de détails sur : http://www.liveleak.com/view?i=8d1_1398584978#mjwHKBEOjIWYc8Ou.99.

2. Abou Bakr Al-Baghdadi, « Give Good News to the Believers : The Declaration of the Islamic State in Iraq and Al-Sham » (« Bonne nouvelle pour les croyants : annonce officielle de l’État Islamique d’Irak et d’Al-Sham »), discours audio, World Press, avril 2013, intégralité de la traduction anglaise à : https://azelin.files.wordpress.com/2013/04/shaykh-abc5ab-bakr-al-e1b8a5ussaync4ab-al-qurayshc4ab-al-baghdc481dc4ab-e2809cannouncement-of-the-islamic-state-of-iraq-and-al-shc481m22-en.pdf.

3. « Jabhat Al-Nusra Leader Abu Muhammad al-Joulani Pledges Allegiance to Al-Zawahiri » (« Le chef de Jabhat Al-Nosra Abou Mohammed Al-Joulani prête allégeance à Al-Zaouahiri »), message audio, posté le 10 avril 2013. Traduction anglaise fournie par le Middle East Media Research Institute.

4. « Al-Qaeda Chief Ayman al-Zawahiri’s Letter to the Leaders of the Two Jihadi Groups » (« Lettre du chef d’Al-Qaïda Ayman Al-Zaouahiri aux

chefs des deux groupes djihadistes »), avril 2014, version intégrale de la traduction anglaise à : http://archive.org/stream/710588-translation-of-ayman-al-zawahiris-letter/710588-translation-of-ayman-al-zawahiris-letter_djvu.txt.

5. La traduction anglaise de la déclaration de Baghdadi est présentée sur le blog *Jihad and Terrorism Threat Monitor* du Middle East Media Research Institute depuis le 16 juin 2013.

6. Mushreq Abbas, « Al-Qaeda Militants Raid Iraq's Abu Ghraib, Taji Prisons » (« Les militants d'Al-Qaïda font un raid contre les prisons irakiennes d'Abou Ghraib et de Taji »), *Al Monitor*, juillet 2013.

7. Entretien de l'auteur avec Abou Ibrahim Al-Raqqaoui. Pour son blog, voir Abou Ibrahim Al-Raqqaoui, « Raqqa Is Being Slaughtered Silently » (« Racca se fait massacrer en silence ») : http://www.raqqa-sl.com/en ; extrait datant d'avril 2015.

8. Entretien de l'auteur avec Al-Raqqaoui.

9. « British Jihadi Compares Syria War to Call of Duty » (« Un djihadiste britannique compare la guerre de Syrie à *Call of Duty* »), BBC News, 13 juin 2014.

10. Entretien de l'auteur avec Mouaz Moustafa.

11. Entretien de l'auteur avec un responsable du Congrès ayant assisté à la réunion.

12. Chris Wallace, « Sen. McCain Talks US Action in Syria » (« Le sénateur McCain évoque une action américaine en Syrie »), Fox News, 5 mai 2013.

13. Conférence de presse du président Barack Obama, Maison Blanche, extrait de : https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/05/16/joint-press-conference-president-obama-and-prime-minister-erdogan-turkey.

14. Entretien de l'auteur avec Robert S. Ford.

15. *Syria Hearing Before the Committee on Foreign Relations, U.S. Senate* (Washington, D.C, Government Printing Office, 31 octobre 2013).

22.
« C’est une révolution tribale »

1. Entretien de l’auteur avec Zaydan Al-Jabiri.

2. Hamza Moustafa, « There Is a “Tribal Revolution” in Iraq : Anbar Tribal Chief » (« Un chef de tribu d’Anbar : il y a une “révolution tribale” en Irak »), *Asharq Al-Awsat*, 17 juin 2014.

3. Entretien de l’auteur avec Abdalrazzaq Al-Souleiman.

4. Transcription de la déclaration du lieutenant général Michael T. Flynn, directeur de la DIA, devant le Comité des forces armées du Sénat, 11 février 2014.

5. Entretien de l’auteur avec Michael Flynn.

6. Ned Parker, Isabel Coles et Raheem Salman, « Special Report : How Mosul Fell » (« Dossier spécial : comment Mossoul est tombée »), Reuters, 14 octobre 2014.

7. Entretien de l’auteur avec un haut responsable jordanien.

8. *Ibid*.

Épilogue

1. « ISIS Burns Hostage Alive : Raw Video », « Un otage de l’El brûlé vif : une vidéo très crue », *Fox News*, 3 février 2015.

2. Barack Obama, « Déclaration du président Obama sur la stratégie d’élimination de l’EIIL (extraits) », sur : http://iipdigital.usembassy.gov/st/french/texttrans/2014/09/20140911308085.html#ixzz47UwtIS16.

3. Centre Woodrow Wilson pour les étudiants internationaux, « Muslims Condemn ISIS Killing of Jordanian Pilot » (« Les musulmans condamnent l’assassinat du pilote jordanien par l’EI »), *The Islamists Are Coming* (blog), 5 février 2015.

4. « Jihadi Ideologue Calls For Freeing British Hostage » (« Un idéologue djihadiste réclame la libération de l'otage britannique »), Associated Press, 20 septembre 2004.

5. « Daesh Releases New Audio Recording of Pilot Negotiation Attempts » (« Daesh publie un nouvel enregistrement des tentatives de négociations pour libérer le pilote »), *Al-Bawaba News*, 18 février 2015.

6. Entretien de Maqdisi à la chaîne de télévision jordanienne, Roya TV, 6 février 2015. Traduction anglaise effectuée par le Middle East Media Research Institute : http://www.memritv.org/clip/en/4767.htm.

7. Rami Khouri, « ISIS Is About the Arab Past, Not the Future » (« La question de l'EI concerne le passé des Arabes et non le futur »), conférence tenue au Woodrow Wilson Center for International Scholars, le 11 mai 2015.

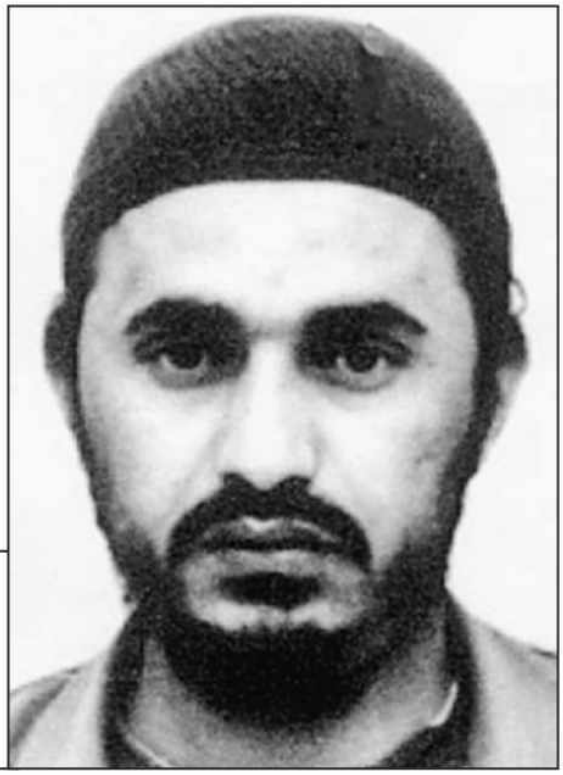
8. Souleiman Al-Khalidi, « Jordanian King Vows "Relentless" War on Islamic State's Own Ground » (« Le roi de Jordanie promet une guerre "sans relâche" sur le propre terrain de l'État islamique »), Reuters, 4 février 2015.

9. Ranya Kadri & Anne Barnard, « Jordan, Unabashed, Announces Latest Bombing Raid on ISIS Targets » (« La Jordanie ne se laisse pas abattre et annonce ses derniers bombardements contre les cibles de l'EI »), *New York Times*, 5 février 2015.

10. William Booth & Taylor Luck, « Jordan Rages Against Islamic State As Military Vows to Expand Airstrikes » (« La Jordanie furieuse contre l'État islamique, tandis que l'armée promet d'augmenter les frappes aériennes »), *Washington Post*, 6 février 2015.

Le petit Ahmed Fadil Nazzal al-Khalayla – futur Zarqaoui – pose avec sa mère et l'un de ses jeunes frères et sœurs pour une photo de famille non datée. (Royaume hachémite de Jordanie.)

Zarqaoui tel qu'il était vers 1989, lorsqu'il a quitté la Jordanie pour rejoindre les moudjahidine en Afghanistan. (Royaume hachémite de Jordanie.)



En 1994, Zarqaoui atterrit en prison après l'échec d'un complot terroriste ; il sera libéré en 1999– époque à laquelle a été prise cette photo – dans le cadre d'une amnistie générale. (Royaume hachémite de Jordanie.)

Le jeune prince Abdallah en uniforme militaire offre des couteaux de cérémonie à son père, le roi Hussein de Jordanie. (Cour royale hachémite.)

Le roi Abdallah II rencontre le président George W. Bush à la Maison-Blanche, un mois après les attentats du 11 septembre 2001. Leurs relations ont beau être cordiales, Abdallah le prévient que la prochaine invasion américaine de l'Irak ouvrira une véritable boîte de Pandore dans la région. (Photo de la Maison-Blanche ; avec l'aimable autorisation de la George W. Bush Presidential Library.)

Portrait officiel du roi de Jordanie et de la reine Rania.
(Cour royale hachémite, 2010.)

Le quartier général des Nations unies en Irak en ruines après un attentat-suicide dévastateur qui a tué le chef de la mission ainsi que vingt-deux autres personnes. Cet attentat du mois d'août 2003 a été l'un des premiers associés à Zarqaoui. (Département de la Défense des États-Unis.)

Zarqaoui, masqué, se tient derrière l'otage américain assis Nick Berg, un homme d'affaires de Pennsylvanie capturé en Irak en 2004. La vidéo de la décapitation de Berg, la première de nombreuses exécutions de ce genre, est devenue la carte de visite de Zarqaoui. (SITE Intelligence Group.)

Zarqaoui tient contre lui une mitrailleuse légère pour une vidéo de propagande datant de 2006. Malgré la répulsion généralisée que pouvait causer la brutalité de sa tactique, la réputation d'intrépidité de Zarqaoui attirera des milliers de volontaires islamistes en Irak. (SITE Intelligence Group.)

Nada Bakos, photographiée ici en 2014, était la principale « cibleuse » de Zarqaoui pour la CIA pendant les premières années de la guerre d'Irak.
(Avec l'aimable autorisation de Nada Bakos.)

Le diplomate Robert S. Ford a tenté d'encourager les hommes politiques irakiens sunnites à se présenter aux élections malgré les menaces de Zarqaoui. Devenu ensuite ambassadeur des États-Unis en Syrie, c'est lui qui a sonné l'alarme concernant la présence croissante d'islamistes au sein des milices rebelles.
(Département d'État des États-Unis.)

Le général Stanley McChrystal inspecte ses troupes, en 2010, lors d'une cérémonie.
Chef des Forces spéciales américaines en Irak, McChrystal a contribué à élaborer la stratégie qui a abouti à la mort de Zarqaoui en 2006, ainsi qu'à la quasi-destruction de son organisation au cours des années suivantes. (Département de la Défense des États-Unis.)

L'aspirante terroriste Sajida al-Richaoui montre la ceinture explosive qui n'a pas explosé lors de l'attentat de Zarqaoui contre plusieurs hôtels occidentaux de la capitale jordanienne. (*The Jordan Times.*)

Des soldats fouillent les décombres du repaire de Zarqaoui après que le bâtiment a été rasé par un avion de chasse américain. (Département de la Défense des États-Unis.)

Zarqaoui a été sorti vivant des décombres de sa planque mais il est mort quelques minutes plus tard à la suite de l'effet de souffle, entouré de soldats américains. Son corps, ici en photo, a ensuite été transporté dans une base militaire américaine pour identification. (Département de la Défense des États-Unis.)

L'immense foule des manifestants contre le régime de Bachar el-Assad, à Hama, en Syrie, en juillet 2011. L'intervention des diplomates américains a retardé, mais n'a en fin de compte pas empêché un assaut sanglant des forces de sécurité gouvernementales. (Shaam News Network.)

Le futur chef de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, photographié au camp de détention américain de Camp Bucca en février 2004. (Département de la Défense des États-Unis.)

Les soldats de l'EI défilent dans les rues de Racca, ville de l'ouest de la Syrie dont s'est emparé le groupe terroriste en 2013 avant de la revendiquer comme sa capitale. (SITE Intelligence Group.)

Abou Bakr al-Baghdadi, dirigeant de l'EI, s'autoproclame chef du califat islamique à la grande mosquée d'al-Nouri dans la ville irakienne de Mossoul. (SITE Intelligence Group.)

L'EI terrorise les villes irakiennes et syriennes dont il s'est emparé en procédant à des exécutions publiques, des décapitations, des crucifixions, telles que celle-ci, sur l'une des places principales de Racca. (SITE Intelligence Group.)

Un convoi de véhicules de l'EI en train de traverser le désert irakien début 2014.
Grâce au soutien décisif des Irakiens sunnites, le groupe terroriste parvient à s'emparer facilement de la deuxième plus grande ville du pays, Mossoul, ainsi que de l'essentiel de la province d'Anbar. (SITE Intelligence Group.)

Une image de propagande de l'EI montre le pilote jordanien capturé Mouath al-Kassaesbah avant qu'il soit brûlé vif, son exécution étant filmée à la caméra vidéo.
(SITE Intelligence Group.)

Le roi Abdallah II étreint le père du pilote assassiné al-Kassaesbah, devant la maison familiale, au sud de la Jordanie. (Cour royale hachémite.)

Les avions de chasse jordaniens reviennent d'une mission de bombardement en Syrie après que la monarchie jordanienne a juré de venger l'exécution du pilote capturé. « Notre riposte sera terrible », déclare le roi.
(Forces armées de Jordanie.)

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library